

PUB 8507

*Rapport sur le développement
dans le monde 1990*

LA PAUVRETE



INDICATEURS DU DEVELOPPEMENT DANS LE MONDE

Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized



Rapport sur le développement dans le monde 1990

*Banque mondiale
Washington*

*Publié dans sa version originale
en anglais sous le titre World Development Report 1990
par Oxford University Press pour la Banque mondiale*

© 1990 Banque internationale
pour la reconstruction et le développement/
Banque mondiale
1818 H Street, N.W., Washington, D.C. 20433
Etats-Unis d'Amérique.

Premier tirage : juin 1990

*Tous droits réservés. Aucune partie de la présente publication
ne peut être reproduite, mise en mémoire ou transmise sous
aucune forme ni par aucun moyen, électronique ou
mécanique, par photocopie, enregistrement, ou de toute autre
façon, sans l'autorisation préalable de la Banque mondiale.
Fait aux Etats-Unis d'Amérique.*

*Les appellations, les classifications, les limites
et les couleurs figurant sur les cartes
du Rapport sur le développement dans le monde
n'impliquent de la part de la Banque mondiale et des institutions
qui lui sont affiliées aucun jugement
quant au statut juridique ou autre
d'un territoire quelconque, ni la reconnaissance
ou l'acceptation d'une limite particulière.*

*La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des informations
qui figurent dans la présente publication
et dégage toute responsabilité quant aux conséquences
que pourrait avoir leur utilisation.*

ISBN 0-8213-1504-8
ISSN 0271-1710

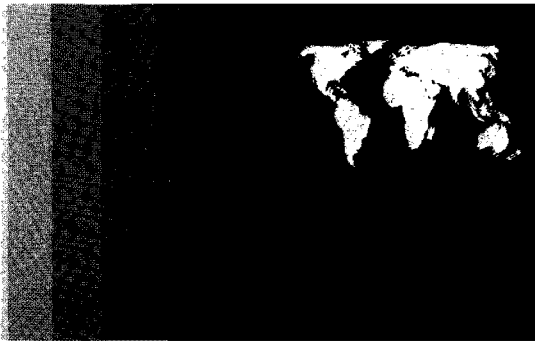
*La Bibliothèque du Congrès des Etats-Unis a catalogué comme suit
l'édition anglaise de cette publication périodique :
World development report. 1978-
[New York] Oxford University Press.
v. 27 cm. annual.*

Published for the World Bank.

1. Underdeveloped areas — Periodicals. 2. Economic development —
Periodicals. I. International Bank for Reconstruction and Development.
HC59.7.W659 330.9'172'4 78-67086

Dépositaires de la Banque mondiale

Belgique	Côte d'Ivoire	Maroc
Publications des Nations Unies Avenue du Roi 202 1060 Bruxelles	Centre d'édition et de diffusion africaines (CEDA) 04 B.P. 541 Abidjan 04 Plateau	Société d'études marketing marocaine 12, rue Mozart Bd. d'Anfa Casablanca
Canada Le Diffuseur C.P. 85 1501, rue Ampère Boucherville Québec J4B 5E6	France Publications de la Banque mondiale 66, avenue d'Iéna 75116 Paris Editions Economica 49, rue Héricart 75015 Paris	Suisse Librairie Payot 6, rue Grenus Case postale 381 CH 1211 Genève 11



Avant-propos

Voici le treizième de notre série annuelle de rapports sur les grandes questions de développement. Comme les années précédentes, il contient en annexe les Indicateurs du développement dans le monde, qui présentent diverses statistiques sociales et économiques sur plus de 120 pays. Le thème en est ce qui constitue le problème le plus pressant de l'heure pour la communauté du développement : comment faire reculer la pauvreté. Les principales conclusions en sont résumées ci-après.

L'économie mondiale a enregistré une croissance modérée dans les dernières années de la décennie. Mais le bilan n'a pas été positif pour tous. Les pays industriels ont connu une évolution favorable de la croissance, des échanges et de l'investissement. Le revenu réel par habitant a augmenté (et la pauvreté reculé) en Asie du Sud et, plus encore, en Asie de l'Est. Mais, dans certains pays d'Amérique latine et dans la majeure partie de l'Afrique subsaharienne, revenu réel par habitant, niveau de vie et investissement ont fléchi. Pour les pauvres de ces pays, les années 80 auront été une décennie perdue.

En 1985, plus de 1 milliard de personnes, soit près du tiers de la population totale du monde en développement, ne disposaient pas de 370 dollars par an pour vivre. Le pourcentage de pauvres était particulièrement élevé en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne. Les autres aspects de la qualité de la vie — déjà moins bons, dans l'ensemble, dans les pays en développement que dans les pays développés — variaient considérablement selon les régions, celles où l'incidence de la pauvreté était la plus grande affichant les plus mauvais chiffres. C'est ainsi qu'en 1985, l'espérance de vie, qui était de 76 ans pour le monde développé, n'était que de 50 ans pour l'Afrique subsaharienne et de

56 ans pour l'Asie du Sud. Certaines régions avaient presque atteint l'objectif d'universalisation de l'instruction primaire, mais les taux nets de scolarisation primaire n'étaient que de 56 % en Afrique subsaharienne et d'environ 75 % en Asie du Sud. Les femmes constituent souvent une catégorie défavorisée, même parmi les pauvres; dans la plupart des régions, les taux d'alphabétisation et les salaires sont nettement plus faibles pour les femmes que pour les hommes, et l'accès aux services sociaux et à l'emploi plus difficile. La condition des femmes pauvres est préoccupante en soi. Elle l'est d'autant plus que la santé et l'instruction des mères influent beaucoup sur le bien-être et l'avenir de leurs enfants.

L'expérience du développement nous montre que le plus sûr moyen d'améliorer rapidement, et à des conditions politiquement supportables, la vie des pauvres est de poursuivre à cette fin une stratégie à deux volets : pratiquer, tout d'abord, un type de croissance qui mette à profit ce qui est la plus abondante des ressources du pauvre, à savoir sa force de travail; lui donner, ensuite, largement accès aux services sociaux de base, et en particulier à l'instruction primaire, aux soins de santé primaires et au planning familial. D'abord, donc, ouvrir des perspectives; ensuite, donner aux pauvres les moyens d'en tirer parti. Il faudra compléter la stratégie par des transferts bien ciblés, pour aider ceux qui sont dans l'incapacité d'en bénéficier, et des filets de sécurité, pour protéger ceux qui sont exposés aux chocs.

Si l'action des pouvoirs publics est déterminante pour le recul de la pauvreté, une aide internationale n'en est pas moins indispensable. Mais ce n'est pas uniquement par des injections de ressources que le problème pourra être résolu. L'aide

est le plus efficace quand elle vient seconder les efforts de celui qui la reçoit. Il faudrait lier plus étroitement l'aide à la poursuite, par les pays, d'actions de développement destinées à faire reculer la pauvreté.

Le Rapport projette, pour les années 90, une robuste croissance d'environ 3 % par an dans les pays industriels et d'environ 5,1 % dans le monde en développement, dont le taux de croissance a été de 4,3 % dans les années 80. Si ces prévisions sont justes, les perspectives d'une amélioration de la qualité de la vie sont excellentes pour la plupart des régions — sauf celles auxquelles un accroissement démographique rapide devrait faire perdre le bénéfice de la croissance économique.

On prévoit que le nombre de pauvres baissera de manière spectaculaire et que les indicateurs sociaux continueront à s'améliorer en Asie de l'Est et en Asie du Sud. Dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, d'Europe de l'Est et du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, la réduction du nombre de pauvres ne sera que modeste, mais les indicateurs sociaux continueront à s'améliorer. En Afrique subsaharienne, les 3,7 % de croissance annuelle du produit intérieur brut, bien que sensiblement supérieurs à celle des années 80, ne suffiront pas à compenser les effets d'un accroissement démographique rapide, et le nombre de pauvres augmentera. Néanmoins, une politique sociale appropriée devrait permettre de réduire rapidement la mortalité juvénile et d'enrayer, voire d'inverser,

la tendance à la baisse des taux de scolarisation primaire enregistrée dans les années 80.

Les obstacles à surmonter pour faire reculer la pauvreté dans le monde demeurent énormes. Ils le sont particulièrement en Afrique subsaharienne. Néanmoins, l'essentiel des mesures à prendre pour combattre la pauvreté est connu et les ressources existent, prêtes à être mobilisées en vue d'un tel effort. Endiguer la pauvreté en Afrique subsaharienne en attendant de pouvoir maîtriser l'accroissement de la population et réduire de 400 millions le nombre de pauvres ailleurs dans le monde, ce sont là des objectifs réalisables d'ici la fin du siècle. Le plus difficile n'est pas de trouver les ressources nécessaires à cette fin; il est que les gouvernements, tant des pays en développement que des pays développés, se montrent fermement résolus à les atteindre.

Comme les précédents, le Rapport que voici est une étude des services de la Banque mondiale et les opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement celles des Administrateurs ni des gouvernements qu'ils représentent.



Barber B. Conable
Président
Banque mondiale

1er juin 1990

Le présent Rapport a été établi par une équipe dirigée par Lyn Squire, composée de Ehtisham Ahmad, Robert L. Ayres, Gary Fields, Helena Ribe, Mark Sundberg, Jacques van der Gaag, Dominique van de Walle et Michael Walton, et assistée par Lara Akinbami, Fernando J. Batista, Robin Burgess, Elaine K. Chan, Pierre Englebert, Carlos Alberto Herran, Kathryn A. Larin, Natasha Mukherjee et Anna-Birgitta Viggh. Les travaux ont été réalisés sous la direction générale de Stanley Fischer.

Bien d'autres personnes, à la Banque et hors de la Banque, ont fourni d'utiles observations (voir la notice bibliographique). Le Département de l'économie internationale a établi les données et les projections présentées dans le premier chapitre et dans l'Annexe statistique, ainsi que les Indicateurs du développement dans le monde. La production du rapport a été assurée par Les Barker, Kathy Dahl, Connie Eysenck, Kenneth Hale, Jeffrey N. Lecksell, Nancy Levine, Hugh Nees, Joyce C. Petruzzelli, Kathy Rosen, Walt Rosenquist et Brian J. Svikhart, et la documentation a été rassemblée avec l'aide d'Iris Anderson. Le personnel d'appui, dirigé par Rhoda Blade-Charest, se composait de Laitan Alli, Trinidad S. Angeles et Maria Guadalupe M. Mattheisen. La rédaction a été coordonnée par Clive Crook.

Nous tenons aussi à rendre hommage, avec affection et reconnaissance, à la mémoire de Pensri Kimpitak (1945-90), qui s'occupait des illustrations et des graphiques du Rapport depuis sa première édition, en 1978, et que la maladie, dont elle est décédée, a empêché de prendre part à la présente édition.



Table des matières

Abréviations et sigles ix

Définitions et notes des données x

Vue d'ensemble du Rapport 1

La pauvreté aujourd'hui 1

Evolution des stratégies de lutte contre la pauvreté 2

Les dimensions politiques de la pauvreté 4

Toucher les pauvres 4

L'aide 4

Que peut-on faire? 5

L'enjeu des années 90 6

1 Les tendances divergentes de l'économie mondiale 7

Evolution récente de l'économie mondiale 7

Les pays en développement dans les années 80 :

des bilans économiques disparates 9

Perspectives pour les années 90 17

2 Que savons-nous des pauvres? 28

Trois familles pauvres 28

Mesurer la pauvreté 30

Les caractéristiques des pauvres 34

Du diagnostic au traitement 44

3 Les progrès de la lutte contre la pauvreté : leçons à retenir pour l'avenir 45

Evolution de la pauvreté 45

Les facteurs qui influent sur les résultats obtenus par les pays 52

En quoi réside l'arbitrage essentiel à opérer? 59

4 Ouvrir des perspectives économiques aux pauvres 64

Le modèle de croissance et les revenus des pauvres 64

Accroître la participation des pauvres à la croissance 73

Atteindre les régions pauvres en ressources 82

Des politiques de croissance réductrices de pauvreté 83

5 Les services sociaux et les pauvres 86

Les politiques sociales 86

Investir dans le capital humain 92

Ouvrir aux pauvres l'accès aux services sociaux 95

Les leçons à retenir pour la prochaine décennie 101

6 Transferts et dispositifs de sécurité 104

Mise en place d'un système de transferts et de filets de sécurité 105

Fixation des prix alimentaires et distribution de vivres 107

Les programmes publics pour l'emploi 112

La protection des laissés-pour-compte 117

Le rôle des transferts et des dispositifs de sécurité 118

7	Les années 80 : chocs, réactions aux chocs et pauvreté	119
	Interventions à court terme et bien-être des ménages	119
	La politique macroéconomique et les pauvres	122
	La restructuration des dépenses publiques et les pauvres	134
	Leçons à retenir pour l'ajustement dans les années 90	139
8	Aspects internationaux de la lutte contre la pauvreté	140
	Commerce et pauvreté	140
	Endettement et pauvreté	145
	Aide et pauvreté	146
9	L'avenir et les pauvres	158
	La pauvreté à la fin du siècle	158
	Différences d'incidence de la pauvreté selon les régions	159
	Ce qui peut être fait	163

	Notice bibliographique	165
--	-------------------------------	------------

	Annexe statistique	181
--	---------------------------	------------

Indicateurs du développement dans le monde 191

Encadrés

1.1	La réforme économique dans les pays d'Europe de l'Est	10
1.2	Aléas politiques et résultats économiques	13
1.3	Evolution des dépenses militaires dans le monde pendant les années 90	19
1.4	Les perspectives de l'économie mexicaine après le montage Brady	24
1.5	Les importations de bananes dans les Communautés européennes après 1992	25
2.1	Comment mesurer le niveau de vie	30
2.2	La façon dont nous mesurons la pauvreté a-t-elle vraiment de l'importance?	33
2.3	La pauvreté en actifs vue des villages	38
2.4	Passage et repassage du seuil de pauvreté dans l'Inde rurale	41
3.1	Le développement dans un village javanais	47
3.2	La pauvreté en Afrique	48
3.3	Les mécanismes d'évolution de la pauvreté	53
3.4	Croissance, salaires réels et pauvreté : le Royaume-Uni et les Etats-Unis, 1770 à 1920	57
3.5	Les alliances politiques et les pauvres	59
3.6	Arbitrages et pauvreté : un modèle de simulation simple	61
4.1	La politique agricole du Brésil favorise les grands exploitants agricoles	67
4.2	Développement de l'infrastructure et revenus ruraux au Bangladesh	68
4.3	L'impact de l'évolution technologique sur la situation des femmes	69
4.4	La migration des campagnes vers les villes améliore-t-elle ou aggrave-t-elle la condition des pauvres?	70
4.5	Les avantages d'une réforme foncière sélective : le nord-est du Brésil	74
4.6	Les régimes d'occupation des sols en Afrique subsaharienne : le cas du Rwanda	75
4.7	Leçons à tirer des modes de financement non institutionnels en Afrique subsaharienne	77
4.8	Mise au point de techniques adaptées aux besoins de l'agriculture de subsistance au Bihar	80
4.9	Irrigation par eaux souterraines en Asie du Sud : un moyen d'atteindre les ménages sans terre	82
4.10	Protéger l'environnement et réduire la pauvreté : l'expérience du plateau de loess en Chine	84
5.1	La santé des adultes : un problème négligé qui prend de l'importance	91
5.2	Instruction et croissance économique	93
5.3	Une maternité sans danger	96
5.4	Un programme communautaire de garde d'enfants et de nutrition en Colombie	99
5.5	Mirzapur, Bangladesh : alimentation en eau, assainissement et initiation aux questions d'hygiène	99
5.6	Des buffles du planning familial et des festivals de vasectomie en Thaïlande	102
6.1	Les précédents historiques des interventions des pouvoirs publics	105
6.2	L'action des pouvoirs publics et comment toucher les pauvres	106

6.3	SOS en cas de sécheresse en Afrique : les distributions de vivres au Botswana	113
6.4	Sur un chantier de travaux publics dans la campagne indienne. . .	114
6.5	SOS sécheresse en Afrique : travaux d'utilité collective au Botswana	115
7.1	Ajustement macroéconomique, réactions des ménages et rôle des femmes : l'expérience d'une communauté urbaine en Equateur	120
7.2	Politiques macroéconomiques et pauvreté en Equateur : résultats d'une analyse économétrique	121
7.3	Les pauvres en Europe de l'Est pendant les années de crise	126
7.4	Options macroéconomiques et répartition du revenu aux Philippines	128
7.5	L'effet de l'ajustement macroéconomique sur les agriculteurs en Afrique subsaharienne	131
7.6	L'économie politique de l'ajustement	133
7.7	Le montage des interventions : le rôle de programmes d'action sociale	137
8.1	La politique commerciale des pays industriels et les pauvres en République dominicaine	141
8.2	Le Bangladesh n'est pas épargné par les contingents de l'AMF	142
8.3	Le Système généralisé de préférences : qui y gagne et combien?	142
8.4	L'aide étrangère au service du développement	148
8.5	La Banque mondiale et les projets de développement rural	151
8.6	Les projets de la Banque mondiale et la lutte contre la pauvreté urbaine	152
8.7	L'aide alimentaire et la pauvreté	156

Figures du texte

1	Population et pauvreté dans le monde en développement, 1985	2
2	La pauvreté dans le monde en développement, 1985 et 2000	5
1.1	Evolution de la distribution du revenu et de la population dans le monde en développement	11
1.2	Croissance de la production industrielle de l'OCDE et des exportations des pays en développement, 1970 à 1989	14
1.3	Evolution du volume des exportations des pays en développement, 1980 à 1989	15
1.4	Balance commerciale en pourcentage du PIB dans les pays à revenu intermédiaire gravement endettés, 1970 à 1989	15
1.5	Evolution des termes de l'échange, par région en développement, 1980 à 1988	16
1.6	Taux d'intérêt réels, 1963 à 1989	17
1.7	Croissance réelle des pays en développement par habitant dans les années 80 et prévisions pour la période 1990-2000	26
2.1	Pauvreté et niveau de vie moyen, pays développés et en développement	32
2.2	Taux de pauvreté et de mortalité infantile, Inde, 1983, par zones urbaines et rurales des Etats	34
2.3	Pauvreté et analphabétisme en Inde, 1981	37
2.4	Evolution saisonnière du revenu et de la consommation dans le Bangladesh rural : ménages pauvres de six villages, juillet 1984 à juin 1985	42
3.1	Progrès et stagnation dans le monde en développement	46
3.2	L'impact de la récession sur les indicateurs sociaux dans les pays en développement	50
3.3	Tendances de la malnutrition dans les années 80 : Ghana et Lesotho	51
3.4	Inégalité et salaires, Colombie, 1965 à 1986	56
3.5	Accroître le capital des pauvres	60
3.6	Accroître le revenu courant	62
4.1	Pouvoir d'achat agricole et salaires ruraux	65
4.2	Taxation directe et indirecte de l'agriculture dans les années 70	65
4.3	Flux nets de ressources entre l'Etat et le secteur agricole en Thaïlande, 1964 à 1982	66
5.1	Evolution générale des dépenses de santé, du nombre de médecins et des indicateurs de santé	88
5.2	Tendances des dépenses d'éducation, des ratios élèves-maître, des taux nets de scolarisation et des taux d'achèvement du cycle d'études	89
6.1	Evolution saisonnière du nombre de personnes employées au titre du Programme de garantie d'un emploi au Maharashtra, en Inde	114
7.1	La pauvreté en Indonésie et en Malaisie, 1984 et 1987	124
7.2	Investissement en capital fixe en Indonésie et en Malaisie, 1979 à 1988	125
7.3	Pauvreté et salaires au Brésil et au Costa Rica	127
7.4	Pause de l'investissement — effondrement de l'investissement	129
7.5	Consommation et pouvoir d'achat agricole en Afrique subsaharienne et au Ghana	129

7.6	Termes de l'échange de l'agriculture au Nigéria et en Tanzanie	132
7.7	A qui ont profité les dépenses publiques d'éducation? Chili, 1974 à 1986	136
7.8	Comment les programmes publics pour l'emploi ont permis d'atténuer le chômage : Chili, 1970 à 1985	138
8.1	Composition des exportations par produit, 1988	144
8.2	Sources de l'aide nette reçue par les pays en développement, 1987	147

Tableaux du texte

1.1	L'économie mondiale en 1989 : indicateurs par groupe de pays	8
1.2	Evolution des indicateurs économiques, par région en développement	11
1.3	Perspectives pour les années 90	18
1.4	Indicateurs illustrant les différences entre pays à faible revenu et à revenu intermédiaire gravement endettés	23
2.1	L'étendue de la pauvreté dans les pays en développement en 1985	33
2.2	Pauvreté rurale et pauvreté urbaine dans les années 80	35
2.3	Pauvreté et propriété foncière au Bangladesh, 1978-79	37
3.1	Vingt ans de progrès dans les pays en développement	45
3.2	Evolution de certains indicateurs de pauvreté	47
3.3	Evolution de la pauvreté dans les années 80	49
3.4	Les services sociaux ont-ils touché les pauvres dans les pays en développement	49
3.5	Variation suivant les pays	52
3.6	Dépenses du secteur social en pourcentage du PNB	52
3.7	Pauvreté, croissance économique et récession	54
4.1	Protection effective et intensité de main-d'oeuvre de l'activité manufacturière, Inde, 1986	71
4.2	Part de l'activité manufacturière dans l'emploi dans un échantillon de pays, 1970 à 1980	72
4.3	Portée des programmes de crédit	78
4.4	Prêts de la Grameen Bank, selon l'objet du crédit et le sexe de l'emprunteur, 1985	78
5.1	Dépenses d'enseignement primaire en pourcentage du PIB, 1985 et an 2000	100
5.2	Projections des indicateurs sociaux jusqu'à l'an 2000	103
6.1	Répartition du transfert annuel de revenu opéré au moyen des subventions alimentaires générales, Egypte, 1981-82	107
6.2	Répartition des transferts mensuels opérés au moyen des subventions alimentaires, Sri Lanka, 1978-79	109
6.3	Subventions générales et subventions ciblées, Jamaïque, 1988	110
7.1	Chocs extérieurs dans les années 80, par groupe de pays	123
7.2	Evolution des variables clés, Indonésie et Malaisie, 1984 et 1987	124
7.3	Evolution des variables clés au Brésil, 1980 à 1987	127
7.4	Evolution des variables clés au Ghana, 1980 à 1988	130
7.5	Compressions budgétaires et dépenses sociales en Afrique subsaharienne et en Amérique latine	134
8.1	Impact d'une libération totale des échanges sur les exportations de certains pays	143
8.2	Importance relative de l'aide pour certains pays en développement, 1987	147
8.3	Montant de l'aide par habitant, 1988	149
9.1	Indicateurs sociaux, par région en développement, 1985 et 2000	159
9.2	La pauvreté en l'an 2000, par région en développement	159

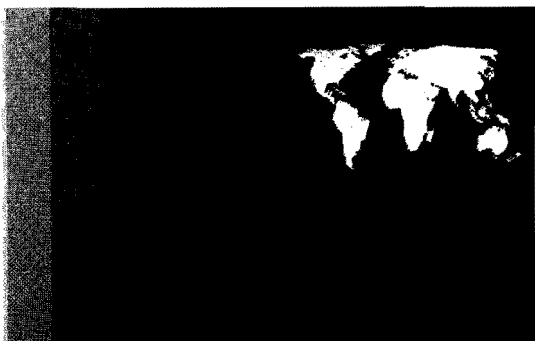
Tableaux de l'Annexe statistique

A.1	Accroissement passé (1965 à 1990) et projeté (jusqu'à l'an 2000) de la population	181
A.2	Population et PNB par habitant, en 1980, et taux de croissance, 1965 à 1989	182
A.3	Population et composition du PIB, diverses années, 1965 à 1989	182
A.4	PIB, en 1980, et taux de croissance, 1965 à 1989	183
A.5	Structure de la production du PIB, diverses années, 1965 à 1988	184
A.6	Taux de croissance par secteur, 1965 à 1989	184
A.7	Consommation, investissement et épargne, diverses années, 1965 à 1988	185
A.8	Croissance du volume des exportations, 1965 à 1988	186
A.9	Variation des prix à l'exportation et des termes de l'échange, 1965 à 1988	187
A.10	Croissance de la dette à long terme des pays à revenu faible ou intermédiaire, 1970 à 1989	188
A.11	Investissement, épargne et solde courant avant transferts publics, 1965 à 1988	189
A.12	Composition de l'encours de la dette, 1970 à 1988	190



Abréviations et sigles

AELE	Association européenne de libre-échange	LIBOR	Taux interbancaire moyen des eurodollars à Londres
APD	Aide publique au développement	OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques (République fédérale d'Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse et Turquie)
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement	OMS	Organisation mondiale de la santé
CAD	Comité d'aide au développement (OCDE)	ONG	Organisation non gouvernementale
CAEM	Conseil d'assistance économique mutuelle (Bulgarie, Hongrie, Pologne, République démocratique d'Allemagne, Roumanie, Tchécoslovaquie et URSS)	ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
CE	Communautés européennes (République fédérale d'Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal et Royaume-Uni)	OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole (Algérie, Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Equateur, Gabon, Indonésie, République islamique d'Iran, Iraq, Koweït, Libye, Nigéria, Qatar et Venezuela)
CEE	Commission économique pour l'Europe	OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	PAM	Programme alimentaire mondial
DTC	Vaccin diphtérie-tétanos-coqueluche	PEV	Programme élargi de vaccination
EGS	Programme de garantie d'un emploi (Etat de Maharashtra, Inde)	PIB	Produit intérieur brut
Eurostat	Office de statistique des Communautés européennes	PNB	Produit national brut
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
FIDA	Fonds international de développement agricole	PPA	Parité du pouvoir d'achat
FMI	Fonds monétaire international	SFI	Société financière internationale
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce	SGP	Système généralisé de préférences
G-7	Groupe des Sept (République fédérale d'Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni)	Unesco	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
ICRISAT	Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
IDA	Association internationale de développement	USAID	Agence des Etats-Unis pour le développement international
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires		



Définitions et notes sur les données

Termes démographiques

- *L'indice synthétique de fécondité* exprime le nombre moyen d'enfants vivants que mettrait au monde une femme qui vivrait jusqu'à la fin de ses années de procréation en donnant naissance, à chaque âge, au nombre d'enfants correspondant au taux de fécondité pour cet âge.

- *Taux de mortalité infantile*. Le nombre probable de décès d'enfants de moins de un an pour mille naissances.

- *Taux de mortalité des moins de cinq ans*. Le nombre probable de décès d'enfants de moins de cinq ans pour mille naissances.

- *Espérance de vie à la naissance*. Le nombre d'années que vivrait un nouveau-né si les tendances de la mortalité observées à l'époque de sa naissance devaient demeurer inchangées tout au long de sa vie.

- *Taux net de scolarisation primaire*. Le pourcentage d'enfants de six à onze ans inscrits à l'école primaire par rapport à la population des six à onze ans, corrigé de la structure d'âge du primaire propre à chaque pays.

Groupements de pays

Aux fins de ses opérations et analyses, la Banque mondiale classe les économies en fonction de leur produit national brut (PNB) par habitant. (D'autres organisations internationales utilisent un système différent pour classer les pays en développement; l'édition de 1989 du *Rapport sur le développement dans le monde* contenait un tableau sur les classements.)

Le classement a été modifié dans l'édition de 1989 et dans son annexe statistique, les Indicateurs

du développement dans le monde. Les principaux changements ont été les suivants : a) le groupe des «économies en développement» a été supprimé, mais les références aux groupes de revenu «économies à revenu faible ou intermédiaire» ont été maintenues, b) toutes les économies ayant un PNB par habitant égal ou supérieur à 6.000 dollars ont été classées dans le groupe des économies à revenu élevé; et c) les sous-catégories «exportateurs de pétrole» et «exportateurs de produits manufacturés» qui figuraient au-dessous d'«économies en développement» ont été supprimées. En outre, les «exportateurs de pétrole à revenu élevé» ne forment plus un groupe distinct; le groupe «économies industrielles» a été rebaptisé *pays membres de l'OCDE*, sous-catégorie du nouveau groupe intitulé *économies à revenu élevé*; et un nouvel agrégat, *toutes économies déclarantes*, avec sa sous-catégorie *exportateurs de pétrole*, a été ajouté. Comme les années précédentes, les pays sont classés sur la base des estimations les plus récentes de leur PNB par habitant. La composition de chaque groupe de revenu peut donc varier d'une édition à l'autre. Une fois le classement effectué aux fins du Rapport d'une année quelconque, toutes les données rétrospectives présentées dans ce Rapport sont fondées sur les mêmes groupes de pays. Les groupes de pays utilisés dans le présent rapport sont définis ci-après.

- Les *économies à faible revenu* sont celles dont le PNB par habitant était égal ou inférieur à 545 dollars en 1988.

- Les *économies à revenu intermédiaire* sont celles dont le PNB par habitant était supérieur à 545 dollars, mais inférieur à 6.000 dollars, en 1988; elles sont subdivisées entre économies à revenu intermédiaire, tranche inférieure, et économies à re-

venu intermédiaire, tranche supérieure, selon que leur PNB par habitant était inférieur ou supérieur à 2.200 dollars en 1988.

- Les *économies à revenu élevé* sont celles dont le PNB par habitant était égal ou supérieur à 6.000 dollars en 1988.

Bien que la ligne de partage entre économies à faible revenu et économies à revenu intermédiaire utilisée dans le *Rapport sur le développement dans le monde* ait toujours été un niveau donné de PNB par habitant, celle qui sépare les économies à revenu intermédiaire des économies à revenu élevé était en revanche assez floue dans les éditions antérieures à 1989. Les économies industrielles à économie de marché et les exportateurs de pétrole à revenu élevé faisaient l'objet de deux catégories séparées, mais certaines économies restaient classées dans le groupe des économies à revenu intermédiaire, bien que leur PNB par habitant fût supérieur à celui de certains pays classés parmi les pays à revenu élevé. La fixation de la ligne de partage à 6.000 dollars met fin à cette anomalie.

Les économies à revenu faible ou intermédiaire sont parfois appelées économies en développement; l'emploi de cette expression pour des raisons de commodité ne veut pas dire que toutes les économies incluses dans ce groupe se trouvent dans une situation similaire, ni que les autres économies aient achevé leur développement ou soient parvenues à un stade plus avancé. Le classement par niveau de revenu ne reflète pas nécessairement le degré de développement. (Comme dans l'édition des Indicateurs du développement dans le monde de l'an dernier, le symbole † est porté en regard du nom des économies à revenu élevé classées par les Nations Unies ou considérées par leurs responsables comme appartenant à la catégo-

rie des économies en développement.) L'utilisation du terme «pays» pour désigner des économies n'implique aucun jugement de la part de la Banque mondiale sur le statut juridique ou autre d'un territoire quelconque.

- Les *économies non membres non déclarantes* sont l'Albanie, la Bulgarie, Cuba, la Mongolie, la Namibie, la République démocratique allemande, la République populaire démocratique de Corée, la Tchécoslovaquie et l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Dans les principaux tableaux des Indicateurs du développement dans le monde, seuls les agrégats sont indiqués pour cette catégorie, mais l'Encadré A.2 contient les Indicateurs clés signalés pour chacun de ces pays.

Groupements analytiques

A des fins analytiques, outre les groupes géographiques, on a aussi utilisé d'autres classements, qui se recoupent en partie, fondés essentiellement sur les exportations ou sur l'endettement extérieur. Les économies énumérées ci-après sont celles de plus de 1 million d'habitants qui ont été incluses dans ces groupes. Les pays dont la population est inférieure à 1 million ne sont pas indiqués séparément, mais ils sont inclus dans les agrégats du groupe correspondant.

- Les *exportateurs de pétrole* sont les pays dont les exportations de pétrole et de gaz, y compris les réexportations, représentent au moins 30 % des exportations de marchandises; ce sont l'Algérie, l'Arabie saoudite, Bahreïn, le Brunéi, le Cameroun, la République populaire du Congo, la République arabe d'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Équateur, le Gabon, l'Indonésie, la République islamique d'Iran, l'Iraq, le Koweït, la Libye, le Me-

xique, le Nigéria, la Norvège, l'Oman, le Qatar, la République arabe syrienne, la Trinité-et-Tobago et le Venezuela.

- Les *pays à revenu intermédiaire gravement endettés* (sous une forme abrégée «les pays fortement endettés» dans les Indicateurs du développement dans le monde) sont les 19 pays réputés avoir de graves difficultés de service de la dette : l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la République populaire du Congo, le Costa Rica, la Côte d'Ivoire, l'Equateur, le Honduras, la Hongrie, le Maroc, le Mexique, le Nicaragua, le Pérou, les Philippines, la Pologne, le Sénégal, l'Uruguay et le Venezuela. L'édition de 1989 a utilisé la catégorie «17 pays fortement endettés», qui ne comprenait pas la République populaire du Congo, le Honduras, la Hongrie, le Nicaragua, la Pologne et le Sénégal et qui incluait la Colombie, la Jamaïque, le Nigéria et la Yougoslavie.

- Les *pays membres de l'OCDE*, sous-groupe de la catégorie des économies à revenu élevé, comprennent les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques, à l'exception de la Grèce, du Portugal et de la Turquie, qui figurent parmi les économies à revenu intermédiaire.

Groupements géographiques (économies à revenu faible ou intermédiaire)

- Le groupe *Afrique subsaharienne* comprend tous les pays situés au sud du Sahara, à l'exception de l'Afrique du Sud.

- Le groupe *Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord* comprend huit pays d'Europe - Chypre, Grèce, Hongrie, Malte, Pologne, Portugal, Roumanie et Yougoslavie -, toutes les économies d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, ainsi que l'Afghanistan. Pour certaines analyses, le *Rapport sur le développement dans le monde* groupe séparément l'Europe de l'Est et le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (ou Moyen-Orient, Afrique du Nord et autres pays d'Europe, suivant la base de données utilisée). L'Europe de l'Est comprend les anciennes économies planifiées du groupe (Hongrie, Pologne et Roumanie) et la Yougoslavie.

- Le groupe *Asie de l'Est* comprend toutes les

économies à revenu faible ou intermédiaire d'Asie de l'Est et du Sud-Est et du Pacifique, situées à l'est de la Chine, y compris cette dernière, et la Thaïlande.

- Le groupe *Asie du Sud* comprend le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde, le Myanmar, le Népal, le Pakistan et Sri Lanka.

- Le groupe *Amérique latine et Caraïbes* comprend tous les pays d'Amérique et des Caraïbes situés au sud des Etats-Unis.

Notes sur les données

- Le terme *dollars* désigne, sauf indication contraire, le dollar courant des Etats-Unis.

- Les *taux de croissance* sont basés sur des données en prix constants et, sauf indication contraire, ils ont été calculés par la méthode des moindres carrés. Pour plus de détails sur cette méthode, voir les notes techniques des Indicateurs du Développement dans le monde.

- Dans les tableaux, le *symbole ..* signifie «non connu».

- Dans les tableaux, le *symbole —* signifie «sans objet».

- Dans les tableaux, les *nombre 0 ou 0,0* indiquent une valeur nulle ou inférieure à la moitié de l'unité indiquée, sans que l'on puisse préciser davantage.

Les tableaux et les chiffres reposent tous, sauf indication contraire, sur des données de la Banque mondiale. La date limite pour toutes les données des Indicateurs du développement dans le monde est le 30 avril 1990.

Les données de sources secondaires ne vont pas toujours au-delà de la fin de 1987. Les données rétrospectives fournies dans le présent rapport peuvent différer de celles qui figuraient dans les Rapports précédents, car les chiffres sont constamment mis à jour à mesure que s'améliorent les données disponibles et du fait aussi de l'emploi de nouvelles techniques d'agrégation qui permettent d'inclure dans les groupes un plus grand nombre de pays que les années précédentes.

Les termes économiques et démographiques sont définis dans les notes techniques des Indicateurs du développement dans le monde.



Vue d'ensemble du Rapport

Au cours des trois dernières décennies, le monde en développement a fait d'énormes progrès dans le domaine économique. On le voit surtout à la courbe ascendante des revenus et de la consommation : entre 1965 et 1985, la consommation par habitant y a augmenté de près de 70 %. D'autres indicateurs, qui mesurent plus largement le bien-être, le confirment — espérance de vie, mortalité juvénile et instruction se sont nettement améliorées. Considérés dans l'une ou l'autre perspective — revenu et consommation, d'une part, et larges indicateurs sociaux, de l'autre —, les pays en développement progressent beaucoup plus vite que ne le faisaient, à un stade comparable de leur développement, les pays développés d'aujourd'hui.

Que, dans ces conditions, plus de 1 milliard d'êtres humains connaissent encore la pauvreté dans le monde en développement est donc d'autant plus affligeant — et d'autant plus infâmant. Tel est, d'après les estimations du *Rapport sur le développement dans le monde 1990*, le nombre de ceux qui, tant bien que mal, vivent avec moins de 370 dollars par an. Les progrès réalisés dans l'élévation du revenu moyen, pour bienvenus qu'il soient, ne doivent pas faire perdre de vue cet énorme fardeau de pauvreté qui continue à peser sur le monde.

Il en va de même pour les mesures plus larges du bien-être. L'espérance de vie, qui atteint près de 80 ans au Japon, n'est que de 50 ans en Afrique subsaharienne. La mortalité des moins de cinq ans dépasse 170 pour mille en Asie du Sud, alors qu'elle n'atteint pas 10 pour mille en Suède. Plus de 110 millions d'enfants du monde en développement ne reçoivent même pas d'instruction primaire; dans les pays industriels, seule serait jugée acceptable, et à juste raison, la scolarisation de tous les enfants. Des contrastes aussi saisissants

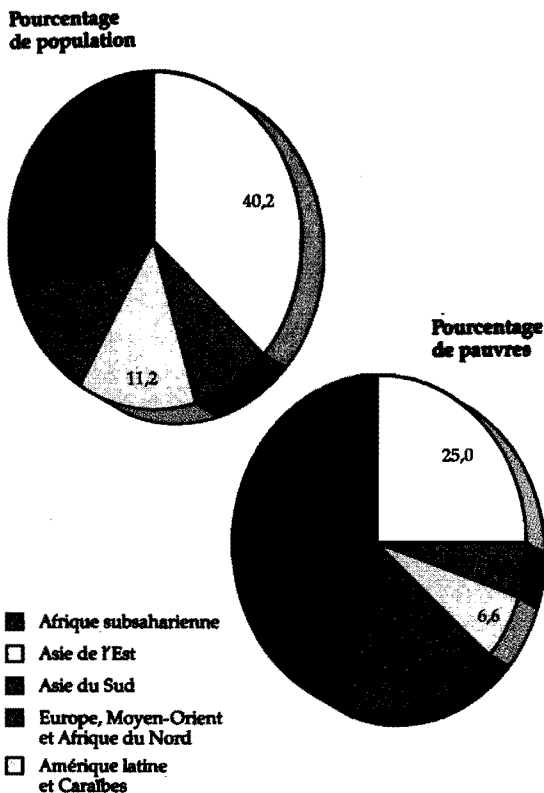
permettent de mesurer ce que le monde compte encore de déshérités.

Le Rapport que voici a pour thème la pauvreté dans le monde en développement — il concerne, autrement dit, les plus pauvres d'entre les pauvres du monde. Il commence par mesurer la pauvreté, d'un point de vue qualitatif aussi bien que quantitatif. Il tente ensuite de tirer, de l'expérience des pays qui ont réussi à réduire la pauvreté, des enseignements à l'intention des autres. Il s'achève sur une question qui est aussi un défi : qu'est-ce qui pourrait être fait si les gouvernements, tant des pays riches que des pays pauvres, se donnaient pour objectif de combattre la pauvreté en cette dernière décennie du XXe siècle?

La pauvreté aujourd'hui

Dans les pays qui ont eu part au progrès économique que l'ensemble du monde a connu depuis les années 60, la pauvreté a reculé et les revenus de tous, même de ceux qui demeuraient pauvres, ont augmenté. Dans certains cas, les progrès ont été spectaculaires. Par exemple, il n'a pas fallu à l'Indonésie une génération, dans les années 70 et 80, pour ramener de près de 60 % à moins de 20 % l'incidence de la pauvreté. Pour un certain nombre d'indicateurs sociaux, quelques pays en développement ne sont plus loin derrière le monde développé. En Chine, qui représente le quart de la population du monde en développement, l'espérance de vie atteignait 69 ans en 1985. Mais, dans beaucoup de pays, les résultats de l'économie ont été moins bons, et le nombre de pauvres y a diminué plus lentement. Lorsqu'un accroissement rapide de la population constituait un autre facteur important, comme dans la majeure partie de

Figure 1 Population et pauvreté dans le monde en développement, 1985



l'Afrique subsaharienne, la consommation par habitant a stagné et le nombre de pauvres s'est accru.

Les années 80 — dont on a souvent dit qu'elles ont été pour les pauvres une «décennie perdue» — n'ont pas, en réalité, démenti la tendance globale au progrès. Le revenu de la plupart des pauvres du monde a continué à augmenter, et la mortalité des moins de cinq ans, les taux de scolarisation primaire et autres indicateurs sociaux ont continué à progresser. Les régressions des années 80 ont lourdement atteint certaines régions. Durant cette décennie, beaucoup, en Afrique subsaharienne et en Amérique latine, ont subi une chute de revenu, et l'incidence de la pauvreté y a augmenté — toutefois, les indicateurs sociaux, du moins en Amérique latine, ont un peu mieux résisté.

Le fardeau de la pauvreté est inégalement réparti — entre régions du monde en développement, entre pays à l'intérieur de ces régions et entre localités à l'intérieur de ces pays. L'Asie du Sud

compte près de la moitié des pauvres du monde pour une population qui représente environ 30 % de celle du monde (Figure 1). L'Afrique subsaharienne supporte une part plus faible, mais néanmoins fortement disproportionnée, de la pauvreté mondiale. A l'intérieur des régions et des pays, la pauvreté se concentre souvent en certains endroits — dans les zones rurales à forte densité de population, comme la plaine du Gange en Inde et l'île de Java en Indonésie, ou dans des régions pauvres comme les hauts plateaux des Andes et le Sahel. Souvent, les problèmes de pauvreté, de population et d'environnement sont liés : les séquelles de modèles de développement qui ont dû être abandonnés et la pression d'une population en expansion rapide font que les pauvres vivent en grand nombre dans des endroits où la dégradation écologique revêt un caractère grave.

Le poids de la pauvreté se fait le plus lourdement sentir sur certaines catégories de population. Les femmes, en général, sont défavorisées. Dans les ménages pauvres, elles font souvent un volume de travail supérieur à celui des hommes, elles sont moins instruites et elles ont moins facilement accès à des activités rémunérées. Les enfants, eux aussi, sont proportionnellement plus touchés et l'insuffisance de nutrition, de soins de santé et d'éducation dont ils souffrent compromet la qualité future de leur vie. Ceci est surtout vrai des filles, dont les taux de scolarisation primaire n'atteignent pas 50 % dans beaucoup de pays d'Afrique. L'incidence de la pauvreté est souvent élevée parmi certains groupes et minorités ethniques, comme les populations autochtones en Bolivie, en Equateur, au Guatemala, au Mexique et au Pérou, et les anciennes castes des parias en Inde.

Souvent, la faiblesse du revenu va de pair avec d'autres formes de privations. Au Mexique, par exemple, l'espérance de vie, pour les 10 % les plus pauvres de la population, est 20 fois moindre que pour les 10 % les plus riches. En Côte d'Ivoire, le taux de scolarisation primaire du cinquième le plus pauvre de la population est la moitié de ce qu'il est pour le cinquième le plus riche. Les moyennes nationales et régionales, souvent assez mauvaises en soi, masquent des niveaux d'espérance de vie et d'instruction effroyablement bas parmi les éléments les plus pauvres de la société.

Evolution des stratégies de lutte contre la pauvreté

Dans les années 50 et 60, beaucoup voyaient dans la croissance le principal moyen de réduire la pauvreté et d'améliorer la qualité de la vie. Ainsi,

pour la Commission indienne du Plan, c'était essentiellement (mais pas seulement) par une croissance rapide qu'on arriverait à atteindre cet objectif. Dans les années 70, l'attention se déplaçait pour se porter sur l'intervention directe au niveau de la santé, de la nutrition et de l'enseignement, domaines vus comme ressortissant à l'action des pouvoirs publics. En 1980, arguant des faits qui pouvaient être observés à l'époque, le *Rapport sur le développement dans le monde* faisait valoir qu'une amélioration de la santé, de l'instruction et de la nutrition des pauvres était importante, non seulement comme fin en soi, mais aussi comme moyen d'accroître le revenu, et notamment celui des pauvres.

Avec les années 80, l'accent s'est une fois de plus déplacé. Les pays, notamment en Amérique latine et en Afrique subsaharienne, ont peiné pour se remettre, par l'ajustement, de la récession mondiale. Les fonds publics se sont faits plus rares. En même temps, beaucoup ont commencé à s'interroger sur les effets des interventions des pouvoirs publics, et en particulier à l'égard des pauvres. Sur cette toile de fond, le *Rapport sur le développement dans le monde 1990* repose la question de savoir comment l'intervention des pouvoirs publics peut contribuer à la lutte contre la pauvreté et tente de dégager ce que les années 90 peuvent apporter aux pauvres.

Les faits d'observation rapportés ici tendent à montrer que, dans la lutte contre la pauvreté, des progrès rapides et politiquement acceptables ont été réalisés grâce à la poursuite d'une stratégie à deux composantes d'égale importance. La première consiste à mettre à profit ce que le pauvre a le plus en abondance, à savoir sa force de travail. Elle appelle des actions tendant à mobiliser, à cette fin, les incitations du marché, les institutions sociales et politiques, l'infrastructure et la technologie. La seconde consiste à assurer aux pauvres un minimum de services sociaux, parmi lesquels les soins de santé primaires, le planning familial, la nutrition et l'enseignement primaire revêtent une importance particulière.

Ces deux composantes se renforcent l'une l'autre; et l'une, sans l'autre, n'est pas suffisante. Dans certains pays, comme le Brésil et le Pakistan, la croissance a fait progresser le revenu des pauvres, mais on ne s'y est pas suffisamment préoccupé des services sociaux. Aussi, la mortalité des moins de cinq ans y demeure-t-elle exceptionnellement élevée et le taux de scolarisation primaire exceptionnellement faible. En outre, les pauvres ne sont pas aussi bien armés qu'ils auraient pu l'être pour saisir les occasions offertes par la bonne santé

de l'économie. Il est d'autres pays, au contraire, qui poursuivent de longue date une politique sociale active, mais où la croissance a été trop lente. A Sri Lanka, par exemple, les taux de scolarisation primaire et de mortalité des moins de cinq ans sont extrêmement bons mais, faute de perspectives économiques, ce potentiel de croissance du revenu a été perdu pour les pauvres.

Les pays qui ont le plus progressé sont ceux qui ont appliqué les deux parties de la stratégie. En incitant à une utilisation productive de la main-d'oeuvre, ils ont ouvert des perspectives d'emploi aux pauvres et ils leur ont donné, par des investissements de santé et d'éducation, les moyens d'en tirer pleinement parti. En Indonésie et en Malaisie, où cette politique a été appliquée, la pauvreté a sensiblement reculé, tandis que la nutrition, la mortalité des moins de cinq ans et la scolarisation primaire progressaient rapidement.

Mais, même si l'on adopte cette stratégie de base à deux volets, beaucoup de pauvres dans le monde — les malades, les personnes âgées, ceux qui habitent des régions dénuées de ressources et d'autres encore — continueront à vivre dans le dénuement. Beaucoup d'autres connaîtront, pour un temps, la misère par suite d'une chute saisonnière de revenus, de la disparition du soutien de famille, de la famine ou de graves perturbations macroéconomiques. Il faut donc, si l'on veut mener une guerre totale contre la pauvreté, compléter la stratégie de base par un programme de transferts et de filets de sécurité bien ciblés.

Durant les années 80, beaucoup de pays en développement ont eu à faire face à des crises macroéconomiques. Leur expérience a appelé l'attention sur un nouveau sujet de préoccupation : la nécessité de tenir dûment compte des besoins des pauvres dans la conception des politiques d'ajustement. Pour beaucoup de pays en développement, une période d'ajustement macroéconomique douloureuse était inévitable. A long terme, la restructuration économique dont s'accompagne l'ajustement est parfaitement conforme à la stratégie en deux parties préconisée ici. A court terme, toutefois, beaucoup de pauvres risquent d'en souffrir. Durant la période de transition, les pauvres pourront être protégés par un dosage judicieux de politiques macroéconomiques (on réformera, par exemple, la politique des prix afin de favoriser les paysans pauvres) et de mesures tendant à atténuer la baisse de la consommation privée. L'expérience montre aussi qu'il est possible de réaménager les dépenses publiques en faveur des pauvres, même en période d'austérité budgétaire, et de mieux cibler les transferts. On peut, en outre, faire servir

ce qu'il entre de capitaux supplémentaires dans le pays à amortir l'impact de l'ajustement sur les pauvres.

Les dimensions politiques de la pauvreté

Le cadre des institutions politiques et économiques a son importance parce qu'une politique de lutte contre la pauvreté implique un arbitrage. Il ne s'agit pas, pour l'essentiel, d'arbitrer entre croissance et recul de la pauvreté. Changer de modèle de développement pour passer à un système performant à forte intensité de main-d'oeuvre et investir davantage dans le capital humain des pauvres, ce sont là des décisions qui non seulement sont tout à fait compatibles avec une accélération de la croissance à long terme, mais qui y contribuent. Comme elles signifient une plus grande part de revenu et davantage de dépenses publiques pour les pauvres, le principal arbitrage, surtout dans l'immédiat, consiste à choisir entre les intérêts des pauvres et ceux des non-pauvres. La stratégie en deux parties qui est préconisée ici a donc plus de chances d'être adoptée dans les pays où les pauvres ont leur mot à dire dans la prise des décisions politiques et économiques.

Bien que l'adoption de cette stratégie implique un arbitrage politiquement difficile entre pauvres et non-pauvres, il est probable qu'elle se révélera d'une application plus facile que d'autres. Les grandes redistributions de terres ont parfois donné de bons résultats. Au Japon et en République de Corée, par exemple, l'application de cette politique a joué un rôle capital dans la réduction de la pauvreté rurale et préparé le terrain pour les autres mesures préconisées ici. Lorsqu'elles sont possibles, les redistributions des terres méritent d'être fortement soutenues. Mais ce genre de réformes suscite d'énormes résistances politiques. Dans la plupart des pays, la stratégie que nous proposons, qui voit dans l'investissement éducatif le meilleur moyen d'accroître les actifs des pauvres, a plus de chances de réussir.

Toucher les pauvres

Même lorsque l'ajustement macroéconomique ne constitue pas un problème essentiel, la stratégie appelle un accroissement de certaines catégories de dépenses publiques qui bénéficient expressément aux pauvres. Pour être financièrement supportables et pouvoir par conséquent être maintenues, il faut que leur efficacité en justifie le coût. Mais on sait d'expérience, depuis les années 70, que même des programmes ciblés sur les pauvres

n'atteignent pas toujours leur but. Les organisations non gouvernementales ont joué, ici, un rôle important. Les interventions autociblées, qui excluent les non-pauvres dans la mesure où elles ne présentent d'avantages que pour les pauvres, sont une autre formule riche de promesses. Les travaux d'utilité collective à faible taux de rémunération, par exemple, ont été un bon filet de sécurité pour les pauvres de certaines parties d'Asie du Sud et ont beaucoup fait, en particulier, pour la prévention des famines. L'expérience du Chili tend à montrer que ce genre d'intervention peut aussi se révéler utile en période de récession.

Pour que le coût en soit véritablement justifié, il ne suffit pas que les interventions soient bien ciblées : il faut encore qu'elles soient soigneusement calculées pour répondre aux besoins précis des pauvres. Il s'agit par conséquent de proposer des techniques adaptées à la précarité des conditions qui sont celles du petit exploitant, de concevoir des formes de crédit à l'intention des petits emprunteurs, de combiner, à l'intention des catégories de population à haut risque, programmes d'aide alimentaire et initiation aux questions de santé et de nutrition, et ainsi de suite. Les interventions qui ont réussi sont généralement celles à la conception et à l'exécution desquelles les pauvres eux-mêmes ont participé.

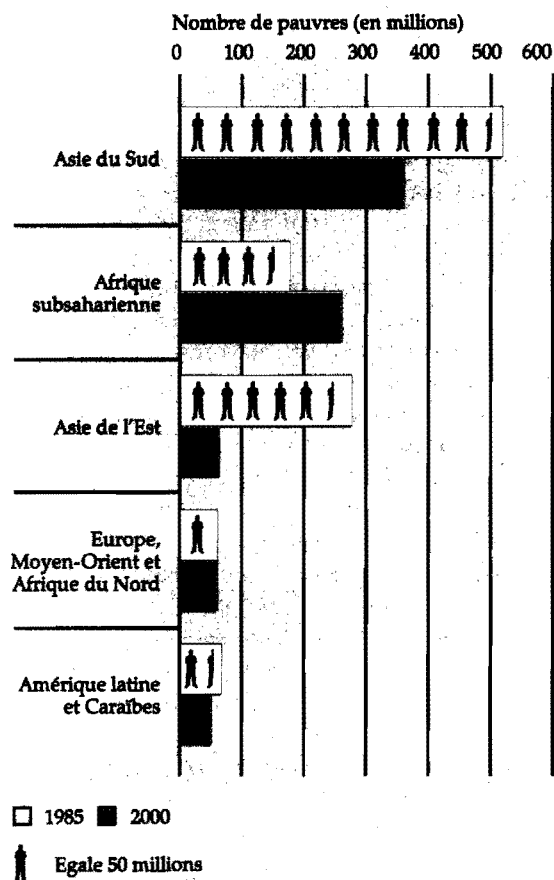
Des dépenses publiques bien étudiées et ciblées avec précision peuvent jouer un rôle important dans la lutte contre la pauvreté. Mais, si efficace soit-il, ce genre d'actions ne saurait dispenser d'accorder les grandes orientations de la politique économique aux besoins particuliers des pauvres. Le combat contre la pauvreté ne se mène pas essentiellement, pour indispensables qu'ils soient, à coup de projets antipauvreté bien ciblés. C'est une tâche qui relève de la politique économique dans son acception la plus large.

L'aide

L'aide a souvent été un instrument efficace de lutte contre la pauvreté — mais pas toujours. Les donateurs ont parfois d'autres visées. En 1988, 41 % environ de l'aide extérieure est allée à des pays à revenu intermédiaire ou même élevé, essentiellement pour des raisons politiques. Même lorsqu'elle a été dirigée vers les pauvres, les résultats en ont parfois été décevants — surtout dans les pays où l'effort de lutte contre la pauvreté ne trouvait pas à s'appuyer sur un cadre macroéconomique approprié.

Le monde se trouve à un tournant : les tensions géopolitiques apparues au lendemain de la se-

Figure 2 La pauvreté dans le monde en développement, 1985 et 2000



conde guerre mondiale se relâchent rapidement. Une occasion unique s'offre ainsi de réduire les dépenses militaires et d'accroître l'aide internationale. Il suffirait, par exemple, que les pays membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord réduisent de 10 % leurs dépenses militaires pour rendre possible, avec les ressources qui seraient ainsi dégagées, un doublement de l'aide. Les ressources existent — encore faut-il les utiliser à bon escient.

L'analyse développée ici jette les bases d'une meilleure stratégie de l'aide. L'aide extérieure devrait être plus étroitement liée à l'appréciation des efforts de ceux qui y sont candidats pour faire reculer la pauvreté. Ce principe préside déjà à l'attribution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA). Son application signifierait que l'aide irait principalement aux pays résolus à appliquer la stratégie à deux volets pré-

conisée ici. Ceci procède de la conviction que l'aide n'est vraiment efficace que lorsqu'elle vient étayer une stratégie de développement bien conçue.

Dans les pays où l'action des pouvoirs publics (en matière de prix et de dépenses publiques, par exemple) ne va pas dans le sens de la lutte contre la pauvreté, l'effet que pourrait avoir un apport de ressources extérieures serait bien moindre. Et pourtant, les pauvres y sont nombreux. C'est même là que la pauvreté va s'aggraver. Les décisions à prendre dans ces cas-là seront extrêmement difficiles. Fournir directement une aide modérée aux catégories de population très fragilisées paraît être la meilleure réponse. Création de dispensaires pour pauvres, vaccination des enfants et programmes de nutrition ciblés sont le type d'interventions auxquelles l'aide internationale pourrait apporter ses concours dans de telles circonstances.

Beaucoup de pays occuperont une situation intermédiaire entre ces deux extrêmes. Il y aurait donc lieu, dans ces cas-là, d'accorder un volume d'aide qui serait, lui aussi, intermédiaire. Il faudra beaucoup de discernement pour savoir comment utiliser au mieux cette aide afin de rendre l'action des pouvoirs publics plus attentive aux besoins des pauvres.

Ces principes valent certainement pour les opérations de la Banque mondiale, et ils devraient être considérés comme applicables aussi à l'ensemble des sources d'aide. Si elle était adoptée et suivie systématiquement par les donateurs bilatéraux, par les organisations non gouvernementales et par les institutions multinationales, la stratégie préconisée ici gagnerait beaucoup en efficacité.

Que peut-on faire?

Le Rapport projette que si, au cours des dix années à venir, les pays industriels enregistrent un taux de croissance d'environ 3 % par an (ce qui est la tendance historique) et que les flux d'aide augmentent au même rythme en valeur réelle, l'augmentation de revenus qui en résulterait pour les pays en développement se situerait entre 5,1 % par an en Asie de l'Est et 0,5 % par an en Afrique subsaharienne. Si l'adoption de la stratégie préconisée ici progresse un peu, le monde en développement pourrait voir le nombre de ses pauvres réduit — compte tenu des gains et des reculs — de plus de 300 millions d'ici la fin du siècle. Et en s'engageant plus résolument dans la lutte contre la pauvreté, on pourrait obtenir des résultats encore meilleurs.

Ce bilan relativement bon comporterait des différences marquées selon les régions (Figure 2).

C'est en Asie de l'Est que la réduction du nombre de pauvres serait la plus forte. Les progrès seraient bons en Asie du Sud, légers en Amérique latine et dans les Caraïbes, et négligeables dans les pays d'Europe en développement, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Alors que le reste du monde en développement verrait le nombre de ses pauvres diminuer de 400 millions, en Afrique subsaharienne, une croissance économique lente et un accroissement démographique rapide conjugueraient leurs effets pour y augmenter le nombre de pauvres de près de 100 millions. D'ici la fin du siècle, l'Afrique subsaharienne comptera plus de 30 % des pauvres du monde en développement, contre 16 % en 1985.

Les autres indicateurs du niveau de vie devraient continuer à s'améliorer. D'ici l'an 2000, la mortalité des moins de cinq ans ira de 30 pour mille en Asie de l'Est au taux encore élevé de 135 pour mille en Afrique subsaharienne. Il suffira à la plupart des régions d'y consacrer une part un peu plus grande du produit intérieur brut (PIB) pour pouvoir atteindre l'objectif de scolarisation primaire universelle. Ici encore, l'Afrique subsaharienne fait exception. Cet objectif peut être atteint d'ici l'an 2000, mais il lui faudra y consacrer plus de 2,5 % du PIB, contre un peu moins de 1,5 % actuellement.

L'évolution de la Chine et de l'Inde sera déterminante pour les progrès qui pourront être réalisés en Asie. Si la réforme économique venait à s'essouffler en Chine ou si l'Inde n'arrivait pas à maintenir son effort, les chances d'y voir reculer la pauvreté seraient bien moins bonnes. Dans l'hypothèse d'un ralentissement de la croissance et de l'application de politiques moins favorables aux pauvres, ceux-ci verraient leur nombre augmenter de 150 millions, principalement en Inde.

La situation de l'Afrique subsaharienne n'est malheureusement que trop claire. Le seul maintien du nombre de pauvres à leur niveau de 1985 exigera un effort massif — croissance du PIB de 5,5 % par an, restructuration radicale de l'industrie, amélioration des incitations et des techniques pour l'agriculture, et augmentation des dépenses d'en-

seignement primaire, de santé publique, de nutrition et de planning familial —, effort qui n'aboutira que si les gouvernements s'engagent plus résolument sur la voie des réformes et si les bailleurs de fonds font davantage pour les y aider.

Un ralentissement de la croissance dans les pays industriels, une hausse des taux d'intérêt et une augmentation plus faible que prévu des termes de l'échange pourraient, conjuguant leurs effets, comme dans les années 80, poser de nouveaux obstacles à la lutte contre la pauvreté. Les tendances de la croissance marqueraient alors des divergences régionales encore plus prononcées. Alors que les progrès ne s'en ressentiraient guère en Asie de l'Est et du Sud — les régions qui comptent le plus grand nombre de pauvres —, le recul serait grave en Amérique latine et, en Afrique subsaharienne, une situation déjà intolérable se dégraderait encore plus.

L'enjeu des années 90

Il ne peut y avoir, pour les gouvernants du monde entier, de tâche plus urgente que de faire reculer la pauvreté. En cette dernière décennie du XXe siècle, les dimensions du problème demeurent immenses mais, en dépit des difficultés, particulièrement redoutables dans le cas de l'Afrique subsaharienne, nous avons les moyens de réduire la pauvreté. Les grands axes de la stratégie à suivre sont bien compris et il est possible de réunir les ressources extérieures nécessaires pour la financer sans qu'il en coûte beaucoup aux pays industriels. Quand des pays en développement se montrent résolus à faire reculer la pauvreté, la réponse des pays industriels doit être de leur apporter le soutien nécessaire.

Arriver à endiguer la pauvreté en Afrique et à réduire de près de 400 millions (par rapport à 1985) le nombre de pauvres ailleurs dans le monde serait un résultat important. C'est un objectif ambitieux, mais c'est un objectif qui peut être atteint d'ici la fin du siècle.



Les tendances divergentes de l'économie mondiale

A considérer le bilan économique des années 80, on peut dire que beaucoup de pays du monde peuvent s'estimer heureux. Les dangers redoutables qui, tour à tour, les ont menacés se sont finalement dissipés sans laisser de traces trop profondes. La crise internationale de la dette ne menace plus l'intégrité du système financier international; la récession qui, au début des années 80, avait porté en Europe les taux de chômage à un niveau sans précédent, a fait place à une phase d'expansion continue qui est parmi les plus longues enregistrées en temps de paix depuis le début du siècle; le krach boursier d'octobre 1987 n'a pas débouché sur une réédition de la Grande Crise des années 30. La période a certes été agitée de turbulences, mais, si l'on considère les craintes exprimées à l'époque, elle aura été, en fin de compte, une décennie de catastrophes qui n'ont pas eu lieu. Et c'est, somme toute, assez normalement qu'elle s'est achevée sur les formidables bouleversements dont ont été le théâtre plusieurs pays de l'Est et qui ouvrent un nouveau chapitre, extraordinairement prometteur, de l'histoire mondiale.

Pourtant, des millions d'êtres humains, qui comptent parmi les habitants les plus vulnérables de la planète, ne peuvent que porter un jugement beaucoup plus sombre sur les dix dernières années. Nombre de pays en développement ont non seulement perdu du terrain par rapport aux pays industriels, mais ils ont même vu leur revenu par habitant baisser en valeur absolue. Des millions de Latino-Américains ont aujourd'hui un niveau de vie inférieur à ce qu'il était au début des années 70. Dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, la régression a été telle que le niveau de vie est retombé à ce qu'il était dans les années 60. Pour

extraordinaires qu'ils soient, ces faits ne disent pas les souffrances des plus démunis, voués à la misère, alors même que les habitants d'autres pays en développement voient leurs revenus progresser. Pour beaucoup des plus pauvres d'entre les pauvres, les années 80 ont été une «décennie perdue»; une véritable catastrophe.

Le présent rapport est consacré à la pauvreté. Il traite donc du problème fondamental du développement économique : l'élimination de la misère dans le monde. Les politiques qui offrent quelque espoir de faire reculer la pauvreté sont examinées plus en détail dans les chapitres qui suivent. Comme dans les précédents rapports, toutefois, ce premier chapitre commence par analyser les tendances récentes de l'économie mondiale et ses perspectives pour les années 90. Tout comme le climat économique international des dernières années explique, dans une certaine mesure, les résultats décevants obtenus par de nombreux pays en développement, de même le tableau des perspectives économiques décrit les conditions qui devront être réunies pour donner ses chances à la lutte contre la pauvreté. Ces chances seront bien plus grandes si l'inflation est faible, les taux d'intérêt réels moins élevés et les politiques commerciales plus libérales que si les prix sont instables, les taux d'intérêt élevés et les politiques commerciales restrictives. Comme toujours, les chances de progrès des pays en développement dépendront étroitement des politiques suivies par les pays industriels.

Evolution récente de l'économie mondiale

Les années 80 se sont achevées dans l'euphorie pour les pays industriels : croissance modérée à

élevée, production égale, ou presque, à sa capacité, chômage nettement inférieur à ce qu'il était en début de décennie, inflation maîtrisée et commerce mondial en pleine expansion. Dans les principaux pays industriels, l'accroissement de la productivité s'est accéléré en fin de décennie, et l'investissement a progressé presque deux fois plus vite que le PIB. La crainte de l'inflation ne s'était pas dissipée, mais des politiques de rigueur monétaire paraissent contenir efficacement les pressions. Les prix des produits de base étaient relativement stables, encore que ceux du pétrole aient augmenté en moyenne de 20 % par rapport à leur niveau de 1988.

En dépit de la croissance vigoureuse de l'économie des pays industriels, 3,6 % en moyenne, les déséquilibres extérieurs ne se sont atténués que lentement. A la fin de 1989, le déficit de la balance des paiements courants des Etats-Unis était encore de 106 milliards de dollars, soit 20 milliards de dollars de moins qu'à la fin de l'année précédente. L'excédent de la balance des paiements courants du Japon a été ramené à 58 milliards de dollars, soit une réduction de plus de 27 %. En revanche, l'excédent de la République fédérale d'Allemagne a augmenté de plus de 14 % pour atteindre 56 milliards de dollars, se rapprochant ainsi de celui du Japon pour la première fois de l'histoire moderne. Bien que l'on ne s'inquiète plus guère de savoir si les marchés financiers seront disposés à financer le déficit de la balance des paiements courants des Etats-Unis, il reste qu'aux Etats-Unis, comme dans d'autres pays industriels, les taux d'épargne sont faibles. C'est pourquoi ces pays continuent d'absorber une part importante de l'offre mondiale de capitaux, et ceci contribue au maintien de taux d'intérêt élevés dans le monde.

En 1989, la croissance des pays en développement s'est ralentie pour se chiffrer à 3,3 %, contre une moyenne de 4,3 % pour la décennie (Tableau 1.1). C'est en Asie du Sud et en Asie de l'Est, régions qui comptent la plus forte concentration de pauvres du monde, que la croissance a été la plus forte, encore qu'elle ait été, pour l'une et l'autre, inférieure à la moyenne de ces dernières années. En dépit de très bons résultats à l'exportation, le taux de croissance des pays d'Asie du Sud, qui avait atteint 9 % en 1988, est tombé à 4,8 %. Les revenus en Asie de l'Est ont connu, avec 5,1 %, une croissance vigoureuse, mais ce résultat faisait suite aux 10 % de 1988. Le taux de croissance de l'économie chinoise est tombé à 3,9 %, soit moins que la moitié de la moyenne pour la décennie, le rythme des réformes économiques s'étant ralenti et le gouvernement ayant adopté des mesures d'austérité pour juguler l'inflation par une restriction de l'expansion intérieure du crédit.

Ailleurs, la croissance a été moins vigoureuse. En Afrique subsaharienne, la forte poussée des exportations, dont le taux de croissance réelle a atteint 10 %, a contribué à porter le taux de croissance économique pour 1989 à 3,5 %, soit l'un des meilleurs résultats de la décennie. Cependant, l'expansion démographique de la région a été telle que cette croissance n'a guère fait progresser le revenu moyen par habitant. Dans certains pays de la région, dont le Burkina Faso, le Ghana, le Mali et Maurice, la croissance a dépassé 5 % en 1989, mais l'investissement est resté partout très insuffisant. Dans certains pays, il est tombé à moins de 10 % du PIB, soit en deçà du niveau minimum requis pour remplacer les biens d'équipement hors d'usage.

En 1989, l'Amérique latine ne s'est pas dégagée

Tableau 1.1 L'économie mondiale en 1989 : indicateurs par groupe de pays

Groupe et région	Taux de croissance réelle du PIB		Taux de croissance du volume des exportations		Investissement intérieur brut/PIB ^a	
	1980-89	1989	1980-89	1989	1980-89	1989
Pays industriels	3,0	3,6	4,8	7,6	20,9	21,5
Pays en développement	4,3	3,3	6,1	8,1	24,3	24,6
Afrique subsaharienne	1,0	3,5	0,0	10,1	16,1	15,2
Asie de l'Est	8,4	5,1	14,7	8,1	30,0	30,7
Asie du Sud	5,5	4,8	6,1	9,6	22,3	21,4
Europe de l'Est ^b	1,4	0,0	3,8	2,0	29,4	24,8
Moyen-Orient, Afrique du Nord et autres pays d'Europe	2,9	2,5	6,4 ^b	1,4 ^b	25,9	24,1
Amérique latine et Caraïbes	1,6	1,5	4,9	4,4	20,1	20,6

a. Les chiffres de 1989 sont provisoires.

b. Estimations.

d'une tendance décennale à la faiblesse des taux de croissance et au recul des revenus par habitant. La croissance moyenne des revenus a été de 1,5 %, mais ce chiffre recouvre de profondes disparités intrarégionales. Ainsi, le taux de croissance réelle a atteint 3,5 % au Brésil, alors qu'il a été tout juste de 0,2 % en moyenne pour le reste de la région. L'endettement reste un obstacle majeur à la croissance : les transferts nets de ressources au profit des créanciers des pays de la région ont atteint près du cinquième des recettes d'exportation de ces derniers. A la suite d'un réexamen des stratégies existantes, plusieurs formules nouvelles ont été proposées en 1989 pour résoudre la crise de la dette. L'initiative Brady, annoncée en mars 1989, prévoit des mesures de réduction de la dette adaptées au cas de chaque pays, accompagnées d'une aide financière publique dont l'octroi est subordonné à une réorientation de la politique économique du pays. Cette formule s'écarte très nettement des stratégies antérieures de règlement de la crise de la dette en ce sens qu'elle admet la nécessité d'une réduction de l'endettement et de la pleine participation des organismes publics de financement comme des créanciers privés.

Plusieurs accords prévoyant des réductions de l'endettement envers les créanciers privés, et dont les principes s'inspirent de l'initiative Brady, ont déjà été conclus. Ces accords, auxquels la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et le Gouvernement japonais apportent un concours financier, diffèrent dans leur structure et dans leurs clauses. Celui du Mexique, par exemple, porte sur 85 % de la dette contractée par ce pays envers des banques commerciales. Aux Philippines, l'Etat a racheté une partie des créances détenues sur lui par des banques commerciales avec une décote de 50 %, et il a bénéficié d'un certain nombre de prêts nouveaux. Au Costa Rica, les titres de créances sur l'Etat que détenaient les banques commerciales ont été échangés contre des obligations à faible taux d'intérêt. Les résultats obtenus jusqu'à présent donnent à penser qu'en plus de réduire l'endettement ces accords encourageront les pays concernés à renforcer leur politique d'ajustement, ce qui devrait contribuer à rétablir la confiance des investisseurs locaux et étrangers.

L'année 1989 a été une année historique pour l'Europe de l'Est. Beaucoup de pays de la région n'ont connu rien de moins qu'une révolution politique, essentiellement pacifique d'ailleurs, et le rythme des réformes économiques s'est accéléré ailleurs (Encadré 1.1). Soudain sont apparues d'extraordinaires possibilités d'accroître la productivité

industrielle, de développer les échanges technologiques et les relations commerciales et, par là, d'impulser la croissance des revenus dans la région.

Cependant, à brève et moyenne échéance, les ajustements nécessaires exigeront probablement de lourds sacrifices. En 1989, la moyenne régionale des revenus n'a pas progressé et on estime que le PIB de la Pologne a régressé de 1 % et qu'il baissera encore plus en 1990. La Pologne et la Yougoslavie sont ouvertement en proie, depuis quelque temps, à une inflation effrénée, mais elles ont, l'une et l'autre, adopté une politique anti-inflationniste rigoureuse dont les premiers résultats sont encourageants. Ailleurs dans la région, de nombreux signes indiquent que l'inflation y est latente.

L'expansion des relations économiques avec le reste du monde risque aussi de soulever des difficultés. Plus de la moitié des exportations des pays du Conseil d'aide économique mutuelle (CAEM) — Bulgarie, Hongrie, Pologne, République démocratique allemande, Roumanie, Tchécoslovaquie et URSS — sont intrarégionales. L'adoption d'une politique d'ouverture des marchés nécessitera probablement la restructuration du CAEM et le démantèlement du système actuel de comptabilité à base de «roubles transférables». Nombre des produits offerts à l'exportation par ces pays ne seront probablement pas compétitifs sur les marchés extérieurs.

Au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et dans les pays en développement d'Europe, la croissance s'est ralentie en fin de décennie. En 1989, le revenu des pays de la région a progressé en moyenne de 2,5 %, mais sans que le revenu par habitant augmente. Les mauvais résultats obtenus à l'exportation ont provoqué une pénurie de devises et freiné l'investissement. Par ailleurs, la Turquie et plusieurs pays d'Afrique du Nord découvrent que le service de leur dette absorbe une forte proportion de leurs recettes d'exportation.

Les pays en développement dans les années 80 : des bilans économiques disparates

Au cours du dernier quart de siècle, la répartition du revenu parmi les pays en développement s'est profondément modifiée (Figure 1.1). C'est dans les pays d'Asie de l'Est que les gains ont été les plus grands, leur part du revenu global réel des pays en développement passant de 22 à 37 %. La part de toutes les autres régions en développement a diminué, et ce déclin a été particulièrement marqué pour l'Amérique latine et l'Afrique subsaharienne

Encadré 1.1 La réforme économique dans les pays d'Europe de l'Est

Les pays d'Europe de l'Est ont devant eux une tâche fort difficile : transformer une économie dirigée en une économie décentralisée et plus ouverte aux forces du marché. A long terme, les bienfaits de cette réforme seront sans doute immenses, mais la phase de transition risque de nécessiter de lourds sacrifices. Les différents pays d'Europe de l'Est ont déjà manifesté leur individualité dans la manière dont ils abordent le problème. La Pologne a décidé de brûler les étapes, alors que la Hongrie a choisi une démarche plus prudente et progressive.

En octobre 1989, le Gouvernement polonais a annoncé un plan de réforme très ambitieux qui vise, dans un premier temps, à stabiliser l'économie, puis à la transformer rapidement en une économie de marché. Les buts de la stabilisation sont de réduire le taux d'inflation qui, en mesure annuelle, aura été de 650 % en 1989 et de résorber le déficit des finances publiques. L'inflation sera contenue en réduisant les salaires réels, en stabilisant les prix des produits alimentaires et en relevant les taux d'intérêt afin de réduire la demande de crédit. Mais ces mesures ne portent leurs fruits que si l'on arrive à maîtriser le déficit des finances publiques. Le plan de réforme prévoit aussi la mise en vente d'une multitude d'entreprises d'Etat, la fermeture des établissements non rentables, la réduction des subventions des prix des produits alimentaires et des produits énergétiques non importés, et la réduction du budget de la défense et du budget des administrations publiques. Ce plan prévoit en outre la mise en place d'un régime de propriété calqué sur celui des pays industriels occidentaux. La liberté de fonder des entreprises sera garantie par la loi, et les restrictions à la location et à la vente de logements seront éliminées. Certaines de ces mesures seront durement ressenties par les familles à faible revenu et par celles dont les moyens d'existence dépendent le plus de l'Etat.

La Hongrie s'est engagée sur la voie des réformes dès 1968, commençant par abolir son système rigide de

planification centrale et par recourir davantage aux impôts, aux subventions et à l'encadrement des prix pour orienter indirectement l'évolution de l'économie. Pendant les années 70 et au début des années 80, les progrès ont été lents. Pendant la période 1985-86, cependant, les réformes ont trouvé leur second souffle après la phase de stabilisation de la période 1982-84, qui avait laissé entiers les problèmes structurels sous-jacents. La réglementation des salaires a été assouplie, les entreprises se sont vu accorder une plus grande autonomie pour la fixation de leurs prix, et le régime des licences d'import-export a été assoupli. Pourtant, ces réformes ont échoué, essentiellement à cause du manque de rigueur de la politique monétaire et de la gestion des finances publiques. Ce laxisme a fait que les salaires ont augmenté plus vite que la productivité, et le déficit des finances publiques s'est fortement creusé. Après 1987, le gouvernement a, une fois encore, essayé d'imposer une discipline financière et monétaire et de stimuler les exportations hors de la zone rouble. Les résultats du commerce extérieur se sont améliorés, mais les résultats des efforts fournis pour tenter de réduire le déficit des finances publiques ont été décevants.

Le choix entre une réforme progressive et une réforme rapide implique un choix entre deux types de risques. Une réforme rapide risque de provoquer, à court terme, des perturbations profondes, cependant qu'une réforme progressive engendre souvent des contradictions qui risquent, à terme, de compromettre les progrès. En Pologne, l'exécution des plans de restructuration ou de mise en vente d'entreprises d'Etat risque de réduire au chômage une importante fraction de la main-d'oeuvre. Les mesures de sauvegarde sociale mises en place pourraient se révéler à la fois coûteuses et inadéquates. La Hongrie a choisi l'autre voie. Le gouvernement a libéré les prix de nombreux produits et décentralisé l'économie, mais l'accumulation d'un déficit budgétaire considérable a finalement fait échouer les réformes entreprises avant 1990.

avec, respectivement, 6 et 5 points de pourcentage. La répartition de la population s'est, elle aussi, modifiée au cours de ces vingt-cinq années, mais beaucoup plus progressivement. L'accroissement démographique est tombé au-dessous de la moyenne en Asie de l'Est, de sorte que cette région a vu sa part de la population mondiale tomber de 2 %, alors qu'en Afrique subsaharienne les taux de fécondité sont largement supérieurs à la moyenne et que la part de la population de cette région s'élève. En Asie du Sud, les taux de fécondité ont pu être réduits depuis les années 60 et la croissance du revenu a reçu une impulsion durant la décennie

écoulée. Bien que l'Asie du Sud compte encore le plus grand nombre de pauvres, les vingt-cinq dernières années ont vu croître la part de l'Afrique subsaharienne et le revenu par habitant se dégrader dans les pays d'Amérique latine.

Pourquoi certaines régions ont-elles beaucoup mieux réussi que d'autres? En dernière analyse, les chances de succès de la lutte contre la pauvreté dépendent de la réponse à cette question. On ne s'étonnera pas que les tendances de la pauvreté observées dans les années 80 soient le reflet des tendances de la performance économique globale. Bien que les données soient rares, ce que l'on sait montre

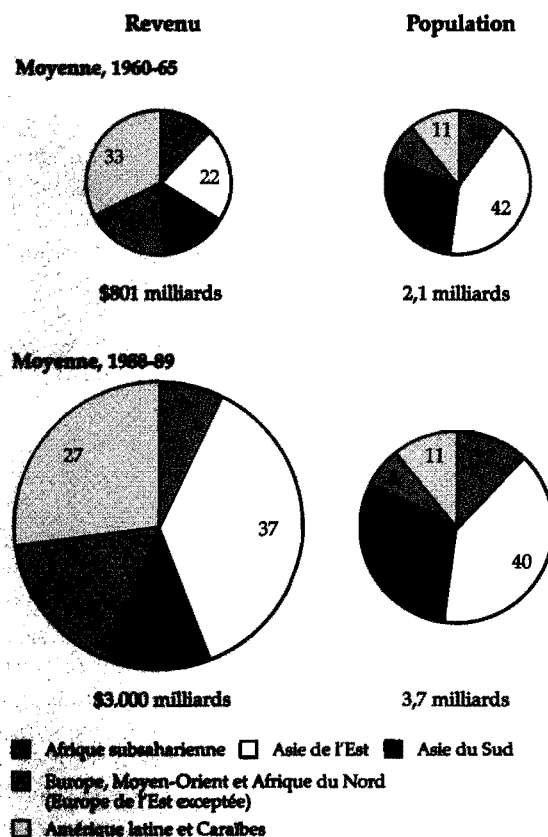
que la pauvreté a reculé là où les résultats économiques ont été bons. Ainsi, pour l'Asie, il y a eu recul de la pauvreté en Inde, en Indonésie, en Malaisie et au Pakistan. Dans beaucoup de pays d'Afrique subsaharienne, d'Amérique latine et d'Europe de l'Est, en revanche, des chocs externes et des bouleversements internes ont aggravé la pauvreté. Dans tous les pays de ces régions pour lesquels on dispose de données — le Brésil, la Colombie, le Costa Rica, la Côte d'Ivoire, la Pologne, le Venezuela et la Yougoslavie —, la pauvreté s'est aggravée pendant une partie au moins des années 80.

Il faut se garder d'attribuer ces écarts interrégionaux à la fatalité. Le revenu par habitant — il est bon de le rappeler — a progressé presque partout pendant les années 60. C'est dans les années 70 que certaines régions ont commencé à perdre du terrain par rapport aux autres. Au début des années 80, le PIB par habitant augmentait en moyenne de 6,7 % en Asie de l'Est et de 3,2 % en Asie du Sud, mais il régressait en Afrique subsaharienne et en Amérique latine (Tableau 1.2). Les différences régionales se retrouvaient dans l'investissement. Dans les deux régions d'Asie, les taux d'épargne et d'investissement ont progressé pendant ces périodes, alors qu'ils régressaient en Afrique subsaharienne et en Amérique latine. Politiques nationales et facteurs économiques externes ont conjugué leurs effets pour déterminer les niveaux de croissance et d'investissement dans les régions.

Les facteurs internes : le cadre macroéconomique

Les résultats économiques obtenus par les différents pays dans les années 80 ont varié selon leur situation de départ et leur aptitude à s'adapter aux chocs qui ont marqué la décennie. En Asie de l'Est, de nombreux pays ont assez bien réussi à maintenir leur balance des paiements en équilibre et à fortement développer leur commerce extérieur au

Figure 1.1 Evolution de la distribution du revenu et de la population dans le monde en développement (en pourcentage)



Note : Le revenu est exprimé en dollars réels de 1980.

début des années 80, tout en évitant un gonflement excessif des dépenses publiques. Face à des perturbations externes telles que la hausse des taux d'intérêt sur les marchés financiers internationaux, ils ont réagi rapidement et ont réussi à

Tableau 1.2 Evolution des indicateurs économiques, par région en développement

Région	Croissance du PIB réel par habitant (%)			Investissement intérieur brut/PIB		
	1965-73	1973-80	1980-89	1965-73	1973-80	1980-89 ^a
Afrique subsaharienne	3,2	0,1	-2,2	16,2	20,8	16,1
Afrique de l'Est	5,1	4,7	6,7	24,2	29,7	30,0
Asie du Sud	1,2	1,7	3,2	17,1	19,9	22,3
Europe de l'Est ^b	4,8	5,3	0,8	28,3	33,8	29,4
Moyen-Orient, Afrique du Nord et autres pays d'Europe	5,5	2,1	0,8	23,4	29,2	25,9
Amérique latine et Caraïbes	3,7	2,6	-0,6	20,7	23,9	20,1

a. Les chiffres de 1989 sont provisoires.

b. Estimations.

maintenir la stabilité et à relancer la croissance de leur économie. En Amérique latine et en Afrique subsaharienne, en revanche, de nombreux pays ont abordé la décennie avec le handicap de graves déséquilibres, souvent masqués par un recours à l'emprunt qui leur a permis de maintenir la croissance de leur économie pendant quelque temps. Ces pays ont eu beaucoup de mal à se remettre des chocs subis durant les années 80.

Le succès d'une politique d'ajustement implique la stabilité macroéconomique : un taux d'inflation faible et supportable, un taux de change réaliste et des dépenses publiques à la mesure des recettes. Il exige aussi, au niveau microéconomique, un climat favorable à l'investissement. Les pays qui ont réussi sur les deux tableaux sont parvenus à maintenir ou à accélérer leur croissance pendant les années 80.

RETABLIR LA STABILITÉ. Les perturbations entraînées dans les années 80 par la flambée des taux d'intérêt et la détérioration des termes de l'échange ont fait régresser le revenu réel dans la plupart des pays en développement. Pour redresser la situation, il fallait freiner la consommation et réduire les dépenses publiques. Des mesures particulièrement draconiennes s'imposaient à cet égard dans les pays lourdement tributaires de leurs exportations de produits primaires ou contraints d'assurer le service de gros emprunts. D'une manière générale, les pays qui ont le mieux tiré leur épingle du jeu sont ceux qui ont su agir rapidement. L'Indonésie, par exemple, a subi en 1986 une détérioration des termes de l'échange de 25 %, cependant que les mouvements des taux de change portaient son ratio endettement/produit national brut (PNB) au double de celui du Brésil. Le gouvernement a été prompt à réagir par une dévaluation du rupiah et la compression des dépenses publiques. Il est parvenu, en 1986, à maintenir le déficit du budget de l'Etat à 3,6 % du PIB, en dépit de la baisse des recettes pétrolières; pour 1987, il est parvenu à ramener le déficit à 1 % seulement du PIB. Pour ces deux années, la croissance réelle du PIB est restée supérieure à 3 %, et elle s'est même accélérée depuis.

Dans les pays endettés, il existe une étroite corrélation entre déficit des finances publiques, inflation et instabilité des taux de change. Les déficits importants des finances publiques enregistrés à la fin des années 70 et au début des années 80 ont été financés principalement par l'emprunt étranger. Plus tard, lorsque le crédit extérieur s'est tari, de nombreux pays, surtout en Amérique latine, ont

eu de plus en plus recours à l'emprunt intérieur et à la planche à billets pour financer leur déficit. Pour la période 1980-87, le taux moyen d'inflation a dépassé les 100 % dans les pays à revenu intermédiaire gravement endettés, alors qu'il n'était que de 8 % en Asie du Sud et de 5 % en Asie de l'Est.

Les poussées de fièvre inflationniste auxquelles ont été sujets les pays d'Amérique latine tiennent à leur fiscalité, particulièrement aux caractéristiques de l'assiette fiscale, ainsi qu'à leur structure sociale et à leur politique intérieure (Encadré 1.2). Une inflation débridée déclenche plusieurs phénomènes qui paralysent l'économie et aggravent les crises économiques. Elle ébranle la confiance des agents économiques dans le pays, elle freine l'investissement, elle provoque la fuite des capitaux et elle conduit souvent au méemploi d'avoirs en devises pourtant insuffisants. En outre, elle favorise la dollarisation (utilisation d'une monnaie étrangère comme moyen d'échange) et réduit l'assiette de l'impôt en faisant basculer une grande partie des activités économiques dans le secteur informel ou le marché noir. Résultat : une économie qui ne répond plus aux mesures d'ajustement.

RESTRUCTURER POUR LA CROISSANCE. Les pays qui avaient abordé les années 80 avec des problèmes d'ordre structurel se devaient, pour faire progresser à terme la croissance de leur économie, d'adopter une politique d'ajustement axée sur la réforme des institutions et la réaffectation des ressources. A la différence des mesures de stabilisation, dont le succès dépend souvent de la rapidité et de l'autorité avec lesquelles l'ajustement est opéré, la restructuration d'une économie exige une planification à long terme. La réforme du régime fiscal, celle du secteur financier et celle du cadre réglementaire de l'activité économique sont des éléments essentiels d'une telle restructuration.

Les pays d'Asie de l'Est qui ont réussi ont agi rapidement pour stabiliser leur économie tout en procédant à des réformes échelonnées et en maintenant un taux de change compétitif. La République de Corée, par exemple, a opéré, à la fin des années 70 et pendant les années 80, une réforme commerciale progressive mais complète. Quant à l'Indonésie, elle a, pour favoriser le succès de sa politique prudente de stabilisation du taux de change de sa monnaie, procédé à des réformes du régime des échanges, de son cadre réglementaire et de son système financier. La plupart des pays d'Amérique latine et d'Afrique subsaharienne, en

Encadré 1.2 Aléas politiques et résultats économiques

Plusieurs pays d'Amérique latine ont traversé des périodes de profonds bouleversements politiques et économiques, bouleversements qui étaient censés répondre tout à la fois à des objectifs sociaux, en particulier des objectifs de redistribution des revenus, et à des idéaux populistes et nationalistes. Qu'elles aient été le fait de politiciens de gauche ou de droite, les politiques suivies durant ces périodes et leurs conséquences présentent des similitudes frappantes. On peut comparer, par exemple, à cet égard ce qui s'est passé en Argentine (1946-49), au Brésil (1985-88), au Chili (1970-73) et au Pérou (1985-88). Par une ironie du sort, ce sont souvent les catégories sociales que l'on prétendait favoriser qui ont finalement le plus souffert.

Dans chacun des cas évoqués plus haut, le gouvernement a cherché à s'appuyer sur différents groupes, en particulier les ouvriers et employés des villes et certains éléments pauvres des campagnes. Les dirigeants ont promis d'accélérer la croissance et d'en redistribuer les bienfaits par une politique interventionniste. Ces régimes ont, pour la plupart, été mis en place après une période de croissance lente qui était souvent le résultat de programmes d'austérité.

A l'ordre du jour des réformes entreprises par ces régimes figurent d'abord des mesures macroéconomiques expansionnistes destinées à promouvoir l'emploi et à relever les salaires réels. Les premiers résultats sont généralement encourageants. Au Chili, pendant la première année de l'administration Allende, le PIB a progressé de près de 8 %, et les salaires réels de 17 %. La part des salariés dans le revenu national est passée de 52 à 62 % pendant la même année. Au Pérou, les salaires réels ont augmenté de 27 % en 1986 sous le régime García.

Au bout d'un certain temps, cependant, les choses

commencent à se gâter. Les stocks s'épuisent, de même que les réserves de devises, l'inflation prend des proportions catastrophiques, et il devient inévitable de dévaluer. Ces difficultés s'accompagnent généralement d'une réduction de l'aide extérieure et des possibilités d'emprunter à l'étranger. Au Brésil, durant la seconde année du Plan Cruzado (nom de la nouvelle monnaie introduite dans l'espoir de stabiliser l'économie), les réserves de devises se sont taries, et l'inflation s'est accélérée jusqu'à dépasser les 400 % et il a fallu dévaluer très fortement la monnaie. L'étape finale du scénario comporte généralement une flambée inflationniste, une fuite des capitaux et une très forte baisse des salaires réels. Au Chili, les salaires réels ont régressé de 10 % en 1972 et de 32 % en 1973, ce qui les ramenait bien en deçà de leur niveau antérieur au lancement du programme. Au Pérou, les salaires réels ont diminué de 34 % en 1988 et, au Brésil, leur régression a atteint 29 % pendant la période 1987-88.

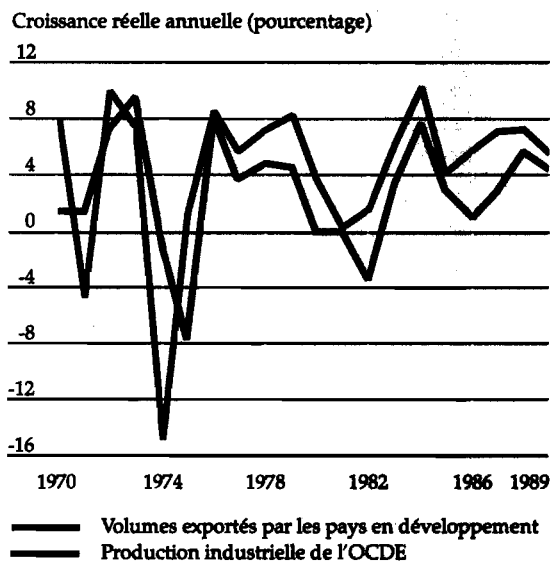
En général, ces programmes ont eu pour effet de freiner l'investissement, d'encourager la fuite des capitaux et de provoquer une détérioration des conditions de vie des salariés. Ils ont eu aussi des conséquences moins visibles — l'érosion de la confiance des investisseurs et le discrédit des pouvoirs publics, notamment. Les gouvernements qui succèdent à ceux qui ont mis en place de tels programmes ont à faire face à un double problème : des pressions sociales de plus en plus fortes s'exercent sur eux pour qu'ils relancent la croissance et rétablissent la stabilité, alors même que la confiance en eux est ébranlée. Dans ces conditions, il leur est difficile, sans un changement de cap radical, de mettre un frein à l'inflation par des mesures de contraction monétaire et un programme d'austérité budgétaire.

revanche, ont abordé la décennie avec une monnaie surévaluée, soutenue par un régime commercial fortement protectionniste et un recours excessif à l'emprunt étranger. La taxation directe des exportations, le recours aux obstacles non tarifaires et l'encadrement du crédit et des investissements étaient aussi pratique courante dans ces pays. Nombre d'entre eux ont tardé et hésité à adopter une politique d'ajustement.

Vers la fin de la décennie, de nombreux pays, dans les deux régions, se sont finalement résolus à dévaluer fortement leur monnaie et à entreprendre de profondes réformes de leur politique commerciale et de leur politique économique intérieure (certains, dont le Chili, le Ghana et le Mexique,

montraient déjà des signes de reprise de la croissance). Cependant, les exportations et les investissements n'ont dans bien des cas réagi que lentement à ces mesures, peut-être parce que des doutes subsistaient quant à la détermination des gouvernants. Pour dissiper ces doutes, il est indispensable que les mesures prises procèdent d'un dessein cohérent. Les problèmes que nous venons de signaler sont particulièrement graves en Afrique subsaharienne, région dépourvue d'une infrastructure complémentaire et lourdement tributaire de ses exportations de produits de base, et pauvre en cadres de direction et de gestion. A cause de ces handicaps, la phase d'ajustement y sera plus longue.

Figure 1.2 Croissance de la production industrielle de l'OCDE et des exportations des pays en développement, 1970 à 1989



Les facteurs externes : la conjoncture mondiale

Les vicissitudes de l'économie mondiale ont aussi contribué à la chute des taux de croissance dans les années 80. La faiblesse de la demande sur les marchés étrangers, la détérioration des termes de l'échange, la contraction des apports financiers extérieurs et une très forte aggravation de l'instabilité des taux d'intérêt ont conjugué leurs efforts pour créer un climat économique particulièrement défavorable.

DEMANDE MONDIALE ET COMMERCE INTERNATIONAL. La croissance de la production et des exportations des pays en développement dépend étroitement de l'évolution de la demande dans les pays industriels (Figure 1.2). Au début des années 80, la croissance des exportations des pays en développement a chuté avec le ralentissement de la croissance mondiale et la stagnation des importations des pays industriels. Il y a eu une certaine amélioration à partir de 1983 : le taux annuel moyen de croissance du PIB des pays industriels a atteint 3,5 % et le volume de marchandises exportées par les pays en développement a augmenté de 6,7 % par an.

Les produits de base exportés par les pays en développement sont utilisés essentiellement

comme facteurs de production intermédiaires; ici, le lien avec la production dans les pays industriels est direct. Quant à l'évolution de la demande de produits manufacturés par les pays en développement, elle est liée, elle aussi, à l'évolution de la production des pays industriels et aux modifications de la structure de la demande finale. De 1965 à 1988, la part des produits manufacturés dans les exportations des pays en développement est passée de 16 à 64 %. L'importance croissante prise par les produits manufacturés — particulièrement sensible pour les produits de l'industrie électronique, les vêtements, les jouets et autres biens de consommation — a renforcé les liens entre les pays industriels et les pays en développement exportateurs, en particulier ceux d'Asie de l'Est. La reprise de la demande mondiale enregistrée après 1985 a eu une moindre incidence sur les exportations des autres régions. Les exportations des pays d'Asie du Sud se sont rapidement développées depuis 1985, mais elles ne représentent encore qu'une faible proportion de la production nationale. Les exportations des pays d'Amérique latine ont progressé lentement, et c'est récemment seulement qu'elles ont rattrapé leur niveau du début des années 70. Quant à celles des pays d'Afrique subsaharienne, elles ont régressé pendant la première moitié de la décennie et sont restées ensuite stationnaires jusqu'à la fin de 1988 (Figure 1.3).

Nombre de pays en développement lourdement endettés ont dégagé récemment d'importants excédents commerciaux qui s'expliquent essentiellement par la nécessité où se trouvent ces pays d'assurer le service de leur dette. Pour les années 1980 et 1981, le montant moyen du déficit commercial des 19 pays à revenu intermédiaire gravement endettés a atteint 4 milliards de dollars; pour la période 1982-89, ces pays ont dégagé des excédents dont le montant annuel moyen se chiffre à 26 milliards de dollars, ce qui équivaut à 3,3 % du PIB (Figure 1.4). Ce redressement s'explique essentiellement par la réduction des importations, et il est l'une des manifestations du resserrement de l'investissement et de la consommation imposé par les programmes d'austérité entrepris par nombre de ces pays. Malheureusement, la baisse des importations de biens intermédiaires et de biens d'équipement a eu des effets à long terme néfastes.

L'ÉVOLUTION DES TERMES DE L'ÉCHANGE. Le pouvoir d'achat des recettes d'exportation de nombre des pays en développement les plus pauvres dépend du rapport entre les prix mon-

diaux de quelques produits de base — cacao pour le Ghana, cuivre et café pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée, etc. — et les prix des biens que ces pays importent — essentiellement des produits manufacturés. Les prix des produits primaires, en particulier des produits tropicaux et des produits de l'agriculture vivrière, subissent des fluctuations de grande amplitude avec l'évolution de l'offre et de la demande mondiales. Pendant les années 80, les prix de nombreux produits primaires sont tombés à leur niveau le plus bas depuis la deuxième guerre mondiale. Les prix des produits de base autres que le pétrole ont baissé pendant presque toute la décennie pour amorcer une légère remontée en 1988. En 1989, les prix moyens des produits de base étaient encore inférieurs de 33 % à ce qu'ils étaient en 1980. Le prix du pétrole a baissé progressivement entre 1980 et 1985, et cette évolution a été favorable à la plupart des pays en développement, qui sont importateurs de pétrole.

Pendant les années 80, la détérioration des termes de l'échange a été particulièrement marquée pour les pays d'Afrique subsaharienne et d'Amérique latine, qui avaient pourtant abordé la décennie dans une position nettement plus favorable que celle qui avait été la leur pendant les

Figure 1.3 Evolution du volume des exportations des pays en développement, 1980 à 1989

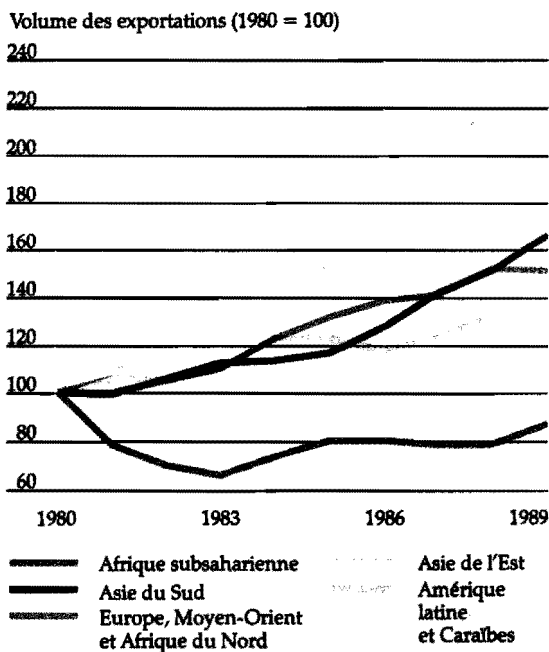
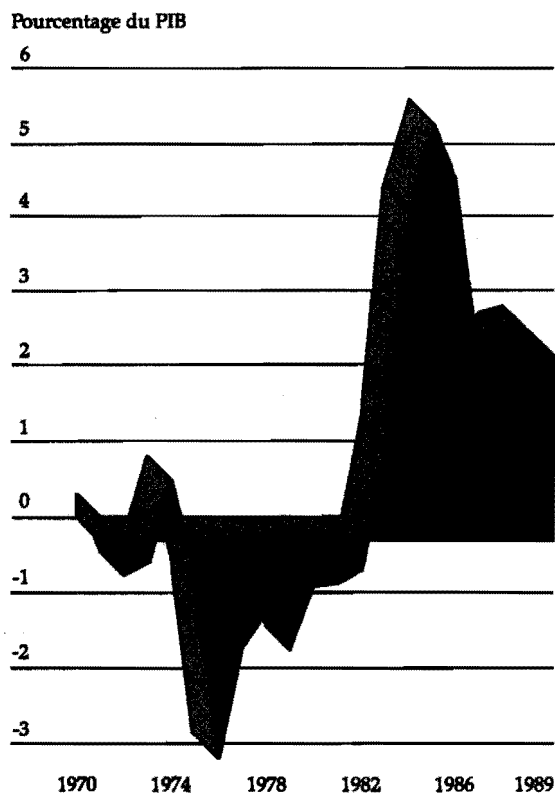


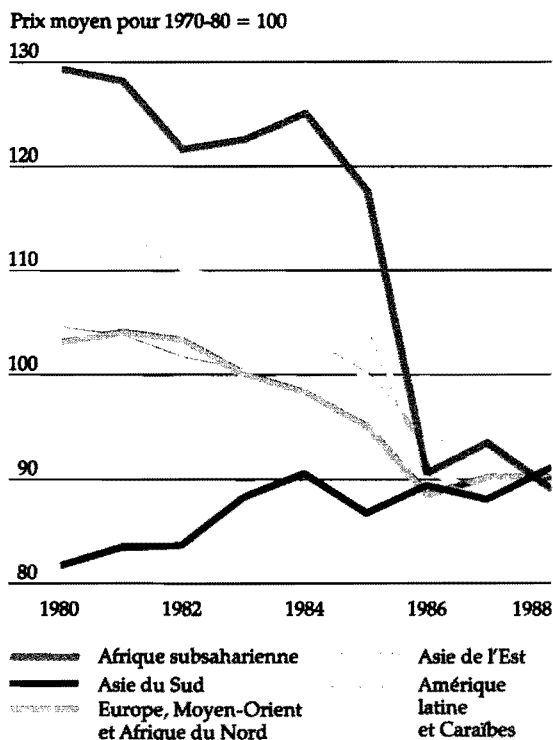
Figure 1.4 Balance commerciale en pourcentage du PIB dans les pays à revenu intermédiaire gravement endettés, 1970 à 1989



années 70 (Figure 1.5). Du fait de la chute des prix des produits qu'ils exportaient, les pays d'Amérique latine et d'Afrique subsaharienne ont vu, pendant les années 80, le pouvoir d'achat de leurs recettes d'exportation diminuer de 13 % et 15 %, respectivement, par rapport aux années 70. Pour les deux régions, cette baisse tient pour environ deux cinquièmes à l'érosion des recettes pétrolières provoquée par la baisse du prix du pétrole. Ailleurs, les pertes ont été beaucoup moins prononcées.

LES APPORTS FINANCIERS EXTERIEURS. Il n'est prudent de recourir à l'emprunt pour financer les investissements que si ces derniers permettent, à terme, de dégager des recettes suffisantes pour couvrir le service de la dette. Or, il s'est avéré — en partie, il est vrai, par suite d'événements imprévisibles — que les dettes accumulées par de nombreux pays en développement dans les années 70 et au début des années 80 ne satisfaisaient pas à ce critère. Les marchés financiers internationaux ont

Figure 1.5 Evolution des termes de l'échange, par région en développement, 1980 à 1988



réagi, après 1983, par la suspension presque totale des prêts spontanés aux pays le plus lourdement endettés. La crainte de mettre leurs débiteurs en cessation de paiement a empêché les banques de geler complètement le crédit, mais les prêts qu'elles ont accordés ont été pour la plupart des prêts de refinancement ou des prêts revenant à intégrer au principal le montant des arriérés d'intérêts.

Jusqu'en 1983, les pays d'Amérique latine avaient bénéficié régulièrement de transferts nets de dette à long terme positifs (non compris les crédits du FMI) : le produit des emprunts dépassait chaque année le montant total des charges imposées par le service de la dette. Après 1984, la situation a radicalement changé. Pour la période 1984-89, la région a enregistré des transferts nets négatifs d'un montant total de 153 milliards de dollars, soit des sorties nettes annuelles représentant en moyenne 25 milliards de dollars, ou environ 15 % de la valeur des exportations de la région. Le tarissement du crédit de source commerciale a coïncidé avec deux phénomènes qui l'expliquent en partie, à savoir la détérioration des termes de l'échange et la hausse des taux d'intérêt réels, qui

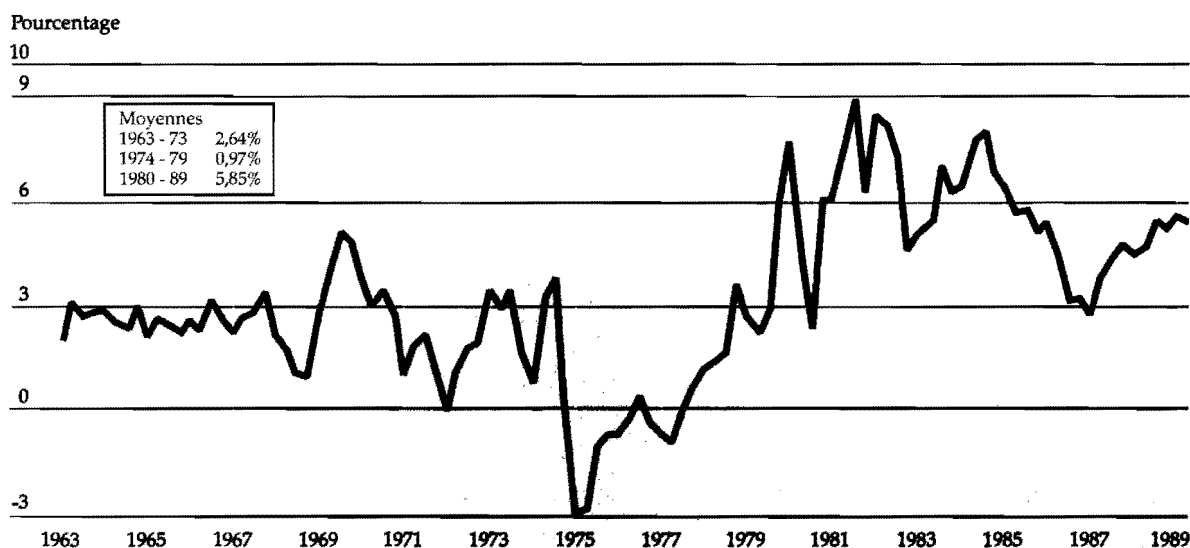
ont d'autre part contribué l'une et l'autre à accroître les besoins de financement. La réduction parallèle des apports financiers publics n'a fait qu'aggraver les difficultés. Certains pays d'Asie de l'Est étaient eux aussi lourdement endettés au début des années 80, mais ils se sont mieux tirés d'affaire. Les pays de cette région, avec une balance des paiements largement excédentaire, ont vu leurs besoins de financement extérieur diminuer. Certains d'entre eux ont même accéléré le remboursement de leurs emprunts.

En Afrique subsaharienne, les choses se sont passées très différemment. Les prêts consentis par les banques commerciales ne sont une source importante de financement que pour quelques-uns des pays de la région, qui sont soit des pays à revenu intermédiaire, soit des pays riches en ressources naturelles. Pour la période 1984-89, les apports nets de source commerciale n'ont représenté que 6 % du total des apports financiers extérieurs dont a bénéficié la région. Aussi les emprunts contractés auprès d'organismes publics de financement représentent-ils plus de 65 % de l'encours de la dette extérieure de la région et, en 1988, plus de la moitié des sommes ainsi empruntées l'ont été à des conditions de faveur. Bien que l'endettement continue à y freiner gravement la croissance, la région n'a pas cessé de recevoir une aide extérieure importante et, tout au long des années 80, les transferts nets sont demeurés positifs. La structure de la dette des pays d'Asie du Sud n'est pas très différente de celle de la dette des pays d'Afrique subsaharienne, mais leur croissance économique relativement forte et la prudence dont ils ont fait preuve dans leur recours au crédit leur ont permis de ne pas être trop handicapés par un ratio du service de la dette élevé.

L'INSTABILITE DES TAUX D'INTERET. Pendant la période de forte inflation du milieu des années 70, les emprunts à taux d'intérêt flottants étaient devenus pratique courante. Tant que les taux d'intérêt réels demeurent constants, le fait que certains de leurs emprunts ont été contractés à des taux d'intérêt flottants ne devrait pas imposer de charges supplémentaires aux débiteurs. C'est la conjonction d'une récession mondiale, de la détérioration des termes de l'échange et de la hausse des taux d'intérêt réels qui a déclenché la crise de la dette.

Les taux d'intérêt réels ont été exceptionnellement élevés pendant les années 80. Les taux moyens calculés pour la décennie sont deux fois supérieurs à ceux des années 60 et près de six fois supérieurs à ceux de la période 1974-79, pendant laquelle les pays en développement ont contracté

Figure 1.6 Taux d'intérêt réels, 1963 à 1989



Note : Le taux d'intérêt réel s'obtient en déduisant le déflateur du PIB aux Etats-Unis du taux interbancaire moyen des eurodollars à Londres (LIBOR).

une part importante de leur dette actuelle (Figure 1.6). La hausse des taux d'intérêt a été provoquée par la baisse de l'épargne dans les pays industriels, la persistance, dans le monde entier, des déséquilibres des paiements courants et de très fortes fluctuations du taux de change des principales monnaies, peut-être accompagnées d'une plus grande incertitude concernant l'évolution future des taux de change.

Les charges supplémentaires entraînées par la hausse des taux d'intérêt réels par rapport à leur moyenne de la période 1963-80 se sont élevées, pendant les années 80, à environ 8 milliards de dollars par an pour l'Amérique latine, soit près de 1 % du total du PIB de la région. Le surcroît de charges a été particulièrement lourd pendant la période 1982-85, soit juste après le déclenchement de la crise de la dette. Rien que pour 1984, les coûts supplémentaires que les pays d'Amérique latine ont dû supporter du fait de la hausse brutale des taux d'intérêt sont estimés à 1,8 % du total de leur PIB. Pour l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud, les charges supplémentaires entraînées pendant la décennie par la hausse des taux d'intérêt ont été moindres — moins du tiers de celles qu'ont dû supporter les pays latino-américains.

Perspectives pour les années 90

Handicapés par des événements extérieurs défavorables et par une politique économique ina-

daptée, certains pays ne parviennent pas à remonter la pente. Plusieurs pays gravement endettés voient s'éloigner de plus en plus les chances d'un retour à des relations financières normales. Ce que l'avenir réserve à ces pays dépend de leur aptitude à procéder à une réorientation plausible de leur politique économique et de ce que fera la communauté internationale pour leur ménager le répit dont ils ont besoin pour mener à bien leur processus d'ajustement.

La persistance, dans les années 90, des disparités de croissance du revenu observées entre les différentes régions pendant la décennie écoulée aurait des effets catastrophiques pour la majeure partie de l'Afrique subsaharienne, ainsi que pour certaines parties d'Amérique latine et d'Asie du Sud. L'Afrique subsaharienne, dont la population totale se chiffre aujourd'hui à 450 millions d'habitants environ, en compterait 165 millions de plus, et le revenu par habitant serait inférieur de 20 % à son niveau actuel, déjà à peine supérieur au minimum vital. Dans les pays d'Amérique latine, la population augmenterait de 85 millions et le revenu moyen serait inférieur de 6 % à ce qu'il est aujourd'hui.

Il semble cependant que l'on puisse s'attendre, pour les années 90, à une évolution plus favorable de la croissance (Tableau 1.3). On prévoit, pour les pays en développement, un taux de croissance moyen de 5,1 % par an contre 4,3 % pendant les

Tableau 1.3 Perspectives pour les années 90

Groupe et région	Taux de croissance réelle du PIB			Taux de croissance réelle du PIB par habitant		
	Tendance, 1965-80	Période, 1980-89	Prévisions, 1989-2000	Tendance, 1965-80	Période, 1980-89	Prévisions, 1989-2000
Pays industriels	3,7	3,0	3,0	2,8	2,5	2,6
Pays en développement	5,9	4,3	5,1	3,4	2,3	3,2
Afrique subsaharienne	5,2	1,0	3,7	2,0	-2,2	0,5
Asie de l'Est	7,3	8,4	6,6	4,8	6,7	5,1
Chine	6,4	10,1	6,8	4,1	8,7	5,4
Autres pays	8,1	6,4	6,3	5,5	4,2	4,6
Asie du Sud	3,6	5,5	5,1	1,2	3,2	3,2
Inde	3,6	5,6	5,2	1,2	3,5	3,4
Autres pays	3,9	5,0	4,8	1,2	2,2	2,4
Europe de l'Est	5,3 ^a	1,4 ^a	1,9	4,5 ^a	0,8 ^a	1,5
Moyen-Orient, Afrique du Nord et autres pays d'Europe	6,3	2,9	4,3	3,9	0,8	2,1
Amérique latine et Caraïbes	6,0	1,6	4,2	3,4	-0,6	2,3

a. Estimations.

années 80. On pense en effet que l'application de politiques plus avisées dans les pays et l'accroissement de l'aide extérieure conjugueraient leurs effets pour porter progressivement les taux de croissance, d'ici à la fin de la décennie, à des niveaux proches de leur optimum à long terme. On ne s'attend pas à une réédition des perturbations des années 80, mais la reprise sera progressive. Les prix réels des produits de base, d'abord orientés à la baisse, devraient se raffermir progressivement et enregistrer, pour la décennie, une augmentation moyenne de 0,2 %. Enfin, les taux d'intérêt réels devraient connaître une décrue pour se situer entre 3 et 4 % sur l'ensemble de la décennie, après une moyenne voisine de 5,5 % dans les années 80.

La croissance économique des pays industriels devrait être de l'ordre de 3 % par an, taux proche de l'optimum à long terme pour ces pays. Cette projection tient compte des taux d'investissement élevés enregistrés depuis le milieu des années 80 et de l'accroissement de la productivité constaté dans plusieurs pays. A court terme, on s'attend à un ralentissement de la croissance de l'économie des Etats-Unis, qui se situerait aux alentours de 2,0 à 2,5 %, ralentissement dû à une réduction de la demande globale du secteur privé et du secteur public. Le déficit de la balance des paiements courants des Etats-Unis demeurera inférieur à 2 % du PIB au début des années 90, mais un financement ordonné du déficit devrait empêcher toute perturbation importante des marchés financiers mondiaux. La réduction, pendant la décennie, des dépenses publiques (en particulier des dépenses militaires), la dépréciation progressive du dollar et la croissance vigoureuse des autres pays indus-

triels devraient contribuer à résorber le déficit budgétaire et le déficit de la balance des paiements des Etats-Unis.

L'évolution de l'actualité internationale devrait faciliter la résorption des déficits des Etats-Unis et stimuler la croissance en Europe. Les négociations sur la réduction des armements stratégiques entre pays du Pacte de Varsovie et membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, ainsi que les décisions prises unilatéralement par l'URSS et les Etats-Unis de réduire leurs budgets militaires, libéreront des ressources pour d'autres usages (Encadré 1.3). (Les membres du Pacte de Varsovie sont la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la République démocratique allemande, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et l'URSS.)

Ces perspectives sont certes favorables dans l'ensemble, mais il faudra compter avec l'héritage des années 80. Bien que l'on prévoie pour toutes les régions une progression du revenu par habitant, l'Amérique latine et l'Afrique subsaharienne n'atteindront probablement pas, à cet égard, leur potentiel de croissance à long terme. Des réductions de dette accordées dans le cadre de l'initiative Brady permettraient à l'Amérique latine de porter à 2,3 % la croissance du revenu par habitant, croissance qui a été en moyenne de 3,4 % par an entre 1965 et 1980. Si cette projection est juste, il est peu probable que l'effectif de la population pauvre d'Amérique latine diminue pendant la décennie. En Afrique subsaharienne, le revenu par habitant n'augmentera vraisemblablement pas pendant la première moitié de la décennie, mais on prévoit pour 1995-2000 un taux de croissance de 1 % environ. La conjonction d'une faible crois-

Encadré 1.3 Evolution des dépenses militaires dans le monde pendant les années 90

Dans les années 80, le total mondial des dépenses militaires a atteint un niveau sans précédent en temps de paix; évaluées à 1 billion de dollars (Figure 1.3A), elles représentaient environ 5 % de l'ensemble du revenu mondial. (L'imperfection des données et les différences de méthodes font que les estimations varient selon la source. Les chiffres cités ici le sont uniquement à titre d'exemple pour montrer les avantages que pourrait procurer une réduction des dépenses militaires.) Mais la décennie qui s'était ouverte sur une croissance accélérée des dépenses militaires s'est achevée sur la promesse d'une forte réduction. En 1989, l'URSS a réduit ses dépenses militaires d'un montant estimé à 20 milliards de dollars, soit 6 % de son budget de la défense. Les Etats-Unis ont aussi amorcé une réduction de leurs dépenses militaires, qui pourrait atteindre 10 % au cours des quatre prochaines années. Des réductions beaucoup plus importantes ne sont pas exclues.

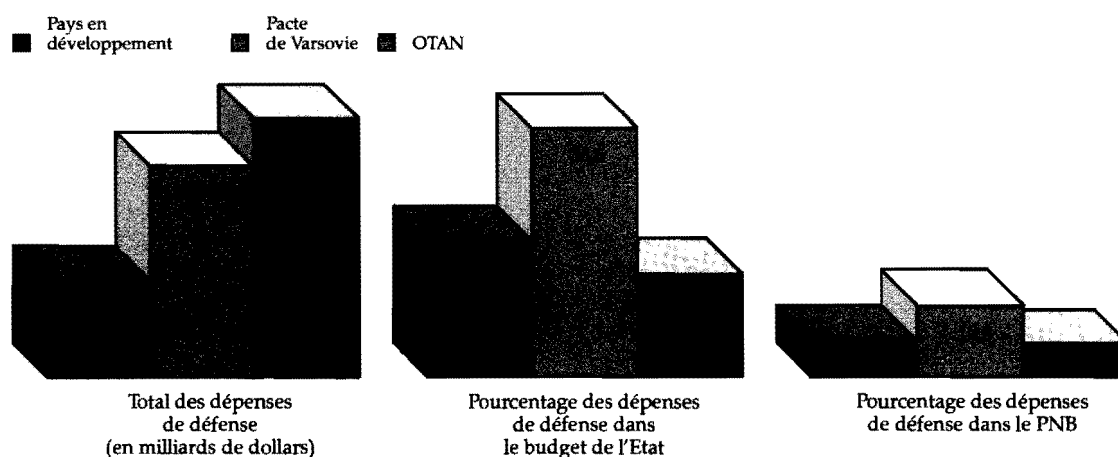
L'importance des réductions à venir dépendra de l'issue des entretiens sur la réduction des armements stratégiques et des négociations sur les forces armées classiques en Europe. Ces négociations tendent à établir un équilibre acceptable des armements stratégiques et des forces classiques entre les pays du Pacte de Varsovie et les pays membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Certains analystes estiment que, d'ici à la fin de la décennie, les dépenses

militaires pourraient être réduites de moitié sans que cela compromette l'équilibre militaire entre les superpuissances.

L'effet net que la réduction des dépenses militaires aura pour les pays industriels et pour les pays en développement dépendra de l'usage qui sera fait des «dividendes de la paix». Selon des estimations prudentes, les économies que les Etats-Unis pourraient réaliser sur leurs dépenses militaires au cours des quatre prochaines années se chiffrent annuellement à 45 milliards de dollars, soit environ trois fois le montant qu'ils consacrent chaque année à l'aide extérieure. Les ressources ainsi libérées pourraient servir à combler partiellement le déficit du budget fédéral, à accroître le financement des programmes intérieurs, à aider les industries touchées par la réduction des dépenses militaires, ou à accroître l'aide des Etats-Unis au développement international.

La compression de leurs dépenses militaires devrait aussi être au premier rang des préoccupations des pays en développement pendant les années 90. Dans ces pays, la défense nationale absorbe en moyenne le cinquième du budget de l'Etat. En outre, la forte proportion de matériel d'importation dans les dépenses militaires accroît les difficultés de balance des paiements et aggrave les problèmes de devises que connaissent de nombreux pays en développement.

Figure 1.3A Dépenses de défense, 1987



Note : OTAN, Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.
Source : U.S. Arms Control and Disarmament Agency, 1988.

sance du revenu et de taux de fécondité élevés devrait normalement provoquer un gonflement rapide du nombre des pauvres.

Et encore, si peu engageant qu'il soit, ce scénario suppose-t-il que les pays d'Afrique subsaharienne persisteront dans leur effort d'ajustement et qu'ils continueront à bénéficier de mesures d'allègement de dette et d'une aide financière. Comme il est expliqué en détail dans un rapport récent de la Banque mondiale (*L'Afrique subsaharienne : de la crise à une croissance durable*), la région devra poursuivre, et même intensifier, les réformes entreprises afin de rationaliser le régime d'incitations, de développer l'infrastructure, de diversifier l'appareil de production et d'accroître l'efficacité des investissements. Si elle y parvient, le taux annuel moyen de croissance des exportations pourrait y atteindre 3 % environ pour la décennie, ce qui permettrait à la région d'accroître proportionnellement ses importations et d'accroître la part de l'investissement dans les dépenses nationales. Cette projection suppose aussi la réduction ou le rééchelonnement, selon les conditions convenues par le Groupe des Sept (G-7) en 1988, de toutes les dettes contractées auprès d'organismes publics d'aide bilatérale qui viendront à échéance pendant la décennie. (Le sommet de Toronto a posé les conditions auxquelles les pays africains à faible revenu qui suivent une politique d'ajustement soutenue par le FMI ou la Banque mondiale peuvent bénéficier du rééchelonnement des prêts concessionnels bilatéraux qui leur ont été accordés et d'une réduction partielle des dettes qu'ils ont contractées en vertu d'accords bilatéraux non concessionnels.) Cette aide ne devrait réduire que d'environ 10 %, d'ici à la fin de la décennie, l'encours de la dette non concessionnelle à long terme des pays de la région. Elle ne libérera certes pas ces pays de leurs dettes, mais elle en allégera le service.

Pour que le taux moyen d'accroissement du revenu par habitant atteigne en Amérique latine les 2,3 % projetés, il faudra que les pays de la région poursuivent la réorientation de leurs politiques économiques et obtiennent un allègement substantiel du service de leur dette. Les projections tablent sur une décrue des taux d'intérêt et une croissance vigoureuse des exportations (de 4,9 % par an en volume). Elles tablent aussi sur un rétablissement de la cote de crédit et un retour aux niveaux d'investissement d'avant la crise pour le milieu de la décennie. Pour libérer les ressources nécessaires au financement des investissements, un renforcement des stratégies actuelles de réduction de la dette sera nécessaire.

Pour les autres régions en développement, les perspectives sont plus favorables. En Asie de l'Est, le revenu par habitant devrait continuer de progresser, au taux annuel de 3,2 %, soit près de trois fois plus rapidement que pendant la période 1965-80. On s'attend à ce que l'Inde se place, à cet égard, en tête des pays de la région, avec une croissance du PIB par habitant de 3,4 % — assez pour faire sensiblement reculer la pauvreté. Toutefois, l'une des hypothèses clés sur lesquelles repose cette projection pour l'Inde est que les politiques qui ont permis à l'investissement, à la productivité et aux exportations de progresser rapidement dans les années 80 seront poursuivies. Avec une politique de change prudente, la croissance du volume des exportations pourrait atteindre le taux robuste de 8 % par an. Si des mesures sont prises pour réduire les déficits des finances publiques, cette progression devrait permettre d'éviter que les transferts de ressources nécessités par le service de la dette n'entravent la croissance.

On prévoit que les pays d'Asie de l'Est poursuivront les politiques macroéconomiques prudentes et souples qui leur ont si bien réussi jusqu'à présent. Le revenu réel par habitant de la région devrait augmenter en moyenne de 5,1 % par an. Cela voudrait dire que le revenu moyen y augmentera encore de 65 % d'ici à l'an 2000 et que la pauvreté y aurait presque totalement disparu. Pour ce qui est des produits exportés par les pays de la région, le fléchissement de la demande sur le marché des Etats-Unis devrait être compensé par l'expansion des autres débouchés, en particulier au Japon. On prévoit que les exportations de la Chine et de l'Indonésie progresseront de plus de 9 % en valeur réelle pendant la décennie. Pour les pays à revenu élevé et à revenu intermédiaire de la région, l'expansion de la demande intérieure fera perdre de l'importance aux exportations en tant que facteur de croissance.

La Chine devrait obtenir de bons résultats économiques, encore que l'on prévienne un ralentissement de la croissance du revenu par habitant qui, de 8,7 % par an pendant les années 80, devrait tomber à 5,4 %. Des mesures d'austérité visant à contenir l'inflation et à limiter le recours à l'emprunt étranger et au crédit intérieur auront pour effet de freiner la croissance au début de la décennie. La poursuite des réformes dans le domaine de la fixation des prix et du marché du travail, ainsi que de la décentralisation de l'investissement et de la gestion, devrait favoriser la progression régulière de la productivité.

Les perspectives économiques des pays

d'Europe de l'Est sont très incertaines. Même si ces pays bénéficient d'une aide extérieure généreuse, les réformes économiques auxquelles ils devront procéder et les mesures anti-inflationnistes énergiques qu'il leur faudra prendre auront initialement pour effet de ralentir leur croissance. Le démantèlement des entreprises collectivisées et la privatisation des entreprises d'Etat transformeront le chômage déguisé en un chômage déclaré qui touchera une importante fraction de la main-d'œuvre. A moyen terme, cependant, les chances d'améliorer la productivité et d'attirer les investisseurs d'Europe de l'Ouest sont bonnes. En fin de décennie, le rythme de leur croissance devrait être plus qu'honorable et, pour l'ensemble de la décennie, la croissance du revenu par habitant devrait atteindre 1,5 % par an.

Dans les pays en développement d'Europe, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, le PIB par habitant devrait augmenter de 2,1 % par an. L'augmentation régulière de la demande mondiale de pétrole et la réduction prévue de la part de la production des pays non membres de l'Organisation des pays producteurs de pétrole (OPEP) dans la production mondiale devraient entraîner une augmentation annuelle du prix réel du pétrole de 3 % pendant la décennie. Cette hausse aura pour effet de rendre les termes de l'échange plus favorables aux pays de la région. Toutefois, la ponction exercée par le service de la dette demeurera lourde. Le Maroc est le seul pays d'Afrique du Nord dont la dette commerciale est suffisamment importante pour qu'il puisse éventuellement bénéficier des mesures d'allégement prévues par l'initiative Brady, mais plusieurs autres ont des ratios endettement/exportations qui les mettent dans une situation voisine de celle de nombreux pays classés comme gravement endettés.

La marge d'incertitude qui entoure les prévisions

Les prévisions qui précèdent reposent inévitablement sur des hypothèses qui risquent de s'avérer fausses. En modifiant certaines d'entre elles, il est possible de définir la marge d'incertitude des prévisions. Ce faisant, on met aussi en évidence l'importance que revêtent, pour les pays en développement, les politiques budgétaires et monétaires suivies par les pays industriels. La manière dont les Etats-Unis gèrent leurs finances publiques a des répercussions internationales particulièrement importantes du fait de la taille de l'économie américaine et du rôle central que joue le dollar sur les marchés financiers mondiaux. La

persistance de déséquilibres des paiements courants entre les Etats-Unis, le Japon et l'Europe résulte en grande partie de la baisse de l'épargne aux Etats-Unis — baisse imputable aussi bien aux pouvoirs publics qu'aux ménages. Depuis le début des années 80, l'épargne globale, aux Etats-Unis, a chuté d'environ 3 % du PNB. Si, aux Etats-Unis et dans d'autres pays industriels, l'augmentation prévue de l'épargne ne se réalise pas à cause, par exemple, de la persistance du déficit du budget fédéral aux Etats-Unis, les taux d'intérêt réels resteront élevés pendant les années 90. Si ce scénario se concrétise, et si les pays industriels poursuivent leurs politiques de resserrement monétaire, le taux de croissance de l'économie de ces pays pour l'ensemble de la décennie sera probablement inférieur d'environ 0,5 point à celui qui est indiqué plus haut, et les taux d'intérêt réels se maintiendront vraisemblablement aux alentours de leur niveau de 5,5 % enregistré dans les années 80.

Les perspectives de croissance des pays en développement s'en trouveraient assombries pour quatre raisons principales. Premièrement, la croissance plus lente de l'économie des pays industriels freinerait l'expansion de la demande de produits exportés par les pays en développement. Deuxièmement, le maintien des taux d'intérêt réels à un niveau relativement élevé alourdirait le service de la dette à taux d'intérêt variables pour les pays qui ont emprunté et pour ceux qui contracteraient de nouveaux emprunts. Troisièmement, les prix des produits de base baisseraient probablement, entraînant une détérioration des termes de l'échange pour les pays exportateurs de matières premières. Enfin, les pays industriels, si leur croissance était plus lente que prévu, accorderaient probablement une aide moins généreuse aux pays en développement.

Les pays en développement fortement endettés auprès des banques commerciales et lourdement tributaires de leurs exportations de produits primaires seraient particulièrement touchés si ce scénario se réalisait. Pour l'ensemble des pays en développement, le taux de croissance réelle du revenu pendant la décennie serait inférieur d'environ 0,7 % à celui prévu dans le Tableau 1.3. Les pays d'Asie en seraient moins touchés car, par rapport aux autres, ils sont moins endettés envers les banques commerciales, les produits manufacturés tiennent une place plus importante dans leurs exportations et (mis à part ceux dont l'expansion est induite par les exportations) ils sont moins touchés par les fluctuations des résultats de leur commerce extérieur. La croissance du revenu réel serait, en

Asie du Sud et en Asie de l'Est, inférieure d'environ 0,6 %. L'Amérique latine serait la région la plus touchée. Pour l'ensemble de la décennie, son taux moyen de croissance réelle serait inférieur d'environ 1,0 %. Quant aux pays d'Afrique subsaharienne, le fait qu'ils ont contracté peu d'emprunts à taux d'intérêt variable compenserait le fait qu'ils sont lourdement tributaires de leurs exportations de produits de base. Comme en Asie, la croissance du revenu serait réduite de 0,6 %, mais, parce que la population de la région ne cesse d'augmenter, un ralentissement signifierait dans ce cas une régression du revenu par habitant pendant la décennie. Les perspectives, pour ce qui est de l'incidence de la pauvreté, seraient d'autant plus sombres.

La coordination des politiques suivies par les principaux pays industriels (en vue notamment de stabiliser les taux de change) est devenue un aspect important des relations économiques internationales pendant les années 80. Lors de leurs sommets annuels, les pays du Groupe des Sept n'ont cependant pas jusqu'à présent accordé l'attention voulue aux incidences de leurs politiques sur le monde en développement. La solution des problèmes des pays en développement, en particulier de ceux qui, dans les années 80, ont été les laissés-pour-compte de la croissance, exigera de plus en plus une action concertée qui tienne compte de ces incidences. Cette action devrait s'exercer en priorité sur deux fronts : alléger les charges du service de la dette des pays en développement et abaisser les barrières qui entravent les échanges mondiaux.

Comment faire face au problème de la dette dans les années 90

Le but visé par les pays très endettés demeure inchangé : comme dans les années 80, ils aspirent à une reprise durable de la croissance de leur économie et veulent rétablir leur cote de crédit sur le plan international. Que cette reprise se fasse attendre et que ces pays soient encore plus endettés aujourd'hui qu'ils ne l'étaient au début de la crise de la dette, voilà qui montre combien leur tâche est difficile. Depuis le début de la crise de la dette, de nombreux pays gravement endettés ont restreint leurs importations, accru leurs exportations et dégagé de ce fait des excédents commerciaux. Cependant, ces ajustements ont été opérés au prix d'une contraction de la consommation et d'une compression des salaires, d'un recul de l'investissement et de la production et, bien souvent, d'expédients in-

flationnistes pour financer le déficit des finances publiques. Il faut définir une stratégie qui permette de briser ce cercle vicieux dans les années 90.

Parmi les pays gravement endettés, il faut distinguer entre ceux qui appartiennent au groupe des pays à faible revenu et ceux qui appartiennent au groupe des pays à revenu intermédiaire, en raison des différences structurelles importantes qui les séparent (Tableau 1.4). Les pays à faible revenu gravement endettés qui sont 26 en tout, pour la plupart en Afrique subsaharienne, souffrent d'insuffisances structurelles profondes. La plupart d'entre eux ont un système financier et une infrastructure rudimentaires, sont tributaires d'un petit nombre de produits de base qu'ils exportent et sont handicapés par le mauvais état nutritionnel et le faible niveau d'instruction de leur population. L'accroissement rapide de leur population vient encore aggraver leurs difficultés. Les pays endettés à revenu intermédiaire, en revanche, sont riches en ressources naturelles et en main-d'oeuvre qualifiée et ont une base industrielle bien développée.

Pour tous les pays gravement endettés, le plus difficile est d'élaborer et d'appliquer des réformes plausibles de leur politique économique pour stimuler la croissance. Les avantages directs obtenus par la négociation ne sauraient suffire à éliminer le handicap d'un endettement chronique; il faut qu'ils s'accompagnent des avantages indirects que procureraient le relèvement de la cote de crédit du pays, la progression des investissements privés et le rapatriement des capitaux enfuis. De nouvelles mesures sont à prendre pour encourager l'investissement, améliorer l'affectation des ressources et accroître les recettes publiques tout en atténuant les distorsions du régime fiscal. Une fois qu'ils auront pris ces mesures, de bien meilleures perspectives de croissance et d'amélioration de leur cote de crédit s'offriront à eux.

Dans la plupart des cas, les dettes contractées auprès de sources publiques de financement représentent plus des quatre cinquièmes de l'encours de la dette des pays à faible revenu gravement endettés. Les principaux pays créanciers s'attachent à alléger les charges que leur endettement impose aux pays de ce groupe au moyen des mécanismes dont ils sont convenus en 1988 lors du sommet de Toronto. Seize pays d'Afrique subsaharienne ont bénéficié de rééchelonnements de leur dette en vertu de cet accord. Le Programme spécial pour l'Afrique, dans le cadre duquel la Banque accorde aux pays à faible revenu qui entreprennent d'importantes réformes une aide concessionnelle pour le redressement de leur balance des paiements, va

Tableau 1.4 Indicateurs illustrant les différences entre pays à faible revenu et à revenu intermédiaire gravement endettés
(pourcentages, sauf indication contraire)

Indicateur	Pays à faible revenu	Pays à revenu intermédiaire
Accroissement démographique moyen (1988)	3,1	2,0
PNB par habitant (dollars de 1988)	274,0	1.782,0
Investissement intérieur brut en pourcentage du PIB (prix courants, 1987-88)	14,4	22,4
Rapport exportations/PIB (1987-88)	19,4	16,3
Rapport importations/PIB (1987-88)	23,3	13,7
Rapport produits manufacturés/exportations (1987-88)	6,2	45,0
Rapport produits de base sauf combustibles/recettes exportations (1987-88)	52,5	39,3
Rapport aide publique au développement/PIB (1987)	8,2	0,5
Mortalité des moins de 5 ans (pour mille, 1985)	191	84
Taux net de scolarisation primaire (1985)	50	89

Source : Banque mondiale, 1989f et données de la Banque mondiale.

sans doute être prorogé au-delà de 1990. Ce programme et la Facilité d'ajustement structurel renforcée mise sur pied par le FMI sont les deux principales sources d'aide concessionnelle multilatérale.

Même si, pendant la prochaine décennie, les prix des produits de base augmentent et que leurs exportations progressent, les pays à faible revenu gravement endettés ne pourront maintenir leur niveau de consommation par habitant tout en développant leurs investissements que s'ils bénéficient d'une aide accrue, notamment sous la forme de réductions de leur dette. Leur croissance est entravée par des obstacles structurels qu'il leur faudra plusieurs années pour surmonter. En attendant, le service de leur dette, même après les rééchelonnements accordés dans le cadre de l'accord de Toronto, continuera de leur coûter en moyenne, pendant les années 90, 5 % de leur PIB.

L'initiative Brady vise les 19 pays à revenu intermédiaire qui sont surtout endettés envers des banques commerciales. Dans ce groupe, les chances de relancer la croissance sont plus grandes. Les mesures déjà prises dans le cadre de l'initiative Brady montrent qu'il est possible de renforcer les programmes d'ajustement et de mobiliser l'investissement privé par une réduction partielle de la dette (Encadré 1.4). Il est cependant possible de mieux faire encore. Pour diverses raisons, les banques commerciales étrangères créancières de ces pays hésitent à accorder de nouveaux prêts. L'existence d'autres possibilités de gains et leur peu de confiance dans l'avenir des pays fortement endettés, même lorsqu'ils bénéficient de mesures dans le cadre de l'initiative Brady, ont accé-

léré leur mouvement de retrait. En modifiant leur réglementation bancaire, les pays créanciers pourraient encourager les banques à participer à des programmes de réduction de la dette et à accorder de nouveaux prêts. Les ressources publiques mobilisables au titre de l'initiative Brady se montent à 30 à 35 milliards de dollars. Voilà qui est loin d'être négligeable et qui est suffisant pour réduire le service annuel de la dette des pays à revenu intermédiaire gravement endettés d'environ 6 milliards de dollars entre 1990 et 1993. Mais ce n'est pas suffisant pour financer des mesures d'allègement de la dette pour tous les pays visés par l'initiative Brady. Il pourra s'avérer nécessaire de mobiliser une aide publique complémentaire de source bilatérale.

Pour réussir, toute stratégie devra aussi sans doute comporter des mesures de protection contre les chocs externes. Une détérioration de 10 % des termes de l'échange ou une hausse de 2 % des taux d'intérêt mondiaux pourrait réduire à néant les effets bénéfiques des mesures de réduction de la dette prises à ce titre. Il faut se prémunir contre ce type de risque. L'un des moyens consisterait à émettre des obligations à taux d'intérêt indexé sur les cours des produits de base, ce qui répartirait les risques entre créanciers et débiteurs en cas de chute des prix de ces produits. Une autre formule consisterait à prévoir des clauses applicables en cas de chute grave des prix à la production. Ces clauses pourraient être à l'image des clauses de remboursement accéléré du récent accord du Mexique avec ses créanciers, en vertu desquelles le montant des remboursements de la dette serait réduit en cas de baisse des prix à l'exportation.

Encadré 1.4 Les perspectives de l'économie mexicaine après le montage Brady

En janvier 1990, le Mexique est devenu le premier pays à avoir mené à leur terme des négociations portant sur la restructuration de sa dette dans le cadre de l'initiative Brady. L'accord conclu à l'issue de ces négociations porte sur des prêts commerciaux d'un montant total de 49 milliards de dollars et prévoit, selon certaines estimations, des remises de dette totalisant 12 milliards de dollars. Le montant des transferts nets vers l'étranger — service de la dette moins nouveaux prêts — sera réduit en moyenne d'environ 4 milliards de dollars par an pour les six prochaines années. Ce montant équivaut au cinquième environ de la valeur des biens exportés par le Mexique en 1989.

Le succès de l'opération dépendra des effets directs et indirects de l'accord sur l'investissement intérieur et sur la croissance de l'économie mexicaine. Dans l'immédiat, l'accord a pour effet direct de réduire le service de la dette et de libérer ainsi des ressources pour d'autres usages. Mais plus important est l'effet indirect produit sur les investissements dans la mesure où il peut contribuer à rétablir la confiance des investisseurs et à promouvoir la stabilité financière du Mexique.

Les effets indirects peuvent être de deux ordres. D'abord, la réduction du service de la dette devrait permettre de couvrir le déficit des finances publiques sans recourir autant à la planche à billets et, de ce fait,

de freiner l'inflation. Ceci devrait calmer la spéculation sur les changes et faire baisser les taux d'intérêt sur le marché financier intérieur. La hausse, sur le marché secondaire, des cours des instruments de créance sur l'Etat, observée après l'annonce du plan Brady pour le Mexique, pourrait contribuer aussi à faire baisser les taux d'intérêt sur le marché financier intérieur et favoriser ainsi l'investissement. Ensuite, la réduction de l'inflation et le rétablissement de la confiance encourageront le rapatriement des capitaux enfuis. On estime qu'entre 1980 et 1988 la fuite des capitaux résultant du manque de confiance des investisseurs privés a coûté au Mexique entre 15 et 45 milliards de dollars, dont une faible partie seulement a jusqu'à présent été rapatriée.

Sans accès aux capitaux extérieurs, le Mexique devrait réduire fortement son programme d'investissements publics; les taux d'intérêt devraient se situer à un niveau beaucoup plus élevé pour empêcher de nouvelles fuites de capitaux, et l'investissement privé continuerait à se faire attendre. L'accord Brady rend possible la croissance annuelle de 5 % que le Mexique s'est fixé pour objectif d'atteindre d'ici 1996. Pour y parvenir, il faudra suivre une politique macroéconomique rigoureuse, poursuivre avec succès le programme d'ajustement et stimuler l'investissement privé.

La nouvelle stratégie prévoit explicitement que les pays concernés réorientent leur politique économique en vue d'encourager l'investissement dans les industries exportatrices et de favoriser la croissance de ces industries. L'expansion des exportations faciliterait le financement des importations et le service de la dette et contribuerait, par là, à rétablir la cote de crédit du pays. Mais il est bien évident qu'un regain de protectionnisme dans les pays industriels compromettrait ce type de croissance à base d'exportations. Il faut donc considérer l'amélioration des relations commerciales à l'échelle mondiale comme un élément important de la stratégie d'ensemble de réduction de la dette et de relance de la croissance des pays endettés à revenu intermédiaire.

L'évolution du système commercial international

Pendant les années 90, on s'attend à ce que le volume des exportations des pays en développement augmente de 6 % par an, soit au même rythme que pendant les années 80. Pour que cette projection se vérifie, il est certes indispensable que les pays appliquent une politique appropriée, mais il est non

moins essentiel de renforcer l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) dans le cadre des négociations d'Uruguay, qui doivent s'achever à la fin de l'année 1990.

A la suite des différentes séries de négociations commerciales du GATT, les pays industriels ont fortement réduit leurs tarifs douaniers mais, depuis quelque temps, le recours à des obstacles non tarifaires s'est accru. Dans le cas des Etats-Unis, on estime que les obstacles non tarifaires aux importations d'acier, d'automobiles et de produits textiles représentent l'équivalent d'un relèvement tarifaire d'environ 25 %, ce qui porte le taux de protection effective à son niveau de l'immédiat après-guerre. En 1989, les Etats-Unis ont averti le Brésil, l'Inde et le Japon qu'ils pourraient prendre des mesures unilatérales de protection en vertu de leur législation «Super 301». Le risque de frictions commerciales avec les Etats-Unis a été réduit au moyen de discussions bilatérales, mais la menace d'une action unilatérale demeure. Les restrictions volontaires des exportations se sont multipliées, en particulier pour les produits manufacturés de haute technologie. En 1988, les exportations des pays en

Encadré 1.5 Les importations de bananes dans les Communautés européennes après 1992

La valeur annuelle totale des exportations de bananes est de l'ordre de 2 milliards de dollars, et 30 % environ de ces exportations sont à destination des Communautés européennes. Bien que ces importations soient réglementées par les Communautés européennes, des dérogations sont possibles pour protéger les droits qu'ont certains pays de conclure des arrangements préférentiels avec leurs fournisseurs traditionnels. C'est ainsi que l'Italie achète des bananes à la Somalie, tandis que la Grande-Bretagne s'approvisionne auprès de la Jamaïque et des îles du Vent. D'autres pays (la Belgique, le Danemark et le Luxembourg) appliquent un tarif forfaitaire de 20 % aux importations de bananes autres que celles qui proviennent des pays d'Afrique et des Caraïbes. L'Allemagne, seul pays de la Communauté à n'imposer à peu près aucune restriction aux importations de bananes, s'approvisionne principalement auprès des pays d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud, capables d'offrir de meilleurs prix que les pays exportateurs des autres régions.

Après 1992, les importations de bananes relèveront

d'un régime commun. Ce régime, dont on ne sait pas encore au juste quelle forme il revêtira, aura d'importantes répercussions sur la répartition des recettes d'exportation entre les pays producteurs. Le Tableau 1.5A simule les effets qu'aurait, sur le marché des bananes, le passage à un régime de libre-échange.

Le passage à un régime de libre-échange entraînerait une baisse de 49 % des prix payés aux exportateurs des pays bénéficiant d'un régime préférentiel, ce qui représenterait pour eux un manque à gagner de 209 millions de dollars. En revanche, cela ferait progresser d'environ 61 millions de dollars les recettes d'exportation des pays producteurs en développement d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud. Mais les gains nets les plus élevés iraient aux pays européens eux-mêmes (386 millions de dollars), essentiellement du fait d'une réduction de 24 % des prix à l'importation. Les importateurs autres que les pays européens (Etats-Unis principalement) y perdraient quelque chose comme 46 millions de dollars du fait de la hausse des prix des bananes sur le marché mondial.

Tableau 1.5A Incidences qu'aurait, sur le marché de la banane, le passage à un régime de libre-échange dans les Communautés européennes

Catégorie	Effets sur les prix (mouvement en pourcentage) ^a	Effets sur le volume (mouvement en pourcentage)	Effets sur les revenus (millions de dollars)
Exportateurs			
Actuellement protégés ^b	-49	-46	-209
Autres fournisseurs	4	12	61
Importateurs			
Marchés européens actuellement protégés ^c	-24	15	394
Marchés européens actuellement non protégés ^d	1	1	-8
Reste du monde	2	-1	-46

Note : Les calculs reposent sur les prix de 1987.

a. Prix de détail moyen pour les importateurs et prix f.o.b. à l'exportation pour les exportateurs.

b. Îles Canaries, Guadeloupe, Jamaïque, Madère, Martinique, Somalie, îles du Vent, et autres pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. (Les importations européennes de bananes en provenance d'Etats du Pacifique sont toutefois négligeables.)

c. Espagne, France, Grèce, Italie, Portugal et Royaume-Uni. On a utilisé les prix français pour représenter le marché.

d. Les prix allemands représentent le marché.

Source : Borrell et Yang, 1990.

développement étaient limitées par plus de 120 accords de restriction volontaire.

Les négociations d'Uruguay offrent une chance d'instituer, dans le cadre du GATT, un système commercial de portée véritablement mondiale. L'augmentation du nombre des Etats qui sont parties au GATT et du nombre des produits couverts par l'Accord sont le signe de progrès en ce sens. Le nombre des pays qui sont membres actifs du GATT n'a jamais été aussi élevé et plusieurs pays en

développement qui se cantonnaient jusqu'à présent dans un rôle passif participent maintenant pleinement aux négociations. Celles-ci couvrent à peu près tous les aspects du commerce — pas seulement les échanges de biens proprement dits, mais aussi l'agriculture, les services, les mesures d'investissement qui ont une incidence sur le commerce et les droits de propriété intellectuelle.

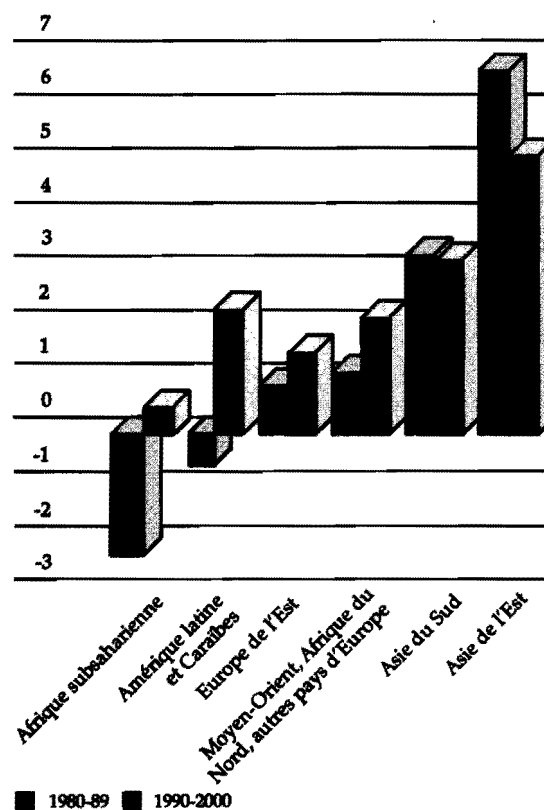
En dernière analyse, un système commercial international ouvert serait conforme aux intérêts de

tous. En prenant des mesures protectionnistes, les pays industriels ne sauvent qu'un petit nombre d'emplois, et il en coûte fort cher aux consommateurs. Aux Etats-Unis, par exemple, le coût de la protection d'un emploi de l'industrie textile représente en gros quatre fois le salaire annuel de l'employé moyen. Dans les pays en développement, les mesures protectionnistes pénalisent les consommateurs et aussi les industries qui ont besoin de facteurs de production importés, et elles tendent à récompenser l'inefficacité. Il est vrai que des industries compétitives se sont parfois développées à l'abri de barrières protectionnistes — c'est, par exemple, le cas en Corée de l'industrie automobile et, au Brésil, de la construction d'appareils destinés aux lignes aériennes intérieures — mais de tels succès sont rares et les exemples d'échecs surabondants.

S'il se réalise, l'«objectif 1992» — création d'un marché européen unique — est appelé à avoir une incidence très considérable sur le commerce mondial. L'Europe deviendra le plus vaste marché du monde, avec une population de 320 millions d'habitants et un PIB d'environ 6 billions de dollars. Le marché européen absorbera environ 30 % des exportations des pays en développement. Et ce marché déjà immense pourrait, durant la prochaine décennie, s'élargir encore et inclure plusieurs des pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE) et quelques pays d'Europe de l'Est. (L'inclusion de la République démocratique allemande semble d'ores et déjà très probable.)

Pour les pays en développement, les incidences de l'unification du marché européen dépendront de la mesure dans laquelle les effets négatifs des mesures protectionnistes visant les produits extra-communautaires seront contrebalancés par les effets positifs que l'accélération de la croissance et les gains d'efficacité exerceront sur la demande de produits importés. On a estimé que la réalisation de l'objectif d'intégration fixé pour 1992 pourrait, en l'espace de cinq à dix ans, entraîner une augmentation de 5 % du total du PIB de l'Europe, et la valeur totale de leurs importations de produits de base en provenance des pays en développement augmenterait alors de 4 milliards de dollars environ. Cependant, la Commission des communautés européennes a estimé que l'élimination des obstacles intracommunautaires pourrait entraîner une baisse de 10 % des importations européennes de produits manufacturés, et que les pays en développement ne seraient pas épargnés par cette réduction. Le risque que l'intégration ait un effet net

Figure 1.7 Croissance réelle des pays en développement par habitant dans les années 80 et prévisions pour la période 1990-2000 (en pourcentage)



négalif pour les pays qui exportent vers les pays de la CEE est particulièrement grand dans le cas des produits manufacturés, surtout si l'augmentation de la production des pays de la Communauté devait résulter d'une réorientation des flux commerciaux plutôt que d'une progression de la productivité. Les pays en développement lourdement tributaires de l'Europe pour leurs exportations risquent donc d'être gravement touchés. Ce risque serait encore accru si les Communautés européennes devaient conclure des arrangements commerciaux préférentiels avec l'Europe de l'Est. Pour diverses catégories de produits manufacturés, d'autres pays en développement sont en effet en concurrence avec les pays d'Europe de l'Est sur les marchés des pays membres de la CEE.

L'impact de l'intégration européenne sur les pays en développement dépendra dans une large mesure de la forme que revêtiront les obstacles

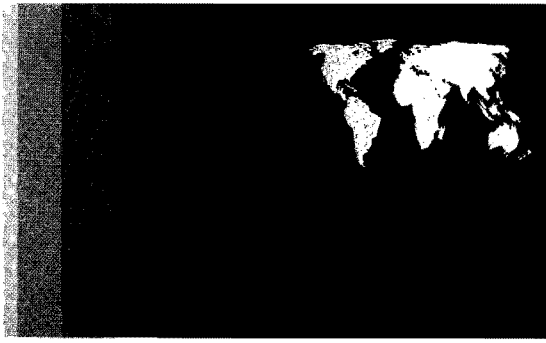
communs que la CEE érigera pour se protéger des exportations des pays non membres. L'Europe éliminera-t-elle les restrictions commerciales actuellement en place et réduira-t-elle ses tarifs douaniers — peut-être dans le cadre des négociations d'Uruguay (Encadré 1.5)? Ou remplacera-t-elle les restrictions non tarifaires par des obstacles tarifaires, ou mettra-t-elle en place de nouveaux obstacles non tarifaires, tels que des normes uniformes de qualité et de composition? Toutes les exportations des pays en développement — produits de l'agriculture tropicale et de l'agriculture tempérée, produits manufacturés et services — seront touchées directement et indirectement par ces décisions. L'éventualité la plus inquiétante est celle d'une prolifération des nouveaux obstacles au commerce, qui encouragerait les partenaires commerciaux de l'Europe à prendre des mesures de représailles.

Quelles en sont les implications pour les pauvres?

Les statistiques globales passées en revue dans le présent chapitre sont indispensables à la compréhension des événements qui déterminent l'évolution de l'économie mondiale, mais elles ne rendent pas compte du sort des individus, en particulier des pauvres. C'est ce qu'entreprend de faire le reste du Rapport. La manière dont les plus pauvres gagnent leur vie, la qualité des services de santé dont ils peuvent bénéficier et la mesure dans

laquelle ils ont accès à l'éducation et aux autres services publics y seront étudiées en détail. Cependant, les différences d'évolution économique des différentes régions signalées dans le présent chapitre ont une incidence directe sur le sort des pauvres. Bien que la croissance du revenu moyen par habitant ne s'accompagne pas automatiquement d'une amélioration du niveau de vie des pauvres, elle est une condition cruciale de cette amélioration. Que signifient, pour les pauvres, les profondes disparités interrégionales constatées récemment et prévues pour les prochaines années en ce qui concerne les taux de croissance du revenu (Figure 1.7)?

Les deux chapitres suivants traitent, respectivement, de l'ampleur actuelle du phénomène de la pauvreté et des conséquences des schémas de croissance récemment observés sur les pauvres. En Asie de l'Est et en Asie du Sud, la croissance rapide du revenu par habitant a-t-elle réellement contribué à améliorer le sort des pauvres? Qui souffre le plus de la régression des revenus dans les pays d'Afrique subsaharienne? Les Chapitres 2 et 3 préparent à la discussion des politiques socio-économiques qui fait l'objet des Chapitres 4 à 8. Le dernier chapitre revient sur les implications des disparités d'évolution économique par région projetées pour les années 90, et pose la question des répercussions de ces disparités sur le rythme des progrès qui pourront être accomplis dans la lutte contre la pauvreté au début du XXI^e siècle.



Que savons-nous des pauvres?

Le développement économique a pour objectif fondamental de faire reculer la pauvreté. On évalue à plus de 1 milliard le nombre de ceux qui vivaient dans un état de pauvreté absolue dans le monde en développement en 1985. Le développement économique a, on le voit, beaucoup de chemin à faire. Et pour que les gouvernements en viennent à adopter de saines stratégies de développement et des politiques plus efficaces de lutte contre la pauvreté, il est indispensable qu'ils sachent combien le pays compte de pauvres, où ceux-ci vivent et quelle est leur situation économique exacte. Le sachant, ils seront alors en mesure de commencer à comprendre l'impact d'une politique économique sur les pauvres. Le présent chapitre s'appuie sur un certain nombre d'enquêtes détaillées qui ont été faites auprès des ménages au cours des dix dernières années environ, dont certaines par la Banque mondiale, pour évaluer le nombre de pauvres et faire le point sur ce que nous en savons.

Trois familles pauvres

Nous commençons par appeler l'attention sur ceux que le présent rapport vise à aider — en racontant l'histoire de trois familles pauvres vivant dans trois pays différents. Elles ont beaucoup de points communs. Pour elles, la différence entre une qualité de vie tolérable et le seul fait de subsister dépend de leur aptitude au travail et des possibilités de trouver du travail. Manque d'instruction, manque de terre et extrême vulnérabilité face à la maladie et aux aléas des saisons leur sont communs à des

degrés divers. De tels problèmes sont au coeur de la pauvreté.

Un ménage de paysans pauvres au Ghana

Dans la région de la Savane, au Ghana, une famille représentative de sept personnes vit dans trois huttes d'une seule pièce aux murs de pisé et au sol en terre battue. Il n'y a presque pas de meubles et pas de toilette, d'électricité ni d'eau courante. L'eau provient d'un ruisseau situé à 15 minutes de marche. Mis à part un peu plus d'un hectare de terre non irriguée et une vache, la famille ne possède presque rien et n'a pratiquement pas d'économies.

Sur sa terre, la famille cultive du sorgho, des légumes et des arachides. Le travail est saisonnier et dur. Aux périodes de labours, de semailles et de récolte, tous les membres de la famille participent aux travaux, y compris les parents du mari, qui sont âgés de 60 et 70 ans. La terre est de très mauvaise qualité, mais la famille n'a pas accès aux engrais ni autres facteurs de production modernes. Qui plus est, la région est sujette à la sécheresse : les pluies manquent deux années sur cinq. Outre qu'elle participe aux travaux des champs, la femme doit s'occuper de chercher de l'eau, de ramasser du bois de feu et de nourrir la famille. La ville où le mari va vendre le produit de leurs maigres récoltes et acheter les produits essentiels se trouve à 8 km de là, et on y accède par des pistes et un chemin qui ne résiste pas à l'arrivée des pluies.

Aucun des membres de la famille n'a jamais été à l'école, à part le garçon de huit ans qui est actuelle-

ment en première année. La famille espère qu'il pourra rester à l'école, encore que la tentation soit grande de le garder à la maison pour aider aux travaux de la ferme en période de grande activité. Ni lui ni ses deux jeunes soeurs n'ont jamais été vaccinés et n'ont jamais vu un médecin.

Un ménage urbain pauvre au Pérou

Dans un bidonville de la périphérie de Lima, une famille de six personnes vit dans une cabane faite d'un assemblage de pièces de bois, de fer et de carton. A l'intérieur, il y a un lit, une table, un poste de radio et deux bancs. La cuisine consiste en un petit réchaud à pétrole et quelques boîtes de conserve dans un coin. Il n'y a ni toilette ni électricité. Le bidonville bénéficie de quelques services publics, encore que généralement intermittents. Le ramassage des ordures se fait deux fois par semaine. L'eau est fournie à ceux qui ont un réservoir en ciment, mais cette famille n'a pas pu économiser suffisamment pour acheter du ciment. En attendant, la mère et la fille aînée vont à la borne-fontaine publique, à 500 m de là, remplir des seaux.

Le mari et la femme sont des Indiens originaires du même village de montagne de la Sierra. Aucun d'entre eux n'a suivi une scolarité primaire complète. Il y a quatre ans, ils sont venus à Lima avec leurs deux enfants dans l'espoir d'y trouver du travail et des écoles. Bien qu'ils travaillent, la récession économique des dernières années les a durement touchés. Des voisins mieux lotis arrivés à Lima de trois à six ans avant eux disent que la vie n'était pas aussi difficile alors. Et pourtant, mari et femme ont bon espoir de pouvoir bientôt reconstruire leur maison en brique et en ciment et, un jour, y installer l'électricité, l'eau courante et des waters comme leurs voisins. Ils ont maintenant quatre enfants, après en avoir perdu un peu après sa naissance, et les deux aînés vont à l'école du quartier, construite récemment grâce à des fonds et à une aide d'une organisation non gouvernementale (ONG). Tous les enfants ont été vaccinés contre la polio ainsi que contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche (DTC) lors du passage d'un dispensaire mobile dans le bidonville. L'esprit de solidarité est très fort dans la communauté et le bidonville possède un centre social très actif.

Le père travaille au jour le jour dans le bâtiment. Le travail est irrégulier et il y a des périodes où il doit prendre tout ce qu'il peut trouver à faire. Lorsqu'il est engagé dans un chantier, toutefois, c'est généralement pour un mois environ. Sa femme vit dans la peur qu'il ne se blesse au travail

comme cela est arrivé à certains qui sont maintenant dans l'incapacité de travailler et ne reçoivent pourtant aucune indemnité. Elle gagne un peu d'argent à faire la lessive deux fois par semaine chez une personne riche. Pour s'y rendre, il lui faut faire un long trajet en autobus, mais ce travail lui permet de s'occuper de ses deux plus jeunes enfants qui ont un et trois ans. Il lui faut aussi, évidemment, pourvoir à toutes les tâches domestiques. Lorsqu'elle reste loin de la maison pendant longtemps, les deux aînés se relayent à l'école, l'un y allant le matin et l'autre l'après-midi, de façon à ne pas laisser la maison seule. Il y a récemment eu beaucoup de cambriolages dans le quartier et, bien que la famille possède peu de choses, postes de radio et réchauds à pétrole sont très demandés. La famille vit de riz, de pain et d'huile végétale (tous produits dont le prix est subventionné), à quoi viennent s'ajouter des légumes et, parfois, un peu de poisson.

Un ménage d'ouvriers agricoles pauvres au Bangladesh

Dans une communauté rurale d'une région du Bangladesh sujette à la sécheresse, un ouvrier agricole et sa famille s'efforcent de tenir jusqu'à la fin d'une nouvelle saison de vache maigre.

Ils ont, pour toute maison, une construction consistant en un sol en terre battue et un toit de paille que soutiennent des poteaux de bambou entre lesquelles des feuilles de palmier sèches tiennent lieu de mur. Ils dorment sur de la paille avec, pour couvertures, des sacs en toile de jute. La cabane où vivent l'ouvrier agricole et sa femme, leurs trois enfants et leur nièce est construite sur un terrain qui ne leur appartient pas. Mais ils ont la chance d'avoir un voisin gentil qui leur a prêté, pour une durée indéterminée, leur lopin et un autre petit bout de terrain sur lequel ils font pousser du curcuma et du gingembre et où ils ont planté un jaquier.

Le père est un ouvrier agricole généralement sans travail. Dans le passé, durant les périodes où l'activité agricole se ralentit, il pouvait parfois trouver un travail rémunéré en dehors de l'agriculture — dans le bâtiment, par exemple, dans une ville voisine — mais, depuis qu'il a contracté une paratyphoïde, beaucoup de travaux physiquement éprouvants sont au-dessus de ses forces. C'est pourquoi il ne fait plus que de menues besognes très faiblement rémunérées dans le village.

La femme passe généralement ses journées à faire la cuisine, à s'occuper des enfants, à décortiquer le riz et à puiser de l'eau. Elle y est aidée par

Encadré 2.1 Comment mesurer le niveau de vie

La consommation courante des ménages (y compris la consommation de ce qu'ils produisent eux-mêmes) reflète leur aptitude à maintenir leur niveau de vie au moyen de l'épargne et de l'emprunt en dépit des fluctuations du revenu. En ce sens, la consommation mesure mieux le niveau de vie que le revenu. Cependant, une étude de Sri Lanka est arrivée à la conclusion que, quel que soit le critère utilisé, les pauvres étaient, dans chaque cas, à peu près les mêmes. En outre, bien que probablement meilleure que le revenu courant, la consommation courante peut ne pas bien mesurer le niveau de vie caractéristique d'un ménage. D'après une autre étude, qui observait l'évolution d'un ensemble de ménages indiens sur neuf ans, 54 % de ménages en moyenne étaient jugés pauvres, si l'on prenait pour critère la consommation annuelle courante. Cinquante pour cent, soit un peu moins, l'étaient si l'on considérait leur consommation moyenne pendant ces neuf années.

Un autre problème tient au fait que les prix ne sont pas forcément les mêmes pour tous les ménages. Dans les pays en développement, les prix varient souvent entre zones urbaines et zones rurales. Une étude de Sri Lanka qui en tenait compte concluait néanmoins que

cela ne faisait guère de différence aux estimations de la pauvreté. Dans les grands pays, toutefois, le problème prend plus d'importance. En Indonésie, par exemple, les différences de prix sont grandes entre les régions, de sorte qu'il devient difficile de comparer les régions pour la pauvreté.

La taille et la composition des ménages sont aussi à considérer. Les chercheurs établissent une «valeur d'équivalent adulte» fondée sur les besoins de consommation des individus selon l'âge, le sexe et l'activité. Toutefois, la prise en compte de la composition du ménage dans le cas de Sri Lanka donnait une estimation de la pauvreté semblable à celle que l'on obtenait en la mesurant par personne; le résultat était le même à 90 %.

Ces corrections reposent généralement sur l'hypothèse d'une égale répartition de la consommation à l'intérieur du ménage. Et si tel n'était pas le cas? Une récente étude de données relatives aux Philippines a conclu qu'en supposant une inégalité de répartition du revenu, l'incidence globale de la pauvreté pourrait s'en trouver modifiée, mais non sa répartition entre catégories socio-professionnelles.

sa nièce de 13 ans dont les parents sont morts lors d'une épidémie de choléra il y a quelques années. Elles sont toujours, l'une et l'autre à l'affût d'une occasion de se faire un petit extra. Parfois, des voisins plus favorisés par le sort font appel à elles pour, par exemple, décortiquer le riz, sarcler les champs et couper du bois. Le garçon, qui a neuf ans, va à l'école quelques matinées par semaine dans une ville située à une heure de marche. Le reste du temps, il le passe, avec sa soeur de sept ans, à ramasser de quoi faire du feu, des racines comestibles et des mauvaises herbes. La soeur s'occupe aussi du bébé lorsque sa mère ou sa cousine ne peuvent pas le faire.

Le ménage dépense environ 85 % de son maigre revenu en nourriture — principalement du riz. Ses membres sont habitués à ne manger que deux fois par jour. Ils espèrent pouvoir tenir jusqu'à la récolte de riz sans avoir à abattre et à vendre leur jaquier ou les poteaux de bambou qui supportent leur toit.

Mesurer la pauvreté

Telles sont les réalités humaines dont les statistiques sont l'expression. Dans une large mesure,

on aura d'autant plus de chances de faire reculer la pauvreté selon que l'on sera mieux informé sur les pauvres — combien ils sont, où ils vivent et, surtout, pourquoi ils sont pauvres. Aucune de ces questions n'est simple. Et tout d'abord, il importe de cerner de plus près la notion de «pauvreté».

Pauvreté n'est pas inégalité. Il convient de le souligner. Alors que la pauvreté situe dans l'absolu le niveau de vie d'une partie de la société — les pauvres —, l'inégalité exprime les différences de niveau de vie au sein de la société. Le comble de l'inégalité est atteint lorsqu'une seule personne possède tout et naturellement, dans ce cas, la pauvreté est élevée. Mais un minimum d'inégalité (où tous sont égaux) est possible avec zéro de pauvreté (personne n'est pauvre) aussi bien qu'avec un maximum de pauvreté (tout le monde est pauvre).

Etre pauvre, au sens du Rapport, c'est ne pas pouvoir atteindre un niveau de vie minimum. Cette définition n'a d'utilité qu'à condition de répondre à trois questions. Comment mesure-t-on le niveau de vie? Qu'entend-on par un niveau de vie «minimum»? Et, ayant ainsi identifié les pauvres, comment exprimer globalement, en une mesure ou un indice unique, le degré de pauvreté?

Les revenus des ménages et les dépenses par personne sont acceptables comme indicateurs du niveau de vie dans la mesure où cela comprend aussi ce que l'on produit soi-même, et qui est très important pour la grande majorité des pauvres du monde (Encadré 2.1). Ni l'une ni l'autre mesure, cependant, ne prend en compte certaines dimensions qui entrent dans l'équation du niveau de vie, comme la santé, l'espérance de vie, l'instruction et l'accès à des biens publics ou à des ressources qui appartiennent à tout le monde. Pouvoir, par exemple, disposer d'une eau potable est important pour le niveau de vie, mais il n'en est pas tenu compte dans la manière habituelle de mesurer la consommation ou le revenu. Les ménages qui peuvent disposer gratuitement de certains services publics ont des conditions de vie meilleures que ceux qui n'y ont pas accès, quand bien même leurs revenus et leurs dépenses seraient identiques. Aussi a-t-on jugé utile, dans le présent rapport, de compléter une mesure de la pauvreté fondée sur la consommation par d'autres éléments d'appréciation comme la nutrition, l'espérance de vie, la mortalité des moins de cinq ans et les taux de scolarisation.

Le seuil de pauvreté

Toutes les mesures décrites plus haut se rapportent à une norme donnée. Par exemple, nous trouvons que l'espérance de vie dans certains pays est faible par rapport aux niveaux atteints par d'autres à une date donnée. Le choix de la norme est particulièrement important quand il s'agit de mesurer la pauvreté par la consommation.

Un seuil de pauvreté fondé sur la consommation peut se concevoir comme formé de deux éléments : d'une part, ce qu'il faut dépenser pour se procurer un niveau minimum de nutrition et autres nécessités de la vie et, d'autre part, ce qu'il faut dépenser, et dont le montant varie d'un pays à l'autre, pour pouvoir participer à la vie quotidienne de la société. La première partie est relativement simple : le coût du minimum de calories à absorber et des autres nécessités de la vie peut se calculer en considérant le prix des aliments dont se nourrissent les pauvres. La seconde relève beaucoup plus d'une appréciation subjective : dans certains pays, le sanitaire est un luxe; dans d'autres, c'est une «nécessité».

La conception de la pauvreté a évolué dans le temps et varie énormément d'une culture à l'autre. Les critères utilisés pour distinguer entre pauvres

et non-pauvres sont généralement le reflet des priorités et des conceptions normatives du bien-être social et du droit propres à chaque pays. En général, à mesure qu'ils deviennent plus riches, les pays conçoivent différemment le niveau minimum de consommation acceptable, qui est le seuil de pauvreté. La Figure 2.1 représente graphiquement les seuils de pauvreté de chaque pays par rapport à la consommation par habitant (tous deux estimés en dollars PPA — parité du pouvoir d'achat — de 1985) pour 34 pays en développement et pays industriels. Le seuil de pauvreté s'élève lentement lorsque le niveau de consommation est faible, mais plus nettement lorsque ce niveau s'élève.

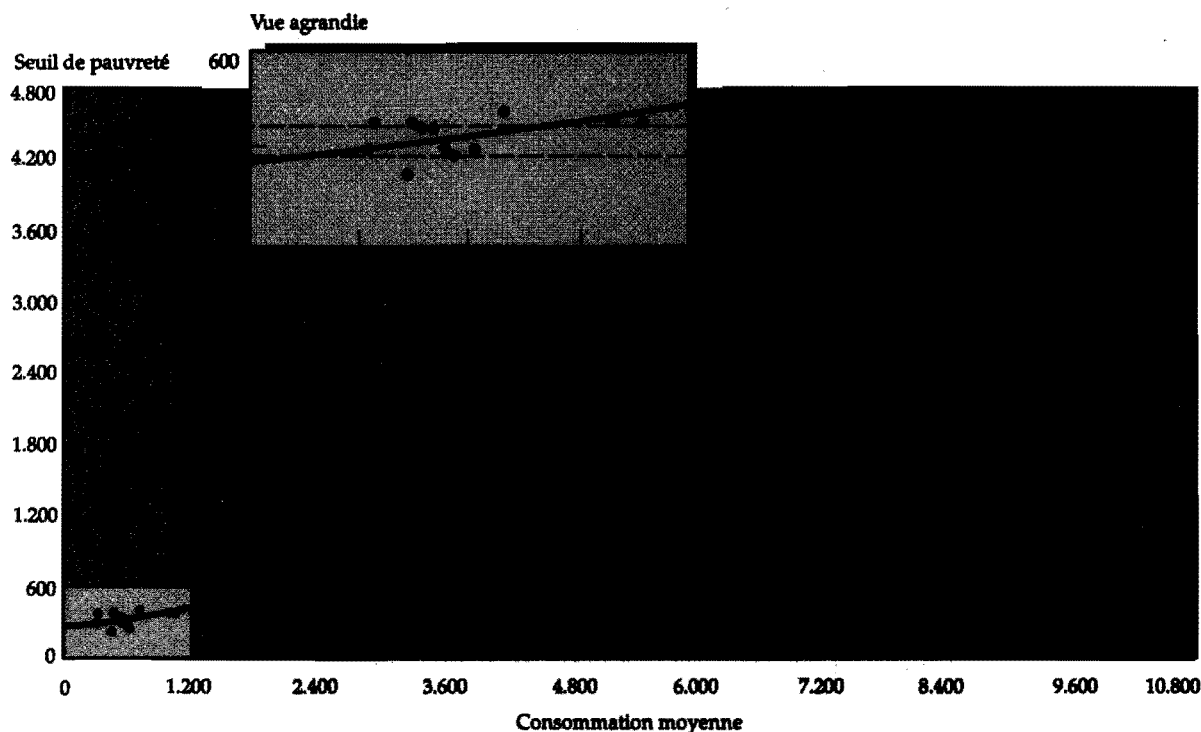
Quand on parle de pauvreté à propos d'un pays, le Rapport utilise un seuil de pauvreté propre à ce pays. Toutefois, dans le présent chapitre et dans le Chapitre 9, les besoins de la comparaison internationale et de l'agrégation obligent à utiliser un tel seuil de pauvreté qui a forcément quelque chose d'un peu arbitraire. Plutôt que de s'en tenir à un seul chiffre, le présent chapitre en utilise deux : 275 et 370 dollars par personne et par an. (Les montants sont exprimés en prix constants PPA de 1985.) On a choisi cette fourchette de façon à englober les seuils de pauvreté que l'on a évalués dans de récentes études pour un certain nombre de pays à revenu moyen faible — Bangladesh, République arabe d'Égypte, Inde, Indonésie, Kenya, Maroc et Tanzanie (Figure 2.1). La limite inférieure de la fourchette correspond à un seuil de pauvreté que l'on utilise habituellement pour l'Inde.

Quelle est l'ampleur de la pauvreté?

Une fois qu'on a distingué les pauvres des non-pauvres, la façon la plus simple de mesurer la pauvreté est de rapporter le nombre de pauvres à l'ensemble de la population. Cet *indice numérique de pauvreté* est une mesure utile, encore qu'on lui reproche souvent de ne pas tenir compte de l'écart qui sépare les pauvres du seuil de pauvreté. Le déficit de revenu, qu'on pourrait appeler *indice volumétrique de pauvreté*, ne présente pas cet inconvénient. Il mesure le transfert de ressources qu'il faudrait opérer pour porter le revenu de toute personne pauvre exactement au niveau du seuil de pauvreté, faisant, par là même, disparaître la pauvreté. Le présent rapport utilise l'un et l'autre. L'Encadré 2.2 considère un certain nombre d'autres mesures.

Si l'on prend la limite supérieure du seuil de pauvreté, à savoir 370 dollars, il y aurait eu, en

Figure 2.1 Pauvreté et niveau de vie moyen, pays développés et en développement
(Dollars PPA 1985 par habitant et par an)



Note : PPA, parité du pouvoir d'achat.

1985, 1.115 millions de pauvres dans les pays en développement, soit environ le tiers de la population totale du monde en développement. Sur ce nombre, 630 millions — soit 18 % de la population totale du monde en développement — étaient extrêmement pauvres : leur consommation annuelle n'atteignait pas 275 dollars, qui est la limite inférieure du seuil de pauvreté. Malgré l'ampleur de ces chiffres, le déficit global de pauvreté — le transfert de ressources nécessaire pour hisser tout le monde au-dessus du seuil de pauvreté — ne représentait que 3 % de la consommation totale des pays en développement. Naturellement, le transfert de ressources nécessaire pour tirer tout le monde de l'extrême pauvreté était encore plus faible — 1 % seulement de la consommation des pays en développement. La mortalité des moins de cinq ans était en moyenne de 121 pour mille pour l'ensemble des pays en développement, l'espérance de vie de 62 ans et le taux net de scolarisation primaire de 83 %. Ces chiffres dissimulent des différences considérables d'un pays à l'autre et à l'intérieur d'un même pays. Le Tableau 2.1 montre dans le détail

comment se répartissent ces estimations par région.

Bien que l'on se soit efforcé de rendre le tableau aussi précis que possible, les marges d'erreur sont forcément grandes, et les chiffres, il faut le souligner, ne sont que des estimations. Les données sur lesquelles ils reposent sont de qualité inégale. On a, chaque fois qu'on l'a pu, utilisé les résultats d'enquêtes sur les revenus et les dépenses connues pour leur fiabilité. Ces enquêtes ont porté sur 2,5 milliards de personnes, soit près de 75 % du total. Pour les autres pays, notamment pour la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, on a extrapolé sur la base d'indicateurs fortement corrélés aux mesures de la pauvreté tirées des enquêtes sur les ménages. Les notes dont s'accompagne le tableau calculent l'imprécision possible des estimations, inhérente au caractère imparfait des données.

Près de la moitié des pauvres du monde en développement, et près de la moitié des très pauvres, vit en Asie du Sud. L'Afrique subsaharienne compte le tiers environ des pauvres de l'Asie du

Encadré 2.2 La façon dont nous mesurons la pauvreté a-t-elle vraiment de l'importance?

En mesurant la pauvreté par sa profondeur et son étendue, on ne rend pas compte de l'inégalité de revenu entre pauvres. S'il y a transfert de revenu d'une personne pauvre à une autre qui est plus pauvre, ni l'indice numérique ni l'indice volumétrique ne change. D'où l'idée d'utiliser des mesures sensibles à l'effet de distribution.

Supposons que l'on veuille connaître l'effet d'une augmentation du prix des aliments de base sur la pauvreté. Une étude récente a examiné cette question pour Java (Indonésie) à partir de données relatives à l'année 1981. On a constaté que les ménages proches du seuil de pauvreté étaient, dans l'ensemble, producteurs nets de riz, principal aliment de base. Ainsi, l'indice numérique de pauvreté est appelé à baisser si le prix du riz augmente — en supposant que le changement de prix est répercuté sur le producteur. Mais l'étude a constaté que les plus pauvres d'entre les pauvres — dont beaucoup sont des ouvriers agricoles sans terre ou des petits paysans qui en ont peu mais qui disposent de quelque autre source de revenu — sont consommateurs nets de riz. Leur condition s'aggrave, du moins au début, lorsque le prix du riz augmente. L'étude a montré que les mesures qui tiennent compte du degré de gravité de la pauvreté font généralement apparaître un accroissement de la pauvreté lorsque le prix du riz monte —, ce qui est

exactement le contraire de ce que dit l'indice numérique.

Considérons ensuite la conception d'un système de transfert de revenu aux pauvres. Si l'on utilise uniquement l'indice numérique comme mesure du succès, alors il est évident qu'il faut d'abord venir en aide aux moins pauvres parce qu'un transfert donné en fera passer un plus grand nombre de l'autre côté du seuil de pauvreté. Les petits transferts en faveur des plus pauvres d'entre les pauvres n'auront absolument aucun effet sur la mesure numérique de la pauvreté. Le même problème se pose lorsqu'il s'agit de mettre sur pied des programmes publics pour l'emploi. Pour un budget donné, on pourra vouloir toucher un grand nombre de personnes auxquelles on paiera un bas salaire, de sorte que beaucoup n'en continueront pas moins d'être pauvres (encore que moins pauvres), ou on pourra vouloir rationner la participation à un niveau de salaire suffisant pour faire franchir le seuil de pauvreté à un plus grand nombre de personnes.

On voit donc que, si des mesures simples de la pauvreté permettent souvent de savoir comment a évolué la pauvreté, il est nécessaire, dans beaucoup d'autres cas — et notamment pour évaluer les effets que peut avoir, sur la pauvreté, l'application d'une politique donnée — de considérer attentivement la distribution du revenu au-dessous du seuil de pauvreté.

Tableau 2.1 L'étendue de la pauvreté dans les pays en développement en 1985

Région	Extrêmement pauvres			Pauvres (y compris les extrêmement pauvres)			Indicateurs sociaux		
	Nombre (millions)	Indice numérique de pauvreté (pourcentage)	Indice volumétrique de pauvreté	Nombre (millions)	Indice numérique de pauvreté (pourcentage)	Indice volumétrique de pauvreté	Mortalité des moins de cinq ans (pour mille)	Espérance de vie (années)	Taux net de scolarisation primaire (pourcentage)
Afrique subsaharienne	120	30	4	180	47	11	196	50	56
Asie de l'Est	120	9	0,4	280	20	1	96	67	96
Chine	80	8	1	210	20	3	58	69	93
Asie du Sud	300	29	3	520	51	10	172	56	74
Inde	250	33	4	420	55	12	199	57	81
Europe de l'Est	3	4	0,2	6	8	0,5	23	71	90
Moyen-Orient et Afrique du Nord	40	21	1	60	31	2	148	61	75
Amérique latine et Caraïbes	50	12	1	70	19	1	75	66	92
Ensemble des pays en développement	633	18	1	1.116	33	3	121	62	83

Note : Le seuil de pauvreté en dollars PPA de 1985 est de 275 dollars par habitant et par an pour les extrêmement pauvres et de 370 dollars par habitant et par an pour les pauvres.

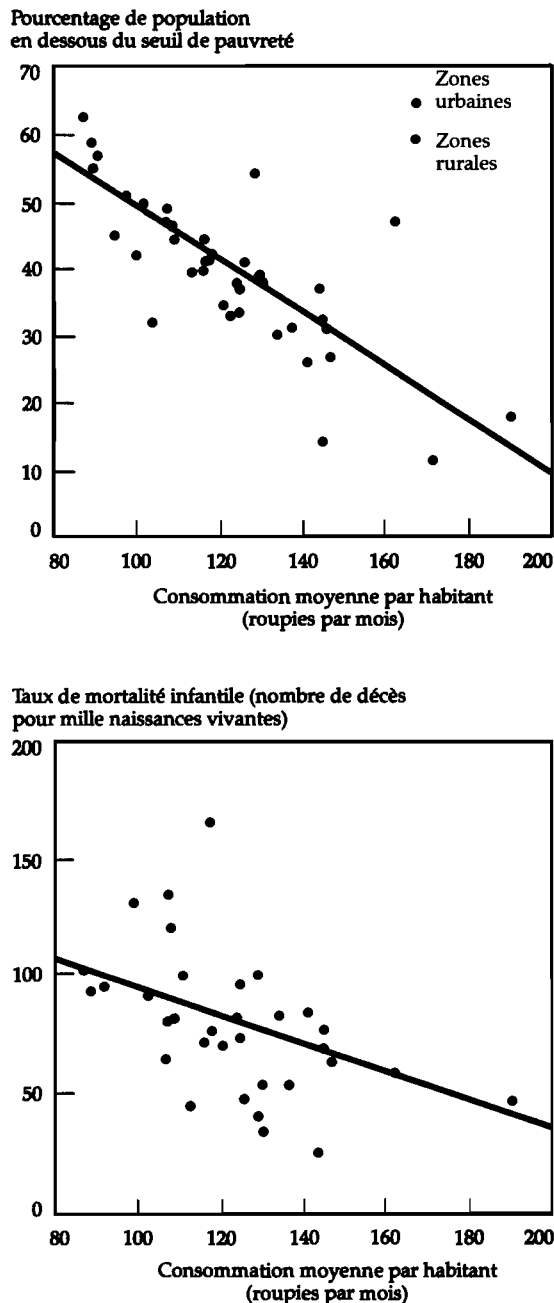
L'indice numérique de pauvreté se définit comme le pourcentage de population situé au-dessous du seuil de pauvreté. Les limites inférieures et supérieures des intervalles de confiance de 95 % situés de part et d'autre des estimations ponctuelles des indices numériques de pauvreté sont les suivantes : 19, 76 pour l'Afrique subsaharienne; 21, 22 pour l'Asie de l'Est; 50, 53 pour l'Asie du Sud; 7, 10 pour l'Europe de l'Est; 13, 51 pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord; 14, 30 pour l'Amérique latine et les Caraïbes; 28, 39 pour l'ensemble des pays en développement.

L'indice volumétrique de pauvreté se définit comme le déficit global de revenu des pauvres exprimé en pourcentage de la consommation totale. Les taux de mortalité des moins de cinq ans concernent la période 1980-85, sauf dans le cas de la Chine et de l'Asie du Sud, pour lesquelles la période est 1975-80.

Source : Hill et Pebley, 1988, Ravallion et al. (document de référence) et données 1989 des Nations Unies et de la Banque mondiale.

Sud, mais, si l'on considère l'ensemble de la population de la région, le niveau de pauvreté y est à peu près aussi élevé. Le Tableau 2.1 montre aussi que, pour plusieurs autres indicateurs sociaux,

Figure 2.2 Taux de pauvreté et de mortalité infantile, Inde, 1983, par zones urbaines et rurales des États



Source : Datt et Ravallion, 1990 (moitié supérieure);
Inde, 1987 (moitié inférieure).

l'Asie du Sud aussi bien que l'Afrique subsaharienne enregistrent de faibles scores; en Afrique subsaharienne en particulier, l'espérance de vie et les taux de scolarisation primaire sont d'une faiblesse très inquiétante, comme sont inquiétants les taux élevés de mortalité des moins de cinq ans. Viennent après, dans l'ordre de la pauvreté mesurée, d'après tous les indicateurs, les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Ils sont suivis par l'Amérique latine et les Caraïbes et l'Asie de l'Est. La Chine enregistre, globalement, des résultats impressionnants, encore que vu l'effectif de sa population, un indice numérique de pauvreté relativement bas n'en représente pas moins un grand nombre de pauvres.

Les caractéristiques des pauvres

S'ils veulent faire reculer la pauvreté ou juger des effets de leur politique économique sur la pauvreté, les gouvernements doivent être bien informés sur les pauvres. De savoir, par exemple, d'où les pauvres tirent leur revenu et comment ils le dépensent, peut aider les gouvernements à déterminer comment un changement de prix relatifs influera sur le salaire réel. Une politique directement ciblée sur les pauvres peut difficilement réussir si ceux qui gouvernent ne savent pas qui sont les pauvres et comment ceux-ci réagissent aux interventions des pouvoirs publics et à leur environnement. Malheureusement, il n'est pas toujours facile de réunir cette information. Les pauvres forment une catégorie hétérogène dont on ne connaît les caractéristiques que de manière fragmentaire. Les pages qui suivent visent à répondre à la question de savoir où vivent les pauvres, la taille et la composition de leurs ménages, ce qu'ils font pour vivre, ce qu'ils possèdent et ce qu'ils achètent, à quels risques ils sont exposés et comment ils s'insèrent à la vie sociale autour d'eux.

Pauvreté rurale et pauvreté urbaine

Dans beaucoup de pays, la pauvreté a une dimension nettement régionale. Elle est généralement plus répandue dans les régions où le revenu moyen est bas, mais ce rapport est parfois d'une faiblesse surprenante. La Figure 2.2 représente graphiquement l'indice numérique de pauvreté (graphique du haut) et le taux de mortalité infantile (graphique du bas) par rapport à la moyenne mensuelle de la consommation par habitant pour les zones urbaines et rurales de l'Inde. Quel que soit le niveau de consommation, l'indice numérique de

Tableau 2.2 Pauvreté rurale et pauvreté urbaine dans les années 80

Région et pays	Population rurale en pourcentage du total	Ruraux pauvres en pourcentage du total	Mortalité infantile (pour mille naissances vivantes)		Accès à une eau salubre (pourcentage de population)	
			Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain
<i>Afrique subsaharienne</i>						
Côte d'Ivoire	57	86	121	70	10	30
Ghana	65	80	87	67	39	93
Kenya	80	96	59	57	21	61
<i>Asie</i>						
Inde	77	79	105	57	50	76
Indonésie	73	91	74	57	36	43
Malaisie	62	80	..	..	76	96
Philippines	60	67	55	42	54	49
Thaïlande	70	80	43	28	66	56
<i>Amérique latine</i>						
Guatemala	59	66	85	65	26	89
Mexique	31	37	79	29	51	79
Panama	50	59	28	22	63	100
Pérou	44	52	101	54	17	73
Venezuela	15	20	..	..	80	80

pauvreté et (en particulier) le taux de mortalité infantile peuvent varier considérablement. C'est dire combien il est nécessaire de regarder au-delà du revenu moyen et de prendre en compte la répartition du revenu et les services sociaux assurés.

La pauvreté que mesure le revenu est généralement la pire en milieu rural, même si l'on tient compte des différences souvent substantielles de coût de la vie entre la ville et la campagne. Les problèmes de malnutrition, de manque d'instruction, de faiblesse de l'espérance de vie et d'insalubrité des logements sont aussi, en règle générale, plus graves en milieu rural. Ceci est encore vrai en Amérique latine en dépit de taux d'urbanisation élevés. L'ampleur de la pauvreté rurale n'est pas toujours comprise, en partie parce que les pauvres des villes se voient et se font entendre davantage que ceux des zones rurales. En 1980, le taux de mortalité infantile en El Salvador était de 81 pour mille naissances vivantes en milieu rural et de 48 dans les villes; au Pérou, l'incidence de la malnutrition était cinq fois plus élevée dans la région de la Sierra qu'à Lima. Le Tableau 2.2 confirme que, dans beaucoup de pays, la pauvreté rurale est un facteur déterminant dans l'incidence et la profondeur globales de la pauvreté.

L'étendue de la pauvreté peut beaucoup varier entre zones rurales d'un même pays. L'extrême dénuement où vivent les populations du nord-est du Brésil, qui compte plus de 50 % des pauvres du pays pour 27 % seulement de sa population totale, est bien connu. Les disparités régionales sont éga-

lement très frappantes dans beaucoup d'autres pays. La région du Nord-Est en Thaïlande, la Savane en Côte d'Ivoire, Nusa Tenggara en Indonésie, les hauts plateaux des Andes en Bolivie, en Equateur, au Guatemala et au Pérou, la province rurale de Gansu en Chine, certaines parties de la région d'Asie centrale de l'URSS et la région des Appalaches aux Etats-Unis sont tous des zones à forte concentration de pauvres.

On trouve beaucoup de pauvres dans les régions où la terre arable est rare, où la productivité agricole est faible et où sécheresses, inondations et dégradation de l'environnement sont chose courante. En Amérique latine, par exemple, la pire pauvreté se rencontre principalement dans les zones arides ou les régions de collines à versants escarpés qui sont écologiquement vulnérables. Ce sont là souvent des zones isolées à tous égards. Les emplois non agricoles y sont rares et la demande de main-d'oeuvre a généralement un caractère fortement saisonnier. La pauvreté sévit aussi dans des régions plus richement dotées en ressources naturelles mais privées d'accès aux services sociaux (éducation et santé) et d'infrastructure (irrigation, information et assistance technique, transport et centres de marché).

Si les revenus sont généralement plus élevés et les services et équipements plus accessibles dans les villes, les pauvres souffrent peut-être plus de certains aspects de la pauvreté que ceux des campagnes. Les pauvres des villes vivent souvent dans des quartiers de taudis ou d'habitat spontané où

surpeuplement, manque d'hygiène et contamination de l'eau rendent les conditions de vie épouvantables. Ils occupent souvent, en toute illégalité, des terrains jugés dangereux où ils vivent sous la menace constante d'expulsions, d'inondations, de glissements de terrain et de pollutions chimiques. Certains sont des migrants venus de la campagne à la recherche d'un travail mieux payé. Pour beaucoup, notamment en Amérique latine, la migration revêt un caractère permanent. Pour d'autres, comme en Afrique de l'Est et dans certaines parties de l'Asie du Sud-Est, elle peut être temporaire, conséquence (par exemple) du caractère saisonnier des travaux agricoles. L'effet que la migration vers les villes a sur la pauvreté est éminemment lié aux chances plus ou moins grandes que l'on y a de trouver un emploi. Les observations recueillies tendent à montrer qu'elles sont plus grandes, d'où l'on peut conclure que, dans l'ensemble, l'urbanisation contribue à faire reculer la pauvreté.

Quelles sont les caractéristiques démographiques des pauvres?

Les ménages dont le revenu par personne est le plus faible sont généralement des familles qui comptent de nombreux enfants ou autres personnes à charge. Au Pakistan, le décile de ménages les plus pauvres comptait en moyenne, en 1984, 7,7 membres, dont 3,3 étaient des enfants de moins de neuf ans. Les moyennes nationales correspondantes étaient de 6,1 et de 2,0. L'absence d'adulte valide de sexe masculin peut être crucialement ressentie, surtout si la femme a de jeunes enfants à élever ou si la coutume lui interdit de travailler pour de l'argent.

La taille de la famille détermine-t-elle le niveau de vie ou vice versa? La décision d'avoir beaucoup d'enfants, quand on est pauvre, peut se comprendre. La mortalité juvénile est élevée dans les familles pauvres; il faut donc s'assurer qu'il restera des enfants pour prendre soin du ménage une fois que les parents seront devenus vieux, sinon plus tôt. En outre, même avant de pouvoir gagner de l'argent, les enfants peuvent libérer les adultes de diverses tâches domestiques. Néanmoins, beaucoup de parents pauvres déclarent ne plus vouloir d'enfants et n'avoir même pas voulu leur dernier-né. Souvent, ces couples n'ont pas accès aux services modernes de planning familial.

Dans les zones rurales d'un grand nombre de pays en développement, les personnes âgées sont souvent prises en charge par la famille élargie —

structure dont la stabilité semble bien résister au temps. En milieu urbain, les ménages plurigénérationnels sont plus menacés de désintégration et la situation des personnes âgées devient plus précaire. En outre, des traditions, comme celle du lignage en Afrique, et, en Inde et au Bangladesh, l'obligation où sont les fils de prendre soin de leur mère dans son veuvage sont peut-être en voie de disparition. En Inde, les veuves qui n'ont pas de fils adulte forment déjà une catégorie particulièrement défavorisée.

La pauvreté et la faim revêtent un caractère particulièrement préoccupant dans le cas des enfants. Les très jeunes sont fortement exposés aux risques de maladie et la malnutrition et autres maladies liées à la pauvreté peuvent les marquer pour toute la vie. La pauvreté des enfants a fortement tendance à s'autoperpétuer. Il est courant de faire travailler les enfants; dans beaucoup de ménages, c'est une nécessité, outre qu'une grande partie du travail de l'enfant sert un objectif social en faisant participer l'enfant aux activités de la famille. Mais le travail se fait souvent aux dépens de l'école. Pour beaucoup de pauvres, le coût d'opportunité que représente pour eux l'envoi d'un enfant à l'école l'emporte sur les avantages futurs — en particulier s'il s'agit de filles, dont la valeur économique est souvent jugée inférieure dans diverses parties du monde. Certains des travaux que font les enfants relèvent fortement de l'exploitation; les cas de servitude pour dette et de longues journées passées à travailler dans des conditions malsaines pour un faible salaire sont abondamment attestés.

Les femmes sont-elles plus pauvres que les hommes? On n'est pas assez bien renseigné sur les revenus pour y répondre clairement. Mais les chiffres dont on dispose pour la santé, la nutrition, l'instruction et l'insertion professionnelle montrent que les femmes sont souvent fortement désavantagées. Par exemple, les données que l'on possède pour 1980 indiquent que le niveau d'instruction des femmes ne représentait que 61 % de celui des hommes en Afrique; les chiffres correspondants étaient de 52 % en Asie du Sud, de 57 % au Moyen-Orient, de 82 % en Asie du Sud-Est et de 94 % en Amérique latine. Les femmes se heurtent à toutes sortes d'obstacles culturels, sociaux, juridiques et économiques que les hommes, même quand ils sont pauvres, ignorent. Leurs journées de travail sont généralement plus longues et moins bien payées — à supposer même qu'elles le soient. Une étude réalisée au Népal a relevé qu'en moyenne les femmes pauvres travaillaient 11 heures par jour et les hommes sept et demie. Dans

beaucoup de pays développés, les gens les plus pauvres comprennent un grand nombre de mères célibataires. Les ménages pauvres dont le chef de famille est une mère célibataire se font de plus en plus nombreux aussi en Afrique australe et en Amérique latine. Au Brésil, les ménages qui ont à leur tête une femme représentent 10 % de l'ensemble des ménages, mais 15 % des pauvres.

Les actifs

Les pauvres manquent généralement d'actifs aussi bien que de revenu. Dans les économies locales où richesse et rang social viennent de la terre, les ménages défavorisés sont généralement pauvres en terres ou n'en ont pas du tout. La pauvreté est fortement corrélée à l'absence de terre en Asie du Sud, en Afrique australe et dans une grande partie de l'Amérique latine. (Voir les données du Tableau 2.3 pour le Bangladesh.) Lorsqu'il arrive que des pauvres possèdent de la terre, il s'agit souvent d'une terre improductive et située fréquemment en dehors des zones irriguées. Faute de revenus et d'accès au crédit, les pauvres sont généralement incapables de mettre en valeur ce type de lopin.

Beaucoup de pauvres ont accès à la terre sans en être propriétaires. Le fermage est pratique courante — encore que les plus pauvres s'en voient souvent exclus faute de posséder les autres ressources nécessaires à l'agriculture. Le fermage ne garantit ni ne protège sûrement contre le risque et le fermier n'est jamais sûr, d'une année à l'autre, de pouvoir conserver la terre qu'il loue.

Dans d'autres cas, les pauvres ont accès à une terre qui appartient à la collectivité ou qui est propriété communale, mais cette coutume est de plus en plus menacée par la pression démographique,

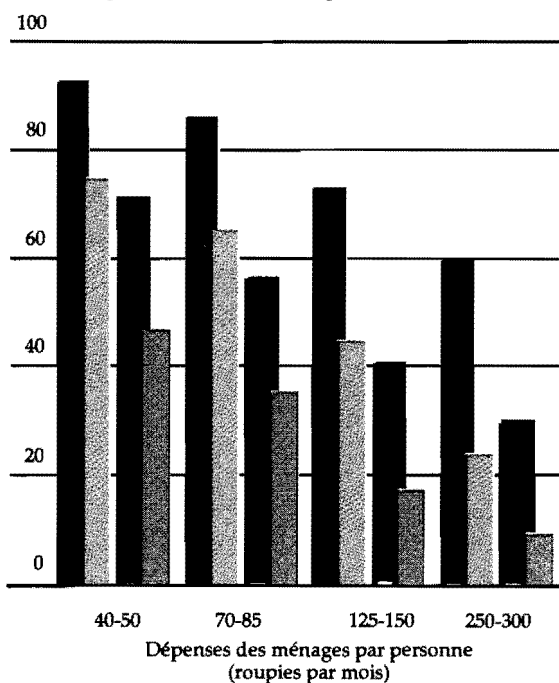
Tableau 2.3 Pauvreté et propriété foncière au Bangladesh, 1978-79

Classe de propriété (acres de terre possédés)	Pourcentage de ménages par classe	Revenu moyen (taka par mois)	Superficie moyenne des exploitations (en acres)	Indice numérique (pourcentage de population)
Sans terre	7,1	508	0	93
0-0,5	36,1	560	0,1	93
0,5-1,0	10,5	711	0,7	84
1,0-1,5	8,9	783	1,2	78
1,5-2,5	12,1	912	2,0	68
2,5-5,0	13,8	1.163	3,5	45
5,0-7,5	5,7	1.516	6,0	23
7,5+	5,8	2.155	14,0	10
Total	100,0	865	2,1	70

Source: Ravallion, 1989b.

Figure 2.3 Pauvreté et analphabétisme en Inde, 1981

Pourcentage d'illettrés de 15 ans et plus



■ Sexe féminin/milieu urbain ■ Sexe féminin/milieu rural
□ Sexe masculin/milieu urbain ■ Sexe masculin/milieu rural

Source : Sarvekshana, 1988.

la privatisation, la surexploitation des ressources et la dégradation de l'environnement. Des études de village du Rajasthan, en Inde, réalisées sur 20 ans, ont relevé que le revenu tiré de ressources communales a baissé pour toutes ces raisons. Dans la région du Sahel, en Afrique, la propriété commune de terres (généralement improductives) est considérée comme une des causes principales du surpâturage et du déboisement. La dégradation écologique des ressources communales peut causer beaucoup de tort à ceux qui n'ont rien. Il est donc important de leur donner davantage accès à des activités génératrices de revenu tout en protégeant l'environnement.

Les pauvres sont aussi défavorisés sur le plan du capital humain. Partout, ils ont un niveau d'instruction plus faible que l'ensemble de la population. (La Figure 2.3 le montre à l'aide de données relatives à l'Inde.) Les femmes pauvres ont souvent trop d'enfants, dont l'âge est trop rapproché,

Encadré 2.3 La pauvreté en actifs vue des villages

Des études de village nous ont beaucoup appris sur la pauvreté en actifs. A Palanpur, village abondamment étudié de l'Etat d'Uttar Pradesh, en Inde, les catégories les plus désavantagées étaient invariablement des journaliers sans terre qui ne trouvaient pas toujours du travail et les ménages qui ne comptaient pas de représentant valide du sexe masculin. En 1983-84, tous les ménages qui répondaient à ces deux caractéristiques entraient dans la catégorie des pauvres. Ils avaient très peu de possibilités d'accroître leur revenu. Les emplois indépendants, quand ils n'étaient pas limités à certaines castes, exigeaient des aptitudes et des moyens matériels dont les ménages pauvres étaient dépourvus. Comme il n'était pas facile non plus de trouver un emploi salarié fixe, les hommes pauvres n'avaient pas d'autre choix que de prendre ce que pouvait leur offrir l'agriculture. Et la tradition locale ôtait même cette possibilité à la plupart des femmes.

Au Kenya, où la pression démographique qui s'exerce sur la terre se fait sentir de plus en plus, l'exploitation d'une terre était considérée comme un important facteur de bien-être. Une autre étude, cependant, juge l'instruction plus importante pour les petits exploitants : elle permet à des membres de la famille

d'aller gagner, en ville, de l'argent qui pourra ensuite être investi dans l'exploitation pour y introduire des innovations et en améliorer la productivité.

En 1980, une étude des ménages ruraux de Tanzanie a relevé que les plus pauvres des 20 villages de l'échantillon ne possédaient pas sensiblement moins de ressources en terre ou en main-d'oeuvre que les autres. Les différences de niveau de vie étaient largement imputables à des différences de capital humain et à la possession de ressources autres que la force de travail, de bétail par exemple. Les plus pauvres des ménages étaient moins susceptibles de se livrer à des transactions commerciales que les non-pauvres, car le manque de ressources leur interdisait de pratiquer une culture de rapport et qu'ils ne pouvaient pas prendre le risque d'une mauvaise récolte, auquel cas ils seraient obligés de se procurer sur le marché les aliments dont ils avaient besoin. En outre, les pauvres tiraient un revenu bien moindre du travail fourni en dehors de l'exploitation familiale. L'insuffisance d'aptitudes les condamnait à des occupations marginales, comme l'artisanat, alors que les emplois salariés plus lucratifs allaient aux autres.

ce qui nuit à leur santé. Les pauvres souffrent fréquemment de faim et de malnutrition et des maladies qui en sont la conséquence. Leur force de travail — qui est souvent leur principale, voire leur seule ressource — s'en ressent.

La possession d'actifs influe directement sur les possibilités de revenu (Encadré 2.3). Faute de terre, les pauvres doivent louer leur force de travail. Faute de capital humain suffisant, ils sont condamnés à des travaux qui ne demandent aucune qualification. Les personnes âgées et les handicapés risquent même de ne pas pouvoir louer leur force de travail et d'être obligés, de ce fait, de vivre de charité. L'importance que revêt la possession d'actifs, au sens large, conduit à penser que l'action des pouvoirs publics devrait viser à accroître les actifs des pauvres — en particulier leurs aptitudes, leur état de santé et autres éléments de ce qui constitue le capital humain et, dans les économies agricoles, la terre.

Les sources de revenus

Tout comme ils ont des revenus inférieurs aux non-pauvres et moins d'actifs qu'eux, les pauvres se distinguent aussi souvent par leurs moyens de subsistance. La plupart d'entre eux font beaucoup de petits métiers à la fois. Il leur arrive

assez souvent d'être, à diverses époques de l'année, tantôt cultivateurs, chasseurs et cueilleurs, tantôt petits artisans, petits commerçants et manœuvres. Il est rare qu'ils arrivent à subvenir à leurs besoins. Il leur faut de l'argent pour acheter les petits objets de la vie courante comme du savon, des vêtements, du sel et de l'huile de table, et il leur faut en outre payer des taxes ainsi que des frais médicaux et scolaires. Ils sont donc obligés de vendre au moins une partie de ce qu'ils produisent ou trouver un travail qui leur rapporte quelque argent.

L'agriculture demeure la principale source de revenu pour les pauvres dans le monde. Nous avons vu que les pauvres, y compris les très pauvres, se rencontrent principalement, et dans des proportions écrasantes, dans les zones rurales. Qu'ils en tirent directement leur revenu ou non, leurs moyens de subsistance sont liés à l'activité agricole. La demande de biens et de services non agricoles dépend souvent de la santé de l'agriculture. Une politique d'aide aux pauvres des campagnes devrait donc viser à accroître la productivité agricole — par des investissements d'infrastructure et la fixation de prix appropriés, par exemple.

L'agriculture compte deux types de pauvres : ceux qui travaillent pour eux-mêmes et ceux qui

travaillent pour d'autres. La distinction est souvent imprécise : beaucoup de journaliers possèdent de petits lopins. Ceux-ci ne suffisent pas aux besoins de la famille mais, lorsqu'ils rendent bien, ils peuvent procurer un supplément de revenu et une certaine sécurité. La plupart des pauvres du Botswana, de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Kenya, du Nigéria et de la Tanzanie sont des petits paysans ou gardiens de troupeaux. En 1981-82, le dixième le plus pauvre de la population du Kenya tirait les deux tiers de son revenu de l'activité agricole. En Côte d'Ivoire, en 1985, la plupart des chefs de famille pauvres étaient des petits paysans (catégorie qui comptait aussi le niveau d'instruction le plus bas et l'indice volumétrique de pauvreté le plus élevé). Dans ces pays d'Afrique, on trouve encore relativement peu de salariés agricoles parmi les pauvres. Il n'en va pas tout à fait de même en Afrique australe, où beaucoup de ménages louent leur force de travail, encore que ce ne soit pas nécessairement dans l'agriculture.

La condition de petit paysan est également très répandue en Asie du Sud-Est. En Thaïlande, une étude de 1981 a relevé que 75 % de ménages ruraux pauvres étaient des petits paysans; pour les ménages ruraux non pauvres, le chiffre était de 64 %. Dix-sept pour cent de l'ensemble des ménages, pauvres et non pauvres, vivaient principalement de salaires agricoles. De données recueillies récemment pour l'Indonésie, il ressort qu'en 1987, les ménages ruraux qui travaillaient pour eux-mêmes dans l'agriculture (d'après le recensement effectué par activité principale du chef de famille) représentaient 58 % des pauvres et 41 % de l'ensemble de la population. En revanche, les ouvriers agricoles ne représentaient que 14 % des pauvres et 9 % de la population.

Le tableau est plus nuancé en Asie du Sud. En Inde, les ménages qui cultivaient leur propre terre représentaient 35 % des ménages ruraux pauvres et 46 % de l'ensemble des ménages ruraux en 1977-78. Les ménages qui avaient pour occupation une activité agricole représentaient en outre 44 % des ménages ruraux pauvres, mais seulement 30 % de tous les ménages ruraux. Pour le Pakistan, les chiffres tendent à montrer qu'il y a moins d'ouvriers agricoles parmi les pauvres qu'il n'y a de petits paysans, alors que c'est le contraire qui est vrai au Bangladesh.

En Amérique latine, la plupart des pauvres sont des petits paysans, mais peu d'entre eux arrivent à tirer de quoi vivre de leurs lopins. Dans les économies de plantation d'Amérique centrale, notamment au Costa Rica, la main-d'œuvre salariée occupe une place importante dans l'agriculture. Au

Pérou, les pauvres sont en majorité des petits paysans qui pratiquent l'agriculture ou l'élevage. D'après une enquête réalisée en 1985-86, 78 % des chefs de famille pauvres déclaraient travailler à leur compte et 71 % dans l'agriculture; les chiffres correspondants, pour l'ensemble des Péruviens, étaient 60 et 40 %. Dans la région la plus pauvre du Pérou, la Sierra, les chiffres sont encore plus élevés. Au Mexique aussi, on trouve une concentration de pauvres parmi les familles de cultivateurs.

L'emploi rural non agricole comprend essentiellement l'artisanat, les services et le commerce. En Asie, en Afrique subsaharienne et en Amérique latine, les emplois ruraux non agricoles sont généralement des emplois à caractère saisonnier prononcé ou à temps partiel. En Asie, ils sont généralement moins bien payés que dans l'agriculture. Dans leur très grande majorité, les pauvres exercent des métiers traditionnels qui ne demandent pas beaucoup d'aptitudes ni de capitaux et où la productivité du travail est très faible. Le produit de leur travail est normalement destiné à leur propre consommation ou au marché local. La demande exerce une contrainte majeure sur ce secteur, qui est fortement tributaire du secteur agricole primaire. Dans les régions où elle a eu lieu, l'augmentation du revenu agricole a fait prendre un grand essor à l'emploi non agricole et monter les salaires. Le rôle de l'emploi non agricole est particulièrement important en ce sens qu'il procure du travail en période de morte-saison aux ouvriers agricoles qui n'ont pas de terre et aux femmes des ménages pauvres.

Dans certains des villages les plus pauvres de Thaïlande, par exemple, la vente de paniers en bambou tressé et d'autres sous-produits forestiers procure un revenu supplémentaire aux riziculteurs. La législation forestière en fait une activité risquée et peu rentable — ce qui montre, une fois de plus, combien les pauvres souffrent, dans l'immédiat, de la dégradation de ressources communales. Des études ont montré qu'à peu près tous les paysans pauvres de l'ouest du Guatemala et de la partie septentrionale de la Sierra, au Pérou, se livrent à des activités artisanales et au petit commerce afin d'arrondir le salaire qu'ils tirent de l'agriculture. Dans les ménages les plus pauvres, ce sont surtout les femmes qui font ce travail supplémentaire.

Les petits métiers du secteur informel — généralement les moins bien payés — sont la principale source de revenus des pauvres des villes. Au Brésil, en 1985, on évaluait à 75 % les chefs de famille pauvres qui travaillaient dans le secteur informel,

contre 35 % pour l'ensemble de la population. Les populations urbaines désavantagées exercent, pour la plupart, des petits métiers, vendant leurs services ou divers articles ou travaillant au jour le jour dans le bâtiment, le secteur manufacturier et les transports. Certains font les poubelles ou sont des professionnels de la mendicité, de la prostitution ou du vol à la tire. Le revenu qu'ils en tirent est maigre et incertain. A Bombay, on a constaté que la pauvreté était plus répandue parmi les travailleurs intermittents que parmi les permanents, et on ne passait guère d'une forme d'emploi à l'autre. La moitié environ des pauvres des villes du Pakistan travaillent à leur compte, pour la plupart dans le commerce et les produits manufacturés. Ils ont généralement moins d'aptitudes professionnelles que les salariés.

Les transferts peuvent être une importante source de revenus pour certains pauvres. Dans la plupart des pays en développement, ces transferts sont le fait de parents ou d'amis, ou encore de systèmes d'entraide villageoise, plutôt que de l'Etat. Ils représentaient 9 % des revenus des petits exploitants pauvres du Kenya en 1974-75. Dans les zones rurales de Java, ils sont destinés aux malades et aux personnes âgées; dans les zones urbaines, les chômeurs reçoivent une aide. Ils peuvent être d'une importance capitale pour les ménages les plus démunis.

Comment la variabilité des revenus affecte les pauvres

Parce que les revenus fluctuent, un tableau statique de la pauvreté peut être trompeur. Les observations recueillies tendent à montrer que certains passent et repassent le seuil de pauvreté, alors que d'autres ne le font jamais (Encadré 2.4).

Les ménages diversifient délibérément leurs sources de revenu afin de se prémunir contre l'adversité. Mais cela n'empêche pas leur niveau de vie de fluctuer considérablement — selon le temps, l'époque de l'année, par suite du décès du soutien de famille, et ainsi de suite. S'ils ne sont pas en mesure d'amortir les effets d'une chute de leurs revenus (par l'emprunt ou l'assurance, par exemple), un retournement de situation défavorable, surtout s'il est inattendu, peut avoir des conséquences catastrophiques. Ce sont les ménages les plus pauvres qui courent le plus grand risque et qui sont le moins à même de se protéger. Une étude relate le cas d'un jeune ménage guinéen qui est tombé dans la pauvreté et qui, le père ayant contracté l'onchocercose, a fini par se désintégrer complètement. Ses forces déclinant, la mère a dû

travailler d'autant plus et sa santé, à elle aussi, s'est dégradée, et avec elle celle des enfants. Bientôt, la famille n'a plus eu de quoi se nourrir. Avec le temps, divers membres de la famille ont succombé à la maladie ou quitté le village. Au bout de 15 ans, ce qu'il en restait en était totalement réduit à vivre de la charité.

Il arrive souvent que des événements imprévus aient des répercussions sur les pauvres, non seulement au niveau local, mais au niveau national. Par exemple, une baisse soudaine des termes de l'échange, qui pourra être suivie par l'application de mesures destinées à y remédier, aura peut-être pour effet de changer les prix relatifs d'une manière préjudiciable aux pauvres. D'autres y gagneront peut-être. Une dévaluation réelle, par exemple, fait généralement le jeu des agriculteurs qui sont fournisseurs nets de produits échangés sur le marché international, alors qu'elle sera préjudiciable aux pauvres des villes, qui sont en général consommateurs nets de biens échangeables. Dans certaines parties du monde — comme en Afghanistan, en Afrique australe, en Amérique centrale, en Indochine, en Iran, en Iraq, au Liban et à Sri Lanka —, beaucoup parmi les pauvres sont des déracinés qui ont fui la guerre, la persécution, la famine ou les catastrophes naturelles. Ils peuvent très bien ne pas avoir été pauvres auparavant. En Angola et au Mozambique, 8,5 millions environ sont devenus réfugiés de guerre. Dans ces pays, la pauvreté a eu pour cause une destruction massive de l'infrastructure rurale et des actifs productifs.

Les revenus des ménages ruraux varient beaucoup selon la saison. Par exemple, on ne trouve aisément du travail salarié qu'à certaines époques de l'année, et cela dépend souvent du temps. Dans beaucoup de pays d'Afrique, la saison sèche est une saison particulièrement difficile pour les femmes, qui doivent parfois faire plusieurs kilomètres à pied pour trouver de l'eau. En certaines saisons de grande activité, il peut arriver que les lourds travaux agricoles soient à faire alors même que les réserves alimentaires sont épuisées et les prix plus élevés. Dénutrition et maladies sont plus fréquentes à certaines époques de l'année. Les pluies aggravent généralement la contamination de l'eau et l'incidence des maladies d'origine hydrique. Des cas de fortes pertes de poids ont été attestés pour des cultivateurs gambiens durant la «saison de la faim»; les pertes de poids d'adultes pouvaient atteindre 4,5 kg en l'espace d'une seule année. Au nord-est du Ghana, des pertes de 6 % ont été enregistrées. Parmi les cultivatrices du Lesotho, le chiffre était de 7 % et de 5 % parmi les

gardiens de troupeaux du Niger. Pour les catégories à risque comme les enfants, les personnes âgées et autres personnes dont les défenses biolo-

giques sont déjà affaiblies, les changements de poids saisonniers peuvent être extrêmement dangereux.

Encadré 2.4 Passage et repassage du seuil de pauvreté dans l'Inde rurale

De ce que nous apercevons de la pauvreté à tel ou tel moment, quelle est la part de pauvreté persistante, et quelle est, reflet de la variabilité des revenus individuels dans le temps, la part de pauvreté passagère? Les données recueillies par l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT), dont le siège est à Hyderabad, en Inde, retracent l'évolution du revenu et de la consommation de 211 ménages agricoles du centre de l'Inde, région sujette à la sécheresse, entre 1975 et 1983.

Dans la Figure 2.4A, le pourcentage de ménages considérés comme pauvres oscille dans le temps autour d'une tendance généralement descendante, allant de 64 % en début de période à un minimum de 41 % en 1982; la proportion moyenne des pauvres était de 50 %. Pour chaque année, les pauvres sont répartis entre ceux qui étaient pauvres au cours de la période précédente et ceux qui ne l'étaient pas, et on en fait de même pour les non-pauvres. En général, 84 % des pauvres, à chacune des dates, avaient été pauvres au cours de la période précédente, et 16 % étaient, de ce fait, de nouveaux pauvres. Parmi les non-pauvres, 75 % avaient été non-pauvres au cours de la période précédente, et

25 % étaient sortis de l'état de pauvreté. Les fluctuations de revenus sont grandes : plus de la moitié des ménages devenus pauvres le sont devenus avec des revenus inférieurs à 80 % de ce que représente le seuil de pauvreté, et plus de la moitié de ceux qui sont passés au-dessus du seuil de pauvreté, sont passés à 20 % au moins au-dessus.

Figure 2.4B Nombre d'années passées dans la pauvreté, villages de l'échantillon, Inde

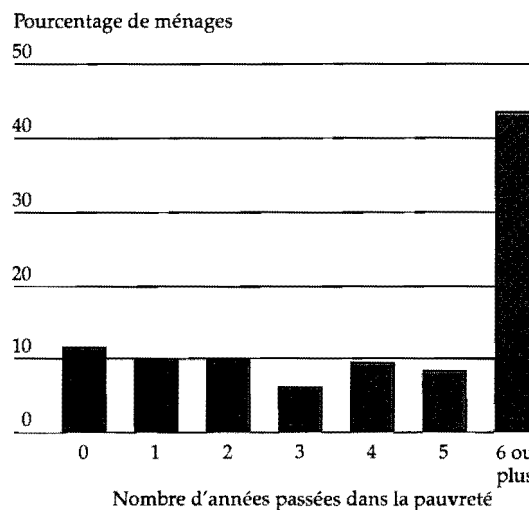
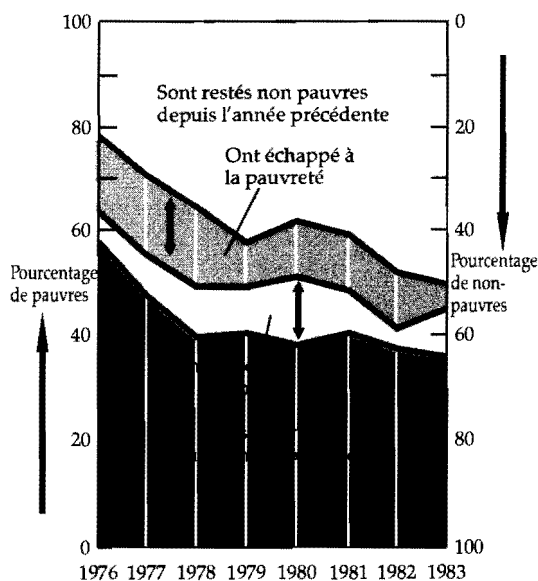
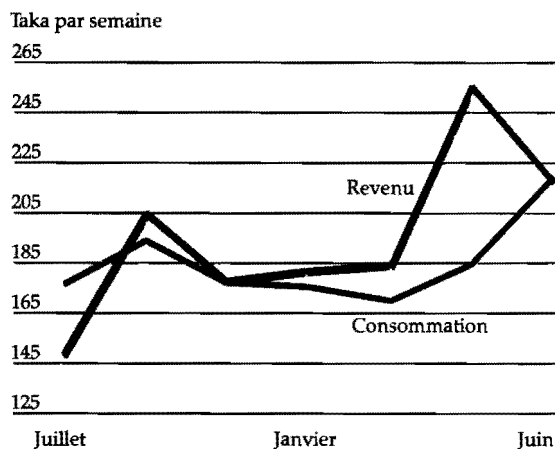


Figure 2.4A Dynamique de la pauvreté rurale, villages de l'échantillon, Inde



La Figure 2.4B indique le nombre d'années qui ont été passées (pas forcément de manière consécutive) dans l'état de pauvreté. Seuls 12 % environ des ménages n'avaient jamais été pauvres au cours de neuf années. A l'opposé, 44 % avaient été pauvres pendant six ans ou davantage, et 19 % avaient été pauvres chaque année. Il apparaît donc que la majorité des ménages de ces villages font, un jour ou l'autre, connaissance avec la pauvreté. Alors que, pour une année normale, il y a 50 % de pauvres, près de 90 % des ménages ont été pauvres une des neuf années au moins. La part des fluctuations autour du seuil de pauvreté est grande. Mais il est clair aussi qu'il existe, dans ces villages, un noyau assez considérable de pauvreté persistante et chronique — une pauvreté vécue, année après année, par les mêmes ménages.

Figure 2.4 Evolution saisonnière du revenu et de la consommation dans le Bangladesh rural : ménages pauvres de six villages, juillet 1984 à juin 1985



Source : Hossain, 1987.

La plupart des pauvres des campagnes, toutefois, arrivent à s'en tirer sans trop de mal lorsque le cycle des saisons est à peu près normal. Epargne et désépargne permettent d'égaliser la consommation entre les bonnes et les mauvaises périodes. La Figure 2.4 montre l'évolution de la consommation et du revenu dans le cours d'une année pour 178 ménages pauvres du Bangladesh. La consommation est manifestement plus régulière que le revenu, lequel varie fortement avec le cycle des récoltes. Pour ces ménages, les revenus tirés du travail sont inférieurs à la consommation dans la plupart des périodes et, si minimes soient-elles, les autres sources de revenu — transferts, vente d'actifs et emprunts — peuvent leur permettre de tenir. L'endettement auprès de prêteurs et de commerçants locaux serait pratique courante dans un certain nombre de pays. On préfère souvent emprunter de petites sommes à des amis ou à des parents, quand ceux-ci ont quelque chose à prêter. (Une étude des Philippines signale la pratique très répandue entre familles pauvres de s'emprunter et de se prêter pour de courtes périodes et en parle comme d'une forme de pauvreté partagée.) Souvent, l'emprunt est le seul moyen de subsister.

Il est rare que les pauvres puissent recourir à l'emprunt pour se doter d'actifs productifs. Ce qui est épargné et emprunté doit souvent l'être sous des formes improductives telles que monnaie ou

céréale pour parer aux calamités que peut réserver l'avenir. Les possibilités de s'assurer sont rares pour les pauvres et ils ne sont pas en mesure d'utiliser le crédit et l'épargne pour mieux se prémunir contre le risque ou pour devenir entrepreneurs. Ceux qui arrivent tout juste à subsister ne peuvent pas se permettre de prendre des risques.

La diversification des sources de revenus est une autre manière de parer à l'incertitude. Une étude des zones rurales de Java a relevé que les ménages sans terre les plus pauvres coordonnaient beaucoup mieux les activités de leurs membres que ceux qui disposaient de quelques actifs. Il s'agit essentiellement pour eux de s'assurer des rentrées régulières d'argent. Le ménage pourra adapter son offre globale de main-d'œuvre aux circonstances, soit par le nombre d'heures de travail faites, soit par une participation différente au marché du travail. Certains membres du ménage pourront aller vivre ailleurs à la recherche d'un travail. Les paysans ont recours à la pratique de cultures intercalaires et choisissent des variétés à maturation rapide ou plus résistantes, même si le rendement en est moins bon et la qualité inférieure.

Comment les pauvres dépensent leur revenu

En année normale, les pauvres dépensent à peu près tout ce qu'ils gagnent pour la consommation, dont la moitié au moins, probablement, sous la forme d'aliments. Les données recueillies pour la Côte d'Ivoire et le Pérou indiquent, qu'en 1985, environ 70 % de la consommation des ménages pauvres allait à la nourriture, alors que, pour l'ensemble des ménages, le pourcentage était d'environ 50 %. Une forte proportion du budget alimentaire — 60 % dans le cas des pauvres d'Indonésie, par exemple — va à l'aliment de base produit localement.

Les prix relatifs des aliments de base peuvent être d'une importance cruciale pour les pauvres. Le nombre de ruraux pauvres dont la consommation est déterminée par le marché dépend de la distribution de l'accès aux terres productives. Ce sont généralement ceux qui «ne sont pas si pauvres» qui sont fournisseurs nets de produits de la ferme et qui profitent, de ce fait, d'une augmentation des prix. Les plus pauvres d'entre les pauvres consomment davantage de l'aliment de base qu'ils n'en produisent et ils n'ont, pour vivre, que leur salaire agricole, qui peut ne réagir que lentement à l'évolution des prix.

La pauvreté est souvent la cause profonde de la malnutrition, mais un changement de revenu ne se

répercute pas forcément sur la nutrition. Si son revenu vient à augmenter, le pauvre peut fort bien en profiter pour se procurer une nourriture «meilleure» de préférence à une nourriture plus nutritive ou à tout autre chose. En Indonésie, une étude a constaté que lorsque le revenu augmentait de 10 %, la ration calorique de la moyenne des ménages augmentait de 1,5 %. Pour le décile le plus pauvre des ménages, l'augmentation était de 4 %.

A l'intérieur du ménage, la distribution de la consommation privilégie souvent le sexe masculin et ceux des adultes qui ont un revenu. Ceci a été attesté dans de nombreux pays, dont le Bangladesh, le Ghana, le Guatemala, l'Inde et la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Les ménages pauvres sont plus portés à donner de l'instruction aux garçons qu'aux filles. D'après une série d'études réalisées au Brésil, en Inde, au Kenya, au Malawi et dans d'autres pays encore, une plus forte proportion du revenu des femmes que des hommes serait dépensée pour les besoins nutritionnels du ménage et son bien-être. L'une des études réalisées en Inde, qui portait sur 20 villages situés au sud du pays, a montré que de 80 à 100 % du revenu salarial des femmes était destiné aux besoins de la famille, alors que les hommes n'y consacraient que de 40 à 90 % du leur. On peut en conclure qu'une augmentation du revenu des femmes est un bon moyen d'agir sur les conditions de vie des enfants et de renforcer la position et l'autorité de la femme à l'intérieur du ménage.

La place des pauvres dans la société

En général, les pauvres ont moins accès que les autres catégories de population aux biens et équipements publics. Dans l'ensemble, l'action des gouvernements n'atteint pas les pauvres des campagnes. Même en milieu urbain, les quartiers pauvres sont moins bien desservis que les autres. En Amérique latine, par exemple, la physionomie des dépenses sociales a le plus souvent un caractère régressif. C'est ainsi qu'au Brésil, elle est, d'après certaines estimations, à peine moins inégale que la répartition du revenu, dont on sait qu'elle est l'une des plus inégales du monde. Les taux de scolarisation primaire, pour les 20 % les plus riches en Côte d'Ivoire, sont le double de ce qu'ils sont pour les 20 % les plus pauvres. En Inde et au Népal, pour les 10 % des familles les plus riches, ils sont supérieurs de 50 à 100 % à ce qu'ils sont pour les pauvres. Il en va de même pour la morbidité et la mortalité. Le problème n'est pas

seulement un problème d'accès; il y a aussi un problème d'utilisation. Mais le fait demeure que les pauvres ont à leur disposition moins de services sociaux.

Il y a des exceptions. En Europe de l'Est ainsi que dans quelques pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure — comme le Chili, la Chine, le Costa Rica, Cuba, Maurice et Sri Lanka, ainsi que dans l'Etat de Kerala, en Inde —, les gouvernements ont fait un gros effort pour étendre les services de base à l'ensemble de la population et y ont largement réussi. A Sri Lanka, par exemple, 93 % de la population a accès aux services de santé. Au Chili, les services sociaux sont soigneusement ciblés sur les plus nécessiteux. Par son organisation en communes, la Chine a pu pourvoir à certains besoins de base comme la santé, l'instruction et le planning familial pour la plus grande partie de sa population.

Les pauvres sont souvent séparés du reste de la population par la culture et l'instruction. Ceux qui sont illettrés peuvent être intimidés par les représentants du pouvoir ou tout simplement manquer d'informations sur certains programmes. Parfois, la manière dont est conçu le service vient compliquer le problème. Les actions de vulgarisation agricole, par exemple, sont habituellement destinées aux hommes même dans les pays — et ils sont nombreux — où beaucoup, sinon la plupart, des cultivateurs sont des femmes. En Inde, l'obligation de fournir un certificat de naissance pour l'admission dans les écoles urbaines empêche les migrantes pauvres d'y inscrire leurs enfants et, par le fait même, de chercher du travail. Les pauvres participent peu à la vie politique et sont souvent même, en fait, privés du droit de vote.

Dans beaucoup de pays, il y a corrélation entre pauvreté et race et origine. Les pauvres sont proportionnellement plus nombreux parmi les peuplades autochtones en Bolivie, en Equateur, au Guatemala, au Mexique et au Pérou. Les catégories de population le plus menacées par la pauvreté en Inde et au Bangladesh sont les anciens parias. En Australie, il y a une forte proportion d'aborigènes parmi les pauvres. Aux Etats-Unis, 45 % de tous les enfants noirs étaient pauvres en 1984, contre 17 % d'enfants blancs. En Afrique du Sud, le taux de mortalité des nouveau-nés de race blanche était 12 en moyenne pour mille naissances vivantes entre 1981 et 1985; pour les Africains noirs, le taux estimatif se situait entre 94 et 124. Les risques de tuberculose, maladie étroitement associée à la pauvreté, étaient 22 fois plus grands pour les Noirs que pour les Blancs en Afrique du Sud, à

l'exception des *homelands*, et 55 fois plus grands dans le Transkei.

Du diagnostic au traitement

Du tour d'horizon que nous venons de faire, deux facteurs se dégagent pour leur extrême importance comme déterminants de la pauvreté : la possibilité de trouver une activité génératrice de revenu et la capacité de l'exercer. Lorsque les ménages savent qu'ils peuvent mettre à profit leur force de travail et que leurs membres ont les aptitudes et l'instruction nécessaires et sont en bonne santé, ils sont

assurés du minimum vital et la pauvreté disparaît. Quand tel n'est pas le cas et que l'accès aux services sociaux est limité, le niveau de vie tombe à un niveau inacceptable. Celui de beaucoup d'individus, dans le monde en développement, est exposé à diverses formes d'adversité, qui vont de la maladie à la sécheresse. S'ils ne sont pas en mesure d'amortir les chocs, des ménages relativement aisés peuvent se trouver précipités dans la pauvreté et ceux qui sont déjà pauvres condamnés à la famine et à la mort. Tels sont les faits dont s'inspire le programme d'action proposé dans la suite du Rapport.



Les progrès de la lutte contre la pauvreté : leçons à retenir pour l'avenir

Durant les vingt-cinq dernières années, les pays en développement ont fait de remarquables progrès. La consommation par habitant a augmenté de près de 70 % en chiffres réels, l'espérance de vie moyenne est passée de 51 à 62 ans et les taux d'inscription dans l'enseignement primaire ont atteint 84 % (Tableau 3.1). Uniformément répartis, de tels progrès auraient marqué un grand pas vers l'élimination de la pauvreté. Mais, évidemment,

Tableau 3.1 Vingt ans de progrès dans les pays en développement

Indicateur	1965	1975	1985
Consommation par habitant (1985, dollars PPA)	590	780	985
Espérance de vie (années)	51	57	62
Taux net de scolarisation primaire (pourcentage)	73	74	84

leur répartition a été inégale. Certains pays ont fait beaucoup mieux que d'autres. Chercher à savoir pourquoi il en est ainsi — ce qu'ont été les causes du succès ou de l'échec — peut nous mettre sur la voie de solutions concrètes au problème de la pauvreté.

Le présent chapitre s'appuie sur les tendances observées pour mettre en évidence les principaux facteurs qui déterminent une amélioration rapide et soutenue du niveau de vie des pauvres. Les éléments de la stratégie générale que dessine cette analyse sont ensuite repris plus en détail dans les Chapitres 4 à 7.

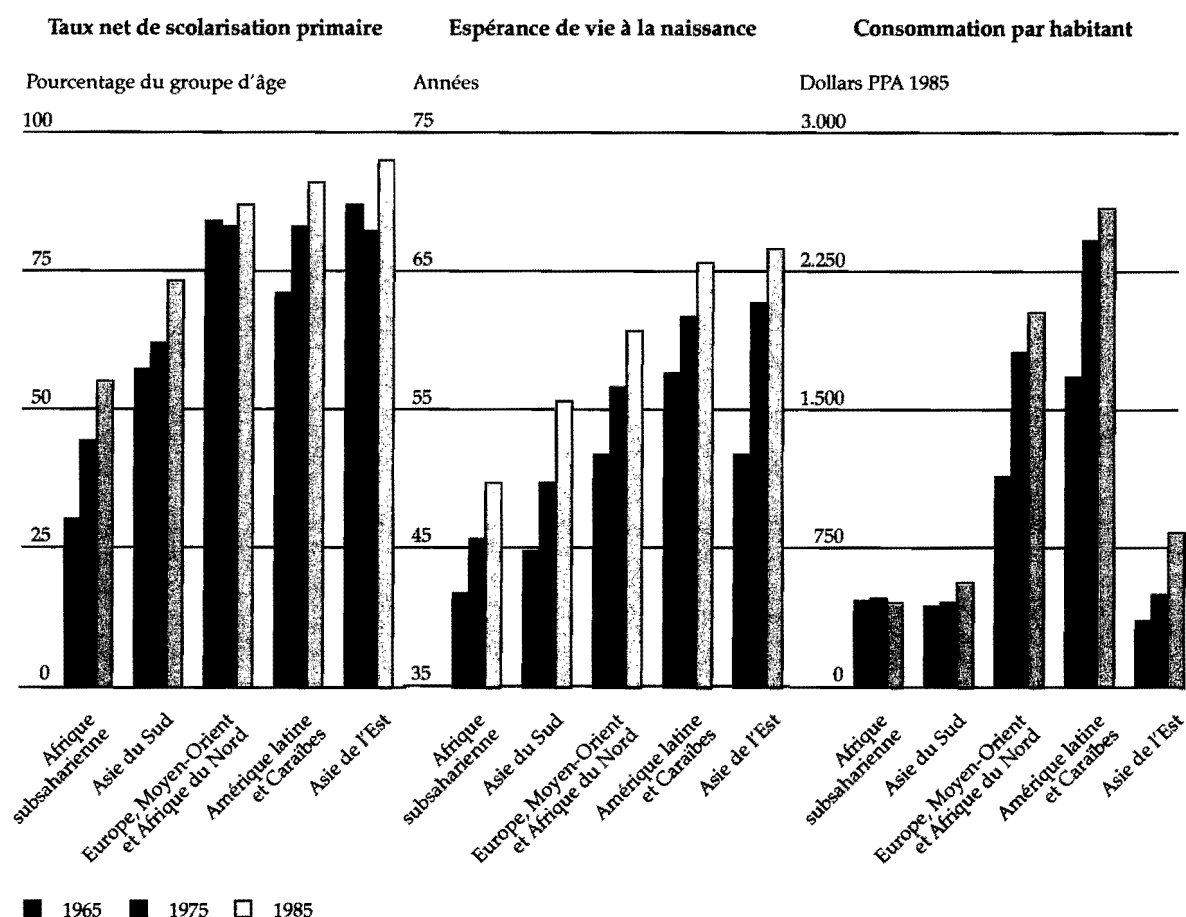
Evolution de la pauvreté

Si le passé doit montrer la voie de la politique future à l'égard de la pauvreté, il importe d'être aussi exact que possible dans la description des événements observés. Malheureusement, l'insuffisance des données ne permet pas d'être précis. Les indications recueillies laissent à penser qu'un progrès considérable s'est produit dans la lutte contre la pauvreté, spécialement dans les années 60 et 70; pour les années 80, les choses sont moins claires. Dans certaines régions, la situation des pauvres s'est détériorée, tandis que, dans d'autres, le progrès des décennies précédentes s'est poursuivi et même accéléré.

Indicateurs généraux

Faute d'un indicateur de bien-être universellement accepté, il faut recourir à plusieurs mesures différentes. La première sera donnée par les variations de la consommation par habitant, de l'espérance de vie et du niveau d'instruction. La Figure 3.1 montre que, si l'espérance de vie et la scolarisation primaire ont beaucoup progressé dans toutes les régions, les gains de consommation par habitant ont été très disparates. L'Asie du Sud, par exemple, ne fait apparaître qu'une amélioration de 30 % par rapport à un niveau de départ très bas et la consommation par habitant en Afrique subsaharienne a stagné. Deux conclusions s'en dégagent. Tout d'abord, l'amélioration de certains indicateurs sociaux, comme l'espérance de vie et la scolarisation primaire, peut se produire sans que la consommation augmente. Ensuite, étant donné

Figure 3.1 Progrès et stagnation dans le monde en développement



qu'une forte proportion des pauvres du monde vit en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, la hausse substantielle de la consommation par habitant dans l'ensemble du monde en développement n'a pas déterminé une réduction uniformément marquée de la pauvreté.

Néanmoins, l'examen de moyennes régionales ne rend compte qu'indirectement de la situation des pauvres. Dans quelle mesure les pauvres ont eu part — si même ils ont eu part — à l'amélioration générale illustrée par la Figure 3.1? Pour répondre à cette question, il faut passer de l'étude des données agrégées à celle des résultats d'enquêtes.

Comment ont évolué les revenus des pauvres?

On dispose, sur des périodes d'au moins dix ans, de données d'enquêtes pour 11 pays représentant

entre eux 40 % de la population totale du monde en développement et 50 % des pauvres (Tableau 3.2). Les enquêtes correspondant aux premières années sont généralement moins fiables que les plus récentes, de sorte que les résultats sont à interpréter comme révélant des tendances plutôt que des grandeurs précises. Il faut noter aussi qu'au contraire du Chapitre 2, le présent chapitre retient des seuils de pauvreté propres à chaque pays. Toute comparaison entre pays doit tenir compte de cette différence.

Le Tableau 3.2 fait apparaître des progrès considérables dans l'abaissement de l'incidence de la pauvreté. L'Indonésie, par exemple, a réduit son indice de pauvreté de 41 points de pourcentage en l'espace de dix-sept ans. (L'Encadré 3.1 décrit cette évolution dans le cas particulier d'un village javanais.) Même des pays souvent réputés avoir suivi des voies de développement inégalitaires, comme

Tableau 3.2 Evolution de certains indicateurs de pauvreté

Pays et période	Durée de la période (années)	Indice numérique de pauvreté		Nombre de pauvres (millions)		Déficit de revenu moyen (pourcentage)	
		Première année	Dernière année	Première année	Dernière année	Première année	Dernière année
Brésil (1960-80) ^{a,b}	20	50	21	36,1	25,4	46	41
Colombie (1971-88) ^a	17	41	25	8,9	7,5	41	38
Costa Rica (1971-86) ^a	15	45	24	0,8	0,6	40	44
Inde (1972-83)	11	54	43	311,4	315,0	31	28
Indonésie (1970-87)	17	58	17	67,9	30,0	37	17
Malaisie (1973-87) ^a	14	37	15	4,1	2,2	40	24
Maroc (1970-84)	14	43	34	6,6	7,4	46	36
Pakistan (1962-84) ^{a,b}	22	54	23	26,5	21,3	39	26
Singapour (1972-82)	10	31	10	0,7	0,2	37	33
Sri-Lanka (1963-82) ^a	19	37	27	3,9	4,1	35	29
Thaïlande (1962-86) ^{a,b}	24	59	26	16,7	13,6	..	35

Note : Le présent tableau utilise des seuils de pauvreté propres à chaque pays. On a utilisé, chaque fois que possible, les seuils de pauvreté officiels ou d'usage courant. Dans les autres cas, le seuil de pauvreté a été fixé à 30 % du revenu moyen ou de la dépense moyenne. La fourchette des seuils de pauvreté, exprimée sous la forme de la dépense par membre d'un ménage et en dollars PPA, est d'environ 300 dollars à 700 dollars par an en 1985, sauf pour le Costa Rica (960 dollars), la Malaisie (1.420 dollars) et Singapour (860 dollars). Sauf indication contraire, le tableau se fonde sur la dépense par membre d'un ménage. L'indice numérique de pauvreté est le pourcentage de la population situé en dessous du seuil de pauvreté. Le déficit de revenu moyen mesure l'écart moyen de la consommation ou du revenu des pauvres situés en dessous du seuil de pauvreté en proportion du seuil de pauvreté.

a. Les mesures correspondant à cette rubrique se fondent sur le revenu et non sur la dépense.

b. Les mesures correspondant à cette rubrique s'entendent par ménage et non par membre d'un ménage.

Encadré 3.1 Le développement dans un village javanais

Le cas de Balearjo, village de l'est de Java qui compte près de 4.000 habitants, illustre ce que signifie, au niveau de l'individu, un recul de la pauvreté. Le village se trouve à environ 8 kilomètres de la ville de Gondanglegi et communique avec le monde extérieur par des chemins de terre cahoteux mais praticables. Bien qu'il reste encore un peu plus pauvre que ses voisins, les enquêtes faites en 1953 et 1985 indiquent que la vie de ses habitants s'est considérablement améliorée entre ces deux dates. Les rendements du riz ont augmenté de manière spectaculaire, passant de 2 à 6 tonnes de paddy à l'hectare pour la récolte de la saison humide, et le salaire d'une journée de travail est passé de 2 kg de riz en 1953 à près de 4 kg en 1985.

En 1953, le village aurait été considéré comme pauvre suivant la plupart des définitions. Il n'y avait de riz que quatre mois par an; le reste du temps, l'alimentation consistait en maïs puis, après épuisement, en manioc. Les vêtements étaient portés jusqu'à l'état de haillons et peu de personnes avaient des chaussures. Une maison typique était faite de chaume et de bambou, avec un sol en terre. Le mobilier était rare et rudimentaire. Peu d'habitants du village savaient lire et peu étaient sortis du village. Un quotidien apporté d'une ville voisine était la seule source de nouvelles sur le monde extérieur.

En 1985, la situation était différente. Le village disposait de riz toute l'année. Les gens étaient beaucoup mieux habillés et les chaussures étaient chose courante.

La plupart avaient des postes de radio et parfois même des postes de télévision. Plus de 90 % des maisons étaient en brique et stuc, peintes de couleurs vives, avec un sol partiellement cimenté. Il y avait davantage de meubles, y compris des chaises et des tables achetées dans le commerce. L'alphabétisation avait fait des progrès spectaculaires grâce à deux écoles primaires, dont l'une était financée par le village et l'autre par l'Etat. Les déplacements hors du village étaient courants et la connaissance de l'actualité nationale, diffusée toutes les heures par la radio, était largement répandue. En 1953, les gens utilisaient des lampes à pétrole qu'ils fabriquaient eux-mêmes et qui éclairaient mal; en 1982, le réseau de distribution électrique avait atteint Balearjo et, en 1985, de nombreux ménages s'éclairaient à l'électricité.

Des activités pénibles comme le pilage du riz et le transport à dos d'homme avaient disparu, libérant les femmes d'un certain nombre de leurs tâches les plus pénibles. L'augmentation du revenu avait entraîné une demande de produits et services nouveaux et conduit les gens, de ce fait, à faire un travail plus productif dans des domaines tels que la construction, le commerce et la petite industrie. Le renforcement de la spécialisation était visible également : en 1953, on construisait sa maison avec l'aide des voisins, tandis qu'en 1985 le plus gros du travail était fait (et mieux fait) par des charpentiers de profession.

Encadré 3.2 La pauvreté en Afrique

L'absence de statistiques fiables à différentes époques sur la répartition du revenu dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne y rend impossible toute analyse complète de l'évolution de la pauvreté. Le Projet Dimensions sociales de l'ajustement commence à remédier à ce problème et des enquêtes ont été faites dans trois pays. Pour l'heure, cependant, l'évaluation des tendances passées de la pauvreté doit s'appuyer sur quelques enquêtes auprès des ménages, complétées par des études de village, et sur des statistiques agrégées pour le revenu, la consommation et la démographie.

La Tanzanie est l'un des rares pays d'Afrique subsaharienne pour lesquels de grandes enquêtes sur les ménages urbains et ruraux ont été faites sur plusieurs années. Ces enquêtes montrent que les niveaux de vie réels en milieu rural ont baissé à un rythme annuel moyen de 2,5 % entre 1969 et 1983. La baisse en milieu urbain a été encore plus spectaculaire : les salaires réels ont chuté de 65 % au cours de la même période. La consommation privée réelle par habitant a diminué de 43 % depuis 1973 et, au lieu de viande, de produits laitiers et de légumes, les gens se sont mis à acheter des féculents et des haricots à bon marché. Des enquêtes de village ont fait apparaître une détérioration des indicateurs sociaux, malgré les efforts des pouvoirs publics

pour fournir des services à la population.

Au Nigéria, les tendances de la pauvreté ont suivi une évolution un peu différente. La hausse des prix mondiaux du pétrole et l'augmentation de la production pétrolière nigériane ont élevé la consommation et le revenu par habitant durant la majeure partie des années 70, mais le revirement économique du début des années 80 a eu de graves répercussions sur les pauvres du pays. La consommation est tombée de 7 % par an et les niveaux de vie du milieu des années 80 étaient inférieurs à ceux des années 50. Les analyses de la consommation de calories ne font apparaître aucune amélioration entre 1952 et 1985. La crise économique des années 80 a été si sévère qu'elle a fait plus qu'effacer le progrès des vingt années précédentes.

C'est récemment seulement que les niveaux de vie ont recommencé à monter au Ghana après deux décennies de croissance négative. En 1985, près de 60 % de la population vivaient avec moins de 370 dollars par an. Le Botswana est l'un des rares pays d'Afrique à avoir connu une croissance rapide (près de 9 % par an depuis 1965), mais, là aussi, près de 50 % de la population avaient des revenus inférieurs à 370 dollars par an en 1985-86. A quelques exceptions près, les indications recueillies confirment que la pauvreté en Afrique subsaharienne est très grande et qu'elle s'aggrave encore.

le Brésil et le Pakistan, ont réussi à faire reculer l'indice de pauvreté. Fait plus remarquable encore, l'Inde, pays qui a la plus forte concentration de pauvres au monde, a réduit l'incidence de la pauvreté de 11 points de pourcentage en onze ans seulement.

L'accroissement rapide de la population a fait augmenter le nombre absolu des pauvres dans certains pays. Néanmoins, comme le révèle l'évolution du déficit de revenu moyen, les pauvres ont une situation meilleure même s'ils sont toujours pauvres. Au Maroc, par exemple, le nombre des personnes situées en dessous du seuil de pauvreté a augmenté de près de 1 million, mais leur dépense moyenne est passée de 54 % à 64 % du seuil de pauvreté. En résumé, donc, les chiffres recueillis font état d'un progrès considérable dans la diminution de l'incidence de la pauvreté, d'une réduction plus modeste du nombre des pauvres et d'une certaine amélioration des niveaux de vie de ceux qui sont demeurés pauvres.

L'appréciation qui précède souffre toutefois de l'absence de données fiables pour l'Afrique subsaharienne. L'analyse des tendances divergentes donnée au Chapitre 1 et l'indication d'une stagna-

tion de la consommation par habitant qui ressort de la Figure 3.1 donnent à penser que le progrès dans la lutte contre la pauvreté a probablement été le plus lent dans cette région. Même dans l'hypothèse où la répartition du revenu ne se serait pas dégradée entre 1965 et 1985, le nombre des Africains pauvres aurait augmenté de 55 millions. Les indications recueillies à partir de petites enquêtes locales et d'autres sources corroborent cette conclusion générale (Encadré 3.2).

Le Tableau 3.2 porte sur des périodes d'au moins dix ans et peut donc masquer l'effet des récessions du court terme. De nombreux observateurs ont soutenu que la récession et l'ajustement des années 80 ont été particulièrement dommageables pour les pauvres. Le Tableau 3.3 présente des indications chiffrées de l'évolution de la pauvreté dans les années 80. Les statistiques mettent en évidence la continuité du progrès dans plusieurs pays d'Asie de l'Est et du Sud. L'Inde, l'Indonésie, la Malaisie et le Pakistan — qui regroupaient plus de 40 % des pauvres du monde en 1985 — ont réussi à réduire l'incidence de la pauvreté dans les années 80. La Chine, malgré un renversement de tendance après 1985, a enregistré, elle aussi, un recul

de la pauvreté au début des années 80. Dans les régions les plus gravement touchées par la récession, cependant, la pauvreté s'est aggravée. Pour tous les pays d'Amérique latine du tableau, le Brésil compris, l'incidence de la pauvreté a augmenté durant une partie au moins des années 80. En Afrique subsaharienne, les seuls chiffres disponibles, ceux de la Côte d'Ivoire, font apparaître une légère augmentation de la pauvreté au milieu des années 80. Enfin, les problèmes de l'Europe de l'Est sont évidents : la Pologne et la Yougoslavie ont enregistré une forte augmentation de la pauvreté.

Le progrès social et les pauvres

En principe, il serait souhaitable de soumettre les indicateurs sociaux qui apparaissent à la Figure 3.1 au même type d'analyse, mais les distributions des indicateurs sociaux ne sont généralement pas connues. Nous savons, par contre, que les non-pauvres ont habituellement accès aux services so-

ciaux avant les pauvres. Dès lors, c'est seulement si le pourcentage de la population auquel parviennent les services sociaux dépasse le pourcentage des non-pauvres qu'on peut conclure que certains des pauvres y ont accès.

Le Tableau 3.4 compare le pourcentage des non-pauvres parmi la population et les taux de scolarisation primaire et le pourcentage d'enfants vaccinés. En Asie de l'Est, l'objectif d'universalisation de l'instruction primaire était quasiment atteint dès 1985, ce qui signifie que la plupart des pauvres avaient accès à l'enseignement primaire. En Afrique subsaharienne, le taux de scolarisation n'est que légèrement supérieur au pourcentage des non-pauvres, ce qui permet de penser que peu de pauvres sont scolarisés. Les autres régions occupent une position intermédiaire. La protection sanitaire, mesurée par le pourcentage d'enfants vaccinés, fait apparaître une physionomie régionale analogue, mais à des niveaux inférieurs. Les indications recueillies tendent à montrer que de nombreux pauvres ont bénéficié de l'expansion

Tableau 3.3 Evolution de la pauvreté dans les années 80

<i>Pays et période</i>	<i>Durée de la période (années)</i>	<i>Indice numérique de pauvreté</i>		<i>Nombre de pauvres (millions)</i>		<i>Déficit de revenu moyen (pourcentage)</i>	
		<i>Première année</i>	<i>Dernière année</i>	<i>Première année</i>	<i>Dernière année</i>	<i>Première année</i>	<i>Dernière année</i>
Brésil (1981-87) ^a	6	19	24	23,1	33,2	..	..
Chine (1985-88) ^{a,b}	3	10	14	79,2	101,3	25	24
Colombie (1978-88) ^a	10	24	25	6,0	7,5	36	38
Costa Rica (1977-83) ^a	6	29	36	0,6	0,9	44	39
Costa Rica (1983-86) ^a	3	36	24	0,9	0,6	39	44
Côte d'Ivoire (1985-86)	1	30	31	3,1	3,3	33	26
Inde (1977-83)	6	50	43	324,9	315,0	29	28
Indonésie (1984-87)	3	28	17	45,4	30,0	24	17
Malaisie (1984-87) ^a	3	15	14	2,3	2,2	26	24
Pakistan (1979-84)	5	21	20	17,1	18,7	19	19
Pologne (1978-87) ^a	9	9	23	3,3	8,6	..	..
Thaïlande (1981-86) ^{a,c}	5	20	26	9,5	13,6	27	35
Venezuela (1982-87) ^a	5	12	16	1,9	3,0	26	31
Yougoslavie (1978-87) ^a	9	17	25	3,8	5,7	..	..

Note : Voir les définitions dans la note du Tableau 3.2. La fourchette des seuils de pauvreté, exprimée sous la forme de la dépense par membre d'un ménage et en dollars PPA, est d'environ 300 à 700 dollars par an en 1985, sauf pour le Costa Rica (960 dollars) et la Malaisie (1.420 dollars).

a. Les mesures correspondant à cette rubrique se fondent sur le revenu et non sur la dépense.

b. Ruraux seulement.

c. Les mesures correspondant à cette rubrique s'entendent par ménage et non par membre d'un ménage.

Tableau 3.4 Les services sociaux ont-ils touché les pauvres dans les pays en développement?

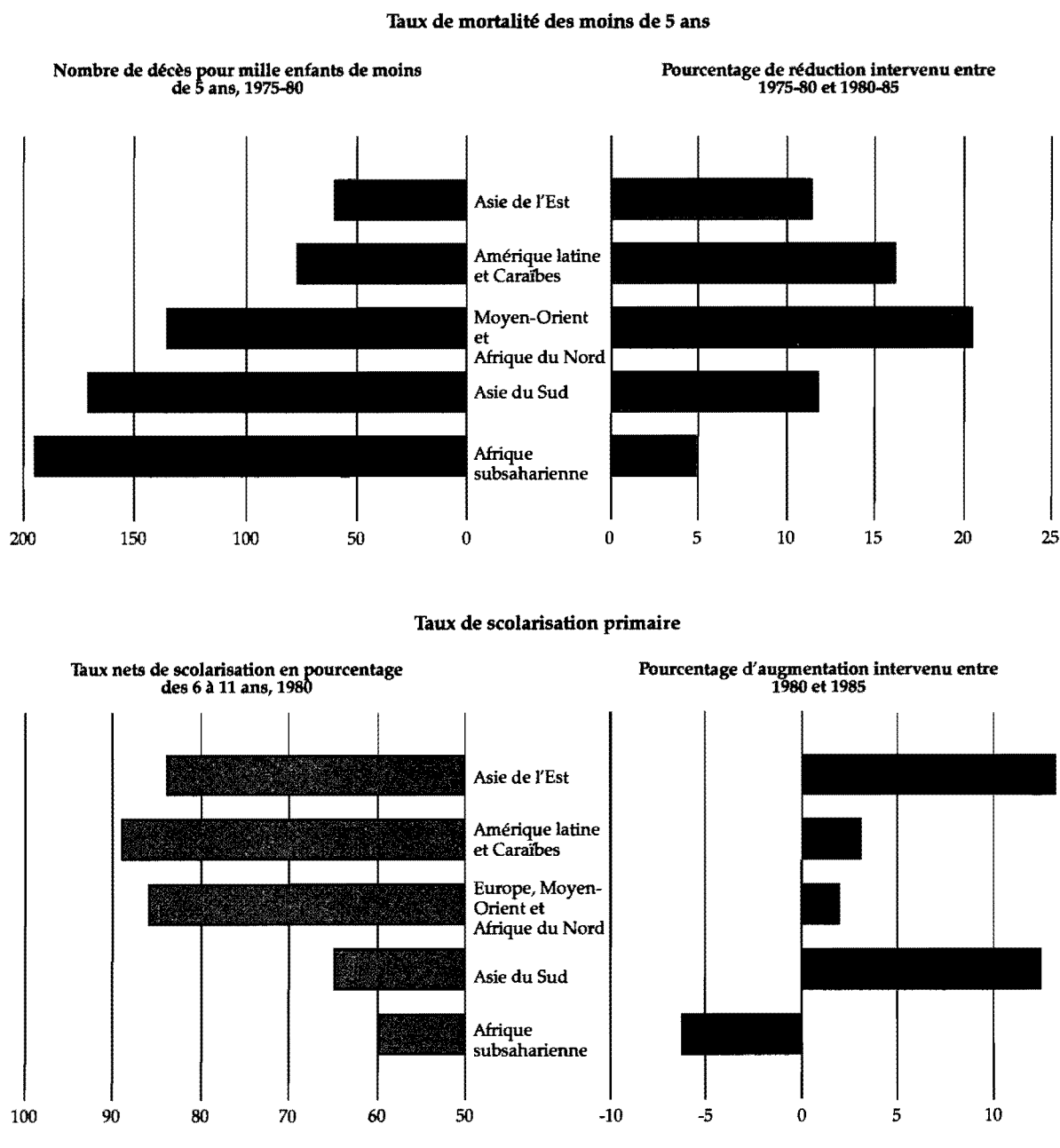
<i>Indicateur (1985)</i>	<i>Afrique subsaharienne</i>	<i>Asie de l'Est</i>	<i>Asie du Sud</i>	<i>Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord</i>	<i>Amérique latine et Caraïbes</i>	<i>Tous pays en développement</i>
Pourcentage de non-pauvres dans la population	53	79	49	75	81	67
Taux net de scolarisation primaire (pourcentage)	56	96	74	88	92	84
Pourcentage d'enfants vaccinés	47	73	43	63	65	58

de l'enseignement (sauf en Afrique subsaharienne), mais que les progrès ont été moins nets jusqu'à 1985 dans l'extension des soins de santé en direction des pauvres. Toute nouvelle avance de la protection sanitaire bénéficiera principalement aux pauvres.

Les moyennes régionales masquent les résultats stupéfiants que certains pays ont obtenus dans la prestation de services sociaux à la population. La

Colombie, où la mortalité des moins de cinq ans est tombée de 135 pour mille en 1965 à 42 pour mille en 1985, et le Costa Rica, où 95 % de la population ont accès aux soins de santé primaires, montrent ce qui peut être fait. Même dans les régions dont les résultats globaux sont médiocres, certains pays ont accompli de grands progrès. Le Botswana, par exemple, a atteint l'objectif d'universalisation de l'instruction primaire et son taux de

Figure 3.2 L'impact de la récession sur les indicateurs sociaux dans les pays en développement



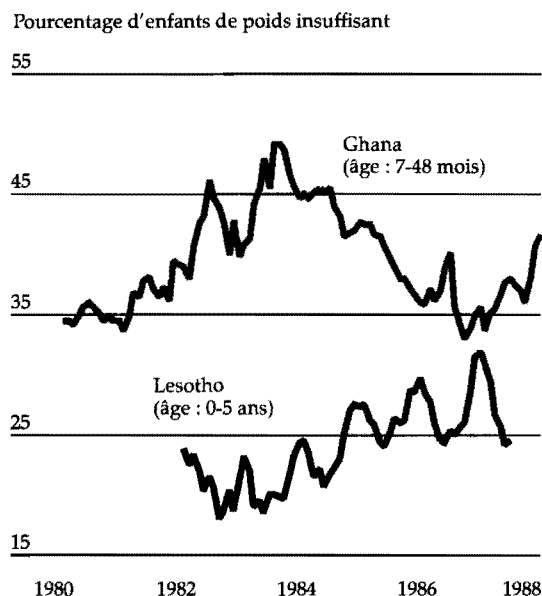
mortalité des moins de cinq ans est tombé de 165 à 70 pour mille dans l'espace des deux dernières décennies. L'ampleur des progrès obtenus dans ces pays est telle que les pauvres ont forcément eu part à l'amélioration générale. A l'autre extrémité de l'éventail figurent les pays où l'évolution a été beaucoup moins favorable que ce qu'indiquent les moyennes régionales. Au Pakistan, le taux net de scolarisation n'a guère progressé dans les vingt dernières années — il n'était que de 43 % en 1985 — et on estime que 36 % de la population n'a pas accès aux soins de santé.

Récemment, les préoccupations se sont portées surtout sur l'effet que la récession du début des années 80 a pu avoir sur la fourniture des services sociaux aux pauvres. En Afrique subsaharienne et en Amérique latine, les deux régions les plus touchées par la récession, près de la moitié des pays pour lesquels on dispose de renseignements ont subi des baisses substantielles de la dépense réelle d'éducation et de santé par habitant. Pour le début des années 80, toutefois, les indicateurs sociaux tracent un tableau un peu moins noir, du moins en Amérique latine.

La Figure 3.2 indique que les progrès des taux de mortalité des moins de cinq ans et des taux de scolarisation primaire se sont poursuivis dans les années 80 dans la plupart des pays du monde en développement. Ils ont été le plus lents dans la région qui en avait le plus grand besoin, l'Afrique subsaharienne. Cette région avait le taux de mortalité des moins de cinq ans le plus élevé et le taux de scolarisation le plus bas en début de période; elle a fait le moins de progrès dans la mortalité des moins de cinq ans et son taux de scolarisation a même baissé. Au contraire, le recul de la mortalité des moins de cinq ans s'est de plus en plus affirmé dans plusieurs pays d'Amérique latine. Au Brésil, au Chili et en Colombie, par exemple, ce recul était plus prononcé à la fin des années 70 et au début des années 80 que durant les années 60 et 70.

Les changements intervenus dans la situation nutritionnelle peuvent donner une autre mesure des effets de la récession. Les chiffres relatifs à la nutrition n'ont pas toujours une portée nationale mais, comme ils proviennent souvent de régions en difficulté, ils n'en sont pas moins particulièrement intéressants. Les constatations recueillies au sujet des régions les plus touchées par la récession confirment les tendances déjà notées. En Amérique latine, la malnutrition a continué à reculer au Chili, en Colombie et au Costa Rica, mais les progrès ont cessé en Uruguay et au Venezuela, et des signes de détérioration apparaissent au Guatemala

Figure 3.3 Tendances de la malnutrition dans les années 80 : Ghana et Lesotho



Note : Le pourcentage d'enfants de poids insuffisant (moins de 80 % du poids normal pour l'âge) est utilisé ici comme indicateur de malnutrition.

et au Pérou. En Afrique subsaharienne, elle s'aggrave et le nombre d'enfants de poids insuffisant a augmenté substantiellement. On peut discerner deux grandes tendances. Au Bénin, au Burkina Faso, au Ghana et au Togo, elle a fortement augmenté au milieu des années 80, puis, après avoir reculé jusqu'à 1986, elle a recommencé à augmenter. L'Éthiopie, le Lesotho, Madagascar, le Niger et le Rwanda ont manifesté une tendance plus persistante à la montée de la malnutrition autour de fluctuations saisonnières marquées. (La Figure 3.3 illustre cette évolution pour le Ghana et le Lesotho.)

Evaluation d'ensemble

Bien que les circonstances varient énormément d'un pays à l'autre, l'analyse entreprise ici fait apparaître une amélioration sensible, en longue durée, dans la mortalité des moins de cinq ans, l'espérance de vie et la scolarisation primaire. Dans ces domaines, la situation du début à la moitié des années 80 était, dans chaque région, nettement meilleure que dans les années 60 et 70. Sauf en

Afrique subsaharienne, les revenus des pauvres ont augmenté eux aussi, et parfois substantiellement.

Ces dernières années, cependant, l'évolution a varié selon le lieu considéré. La plupart des pauvres ont vu leur situation s'améliorer à tous égards, mais la raison en est que la plupart vivent en Asie du Sud et en Asie de l'Est. Dans bien des pays d'Amérique latine et d'Europe de l'Est, leur revenu a baissé, alors même que les indicateurs sociaux ont mieux résisté et qu'ils se sont même améliorés, dans certains pays, plus vite qu'avant la récession des années 80. La situation des pauvres d'Afrique subsaharienne s'est encore dégradée dans les années 80; le déclin amorcé dans les années 70 s'est poursuivi et parfois accéléré.

Différences régionales mises à part, l'examen fait apparaître aussi que certains pays ont réussi beaucoup mieux que d'autres à faire reculer la pauvreté. Le Tableau 3.5 le montre pour deux indicateurs fondamentaux — l'indice numérique de pauvreté et le taux de mortalité des moins de cinq ans — pour dix pays. Dans la suite du présent chapitre, on cherche, à partir de l'expérience des pays, à mettre en évidence les facteurs qui sont cause de ces divergences.

Les facteurs qui influent sur les résultats obtenus par les pays

Les interventions socio-économiques ont une influence déterminante, tant sur la réduction de la pauvreté, mesurée par le revenu, que sur l'amélioration des indicateurs sociaux. Elles exercent un effet indirect sur les revenus par l'intermédiaire du taux et du modèle de croissance économique. Elles influent plus directement sur les indicateurs sociaux, principalement par le programme de dépenses de l'Etat. Hausse des revenus et amélioration des indicateurs sociaux sont clairement liées, l'une soutenant l'autre de multiples manières. Mais, comme l'effet direct des interventions de l'Etat sur les indicateurs sociaux est plus facile à mesurer, il est tentant de commencer par lui.

Améliorer les indicateurs sociaux

Les pays qui ont réussi à assurer aux pauvres les services d'enseignement primaire et de soins de santé primaires sont ceux qui ont pris les dispositions budgétaires nécessaires à cet effet (Tableau 3.6). En 1985, les dépenses d'enseignement primaire en pourcentage du PNB étaient plus de quatre fois plus élevées au Botswana, où le taux de scolarisation était de 99 %, qu'en Haïti, où le taux

correspondant n'était que de 55 %. De même, dans les pays où les soins de santé sont largement accessibles, comme au Chili et à Maurice, la dépense en pourcentage du PNB est plusieurs fois supérieure à ce qu'elle est dans des pays comme l'Inde et le

Tableau 3.5 Variation suivant les pays

Pays et période	Réduction annuelle moyenne	
	Indice numérique de pauvreté (points de pourcentage) ^a	Mortalité des moins de 5 ans (pourcentage) ^b
Indonésie (1970-87)	2,34 (58)	3,3 (146)
Malaisie (1973-87)	1,66 (37)	3,7 (46)
Brésil (1960-80)	1,45 (50)	2,8 (107)
Pakistan (1962-84)	1,43 (54)	1,8 (200)
Costa Rica (1971-86)	1,41 (45)	9,3 (35)
Thaïlande (1962-86)	1,40 (59)	4,4 (70)
Inde (1972-83)	1,04 (54)	1,8 (199)
Colombie (1971-88)	0,91 (41)	7,2 (64)
Maroc (1970-84)	0,64 (43)	5,6 ^c (136)
Sri Lanka (1963-82)	0,51 (37)	2,8 (66)

Note : On obtient à peu près la même classification si l'on utilise le déficit de revenu au lieu de l'indice numérique.

a. Niveau initial entre parenthèses.

b. Taux pour 1975-80 entre parenthèses.

c. 1977-81.

Tableau 3.6 Dépenses du secteur social en pourcentage du PNB

Secteur et pays	1975	1985
<i>Enseignement primaire</i>		
Taux élevé de scolarisation		
Botswana	2,1	2,8
Tunisie	1,9	2,3
Chili	1,4	2,2
Thaïlande	1,6	2,0
Faible taux de scolarisation		
Népal	0,7	1,0
Ghana	1,1	0,7
Pakistan	0,6	0,7
Haïti	0,6	0,6
<i>Santé</i>		
Faible taux de mortalité des moins de 5 ans		
Chili	2,5	2,1
Maurice	2,0	2,0
Malaisie	1,9	1,8
Sri Lanka	1,7	1,3
Taux élevé de mortalité des moins de 5 ans		
Ethiopie	0,8	1,2
Burkina Faso	0,8	0,9
Inde	0,3	0,3
Pakistan	0,3	0,2

Pakistan, où la mortalité des moins de cinq ans reste exceptionnellement élevée et où le pourcentage d'enfants vaccinés est bas.

Mais l'augmentation de la dépense publique n'est pas toujours la solution pour améliorer le bien-être des pauvres. Il est souvent plus important de mieux répartir les dépenses à l'intérieur du

secteur considéré et de faire un emploi plus efficace des fonds. Il est clair, cependant, qu'à condition d'orienter correctement les dépenses publiques, une amélioration spectaculaire des services sociaux est possible même pour les pays à faible revenu. Dans l'échantillon de dix pays retenu au Tableau 3.5, la dépense publique entre pour

Encadré 3.3 Les mécanismes d'évolution de la pauvreté

Pour tout accroissement du revenu des pauvres, la réduction de la pauvreté dépend du niveau auquel les pauvres se situent par rapport au seuil de pauvreté. S'ils se concentrent juste en dessous de ce seuil, l'amélioration de leur revenu aura sur la pauvreté un effet plus fort que s'ils sont plus uniformément répartis.

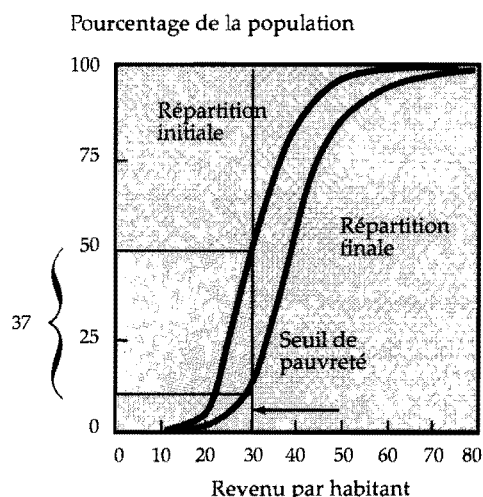
La Figure 3.3A illustre la fonction de répartition cumulative, c'est-à-dire le pourcentage d'individus ne recevant pas plus qu'un revenu particulier, exprimé comme une fonction de ce revenu. Par exemple, si le seuil de pauvreté est fixé à 30, la courbe qui apparaît à gauche de chaque figure indique que 50 % de la population sont pauvres. Une hausse du revenu de 50 % déplacera la fonction de répartition vers la droite. La réduction de l'incidence de la pauvreté est de 37 points de pourcentage dans la partie supérieure de la figure, mais seulement de 27 points de pourcentage dans la partie inférieure.

La différence de résultat tient aux différences de pente de la fonction de répartition à hauteur du seuil de pauvreté. Si la pente est très forte (ce qui implique une moindre inégalité aux environs du seuil de pauvreté), comme c'est le cas dans la partie supérieure de la figure, un grand nombre de pauvres se situent juste en dessous du seuil. Une hausse du revenu fait passer de nombreux individus au-dessus du seuil et l'incidence de la pauvreté diminue considérablement. Si la pente est moins forte (ce qui implique une plus grande inégalité aux environs du seuil de pauvreté), comme dans la partie inférieure de la figure, peu d'individus se situent immédiatement en dessous. Dans ce cas, la même hausse du revenu ne fait passer qu'un petit nombre de pauvres au-dessus du seuil et la réduction de l'incidence de la pauvreté est beaucoup moindre.

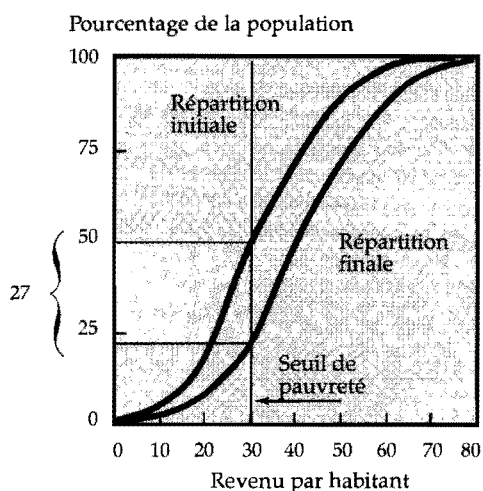
Par exemple, sur la base des statistiques de la répartition des revenus les plus récentes, une hausse de 10 % du revenu des pauvres au Bangladesh et en Inde réduirait l'incidence de la pauvreté d'environ 7 points de pourcentage. Là où la répartition du revenu est plus inégale, comme au Venezuela et au Brésil, le chiffre correspondant ne serait que de 3 points de pourcentage.

Figure 3.3A Impact de la situation de départ sur la lutte contre la pauvreté

Forte concentration de pauvres juste au-dessous du seuil de pauvreté



Plus faible concentration de pauvres juste au-dessous du seuil de pauvreté



beaucoup dans l'explication des différences de mortalité des moins de cinq ans. Les pays qui obtiennent les meilleurs résultats sont Sri Lanka parmi les pays à faible revenu et, parmi les pays à revenu intermédiaire, le Costa Rica. L'un et l'autre sont depuis longtemps — depuis la première moitié de ce siècle — acquis à l'idée que l'Etat doit assurer des services sociaux à la population.

Accroître le revenu

Il est moins simple d'isoler les facteurs qui influent sur le revenu des pauvres que dans le cas des indicateurs sociaux. A un stade préliminaire, on peut en «expliquer» les variations en distinguant la part due à la croissance générale de l'économie et celle qui tient à des changements dans l'inégalité du revenu (Encadré 3.3). On a dit que l'inégalité s'aggrave d'abord avec le développement pour ne reculer que plus tard. Cette idée a été résumée sous la forme de la «courbe de Kuznets», qui postule un rapport en U inversé entre l'inégalité et le revenu

moyen. La courbe implique qu'un conflit est possible entre croissance et pauvreté. Dans le cas extrême, l'inégalité du revenu peut s'aggraver assez vite au début de la croissance économique pour que la pauvreté augmente; la croissance serait ainsi paupérisante.

Le Tableau 3.7 cherche à vérifier simplement le bien-fondé de cette opinion. Il indique la variation de la pauvreté mesurée par l'indice numérique de pauvreté des Tableaux 3.2 et 3.3 pour la comparer ensuite avec une variation simulée de la pauvreté, qui est la variation qui se serait produite si l'inégalité était demeurée constante — c'est-à-dire si chacun avait reçu le même pourcentage de hausse des revenus. Si la baisse effective de la pauvreté est inférieure à la baisse simulée, la croissance a aggravé l'inégalité et les pauvres y ont moins gagné que les non-pauvres. Si la baisse effective est supérieure à la baisse simulée, alors c'est l'inverse qui est vrai.

Le Tableau 3.7 examine des périodes de croissance à long terme et des récessions à court terme.

Tableau 3.7 Pauvreté, croissance économique et récession

<i>Pays et période</i>	<i>Durée de la période (années)</i>	<i>Réduction de la pauvreté observée (points de pourcentage)^a</i>	<i>Réduction de la pauvreté simulée (points de pourcentage)^b</i>	<i>Croissance annuelle du revenu moyen ou de la dépense moyenne (pourcentage)</i>
<i>Croissance à long terme</i>				
Indonésie (1970-87)	17	41	35	3,4
Thaïlande (1962-86)	24	33	30	2,7
Pakistan (1962-84)	22	31	26	2,2
Brésil (1960-80)	20	29	34	5,1
Malaisie (1973-87)	14	23	19	4,0
Singapour (1972-82)	10	21	19	6,4
Costa Rica (1971-86)	15	21	22	3,5
Colombie (1971-88)	17	16	8	1,1
Inde (1972-83)	11	11	10	1,0
Sri Lanka (1963-82)	19	10	8	0,9
Maroc (1970-84)	14	9	1	0,2
<i>Récession à court terme</i>				
Costa Rica (1983-86)	3	12	13	10,9
Indonésie (1984-87)	3	11	9	5,0
Inde (1977-83)	6	7	2	0,8
Malaisie (1984-87)	3	1	-1	-0,7
Pakistan (1979-84)	5	1	4	1,2
Colombie (1978-88)	10	-1	-1	-1,2
Côte d'Ivoire (1985-86)	1	-1	-5	-5,4
Chine (1985-88) ^c	3	-4	5	6,7
Brésil (1981-87)	6	-5	1	0,9
Venezuela (1982-87)	5	-5	-6	-4,5
Thaïlande (1981-86)	5	-6	0	0,0
Costa Rica (1977-83)	6	-7	-8	-3,4
Yougoslavie (1978-87)	9	-7	-12	-2,9
Pologne (1978-87)	9	-14	-17	-1,2

a. Variation absolue de l'indice de pauvreté sur la base de la définition de la pauvreté absolue retenue par le pays concerné.

b. La simulation postule que l'inégalité du revenu ne varie pas.

c. Population rurale seulement.

En général, la croissance à long terme n'a eu qu'un effet limité sur l'inégalité, mais elle a généralement eu tendance à la réduire. En Inde, par exemple, les variations effectives et simulées de la pauvreté sont presque exactement identiques. Ceci implique que le pourcentage d'amélioration a été à peu près le même pour les pauvres que pour le reste de la population et que le revenu généré par la croissance a été réparti de la même manière que le revenu initial.

Dans certains pays, comme la Colombie, les variations de l'inégalité dans le long terme ont été plus importantes. Mais ces exemples et les autres cas ne légitiment pas l'hypothèse de Kuznets ou celle de la croissance paupérisante. Dans les pays à faible revenu, l'inégalité se comble constamment (contrairement à l'hypothèse de Kuznets), et il ne se présente aucun cas où l'effet de la croissance est gommé par des variations de l'inégalité (contrairement à l'hypothèse de la croissance paupérisante). Bref, la croissance réduit la pauvreté. Néanmoins, là où l'inégalité s'est aggravée, comme au Brésil, les conséquences qui en résultent pour la pauvreté sont considérables. Si elle avait diminué comme en Malaisie, celle-ci se serait réduite de 43 points de pourcentage entre 1960 et 1980, au lieu de 29. Au même titre que le taux, le modèle de croissance est donc un important déterminant de l'évolution de la pauvreté.

Comme le montre la partie inférieure du Tableau 3.7), le lien entre croissance et réduction de la pauvreté existe toujours dans les années 80, mais il est plus faible qu'auparavant. Dans l'ensemble, la croissance économique réduit la pauvreté et la régression économique l'augmente. Les fluctuations de l'inégalité ont cependant été plus amples dans les années 80. En Malaisie, par exemple, la pauvreté a diminué bien que le revenu moyen ait baissé lui aussi. Ceci donne à penser que les chocs extérieurs ou d'importants changements de politique socio-économique peuvent modifier l'incidence de la pauvreté en agissant sur l'inégalité des revenus, tandis qu'en période plus stable la croissance économique est l'influence dominante sur la pauvreté.

La conclusion selon laquelle la croissance réduit la pauvreté serait-elle infirmée dans le cas des très pauvres et non plus des pauvres? Les seuils de pauvreté propres aux différents pays utilisés pour la présente analyse définissent comme pauvres de 20 à 50 % de la population. Si l'on considère le dixième le plus pauvre de la population, on constate qu'en période de croissance stable le groupe ainsi défini a bénéficié d'une hausse en pourcentage de son revenu supérieure à la moyenne dans

tous les pays, hormis le Brésil et le Costa Rica où l'inégalité s'est aggravée. Au Brésil, les pauvres ont néanmoins vu leur revenu augmenter substantiellement; au Costa Rica, ils ont subi une perte. En général, donc, les plus pauvres d'entre les pauvres ont participé pleinement à la croissance économique.

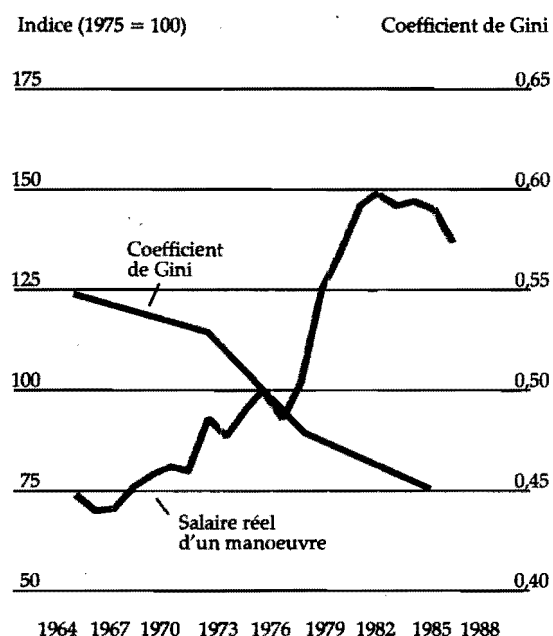
Aucune tendance simple ne s'est dessinée durant les années 80. Dans la moitié environ des pays, les très pauvres ont souffert davantage, ou moins progressé, que l'individu moyen. En Colombie, par exemple, le revenu moyen de l'ensemble de la population a diminué de 11 % entre 1978 et 1988, tandis que celui du dixième le plus pauvre a chuté de plus de 20 %. En revanche, la situation des ménages les plus pauvres des autres pays a évolué beaucoup plus favorablement que celle du reste de la population. En Malaisie, la moyenne des revenus a diminué de 2 % entre 1984 et 1987, mais le revenu moyen des plus pauvres a en fait augmenté de 9 %.

Ces conclusions permettent de mieux saisir les différences d'expérience entre les pays énumérés au Tableau 3.5. La croissance économique a été de toute évidence importante : dans les deux pays où la réduction de la pauvreté a été le plus rapide, le revenu par habitant a augmenté de plus de 3 % par an, tandis que les deux pays où la pauvreté a le moins diminué ont enregistré des taux de croissance de moins de 1 %. Dans les économies égalitaires (l'Indonésie, par exemple), une croissance économique qui a maintenu le même degré d'inégalité a été suffisante pour réduire rapidement la pauvreté. Là où la répartition initiale du revenu était moins égale, comme en Colombie, les modifications de l'inégalité ont été un important complément de la croissance générale.

La croissance économique et les modifications de l'inégalité ne sont cependant pas des instruments de politique socio-économique : ce sont des conséquences. Quelles ont été, dans des économies égalitaires comme l'Indonésie, les politiques qui ont stimulé la croissance et même légèrement réduit le degré initial d'inégalité? Et quelles ont été, dans des économies inégalitaires comme la Colombie, les politiques qui ont permis aux pauvres de bénéficier plus que proportionnellement de la croissance? La réponse se trouve dans les facteurs qui déterminent le revenu des pauvres.

LA PROPRIÉTÉ DES RESSOURCES. La redistribution aux pauvres du stock de ressources s'est parfois révélée efficace, mais c'est plutôt là l'exception que la règle. Les vastes redistributions de terres ont provoqué une réduction rapide de la pauvreté,

Figure 3.4 Inégalité et salaires, Colombie, 1965 à 1986



mais elles n'ont eu lieu qu'en période de profondes transformations politiques. La distribution de capitaux nouveaux (c'est-à-dire l'investissement) en faveur des pauvres a été chose plus courante. En particulier, l'investissement en capital humain sous la forme de soins de santé et d'instruction primaire a été un élément important de la démarche suivie par plusieurs pays. L'effet de hausse que cela peut avoir sur le revenu dépend, cependant, des possibilités qui s'offrent de mettre à profit les nouvelles compétences acquises.

LA REMUNERATION DES RESSOURCES. Comme la pauvreté est largement un phénomène rural et que de nombreux pauvres tirent, directement ou indirectement, leurs revenus du secteur agricole, une croissance qui élève la productivité agricole et la rémunération du travail agricole devrait être un moyen particulièrement efficace de réduire la pauvreté. Le contraste entre l'Indonésie et l'Inde illustre cette proposition. Entre 1970 et 1987, la pauvreté a diminué de 41 points de pourcentage en Indonésie; dans le même temps, le pouvoir d'achat de la valeur ajoutée agricole a augmenté de 2,6 % par an par habitant rural. Entre 1984 et 1987, période de recul particulièrement rapide de la

pauvreté, le pouvoir d'achat a augmenté de 5,0 % par an. En Inde, au contraire, la pauvreté n'a reculé que de 11 points de pourcentage et le pouvoir d'achat agricole a augmenté de moins de 0,4 % par an. Pour l'essentiel, la diminution de la pauvreté en Inde — 7 points de pourcentage entre 1977 et 1983 — s'est produite à une époque où le pouvoir d'achat agricole augmentait de 1,5 % par an. L'analyse économétrique confirme que la pauvreté rurale en Inde est fortement liée au revenu agricole.

En Inde comme en Indonésie, les répartitions initiales du revenu étaient à peu près égales et la croissance a pu réduire la pauvreté, alors que le degré d'inégalité demeurait le même. Lorsque la répartition initiale est moins égale, la croissance doit modifier la structure de la répartition des gains en faveur des pauvres pour exercer un effet sensible. La Colombie est l'un des quelques pays d'Amérique latine qui ont réussi à améliorer une répartition des revenus initialement très inégale. Le coefficient de Gini (mesure de l'inégalité où le chiffre 1 représente l'inégalité complète et 0 l'égalité parfaite) y est tombé de 0,54 à 0,48 entre 1971 et 1978, et l'incidence de la pauvreté y a diminué de 2,9 points de pourcentage par an. Comme le montre la Figure 3.4, la rémunération de la ressource la plus importante des pauvres — sa force de travail — a dû fortement augmenter pour produire un tel résultat. Entre 1971 et 1978, les salaires réels de la main-d'oeuvre non qualifiée ont augmenté de 6,6 % par an, contre une augmentation du PNB par habitant de 3,9 %. La répartition du revenu s'est ainsi modifiée en faveur des pauvres. L'Encadré 3.4 illustre l'évolution des salaires et de la pauvreté en période de croissance économique — les révolutions industrielles du Royaume-Uni et des Etats-Unis.

On peut aussi revaloriser le capital de main-d'oeuvre des pauvres par la productivité. En Malaisie, l'investissement dans la revalorisation de leur main-d'oeuvre a contribué à l'essor de la croissance avec légère amélioration d'une assez inégale répartition du revenu et recul de la pauvreté de 23 points de pourcentage entre 1973 et 1987. Durant la même période, la rémunération moyenne du travail de la main-d'oeuvre rurale a augmenté de près de 75 %. Les études qui ont été faites semblent indiquer que l'amélioration de l'éducation est à créditer d'un quart environ de la hausse du revenu agricole et d'à peu près les trois quarts de celle du revenu non agricole. En investissant dans le capital humain des pauvres et en créant un environnement dans lequel les aptitudes nouvelles

Encadré 3.4 Croissance, salaires réels et pauvreté : le Royaume-Uni et les Etats-Unis, 1770 à 1920

L'histoire de la révolution industrielle au Royaume-Uni et aux Etats-Unis suggère l'existence d'un lien entre croissance, salaires réels et pauvreté. Dans les deux pays, le développement au premier stade de la révolution a été de type capitaliste. Etant donné que, simultanément, l'offre de main-d'œuvre augmentait, les salaires réels des travailleurs sans qualifications ont été lents à augmenter et la croissance économique n'a eu que peu d'effet sur la pauvreté. Après 1820 environ au Royaume-Uni et 1880 aux Etats-Unis, cependant, les salaires réels ont commencé à augmenter et la pauvreté à reculer.

En Grande-Bretagne, la révolution industrielle a démarré vers 1770, mais les salaires réels n'ont guère augmenté jusqu'en 1820. Durant les vingt premières années du XIX^e siècle, les gains des travailleurs adultes non qualifiés de sexe masculin n'ont augmenté que de 0,2 % par an. La hausse a été beaucoup plus rapide et plus régulière, à un rythme annuel de 1,7 % durant les cinquante années suivantes. Après 1840 environ, le PIB des Etats-Unis a augmenté sensiblement plus vite que celui du Royaume-Uni à un stade comparable, mais les salaires réels des travailleurs urbains non qualifiés ont progressé de moins de 0,2 % par an entre 1845 et 1880. Alors, comme au Royaume-Uni, leur hausse s'est accélérée pour se situer à 1,3 % par an durant les quarante années suivantes.

Dans les deux pays, le progrès technique a d'abord privilégié l'industrie à forte intensité de capital et à forte intensité de qualifications par rapport à une agriculture à forte intensité de main-d'œuvre. La croissance lente de la demande de main-d'œuvre a conjugué ses effets avec un accroissement démographique spectaculaire pour ralentir la croissance des salaires réels. Plusieurs décennies après le début de la révolution industrielle, les progrès techniques de l'agriculture ont fait apparaître un type de croissance plus équilibré et, à une attitude de prévention en faveur d'un type de production économe en main-d'œuvre, qui a caractérisé les débuts de l'industrialisation, a succédé une attitude de neutralité ou même de prévention en faveur d'une utilisation intensive de la main d'œuvre. L'abaissement du taux des naissances et le resserrement du contrôle de l'immigration ont ralenti la croissance démographique, et les salaires réels ont augmenté à un rythme plus rapide.

Au Royaume-Uni, le paupérisme a diminué après 1840. Les chiffres les plus fiables pour les Etats-Unis, provenant de l'Etat de New York, indiquent que la pauvreté s'est aggravée jusqu'à 1865, date à laquelle 8 % de la population recevaient des aides locales; après cela, elle a diminué jusqu'à la fin du siècle. Dans l'un et l'autre pays, la croissance des salaires réels des travailleurs non qualifiés a réduit l'incidence de la pauvreté.

ont pu être utilement mises à profit, la Malaisie a amélioré à la fois les conditions de vie des pauvres dans le court terme et les perspectives d'une hausse de leur revenu dans le moyen terme.

Sri Lanka a moins bien réussi à concrétiser le potentiel de gains de productivité généré par les dépenses sociales. Elle a consacré 10 % environ de son PIB à cette fin entre 1970 et 1985, et réalisé une large protection sociale. Si les indicateurs sociaux se sont améliorés, le revenu des pauvres n'a pas augmenté de manière sensible. La pauvreté n'a reculé que de 0,5 point de pourcentage par an durant les années 60 et 70.

On peut aussi accroître la productivité du capital des pauvres en mettant en place une meilleure infrastructure physique. Par exemple, l'Indonésie a employé ses recettes pétrolières pour améliorer et étendre les équipements d'infrastructure à l'ensemble des zones rurales de Java, ouvrant ainsi aux pauvres du pays l'accès aux marchés. Dans une grande partie de l'Afrique subsaharienne, par contre, une infrastructure déjà insuffisante continue à se détériorer.

LES TRANSFERTS. Tous les pays énumérés au Tableau 3.5 ont eu recours aux transferts, généralement sous forme de subventions alimentaires. Dans des pays comme l'Indonésie et la Thaïlande, des transferts modérés — environ 0,2 % du PIB — se sont révélés compatibles avec une croissance rapide. D'autres sont allés beaucoup plus loin. A la fin des années 70, les transferts en Egypte (qui, s'ils touchaient quand même les pauvres, profitaient surtout aux non-pauvres) représentaient 7 % du PIB. Un usage aussi massif des transferts peut engendrer de graves difficultés macroéconomiques et, en réduisant la croissance, il condamne les futures générations à la pauvreté.

Il est peu probable que les transferts soient le remède à la pauvreté — certainement pas dans les pays à faible revenu et à fort contingent de pauvres. La seule ampleur du problème en est l'une des raisons. Il faudrait en effet transférer au moins 15 % du PIB courant pour éliminer la pauvreté au Bangladesh — et cela suppose qu'il n'y ait pas, comme cela arrive généralement, des «fuites» au profit de la classe moyenne des villes.

Dans certains pays à revenu intermédiaire, la situation est différente. Il ne faudrait pas transférer plus de 1,1 % du PIB courant pour éliminer la pauvreté au Brésil. Cependant, en raison des fuites et des coûts administratifs, il faudrait en fait beaucoup plus que cela.

Pourquoi certains pays ont réussi

A partir de cette analyse des facteurs qui ont influé sur la pauvreté, on peut examiner les résultats obtenus par les pays énumérés au Tableau 3.5. Les trois pays d'Asie de l'Est — Indonésie, Malaisie et Thaïlande — montrent les avantages qu'il y a à équilibrer les politiques qui stimulent la croissance et celles qui donnent aux pauvres les moyens d'y participer. Tous trois ont atteint et maintenu des taux de croissance annuels du PIB supérieurs à 6 %. Cette croissance — à relativement forte intensité de travail avec, au premier plan, l'agriculture — a provoqué une demande des facteurs de production détenus par les pauvres. Ces pays ont également consenti des dépenses sociales appropriées. Ils sont parvenus, de ce fait, à universaliser l'enseignement primaire et leurs taux de mortalité infantile sont inférieurs à ceux de beaucoup de pays à revenu comparable. L'élévation du niveau de compétence et de la qualité de la main-d'œuvre a permis aux pauvres de saisir les opportunités créées par la croissance économique.

D'autres pays n'ont pas su aussi bien équilibrer la création d'opportunités pour les pauvres et le développement de leur capacité à y répondre. Au Brésil, la croissance du PIB a dépassé celle de tout autre pays de l'échantillon et le Pakistan a atteint les 6 % de croissance annuelle obtenus par les pays d'Asie de l'Est. Pourtant, ni dans l'un ni dans l'autre, les indicateurs sociaux ne se sont améliorés rapidement. Le Brésil a l'un des taux de mortalité des moins de cinq ans les plus élevés des pays à revenu intermédiaire et le Pakistan l'un des taux de scolarisation primaire les plus bas du monde. L'absence d'amélioration des compétences de la main-d'œuvre a restreint la capacité des pauvres à bénéficier de la croissance. Dans l'un et l'autre cas, l'indice de pauvreté a reculé, mais moins vite qu'en Indonésie ou en Malaisie.

Il peut donc y avoir croissance économique sans beaucoup de progrès social. L'inverse est également vrai : il est possible d'améliorer les indicateurs sociaux sans croissance économique rapide. Entre 1971 et 1978 en Colombie et entre 1971 et 1977 au Costa Rica, la pauvreté a rapidement reculé, la mortalité des moins de cinq ans a chuté à un rythme extraordinaire et le PIB a augmenté de 5

à 6 % par an. La récession du début des années 80 a fait stagner ou baisser le PIB par habitant et a brusquement interrompu le recul de la pauvreté — l'indice de pauvreté est resté à peu près constant en Colombie et a augmenté au Costa Rica. Malgré tout, les taux de mortalité des moins de cinq ans ont continué à baisser, démontrant ainsi qu'une amélioration des indicateurs sociaux est possible, même en période de récession. De même, l'expérience de Sri Lanka montre que de remarquables progrès sociaux sont possibles, même dans les pays à faible revenu. Les fruits que Sri Lanka a tirés de son long passé de préoccupation sociale apparaissent dans son taux de mortalité des moins de cinq ans, qui était de 66 pour mille en 1980 — résultat impressionnant pour un pays à faible revenu.

Pourtant, comme le montre l'expérience de l'Inde, du Maroc et de Sri Lanka, il est difficile de lutter contre la pauvreté quand la croissance du PIB est faible. Ceci appelle une importante distinction : pour que le revenu des pauvres augmente (et donc pour élever les individus au-dessus du seuil de pauvreté), il faut une croissance économique largement répartie, mais on peut améliorer la situation des pauvres à d'autres égards — réduire la mortalité juvénile, par exemple — par des interventions spécifiques.

De tout ceci, une conclusion essentielle se dégage, à savoir que les pays qui ont le mieux réussi à faire reculer la pauvreté ont recherché un type de croissance qui utilise efficacement la main-d'œuvre et investit dans le capital humain des pauvres. Cette double démarche est la stratégie de base qui est envisagée ici pour lutter contre la pauvreté. Chacun des deux éléments est essentiel. Le premier consiste à donner aux pauvres la possibilité d'utiliser la plus abondante de leurs ressources — leur force de travail. Le second vise à améliorer immédiatement leur bien-être et à les doter de moyens accrus pour mettre à profit les possibilités qui viennent d'être créées. A eux deux, ils peuvent améliorer les conditions de vie de la majeure partie des pauvres du monde.

Même réussie, cette stratégie ne profitera peut-être pas à certains pauvres — par exemple, aux infirmes, aux personnes âgées et à ceux qui vivent dans des régions pauvres en ressources. D'autres, s'ils en bénéficient, demeureront extrêmement vulnérables à des catastrophes personnelles, comme la mort du soutien de famille, et à des calamités nationales, comme la sécheresse ou une récession économique. D'où la nécessité, si l'on veut s'attaquer à la pauvreté sur tous les fronts, de compléter la stratégie de base par un système de trans-

Encadré 3.5 Les alliances politiques et les pauvres

Mettre en place des réformes qui tendent à faire reculer la pauvreté ne se borne pas nécessairement à opposer tout simplement les pauvres aux non-pauvres. S'il est vrai que beaucoup de politiques économiques font le jeu des riches aux dépens des pauvres, il en est d'autres qui allient le sort des uns et des autres et qui peuvent, de ce fait, trouver des partisans des deux côtés.

Les alliances politiques entre catégories de revenu différentes naissent souvent de l'application d'une politique qui met en jeu des intérêts sectoriels. Politique douanière, politique de change et politique des prix alimentaires ont souvent des effets dont la différence est plus sensible entre l'agriculture et l'industrie qu'entre catégories de revenu. Dans beaucoup de pays d'Afrique et d'Amérique latine, le secteur agricole souffre depuis longtemps d'une politique qui privilégie l'industrie et les villes. C'est ainsi que les prix alimentaires y sont souvent maintenus à un niveau bas, ce qui profite aux pauvres des villes, aux ouvriers et aux propriétaires d'entreprises aux dépens de l'ensemble du secteur rural, et notamment des pauvres.

Ce pourra être aussi leur appartenance à un même espace géographique qui poussera les pauvres et les non-pauvres à s'allier — qu'il s'agisse d'orienter les flux de ressources vers une région tout entière, comme le nord-est du Brésil, ou d'obtenir des interventions qui profiteront à une zone en particulier, comme un projet d'irrigation. En Inde, des districts entiers ont fait campagne pour obtenir d'être inclus dans le périmètre de projets d'irrigation dont ils attendaient une augmentation de productivité pour les grandes comme pour les petites exploitations.

Dans d'autres cas, ce seront les fournisseurs et les bénéficiaires de services qui s'allieront. Les pressions exercées sur les gouvernements pour leur faire financer certains services sociaux viennent souvent tout autant des premiers, qui appartiennent aux catégories de revenu intermédiaire, que des bénéficiaires eux-mêmes. Les enseignants, le personnel médical, les travailleurs sociaux et autres fournisseurs de services qui appartiennent aux catégories de revenu moyen et supérieur ont eux-mêmes intérêt à ce que le gouvernement dépense davantage pour les services sociaux, et ils ont souvent le poids électoral ainsi que la capacité d'organisation nécessaires pour faire pression sur lui et en obtenir d'investir davantage dans la valorisation des

ressources humaines. On ne sera donc pas surpris d'apprendre, par exemple, qu'au Kenya et à Sri Lanka, dont les dépenses d'éducation primaire sont relativement élevées, les syndicats d'enseignants sont très puissants. Au Pérou, l'expansion de l'enseignement primaire a été due en grande partie aux efforts déployés par les partis politiques pour s'assurer les voix des enseignants.

En Argentine, au Chili et au Pérou, c'est en général l'attitude des travailleurs non manuels, des professions libérales, des fonctionnaires ainsi que des petits et moyens entrepreneurs qui a fait que les réformes d'ordre fiscal et autres qui y ont été entreprises ont profité aux pauvres. L'effet de redistribution recherché avait plus de chances d'être atteint si ces diverses catégories étaient appelées à avoir leur part de transferts qui étaient destinés principalement aux pauvres. On pourrait probablement en dire autant d'un grand nombre d'autres pays. En Inde, le Programme de garantie d'un emploi lancé par l'Etat du Maharashtra a beau impliquer des transferts de revenus des non-pauvres des villes au profit des pauvres des zones rurales, il n'en jouit pas moins d'un large soutien politique. Le ralentissement du mouvement de migration vers Bombay est perçu comme un avantage par les non-pauvres des villes et le programme fait aussi le jeu des propriétaires fonciers dans la mesure où il contribue à stabiliser la main-d'oeuvre rurale et à mettre en place des équipements d'infrastructure. Au contraire, lorsque Sri Lanka a mis fin, en 1979-80, à sa politique de subventionnement des prix alimentaires et de distributions de rations alimentaires pour appliquer, à la place, un programme de bons d'alimentation, la réduction de transferts implicites subie, de ce fait, par les non-pauvres a suffi à lui faire perdre un grand nombre de partisans.

En somme, l'économie politique de la lutte contre la pauvreté est complexe et varie considérablement selon le pays et les circonstances historiques. Comme le montre cette brève série d'exemples, il a été possible de définir et d'appliquer efficacement des politiques favorables aux pauvres dans des conditions très diverses. Mais l'expérience montre que le choix d'objectifs et de moyens d'action partagés, dans une certaine mesure, par les pauvres et par certaines catégories au moins de non-pauvres entre souvent pour beaucoup dans les chances de réussite.

ferts bien ciblés et de mise en place de filets de sécurité.

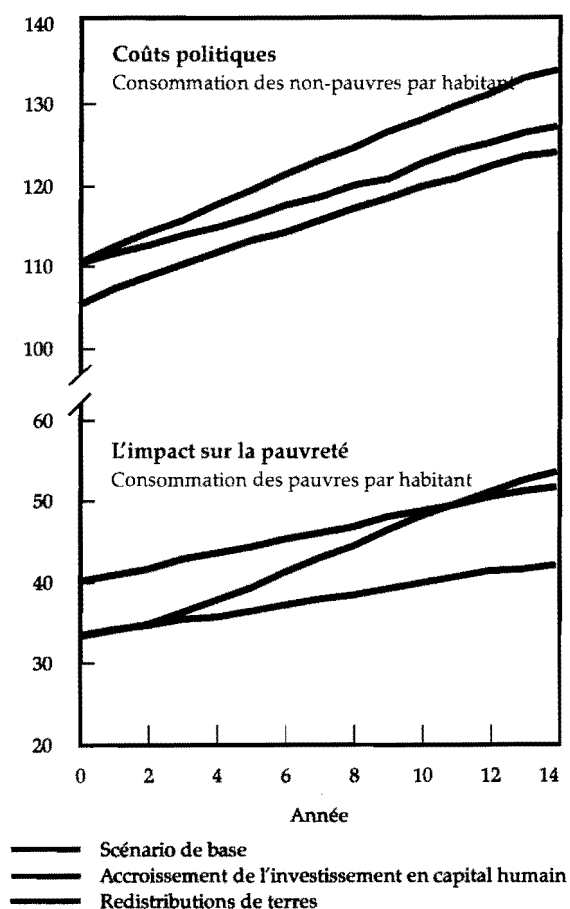
En quoi réside l'arbitrage essentiel à opérer?

Le débat de politique socio-économique envers les pauvres se polarise généralement sur l'arbitrage à opérer entre croissance et pauvreté. Mais l'analyse

de l'expérience des pays donne à penser que ce n'est pas là l'arbitrage fondamental. Les pauvres peuvent, moyennant des politiques appropriées, participer à la croissance et y contribuer. Quand cela arrive, un recul rapide de la pauvreté n'exclut pas une croissance soutenue.

S'il est possible de définir des stratégies socio-économiques ayant le double effet de réduire la

Figure 3.5 Accroître le capital des pauvres



Note : Le PNB par habitant correspondant à l'année 0 est fixé à 100.
La consommation par habitant correspondant à l'année 0 est égale à 80.

pauvreté et de contribuer à la croissance, pourquoi n'y a-t-il pas eu davantage de pays à les adopter ? Parce que, politiquement, cela n'était pas possible. Les choix stratégiques que font les gouvernements expriment à la fois des préoccupations économiques et des préoccupations politiques. Les pays diffèrent énormément dans leur culture politique, la nature de leurs structures politiques, le mode d'exercice de l'autorité, les méthodes de leurs bureaucraties, etc. On examine, dans la présente section, un aspect de l'interaction complexe des facteurs politiques et économiques.

Les politiques qui aident les pauvres mais imposent des coûts aux non-pauvres susciteront des résistances, qu'elles augmentent ou qu'elles n'augmentent pas le revenu national. Les non-pauvres sont généralement politiquement puis-

sants et ils exercent une forte influence sur le choix des orientations. Une plus forte participation des pauvres à la prise des décisions aux échelons local et national aiderait à rétablir l'équilibre. Mais, puisque le pouvoir politique tend à refléter le pouvoir économique, il est important de concevoir des stratégies de réduction de la pauvreté qui recevront le soutien des non-pauvres, ou qui, du moins, ne se heurteront pas à une résistance active de leur part. Il est parfois possible de créer des alliances entre les pauvres et certaines catégories de non-pauvres qui sont partie prenante à la réforme (Encadré 3.5). En règle générale, cependant, la nécessité de prévenir une résistance de la part des non-pauvres imposera le choix de mesures dont le poids sera le moins lourd à supporter pour la majorité.

Accroître le capital des pauvres

Les gouvernements qui cherchent à accroître le capital des pauvres ont suivi deux démarches : redistribution d'actifs (comme les terres) et investissement public accru dans le capital humain des pauvres. Chacune procure des avantages aux pauvres. L'expérience de la Corée et du Japon donne l'exemple de cas où d'importantes redistributions de terres ont provoqué un recul sensible et durable de la pauvreté ; celle de la Colombie et de la Malaisie montre l'intérêt qu'il y a à enrichir le capital humain.

La partie inférieure de la Figure 3.5 utilise le cadre décrit à l'Encadré 3.6 pour faire apparaître les avantages que les pauvres retirent de l'une et l'autre démarche. Les redistributions de terres procurent un gain immédiat et durable ; l'accroissement des dépenses d'éducation n'apporte aucune amélioration dans le court terme mais une augmentation rapide par la suite. (Les politiques suivies ont été étalonnées de manière à produire la même augmentation des revenus des pauvres au bout de la dixième année.)

Les effets de ces deux démarches sur la croissance à long terme font-ils que l'une soit préférable à l'autre ? En principe, l'une et l'autre sont génératrices et réductrices de croissance. La réforme agraire, par exemple, pourrait avoir pour effet de réduire l'épargne (puisque les pauvres économisent généralement une moindre proportion de leur revenu que les riches) et ce serait mauvais pour la croissance. Mais elle peut aussi encourager une meilleure utilisation des terres, ce qui serait bon pour la croissance. L'investissement éducatif améliore la qualité de la main-d'œuvre (ce qui est bon pour la croissance) mais nécessite, au moins dans

Encadré 3.6 Arbitrages et pauvreté : un modèle de simulation simple

Le modèle de simulation qui est à l'origine des résultats exposés dans la présente section incorpore deux arbitrages : l'arbitrage entre pauvreté et croissance et l'arbitrage entre pauvres et non-pauvres. La gravité de chacun dépend de deux facteurs.

Le premier est le coût économique immédiat de l'augmentation de recettes nécessaire pour financer les transferts et les programmes sociaux. Un alourdissement de la fiscalité risque fortement de réduire l'efficacité économique (et donc le PNB), au moins dans une certaine mesure. En outre, toute l'augmentation de la dépense publique ne parviendra pas aux bénéficiaires prévus. De même, une partie de la hausse de la fiscalité retombera sur les pauvres. Dès lors, pour procurer aux pauvres un avantage net de 1 dollar, il faudra prélever plus de 1 dollar de taxes. Dans le modèle, un transfert net de 0,5 % du PNB en faveur des pauvres réduit le PNB de 0,4 % et la consommation des non-pauvres de 1,0 %. Une politique qui permet une diminution de la fiscalité, comme la suppression des subventions en faveur du capital, produit l'effet inverse.

Ensuite, si les non-pauvres économisent davantage que les pauvres, un transfert de revenu des non-

pauvres aux pauvres réduira l'épargne nationale. Il en résultera une croissance économique plus lente. Un transfert net de 0,5 % du PNB réduit le taux de croissance du PNB de 0,1 point de pourcentage et celui de la consommation des non-pauvres de 0,12 point de pourcentage. Cependant, la productivité du capital est réputée la même, à quelque catégorie qu'appartienne le propriétaire. De ce fait, un plus fort investissement dans le capital humain des pauvres, par exemple, augmentera la croissance dans la même mesure qu'un investissement fait ailleurs dans l'économie.

Le modèle décrit la croissance dans une économie unisectorielle. Il consiste en une fonction de production unique qui combine les facteurs de production et fournit le revenu national; un sous-modèle qui répartit le revenu national entre pauvres et non-pauvres selon les facteurs de production qu'ils possèdent; un ensemble de taxes et transferts qui détermine le revenu disponible par catégorie de revenu; des taux d'épargne par catégorie de revenu; et une fonction de «coût» qui mesure la perte de PNB provoquée par les prélèvements fiscaux.

le court terme, des prélèvements fiscaux plus élevés pour financer la hausse de la dépense publique (ce qui est mauvais pour la croissance). Au total, il y a probablement peu à choisir entre les deux démarches.

Et pourtant, elles diffèrent très profondément dans leurs effets sur la répartition du revenu et donc dans leur acceptabilité politique (voir la partie supérieure de la Figure 3.5). Les redistributions de terres provoquent une perte immédiate et permanente de consommation pour les non-pauvres et c'est pour cette raison qu'elles rencontrent une si vive résistance. La hausse des dépenses d'éducation peut se faire plus progressivement, de telle sorte que l'accroissement de charges fiscales qui en résulte pour les non-pauvres soit entièrement pris sur les hausses du revenu. La seconde démarche a donc de fortes chances d'être plus aisément praticable. En outre, certaines catégories de non-pauvres, comme les chefs d'entreprise qui ont besoin de main-d'oeuvre qualifiée, trouveraient leur compte à voir appliquer une politique d'enrichissement du capital humain et y seraient probablement favorables.

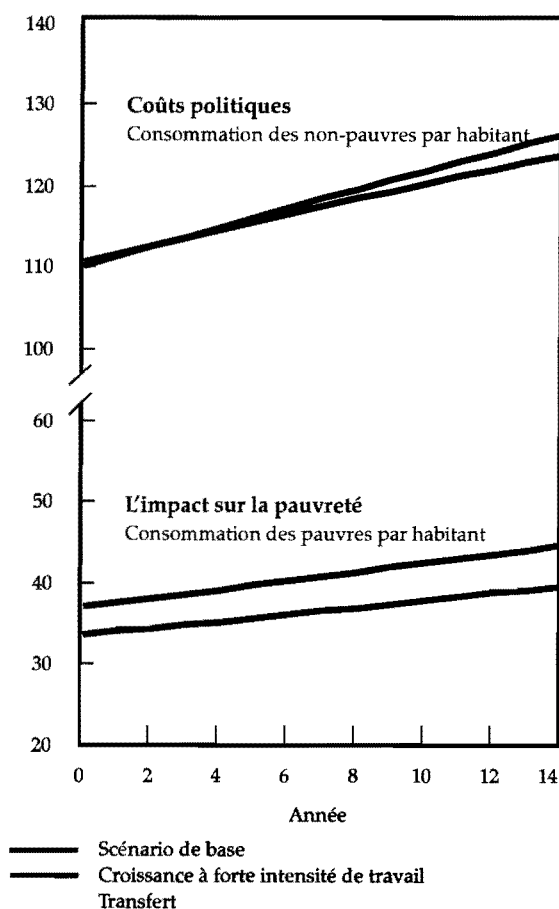
On ne veut pas dire par là que les pouvoirs publics doivent pour autant renoncer aux redistributions d'actifs ou que ces redistributions et l'investissement en faveur des pauvres s'excluent mu-

tuellement. Au contraire, une distribution de terres assez justement répartie donne plus d'efficacité aux autres mesures de lutte contre la pauvreté. Ce que l'on peut en conclure, toutefois, c'est que, plutôt que de redistribuer le stock de ressources existant, il sera probablement plus facile de faire accepter que les pauvres soient favorisés dans la répartition des investissements nouveaux (ce que préconisent Chenery et al. dans *Redistribution et croissance*). Si la redistribution est impossible, le choix de l'augmentation des dépenses d'éducation et des autres formes d'investissement dans le capital humain se justifie d'autant plus.

Accroître le revenu

Une comparaison analogue est possible entre un transfert courant de revenu et une croissance qui élève la rémunération des ressources détenues par les pauvres. Certains pays, comme Sri Lanka, ont eu massivement recours aux subventions; d'autres, comme la Colombie, ont augmenté la rémunération du travail en appliquant des mesures qui incitent à une utilisation plus efficace de ce facteur de production. Les deux démarches peuvent fournir des avantages aux pauvres. Dans la partie inférieure de la Figure 3.6, le transfert a été choisi de manière à assurer, dans l'espace de la période

Figure 3.6 Accroître le revenu courant



Note : Le PNB par habitant correspondant à l'année 0 est fixé à 100. La consommation par habitant correspondant à l'année 0 est égale à 80.

de simulation, la même hausse du revenu qu'avec l'application de mesures tendant à éliminer les préventions hostiles à l'emploi de la main-d'oeuvre.

Comme dans le cas précédent, l'une et l'autre politique agissent sur la croissance. Ici, cependant, il y a une présomption plus forte, confirmée par le modèle, en faveur de l'élimination des préventions hostiles à l'emploi de la main-d'oeuvre. Cette politique provoque un gain immédiat d'efficacité, et le niveau du PNB s'élève. Par la suite, son effet sur la croissance dépendra de l'interaction de différents facteurs. En revanche, une augmentation du transfert aura probablement pour effet de réduire le niveau du revenu ainsi que sa croissance future. Un alourdissement de la fiscalité sera nécessaire pour financer l'augmentation et les économies à

long terme seront moindres; la croissance en souffrira dans les deux cas.

Cette préférence initiale pour la méthode qui consiste à favoriser l'utilisation de la main-d'oeuvre est fortement corroborée par des considérations d'acceptabilité politique. Ici encore, la différence entre les deux modes d'intervention est frappante (voir la partie supérieure de la Figure 3.6). Alors que les transferts réduisent la consommation actuelle des non-pauvres, le passage à une forme plus efficace d'emploi de la main-d'oeuvre accroît initialement leur consommation et provoque uniquement une augmentation un peu plus lente dans l'avenir. Les transferts sont donc bien plus susceptibles de susciter des résistances politiques. En outre, il en est parmi les non-pauvres, comme ceux qui investissent dans des activités à forte intensité de main-d'oeuvre, qui trouveront probablement leur compte à la disparition des préventions dont souffre la main-d'oeuvre et qui, de ce fait, pourront être favorables à ces réformes. Ici encore, cependant, les deux démarches ne s'excluent pas l'une l'autre. De fait, des transferts seront de toute évidence nécessaires en faveur des exclus de la croissance.

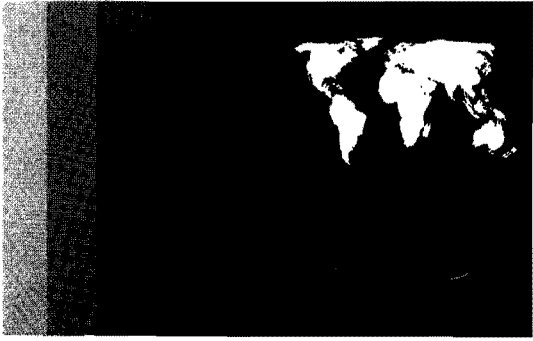
Tout comme dans le cas de l'examen de l'expérience des pays, l'analyse qui précède tend à montrer qu'une utilisation plus efficace de la main-d'oeuvre, jointe à un renforcement de l'investissement dans le capital humain des pauvres, réduit la pauvreté et accroît le revenu national. La stratégie en deux parties envisagée dans le présent rapport n'impose donc aucun arbitrage entre revenu et croissance, d'une part, et pauvreté, de l'autre. L'arbitrage entre les pauvres et les non-pauvres demeure, mais la stratégie produit une réduction substantielle de la pauvreté dont le coût, pour les non-pauvres, est moindre qu'avec d'autres méthodes. Elle pourrait donc être politiquement plus acceptable.

Un arbitrage entre croissance et pauvreté apparaît toutefois dans la période de restructuration économique qui suit, par exemple, une détérioration permanente des termes de l'échange. La nécessité de modifier la structure de production rend l'investissement encore plus important qu'à l'ordinaire et, de ce fait, une politique qui réduit l'investissement devient plus «coûteuse» pour la croissance future. Et pourtant, les pauvres sont spécialement vulnérables en période d'ajustement. Leur protection devient alors à la fois plus urgente et plus difficile. Les transferts doivent être ciblés avec un soin particulier pour que les pauvres puissent être protégés à un coût raisonnable. La

justification des transferts en cas de choc temporaire est beaucoup plus nette. La valeur de l'investissement n'est pas modifiée par une sécheresse, par exemple, mais la valeur d'un transfert destiné à éviter que des gens meurent de faim est certainement accrue.

Les quatre chapitres qui suivent passent d'une vision générale des voies du développement à un examen plus précis de différentes politiques. Comment promouvoir une croissance efficace à forte intensité de travail tout en investissant dans le capital humain? Le Chapitre 4 considère le premier élément de la stratégie en recensant les politiques

qui ont stimulé l'apparition d'un modèle de croissance qui utilise plus efficacement la main-d'oeuvre. Le Chapitre 5 passe au second élément et étudie la fourniture des services sociaux aux pauvres. Le Chapitre 6 examine ce que peuvent faire les transferts et filets de sécurité pour aider ceux qui risquent de ne pas bénéficier des politiques recommandées par les Chapitres 4 et 5, ainsi que ceux qui peuvent subir des chocs réducteurs de revenus. Le Chapitre 7 cherche à définir comment toutes ces politiques doivent être modifiées pour faire face aux effets de la récession et de la restructuration.



Ouvrir des perspectives économiques aux pauvres

La participation et la contribution des pauvres à la croissance nécessitent l'adoption de politiques et mesures économiques générales et sectorielles destinées à aider les pauvres à saisir les nouvelles possibilités qui s'offrent à eux de gagner davantage. Le présent chapitre examine les interventions de nature à :

- encourager un modèle de croissance propre à accroître l'utilisation efficace des actifs détenus par les pauvres;
- élargir l'accès des pauvres à la terre, au crédit, à l'infrastructure et aux facteurs de production.

Comme on l'a relevé au Chapitre 3, il existe en outre de fortes complémentarités entre la croissance, la réduction de la pauvreté et le capital humain. L'investissement dans le capital humain, indispensable si l'on veut donner aux pauvres les moyens de mettre à profit les possibilités nouvelles qui s'offrent à eux, fait l'objet du Chapitre 5.

Le modèle de croissance et les revenus des pauvres

La plupart des pauvres des pays en développement tirent leurs moyens d'existence de leur travail — de celui qu'ils font sur leurs propres terres, de celui qu'ils font contre salaire, ou d'autres formes de travail indépendant. Les pays qui ont réussi à réduire la pauvreté dans le long terme l'ont fait en encourageant le développement rural et l'emploi urbain sur une base large, augmentant ainsi la rentabilité de la petite exploitation et la rémunération de la main-d'œuvre salariée. Les voies d'un développement réussi, toutefois, ont varié

selon la situation économique de départ. En Thaïlande, dans les années 60, et au Kenya, dans les années 70, l'augmentation de la hausse de la productivité des petites exploitations agricoles a stimulé la croissance des revenus non agricoles. En Malaisie, dans les années 70, l'expansion de l'emploi urbain a joué un rôle tout aussi important.

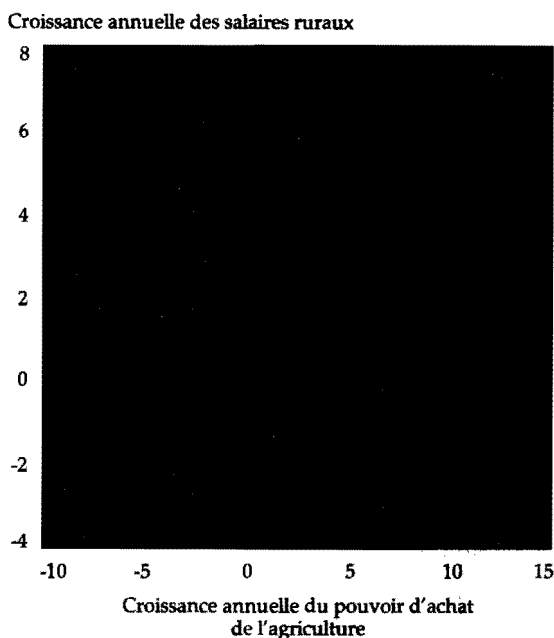
Comme la main-d'œuvre est une ressource abondante, une croissance orientée vers l'emploi est généralement compatible avec une croissance rapide et efficace. Et pourtant, la plupart des pays ont adopté des politiques implicitement défavorables à la main-d'œuvre. En particulier, alors même que l'agriculture est le principal secteur à forte intensité de travail, presque tous les pays en développement ont taxé la production agricole, et cela pour deux raisons : pour financer la dépense publique (il est administrativement facile de taxer la production agricole) et pour protéger l'activité manufacturière, surtout aux premiers stades de l'industrialisation. De l'expérience des pays, deux conclusions semblent se dégager :

- Pour réussir le développement rural, il faut éviter de taxer excessivement l'agriculture, fournir un gros effort en faveur de l'infrastructure rurale et ouvrir aux petits agriculteurs l'accès aux innovations techniques.
- L'expansion de la demande urbaine de main-d'œuvre (dans l'industrie et les services) joue un rôle de plus en plus grand à mesure que les revenus s'élèvent. Les gouvernements peuvent stimuler la création d'emplois en milieu urbain en prévenant les distorsions graves sur les marchés des produits et des facteurs, et en mettant en place une infrastructure urbaine appropriée.

L'expansion de l'agriculture est le moteur d'un développement rural réussi, lequel, à son tour, crée les conditions d'une croissance largement répartie et capable de faire reculer la pauvreté. Les pauvres en bénéficient directement s'ils sont agriculteurs, et ils bénéficient indirectement de la croissance de la demande de main-d'œuvre agricole et de produits du secteur non agricole rural. Surtout dans les pays à faible revenu, la relation est forte entre la croissance du pouvoir d'achat agricole et les salaires ruraux — indicateur de bien-être particulièrement significatif pour les pauvres des zones rurales (Figure 4.1). En outre, la croissance agricole favorise le reste de l'économie. De façon générale, comme il est dit dans le *Rapport sur le développement dans le monde 1986*, les pays à croissance agricole rapide ont eu aussi une croissance industrielle rapide.

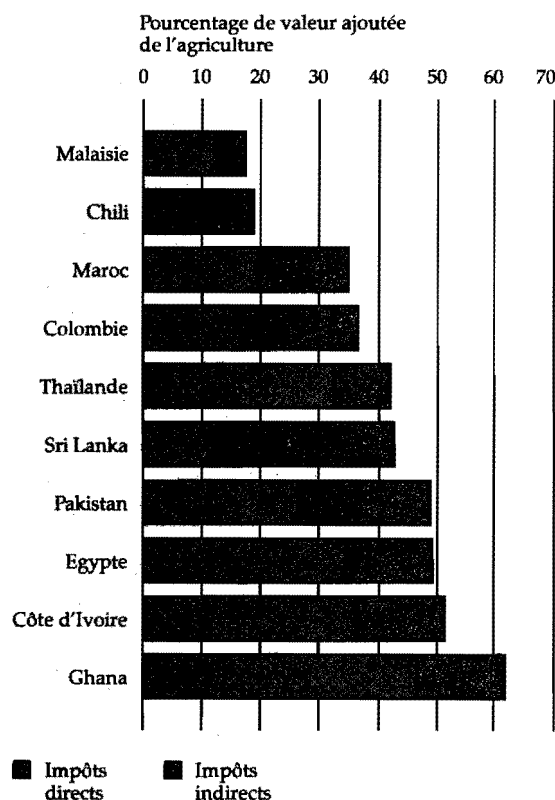
Les principales interventions qui influent sur les résultats de l'agriculture sont la fiscalité et l'adhésion des pouvoirs publics au développement agri-

Figure 4.1 Pouvoir d'achat agricole et salaires ruraux
(en pourcentage)



Note : La période considérée varie selon les pays entre le début des années 70 et le milieu des années 80, à l'exception du Bangladesh et de la Chine, pour lesquels elle va de 1980 à 1987, et du Kenya, pour lequel elle va de 1970 à 1979.

Figure 4.2 Taxation directe et indirecte de l'agriculture dans les années 70



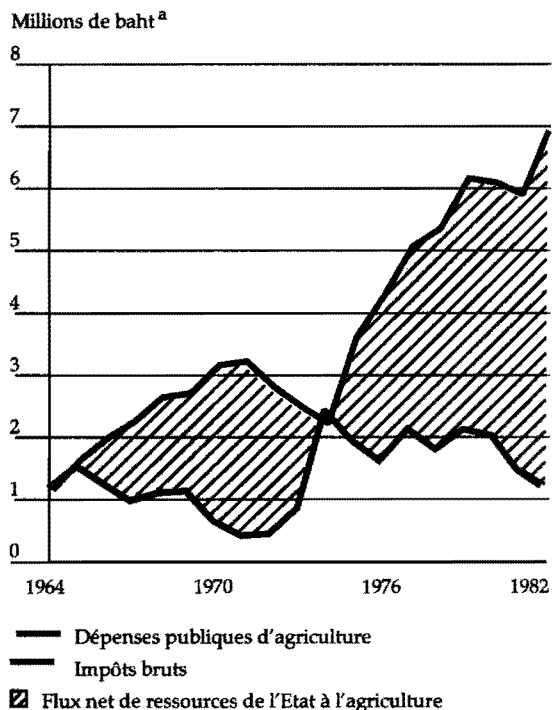
Note : Les impôts directs correspondent à la différence entre le prix payé au producteur (par rapport au prix des produits non agricoles) et le prix relatif à l'importation au taux de change officiel. Les impôts indirects sont la réduction additionnelle des prix relatifs imputable aux effets de la protection industrielle sur le taux de change d'équilibre et les prix des produits non agricoles. Impôts directs et impôts indirects s'expriment sous forme de ratio des prix sans distorsion et au taux de change d'équilibre. Les résultats sont des moyennes pondérées des produits pour lesquels des impôts sont déclarés dans un pays donné.

Source : Schiff et Valdés, à paraître.

cole. Toute mesure du poids de la fiscalité doit nécessairement tenir compte à la fois des impôts directs qui frappent les produits agricoles et des impôts indirects implicites que constituent la protection de l'industrie et la surévaluation du taux de change. Comme le montre la Figure 4.2, ces prélèvements indirects peuvent ajouter considérablement à l'ensemble de la charge fiscale.

La variété des expériences est considérable, mais les meilleurs résultats ont généralement été obtenus par les pays qui ont modéré le prélèvement fiscal et fortement soutenu le secteur agricole. Ainsi, dans les années 70, la taxation totale des produits agricoles en Malaisie était relativement

Figure 4.3 Flux nets de ressources entre l'Etat et le secteur agricole en Thaïlande, 1964 à 1982



a. Déflatés de l'indice des prix ruraux à la consommation.
Source : Siamwalla et Setboonsarng, 1989.

basse : 19 % de la valeur de la production (aux prix internationaux), tandis que les dépenses publiques de soutien direct à l'agriculture représentaient 10 % de la valeur ajoutée du secteur. La Malaisie a obtenu un taux de croissance agricole de 5 % par an durant cette décennie. Au contraire, le Ghana a soumis les produits agricoles à un prélèvement fiscal de l'ordre de 63 % et dépensé seulement 3 % de la valeur ajoutée en programmes d'appui. Sa production agricole a chuté de plus de 1 % par an.

Dans certains cas, le prélèvement fiscal peut être compensé par un soutien public efficace. En Thaïlande, la taxation totale des produits agricoles représentait 43 % de la valeur de la production, la charge pesant principalement sur le riz et le caoutchouc. Mais un appui public substantiel en faveur de l'infrastructure et des services compensait ce prélèvement. La Figure 4.3 illustre la physionomie des flux bruts et nets en direction du secteur. Elle exclut les dépenses pour les routes rurales et les effets de la fiscalité indirecte du pays (qui est d'en-

viron 15 % de la valeur ajoutée), mais le schéma général est clair : les substantielles dépenses publiques qui ont été faites pour lui se sont traduites par des flux nets pour le secteur après le début des années 60. Ces dépenses ont permis l'expansion de la mise en culture des terres et la diversification des cultures pratiquées, généralement vers celles de produits moins lourdement taxés comme le manioc. Tout comme la Malaisie, la Thaïlande a remarquablement réussi à réduire la pauvreté.

Une étude de six pays africains par la Banque mondiale, «Gérer le développement agricole en Afrique», met en évidence, elle aussi, les contrastes entre les pays qui ont réussi et les autres. Les pays qui ont le secteur agricole le plus florissant (surtout le Cameroun et le Kenya) étaient aussi ceux qui obtenaient les meilleurs résultats pour le PIB par habitant et la production manufacturière. Ces pays ont imposé l'agriculture moins lourdement que les autres, ce qu'ils ont fait en partie en évitant de pratiquer des taux de change fortement surévalués. Ils ont aussi investi dans la création d'institutions et d'infrastructures favorables à une croissance agricole diversifiée, centrée largement sur le secteur de la petite exploitation. Au contraire, le Nigéria, le Sénégal et la Tanzanie ont recherché une industrialisation de type capitaliste. Ils ont lourdement taxé (directement et indirectement) l'agriculture et n'ont fourni que peu d'efforts pour l'infrastructure et les institutions. Comme le Ghana des années 70, ils ont lamentablement échoué dans leurs tentatives de stimuler la croissance de la production agricole ainsi que de la production non agricole et de la demande globale de main-d'oeuvre.

La politique agricole n'influe pas seulement sur la croissance du secteur agricole proprement dit, mais également sur l'effet que cette croissance peut avoir sur la réduction de la pauvreté. Lorsque la fixation des prix des produits et les interventions de soutien sont conçues à l'avantage des grands exploitants, les pauvres en bénéficient moins. Par exemple, la politique suivie au Malawi repose sur un système de fixation des prix qui favorise les grandes exploitations au détriment des petites dans le secteur du tabac. La production de tabac en petite exploitation n'a augmenté que lentement. Au Zimbabwe, avant l'indépendance, tout l'appareil d'infrastructure et de services tendait à aider les grandes exploitations agricoles. Quand cette distorsion a partiellement été supprimée dans les années 80, la production de maïs et de coton des petites exploitations a rapidement augmenté. Dans beaucoup de pays d'Amérique latine aussi, les ser-

Encadré 4.1 La politique agricole du Brésil favorise les grands exploitants agricoles

Le Brésil a encouragé l'agriculture et obtenu une croissance rapide dans ce secteur. Cependant, ses résultats dans la lutte contre la pauvreté sont décevants. Cela s'explique en partie par les choix faits dans le secteur agricole, notamment en ce qui concerne la fiscalité et le crédit subventionné, qui favorisent les grands exploitants au désavantage de la main-d'œuvre. Ces partis pris se combinent avec la répartition initiale de la propriété foncière, fortement inéquitable, pour réduire les bénéfices que la croissance procure aux pauvres. L'exemple du Brésil montre clairement qu'il ne suffit pas d'encourager l'agriculture. Le choix des politiques appliquées à l'intérieur du secteur lui-même importe lui aussi.

Fiscalité foncière et fiscalité agricole

Au Brésil, l'impôt sur le revenu favorise grandement l'agriculture par rapport aux autres secteurs, mais au seul profit des riches. En vertu de dispositions spéciales du code de l'impôt sur le revenu, les sociétés peuvent déduire de leur revenu imposable jusqu'à 80 % des profits d'origine agricole, et les personnes physiques jusqu'à 90 %. Les immobilisations peuvent être amorties entièrement dans la première année et même pour deux à six fois leur montant initial. En situation d'inflation élevée, un tel régime encourage les sociétés et les riches à surinvestir dans la propriété foncière. C'est ce qui explique la constitution de grandes propriétés et des hausses des prix des terrains supérieures à la croissance de la productivité des sols. Les pauvres ne bénéficient pas des déductions fiscales (ils n'acquittent pas d'impôt sur le revenu) et n'ont pas les moyens d'acquérir des terres. Beaucoup se déplacent vers les régions encore inexploitées, à la recherche de terres vierges.

Un impôt foncier progressif pourrait compenser le déséquilibre de la fiscalité du revenu. Le Brésil a fait une tentative dans ce sens, mais celle-ci a échoué en raison de l'étendue de la fraude et de l'existence de nombreuses exemptions. L'une d'elles, destinée à encourager l'utilisation des terres, réduit l'impôt dans une proportion qui peut atteindre 90 % si les propriétaires utilisent leurs terres comme terres de pâture. Une telle mesure encourage la conversion inéconomique des superficies boisées en pâturages, réduit la demande de main-d'œuvre et porte atteinte à l'environnement.

Crédit subventionné

Le crédit agricole souffre de distorsions exceptionnellement marquées au Brésil. Jusqu'à une date récente, le taux d'intérêt réel du crédit public était négatif et les taux d'intérêt réels des prêts à l'agriculture étaient inférieurs à ceux du crédit au secteur non agricole. L'écart entre les conditions du crédit d'un secteur à l'autre s'est capitalisé dans le prix des terres. Les subventions augmentent les profits dans l'agriculture, mais elles ont bénéficié principalement aux grands exploitants et encouragé une mécanisation excessive, ce qui a réduit encore plus la demande de main-d'œuvre non qualifiée. Les pauvres qui ne possèdent pas de titres fonciers n'ont pas profité du crédit subventionné.

La politique agricole poursuivie au Brésil a diminué la demande de travail et rendu quasiment impossible à un individu pauvre d'acquérir de la terre et de devenir agriculteur. Les possibilités ouvertes aux travailleurs non qualifiés d'acquérir des compétences en travaillant sur de longues périodes ont été réduites considérablement par le subventionnement de la mécanisation.

vices d'appui sont conçus largement dans l'intérêt des grandes exploitations.

D'autres aspects de l'action des pouvoirs publics peuvent ajouter aux prédispositions défavorables à la main-d'œuvre. Le subventionnement du crédit, par exemple, incite à mécaniser à l'excès, et la recherche tend à indiquer que cela a réduit la demande de main-d'œuvre agricole en Inde. Une répartition des terres fortement inégale limite elle aussi les avantages de la croissance agricole pour les pauvres. L'exemple du Brésil montre que les transferts de ressources au secteur risquent de ne guère avoir d'effets sur la pauvreté si la politique suivie dans le secteur défavorise les pauvres et si ceux-ci n'ont guère accès à la terre (Encadré 4.1).

INFRASTRUCTURE ET TECHNOLOGIE. Les programmes publics de services, d'infrastructures, de recherche et de technologies agricoles ont une influence décisive sur le niveau et le type de croissance agricole et sur l'investissement privé dans le secteur. Une étude de 58 pays réalisée durant la période 1969-78 a révélé qu'une augmentation de 1 % de la superficie irriguée entraînait une hausse de la production agricole globale de 1,6 % et qu'à une augmentation de 1 % des routes revêtues correspondait une hausse de 0,3 % de la production. Les investissements d'infrastructure contribuent aussi à mettre en valeur et préserver les ressources naturelles. Cependant, le rapport coût-efficacité ne doit pas être perdu de vue. Une ana-

Encadré 4.2 Développement de l'infrastructure et revenus ruraux au Bangladesh

Une étude portant sur 16 villages du Bangladesh montre comment le développement de l'infrastructure — routes, électricité, banques, marchés, écoles et centres de santé — réagit sur les revenus des ménages ruraux. Les villages avaient été divisés entre ceux qui avaient bénéficié d'une infrastructure publique et les autres. Après neutralisation des autres facteurs, on a constaté qu'à un plus grand développement de l'infrastructure correspondait une hausse d'un tiers des revenus moyens des ménages. Le revenu tiré de la pratique des cultures augmentait de 24 %, le revenu salarial de 92 % et le revenu de l'élevage et de la pêche de 78 %. Les modifications intervenues dans ces trois domaines profitaient largement aux pauvres. Le revenu des activités non agricoles augmentait, lui, de 17 %, en grande partie au profit des non-pauvres.

Les routes, l'électricité et les autres services économiques encourageaient la production de nouveaux produits agricoles (dont des produits périssables) et l'augmentation de la production des transports, du bâtiment, des services et de la petite industrie. Toutes ces modifications avaient un effet marqué sur la structure de la demande de main-d'oeuvre. Pour approximativement un même nombre de jours par an, les villages équipés consacraient moins de temps aux travaux familiaux, à basse rentabilité implicite, et beaucoup plus au travail rémunéré, surtout dans le secteur non agricole où la rémunération était relativement élevée. Le gain était substantiel pour les ménages pauvres qui possédaient peu de ressources, y compris les ménages sans terre.

lyse de projets de création d'infrastructures agricoles menés à bien avec l'appui de la Banque a montré que les taux de rentabilité économique étaient en moyenne de 17 %, soit nettement plus que les 10 % qui permettent de dire qu'un projet a réussi. (En Afrique, toutefois, les résultats sont nettement inférieurs en raison de la faiblesse de l'appareil institutionnel et parce que les projets n'ont pas été bien exécutés.)

Une meilleure infrastructure peut entraîner une hausse de la productivité, une évolution des techniques et un renforcement des liens avec le marché. L'irrigation et la régulation des eaux ont joué un rôle fondamental dans l'obtention de rendements plus élevés (par l'adoption de variétés modernes et la pratique de cultures multiples) et

ont réduit l'instabilité des niveaux de production durant les vingt dernières années en Asie du Sud et de l'Est. S'il est probable que les propriétaires recueilleront les gains absolus les plus forts, les gains de revenu dus à l'infrastructure peuvent être largement partagés. Dans l'Etat d'Andhra Pradesh, en Inde, par exemple, la dépense mensuelle par habitant pour les petites exploitations et les ménages de salariés était, en 1983, supérieure de 35 % dans les districts irrigués à ce qu'elle était dans les districts non irrigués. Une étude de villages du Bangladesh a montré que le développement de l'infrastructure entraîne une hausse des revenus de tous les ménages, y compris les ménages pauvres et les ménages sans terre (Encadré 4.2). Une grande partie de la hausse était due à des modifications dans la manière d'utiliser la main-d'oeuvre.

Les projets d'infrastructure procurent des avantages à beaucoup, mais ils peuvent parfois nuire à certains sous-groupes, à moins que les planificateurs y aient pensé et qu'ils aient paré à ces inconvénients. Par exemple, 39 projets de barrages dont la Banque mondiale a approuvé le financement dans 27 pays durant la période 1979-85 ont procuré des avantages considérables à la population des zones de captage, mais ils ont obligé à réinstaller environ 750.000 habitants des terres inondées par le réservoir. Un tel déplacement peut causer une profonde misère, bouleverser les structures sociales et productives, aggraver la pauvreté et porter atteinte à l'environnement. Le problème n'a pas toujours reçu l'attention nécessaire de la part des gouvernements et des organismes d'aide. Durant les années 80, cependant, le sort réservé à la population déplacée par les grands projets d'équipement s'est amélioré considérablement. Les plans de réinstallation commencent à faire partie intégrante de ces projets, qui prévoient aussi des fonds pour les acquisitions de terres et la mise en place d'infrastructures et de services pour les zones de réinstallation.

L'évolution technique est essentielle à la croissance agricole. Le bilan des trente dernières années justifie amplement de faire financer par l'Etat la recherche agricole et la diffusion des techniques nouvelles dans le secteur de la petite exploitation. Dans les années 70, beaucoup pensaient que la Révolution verte ne profiterait guère aux pauvres, mais les appréciations récentes qui en ont été faites tendent à indiquer que, pour la plupart, ces craintes n'étaient pas fondées. En Asie et en Amérique latine (où les nouvelles variétés ont surtout été adoptées), petits agriculteurs et salariés agricoles en ont bénéficié — encore que la plupart

Encadré 4.3 L'impact de l'évolution technologique sur la situation des femmes

Les variétés de semences modernes, l'irrigation et le renforcement de la commercialisation du produit des cultures se sont accompagnés généralement d'une plus forte utilisation de main-d'œuvre salariée, fournie, en majeure partie, par les ménages sans terre. Les techniques nouvelles ont eu aussi des conséquences majeures pour la division du travail dans les ménages. Le travail salarié a remplacé le travail gratuit et, dans certains cas, la main-d'œuvre masculine a remplacé la main-d'œuvre féminine. Ceci a fait craindre que l'évolution technologique nuise aux femmes.

Le remplacement de la main-d'œuvre familiale par une main-d'œuvre salariée améliore généralement le niveau de vie du ménage. Aux Philippines, par exemple, les techniques nouvelles ont élevé les revenus agricoles, donnant ainsi aux ménages la possibilité d'engager de la main-d'œuvre et d'acquérir des instruments de culture réducteurs du temps de travail. Le nombre d'heures de travail consacrées par les membres de la famille à des activités peu productives sur l'exploitation agricole a diminué, ce qui leur a permis de se livrer à des activités plus productives comme le commerce ou l'élevage. En outre, l'augmentation de la demande de main-d'œuvre salariée a fourni des emplois aux travailleurs sans terre.

En général, l'adoption de variétés modernes a augmenté la demande de main-d'œuvre féminine salariée. Elles nécessitent habituellement un plus grand apport de main-d'œuvre à l'hectare, en particulier pour les travaux accomplis normalement par les femmes, comme le sarclage, la récolte et les travaux d'après-récolte. Une étude portant sur trois Etats indiens a conclu que l'emploi de main-d'œuvre féminine salariée était plus grand sur les exploitations qui avaient adopté

des variétés modernes que sur les autres. D'autres études portant sur l'Inde et le Népal ont montré que, globalement, l'emploi de main-d'œuvre féminine salariée augmentait considérablement avec l'introduction de variétés modernes.

Parfois, cependant, la mécanisation a provoqué une diminution de l'emploi féminin. Le résultat a souvent dépendu du type des tâches qui sont mécanisées. Quand la machine remplit des tâches principalement féminines, les femmes perdent des emplois. C'est ce qui s'est produit au Bangladesh, en Indonésie et aux Philippines lorsque le couteau à main a été abandonné comme instrument de récolte et que l'ensemencement direct et l'utilisation de batteuses mécaniques portatives se sont répandus. Au Bangladesh, l'essentiel des travaux d'après-récolte était accompli par les femmes à l'aide du *dheki* (mortier et pilon actionné au pied). Avec la mécanisation du décorticage et du polissage des grains, ces tâches ont été confiées aux hommes, qui assurent désormais le fonctionnement des moulins modernes. Une étude faite dans les Etats indiens du Kerala, du Tamil Nadu et du Bengale-Occidental a constaté que, lorsque les engrais chimiques remplacent le fumier de vache, ce sont les hommes plutôt que les femmes qui épandent désormais l'engrais parce que les femmes n'ont pas accès à l'information diffusée par les services de vulgarisation.

Là où les femmes ont perdu leurs emplois, l'effet produit sur les revenus et sur le niveau de vie des ménages a varié selon qu'elles avaient ou n'avaient pas trouvé ailleurs des emplois plus productifs. Dans l'ensemble, l'emploi non agricole a augmenté, mais les statistiques par sexe sont rares.

des études aient constaté que les petits agriculteurs adoptent les variétés nouvelles avec un décalage de près de trois ans, parce qu'ils sont moins disposés à prendre des risques ou parce qu'ils n'en ont pas les moyens. L'amélioration de l'accès aux variétés nouvelles et à l'eau, aux apports chimiques et au crédit a encouragé les petits agriculteurs à franchir plus rapidement le pas. Les services de vulgarisation à l'intention des petits agriculteurs y ont contribué aussi. Là où l'action et le soutien des pouvoirs publics ont été insuffisants, comme dans une grande partie de l'Afrique subsaharienne, peu de petits agriculteurs ont adopté les techniques améliorées, de sorte que la croissance globale et les revenus des pauvres en ont pâti.

Il semble en outre établi qu'il y a un rapport entre technologie et salaires. Des études détaillées par pays font souvent apparaître que l'adoption de nouvelles techniques commence par donner une

impulsion à la demande de main-d'œuvre agricole en raison du fait que l'emploi total de main-d'œuvre agricole est plus grand sur l'ensemble de l'année. Les salaires ruraux ont augmenté dans de nombreux Etats de l'Inde et au Pakistan entre le milieu des années 60 et celui des années 70, et à Java (Indonésie) entre le milieu des années 70 et le début des années 80. La demande de main-d'œuvre agricole paraît s'être ralentie en Inde à partir de la fin des années 70 sous l'effet d'innovations réductrices de main-d'œuvre, parfois encouragées par des subventions de mécanisation. Mais la lenteur de la croissance de l'emploi agricole a été compensée par le dynamisme du secteur non agricole. Des craintes ont été émises de voir les techniques modernes et la mécanisation réduire les possibilités d'emploi et le revenu des femmes, mais les informations recueillies ne confirment généralement pas une telle opinion (Encadré 4.3).

Encadré 4.4 La migration des campagnes vers les villes améliore-t-elle ou aggrave-t-elle la condition des pauvres?

Les études ont constaté pour la plupart que ceux qui migrent le font principalement pour des raisons économiques. La pauvreté, absolue ou relative, et l'instabilité du revenu (cause de plus grande vulnérabilité) incitent les individus à se déplacer. Au Botswana, les ménages «placent» leurs différents membres sur des marchés du travail différents afin que, par exemple, l'effet d'une sécheresse sur les revenus ruraux puisse être compensé par les envois de fonds des membres du ménage employés en milieu urbain. Dans les campagnes indiennes, les ménages marient souvent leurs filles à des hommes appartenant à des familles géographiquement éloignées et dispersées (mais avec lesquelles ils ont néanmoins des liens de parenté). Dans presque tous les cas, les individus qui quittent la campagne pour la ville augmentent leur revenu. La plupart des migrants ont un emploi qui les attend ou en trouvent un au bout d'un ou deux mois. Dans le district de Ludhiana, au Pendjab, en Inde, 78 % des migrants avaient trouvé un emploi au bout d'un mois et 94 % en avaient trouvé un au bout de deux mois. Une étude portant sur les plus pauvres des villes, ceux qui vivent sur les trottoirs de Calcutta, a constaté que les migrants voyaient leur situation s'améliorer une fois partis. En Colombie, ceux qui avaient quitté la campagne pour la ville avaient des revenus plus élevés que ceux de la même catégorie sociale qui n'avaient pas migré; la différence était même plus marquée pour ceux dont le niveau d'éducation était plus élevé.

Les plus pauvres sont proportionnellement moins nombreux à migrer des campagnes vers les villes. L'étude du district de Ludhiana, au Pendjab, a montré que 15 % seulement des individus qui quittaient la campagne provenaient des classes les plus défavorisées, lesquelles représentaient pourtant plus de 24 % de l'échantillon. Suivant une étude de 40 villages du nord de l'Inde, 5 % seulement des travailleurs migrants provenaient de ménages d'ouvriers agricoles, alors que ceux-ci représentaient 19 % de la population des villages. Il est possible que les plus pauvres restent sur place parce qu'ils ont moins d'instruction. Au Kenya,

quelqu'un qui a de l'instruction a cinq fois plus de chances de quitter le village que celui qui n'en a pas; en Tanzanie, 90 % des hommes qui avaient quitté leur village avaient fréquenté l'école à un moment ou un autre.

La condition des pauvres qui ne migrent pas peut quand même s'améliorer indirectement. La migration des campagnes vers les villes a tendu le marché de la main-d'oeuvre rurale dans de nombreux pays. En outre, les envois de fonds aident ceux qui restent sur place. Au Kenya, ces envois ont permis à certains des ménages les plus pauvres de quitter le bas de l'échelle des revenus et contribué à l'innovation agricole, notamment en réduisant l'instabilité du revenu. Il n'y a guère d'éléments qui incitent à penser que la migration aggrave la pauvreté dans les régions de départ.

L'incidence de la migration sur les pauvres des villes est, elle aussi, intéressante à mesurer, mais les renseignements sur la question sont rares. La migration aura, semble-t-il, pour effet d'empêcher les salaires urbains de la main-d'oeuvre non qualifiée de monter dans le secteur informel. Les indications recueillies en Colombie ont montré que les migrants avaient des revenus plus élevés que les individus originaires de la ville à niveau d'éducation égal. Rien n'indique cependant que la migration provoque une diminution de revenus chez ceux qui sont citadins d'origine.

Certains pays ont tenté de freiner la migration sous prétexte qu'elle entraîne une urbanisation excessive et coûteuse. A quelques rares exceptions près, ces tentatives n'ont pas réussi à réduire sensiblement la migration des campagnes vers les villes, ni à réorienter les migrants en direction des villes secondaires. Des mesures qui aboutiraient à favoriser les villes pourraient provoquer une migration plus massive qu'il n'est socialement souhaitable. La politique à mener consisterait plutôt à rechercher des solutions directes — comme la réduction des préventions hostiles à l'activité agricole dans les mécanismes de fixation des prix et l'amélioration de l'infrastructure sociale et économique dans les campagnes.

LES ARTICULATIONS ENTRE SECTEUR AGRICOLE ET SECTEUR NON AGRICOLE. La croissance, dans l'économie non agricole rurale, est importante pour la création d'emplois ruraux et l'augmentation des revenus du travail. Elle est, le plus souvent, le fait de petites entreprises à forte intensité de main-d'oeuvre. Les activités non agricoles représentent généralement de 20 à 30 % de l'emploi rural en Asie et en Amérique latine et de 10 à 20 % en Afrique. Si l'on inclut les agglomérations rurales, les proportions augmentent substantielle-

ment. Une étude faite en Inde a relevé que, dans les années 70, l'emploi a augmenté de 35 % dans le secteur non agricole et de 14 % dans l'agriculture; sans cette croissance, les salaires ruraux auraient progressé beaucoup plus lentement. Au Kenya, les familles de petits agriculteurs ont vu leurs revenus d'origine non agricole par habitant monter de 14 % par an entre 1974-75 et 1981-82, alors que les revenus de l'emploi agricole n'augmentaient que de 3 %.

Si le secteur non agricole progresse souvent plus

vite que le secteur agricole, c'est généralement à l'agriculture qu'il le doit. Une économie agricole en expansion nécessite des moyens fournis par les entreprises de transport, de transformation et de commercialisation, auxquelles elle apporte elle-même des matières premières. La hausse des revenus agricoles accroît la demande de biens de consommation et de services. Une étude a constaté que la dépense en biens non alimentaires produits localement représentait 33 % de la hausse des dépenses des ménages dans les régions rurales de la Malaisie et de l'Inde, et 15 % de l'augmentation des dépenses en Sierra Leone et au Nigéria. Plus généralement, l'étude a observé que chaque dollar de hausse du revenu agricole entraînait une hausse de revenu d'environ 80 cents ailleurs dans l'économie dans les pays d'Asie, et de 50 cents dans les pays d'Afrique. L'écart s'explique par le fait que les densités démographiques sont moindres et les marchés insuffisamment intégrés en Afrique. Les investissements publics d'infrastructure rurale (électricité, transport, eau, banques, téléphone, écoles, etc.) peuvent renforcer considérablement ces articulations.

Aspects de la croissance urbaine et industrielle

La croissance de l'emploi et des salaires urbains est — pour le rythme de réduction de la pauvreté — le second grand déterminant par l'influence directe qu'elle exerce sur les pauvres des villes et par les possibilités de migration qu'elle ouvre aux populations rurales (Encadré 4.4). La croissance de l'emploi urbain est particulièrement importante dans les pays en développement à revenu intermédiaire, mais elle joue aussi un rôle sans cesse plus grand ailleurs. Les pouvoirs publics peuvent influencer sur la demande urbaine de main-d'oeuvre en modifiant les incitations et les réglementations applicables aux travailleurs et à leurs employeurs, et en mettant en place, ou en ne mettant pas en place, l'infrastructure urbaine nécessaire.

INCITATIONS ET REGLEMENTATIONS. La demande de main-d'oeuvre urbaine dépend en partie de la politique des pouvoirs publics à l'égard des marchés de biens et de capitaux, ainsi que de celle qu'ils suivent à l'égard du marché du travail lui-même. Souvent, la protection de l'industrie réduit à la fois le niveau et la croissance de l'emploi de main-d'oeuvre dans le secteur moderne. En règle générale, plus le degré de protection est élevé, plus forte est l'intensité de capital de la production : c'est ce qu'illustre l'exemple de l'Inde présenté au Tableau 4.1. Un régime des échanges extérieurs

Tableau 4.1 Protection effective et intensité de main-d'oeuvre de l'activité manufacturière, Inde, 1986

Degré de protection effective de l'industrie	Part du capital fixe (pourcentage)	Part de l'emploi (pourcentage)	Capital fixe par travailleur (milliers de roupies)
Elevé	53	19	93
Moyen	4	3	32
Faible	43	78	18
Toutes industries	100	100	32

Source : Banque mondiale, 1989b.

plus neutre ferait donc augmenter la demande de main-d'oeuvre. Une partie de l'expansion de cette demande serait probablement due à l'augmentation des exportations, mais la principale raison d'abaisser la protection est d'utiliser plus efficacement les ressources, et notamment la main-d'oeuvre. Une plus grande neutralité du régime des échanges peut favoriser un mode d'expansion industrielle à plus forte intensité de travail dans les secteurs qui concurrencent les importations aussi bien que dans les secteurs exportateurs. Une étude de dix pays réalisée dans les années 70 le confirme. En outre, la même étude a montré qu'en Indonésie, au Pakistan et en Tunisie, la demande de main-d'oeuvre aurait augmenté davantage sous l'effet d'une meilleure utilisation des ressources dans le secteur concurrentiel des importations que sous l'effet d'un déplacement d'un secteur à l'autre.

L'évolution de la contribution du secteur manufacturier à l'emploi diffère considérablement d'un pays à l'autre (Tableau 4.2). La croissance de l'emploi dans le secteur manufacturier dépend à la fois de la croissance du secteur et de son intensité de main-d'oeuvre. Ici encore, les pays d'Asie de l'Est à revenu intermédiaire et à faible revenu se distinguent. Beaucoup des pays où l'emploi du secteur manufacturier a augmenté rapidement possédaient aussi un secteur agricole dynamique. Une politique qui évite de défavoriser l'agriculture va de pair avec un type de développement qui fait plus largement appel à la main-d'oeuvre. Aucun pays n'a opté pour un régime d'échanges totalement neutre, mais les incitations ont été beaucoup moins porteuses de distorsions en Corée, en Malaisie et (après le milieu des années 70) en Thaïlande qu'en Argentine, au Pakistan ou en Tanzanie.

INTERVENTIONS SUR LE MARCHÉ DES FACTEURS. Quand les pouvoirs publics interviennent sur les marchés des capitaux et du travail, ils aggravent souvent ce que la protection a d'hostile à la main-

Tableau 4.2 Part de l'activité manufacturière dans l'emploi dans un échantillon de pays, 1970 à 1980
(en pourcentage)

Pays	Part de l'emploi du secteur manufacturier par rapport à la main-d'oeuvre totale		Hausse, 1970-80 ^a
	1970	1980	
Corée, Rép. de	7	14	36
Malaisie	9	16	33
Indonésie	6	9	23
Brésil	7	10	19
Thaïlande	5	7	13
Colombie	5	6	10
Inde	2	3	5
Zambie	3	3	4
Kenya	2	2	4
Tanzanie	1	1	2
Pakistan	2	2	1
Argentine	17	13	-21

Note : Les chiffres concernent l'emploi déclaré dans le secteur manufacturier.

a. Augmentation de l'emploi dans le secteur manufacturier rapportée à l'augmentation de l'effectif de main-d'oeuvre.

Source : Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et Banque mondiale.

d'oeuvre. Beaucoup de pays diminuent le coût des importations de biens d'équipement (par l'application de tarifs bas et la surévaluation des taux de change), accordent des avantages fiscaux à l'investissement en biens d'équipement et subventionnent le crédit, toutes choses qui tendent à diminuer le prix du capital. L'application de prix subventionnés pour l'énergie vient souvent accentuer cette prévention et a des conséquences néfastes pour l'environnement. Au contraire, les prélèvements parafiscaux de sécurité sociale, la réglementation du travail et les salaires élevés (surtout dans les branches où la concurrence entre producteurs est faible) tendent à élever le coût de la main-d'oeuvre dans le secteur moderne. Une étude des dispositifs d'incitation de dix pays a montré que les interventions des pouvoirs publics avaient fait monter le prix relatif de la main-d'oeuvre dans tous les cas au début des années 70. L'augmentation était de 11 % en Corée, de 30 à 50 % en Argentine, au Brésil et en Côte d'Ivoire, de près de 90 % en Tunisie et de plus de 300 % au Pakistan.

Les politiques suivies à l'égard du marché du travail — salaires minimums, réglementations sur la sécurité de l'emploi et sécurité sociale — visent généralement à améliorer le bien-être ou à réduire l'exploitation de la main-d'oeuvre. Mais elles ont pour effet d'élever le coût de la main-d'oeuvre dans le secteur moderne et de réduire la demande

de main-d'oeuvre. Des études réalisées dans les années 70 et les années 80 ont constaté que les réglementations de sécurité de l'emploi ont fait baisser la demande de main-d'oeuvre à long terme dans une proportion estimée à 18 % en Inde et à 25 % au Zimbabwe. La pauvreté est rare, de toute façon, dans le secteur moderne. Pourtant, en tentant d'y améliorer le bien-être des travailleurs, les pouvoirs publics y ont réduit l'emploi, augmenté l'offre de main-d'oeuvre dans le secteur rural et le secteur informel urbain, et fait baisser, du même coup, les revenus du travail précisément là où les pauvres sont le plus nombreux.

LE RÔLE DU SECTEUR INFORMEL. Dans la plupart des pays en développement, le secteur informel est une source majeure d'emplois et de revenus. Selon certaines estimations, il représenterait 75 % de l'emploi urbain dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne et 85 % au Pakistan. Il regroupe aussi la majeure partie des pauvres dans les zones urbaines. En Côte d'Ivoire, par exemple, l'incidence de la pauvreté urbaine dans le secteur informel est plus de trois fois supérieure à ce qu'elle est dans le secteur moderne.

Le secteur informel est très peu homogène quant à la structure des revenus et aux activités. Il se compose principalement d'entreprises individuelles et de petites entreprises employant quelques apprentis (souvent des membres de la famille) et quelques salariés. Elles échappent à la réglementation du travail et aux restrictions d'établissement. Beaucoup, cependant, paient des impôts indirects et, par exemple, des patentes s'il s'agit de vendeurs de rue et de petits ateliers de réparation. Les salaires y sont généralement inférieurs à ceux du secteur moderne, surtout pour les apprentis. Mais l'inégalité y est aussi très grande et beaucoup d'entrepreneurs ont une situation bien meilleure que les travailleurs du secteur moderne. Le secteur regroupe toute sorte d'activités qui vont d'entreprises manufacturières, de transport et de commerce très dynamiques à des travaux marginaux tels que l'enlèvement et le recyclage des ordures. La plus grande partie de la production est destinée à la consommation — principalement à celle des ménages à bas revenu — et très peu à l'exportation.

Comme dans le secteur rural non agricole, la croissance, dans le secteur informel urbain, est tributaire du reste de l'économie et, en particulier, de la demande de biens et services n'entrant pas dans les échanges internationaux. Mais le régime préférentiel réservé aux grandes entreprises lui a nui.

Les subventions au capital accordées à une partie de l'économie réduisent par contrecoup la quantité de ressources disponibles pour le reste.

Certains pays ont tenté de compenser ces déséquilibres. L'Inde, par exemple, a offert des crédits à bon marché aux petites entreprises et restreint la concurrence que leur font les grandes. Cette façon de procéder réussit rarement. La protection et les restrictions apportées aux possibilités d'implantation des grandes entreprises dans les activités à forte intensité de main-d'oeuvre ont eu tendance à réduire les gains d'emplois, d'autant que le subventionnement du crédit a conduit beaucoup de petites entreprises à adopter des techniques relativement capitalistiques. Les distorsions présentées par les marchés des produits, celles, en particulier, que fait apparaître la structure de la protection entre industries, ont probablement eu des conséquences plus grandes encore. En effet, les faits observés tendent à montrer que, dans le même domaine, les petites entreprises du secteur manufacturier ne sont pas nécessairement plus fortes consommatrices de main-d'oeuvre que les grandes. En Corée, l'intensité de main-d'oeuvre à l'intérieur d'une branche varie rarement de plus du simple au triple, tandis qu'elle varie parfois, d'une branche à l'autre, de plus du simple au centuple.

La plupart des pays ont nui encore davantage à l'emploi informel en adoptant des réglementations pesantes. En Indonésie, où le secteur informel est généralement prospère, l'usage des cyclo-pousse a été progressivement restreint au point que ce type de véhicule est désormais totalement interdit à Jakarta. Au Zimbabwe, les vendeurs de rue et les petites entreprises sont interdits dans de nombreux quartiers des villes et les petites entreprises se heurtent aux pires difficultés pour acquérir des titres de propriété foncière. Une étude sur le Pérou a montré qu'un entrepreneur en puissance désireux de monter une petite fabrique de vêtements devait consacrer 289 journées de travail à régler des problèmes d'ordre réglementaire; à Lima, il fallait plus de deux ans pour faire enregistrer un service de minibus. Outre la suppression des dispositions qui favorisent les grandes entreprises, l'allègement de la réglementation et la mise en place des équipements d'infrastructure urbaine appropriés sont le meilleur moyen de promouvoir la croissance dans le secteur informel.

INFRASTRUCTURE URBAINE ET PAUVRETE. L'urbanisation soumet les équipements collectifs à des pressions sans cesse plus fortes. L'investissement d'in-

frastructure peut ouvrir des brèches dans le mur de la pauvreté par l'amélioration des conditions d'existence et la création d'emplois. Du reste, les deux sont liés. De nombreux services, qu'il s'agisse des routes, de l'eau, de l'assainissement, de l'électrification ou d'autres encore qui sont mis en place en faveur des zones à faible revenu, profitent aux petites entreprises aussi bien qu'aux ménages, du fait que beaucoup d'activités informelles s'exercent à la maison. Des études faites en Colombie et en Corée montrent qu'il est indispensable que les petites entreprises qui se créent aient accès aux services d'utilité publique. Au Nigéria, comme dans bien d'autres pays africains, l'insuffisance de l'infrastructure urbaine freine la croissance des petites entreprises qui, par exemple, n'ont pas les moyens d'avoir leur propre générateur électrique ou leurs propres installations d'amenée d'eau.

Accroître la participation des pauvres à la croissance

Une croissance qui ouvre des possibilités de revenu aux pauvres aura un plus fort impact sur ceux-ci s'ils ont accès à la terre, au crédit ainsi qu'à l'infrastructure et aux services publics. De nombreux pays ont adopté des programmes dans ce sens.

Elargir l'accès à la terre

Les redistributions de terres ont, à juste titre, suscité un vif intérêt. En outre, en développant la pratique du fermage, en assurant des droits fonciers clairement définis là où les systèmes traditionnels échouent et en améliorant la gestion des ressources communautaires, on peut améliorer les conditions de vie d'un grand nombre de pauvres des campagnes. Ce genre d'action devrait contribuer à faire reculer la pauvreté tout en élevant la productivité des sols.

REFORMER LES DROITS DE PROPRIETE. Au XXe siècle, dans leur quasi-totalité, les grandes redistributions des droits de propriété foncière sont venues après une révolution sociale, une défaite militaire ou une guerre de libération nationale contre le régime colonial. Ces bouleversements ont souvent donné naissance à des modes d'organisation collective à grande échelle, comme en Chine, à Cuba, en Ethiopie, en République populaire démocratique de Corée, en URSS et au Viet Nam. L'ancien ordre agraire a été totalement balayé sans aucune

Encadré 4.5 Les avantages d'une réforme foncière sélective : le nord-est du Brésil

Le Projet de développement rural de Piauí, au Brésil, le premier projet de la Banque mondiale à porter sur la réforme du régime d'occupation des sols, montre que les transferts de terres aux petits paysans sont chose possible et que la sécurité de jouissance encourage les pauvres à adopter des techniques nouvelles. Il montre aussi quels résultats peuvent être obtenus dans un pays où la répartition des terres est fortement inégale et où la politique agricole est nettement défavorable aux pauvres (comme on l'a vu dans l'Encadré 4.1).

La terre à Piauí était bon marché : 40 dollars l'hectare au début, elle est tombée autour de 15 à 25 dollars l'hectare au fur et à mesure de l'application du projet. Sur une période de cinq ans, le projet a acquis 200.000 hectares, distribué des terres à 3.480 familles et régularisé l'occupation des sols pour 1.500 familles. Il a aussi mis en place des équipements d'infrastructure — principalement des routes, un réseau d'approvisionnement en eau et quelques ouvrages d'irrigation. Sept mille sept cent soixante propriétaires fonciers ont vu leurs revenus augmenter de 240 à 293 %. Globalement, la superficie cultivée totale a augmenté de 16 % et la valeur de la production de 50 %. Les rendements se sont élevés dans une proportion de 10 à 40 % pour les exploitations en sec et de 30 à 70 % pour les exploitations irriguées. La possession de droits clairement définis et reconnus a incité les agriculteurs à investir dans la terre et à adopter de meilleures techniques.

indemnisation. Ailleurs, la réforme a aidé les fermiers, petits exploitants ou nouveaux colons par des transferts de droits individuels — la République de Corée, l'Égypte, l'Inde, l'Iran, le Japon et le Kenya en sont des exemples. Une indemnisation a parfois été versée, mais généralement sur la base de prix largement inférieurs aux prix réels.

La Chine, la République de Corée et le Japon ont opéré des réformes foncières de grande portée. Elles ont eu deux séries de conséquences pour les pauvres. Tout d'abord, les ménages ruraux ont bénéficié de la réattribution des rentes foncières et des possibilités nouvelles qu'ils se voyaient offrir d'employer les ressources de la famille. Ensuite, tout en créant des incitations en faveur de l'agriculture et des institutions locales fortes, les réformes ont également jeté les bases d'une croissance large de nature à faire reculer la pauvreté.

Sans bouleversement majeur, les réformes fon-

cières sont rarement allées aussi loin, de sorte que les effets en ont été modestes pour les pauvres. En Égypte, en Inde et en Iran, d'anciens locataires sont devenus propriétaires, mais la réforme a favorisé les paysans relativement aisés. En Bolivie et au Mexique, les redistributions se sont faites en réaction contre l'inefficacité et l'iniquité du système des « haciendas » mais, comme la politique qui a été appliquée par la suite n'a pas réussi à soutenir la croissance de la productivité dans l'agriculture de petite exploitation, les effets n'en ont guère été ressentis par les pauvres. En Bolivie, en outre, la majeure partie des terres a été attribuée à de grandes sociétés agricoles pour servir à l'élevage du bétail et à l'exploitation forestière. Et, bien que plus d'un demi-million de paysans aient reçu la disposition de 4 millions d'hectares de terres, beaucoup n'ont toujours pas obtenu de titres fonciers. Une telle situation rend les transactions difficiles et limite l'utilisation de la terre comme sûreté.

En général, les réalités politiques interdisent de trop s'éloigner de l'ordre établi. Lorsque l'expropriation n'est pas possible, le coût de l'indemnisation des anciens propriétaires pose un gros problème, surtout là où les distorsions introduites par l'action des pouvoirs publics ont fait monter le prix de la terre. La réforme foncière peut être coûteuse à d'autres égards encore : il faut engager des fonds pour financer les opérations de relevé et de cadastre des propriétés nouvelles et mettre en place l'infrastructure et les services indispensables pour accroître la productivité des nouvelles exploitations.

Les chances de voir aboutir la réforme foncière sont plus grandes si l'on y est aidé, comme cela a été le cas au Kenya. Un projet exécuté dans le nord-est du Brésil semble indiquer aussi que des transferts de terres plus modestes en faveur des petits exploitants sont réalisables malgré tout ce que cela comporte de difficultés et qu'ils contribuent, à condition que les investissements nécessaires soient faits, à accroître les revenus agricoles (Encadré 4.5).

AMELIORER LE RÉGIME DU FERMAGE. De nombreux pays se sont efforcés de renforcer la sécurité des fermiers et ont cherché, en fait, à leur transférer des droits de propriété. Certaines de ces réformes ont réussi — aux Philippines, par exemple, et dans les États du Bengale-Occidental et de Kerala, en Inde, où les droits de fermage sont devenus transmissibles par héritage. Néanmoins, la réforme du régime du fermage a généralement échoué. Les propriétaires ont fait échouer les législations nouvelles en expulsant les fermiers ou en déguisant le

Encadré 4.6 Les régimes d'occupation des sols en Afrique subsaharienne : le cas du Rwanda

En Afrique, quelques régimes d'occupation des sols ont hérité d'anciennes formes de propriété collective certaines traditions qui garantissent aux pauvres un accès à au moins une petite parcelle de terre et qui, simultanément, incitent à préserver la productivité à long terme des lopins. Le Rwanda en est un bon exemple. Ce pays a l'une des plus fortes densités démographiques d'Afrique (445 habitants au kilomètre carré de terre arable en 1986) et les possibilités d'emploi hors de l'activité agricole sont rares (90 % de la population active travaillent dans l'agriculture). Or, il n'existe quasiment pas de ménages sans terre au Rwanda. Par exemple, dans la préfecture de Ruhengeri, région fortement cultivée, près de 98 % des ménages ruraux cultivent au moins 0,1 hectare et 75 % au moins 0,3 hectare. La répartition des terres y est aussi relativement équitable. Le contraste est vif avec les régions d'Asie à densité démographique comparable où il peut y avoir 30 % ou plus de ménages ruraux sans terre.

Les résultats d'enquêtes faites pour une étude de la Banque mondiale dans trois préfectures (Butare, Gitarama et Ruhengeri) indiquent que 22 % des ménages ruraux n'ont acquis aucune terre par héritage. Près de la moitié des ménages de ce groupe ont obtenu un lopin de terre à la suite des attributions décidées par les pouvoirs publics lors de l'accession du pays à l'indé-

pendance ou peu de temps après. Les autres ont obtenu la majeure partie de leurs terres par transferts (dons et prêts) à l'intérieur de la famille élargie. Ces transferts confèrent généralement des droits stables sur la terre et incitent, de ce fait, à l'utiliser efficacement et à préserver sa productivité. Ceci est essentiel en raison de la topographie montagneuse du Rwanda et des risques d'érosion.

La possibilité qu'a la famille élargie d'exercer un certain contrôle sur les transmissions de terre est une caractéristique fondamentale du régime d'occupation des sols au Rwanda. Il est rare que les ménages qui empruntent des terres revendiquent la cession de droits permanents sur elles, même lorsqu'ils ont le droit de les cultiver pendant longtemps. Même les terres obtenues par héritage ou reçues à titre de don permanent ne peuvent pas toujours être transmises librement à autrui par le bénéficiaire. Néanmoins, l'absence de droits absolus de transmission dans ce cas ne paraît pas avoir dissuadé les agriculteurs d'investir pour améliorer et préserver la qualité des terres ou le niveau de productivité atteint. L'élément majeur semble être ici le droit de léguer la terre aux membres de la famille. Quand ce droit n'existe pas, les niveaux de l'investissement et de l'utilisation des moyens de production modernes sont sensiblement inférieurs.

fermage en travail salarié. Au Brésil, où les lois sur les fermages limitent la part de la production qui échoit au propriétaire et rendent difficile d'expulser les fermiers et les métayers, les travailleurs semi-qualifiés ont difficilement accès à la terre. Les propriétaires préfèrent conclure des accords de fermage sans caractère officiel et de très courte durée. Ou ils peuvent expulser le fermier et utiliser la terre pour la foresterie, l'élevage ou la production mécanisée, ou même la laisser tout simplement inexploitée. En Inde et au Pakistan, la superficie cultivée par d'authentiques fermiers a diminué de façon spectaculaire au cours des trente dernières années.

La législation du fermage n'est de toute évidence pas le meilleur moyen à employer pour développer la location des terres ou protéger les droits et revenus des fermiers. Il est probable que le moyen le plus efficace de renforcer le pouvoir de négociation des fermiers sera d'appliquer une politique tendant à accroître la demande de main-d'œuvre et à augmenter, de ce fait, la rémunération du travail non qualifié — c'est-à-dire le rapport de la meilleure possibilité de rechange ouverte au candidat

au fermage. De telles mesures sont mieux faites pour améliorer les chances des travailleurs sans terre de devenir fermiers et pour donner aux membres de leur famille la possibilité de tirer un meilleur revenu de leur savoir-faire agricole.

EQUILIBRER PROPRIÉTÉ INDIVIDUELLE ET PROPRIÉTÉ COLLECTIVE. Les formes traditionnelles de propriété foncière en Afrique semblent évoluer vers la reconnaissance de droits de propriété individuels. L'évolution est due principalement à l'accroissement démographique et à la commercialisation croissante de l'agriculture. Mais ce passage à l'individualisation des droits fonciers tend à détruire la capacité des régimes traditionnels à assurer un accès à la terre à tous les membres de la famille largement définie. Or, c'est cette caractéristique de leurs régimes fonciers qui a permis à certains pays d'Afrique d'éviter les extrêmes de la pauvreté et de l'absence de terre, qui sont chose courante dans bien des pays d'Asie et d'Amérique latine : les régimes traditionnels ont eu pour effet de sécuriser les agriculteurs et de les encourager ainsi à investir (Encadré 4.6). Dans ces cas, il n'y aura peut-être

pas lieu d'encourager le cadastrage et l'attribution de titres de propriété individuels. Là où les régimes traditionnels n'ont pas été capables de garantir la possession de droits fonciers bien définis, l'attribution de titres de propriété et le cadastrage sont utiles.

Les pâturages et les ressources forestières qui sont propriété commune sont importants pour les ménages ruraux pauvres. Ils procurent du bois de feu, du fourrage et des emplois à ceux qui, autrement, n'ont guère de droits fonciers. Lorsque la population augmente rapidement ou lorsque l'accès à ces ressources est libre et que leur gestion traditionnelle par la collectivité a cessé de fonctionner, les espaces collectifs sont souvent soumis à un usage excessif et se dégradent, au détriment de ceux qui en ont le plus grand besoin pour garantir leur sécurité. Souvent, la privatisation de ces ressources n'a pas réussi à protéger les intérêts de ceux qui possèdent des droits sur elles, ni à jeter les bases d'un régime viable et équitable. Les petits exploitants ont parfois été contraints, de ce fait, de vendre leurs lopins personnels. Il faudrait se préoccuper davantage des ressources communales. Celles-ci doivent être mieux protégées et mieux gérées. Ce que l'on dépenserait en recherche sur la manière d'utiliser ces ressources fragiles serait de l'argent bien dépensé.

Élargir l'accès au crédit

Le crédit peut aider les pauvres à se procurer des actifs et à assurer leur consommation en période difficile. Mais prêter aux pauvres est chose coûteuse pour le prêteur. Les frais sont élevés et, faute de sûretés, le risque peut être grand. En outre, d'autres emprunteurs, comme les grands exploitants, peuvent bénéficier d'un traitement préférentiel pour des raisons culturelles ou ethniques. De nombreux pays ont donc cherché à élargir l'accès du crédit aux pauvres au moyen, notamment, de grands programmes de crédit subventionné. Plusieurs raisons ont été avancées pour justifier ce type d'action : les pauvres n'ont pas les moyens de payer les taux d'intérêt pratiqués sur le marché; les prêteurs institutionnels sont trop prudents; les autres prêtent à des taux abusifs. Mais il s'est avéré que c'était là faire fausse route.

SUBVENTIONNER LE CRÉDIT POUR LES PAUVRES. En dépit, ou en raison, du fait que l'on s'est efforcé, pendant de nombreuses années, d'orienter une plus grande part du crédit institutionnel vers les pauvres, 5 % seulement des exploitations agricoles en Afrique et 15 % en Asie et en Amérique latine y

ont eu accès. Au Bangladesh, après plus d'une décennie de subventions, seuls 15 % des petits exploitants et 7 % des ménages sans terre ont reçu un crédit institutionnel. Le crédit à bon marché est devenu un programme de transfert aux non-pauvres. Au Brésil, on a estimé que ce type de transferts implicites a atteint, à son maximum du début des années 80, de 3 à 4 milliards de dollars par an (entre 1,2 et 1,6 % du PIB). En outre, le maintien des taux d'intérêt à un niveau artificiellement bas et les réglementations du crédit faussent la répartition des ressources et ouvrent la porte au clientélisme et à la corruption. Tout cela a porté tort au secteur financier sans pour autant réussir à élargir l'accès des pauvres au crédit.

Des études de programmes de crédit subventionné en Afrique subsaharienne, au Moyen-Orient et en Amérique latine ont fait apparaître que les cas d'arriérés de paiement représentaient de 30 à 95 % des prêts. Les emprunteurs subventionnés sont moins fiables que les autres. Une étude détaillée de trois villages indiens a permis de constater qu'environ 60 % des emprunteurs étaient en situation d'arriérés dans les deux villages où le crédit institutionnel représentait les deux tiers de l'ensemble du crédit; dans l'autre, où le crédit institutionnel représentait une moindre part du total, 17 % seulement étaient en retard dans leurs paiements. Et les taux de remboursement étaient généralement inférieurs dans le cas des grands exploitants que dans celui des petits. Ce n'est donc pas la pauvreté en tant que telle qui rend les emprunteurs moins fiables.

Au surplus, l'expérience montre que les pauvres sont disposés à payer les taux d'intérêt du marché. Le Bangladesh a constaté que les petits agriculteurs continuaient à vouloir emprunter même lorsque le taux d'intérêt avoisinait 30 % par an. Les pauvres, de toute façon, empruntent couramment sur le marché non officiel où les taux sont souvent très élevés. Les prêteurs, dans les zones rurales de Sri Lanka, font souvent payer des taux de 25 à 50 % pour la durée d'une saison agricole.

Là où le crédit subventionné a réussi à parvenir jusqu'aux pauvres, d'autres questions se posent. En 1988, l'Integrated Rural Development Program (IRDP), en Inde, concernait 27 millions de familles rurales. Une étude sur échantillon faite en Uttar Pradesh a montré que près de 60 % des investissements avaient été retenus pendant quatre à cinq ans. Mais, en 1986, les arriérés de paiement représentaient 59 % des prêts de l'IRDP. Cette étude a montré en outre que 7 % seulement des ménages qui avaient remboursé leurs prêts recevaient à nouveau du crédit. On voit donc que, si l'IRDP a

réussi à accroître les actifs d'un grand nombre de ménages défavorisés, il n'est pas parvenu à mettre durablement en place des services financiers pour les pauvres.

Le crédit à bon marché n'a donc pas aidé les pauvres. Mieux vaut consacrer les fonds publics aux dépenses d'infrastructure et de services du type vulgarisation agricole et information sur les marchés. Un secteur financier viable, exempt de distorsions, contribuera à tirer le meilleur parti de ce type d'investissement.

CREER DES INSTITUTIONS FINANCIERES POUR LES PAUVRES. Le crédit institutionnel subventionné a échoué. Mais existe-t-il des possibilités de développer le crédit non institutionnel, la source de crédit la plus courante pour les pauvres? Fonctionnant avec des coûts fixes peu élevés, les prêteurs non institutionnels proposent de petits prêts aux clients dont les revenus sont faibles, parce qu'ils les connaissent personnellement ou par relations

d'affaires. Parce qu'il connaît bien son client, le prêteur non institutionnel peut faire preuve de souplesse en matière de sûretés et d'échéances de paiement. Les prêteurs institutionnels peuvent en tirer des enseignements (Encadré 4.7).

Bien qu'il soit solidement entré dans les mœurs et que ses possibilités soient considérables, le crédit non institutionnel a ses inconvénients. Le fait qu'il fonctionne à l'écart des grands marchés financiers limite l'accès des prêteurs aux capitaux et réduit la concurrence, et il porte rarement sur des échéances lointaines ou de grosses sommes. L'établissement de liens entre le crédit non institutionnel et le crédit institutionnel pourrait faire disparaître certaines de ces difficultés, mais il y a encore beaucoup à apprendre à ce sujet.

Les insuffisances respectives du crédit institutionnel et du crédit non institutionnel ont conduit les gouvernements, les bailleurs de fonds et les ONG à adopter tout un ensemble de programmes originaux de crédit aux pauvres. Ils sont de portée

Encadré 4.7 Leçons à tirer des modes de financement non institutionnels en Afrique subsaharienne

Le financement non institutionnel prend de nombreuses formes différentes : associations d'épargne et de crédit, fonds tournants, banquiers et prêteurs ambulants, arrangements financiers entre parents et amis, etc. Malgré leur souplesse, ces opérations ont un caractère généralement astreignant et sont bien gérées.

Les associations à fonds tournants, appelées *susus* ou *tontines* dans certains pays d'Afrique, sont une formule souple et originale. Les participants versent une somme convenue à un fonds dont le montant est ensuite prêté aux membres à tour de rôle. Au Ghana, les *susus* se sont muées en organismes de crédit et d'épargne en pleine expansion. Les contributions quotidiennes vont de 10 à 500 cedis (de 0,04 dollar à 2,00 dollars). Des receveurs parcourent chaque jour les marchés pour recueillir les dépôts, si petits soient-ils, principalement auprès des femmes qui vendent leurs produits sur les marchés. Dans les campagnes, les receveurs font leur tournée tôt le matin, avant le départ pour les champs, et à nouveau le soir, après le retour. Les dépôts mensuels représentent des millions de cedis. Une étude faite sur Tamale, dans le nord du Ghana, a montré que les dépôts mensuels recueillis par un receveur moyen atteignent de 1,5 à 2,0 millions de cedis. Une banque rurale typique du Nord pourrait détenir une épargne de l'ordre de 10 millions de cedis. Le réseau non institutionnel recueille de toute évidence un volume d'épargne considérable.

Mesurant les avantages de la formule, la State Insur-

ance Corporation du Ghana a lancé, en février 1987, un programme calqué sur les *susus*. Appelé «Money Back», il offre des services d'assurance vie et d'investissement, essentiellement aux petites et moyennes entreprises. Comme dans le cas des *susus*, les clients déposent une contribution d'un montant convenu et des employés parcourent quotidiennement les marchés pour recueillir les fonds. «Money Back» fonctionne selon des modalités familières aux intéressés, garantit à ses clients la sécurité de leur épargne et attire des fonds que, dans l'ensemble, le système bancaire proprement dit ne recueillerait pas. Le programme n'en est encore qu'à ses débuts, mais son succès ne cesse de croître. Il pourrait évoluer vers un programme à l'échelle de la région ou même du pays tout entier.

Dans d'autres pays d'Afrique, des formules improvisées se sont développées jusqu'à devenir des organismes financiers relativement importants. Au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Mali et au Sénégal, des «clubs» d'épargne — qui comprennent, par exemple, des fonds tournants et des mutuelles de crédit — se sont créés. Leur fonctionnement repose sur des engagements personnels, mais ils jouent aussi efficacement le rôle d'intermédiaires financiers qui fournissent des garanties mutuelles de crédit. L'Association de coopératives d'épargne et de crédit du Cameroun propose ses services à 231 mutuelles de crédit qui comptent environ 62.000 membres et gèrent une épargne d'environ 33 millions de dollars.

Tableau 4.3 Portée des programmes de crédit

Programme	Année	Portée ^a
MicroFund (Philippines)	1989	730
Production Credit for Rural Women (Népal)	1989	6.640
Association for Development of Microenterprise (ADEMI) (République dominicaine)	1988	19.430
Small-scale Enterprise Program (Calcutta)	1988	36.000
Working Women's Forum (Madras)	1988	50.000 ^b
Small Farmer Development Program (Népal)	1989	78.520
Saving Development Foundation (Zimbabwe)	1985	250.000 ^b
Grameen Bank (Bangladesh)	1988	413.000
Kupedes (Indonésie)	1988	1.300.000 ^c
Badan Kredit Kecamatan (BKK) (Indonésie)	1982	2.700.000

a. Effectif total des participants.

b. Chiffre approximatif.

c. Nombre de bénéficiaires en 1988.

très diverse (Tableau 4.3), mais ceux qui ont réussi possèdent un certain nombre de points communs. La plupart ont choisi de ne pas subventionner les taux d'intérêt. Ils ont cherché plutôt à s'adapter aux besoins des pauvres en réduisant les coûts de l'opération de crédit pour le prêteur et pour l'emprunteur. Les programmes à forts taux d'emprunt et à conditions strictes, spécialement ceux qui lient le remboursement à l'obtention future de crédit, ont plus de chances d'atteindre les pauvres.

Le prêt de groupe est l'une des méthodes utilisées à cette fin. Dans ce cas, en principe, le défaut de remboursement par un des membres du groupe compromet l'accès futur du groupe au crédit. Le fait que les membres du groupe d'emprunteurs sont solidairement responsables réduit le risque de

défaillance et rend moins chère l'attribution de crédit à des clients dispersés. L'exemple le mieux connu dans ce domaine est celui de la Grameen Bank au Bangladesh. Cette institution a réussi à servir une clientèle extrêmement pauvre — dont 83 % de femmes — en obtenant des taux de recouvrement supérieurs à 95 %. Le Tableau 4.4 indique comment les pauvres emploient les crédits de la Grameen Bank. En Inde, le Working Women's Forum de Madras a, lui aussi, obtenu des taux de recouvrement de 90 à 95 %. Dans les deux cas, le recouvrement des prêts dépasse de loin les moyennes nationales obtenues par les banques commerciales. De petits groupes constitués par cooptation — comme ceux auxquels s'adressent la Grameen Bank ou, au Népal, les programmes intitulés Small Farmer Development et Production Credit for Rural Women — constituent généralement la meilleure base pour ce type d'activités.

L'expérience de la Zimbabwe Agricultural Finance Corporation démontre que le prêt de groupe peut aussi faire baisser les frais administratifs. Parce qu'elle ne prête qu'à des groupes constitués, cette société a des coûts de fonctionnement qui ne représentent pas plus de 1 % du capital prêté. Cependant, si les prêteurs doivent supporter les frais de constitution des groupes, les coûts globaux du prêt de groupe peuvent être supérieurs à ceux des prêts individuels. A la Grameen Bank, la proportion des dépenses par rapport à l'encours des prêts va de 16 à 25 % pour les succursales nouvelles et tombent à 6 % après trois ans.

Le prêt de groupe n'est pas toujours approprié ni nécessaire. En Indonésie, le programme public intitulé Badan Kredit Kecamatan (BKK) accorde des prêts individuels sans sûreté, principalement aux femmes à faible revenu, sans qu'il faille se constituer en groupes. Il limite ses coûts de gestion en accordant de très petits prêts initiaux (maximum de 5 dollars) sur la recommandation de responsables locaux et en utilisant des formules de demande de prêt d'une seule page qui font l'objet d'une décision en moins d'une semaine. Les organes locaux du programme sont autonomes. Pour se mettre à la portée des pauvres, ils décaissent leurs prêts rapidement à partir de guichets de villages aisément accessibles. Comme les montants prêtés sont faibles et les conditions des prêts strictes, les non-pauvres s'adressent généralement ailleurs. Enfin, le programme encourage les emprunteurs à rembourser en faisant du remboursement une condition de l'obtention de nouveaux prêts, et les chargés de prêt sont fortement incités à élargir la clientèle et à assurer des taux de recouvrement élevés. Le BKK a réussi à atteindre les

Tableau 4.4 Prêts de la Grameen Bank, selon l'objet du crédit et le sexe de l'emprunteur, 1985
(en pourcentage de l'encours de prêts)

Objet du prêt	Emprunteurs	Emprunteuses	Tous emprunteurs
Cultures	4,0	4,6	4,3
Bétail, élevage de volaille et pêche	18,5	44,6	31,9
Transformation et fabrication industrielles	18,6	29,9	24,4
Négoce et commerce	49,7	18,7	33,8
Transport et autres services	9,2	2,2	5,6

Source : Hossain, 1988.

pauvres tout en demeurant financièrement viable. Il dessert plus de 35 % des 8.500 villages que compte Java et, en 1987, il a réalisé un bénéfice de 1,4 million de dollars, soit un rapport du portefeuille de prêts de 14 %.

Certains programmes de crédit ont visé spécialement les micro-entreprises, souvent en milieu urbain, leur proposant à la fois des services de crédit, de formation et d'assistance technique. Les programmes qui ont privilégié le crédit sont ceux qui ont le mieux réussi. Des organismes comme Micro-Fund à Manille (Philippines) et ADEMI à Saint-Domingue (République dominicaine) se sont donné pour objectif d'atteindre les pauvres, en particulier les femmes pauvres, dont beaucoup travaillent dans de très petites entreprises. Les prêts aux micro-entreprises peuvent avoir une incidence considérable sur les revenus. Le revenu moyen des nouveaux emprunteurs du Programme de prêts aux petites entreprises de Calcutta a augmenté de 82 % et celui des emprunteurs du programme Kupedes en Indonésie est passé de 74 à 183 dollars après trois ans en moyenne. La plupart des programmes de crédit aux micro-entreprises reçoivent des subventions pour les aider à financer leurs coûts initiaux. L'expérience a montré que les programmes qui ont le mieux réussi, comme Kupedes, peuvent devenir financièrement viables s'ils appliquent des taux d'intérêt alignés sur ceux du marché et si leurs coûts de fonctionnement demeurent bas.

L'expérience met aussi en lumière l'importance de l'épargne. La Saving Development Foundation, au Zimbabwe, a généré une épargne considérable en organisant les ménages en groupes de quartier et en proposant une méthode simple de comptabilité financière que des analphabètes pourraient comprendre. En 1985, 250.000 membres avaient économisé suffisamment pour pouvoir passer des commandes de gros d'engrais et de semences, améliorer leur logement et satisfaire d'autres besoins de base. Les femmes des campagnes, qui représentent 97 % des participants, ont acquis des compétences nouvelles tout en s'assurant une plus grande indépendance financière.

Sans être trop fréquents, les cas de réussite laissent à penser que des programmes bien conçus peuvent ouvrir l'accès au crédit aux groupes désavantagés tout en demeurant financièrement viables. Les institutions de ce type devraient recevoir quelques subventions pour les aider à subvenir à leurs frais administratifs de départ (mais non les taux d'intérêt) et encourager l'innovation; avec le temps, à mesure que les coûts baisseraient, les subventions seraient retirées. Des programmes

comme ceux de BKK, de Kupedes, de la Grameen Bank et d'ADEMI prouvent qu'il est possible d'accroître la productivité et le revenu des pauvres. Grâce à leur exemple, le nombre des programmes analogues, bien qu'encore faible, a augmenté rapidement ces dernières années.

Améliorer l'accès des pauvres à l'infrastructure et à la technologie

Il n'est pas possible d'accroître les revenus et de réduire la pauvreté sans des investissements publics de technologie et d'infrastructure. Mais l'effet que ceux-ci peuvent avoir sur les pauvres dépend de la manière dont sont conçus et exécutés les programmes.

ADAPTER LES TECHNOLOGIES AUX BESOINS DES PETITS AGRICULTEURS. Les progrès techniques dans l'agriculture ont bénéficié différemment aux petits exploitants selon les régions. La Révolution verte a profité à de nombreux petits exploitants d'Amérique latine et d'Asie, mais, en Afrique subsaharienne, relativement peu de petits paysans utilisent les variétés améliorées à haut rendement. Au Malawi, après vingt ans de recherches et vulgarisation agricoles, 5 % seulement des agriculteurs ont adopté le maïs hybride. La lenteur de la pénétration s'explique par l'existence de solides partis pris hostiles à la petite agriculture. De nombreux pays ont encouragé et subventionné la grande agriculture commerciale fortement mécanisée, qui n'est pas à la portée des petits exploitants. En outre, l'approvisionnement en facteurs de production est irrégulier et les installations de stockage font défaut. Plus grave encore est l'indigence de moyens des institutions locales de recherche agricole. Le résultat est qu'on a trop peu fait pour mettre au point et diffuser des variétés et des techniques adaptées aux besoins de la petite agriculture pluviale.

Après avoir fait disparaître les dispositions défavorables aux petits agriculteurs, les pays doivent se doter d'une capacité autonome de recherche agricole adaptative. Les centres internationaux de recherche sont à l'origine d'une grande partie de l'activité scientifique nécessaire à l'évolution des techniques, mais il faut que les pays soient capables de reconnaître celles qui les intéressent et de les adapter aux besoins particuliers des régions. Au Cameroun, par exemple, un organisme du secteur public, la Société de développement du coton du Cameroun, a su adapter les résultats de travaux de recherche sur le coton aux conditions locales, ce qui a substantiellement amélioré la productivité

Encadré 4.8 Mise au point de techniques adaptées aux besoins de l'agriculture de subsistance au Bihar

Le Rural Women's Agricultural Development Project, patronné par l'Université agricole de Birsa, au Bihar, illustre la manière dont la recherche sur les systèmes de culture peut contribuer à améliorer le revenu des pauvres. Le projet vise les agriculteurs pauvres des tribus du plateau de Chota Nagpur, sujet aux sécheresses, où les taux d'analphabétisme atteignent 90 % et où 85 % des agriculteurs possèdent moins de 5 acres de terre. Les femmes font au moins la moitié des travaux d'avant et les quatre cinquièmes des travaux d'après-récolte. Elles tirent leur subsistance principalement de la riziculture en sec. Des pratiques culturelles impropres et une insuffisance des facteurs de production expliquent en partie la faiblesse de la productivité.

Les mentalités locales admettent difficilement que des vulgarisateurs hommes fournissent des conseils à des agricultrices ou qu'ils soient conseillés par elles. C'est pourquoi des femmes d'origine tribale ont été engagées comme agents de vulgarisation. Elles agissent dans le cadre des *mahila mandals* (groupements de femmes).

Les agriculteurs ayant refusé d'adopter des techniques nouvelles onéreuses, les chercheurs ont travaillé avec eux à la conception d'un système tout simple de puits creusés qui permet de cultiver des légumes

en saison sèche lorsque les terres ont été précédemment laissées en jachère. Les agriculteurs ont appris aussi à diversifier leur activité au profit de cultures de plus grande valeur. Agriculteurs, agents de vulgarisation et chercheurs ont analysé les problèmes ensemble. Ils ont ensuite conçu des méthodes alliant techniques modernes et techniques traditionnelles; ils en ont fait l'essai en stations de recherche et en exploitation afin de les adapter à la diversité des conditions locales; puis ils ont diffusé aux villages participants les méthodes mises au point.

Les avantages obtenus ainsi peuvent être illustrés à partir de l'expérience d'une agricultrice : en 1982, elle avait planté 2,5 acres de riz et de millet à la saison des pluies, 0,5 acre de choux-fleurs en hiver et laissé la terre en repos durant l'été. En 1987, elle a planté ses 2,5 acres de riz et de pommes de terre durant la saison des pluies et de blé, de choux-fleurs, de pois et de carottes en hiver. En été, elle a planté 1,25 acre de choux et d'okras.

Diversification et irrigation ont augmenté l'intensité de culture et élevé les revenus. L'intensité de culture est passée, en moyenne, de 95 % en 1981-82 à 145 % en 1986-87. Le revenu brut par ménage a plus que quadruplé en valeur réelle.

des petits exploitants. Les agriculteurs devraient participer davantage au choix des domaines de recherche. Il faut élargir le champ de la recherche adaptative pour y inclure, par exemple, les techniques de gestion des sols et du bétail qui viendraient ainsi s'ajouter aux traditionnels travaux sur les techniques culturelles. Pour que tout ceci soit possible, les pays devront aussi disposer d'agents de vulgarisation bien formés pour faire la liaison entre les petits agriculteurs et les chercheurs.

Au Honduras, le projet PRODERO a permis d'augmenter la productivité des petits exploitants en les faisant participer à l'élaboration et aux essais de nouvelles techniques agricoles. Le projet visait les agriculteurs qui possédaient moins de 5 hectares dans les Etats isolés de l'ouest du pays, ceux de Copan, de Lempira et d'Ocotepeque. Pour lutter contre l'érosion des sols, des méthodes peu coûteuses de conservation et de fertilisation ont été mises au point. Les rendements moyens de maïs ont augmenté de plus de 300 %.

La recherche sur les systèmes d'exploitation relève d'une attitude qui consiste à écouter ce que les agriculteurs ont à dire tout en poursuivant un

vaste programme de recherches. Elle considère l'ensemble du système cultural : rotation des cultures, gestion du bétail et de l'irrigation, répartition du travail entre les membres du ménage, et ainsi de suite. Les résultats obtenus en Zambie, au Zimbabwe et dans l'Etat du Bihar, en Inde (Encadré 4.8), sont encourageants.

MISE EN PLACE DE L'INFRASTRUCTURE RURALE. Les agriculteurs pauvres ont généralement moins accès à l'infrastructure publique que les agriculteurs plus aisés. Chemins ruraux et électricité, par exemple, desservent d'abord ceux-ci. L'approvisionnement des exploitants marginaux en eau est particulièrement irrégulier et insuffisant. En Inde, la mauvaise qualité de la construction et de l'entretien des canaux fait que l'irrigation à ciel ouvert n'atteint qu'une fraction de la superficie prévue. Les petits agriculteurs n'ont pas les moyens d'avoir des puits profonds, des puits tubulaires ou du matériel de pompage.

Les projets d'infrastructure qui ont réussi ont généralement délégué le plus de responsabilités possible à l'échelon local pour l'administration et

l'entretien. Il a fallu pour cela créer des institutions locales, obtenir la participation des intéressés et concevoir l'infrastructure en fonction de leurs besoins. Le *Rapport sur le développement dans le monde 1988* montrait que la délégation des responsabilités publiques à des organisations locales peut accroître l'efficacité des projets d'équipement et jouer en faveur des pauvres.

Aux Philippines, la National Irrigation Administration (NIA) travaille en collaboration avec des groupes d'usagers à l'amélioration de l'entretien et de la distribution. Elle emploie des spécialistes de l'organisation communautaire pour aider à constituer des groupes d'utilisateurs de l'eau et négocie alors avec chaque groupe la quantité d'eau à fournir. Les groupes répartissent l'eau et la dépense entre leurs membres et participent aux frais et travaux de construction et d'entretien. Entre 1981 et 1984, cette méthode a permis de diminuer de 38 % les dépenses de fonctionnement et d'entretien à l'hectare. L'utilisation et la distribution de l'eau ont gagné en efficacité, et l'accès des petits agriculteurs à l'irrigation s'est élargi. Entrée en service en 1976 sous la forme d'un projet pilote, la NIA desservait plus de 35.000 hectares en 1986. Le Projet d'irrigation Gal Oya, à Sri Lanka, a pris modèle sur le programme philippin. Dans ce cas également, la constitution de groupes d'utilisateurs a quasiment doublé l'efficacité d'utilisation de l'eau et le réseau d'irrigation amélioré atteint maintenant les agriculteurs plus pauvres en aval.

Les deux programmes sont partis d'un projet pilote et sont l'un et l'autre d'une conception souple. Leurs auteurs ont multiplié les expériences sur la composition et les responsabilités des groupes d'utilisateurs et sur la manière de les intégrer au fonctionnement de l'administration nationale. Leur succès a conduit des pays comme la Malaisie et la Thaïlande à les imiter.

Les organisations locales ont plus de chances de réussir lorsqu'elles sont légalement reconnues par l'Etat et que celui-ci leur apporte son concours sous la forme de directives et de systèmes de formation et d'information. Il est également de la plus haute importance d'établir des systèmes de gestion qui définissent clairement les responsabilités des dirigeants et des critères de performance en rapport avec les crédits budgétaires alloués et qui incitent à une plus grande prise en charge par les autorités locales. Dans le cas de la NIA, les associations de cultivateurs étaient tenues de rembourser les frais de construction, ce qui avait pour effet de renforcer, chez eux, le sentiment d'en être propriétaires et de responsabiliser les dirigeants. A

son tour, chaque bureau régional devait viser à devenir financièrement viable, et les directeurs étaient jugés au taux de recouvrement des coûts auprès des cultivateurs.

L'importance des institutions locales est illustrée de même par l'Aga Khan Rural Support Program, dans le nord du Pakistan. Géré par une ONG, ce projet a pour but de promouvoir la commercialisation dans des villages pratiquant l'économie de subsistance. Il a constitué des organisations de village, mis en place des équipements de production, développé les services financiers et créé des mécanismes de soutien et de formation à la production et à la commercialisation. Les organisations locales exécutent de nombreuses tâches et ont évité d'avoir à coordonner leurs activités avec les ministères. Le programme obtient des taux de participation des ménages qui atteignent 97 % dans le district de Gilgit et des taux de rentabilité moyens de 33 % pour les programmes d'irrigation et autres projets.

Des méthodes ciblées plus précisément s'imposent spécialement dans les régions éloignées où la population pauvre est isolée des marchés et des services. Pour atteindre les groupes les plus désavantagés — les populations tribales, les personnes sans terre ou quasiment sans terre et, dans certaines sociétés, les femmes —, il est essentiel d'opérer en collaboration avec des organisations — associations locales, ONG et particuliers — qui connaissent leurs besoins. Le Fonds international de développement agricole (FIDA) a exécuté de nombreux projets en direction des plus pauvres. Il utilise des programmes pilotes et des structures souples, et s'appuie généralement, pour atteindre la population cible, sur des groupes qu'il constitue. Au Cameroun, un projet de développement rural conçu pour augmenter la production de café des agriculteurs possédant moins de 2 hectares illustre cette méthode. Une démarche similaire a été suivie par des ONG au Bangladesh où des groupes de population sans terre exploitent du matériel d'irrigation et vendent l'eau aux agriculteurs (Encadré 4.9).

Les enseignements que l'on peut tirer de l'expérience récente des programmes d'infrastructure et de technologie rurales sont, en gros, les suivants. Les institutions locales peuvent mobiliser des ressources comme l'épargne et la main-d'œuvre. Elles peuvent contribuer à faire en sorte que les avantages procurés par un projet profitent aux pauvres, que les besoins propres à la région soient satisfaits et que les projets restent financièrement viables. Les programmes qui ont réussi n'ont pas

Encadré 4.9 Irrigation par eaux souterraines en Asie du Sud : un moyen d'atteindre les ménages sans terre

Dans la plaine du Gange, l'eau souterraine est l'une des rares ressources naturelles qu'il reste à exploiter pour lutter contre la pauvreté rurale. L'action entreprise récemment pour aider les pauvres sans terre à profiter directement de l'irrigation par nappe souterraine l'a été à partir de groupes. Proshika et la Grameen Bank ont constitué des groupes et utilisé ceux qui existaient déjà pour acheter et exploiter du matériel d'irrigation et vendre l'eau aux agriculteurs.

Cinq conclusions se dégagent des résultats obtenus à ce jour. 1) De certains points de vue techniques (par exemple, pour la superficie irriguée avec un matériel d'une capacité donnée), les groupes sont au moins aussi performants qu'une gestion privée. 2) Certains groupes ont encouragé avec succès l'emploi de variétés à haut rendement par leurs clients. 3) Les groupes investissent une partie de leur surcroît de revenus dans d'autres activités comme la pêche, l'élevage de volaille ou l'artisanat. 4) Ils aident les agriculteurs à répartir les risques liés à l'irrigation et à réduire les coûts de la formation de coopératives agricoles, du règlement des différends, etc., coûts qui peuvent être élevés pour la petite irrigation. 5) Les taux de remboursement obtenus par Proshika (75 %) et par la Grameen Bank (plus

de 75 %) sont de loin supérieurs aux taux habituels pour les prêts à l'agriculture.

Le principal inconvénient de cette démarche tient au fait que la gestion en est compliquée. La plupart des groupes ont besoin d'une aide technique et administrative et ils ont souvent besoin qu'on les aide aussi dans leurs démêlés avec les utilisateurs de l'eau. Toutes sortes de problèmes — défauts techniques dans l'exploitation et l'entretien des pompes, difficultés rencontrées dans l'obtention d'emplacements satisfaisants pour les pompes et démêlés avec les utilisateurs de l'eau au sujet des contrats passés avec eux — ont conduit la Grameen Bank à assumer directement la gestion de certains groupes.

Après plus d'une décennie, le bilan de Proshika est plutôt maigre : seuls 300 groupes environ ont été touchés et à peine plus de 2.500 hectares irrigués. Il est peu probable que ces groupes puissent jouer un jour un rôle majeur dans la gestion des eaux souterraines. Mais ils sont parvenus à atteindre les plus pauvres d'entre les pauvres, généralement laissés à l'écart des activités de développement rural. On commence à peine à comprendre les raisons de leurs succès et ils méritent d'être étudiés plus amplement.

fait appel exclusivement à des organismes officiels, lesquels, s'ils sont dotés au niveau central d'un pouvoir d'intervention efficace, n'ont souvent ni le personnel de terrain ni la souplesse nécessaires pour agir au niveau local. Ils ont au contraire fait appel à diverses institutions : ONG, petites entreprises privées et associations locales. Les grands programmes qui commencent sous forme de projets pilotes semblent avoir davantage de chances de réussir. Un projet pilote peut ralentir le rythme d'exécution et consommer un temps de gestion des plus précieux, mais les avantages l'emportent généralement sur les coûts.

Atteindre les régions pauvres en ressources

De plus en plus de pauvres vivent dans des régions qui n'ont guère de potentiel agroclimatique et où le milieu naturel est fragile. C'est le cas du plateau de loess en Chine, des hautes terres de la Bolivie et du Népal, du Sahel africain désertique et d'une grande partie des tropiques humides. Dans ces régions, la pression démographique a fait baisser la productivité des sols et aggravé leur vulnérabilité aux crues et à l'érosion. Cette évolution

oblige à s'interroger sur les rapports entre pauvreté et dégradation de l'environnement.

Ces régions ont besoin d'une stratégie de développement spéciale, et cela pour trois raisons. Tout d'abord, leur potentiel de croissance est restreint. Ensuite, elles sont de plus en plus habitées par des populations pauvres les plus dépourvues de compétences et d'accès aux équipements d'infrastructure et aux approvisionnements. Enfin, la dégradation du milieu naturel dans ces régions a des effets néfastes à la fois sur la zone elle-même et sur les régions situées en aval ou plus bas.

Les causes de ces pressions croissantes sur les ressources naturelles sont complexes et étroitement imbriquées. Dans de nombreux pays, les agriculteurs pauvres sont peu à peu marginalisés et repoussés vers les zones extrêmes. En outre, l'accroissement démographique et la commercialisation de l'agriculture ont contraint des agriculteurs qui pratiquaient précédemment des types de culture que l'environnement pouvait supporter à utiliser leurs terres de manière plus intensive. Pareille évolution pourrait être souhaitable dans le cas de certains modes de gestion des sols et du bétail, mais l'intensification des méthodes

culturelles traditionnelles, comme l'agriculture sur brûlis, a réduit la productivité de ces zones marginales. Surpâturage, irrigation sauvage et demande croissante de bois de feu conjuguent leurs effets pour accélérer la dégradation.

Les politiques défavorables aux petits exploitants pour l'accès à la terre et aux ressources forestières aggravent encore la situation. Ainsi, certaines politiques foncières ont eu pour effet de chasser des terres les plus productives les populations qui y vivaient en attribuant à un petit nombre de grandes exploitations un accès préférentiel à ces terres (comme au Malawi) ou en restreignant la migration (comme en Tanzanie). Insécurité de jouissance de la terre et empiètement sur les terres communales et d'Etat encouragent les activités d'extraction qui, dans le long terme, diminuent la productivité de la terre. Les politiques qui favorisent l'extraction industrielle dans ces mêmes régions (comme les subventions de pâte de bois aux usines de rayonne en Inde) peuvent accentuer encore les pressions exercées sur la base de ressources.

La mise en place d'une infrastructure pour mettre en valeur ces régions pauvres en ressources risque de n'être ni d'un bon rapport coût-efficacité, ni viable. Mieux vaudrait commencer par investir dans l'éducation et la formation pour stimuler la migration vers des régions à potentiel plus élevé. Il faudrait aussi consacrer des dépenses à la satisfaction de besoins de base, comme la santé et l'eau potable. La migration hors de ces régions serait particulièrement efficace lorsque la demande de main-d'oeuvre augmente fortement dans d'autres.

Néanmoins, l'expérience montre que la migration n'est qu'une solution partielle. La croissance dans les régions à plus grand potentiel n'est généralement pas suffisamment forte; malgré la migration, la population continue d'augmenter dans beaucoup de régions démunies de ressources. D'autres investissements seront donc nécessaires. Ils porteront notamment sur la formation des agriculteurs pauvres à des techniques culturelles, d'élevage et de conservation des sols et de l'humidité plus perfectionnées, sur la multiplication des possibilités de diversification et d'emploi hors de l'exploitation, et sur l'attribution aux associations locales d'usagers (comme les associations forestières de village en Corée et les associations de gestion des pâturages au Botswana) du droit de gérer les terres communales dégradées. En outre, en renforçant la sécurité de jouissance foncière là où les régimes traditionnels d'occupa-

tion des sols se sont effondrés, on découragera les agriculteurs d'exploiter abusivement le sol en vue d'un gain immédiat.

Dans bon nombre de ces régions, les agriculteurs peuvent adopter des technologies à bon marché et à faible apport de facteurs capables d'augmenter et de stabiliser les rendements, de diversifier la production et de préserver la base de ressources. L'une d'elles — la culture suivant les courbes de niveau — a permis d'élever substantiellement les rendements — entre 6 et 66 % sur des pentes atteignant jusqu'à 32 %. Quand la culture suivant les courbes de niveau est renforcée par la mise en place d'une barrière végétale — le vétiver, par exemple —, ses avantages s'en trouvent multipliés. Le vétiver est utilisé depuis de longues années en Asie du Sud, dans les Caraïbes et au Kenya. Il fixe le sol tout en permettant le filtrage de l'eau; il est peu coûteux à planter et à entretenir. Mais il ne convient pas partout; il est inutilisable dans les régions du Sahel où le sol et l'humidité sont insuffisants.

Dans certaines régions, des interventions plus substantielles seront nécessaires. Des actions qui ne visent que quelques ménages ou villages ne peuvent prévenir l'érosion des sols, ni protéger les bassins versants. L'Encadré 4.10 décrit comment une technologie perfectionnée de culture en terrasses et des régimes d'occupation des sols mieux appropriés ont fait reculer la dégradation des sols et la pauvreté sur le plateau de loess en Chine.

Il ne sera pas facile d'atteindre les pauvres dans ces régions. Cependant, si rien n'est fait, la situation ne fera sans doute que s'aggraver dans l'avenir prévisible. Les instituts internationaux de recherche n'ignorent plus l'urgence du problème et ont augmenté leurs crédits de recherche dans les zones marginales. Par exemple, l'Institut international de recherche sur le riz, dont le siège est aux Philippines, consacre 12 % de son budget à la seule culture du riz d'altitude. Dans de nombreux pays, les subventions publiques en faveur du développement et de l'amélioration des activités agricoles à basse rentabilité sont parfois le seul moyen de faire reculer la pauvreté dans ces régions.

Des politiques de croissance réductrices de pauvreté

Pour parvenir à un mode de développement qui fasse effectivement reculer la pauvreté, il faut ouvrir des possibilités de revenu aux pauvres et leur donner les moyens de participer à la croissance. Le succès d'une telle politique est subordonné à trois grandes conditions.

Encadré 4.10 Protéger l'environnement et réduire la pauvreté : l'expérience du plateau de loess en Chine

Sur le plateau de loess, en Chine, des actions alliant lutte contre l'érosion et application de méthodes améliorées de culture et d'élevage ont diminué l'érosion chronique des sols et élevé le revenu rural. Ce succès fait suite à une série d'échecs. Il semble indiquer que, pour pratiquer l'agriculture dans ces régions de manière économique et durable, il faut un mélange d'interventions d'ordre technique, social et général. Il confirme aussi l'importance de la recherche préalable en stations pilotes.

Le plateau de loess s'étend sur quelque 630.000 kilomètres carrés au nord-ouest de la Chine. Les chutes de pluie sont à peine suffisantes pour permettre la pratique de l'agriculture et consistent souvent en averses d'été fortes et sporadiques. L'expansion et l'exploitation agricoles ont peu à peu privé le plateau de son couvert végétal, provoquant l'érosion et la dégradation des sols sur la majeure partie du plateau. Les cours d'eau transportent les alluvions vers le fleuve jaune, créant des difficultés pour les ouvrages d'irrigation d'aval et faisant monter dangereusement la hauteur du lit du fleuve.

La situation s'est aggravée durant les années 60 et 70. Dans le cadre de la politique nationale d'autosuffisance en céréales, les agriculteurs du plateau ont été encouragés à passer de l'élevage du bétail en pâturage et de la production limitée de céréales à une culture extensive des céréales. Cette orientation a renforcé la dégradation des sols et fait baisser la productivité et les revenus agricoles. Au milieu des années 80, les moyens de subsistance de plus de 5 millions d'habitants des hautes terres non irriguées du plateau ne représentaient pas 50 dollars par an.

A la fin des années 70, les pouvoirs publics ont entrepris des activités de recherche-développement afin de mieux lutter contre l'érosion et de relever la production agricole de la région. Des stations expérimentales de lutte contre l'érosion ont été créées dans l'arrondissement de Mizhi (province de Shaanxi) et dans la préfecture de Dingxi (province de Gansu). L'objectif est de renverser le cours de la dégradation de l'environnement en substituant à l'actuel système de culture extensive la pratique d'une culture intensive en terrasses et sur les basses terres assainies, et en convertissant à la production de fourrage et à l'arboriculture les pentes

non aménagées en terrasses. Il s'agit, concrètement, de construire de nouvelles terrasses pour réduire l'érosion et augmenter le rendement des cultures, d'introduire de nouvelles espèces améliorées de pâtures, de réglementer le pâturage sur les pentes non aménagées en terrasses, de planter des arbres et des buissons sur les pentes les plus fortes et de construire des barrages en terre afin d'obtenir des terres plates cultivables en retenant les sédiments de loess. Les mesures ainsi prises nécessitent l'abandon des cultures sur une grande partie des terres fortement inclinées qui sont actuellement cultivées. Pour élever la production et les revenus agricoles, il est donc essentiel d'obtenir des rendements supérieurs sur les parcelles plates et en terrasses, anciennes et nouvelles.

Les premiers résultats ont été bons. La valeur brute de la production par habitant a doublé, les produits se sont diversifiés et l'érosion des sols a été réduite. Malgré une diminution de la surface des emblavures, les meilleurs rendements obtenus sur les terrasses améliorées et sur les basses terres cultivées de manière intensive ont contribué à élever de plus de 30 % la production totale de céréales par habitant. L'extension des pâturages permet d'élever davantage de moutons et le volume de produits animaux a augmenté. L'analyse coût-avantage fait apparaître des taux de rentabilité financière et économique qui vont de 13 % pour la construction de barrages en terre à 25 % pour l'aménagement sur des terres en pente douce de terrasses destinées à la culture.

Les pouvoirs publics encouragent maintenant l'adoption du programme de lutte contre l'érosion sur l'ensemble du plateau de loess en limitant la culture sur les terres en pente forte non aménagées en terrasses et en fournissant des crédits pour la construction de terrasses et la plantation de certaines variétés d'herbe de pâture. Les participants reçoivent des droits illimités sur l'utilisation de la terre, ainsi que des droits sur la production d'arbres et de plantes fourragères obtenue sur les versants qu'ils ont convertis. L'élément de développement agricole du projet du Gansu, qui reçoit une aide de la Banque mondiale, finance l'application de la stratégie sur quelque 200.000 hectares du bassin du Guanchuan, au Dingxi.

Il faut avant tout que les politiques appliquées à l'ensemble de l'économie et dans les différents secteurs encouragent le développement rural et l'emploi urbain. L'expérience enseigne qu'un tel programme nécessite une taxation modérée de l'agriculture et des marchés des produits, et des facteurs relativement exempts de distorsions. Il

faut en outre mettre en place une infrastructure et créer un environnement qui rendent l'évolution technique accessible aux petits paysans et aux pauvres des villes.

Ensuite, des mesures expresses doivent être prises pour améliorer la participation des pauvres à la croissance en leur ouvrant plus largement

l'accès à la terre, au crédit ainsi qu'à l'infrastructure et aux services publics. Les redistributions foncières peuvent réduire la pauvreté, mais elles ne réussissent que dans des circonstances spéciales. D'autres politiques d'élargissement et de garantie de l'accès à la terre peuvent aussi faire reculer la pauvreté. L'effet des programmes de crédit subventionné n'a pas été ressenti par les pauvres, mais des formules comme les prêts de groupe semblent prometteuses. Des programmes souples, qui comportent la participation de ceux à qui ils doivent bénéficier, qui créent des institutions, qui emploient des ONG et des associations locales et qui répondent aux besoins de l'endroit, constituent le meilleur moyen de modeler l'infrastructure, les services et la technologie sur les besoins des pauvres.

Enfin, les régions démunies de ressources, où la pauvreté et la dégradation du milieu naturel sont étroitement liées, appellent une démarche différente. Etant donné que le potentiel de croissance de ces régions est restreint et que la population va en augmentant, il est essentiel d'appliquer dans leur cas des politiques qui facilitent la migration. Dans beaucoup de ces régions, cependant, il faudra malgré tout procéder à des investissements supplémentaires, qui nécessiteront vraisemblablement des subventions publiques, afin de répondre aux besoins de base, de maintenir ou d'élever les rendements et de préserver les ressources naturelles.



Les services sociaux et les pauvres

A long terme, à moins d'investir davantage dans le capital humain des pauvres, la lutte contre la pauvreté a peu de chances de réussir. Améliorer l'éducation, la santé et la nutrition, c'est s'attaquer directement aux pires conséquences de la pauvreté. Mais tout porte à croire que les investissements de capital humain, surtout par l'éducation, s'attaquent aussi à certaines des causes majeures de la pauvreté. Les services sociaux sont donc une part essentielle de toute stratégie à long terme qui vise à faire reculer la pauvreté.

Les politiques sociales

Dans l'ensemble du monde en développement, les indicateurs sociaux ont fait d'énormes progrès depuis trente ans. Mais ceux-ci n'ont pas été uniformément répartis entre régions et entre groupes socio-économiques à l'intérieur d'un même pays. Le progrès social demande un engagement durable de rendre l'instruction, les soins de santé et autres services sociaux accessibles à toutes les couches de la société. Là où cet engagement n'existe pas et où l'action des pouvoirs publics n'a pas réussi à atteindre les pauvres, les besoins sociaux demeurent immenses.

Les progrès de la santé

Pendant les dernières décennies, les pays en développement ont fait de gros progrès dans le domaine de la santé. En Chine, par exemple, au cours des vingt-cinq à trente dernières années, le taux de fécondité cumulée est tombé de 6,4 à 2,4 enfants par femme et le taux de mortalité infantile de 90 à 32 pour mille naissances vivantes; l'es-

pérance de vie est passée de 52,7 à 69,5 ans. Dans ce pays comme dans d'autres, les progrès n'ont pas été dus à un facteur unique. La Chine doit autant ses résultats remarquables à l'approvisionnement de sa population en eau potable, à l'assainissement et aux effets d'autres mesures d'hygiène du milieu qu'à ses campagnes de vaccinations massives et de lutte contre les maladies parasitaires. La fourniture de services de santé de base et de médicaments peu coûteux jusque dans les régions les plus isolées du pays y a été pour beaucoup. Ils témoignent du succès des efforts qu'elle a fournis en vue de réduire la fécondité et de reculer l'âge légal du premier accouchement, ainsi que du gros travail d'initiation aux questions de santé et de nutrition qui a été fait. Et tout cela aurait probablement été impossible sans la mise en place d'un filet de sécurité destiné, notamment, à garantir un minimum de ration alimentaire même aux plus pauvres des ruraux.

Les résultats obtenus par la Chine sont exceptionnels. Mais il s'en dégage une importante leçon de portée générale, à savoir qu'une nette amélioration de la santé de la population est possible s'il existe un consensus politique durable à cet effet, et à condition de faire porter systématiquement l'effort sur la prévention des maladies et l'administration des soins curatifs de base. En d'autres termes, le progrès social n'est pas uniquement un sous-produit du développement économique. Il est aussi affaire d'intervention des pouvoirs publics. Là où ils ont été supérieurs à la moyenne, les progrès ont été impulsés par d'énergiques interventions qui procédaient d'une ferme volonté de progrès social.

Le Costa Rica en est un autre exemple. Le taux

de mortalité des moins de cinq ans est tombé de 112 pour mille en 1960-65 à 24 en 1980-85. Depuis les années 60, le pourcentage des moins de six ans de poids insuffisant est tombé de 14 à 2 %. L'espérance de vie y est comparable à ce qu'elle est dans le monde industriel. Au cours des années 70, le pays a lancé plusieurs grands programmes de santé et de nutrition, comme le premier Plan national de santé (1971), la Loi sur la sécurité sociale pour tous (1971) et les programmes de santé rurale et communautaire (1973 et 1976). Un programme de planning familial a été lancé en 1968; en utilisant ce qu'il y avait comme infrastructure sanitaire rurale, il a réussi à toucher les gens des campagnes aussi bien que les pauvres des villes. Le taux de fécondité cumulée des femmes mariées est tombé de 7,6 en 1960 à 3,4 en 1980. De telles réalisations n'ont été possibles qu'en y mettant le prix; en 1985, le Costa Rica consacrait 23 % de son budget à la santé. Pareil effort n'était soutenable que parce que, de 1975 à 1985, les dépenses militaires n'en avaient représenté que 3,2 %.

D'autres pays ont su, eux aussi, relever leurs normes de santé bien au-delà du niveau que leur PNB par habitant paraissait devoir leur permettre d'atteindre. A Cuba, par exemple, l'espérance de vie est élevée et Sri Lanka a réduit son taux de mortalité des moins de cinq ans de 101 pour mille en 1960 à 35 en 1985. Dans tous ces cas, c'est l'Etat qui a joué le rôle prépondérant.

Les dépenses publiques de santé augmentent généralement avec le niveau de développement économique du pays. Par la formation du personnel médical, par l'investissement en dispensaires et en hôpitaux, par la délivrance des licences aux praticiens, par le contrôle des médicaments, par la mise en oeuvre de systèmes de subventions et d'assurances ainsi que la fourniture directe de soins médicaux, le secteur public joue un rôle dominant dans le domaine de la santé. Les efforts des gouvernements ont contribué à accroître le nombre de médecins, d'infirmiers et de lits d'hôpital par millier d'habitants dans l'ensemble du monde en développement. Des indicateurs globaux de santé, comme l'espérance de vie et la mortalité des moins de cinq ans, ont fait des progrès spectaculaires (Figure 5.1). On attribue souvent à un rôle excessif ou inapproprié de l'Etat beaucoup des problèmes économiques du monde en développement (ainsi que du monde industriel). Et pourtant, il est clair que les progrès sociaux des vingt dernières années en sont en grande partie le résultat direct.

L'amélioration de la santé mondiale a été due

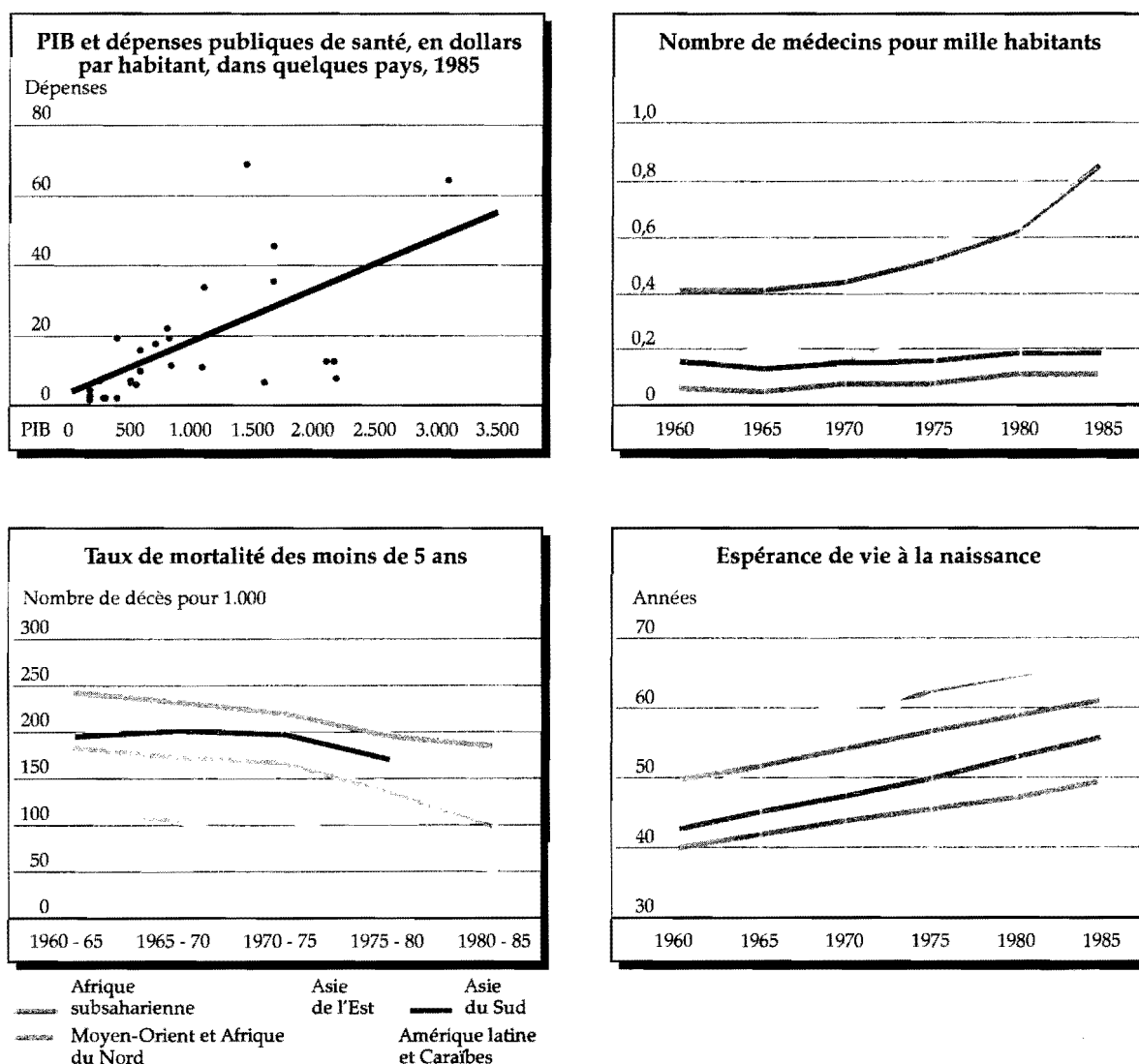
aussi aux efforts de la communauté internationale des organismes de santé pour faire appliquer des méthodes de réduction de la mortalité juvénile peu coûteuses et d'une technique simple, comme la vaccination et la réhydratation par voie buccale pour soigner la déshydratation d'origine diarrhéique. Il ne serait pas exagéré de parler, à cet égard, de révolution. Ces progrès ont été possibles grâce à une coalition exceptionnelle d'organisations bilatérales de développement et d'institutions des Nations Unies, notamment l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Quand, en 1974, l'Assemblée mondiale de la santé a annoncé une nouvelle campagne de vaccination, les services de vaccination n'atteignaient pas 5 % des enfants du monde en développement. Quinze ans seulement plus tard, le Programme élargi de vaccination avait étendu sa protection antipolio et anti-DTC à environ 60 % des enfants (ceux qui reçoivent une troisième dose de vaccin avant l'âge de un an). Beaucoup de pays — comme l'Egypte, le Mexique, le Pérou, la Thaïlande et le Zaïre — ont formé un bon nombre d'agents à l'utilisation de la technique de réhydratation par voie buccale. Il reste néanmoins beaucoup à faire mais, moins de dix ans plus tard, un tiers de toutes les familles du monde en développement a maintenant accès à ce traitement.

Les progrès de l'enseignement

Tout comme en matière de santé, les pays en développement ont, depuis vingt ans, fait de grands progrès dans le domaine de l'éducation. Entre 1965 et 1985, dans les pays à faible revenu (sauf la Chine), le nombre d'écoles primaires a augmenté de près de 60 % pour dépasser le chiffre de 775.000. Dans les pays à revenu intermédiaire, ce nombre a plus que quadruplé pour avoisiner les 950.000. (Au cours de la même période, le nombre d'enfants d'âge scolaire a augmenté de 69 % dans les pays à faible revenu et de 48 % dans les pays à revenu intermédiaire.) Entre 1965 et 1985, le nombre de maîtres a augmenté de 55 % dans les pays à faible revenu, de 175 % dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et de 120 % dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.

La plupart des écoles, dans les pays en développement, sont des écoles publiques qui sont construites, financées et dotées en personnel par l'Etat. Le pourcentage des dépenses d'équipement dans le budget de l'éducation — essentiellement

Figure 5.1 Evolution générale des dépenses de santé, du nombre de médecins et des indicateurs de santé



Note : Pour l'espérance de vie, les données de 1960 relatives à l'Asie de l'Est comprennent l'espérance moyenne de vie en Chine entre 1963 et 1967.
Source : Hill et Pebley, 1988 et Banque mondiale.

pour la construction d'écoles — témoigne des efforts de scolarisation qui ont été fournis dans les années 60. En 1965, les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire affectaient, respectivement, 21 % et 14 % de leur budget total d'éducation à la construction d'écoles; vingt ans plus tard, ce pourcentage était tombé à 12 % dans les deux cas. La plupart des programmes de formation d'instituteurs et de professeurs sont administrés par l'Etat. Comme dans le cas de la santé, les dépenses d'éducation augmentent avec le niveau de déve-

loppement, et il en va de même pour les résultats obtenus (Figure 5.2).

Par suite de cet intérêt porté à l'éducation, et surtout à l'enseignement primaire, les taux nets de scolarisation ont augmenté en moyenne de 5,7 % par an de 1965 à 1975 dans les pays à faible revenu, de 5 % dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et de 2,3 % dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. A la fin des années 70, la scolarisation a continué à augmenter plus vite que la population. En 1985, dans

la plupart des pays à revenu intermédiaire, les écoles primaires étaient en mesure d'accueillir presque tous les enfants; tel n'était pas encore le cas dans les pays à faible revenu.

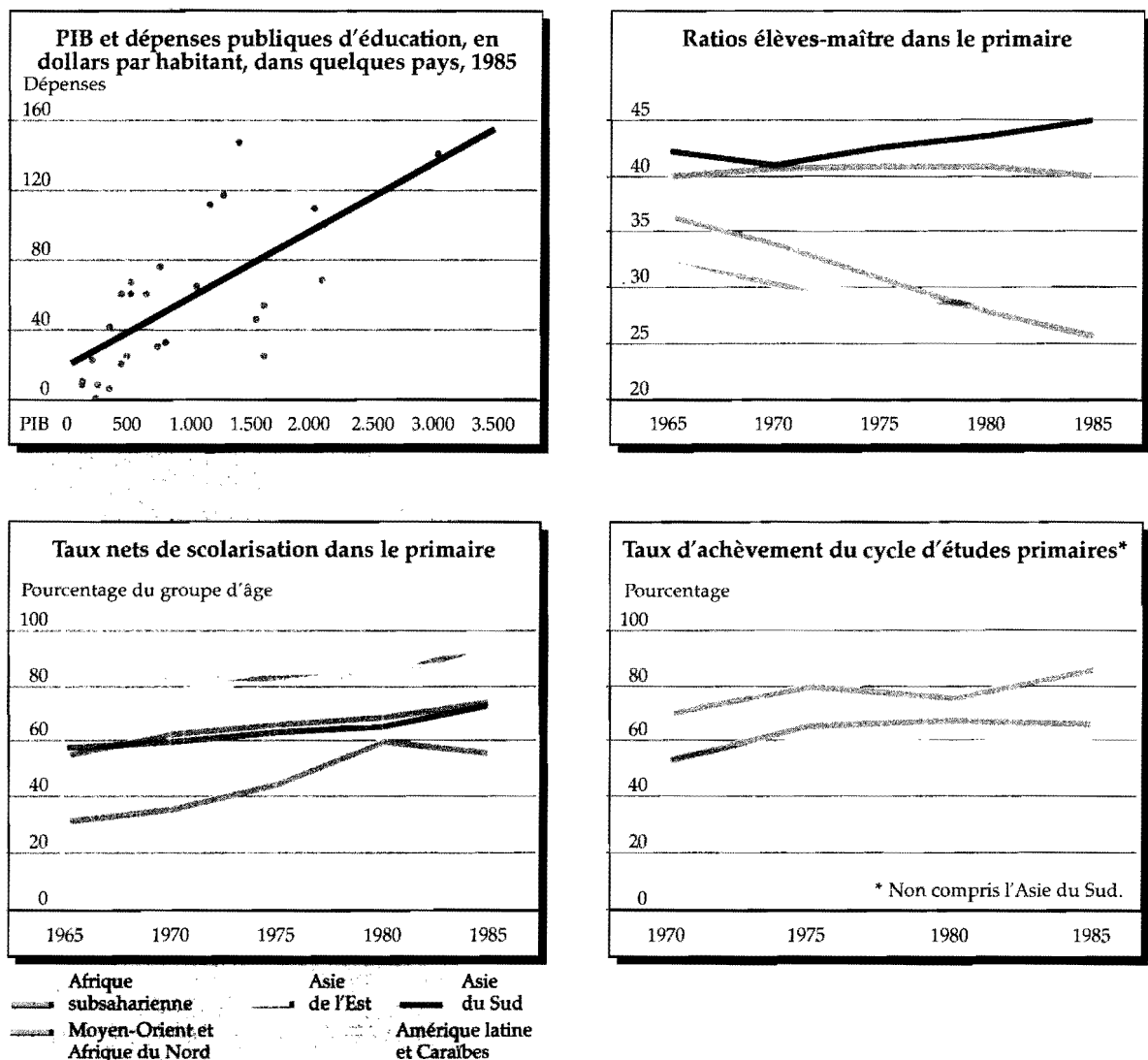
Ce qui reste à faire

Malgré les gros progrès qui ont été accomplis dans les secteurs de la santé et de l'éducation, la tâche demeure immense. Environ 30 millions d'enfants de moins de cinq ans meurent chaque année de causes qui, dans les pays développés, n'entraînent généralement pas la mort. Environ 110 mil-

lions d'enfants du monde entier (près de 20 % du groupe d'âge) ne reçoivent aucune instruction. Plus de 90 % d'entre eux vivent dans des pays à faible revenu ou dans des pays de la tranche inférieure des pays à revenu intermédiaire.

Le mérite des résultats obtenus revient aux gouvernements. Mais les ressources à juste titre considérables qu'ils consacrent à la santé et à l'éducation seraient mieux mises à profit — et feraient beaucoup pour résoudre les problèmes qui continuent à se poser — si elles étaient mieux dépensées. Ce que l'Etat dépense en services sociaux, il le fait de manière inefficace à bien des

Figure 5.2 Tendances des dépenses d'éducation, des ratios élèves-maître, des taux nets de scolarisation et des taux d'achèvement du cycle d'études



égards. Surtout, il ne va pas en général à ceux qui en ont le plus besoin, à savoir les pauvres.

En moyenne, on estime que de 70 à 85 % des dépenses mondiales de santé (publiques et privées) vont aux soins curatifs. De 10 à 20 % vont aux soins préventifs et les 5 à 10 % qui restent à des actions collectives comme la lutte contre les moustiques et l'éducation sanitaire. Dans le secteur de la médecine curative, les hôpitaux absorbent souvent plus de 80 % des coûts. Et pourtant, il est bien connu que les services préventifs et collectifs font beaucoup plus pour réduire la morbidité et la mortalité. En réorientant vers la satisfaction des besoins aux niveaux inférieurs du système de santé les ressources publiques absorbées par les hôpitaux, il serait possible d'éviter de nombreuses maladies ou de les traiter plus tôt à moindre coût. Les gros besoins financiers du secteur curatif sont également générateurs d'inefficacités internes — hôpitaux sans équipement et dispensaires privés de médicaments — du fait que les dépenses salariales priment toutes les autres.

Il arrive donc souvent que les pauvres n'aient même pas accès aux services essentiels. L'objectif déclaré de gratuité des services de santé pour tous revient souvent à assurer aux habitants des villes des soins de qualité inférieure et à ne rien faire du tout pour les pauvres des campagnes. Même en Chine, en 1981, l'Etat dépensait trois fois plus par habitant en services de santé pour les populations urbaines que pour les populations rurales. Au Sénégal, la région de Dakar-Cap-Vert, où habitent moins de 30 % de la population, compte 70 % des médecins et pharmaciens, 60 % des sages-femmes et 40 % du personnel infirmier du pays. Au Pérou, les deux tiers des médecins habitent la capitale, où ils ne desservent que 27 % de la population; dans la plupart des zones rurales, où vit la majorité des pauvres, il n'y a qu'un médecin pour 10.000 personnes ou même davantage.

Bref, l'expansion globale du système de soins de santé s'est faite au détriment de ce qu'il y a de plus important : la médecine préventive et les soins curatifs de base. Les pauvres n'ont pas profité autant que les autres du plus grand nombre de médecins et d'infirmiers et du renforcement des équipements sanitaires, ni de la possibilité accrue de se procurer des médicaments à un prix raisonnable, ni des services qui intéressent la santé publique comme l'approvisionnement en eau et l'assainissement. De ce fait, pauvreté et maladie restent fortement liées aussi bien pour les enfants (comme le souligne le Chapitre 2) que pour les adultes (Encadré 5.1).

Dans le secteur de l'éducation également, la politique des gouvernements a favorisé l'enseignement supérieur par rapport à des services qui auraient profité aux pauvres. Il est bien connu que l'enseignement supérieur a le plus faible taux de rentabilité sociale, ce qui n'empêche pas de nombreux pays de lui consacrer une part disproportionnée de leur budget d'éducation.

En Afrique de l'Ouest, non seulement l'enseignement supérieur est gratuit et généralement subventionné par l'Etat, mais encore les étudiants reçoivent souvent des indemnités de subsistance qui pourraient représenter près de la moitié de l'ensemble des crédits de l'enseignement supérieur. L'Afrique subsaharienne consacre 22 % de son budget d'éducation à celui-ci, qui n'accueille que 2 % du groupe d'âge correspondant. Le Brésil affecte 9 % de son budget public d'éducation à l'enseignement secondaire et 23 % à l'enseignement supérieur. Au Chili, au Costa Rica, en République dominicaine et en Uruguay, le quintile le plus riche de la population reçoit plus de 50 % des subventions d'enseignement supérieur; le quintile le plus pauvre en reçoit moins de 10 %.

En Inde, l'éducation est fortement biaisée en faveur des habitants des villes et des garçons. Les taux d'alphabétisation sont deux fois plus élevés dans les villes qu'en milieu rural et, dans les villes comme dans les campagnes, le taux d'alphabétisation des femmes est inférieur à celui des hommes. Au Pakistan, 63 % des garçons du groupe d'âge correspondant fréquentent l'école primaire, mais seulement 32 % des filles. En milieu rural, les taux de scolarisation des filles peuvent tomber à 20 %.

Mais les problèmes de l'éducation vont bien au-delà des taux de scolarisation. La faiblesse des taux de scolarisation s'accompagne souvent de taux d'abandon élevés. Dans les pays à faible revenu, plus de 40 % des enfants qui entrent à l'école primaire ne finissent pas leurs études primaires et, même dans la tranche supérieure des pays à revenu intermédiaire, seuls 85 % des élèves terminent leur scolarité primaire. C'est dire combien l'analphabétisme demeure répandu dans le monde en développement.

La mauvaise qualité de l'enseignement explique dans une large mesure la faiblesse des résultats scolaires dans les pays en développement. Les gouvernements ont visé la quantité plutôt que la qualité. De nombreux pays dépensent de moins en moins chaque année en manuels et autre matériel pédagogique. Dans les pays à faible revenu, le matériel pédagogique représente moins de 3 % des dépenses de fonctionnement.

Encadré 5.1 La santé des adultes : un problème négligé qui prend de l'importance

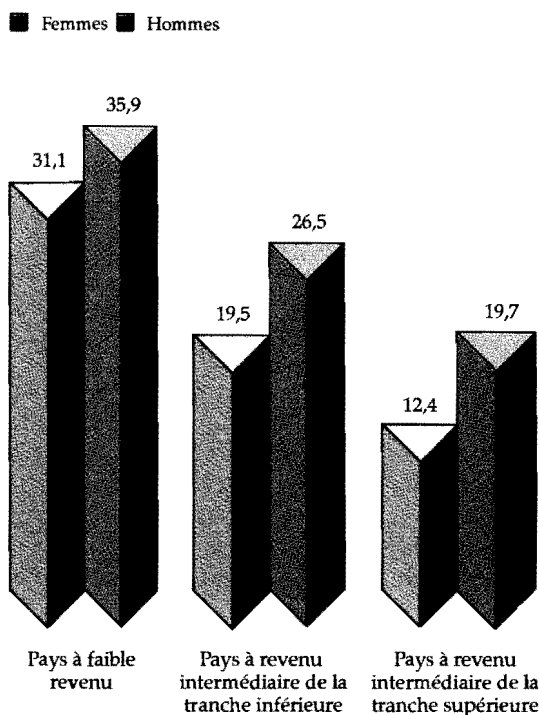
La santé des adultes est un problème dont l'apparition dans la politique de la santé des pays en développement est relativement récente. La plupart des programmes de santé publique des pays en développement ont privilégié la santé juvénile et infantile. Et pourtant, la moitié des habitants du monde en développement a entre 15 et 60 ans. Les enfants ont besoin de ces adultes et l'économie en dépend. Plus que tous les autres, les pauvres ont besoin de leur santé pour sauvegarder la productivité de leur seul avoir — leur force de travail. Une famille tout entière peut tomber dans la misère si le soutien de famille meurt ou est victime d'une maladie débilitante.

Dix millions de jeunes adultes meurent chaque année dans les pays en développement. Maladies respiratoires, paludisme, diarrhée, maladies cardiovasculaires, cancers, obstructions pulmonaires chroniques, maladies sexuellement transmissibles (y compris le Sida), ainsi que diabète, tuberculose et accidents y sont très répandus. En Guinée-Bissau et en Sierra Leone, par exemple, les enfants de 15 ans ont moins de 50 % de chances de vivre jusqu'à 60 ans; dans la plupart des pays en développement, ce chiffre va de 50 à 75 % (contre 85 % dans les pays développés). Et ces chiffres ne tiennent pas compte de maladies comme l'onchocercose, l'épilepsie et la lèpre, qui augmentent la morbidité plutôt que la mortalité.

Comme l'indique la Figure 5.1A, c'est dans les pays à faible revenu que la mortalité adulte est la plus forte. L'espérance de vie à 15 ans est inférieure de sept ans dans les pays en développement à ce qu'elle est dans les pays industriels. Dans la plupart des pays en développement, les taux de fécondité et de mortalité sont en baisse, mais la population adulte continue d'augmenter. Cette transition démographique s'accompagne d'une transition dans le domaine de la santé : les maladies chroniques deviennent plus importantes.

En Colombie, les infections d'origine parasitaire sont très répandues chez les adultes dont le niveau d'instruction et de revenu est faible. Au Pérou et en Côte d'Ivoire, les ménages ruraux pauvres perdent la moitié plus de jours de travail pour cause de maladie que les ménages pauvres des villes. A Bahreïn, invalidité et précarité vont de pair; selon un recensement de 1981, pour les personnes atteintes d'une invalidité, la probabilité d'être illettré était trois fois et demie plus grande, celle d'avoir un diplôme universitaire douze fois moindre et celle d'avoir un emploi trois fois et demie moindre. Au Kenya, chez les adultes, mauvaise santé signi-

Figure 5.1A Mortalité adulte dans le monde en développement



Note : La mortalité adulte se définit comme le pourcentage, mesuré à l'âge de 15 ans, de ceux qui mourront probablement avant l'âge de 60 ans.

fie souvent situation économique précaire, mauvaise hygiène et alimentation insuffisante.

Les mesures qui réussissent à faire reculer la pauvreté dans les pays en développement améliorent aussi généralement la santé des adultes. Des améliorations d'alimentation en eau potable, d'assainissement, de logement et de nutrition freinent la propagation des maladies tropicales. Des logements plus spacieux et de meilleure qualité empêchent la transmission de la tuberculose et des maladies respiratoires d'origine virale. Des mesures spécifiques de prévention sont nécessaires pour tout un ensemble d'autres maladies : vaccination contre le tétanos; action éducative et fiscale pour les maladies liées à l'alcool et au tabac; et, surtout en Afrique, campagnes d'information sexuelle sur le Sida.

Jusqu'aux années 80, les élèves ne disposaient souvent d'aucun manuel. En République centrafricaine, il y avait un manuel pour 10 à 20 élèves. Au début des années 80, 23 % seulement des écoles du Brésil avaient reçu un manuel de première année;

en République dominicaine, moins de 20 % des élèves de huitième année, dans l'enseignement public, avaient des livres de mathématiques; au Botswana, moins de 20 % des élèves des écoles primaires avaient accès à des manuels de sciences

ou d'études sociales. Selon une étude réalisée en 1983 aux Philippines, 32 % seulement des professeurs de sciences de cinquième année utilisaient fréquemment un manuel; selon une autre étude faite au Botswana, les enseignants n'utilisaient un manuel que 12 % du temps. Les livres du maître sont rares.

Il n'est donc guère surprenant que les taux de redoublement soient élevés et que les élèves qui vont jusqu'au bout du cycle primaire aient fort peu appris. Lors de tests divers administrés dans une quarantaine de pays, les élèves de pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure n'ont bien répondu qu'à 40 % des questions. L'aptitude à la lecture, en particulier, paraissait faible.

Qui plus est, les taux de scolarisation primaire ont depuis quelque temps tendance à baisser, principalement dans les pays à faible revenu. Confrontés à de graves contraintes budgétaires, beaucoup de pays africains n'arrivent pas à suivre le rythme d'accroissement de leur population (citons, entre beaucoup d'autres, le Ghana, le Libéria, le Mali et la Tanzanie). C'est dans les pays à faible revenu qui ont souffert de la guerre ou de troubles internes que le taux de scolarisation a le plus baissé. En Afghanistan, il a chuté de 40 % entre 1980 et 1985; pendant la même période, il a également diminué de 40 % en Somalie. En Ethiopie et au Mozambique, la croissance des taux de scolarisation s'est arrêtée après avoir fait des progrès considérables.

On n'aidera pas automatiquement les pauvres en dépensant davantage en services sociaux. Il faut réorienter en leur faveur la structure actuelle des prestations, tant pour la quantité que pour la qualité. Les mesures d'ordre social les plus importantes pour améliorer les conditions de vie des pauvres sont aussi les plus fondamentales : développer et améliorer l'enseignement primaire et les soins de santé primaires.

Investir dans le capital humain

La preuve est largement faite que le capital humain représente l'une des clés de la réduction de la pauvreté. En outre, les améliorations de santé, d'éducation et de nutrition se renforcent mutuellement. Mais les pauvres n'ont généralement pas accès aux services sociaux de base : on investit trop peu dans le capital humain qu'ils représentent, ce qui rend d'autant plus probable leur maintien, et leurs enfants avec eux, dans l'état de pauvreté. Pour briser ce cercle vicieux, il faut que les

gouvernements se donnent comme priorité en soi d'atteindre à tout prix les pauvres.

Education et productivité

La principale ressource des pauvres est leur force de travail. Or, l'éducation en accroît la productivité, entraînant pour l'individu, comme l'indiquent de nombreuses études, une augmentation de son revenu. Des travaux de recherche plus récents font également état de l'existence d'un lien étroit entre éducation et croissance économique (Encadré 5.2).

Dans le secteur salarié, la rentabilité de l'investissement éducatif pour l'individu est constamment supérieure à celle des investissements conventionnels. Il est vrai que la plupart des gens, dans le monde en développement, ne travaillent pas pour un salaire et que de nombreux pauvres travaillent à leur compte dans l'agriculture ou une petite entreprise familiale. Mais l'investissement éducatif n'en est pas moins pleinement justifié. Les agriculteurs instruits sont plus portés à adopter les nouvelles techniques, et à peu près toutes les études de la productivité agricole ont montré qu'un agriculteur instruit obtient un meilleur rendement de sa terre. Une étude sur l'Afrique a fait apparaître que les agriculteurs qui ont été à l'école pendant quatre ans — minimum nécessaire pour apprendre à lire, écrire et compter — ont une production supérieure d'environ 8 % en moyenne par rapport à ceux qui n'y ont pas été du tout. L'essentiel, y était-il dit, était de savoir lire, écrire et compter. Des études faites en Corée, en Malaisie et en Thaïlande confirment que l'instruction augmente sensiblement la productivité agricole.

Un nombre croissant de pauvres du monde en développement trouvent à s'employer dans le secteur non agricole non salarié, le plus souvent à des activités informelles. Sans être tous pauvres, les travailleurs indépendants appartiennent souvent aux couches les plus pauvres de la société et le travail qu'ils font dans ce secteur fournit la majeure partie de leur revenu familial.

On a peu étudié les effets de l'éducation sur la productivité du secteur informel, mais le peu d'études qui ont été faites font état d'avantages appréciables. Celui ou celle qui a été à l'école a plus d'options, ce qui lui permet de choisir celle qui rapporte le plus (par exemple, le commerce sous sa forme moderne plutôt que l'artisanat traditionnel). Dans la plupart des sous-secteurs, le gain horaire augmente avec le degré d'instruction, tout comme dans le secteur salarié. Les effets précis varient se-

Encadré 5.2 Instruction et croissance économique

De nombreuses études sur la productivité agricole, les entreprises familiales et les salariés ont démontré l'effet de l'éducation sur la production et la productivité. Comme l'indique le Tableau 5.2A, la rentabilité de l'instruction est substantielle. Bien que son impact sur la production réelle globale soit moins bien attesté, une récente étude des déterminants du PIB réel, dans 58

Tableau 5.2A Rendement social moyen de l'instruction
(en pourcentage)

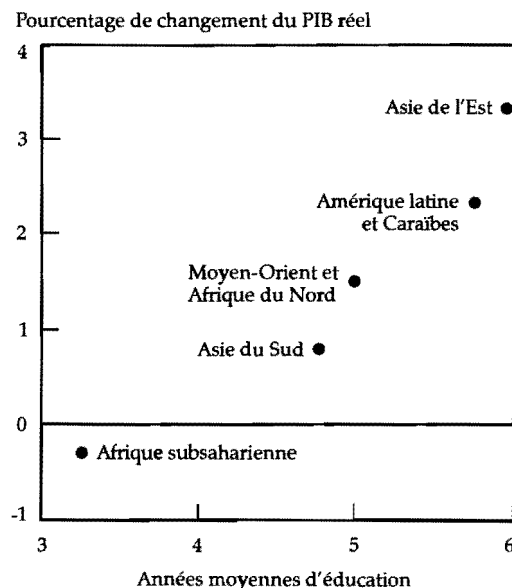
Région	Dans le primaire	Dans le secondaire	Dans le supérieur
Afrique subsaharienne	26	17	13
Asie	27	15	13
Amérique latine et Caraïbes	26	18	16

Source : Psacharopoulos, 1985.

pays, de 1960 à 1985, conduit fortement à penser que l'instruction peut beaucoup contribuer à la production globale. Une augmentation d'un an du nombre moyen d'années de scolarité peut faire monter le PIB de 3 %.

Les résultats de ces travaux diffèrent selon les régions (Figure 5.2A). Pour la plupart des groupes de pays en développement, l'effet de l'instruction sur le PIB est clairement positif et (dans la fourchette considérée) plus le niveau initial d'instruction est élevé, plus il y a avantage à l'accroître. C'est dire toute l'importance de l'investissement éducatif. L'Afrique subsaharienne fait exception : accroître d'un an le nombre moyen d'années de scolarité, pour le faire passer de 3,25 (en 1985) à 4,25, aurait, semble-t-il, un effet négligeable sur la production. Cela s'explique par de nombreux facteurs : des conditions locales défavorables, l'absence d'actions complémentaires; l'insuffisance des moyens

Figure 5.2A Effet d'une année supplémentaire d'instruction par personne sur le PIB réel



institutionnels et autres obstacles économiques qui empêchent de tirer pleinement parti de l'amélioration des compétences. Il peut donc y avoir des seuils dans la rentabilité de l'éducation. Par exemple, quatre années de scolarité environ semblent nécessaires pour atteindre l'alphabétisation fonctionnelle. Il est possible que la rentabilité de l'investissement ne soit substantielle que lorsqu'il est assez important pour porter l'économie au-delà de ce seuil.

lon le type d'activité et diffèrent parfois entre hommes et femmes. Au Pérou, on a calculé qu'une année supplémentaire d'école primaire peut faire gagner jusqu'à 33 % de plus aux femmes qui travaillent à leur compte dans le secteur des textiles. L'enseignement postprimaire semble avoir une rentabilité relativement élevée, qui est de 14 % pour les hommes dans le secteur des services. Il ressort d'une étude des petites et moyennes entreprises colombiennes que les aptitudes du chef d'entreprise, son niveau d'instruction et l'expérience qu'il a acquise dans des emplois antérieurs influent beaucoup sur la marche et la rentabilité de l'entreprise.

Il ne fait guère de doute qu'en donnant une instruction aux enfants de familles pauvres on augmente sensiblement leurs chances d'échapper à la pauvreté. Comme leur force de travail est la seule ressource sur laquelle puissent compter tous les pauvres qui sont valides, le moyen le plus efficace de lutter contre la pauvreté est manifestement d'en accroître la productivité.

Les autres avantages de l'instruction

L'efficacité de l'instruction comme arme de lutte contre la pauvreté va bien au-delà de la productivité du travail. Ainsi, on a calculé qu'une année

d'instruction de la mère correspondait à une baisse de 9 % de la mortalité des moins de cinq ans. Toutes choses égales par ailleurs, les enfants de mères instruites sont généralement en meilleure santé. L'effet de l'éducation sur la fécondité semble plus compliqué. A un niveau d'instruction relativement bas, quelques années de scolarité supplémentaires peuvent en fait accroître la fécondité mais, après cela, l'instruction a un effet fortement dissuasif. Dans ce que l'édition du *Rapport sur le développement dans le monde 1980* appelait la «trame ininterrompue des relations» entre services sociaux, le rôle central revient à l'éducation.

Santé, nutrition et productivité

L'effet d'une amélioration de la santé et de la nutrition sur la productivité est moins bien établi que celui de l'instruction. Toutefois, un nombre croissant d'études fait apparaître que l'effet produit sur la productivité agricole est positif, notamment pour les activités qu'exercent la plupart des pauvres. Parmi les travailleurs des plantations de canne à sucre du Guatemala, une amélioration de la nutrition faisait monter la productivité. En Indonésie, la productivité des travailleurs qui avaient reçu des suppléments de fer pendant deux mois avait augmenté de 15 à 25 %. En Sierra Leone, une augmentation de la ration calorique a fortement accru la productivité agricole. Une étude réalisée en Inde montre qu'il existe un rapport significatif entre le salaire et le poids pour la taille (mesure de l'état nutritionnel courant) parmi les journaliers agricoles. Une autre étude a constaté que l'effet de la nutrition était particulièrement sensible au plus fort de la saison agricole, où les dépenses d'énergie sont plus grandes. Selon des estimations établies pour Sri Lanka, la ration énergétique a un effet positif très sensible sur le salaire réel.

Nutrition et acquisition des connaissances

De même que l'instruction des parents influe de manière positive sur la nutrition de l'enfant, celui-ci apprend mieux s'il est mieux nourri. Des études réalisées dans de nombreux pays en développement (Chine, Inde et Kenya, notamment) font systématiquement apparaître qu'une malnutrition protéique-énergétique est liée à une baisse des notes obtenues aux tests de vérification des connaissances et à une détérioration des résultats scolaires. Les carences en oligo-éléments sont, elles aussi, liées aux résultats scolaires. Selon une étude faite en Indonésie, une insuffisance d'iode influait sur l'acquisition des connaissances chez les en-

fants de 9 à 12 ans. Une carence en fer réduit l'attention de l'enfant, ce qui, à son tour, influe sur son aptitude à apprendre. En Thaïlande, les notes obtenues aux tests se sont améliorées lorsqu'on a fait prendre des suppléments de fer aux enfants. Il y a longtemps que l'on sait qu'une carence en vitamine A est liée à la cécité et à la gravité des cas de rougeole; une forme moins virulente de cette carence retarde la croissance, notamment le développement du cerveau.

Un apport suffisant d'énergie, de protéines et d'oligo-éléments présente des avantages pour la santé qui sont importants en soi. A cause de l'effet positif qu'il a sur la productivité, l'investissement de nutrition et de santé contribue aussi à faire reculer la pauvreté. Et si l'on veut qu'ils tirent tout le parti possible de leur scolarité, il faut que les élèves soient bien nourris. Il y a beaucoup de choses que les gouvernements peuvent faire et qui ne coûtent pas cher. Ils feraient beaucoup pour l'élimination des carences nutritionnelles parmi les enfants d'âge scolaire en leur faisant donner des capsules de vitamine A deux fois par an et des doses d'iode une fois tous les trois ans.

Pauvreté et accroissement démographique

Pauvreté et accroissement rapide de la population se renforcent de plusieurs façons. Des salaires bas (surtout pour les femmes), le manque d'instruction et des taux élevés de mortalité infantile — facteurs qui sont tous liés à la pauvreté — contribuent à des taux élevés de fécondité et donc à un accroissement rapide de la population. Un des moyens les plus puissants de réduire la fécondité est d'améliorer l'instruction des filles et des femmes. L'augmentation des possibilités d'emploi salarié pour les femmes a, d'elle-même, un effet négatif sur la fécondité ainsi que d'autres avantages. Quand une femme travaille, il peut lui apparaître, à elle et son mari, qu'ils n'ont pas besoin d'autant de fils pour s'occuper d'eux lorsqu'ils seront vieux; et, si le travail de la mère est assez bien rémunéré, le coût d'opportunité de la mise au monde d'un autre enfant est relativement élevé.

Un taux élevé de mortalité infantile est aussi régulièrement associé à un taux élevé de fécondité. Des études faites dans des pays aussi différents que la Colombie, l'Égypte et l'Inde ont montré que les parents qui ont perdu un enfant veulent en avoir davantage que ceux qui n'en ont perdu aucun. Il faut donc réduire la mortalité des enfants si l'on veut réduire la fécondité.

Le lien qui mène de la pauvreté (bas salaires, faibles revenus et forte mortalité) à une fécondité

élevée est donc bien établi. Comment des taux élevés de fécondité, ou plus généralement d'accroissement démographique, influent-ils sur la pauvreté? Au niveau national, le rapport n'est pas simple. Dans le court terme, un accroissement de la population entraînera, presque par définition, une baisse de la croissance du revenu par habitant mais, dans une perspective plus longue, une augmentation du nombre de travailleurs productifs peut accélérer la croissance. On peut même avancer que certains pays, surtout en Occident, ont besoin d'un accroissement démographique plus rapide rien que pour soutenir leurs résultats économiques courants.

Sur le plan négatif, dans beaucoup de pays à fécondité élevée, environ 45 % de la population a moins de 15 ans, ce qui exerce une pression énorme sur les écoles. Les pays en développement dépensent beaucoup moins pour l'éducation que les pays industriels, et encore ces rares ressources doivent être partagées entre un pourcentage plus élevé de la population. En général, les pauvres sont les derniers à être servis. Il en va de même dans d'autres secteurs, comme les soins de santé et l'alimentation en eau. Ainsi donc, s'il est nécessaire d'investir dans le capital humain pour réduire la pauvreté, un accroissement rapide de la population rendra cette tâche bien plus difficile dans beaucoup de pays pauvres.

L'accroissement démographique influe aussi sur le marché du travail. Une croissance rapide de la population active ne conduit pas nécessairement au chômage et à la pauvreté : si l'investissement en capital est suffisant, une économie en expansion pourra absorber le surcroît de main-d'œuvre et même en avoir besoin. Mais la plupart des pays investissent trop peu pour absorber une population qui croît au rythme de 3 à 4 % par an, ce qui se traduira vraisemblablement par des bas salaires et une aggravation de la pauvreté.

Au niveau des ménages, une fécondité élevée peut nuire à la santé de la mère et de l'enfant. La santé de la mère souffre de grossesses trop rapprochées et sa mauvaise santé compromet à son tour la santé de l'enfant à sa naissance et pendant ses premières années, qui sont déterminantes. La mise en place de services de planning familial est l'une des mesures de politique de santé les plus efficaces.

Le planning familial

Une famille trop nombreuse risque de compromettre la santé de la mère et aggrave les problèmes de la pauvreté (Encadré 5.3). La plupart des pays en

développement reconnaissent qu'il est important de freiner la croissance démographique. Une baisse de la fécondité n'est pas un but en soi, mais l'amélioration du bien-être en général en est mieux assurée. La mise en place de services de planning familial est la manière la plus directe de réduire la fécondité, bien qu'une réduction de la mortalité infantile et juvénile et une amélioration de l'éducation et des possibilités d'emploi des femmes y contribuent également. Ici encore, les interventions des pouvoirs publics se renforcent mutuellement : les femmes instruites ont davantage recours aux moyens contraceptifs (lorsqu'elles peuvent s'en procurer) que celles qui ne le sont pas.

Dans beaucoup de pays, les services de planning familial sont pratiquement inexistant, alors qu'ils sont, semble-t-il, demandés. Au Ghana, par exemple, 20 % des femmes rurales et 28 % des femmes des villes déclarent ne plus vouloir d'enfants; et pourtant, moins de 7 % des femmes ont accès à des services modernes de planning familial. Au Ghana, le taux de fécondité est de 6,4. En Indonésie, où environ la moitié des femmes disent ne plus vouloir d'enfants, 44 % de toutes les femmes ont accès à des services de planning familial. Le taux de fécondité y est de 3,3.

Là où ils ont été appliqués, les programmes de planning familial ont fait baisser la natalité. En Corée, au Costa Rica et à Singapour, par exemple, celle-ci a baissé de 35 à 48 % entre 1965 et 1985. Il ne faut pas perdre de vue, toutefois, que d'autres facteurs réduisent la natalité. Une économie en croissance rapide peut, même si l'effort de planning familial est faible, provoquer une légère baisse de la natalité; mais, dans les pays les plus pauvres (comme l'Inde et l'Indonésie), il faut un gros effort de planning familial pour ralentir la croissance démographique.

Ouvrir aux pauvres l'accès aux services sociaux

Donner aux pauvres accès aux services sociaux exige un engagement ferme, qui doit apparaître dans l'infrastructure et l'organisation des secteurs sociaux et dans la manière dont ils sont financés. Il y a beaucoup à apprendre de l'expérience accumulée pendant des décennies dans des pays dont le niveau de développement et les besoins sont différents.

Infrastructure et organisation

Le principal obstacle à l'accès des pauvres aux services de santé et d'éducation est l'absence d'infrastructure matérielle, surtout en milieu rural. Les

Encadré 5.3 Une maternité sans danger

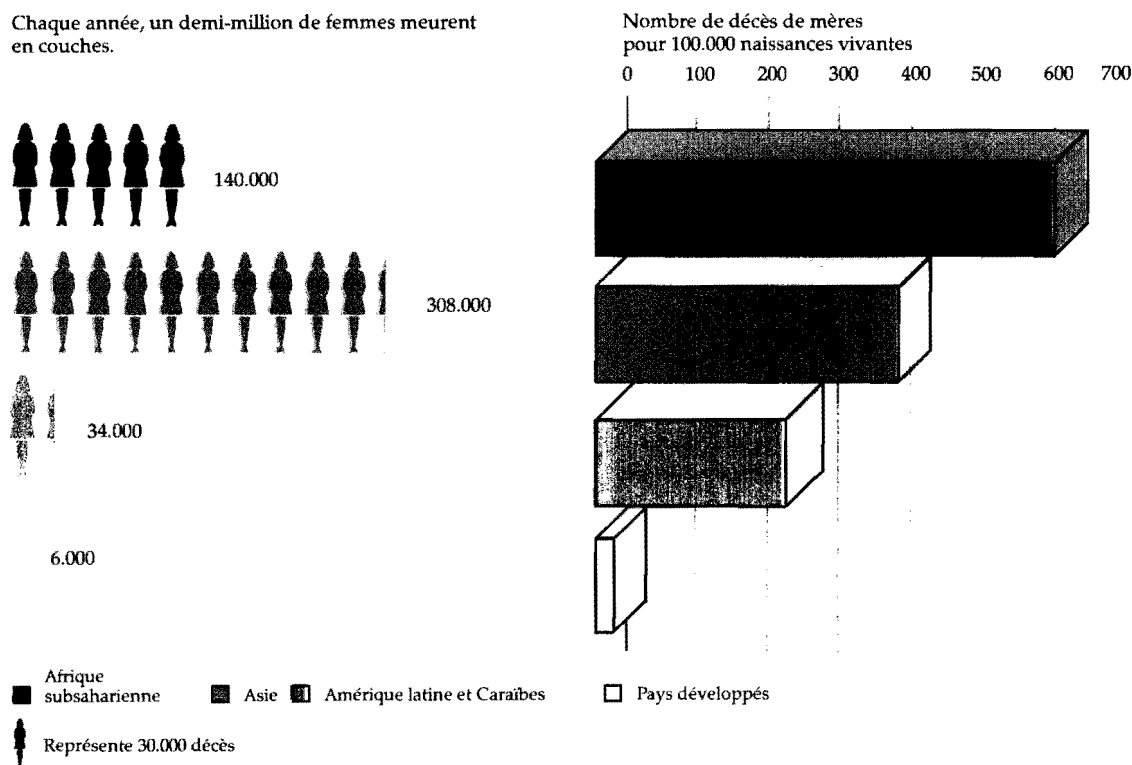
Dans beaucoup de pays en développement, plus du quart des décès de femmes en âge de procréer est imputable aux grossesses et accouchements. Un demi-million de femmes environ, dont 99 % vivent dans des pays en développement, meurent en couches chaque année (voir Figure 5.3A). Sur 100.000 femmes qui mettent un enfant au monde en Afrique, entre 200 et 1.500 meurent, alors que, dans la plupart des pays développés, ce chiffre est inférieur à 10. Par contre, sur 100.000 femmes africaines qui prennent la pilule contraceptive pendant une année, il y en a peut-être une qui mourra. Les trois quarts environ des décès dus à la

maternité sont imputables à l'une des cinq causes suivantes : hémorragie, infection, toxémie, accouchement difficile et avortement (en particulier avortements dangereux pratiqués dans des conditions peu hygiéniques par des personnes non qualifiées). Comme les femmes dans beaucoup de pays en développement (surtout dans les régions pauvres) ont de nombreuses grossesses, le risque cumulatif de mourir en état de grossesse peut atteindre un pour vingt. Or, la plupart de ces décès pourraient être évités par des moyens relativement simples et peu coûteux.

L'état de santé et de nutrition d'une femme influe

Figure 5.3A Nombre estimatif de décès annuels de mères, par région

Chaque année, un demi-million de femmes meurent en couches.



avantages dont jouissent les villes à cet égard sont à la fois d'ordre quantitatif et qualitatif. Le seul fait que les équipements font défaut oblige à poursuivre la mise en place des services appropriés, notamment en ce qui concerne les dispensaires et écoles primaires de campagne. Les pauvres sont presque assurés d'en bénéficier. L'amélioration de

la qualité des services demande une mobilisation accrue de fonds, un meilleur usage des ressources disponibles et une plus grande responsabilisation des administrations.

EDUCATION. Les gouvernements des pays à revenu intermédiaire ont dans l'ensemble réussi

sensiblement sur son aptitude à surmonter des difficultés pendant la grossesse, l'accouchement et la période qui suit l'accouchement, à mettre au monde un enfant solide et en bonne santé, et à allaiter et soigner son bébé. Dans les pays en développement, la plupart des femmes enceintes sont anémiques et de nombreuses adolescentes deviennent mères alors que leur croissance n'est pas encore achevée. Les femmes pourraient s'aider elles-mêmes si elles avaient des notions élémentaires de nutrition et santé. En améliorant le revenu, le niveau d'instruction, la santé et la nutrition des femmes, on ferait beaucoup pour réduire la mortalité et la morbidité maternelles.

L'information sur la régulation des naissances et les services de planning familial peut aussi améliorer la santé des mères en donnant à celles-ci la possibilité d'espacer les grossesses et d'en choisir le moment. Dans beaucoup de pays, on pourrait réduire de 25 à 40 % le nombre des décès maternels en évitant les grossesses non désirées. Les trois éléments essentiels sont la prévention des complications, la régularité des soins et la mise en place de dispositifs de secours pour les cas d'urgence à haut risque. On pourrait modifier les programmes existants et mettre l'accent sur :

- *Un renforcement des soins de santé communautaires* — un personnel de santé non médecin serait chargé d'examiner les femmes enceintes, d'identifier celles qui sont exposées à des risques élevés et de les aiguiller vers les services appropriés; de fournir de bons soins prénatals aux femmes qui sont exposées à des risques moindres et de leur assurer un accouchement sans danger; de fournir des services d'éducation sur la vie de famille et des services de planning familial; et, d'une manière générale, de promouvoir une amélioration de la santé et de la nutrition dans les familles

- *Un meilleur système d'aiguillage* — hôpitaux et dispensaires munis de lits pour servir de réseau de soutien, pour s'occuper des accouchements compliqués et des urgences obstétriques et pour proposer des méthodes cliniques et chirurgicales de planning familial

- *Un système d'« alerte » et de transport* pour transférer dans les services d'aiguillage les femmes dont la grossesse présente des risques élevés, ainsi que les cas d'urgence.

à construire assez d'écoles et à former assez de maîtres pour pouvoir scolariser tous les enfants. Les pays à faible revenu, par contre, ont encore beaucoup de chemin à parcourir. Par exemple, au Bhoutan et au Mali, la capacité d'accueil nette des écoles primaires n'est que de l'ordre de 20 %, pourcentage à peu près le même que le taux net de

scolarisation. Face à la perspective d'une croissance économique lente et d'un accroissement démographique rapide, ces pays devront faire un effort extraordinaire pour mettre en place l'infrastructure nécessaire pour scolariser tous les enfants dans un avenir prévisible. Comme la plupart des ménages de ces pays sont extrêmement pauvres, l'Etat devra pourvoir aux services d'enseignement.

Dans certains pays, il pourra être fait appel au secteur privé pour contribuer à accroître les possibilités de scolarisation. En 1979, le Pakistan est revenu sur la décision qu'il avait prise en 1970 de nationaliser l'enseignement et a autorisé à nouveau l'ouverture d'écoles privées. Le système éducatif s'est rapidement développé, surtout au niveau élémentaire. C'est ainsi que, dans la région de Karachi, les institutions privées accueillaient, en 1985, 25 % des élèves du primaire. Comme les frais de scolarité y sont assez élevés, il y a peu de chances d'y trouver des enfants de famille pauvre. Toutefois, lorsque la demande dépasse l'offre et que les contraintes budgétaires sont sévères, l'Etat pourra, en faisant davantage appel au secteur privé, consacrer une plus grande part de ses rares ressources à l'éducation des pauvres.

En général, le secteur public continuera à assurer la majeure partie de l'enseignement primaire dans les pays à revenu intermédiaire également, encore qu'ici les possibilités de l'enseignement privé soient plus grandes. En 1980-81, le Chili a réformé son système éducatif et entrepris d'encourager le développement de l'enseignement privé, partiellement soutenu par des fonds publics, en vue d'améliorer la qualité de l'enseignement et d'accroître les effectifs scolaires. L'Etat a encouragé le secteur privé à se faire dispensateur d'enseignement par l'établissement d'un système de paiement par élève qui a mis les écoles publiques en concurrence avec les écoles privées. Il s'est déchargé sur les municipalités de la responsabilité des écoles publiques primaires et secondaires et de celle des écoles professionnelles sur des organisations privées à but non lucratif dans l'espoir de rendre les écoles plus attentives aux besoins du marché du travail. Le Ministère de l'éducation attribue des crédits aux écoles publiques en fonction de leurs effectifs et de leurs taux d'abandon. Les écoles privées où l'enseignement est gratuit reçoivent les mêmes subventions. L'application de la réforme a été difficile — les transferts monétaires ont du être suspendus pendant la crise économique de 1982-83, mais les effectifs des écoles primaires privées subventionnées ont doublé entre

1980 et 1987, et le pourcentage de toutes les subventions d'éducation reçues par les 30 % les plus pauvres des élèves est passé de 29 % en 1974 à 38 % en 1986.

L'expansion du système éducatif ne suffit pas. Dans beaucoup de pays, les programmes ont besoin d'être améliorés; les écoles ont besoin de manuels; les maîtres ont besoin d'être mieux formés, d'avoir plus de temps pour enseigner les rudiments, d'être mieux payés et d'avoir de meilleures conditions de travail; les directeurs d'écoles ont besoin de mieux contrôler les ressources et d'être plus comptables à l'égard de la communauté locale.

Des interventions plus circonscrites peuvent parfois permettre d'atteindre les groupes désavantagés. Au Bangladesh, par exemple, un projet de bourses d'études secondaires pour les filles, financé par l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID), a été mis en place en 1982 dans la région du Sharasti Upazila. Avant le démarrage du projet, 27 % des élèves du secondaire étaient des filles. En 1987, le pourcentage était passé à 44 %. Le projet avait aussi fortement réduit le taux d'abandon chez les filles, qui était tombé de 15 % avant le début du programme à 4 % en 1987. Au Népal, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) a parrainé, dans les années 70, un projet qui comprenait un volet formation pédagogique conçu pour accroître le nombre d'enseignantes. Pendant le projet, le nombre de filles scolarisées est passé de 13 à 29 % du groupe d'âge.

SANTÉ. Bien que l'Etat soit généralement le principal prestataire de services de santé, dans beaucoup de pays, le secteur privé fournit aussi certains services, essentiellement curatifs. Il ne paraît pas justifié de faire de l'Etat le seul prestataire de soins curatifs. Une intervention massive de sa part est sans aucun doute indispensable, mais cela ne signifie pas nécessairement que tous les médecins et tout le personnel infirmier doivent émarger au budget de l'Etat. Des pays différents ont des besoins différents, mais plusieurs principes sont applicables dans tous les cas. Tout d'abord, l'Etat doit être responsable des interventions d'intérêt public (pureté de l'air et sécurité routière, par exemple) ou qui, en plus des avantages qu'elles ont pour les particuliers, profitent à la collectivité (comme la vaccination contre les maladies contagieuses). Ensuite, dans le domaine de la médecine curative, le rôle principal de l'Etat en tant que prestataire de services devrait consister à

fournir des services de base aux régions qui ont peu de chances d'être desservies par le secteur privé. Enfin, lorsqu'un système privé est en place, l'Etat devrait s'assurer que les pauvres ont accès aux soins de base. En d'autres termes, dans bien des pays, l'Etat devrait continuer à développer les services, mais en mettant davantage l'accent sur les pauvres.

Le Chili nous en offre encore un exemple. L'expansion des services de santé primaires, privilégiant les groupes à risques comme les mères et les jeunes enfants, faisait partie des réformes mises en place après 1974-75. De nouveaux mécanismes de financement ont été utilisés pour accroître le nombre de personnes desservies. L'Etat a encouragé le secteur privé à proposer des régimes d'assurance médicale financés par retenue sur le salaire. Les honoraires variaient en fonction de l'aptitude des patients à payer.

L'aspect le plus important des réformes a peut-être été la décision de décentraliser la prestation des services de soins primaires et des services de santé publique. Dans de nombreux pays, les programmes de soins primaires sont conçus et appliqués par des administrations fortement centralisées. La construction d'installations de santé et la formation des agents de santé peuvent se faire de manière centralisée, mais la prestation des services exige une gestion décentralisée. En 1980, dans le cadre d'un projet financé par l'USAID au Nicaragua, des enquêtes ont permis de déterminer les besoins et des comités de village ont apporté leur concours à la construction de puits, de latrines et de postes sanitaires. En Colombie, un programme de garde d'enfants d'âge préscolaire est géré par des associations de parents (Encadré 5.4). En Thaïlande, des villageois ont aidé à construire des puits et des centres de santé et de nutrition. Dans un village du Bangladesh, les femmes entretiennent les nouveaux systèmes de latrines et d'égouts (Encadré 5.5). Avec l'aide de l'UNICEF, des ONG de femmes d'Indonésie ont fait paraître des brochures d'information sur la survie des enfants à l'intention de 12 groupes religieux différents. En janvier 1988, ces brochures avaient été distribuées à quelque 7 millions de femmes pour un coût de 10 cents par femme.

Au Chili, l'Etat a transféré aux municipalités la responsabilité de nombreux services publics de santé de l'administration centrale. Les réformes ne sont pas terminées, mais le champ de la protection médicale s'est déjà considérablement élargi. La capacité d'accueil des postes de santé des municipalités, par exemple, a augmenté de 45 % depuis les réformes, et le nombre d'heures de service de plus

Encadré 5.4 Un programme communautaire de garde d'enfants et de nutrition en Colombie

On estime à 25 % le pourcentage de Colombiens qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Dans les villes, la pire pauvreté touche de manière disproportionnée les enfants, menacés par la malnutrition, la maladie, le manque de soins, l'isolement et la violence. Pour s'attaquer à ces problèmes, le Gouvernement colombien et des ONG locales ont mis en place un système de garde d'enfants d'âge préscolaire qui comprend un programme d'alimentation et de surveillance de la santé.

Le groupe cible — les enfants de deux à six ans et leurs parents — appartient en grande partie aux 20 % les plus pauvres de la population. Un groupe de parents choisit une «mère communautaire» pour garder 15 enfants chez elle et s'en occuper durant la journée. Avec l'aide de l'Institut national du bien-être familial, la mère communautaire reçoit une formation, un modeste salaire mensuel et un crédit pour lui permettre d'aménager son logement selon des normes minimums d'hygiène et de sécurité. L'Institut fournit également de la nourriture, y compris un supplément nutri-

tionnel de production locale, pour satisfaire 80 % des besoins journaliers de chaque enfant. Ce service est très demandé. Il a démarré à grande échelle en 1987 et, à la fin de 1989, il accueillait un demi-million d'enfants. Il vise à atteindre tous les enfants à risque, soit plus de 1 million, d'ici à 1994.

Les enfants qui participent à ce programme sont mieux nourris et mieux soignés et ils prennent part à quelques activités d'apprentissage préscolaire. Les mères communautaires en tirent un supplément de revenu et les parents — qui sont souvent des femmes célibataires ayant charge de famille — ont ainsi la possibilité d'exercer un emploi rémunéré en dehors de chez elles. Le coût du programme, de l'ordre de 11 dollars par mois par enfant, est inférieur au montant de 33 dollars que coûte la garde d'enfants dans les centres de puériculture de l'Institut. En outre, les subventions dont bénéficie le programme sont mieux ciblées sur les pauvres; les centres de puériculture desservent en grande partie la petite et moyenne bourgeoisie.

Encadré 5.5 Mirzapur, Bangladesh : alimentation en eau, assainissement et initiation aux questions d'hygiène

Pays très peuplé et l'un des plus pauvres du monde, le Bangladesh connaît des problèmes de santé endémiques. En 1980-85, le taux de mortalité des moins de cinq ans y était de 204 pour mille, soit le taux le plus élevé d'Asie et l'un des plus forts du monde. Les maladies diarrhéiques sont responsables de 29 % des décès d'enfants de moins de cinq ans et d'environ un décès sur cinq parmi les plus âgés. Soixante pour cent des moins de cinq ans souffrent de malnutrition légère à grave. Ces problèmes tiennent au moins en partie à la mauvaise qualité de l'eau et à la mauvaise gestion de cette ressource au Bangladesh, problèmes liés, à leur tour, à la fréquence des inondations.

Plus de 82 % des ruraux disent boire l'eau des puits tubulaires, mais 12 % seulement utilisent cette eau pour tous leurs besoins domestiques. Cela signifie que la grande majorité utilise encore, sauf pour boire, de l'eau de surface contaminée par des matières fécales, par exemple, pour se baigner et laver des ustensiles ou du linge.

En 1984, un Projet interrégional de pompes à main parrainé par le Programme des Nations Unies pour le développement et la Banque mondiale a financé une étude sur l'impact que l'utilisation de pompes à main et de latrines à fosse ainsi qu'une initiation à l'hygiène aurait sur la santé dans la région de Mirzapur, au Bangladesh. Le projet visait à encourager les gens à utiliser de l'eau de puits au lieu d'eau de surface pour les usages domestiques en installant des pompes à main Tara, nouvelles et plus efficaces. On lui doit aussi l'introduction de latrines étanches hygiéniques. Il com-

portait, au nombre de ses éléments importants, une action d'éducation conçue pour persuader les villageois d'utiliser les pompes à main pour tous leurs usages domestiques, à consommer davantage d'eau, à la stocker dans de bonnes conditions d'hygiène et à utiliser et à entretenir les latrines étanches.

Cent quarante-huit pompes Tara à main et 754 latrines — une par ménage — ont été installées. Les villages ont participé au financement du matériel. Les cours d'hygiène ont été suivis par des séances complémentaires d'information et des visites aux ménages sur plusieurs mois. Douze villageoises ont appris à vider les fosses des latrines et ont été payées 1,30 dollar par fosse, soit beaucoup moins que ce qu'auraient fait payer des spécialistes.

Grâce au projet, les taux de consommation de l'eau pompée ont été élevés. Les villageois ont utilisé et stocké l'eau de façon plus hygiénique qu'auparavant et 90 % des latrines étaient régulièrement utilisées.

L'effet du projet sur la santé a été évalué au moyen d'une série d'enquêtes. Au cours de l'année initiale, l'incidence des maladies diarrhéiques dans la zone du projet était semblable à ce qu'elle était dans une zone de référence. Au terme de l'intervention, l'incidence des diarrhées persistantes et celle de la dysenterie infantile étaient inférieures, respectivement, de 40 % et de 30 % dans les villages du projet. Au cours des deux dernières années du projet, les enfants ont souffert de diarrhée en moyenne 35 jours dans la zone du projet et 63 dans la zone de référence.

de 80 % en milieu rural. L'engagement à long terme qu'a pris le Chili d'améliorer ses services de santé de base porte ses fruits : la mortalité infantile est tombée de 103 pour mille en 1965 à 21 pour mille en 1985, et la mortalité maternelle de 131 à 47 pour 100.000 naissances vivantes pendant la même période.

L'exemple de la Chine illustre aussi l'importance de la participation locale à la prestation des soins de santé de base. Après l'adoption d'un système de responsabilité économique, les programmes ruraux d'assurance médicale se sont effondrés. Les collectivités locales ont alors pris tout un ensemble d'initiatives pour se procurer les fonds nécessaires au financement des services de base depuis les organisations d'entretien de la santé avec système d'assurance payée d'avance dans certaines des grandes villes jusqu'à des formules de financement de dispensaires de village par le produit de la vente des médicaments et le paiement des soins curatifs.

Le financement de la santé et de l'éducation

L'Etat fournit la majorité des ressources utilisées par les secteurs sociaux. La demande augmente : une expansion des services de base est indispensable si l'on veut en faire bénéficier les pauvres, et l'accroissement rapide de la population dans certaines régions ainsi que le vieillissement de la population dans d'autres ajoutent au fardeau qui pèse sur tous les services sociaux. Mais les sources de financement se contractent. Le ralentissement de la croissance économique, les graves contraintes budgétaires et la multiplicité des besoins que l'Etat doit financer en dehors des services sociaux obligent à examiner soigneusement les priorités.

L'efficacité et l'équité y gagneraient si l'on dépensait moins pour le haut de la gamme des services et davantage pour les services de santé de base et d'enseignement primaire. En recommandant pareille réorientation, on ne veut pas dire que les services haut de gamme n'aient pas leur importance. Tout pays qui veut tenir sa place dans l'économie mondiale a besoin d'une politique globale de l'éducation prévoyant des dépenses pour l'enseignement supérieur, la science et la technologie ainsi que pour la formation des cadres. Les hôpitaux constituent une partie essentielle d'un système équilibré de soins de santé et ce sont eux qui, en tant que centres d'enseignement et de recherche, forment du personnel et génèrent de nouvelles connaissances. Toutefois, ces considérations

ne justifient pas d'utiliser ce type de services comme moyen de transférer des deniers de l'Etat à des étudiants privilégiés et à des malades de classes moyennes et aisées. Une réforme financière, y compris un recours accru à des mécanismes alternatifs de financement comme les prêts aux étudiants et les régimes d'assurance médicale, peut libérer des ressources qui pourraient servir à développer et améliorer les services de base et à en faciliter l'accès aux pauvres.

Tableau 5.1 Dépenses d'enseignement primaire en pourcentage du PIB, 1985 et an 2000

Région	1985	2000 (taux de scolarisation actuels)	2000 (scolarisation universelle)
Afrique subsaharienne	1,41	1,35	2,53
Asie de l'Est	1,42	0,60	0,60
Asie du Sud	0,95	0,63	1,08
Europe de l'Est	1,17	0,71	0,71
Moyen-Orient et Afrique du Nord	2,05	1,47	1,76
Amérique latine et Caraïbes	1,06	0,83	0,92

Dans bien des cas, il serait pleinement justifié que l'Etat accroisse ses dépenses sociales (surtout au détriment de ses dépenses militaires). Dans certains cas, il n'aura probablement pas le choix. C'est ce que montre le Tableau 5.1, qui indique ce qu'il en coûterait d'universaliser l'enseignement primaire d'ici l'an 2000. Il ressort des projections de la population et de la croissance économique que de nombreuses régions pourront atteindre cet objectif en affectant à l'enseignement primaire un pourcentage du PIB analogue ou même inférieur à ce qu'il était en 1985. En Afrique subsaharienne, toutefois, si un accroissement considérable des effectifs du primaire est possible, l'universalisation de l'éducation primaire exigera un effort extraordinaire et notamment une généreuse augmentation de l'aide étrangère. Une augmentation du PIB de 3,7 % par an, conjuguée avec une augmentation probable de 3,4 % par an parmi la population des 6 à 11 ans, oblige à accroître de 85 % la part du PIB affectée à l'enseignement primaire, qui passerait de 1,4 à 2,5 %. En dehors de l'Afrique, certains pays devront aussi accroître leurs dépenses d'éducation et autres services sociaux.

Mais on peut aussi beaucoup progresser de deux autres façons : 1) en tirant un meilleur parti des dépenses actuelles (en privilégiant l'enseignement primaire par rapport à l'enseignement supérieur, par exemple, et les dispensaires de village par rap-

port aux hôpitaux des villes); et 2) en s'efforçant davantage de recouvrer auprès des utilisateurs le coût de certains services.

Dans quelle mesure est-il possible de faire payer les services? Il ressort d'études récentes que la demande de soins médicaux est sensible à leurs prix, et encore plus dans le cas des pauvres. Cela signifierait que si ces soins deviennent payants (ou plus chers), les pauvres seront les premiers à en être exclus et il faudra fortement subventionner les services de santé dans les régions pauvres. Ceci ne veut pas dire nécessairement que les services doivent être entièrement gratuits; on pourrait exiger un petit paiement dans les régions pauvres. Il serait raisonnable d'appliquer des tarifs plus élevés dans les régions prospères ou les quartiers riches des villes et cela procurerait des recettes appréciables. On devrait en outre envisager de faire payer les types de soins (notamment les soins hospitaliers) qui profitent surtout aux particuliers; on libérerait ainsi des ressources pour l'application de mesures de santé publique et les soins préventifs.

Tout porte également à croire que les gens sont disposés à payer pour pouvoir faire des études supérieures. Une augmentation des droits de scolarité dans le secondaire et le supérieur dégagerait des ressources qui pourraient servir à améliorer la qualité de l'enseignement en général et, au besoin, à développer l'enseignement primaire. On connaît moins bien l'effet qu'aurait l'utilisation d'un droit de scolarité sur la demande d'enseignement primaire. Là où il y a peu d'écoles publiques, les écoles privées peuvent faire payer des droits de scolarité relativement élevés en s'adressant aux riches. Mais si l'on vise à accroître les taux de scolarisation des pauvres, l'institution d'un droit de scolarité aura l'effet opposé.

En dépensant moins pour les soins administrés aux niveaux supérieurs et davantage pour les services de base et en faisant payer ceux qui en ont les moyens, on transfère, dans l'un et l'autre cas, des ressources des riches aux pauvres. Si l'objectif principal est de faire reculer la pauvreté, ces choix sont pleinement justifiés.

Créer la demande

Même lorsqu'il existe des services sociaux peu coûteux ou gratuits, les pauvres peuvent ne pas en profiter. Il y a à cela deux raisons : il se peut qu'ils ne comprennent pas les avantages de ce qui leur est offert ou bien ils peuvent en être détournés par ce qu'il peut leur en coûter — comme le temps de travail perdu à se rendre dans un dispensaire ou la

perte de revenu subie par le ménage lorsqu'un enfant va à l'école.

Le planning familial est un bon exemple de la raison pour laquelle les pauvres peuvent ne pas utiliser les services sociaux. Des campagnes d'éducation sanitaire sont nécessaires pour expliquer les avantages d'une baisse de la fécondité et pour décrire les diverses techniques de régulation des naissances. Mais, même lorsqu'il existe des services de planning familial et qu'ils sont compris, un ménage peut ne pas avoir intérêt à avoir moins d'enfants. Par exemple, il se peut qu'il soit possible, en ayant moins d'enfants, de donner une meilleure instruction à chacun, mais il faudra peut-être attendre des années avant d'en récolter le fruit. Là où les orientations nationales ont entraîné des taux d'accroissement démographique supérieurs à ceux qui seraient socialement souhaitables, il faudrait encourager le planning familial en renforçant les incitations individuelles. Singapour, par exemple, encourage, au moyen d'incitations fiscales et de sa politique du logement, les familles à avoir moins d'enfants. La Chine a, de la même façon, eu recours aux primes, à l'accès à l'éducation et aux facilités de logement. La Thaïlande associe la participation communautaire, un gros effort d'éducation du public, des campagnes de stérilisations, des programmes de développement rural et l'octroi direct d'avantages aux familles peu nombreuses (Encadré 5.6).

L'éducation des filles nous fournit un autre exemple. La rentabilité, pour l'individu et la collectivité, d'une éducation primaire et secondaire des filles est au moins égale à ce qu'elle est pour les garçons. Pourtant, les parents préfèrent souvent n'investir que dans l'éducation de leurs fils. On peut réduire les inégalités actuelles en augmentant le nombre d'enseignantes ou en payant les parents pour qu'ils envoient leurs filles à l'école (comme au Bangladesh). Mais il faudra prendre des mesures à plus long terme pour favoriser l'entrée des femmes sur le marché du travail si l'on veut supprimer les préventions qui s'exercent contre l'éducation des filles dans certaines parties du monde.

Les leçons à retenir pour la prochaine décennie

Depuis trente ans, les pays en développement ont fait d'énormes progrès dans les domaines de la santé, de la nutrition et de l'éducation. Dans bien des cas, les progrès ont été beaucoup plus rapides que ceux des pays industrialisés lorsqu'ils en étaient à un stade comparable de leur développement. Mais ils ont été inégaux. Analphabétisme,

Encadré 5.6 Des buffles du planning familial et des festivals de vasectomie en Thaïlande

La Thaïlande est le théâtre de l'un des programmes de planning familial les plus réussis et les plus efficaces du monde. Médias, incitations économiques et participation communautaire sont mis en jeu en vue d'accroître l'utilisation de moyens contraceptifs.

La démarche originale imaginée par la Thaïlande souligne les avantages pratiques immédiats d'une baisse de la fécondité et fait appel à des méthodes mariant l'humour à l'audace. L'organisation du programme est assurée par une ONG, l'Association de la population et du développement communautaire (PDA), avec l'appui du Ministère de la santé publique.

Les Services communautaires de planning familial (CBFPS), programme de la PDA, ont été lancés en 1974 et touchent maintenant plus de 16.000 villages et 17 millions de personnes, soit le tiers de la population du pays. Le message clé est que croissance de la population et faible niveau de vie, d'une part, et planning familial et avantages économiques, d'autre part, sont liés. Pour faire passer ce message, il fallait briser les tabous qui entourent la régulation des naissances. Carnavals de régulation des naissances, concours de gonflage de préservatifs masculins, loteries, kermesses et mariages ont servi d'occasions pour promouvoir dans la joie la cause du planning familial.

Des marathons de vasectomies ont lieu le jour de la

fête du travail et le jour de l'anniversaire du roi. En 1983, une équipe de 40 médecins et de 80 infirmières a réalisé le chiffre record de 1.190 vasectomies durant le jour de fête. La PDA assure également des services gratuits, commodes et efficaces de vasectomies dans ses dispensaires et unités mobiles. De juillet 1980 à juin 1984, 25.412 vasectomies ont ainsi été pratiquées.

Les ménages qui déclarent pratiquer le planning familial peuvent aussi louer des buffles pour labourer leurs champs — les buffles du planning familial, en quelque sorte — pour la moitié du prix habituel. Ils sont encouragés à vendre leurs produits par l'intermédiaire des CBFPS à des prix supérieurs de 30 % environ à ceux que proposent les intermédiaires ordinaires et à acheter leurs engrais et leurs semences à 30 % de moins que ce qu'ils paieraient sur le marché. Un programme semblable propose aux villageois qui pratiquent la contraception des tarifs inférieurs pour le transport de leurs produits au marché ou des cochons de lait gratuits.

En 1985, environ 60 % des couples thaïlandais pratiquaient une forme quelconque de contraception. L'indice synthétique de fécondité était tombé de 6,1 en 1965-70 à 2,8 en 1985, alors que la moyenne était de 4,1 pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

maladie, malnutrition et mort précoce demeurent le lot des pauvres dans le monde en développement.

Si les tendances observées depuis les années 60 devaient se poursuivre, l'objectif d'éducation primaire pour tous serait atteint d'ici la fin du siècle en Asie de l'Est et en Amérique latine. Les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord n'en seraient pas loin, et l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne verraient leurs taux de scolarisation passer, respectivement, de 74 à 88 % et de 56 à 86 %. Malheureusement, en Afrique subsaharienne, cette tendance à long terme s'est interrompue et s'est même renversée dans les années 80. Si les tendances récentes l'emportaient, l'effort de scolarisation de l'Afrique subsaharienne se traduirait en l'an 2000 par le maigre taux de 46 %. Les progrès se sont récemment accélérés en Asie du Sud et l'éducation primaire pour tous pourrait y être chose faite en l'an 2000 (Tableau 5.2).

Le tableau est le même pour la mortalité juvénile. Si les tendances du long terme se maintenaient, toutes les régions progresseraient, mais la mortalité des moins de cinq ans restera élevée en

Afrique subsaharienne si le ralentissement des années 80 ne s'inverse pas. L'expérience des années 80 conduit à penser qu'une accélération des progrès est possible en Asie du Sud, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, ainsi qu'en Amérique latine. Le taux de fécondité cumulée devrait baisser dans toutes les régions, mais il atteindra encore le chiffre élevé de 5,4 en Afrique subsaharienne en l'an 2000.

Le tableau est donc nuancé. Si, à long terme, les progrès paraissent devoir se poursuivre, l'expérience récente indique que les progrès se sont accélérés dans certains cas et que, dans d'autres, il y a eu ralentissement ou même recul. Même si les tendances à long terme devaient l'emporter, dans 36 pays d'Afrique subsaharienne, d'Asie du Sud et d'Amérique latine, les taux de mortalité des moins de cinq ans seraient encore au moins dix fois supérieurs à ce qu'ils sont dans le monde industriel. Ce qui veut dire qu'en l'an 2000 près de 10 millions d'enfants de moins de cinq ans mourront, dans le monde en développement, de causes très semblables à celles dont y mouraient les enfants en 1900.

Pour éviter que ne se réalise une perspective

Tableau 5.2 Projections des indicateurs sociaux jusqu'à l'an 2000

Région	Taux nets de scolarisation (pourcentage)			Mortalité des moins de cinq ans (pour mille)			Indice synthétique de fécondité ^e	
	1985	Tendance		1985	Tendance		1985	2000
		à long terme ^a	à court terme ^b		à long terme ^c	à court terme ^d		
Afrique								
subsaharienne	56	86	46	185	136	153	6,1	5,4
Asie de l'Est	96	100	100	54	31	33	2,7	2,2
Asie du Sud	74	88	100	150	98	83	4,7	3,4
Moyen-Orient et								
Afrique du Nord	75	94	95	119	71	65	5,1	3,9
Amérique latine et								
Caraïbes	92	100	100	75	55	32	3,6	2,5

Note : Toutes les données sont pondérées, sauf celles qui concernent la mortalité des moins de cinq ans, qui est une tendance à court terme. Toutes les données relatives à la mortalité sont projetées à l'horizon 2000-05.

a. D'après la tendance 1965-85.

b. D'après la tendance 1980-85.

c. D'après la tendance utilisée par les Nations Unies.

d. D'après la tendance 1975-80 à 1980-85 à l'exception de l'Asie du Sud, pour laquelle les chiffres de 1970-75 à 1975-80 sont utilisés.

e. L'indice synthétique de fécondité est le nombre moyen d'enfants nés vivants qu'une femme mettrait au monde si elle portait des enfants au taux de fécondité de l'âge correspondant. Il est calculé sur la période 1985-90 et 2000-05.

Source : Nations Unies et Banque mondiale, sauf les chiffres de mortalité des moins de cinq ans, tendance à court terme, qui viennent de Hill et Pebley, 1988, et ceux sur la fécondité, qui sont tirés de Bulatao, 1989.

aussi indigne, il faut qu'en coopération avec la communauté internationale les gouvernements s'engagent, pour le temps qu'il faudra, à améliorer l'infrastructure sociale mise en place pour les pauvres. Les grands axes de cet engagement sont clairs. D'abord, assurer les services de base dont les pauvres ont le plus grand besoin; ensuite, don-

ner plus d'efficacité aux services en place. Avec ces principes pour guide, efficacité et équité pourront aller de pair. Améliorer la qualité de vie des pauvres deviendra alors un objectif réalisable — et les progrès réalisés dans le passé seront l'indication de ce qui pourra être accompli dans l'avenir.



Transferts et dispositifs de sécurité

Les politiques examinées dans les Chapitres 4 et 5 ne bénéficieront pas à tous les pauvres. Tout d'abord, certaines catégories de pauvres — notamment ceux qui travaillent et ceux qui habitent des régions reculées — n'en récolteront sans doute pas tout de suite tous les avantages, et les personnes âgées ou les handicapés pourraient bien ne jamais en profiter. Ensuite, même parmi ceux qui en bénéficieront, il y en aura qui demeureront extrêmement vulnérables devant l'adversité. Le meilleur moyen de venir en aide au premier groupe sera d'instituer un système de transferts de revenu. Pour le second groupe, il faut un filet de sécurité — une sorte de garantie de revenus pour aider les gens à surmonter des épreuves et des calamités passagères. Ceci est particulièrement important lorsqu'il y va de la sécurité alimentaire, et donc de la subsistance.

En général, les interventions des pouvoirs publics associent redistribution et assurance. Diverses mesures sont examinées dans ce chapitre, sous les titres suivants :

- Politiques des prix alimentaires et distributions de vivres
- Travaux d'utilité collective
- Sécurité sociale

Elles sont complémentaires de celles qui sont décrites dans les chapitres précédents et constituent un élément essentiel de la stratégie globale. Certaines ont une histoire étonnamment longue (Encadré 6.1).

Les individus, les familles et les communautés ont des moyens de faire face à la pauvreté. Les individus et les ménages redistribuent et ajustent leur consommation, diversifient leurs sources de

revenu, migrent, et font ou reçoivent des transferts. Dans bien des régions d'Afrique subsaharienne, le «pauvre» est celui qui n'a ni parents ni amis. Au niveau de la communauté, ces systèmes de «sécurité sociale» sont parfois très développés. Les villages de pêcheurs d'Asie du Sud, d'Afrique subsaharienne et d'Amérique latine, par exemple, pourvoient souvent à la subsistance des pêcheurs âgés ou des familles de pêcheurs pauvres dont les éléments masculins qui assuraient le revenu sont morts. Les vieux pêcheurs se voient généralement confier des tâches relativement légères à terre, et les enfants des familles qui sont dans le besoin sont autorisés à emporter quelques poissons de chaque bateau. Dans certains villages du Sénégal, les pêcheurs en retraite reçoivent une part de la prise fixée d'avance. Cet «impôt» est payé non seulement par les pêcheurs de l'endroit, mais aussi par ceux qui viennent d'ailleurs. Les communautés de pêcheurs se prêtent souvent bien à de tels arrangements du fait de leur très forte homogénéité sociale.

Mais beaucoup de pauvres — de ceux, en particulier, dont il est question ici — sont insuffisamment protégés par ce type de formules. Il y a des limites à ce que ceux qui sont incapables de travailler peuvent faire pour se protéger, et des limites à ce que les ménages qui en ont la charge peuvent faire pour porter le revenu du ménage à des niveaux tolérables. On constate de plus en plus un relâchement des liens familiaux et ethniques et un affaiblissement des systèmes de soutien communautaire dans nombre de pays en développement. Les systèmes de solidarité, qui fonctionnent assez bien en temps normal, peuvent en outre s'avérer inefficaces au moment où ils sont le plus néces-

saies. Les ménages pauvres et vulnérables qui, dans le meilleur des cas, parviennent tout juste à subsister auront beaucoup de mal à se protéger en cas de chocs répétés. Et l'efficacité de la solidarité communautaire dépend au plus haut point du plus ou moins d'effet produit simultanément sur les revenus locaux. Des chocs imprévus, comme de très fortes fluctuations dans l'agriculture, une détérioration des termes de l'échange ou des famines, peuvent précipiter dans la misère des communautés entières.

L'Etat a donc un rôle à jouer en venant en aide aux ménages ou aux communautés dans les périodes d'insécurité et en assurant le minimum aux laissés-pour-compte de la croissance. Une politique bien inspirée tiendra compte de ce que les individus et les ménages peuvent faire pour se protéger et ce qu'ils ne peuvent pas faire. Les

pouvoirs publics devront en outre s'efforcer de faire participer les intéressés à la recherche de solutions à leurs problèmes et éviter de les traiter en assistés passifs.

Mise en place d'un système de transferts et de filets de sécurité

Lorsqu'on évalue les options qui se présentent, il faut considérer les possibilités qu'offre telle ou telle politique d'atteindre effectivement les pauvres et dans quelle mesure elle compromet la réalisation d'autres objectifs. Un moyen commode de procéder à cet égard est de considérer le rapport coût-efficacité — ce que coûte au budget de l'Etat un niveau donné de prestations.

Les prestations modifient en général le comportement des pauvres et des autres, ce qui influe

Encadré 6.1 Les précédents historiques des interventions des pouvoirs publics

Les distributions publiques de vivres ont une histoire qui se compte en milliers d'années. En Egypte, le stockage des aliments par l'Etat, accompagné de la vente de produits à des prix subventionnés et de la distribution publique de vivres aux nécessiteux, se pratique depuis l'époque des pharaons. Ces pratiques étaient considérées comme relevant de la responsabilité morale des gouvernants et constituaient un facteur important de maintien de la stabilité sociale en cas de crise provoquée par des déficits de la production intérieure, le financement des dépenses militaires et les perturbations du commerce. Dans la Rome et la Grèce antiques, la distribution de rations de céréales ou de pain était limitée aux périodes de crise consécutives à des guerres ou aux aléas du climat. Avec le développement des moyens de transport et des systèmes d'irrigation dans les zones rurales et l'amélioration des réseaux privés et publics de distribution des produits alimentaires, les gouvernements se sont progressivement trouvés mieux armés pour prévenir la famine.

La création publique d'emplois comme moyen de lutter contre la pauvreté ne date pas non plus d'hier. Dès le IV^e siècle avant J.-C., les conseillers des gouvernants indiens préconisaient, en cas de catastrophe naturelle, d'employer la population à la construction de forts et d'ouvrages d'adduction d'eau et de lui donner, en échange, de quoi manger. Cette formule est plus tard devenue l'élément essentiel des stratégies de prévention des famines en Inde et elle s'est avérée efficace. Dans l'Europe des XVIII^e et XIX^e siècles, les pauvres étaient aidés à condition d'accepter de fournir du travail ou de vivre dans des asiles sordides. Dans l'Angleterre victorienne, cette pratique était jugée préférable à

la charité, alors assimilée à un encouragement à la paresse. Peut-être le meilleur exemple de secours administrés au moyen de grands travaux publics est-il celui de la Works Progress Administration, qui employait un travailleur sur cinq aux Etats-Unis pendant la Grande Dépression des années 30.

Au tournant du siècle, l'assistance aux pauvres consistait essentiellement en charité et en secours octroyés à l'issue d'une vérification des moyens d'existence si rigoureuse qu'elle en devenait infamante pour ceux qui la subissaient. Les formes d'assistance ont été de plus en plus contestées comme moralement avilissantes pour leurs bénéficiaires, et les deux guerres mondiales et la Dépression ont créé une demande qu'elles ne pouvaient satisfaire. L'avènement de l'Etat industriel moderne a rendu possible l'apparition de régimes officiels de sécurité sociale alimentés par les cotisations des travailleurs et des employeurs et assurant une large couverture sociale. Les allocations-vieillesse octroyées par les pouvoirs publics aux personnes âgées étaient une caractéristique importante de ces nouveaux systèmes. Les allocations-chômage ont vu le jour après la Grande Dépression. La couverture sociale a pris un caractère universel après la seconde guerre mondiale, avec l'introduction des allocations familiales et l'attribution d'un minimum de prestations sociales aux malades, aux chômeurs et aux personnes âgées. La garantie dont ils bénéficient sur le plan de la santé publique, de l'aide au revenu et des assurances confère aux pauvres de la plupart des pays développés un sentiment de sécurité qui fait encore défaut dans les pays en développement.

Encadré 6.2 L'action des pouvoirs publics et comment toucher les pauvres

Pour les pouvoirs publics, l'idéal serait de pouvoir identifier les pauvres sans qu'il leur en coûte rien et en faire les bénéficiaires exclusifs des aides. Dans la pratique, on est mal renseigné sur les niveaux de vie individuels et il peut s'avérer fort coûteux d'obtenir cette information. Les enquêtes sur les *moyens de subsistance* et autres formes de ciblage comportent des coûts sociaux ou sont génératrices de distorsions par les changements de comportement qu'elles entraînent. Au Royaume-Uni, par exemple, la vérification des moyens de subsistance de ceux qui demandent des prestations complémentaires nécessite tout un mécanisme administratif assez compliqué de contrôle et de comptabilité. Dans les pays en développement, il est encore plus difficile de déterminer le revenu et les avoirs, surtout dans les campagnes, et les problèmes administratifs risquent de décourager toute tentative. D'une manière générale, les enquêtes sur les ressources financières ne sont tout simplement pas possibles dans ces pays.

Le ciblage par indicateurs représente une autre formule possible. Le principe de base est simple. A partir de l'étude d'échantillons ou d'autres données pertinentes, on détermine des corrélats de la pauvreté et les prestations directes sont octroyées en conséquence. Il est généralement moins coûteux d'identifier ces corrélats, qui peuvent être la région où l'on habite, la terre qu'on exploite, l'état nutritionnel, le sexe, l'âge et la race, que de mesurer le revenu. Les systèmes de subventions alimentaires pratiqués en Colombie ont su compléter un ciblage géographique avec un ciblage plus poussé fondé sur des caractéristiques des

ménages. L'inconvénient de cette méthode est que les corrélats de la pauvreté qui sont faciles à contrôler sont souvent imparfaits : certains pauvres seront laissés-pour-compte, tandis que certains des non-pauvres en profiteront. Le ciblage par indicateurs peut aussi induire des effets d'incitation, par exemple, inciter des non-pauvres à aller vivre dans les zones ciblées. Le problème est de trouver de bons indicateurs de la pauvreté qui soient aisément contrôlables par les administrateurs, mais difficilement manipulables par les non-pauvres. Appartenir à telle caste (en Inde), être veuve ou vieux, par exemple, sont de bons exemples.

Un bon moyen de mettre sur pied des programmes ciblés consiste à subordonner le versement des prestations à l'accomplissement d'un travail, comme c'est le cas dans les programmes publics pour l'emploi en milieu rural. Un autre est de subventionner la vente de produits dont les plus grands consommateurs sont les pauvres. On peut dire de ces programmes qu'ils opèrent d'eux-mêmes une sélection qu'on peut appeler *autociblage*, parce que le «coût» qui s'y attache fait (en principe) que seules les personnes réellement pauvres y trouveront de l'intérêt. C'est ainsi que les travaux proposés à des taux de rémunération généralement inférieurs à ceux d'autres travaux n'exigeant aucune qualification n'intéresseront pas ceux qui ont un meilleur emploi ou d'autres moyens de subsistance. Ce mécanisme de sélection est un élément essentiel des programmes pour l'emploi mis sur pied au Bangladesh et en Inde. Souvent, l'autociblage est plus rentable qu'un système de prestations uniformes.

sur le rapport coût-efficacité. Un programme de travaux publics ciblé sur les ouvriers agricoles sans terre, par exemple, pourra avoir d'importantes répercussions sur les salaires agricoles dans la région; son impact global sur le revenu des pauvres pourra être supérieur au seul salaire perçu de ce fait. Ce phénomène a été observé dans le cas de plusieurs programmes publics sur l'emploi en Asie du Sud. A l'inverse, des programmes d'alimentation pour enfants peuvent avoir moins d'effet que prévu si la répartition des aliments à l'intérieur du ménage se modifie en faveur d'autres membres de la famille.

Quand on évalue les prestations assurées aux pauvres, il faut aussi tenir compte de la manière dont elles sont financées. Si les transferts sont financés par la création de monnaie, la perte que subiront les pauvres du fait de l'inflation qui en résultera pourrait bien être supérieure au montant

nominal transféré. Mais si la politique suivie est financée par un impôt progressif, l'effet de redistribution sera probablement très marqué même si les riches aussi en bénéficient. Souvent, le financement se fait au détriment d'autres programmes sociaux. Le résultat net, pour les pauvres, dépendra du poids relatif des avantages perdus et acquis.

Un bon moyen d'améliorer le rapport coût-efficacité est de faire en sorte que les prestations ne profitent qu'aux pauvres. Les systèmes de prestations conçus spécialement à l'intention des pauvres agissent en général, pour un budget donné, plus efficacement contre la pauvreté. Ceci n'est plus vrai, cependant, lorsque le ciblage est coûteux sur le plan administratif ou qu'il cause des pertes substantielles aux pauvres (qui subissent, par exemple, un manque à gagner d'avoir à faire la queue pour recevoir des rations alimentaires). Un moyen qui peut s'avérer intéressant est de trier les

bénéficiaires par un système d'incitations qui encouragent la participation des pauvres et découragent celle des autres (Encadré 6.2).

Dans la pratique, qu'une intervention publique soit d'un bon rapport coût-efficacité ne suffit pas à en assurer le succès. Les exigences formulées par divers groupes de population et leur capacité à faire pression sur les autorités sont souvent plus déterminantes que les calculs économiques du gouvernement. Un ciblage minutieux qui ne s'attache qu'au rapport coût-efficacité risque d'affaiblir l'intérêt du public pour l'application énergique d'une politique d'aide aux pauvres. A la fin des années 70, par exemple, Sri Lanka a mis fin à un système de subventionnement des produits alimentaires en général pour le remplacer par un programme moins coûteux de bons d'alimentation. A la longue, les avantages du nouveau programme ont diminué. Les classes moyennes n'en bénéficiaient plus et, bien que plus rentable, le nouveau programme avait perdu un indispensable soutien politique. De même, en Colombie, un programme de subventions alimentaires à l'intention des consommateurs pauvres était si rigoureusement ciblé qu'il n'avait pratiquement aucune assise politique et il fut abandonné à la suite d'un changement d'administration. L'analyse de l'action des pouvoirs publics doit tenir compte de ces considérations d'économie politique.

Fixation des prix alimentaires et distribution de vivres

Les pauvres consacrent une grande partie de leurs revenus à la nourriture et toute réduction de leur pouvoir d'achat risque d'être très éprouvante pour eux. Un bon moyen de protéger leur niveau de vie est de garantir leur sécurité alimentaire, c'est-à-dire de veiller à ce qu'ils puissent se procurer à tout moment de quoi vivre. Les pays en développement ont adopté diverses formes de subventions alimentaires : subventions alimentaires générales, rations alimentaires, bons d'alimentation, distribution de vivres et compléments alimentaires. Ces mesures permettent d'accroître le revenu réel de ceux qui en bénéficient directement et constituent un filet de sécurité pour un plus grand nombre de pauvres en les protégeant contre un effondrement de leur revenu réel.

Les subventions alimentaires générales

Selon ce système, les produits alimentaires subventionnés sont offerts à tous en quantité illimitée.

Tableau 6.1 Répartition du transfert annuel de revenu opéré au moyen des subventions alimentaires générales, Egypte, 1981-82

Type de ménage et niveau de revenu	Montant du transfert (en livres égyptiennes)	Rapport du transfert aux dépenses par ménage (pourcentage)
Ménages urbains		
Quartile le plus pauvre	15,4	8,7
Quartile le plus riche	18,1	3,4
Ménages ruraux		
Quartile le plus pauvre	11,9	10,8
Quartile le plus riche	15,2	2,7

Source : Alderman et von Braun, 1984, et Alderman, 1989.

Le Brésil, la Chine, la Colombie, l'Egypte, le Maroc, le Mexique, le Pakistan, le Soudan, la Thaïlande, la Tunisie et, avant 1979, Sri Lanka ont tous suivi une politique de subvention des prix alimentaires, certains à l'échelon national, d'autres à l'échelon régional. Le coût de ces politiques a varié : de moins de 1 % du montant total des dépenses publiques en Colombie en 1978-80, il se situait entre 10 et 17 % de ce montant en Egypte entre le milieu des années 70 et 1984. Le cas de l'Egypte illustre bien les avantages et les inconvénients de cette politique.

Le programme égyptien de subventions alimentaires générales a coûté cher, mais il a réussi à toucher les pauvres. En 1981-82, les montants transférés représentaient une part appréciable des dépenses totales des catégories urbaines et rurales les plus pauvres, à savoir, respectivement, 8,7 et 10,8 % (Tableau 6.1).

Une des caractéristiques convenues de ces formes d'intervention est que les riches en reçoivent une plus grande part que les pauvres par personne, part qui représente souvent, cependant, une proportion moins élevée du revenu. Les ménages urbains du quartile le plus riche ont reçu 18,1 livres égyptiennes, soit l'équivalent de 3,4 % de leurs dépenses, et ceux du quartile inférieur 15,4 livres, qui représentaient 8,7 % de leurs dépenses. Tous les avantages accordés à d'autres que les pauvres augmentent le coût budgétaire de la lutte contre la pauvreté. En fait, si l'on veut, avec des subventions générales, assurer aux pauvres un niveau de transferts acceptable, ces subventions deviennent très coûteuses. Dans le cas de l'Egypte, les ménages du quartile le plus pauvre reçoivent seulement 20 % environ de chaque dollar dépensé.

L'essentiel du transfert par prix subventionnés en Egypte se fait en subventionnant le prix du pain

et de la farine de blé vendus par les boulangers et les marchands de farine. L'un des avantages du système des subventions générales est sa commodité administrative. La plupart des produits subventionnés pouvant être vendus dans des magasins privés, les pouvoirs publics n'ont pas à intervenir dans la distribution. Le fait que l'administration du mécanisme des prix est centralisée et la faiblesse des investissements d'infrastructure nécessaires contribuent à limiter les coûts du transfert. Dans beaucoup de pays, cependant, un grand nombre de pauvres n'en profitent pas. Les points de vente écoulant les produits subventionnés sont souvent concentrés en milieu urbain, soit à dessein, soit parce que les consommateurs ruraux restent en dehors des circuits commerciaux. Il faut que les ruraux aient accès aux marchés si l'on veut que les subventions de prix contribuent à réduire la pauvreté rurale.

Un meilleur moyen d'atteindre les pauvres est de ne subventionner que les produits consommés principalement par eux et qui constituent une part importante de leurs dépenses alimentaires. Ces produits ne sont pas toujours disponibles ni faciles à subventionner, mais on peut citer quelques exemples. En Egypte, la vente de la farine de céréales secondaires à des prix subventionnés bénéficie principalement aux économiquement faibles. Au Brésil, si, au lieu du blé, du lait, de la viande de bœuf et des huiles végétales — ce dont sont grandes consommatrices les catégories de population à revenu élevé —, on se mettait à subventionner le prix de vente du manioc, on ferait beaucoup pour améliorer le ciblage. Le choix du produit peut aussi influencer sur la distribution entre les secteurs. Au Mexique, par exemple, la consommation des crêpes de maïs est subventionnée. Mais comme les points de vente sont concentrés en milieu urbain et que les consommateurs urbains achètent ces crêpes tandis que les consommateurs ruraux les font eux-mêmes, la subvention favorise les premiers. En Egypte, le subventionnement du pain profite davantage aux pauvres des villes qu'à ceux des campagnes, mais l'inverse est vrai pour le blé.

Il est possible de mieux cibler les subventions lorsqu'on sait où vivent les pauvres. Le système pilote de subventions alimentaires mis en place aux Philippines montre comment on peut obtenir un meilleur rapport coût-efficacité en combinant ciblage géographique et subventionnement des prix à la consommation. Des rapports anthropométriques établis par le Conseil national de la nutrition ont permis d'identifier les villages pauvres à taux de malnutrition infantile élevés. Sept ont été sélectionnés pour bénéficier de ventes au rabais

pour le riz et l'huile de table, produits qui représentent une grande part des dépenses d'alimentation. Ces produits étaient vendus chez les détaillants locaux et tous les habitants du village pouvaient les acheter. Ce système a permis d'améliorer l'état nutritionnel aussi bien des enfants d'âge préscolaire que des adultes. Son rapport coût-efficacité a été très bon : sur chaque dollar dépensé, 84 cents ont été transférés. Ceci ne comprend pas, toutefois, ce que coûte l'installation d'un système de contrôle de la croissance, dont il faut tenir compte pour en déterminer la rentabilité globale. Peu nombreux sont les pays qui ont mis en place le dispositif national de surveillance nutritionnelle nécessaire pour ce genre d'opération.

Des rations alimentaires subventionnées

Au lieu des subventions générales, on peut fournir aux ménages une certaine quantité, ou «ration», de produits alimentaires subventionnés, tout en laissant par ailleurs ces produits en vente libre sur le marché. Des formules de ce type sont en place ou l'ont été en Egypte et en Asie du Sud (Bangladesh, Inde, Pakistan et Sri Lanka). Outre le transfert de revenu qu'il opère, le système des rations assure un approvisionnement régulier en aliments de base à des prix raisonnables. Le transfert opéré au moyen des rations générales est le même en valeur absolue pour toutes les catégories de revenu. Aussi le système des rations a-t-il tendance à être plus progressiste que celui des subventions alimentaires générales. En Egypte, par exemple, le montant transféré en valeur absolue au quartile le plus aisé des ménages urbains était supérieur de 20 % au montant reçu par le quartile le plus pauvre avec le système des subventions générales, tandis qu'avec celui des rations générales les ménages aisés recevaient 5 % de moins que les pauvres.

Le système des rations générales de riz qui a été en vigueur à Sri Lanka de 1942 à 1978 a eu un large impact sur la pauvreté, à la fois parce que les avantages effectivement retirés de ce système par les pauvres ont été considérables et parce qu'une large protection a ainsi été assurée à diverses catégories de pauvres. Pour réduire les coûts, le gouvernement a, en 1978, limité la distribution des rations à la moitié la plus pauvre de la population. Ce système peut être comparé à celui des subventions générales en vigueur durant la même période pour le blé et le pain. Comme le montre le Tableau 6.2, les avantages de la ration de riz restreinte pour les pauvres sont plus grands tant en valeur absolue qu'en proportion du revenu. A condition de toucher un nombre suffisant de pauvres, la for-

Tableau 6.2 Répartition des transferts mensuels opérés au moyen des subventions alimentaires, Sri Lanka, 1978-79

<i>Subvention et niveau de revenu des ménages</i>	<i>Montant du transfert (en roupies)</i>	<i>Rapport du transfert aux dépenses par habitant (pourcentage)</i>
Vente subventionnée du blé et du pain		
Quintile le plus pauvre	4,3	7,6
Quintile le plus riche	7,8	3,8
Ration de riz ciblée		
Quintile le plus pauvre	11,1	19,6
Quintile le plus riche	3,3	1,6

Source : Edirisinghe, 1987, et Alderman, 1989.

mule des rations ciblées représente donc une amélioration à la fois par rapport à celle des subventions générales et à celle des rations générales.

Dans certains Etats de l'Inde, la distribution de céréales vivrières par des magasins à prix imposés représente un même type de transferts. Au Kerala, en 1977, les 60 % les plus pauvres de la population recevaient 87 % des céréales distribuées. Le cas du Kerala est exceptionnel en ce sens que les rations y sont réparties assez équitablement entre les populations rurales et urbaines. Dans d'autres régions de l'Inde, de même que dans d'autres pays, comme le Bangladesh et le Pakistan, le système des rations a profité de façon disproportionnée aux consommateurs urbains — bien que la pauvreté en Asie du Sud soit essentiellement un phénomène rural.

Comme dans le cas des subventions générales, il est fréquent que le manque d'infrastructure et de réseaux de distribution en milieu rural ainsi que le désir de ne pas bouleverser le régime des incitations à produire limitent le champ d'application du système des rations. S'y ajoute souvent le manque de volonté politique d'aider les pauvres des zones rurales. Il peut être très lourd pour l'Etat, sur le plan administratif aussi bien que financier, de garantir durablement une ration de base à de vastes segments de la population.

Dans le passé, les programmes de rations alimentaires ont souvent été mis en place pour des motifs politiques et rarement ciblés sur les plus nécessiteux. Mais il est possible d'y introduire un certain degré d'autosélection et d'améliorer le ciblage sans avoir à entreprendre des enquêtes coûteuses sur les moyens des gens. Les points de vente peuvent être stratégiquement situés dans les quartiers pauvres. Les quantités distribuées doivent être suffisamment petites pour que les ménages pauvres qui n'ont pas beaucoup d'argent

puissent en acheter. Le coût d'opportunité que représente l'achat d'une quantité limitée de denrées dans un magasin spécialisé dans ce type de vente qui est situé dans un quartier de taudis est plus élevé pour les riches que pour les pauvres. Dans le nord-est du Brésil, de petites quantités d'aliments de base subventionnés ont été vendues par certains magasins de quartiers pauvres jugés peu sûrs par les gens aisés; ceux-ci étaient en outre peu enclins à fréquenter ces magasins pour l'inconfort de leur emplacement et parce que les quantités que l'on pouvait y acheter étaient limitées. Les produits subventionnés, en outre, ne sont pas toujours d'aussi bonne qualité que ceux qu'on trouve sur le marché. Cette méthode a été utilisée au Pakistan pour réorienter au profit des catégories à faible revenu le système de rations qui y était appliqué avant 1987. Au Bangladesh, on a amélioré le ciblage en donnant à choisir entre une ration de blé et une ration — plus grosse — de sorgho. Les ménages pauvres optent généralement pour le sorgho, ce qui améliore l'impact nutritionnel du programme.

Le système des bons d'alimentation

Le système des bons d'alimentation est semblable à celui des rations, sauf qu'au lieu d'être mesurée en poids ou en volume, la quantité s'exprime, ici, en valeur monétaire nominale. Pratiquement, cela signifie que ces bons sont souvent dévalorisés par l'inflation. Les bons d'alimentation sont en général ciblés avec plus de précision sur les groupes nécessiteux que les rations.

En butte à des difficultés budgétaires, Sri Lanka a remplacé, en 1979-80, ses systèmes de subventions et de rations alimentaires générales en vigueur depuis quarante ans par un programme de bons d'alimentation. Le montant total des transferts a diminué et l'allégement du dispositif administratif s'est traduit par des économies substantielles. Les bons d'alimentation et de pétrole étaient réservés aux familles qui déclaraient avoir un revenu mensuel inférieur à 300 roupies — soit à peu près la moitié de la population. En 1980, l'Etat avait supprimé toute autre forme de subventions alimentaires. Entre le milieu des années 70 et 1984, la part des subventions alimentaires dans le PNB est tombée de 5,0 à 1,3 %, tandis que leur part dans les dépenses publiques totales passait de 15 à 3 %. Mais la valeur des bons d'alimentation, fixe en termes nominaux, s'est rapidement effritée au début des années 80, au point de ne plus représenter, en 1981-82, que 43 % du montant des avantages procurés par les subventions générales,

contre 83 % au moment de l'introduction du programme.

Les transferts ont un caractère plus progressiste lorsqu'ils prennent la forme d'un programme ciblé de bons d'alimentation que lorsqu'il s'agit de subventions alimentaires générales. La Jamaïque a adopté, en 1984, un système de bons d'alimentation afin d'atténuer l'impact des fluctuations de change et de la réduction des dépenses publiques sur les catégories de population vulnérables. Les bons sont destinés aux femmes enceintes ou à celles qui allaitent, et aux enfants de moins de cinq ans inscrits dans les dispensaires de soins de santé primaires. Ce système encourage les soins préventifs et représente un bon moyen d'éliminer les ménages plus aisés, qui font généralement appel à la médecine privée. Le pourcentage des bénéficiaires par rapport aux personnes visées est élevé, et cet aspect du programme est nettement progressiste. Les pauvres, les personnes âgées et les handicapés qui bénéficient déjà d'aides sociales ainsi que les ménages qui déclarent un revenu annuel inférieur à 2.600 dollars jamaïcains ont également droit aux bons d'alimentation. Cet aspect du programme est moins bien ciblé : tous les bénéficiaires en puissance ne sont pas touchés et certains ménages en bénéficient alors qu'ils ne sont pas visés.

La Jamaïque est revenue à un système de subventions alimentaires générales en 1986. Le Tableau 6.3 montre que, si plus de gens sont touchés par ce système, le ciblage opéré avec les bons d'alimentation a plus d'impact sur le revenu des

pauvres, et pour un coût à peu près deux fois moindre. Les dépenses d'administration (qui n'apparaissent pas dans le tableau) sont peu élevées du fait qu'on utilise des réseaux publics de distribution déjà en place. La valeur des bons s'est effritée avec les années, mais des ajustements ont été effectués en 1988 et 1989 et d'autres sont prévus pour 1990. Le programme jamaïcain de bons d'alimentation a un bon rapport coût-efficacité et, moyennant quelques modifications, il peut encore s'améliorer. Son succès, cependant, tient pour beaucoup au fait qu'il existe à la fois un système de santé et d'administration très développé et une volonté politique. De nombreux pays n'ont ni l'un ni l'autre.

Des programmes d'alimentation complémentaire

Les programmes d'alimentation complémentaire sont une forme très ciblée de transferts de rations ou d'aliments en nature, dont le principal objectif est de réduire la dénutrition. À l'intention de ceux qui sont jugés particulièrement vulnérables sur le plan de la nutrition et de la santé, les organismes publics ou privés distribuent à des prix subventionnés ou gratuitement, par le canal de circuits non commerciaux tels que les écoles ou les centres de nutrition et de santé, des denrées alimentaires à consommer sur place ou à emporter. Les moins de cinq ans, les enfants des écoles, les mères et les futures mamans en sont les principaux bénéficiaires. Au sein de ces groupes, d'autres critères — progrès de la croissance, état de santé, lieu d'habitation ou revenu — peuvent être utilisés pour identifier les membres les plus nécessiteux. Le bénéfice de ces interventions peut être étendu à d'autres couches de la population en temps de crise.

L'utilité des compléments alimentaires comme moyen immédiat d'intervention en cas de malnutrition grave est indéniable. En mesurer les avantages, toutefois, n'est guère facile. On utilise souvent des mesures anthropométriques, mais elles exigent une grande précision et ne rendent pas toujours compte d'autres avantages importants (une plus grande activité, par exemple) perçus par ceux qui ne souffrent pas de malnutrition grave. D'après les évaluations effectuées à l'aide de ces mesures, l'impact nutritionnel sur les groupes cibles serait limité et il coûterait cher. La distribution manque souvent de sélectivité, et les déperditions dues au fait que les aliments sont partagés ou substitués à la consommation des familles seraient de 30 à 80 %. Les grands programmes d'alimenta-

Tableau 6.3 Subventions générales et subventions ciblées, Jamaïque, 1988
(en pourcentage)

	Subventions générales	Subventions ciblées (bons d'alimentation)
Coût en pourcentage des dépenses publiques ^a	3,0	1,6
Proportion du transfert allant au		
Quintile le plus pauvre	14,0	31,0
Quintile le plus riche	26,0	8,0
Transfert en pourcentage des dépenses par bénéficiaire		
Quintile le plus pauvre	2,3	9,5
Quintile le plus riche	0,1	1,0
Proportion des ménages touchés		
Quintile le plus pauvre	100,0	51,0
Quintile le plus riche	100,0	6,0

a. Frais administratifs non compris.

Source : Institut de statistique de la Jamaïque et Banque mondiale, 1988 et 1989.

tion scolaire non ciblés qui ont été analysés ne semblent guère s'être traduits par une amélioration notable de la nutrition, encore que leurs effets sur le taux de scolarisation, la capacité d'attention des élèves et les résultats scolaires ne soient peut-être pas négligeables et qu'ils soient importants en eux-mêmes.

Les programmes d'alimentation sont parfois inefficaces faute de reconnaître que la malnutrition n'est pas toujours due au manque de nourriture. Les maladies parasitaires et d'autres problèmes de santé en sont souvent responsables. Les personnes sous-alimentées qui souffrent de diarrhée grave, par exemple, peuvent absorber beaucoup moins d'éléments nutritifs que les autres. Pour être efficaces, les programmes de nutrition devront donc souvent être associés à des programmes de santé — soins maternels, vaccination, hygiène, déparasitage, réhydratation par voie orale et compléments d'oligo-éléments. Une éducation en matière de santé primaire et de nutrition sera en outre indispensable là où les pratiques locales laissent à désirer. Les programmes d'éducation organisés en Indonésie et en République dominicaine ont permis d'améliorer sensiblement la nutrition sans grandes dépenses et sans aucun transfert alimentaire. Pour les ménages que l'absence de ressources empêche de participer aux programmes, le mieux est d'associer l'initiation aux questions de nutrition avec des transferts monétaires ou alimentaires.

On a souvent intérêt à assurer les services de nutrition dans le cadre du système de soins de santé, à condition bien entendu qu'il existe déjà un système de santé bien développé. Dans la plus grande partie de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie du Sud, ce n'est pas le cas, et il faut, dans l'immédiat, trouver d'autres moyens d'assurer ces prestations. Mais, en Amérique latine et dans la plupart des pays de l'Asie de l'Est, il est possible d'utiliser à cette fin, pour un coût relativement faible, une infrastructure sociale déjà en place. Des ONG internationales, comme Freedom from Hunger, OXFAM et Save the Children (ainsi qu'une foule d'ONG locales), se sont employées à promouvoir la santé et la nutrition parallèlement au développement communautaire.

Les contraintes budgétaires et l'inefficacité avérée des actions non ciblées font qu'il est indispensable d'identifier ceux qui se trouvent dans le besoin. Au Brésil et au Bangladesh, les programmes sont ciblés de telle manière que les ménages doivent, outre répondre à certains critères relatifs à la géographie et au revenu déclaré, compter en leur

sein une personne «vulnérable». Le choix des aliments proposés ou l'obligation de se rendre dans des dispensaires publics qui n'assurent que des services de base permettent d'introduire un élément d'autosélection. Au Chili, la décision de distribuer le lait, non plus sur le lieu de travail mais dans les dispensaires publics, a considérablement renforcé l'efficacité du programme. Le suivi individuel des progrès nutritionnels a également un rôle à jouer. Dans plusieurs programmes, comme le Programme intégré de nutrition de l'Etat de Tamil Nadu, en Inde, réalisé avec l'aide de la Banque mondiale, et le Programme de nutrition d'Iringa, en Tanzanie, un suivi généralisé des enfants, réalisé dans la communauté elle-même, a permis d'identifier les nécessiteux et de mieux se rendre compte des problèmes nutritionnels qui se posaient.

Dans l'Etat de Tamil Nadu, un système ciblé de compléments alimentaires associé à diverses mesures de nutrition et de santé a permis de réduire de 53 %, en deux ans, les cas de malnutrition grave. Le programme de la province d'Iringa, en Tanzanie, met l'accent sur la santé maternelle et infantile, l'hygiène de l'eau, la sécurité alimentaire des ménages, les soins aux enfants et l'initiation à la nutrition. Par les soins aux enfants, le programme a attiré les femmes très pauvres et surchargées de travail. Entre 1984 et 1988, les cas de malnutrition grave ont été réduits de 72 % et les cas de légère malnutrition de 32 %. Ces résultats ont pu être obtenus à un coût assez faible et grâce à l'existence de structures villageoises et d'une bonne infrastructure sanitaire rurale. Le Programme d'action sociale du Bangladesh en faveur des catégories de population vulnérables a élargi son champ d'action pour offrir, outre des compléments alimentaires aux femmes et aux enfants pauvres et nutritionnellement vulnérables, des centres de formation et des abris pour femmes. La mise en place de systèmes d'épargne et de crédit est actuellement envisagée.

Il peut donc être très rentable d'utiliser l'infrastructure sanitaire existante pour la prestation des services de base. C'est par ce moyen qu'il a été possible de mettre fin à ce qu'il restait de privations majeures dans des pays aussi divers que le Chili, la Chine, la Corée, le Costa Rica, Cuba, la Jamaïque et Sri Lanka.

Politiques alimentaires en temps de famine

La politique suivie en matière de commerce et de distribution des produits alimentaires peut jouer

un grand rôle dans la prévention des famines. Les régions où la récolte s'annonce mauvaise voient souvent les prix alimentaires monter en flèche parce que les négociants prévoient qu'il y aura pénurie. Les réactions des marchés de céréales vivrières face à des pénuries imminentes ont souvent été excessives. Lors de la famine de 1974 au Bangladesh, par exemple, les prix du riz se sont mis à flamber même avant que les inondations aient provoqué une diminution de l'offre. Des distributions publiques de produits alimentaires stockés ou importés peuvent stabiliser les prix et éviter aux pauvres une chute de pouvoir d'achat qui peut être désastreuse. En 1984, le Gouvernement kényen a réagi promptement à l'apparition des premiers signes d'une pénurie en procédant à des importations de denrées alimentaires. Celles-ci sont arrivées trois mois avant l'aide alimentaire, alors même que les stocks de maïs venaient à épuisement. Le Zimbabwe a puisé abondamment dans ses propres stocks. Le Botswana et le Cap-Vert ont utilisé l'aide alimentaire; celui-ci a vendu les aliments sur le marché pour financer des programmes publics pour l'emploi.

La sécurité alimentaire n'implique pas nécessairement des distributions d'aliments par le secteur public. Le secteur privé peut souvent contribuer à la stabilisation des prix et à la distribution des vivres. Il peut être plus coûteux de maintenir des stocks importants de produits alimentaires que de recourir au commerce extérieur — encore que cela dépende de la position de change du pays et de la vitesse de réaction du marché en cas d'urgence. La meilleure solution est peut-être de constituer des stocks régulateurs en des points stratégiques, afin de faire la soudure jusqu'à l'arrivée des importations. A plus long terme, l'amélioration des marchés alimentaires à l'intérieur du pays et la mise en place du complément d'infrastructure rurale nécessaire devraient permettre de limiter les interventions des pouvoirs publics.

Des programmes d'alimentation directe et de distribution de vivres sont nécessaires en temps de crise. Les travaux de recherche réalisés en Afrique et en Inde montrent que ces programmes sont d'autant plus efficaces qu'ils s'accompagnent de mesures visant à rétablir le pouvoir d'achat des pauvres. Les transferts monétaires sont souvent plus efficaces que les rations alimentaires : l'argent est plus maniable, plus facile à gérer et, comme il ne fait pas — ou guère — de tort aux producteurs, il ne compromet pas la sécurité alimentaire pour l'avenir. Mais, pour que cela soit possible, il faut qu'il existe des denrées alimentaires ailleurs

dans le pays et que les mécanismes de distribution et les marchés fonctionnent à peu près bien (Encadré 6.3).

Les programmes publics pour l'emploi

Les programmes publics pour l'emploi en milieu rural ont deux fonctions. La première est d'entretenir et de développer l'infrastructure rurale : construction de routes, irrigation, conservation des sols ou reboisement en sont des exemples. La seconde, plus importante ici, est de réduire la pauvreté en donnant du travail à ceux qui sont dans le besoin. Pour ceci, qui est d'une importance essentielle, l'efficacité en justifie souvent le coût. Etant donné que les pauvres sont prêts à travailler pour des bas salaires, les programmes publics pour l'emploi peuvent proposer des salaires d'un niveau trop bas pour intéresser d'autres que les pauvres, ce qui permet de tirer un plus grand parti des ressources dont on dispose. Dans le cas de deux grands programmes réalisés en milieu rural en Asie du Sud — le Programme de garantie d'un emploi dans la province de Maharashtra, en Inde, et le Programme d'échange de vivres contre travail au Bangladesh —, la proportion des participants que leur revenu situait au-dessous du seuil de pauvreté était d'au moins 90 % au début des années 80. Ces programmes ont accueilli des personnes qui souvent n'étaient pas admises dans d'autres — comme les femmes et les membres des anciennes castes de parias dans le cas de celui du Maharashtra. De nombreux pays d'Amérique latine et d'Afrique subsaharienne en font de même.

Le programme du Maharashtra a démarré au début des années 70. Il s'agit de donner dans les 15 jours à ceux qui le demandent un travail rémunéré selon un salaire donné et qui ne se trouve pas à plus de cinq kilomètres de leur village. Ceux dont la demande ne peut être satisfaite reçoivent une allocation-chômage. Près des trois quarts du budget du programme servent à payer les salaires. Le programme actuel propose un emploi garanti tout au long de l'année. Il bénéficie d'un ferme soutien politique et son effet sur l'emploi paraît être considérable. En 1984-85, 180 millions de journées de travail ont été assurées, ce qui représentait 3 % du total de l'emploi rural. Il ne fait pas de doute que ce programme a empêché d'autres possibilités d'embauche de se manifester, mais le taux de chômage de la population rurale au Maharashtra a nettement diminué comparé à celui d'autres Etats. Il semblerait aussi que la proportion de pauvres y ait baissé plus vite que n'auraient pu le laisser sup-

Encadré 6.3 SOS en cas de sécheresse en Afrique : les distributions de vivres au Botswana

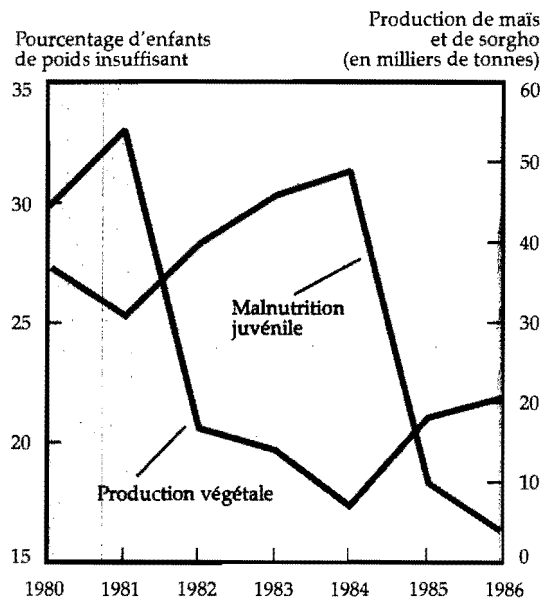
Comme beaucoup d'autres pays africains, le Botswana a connu plusieurs phases de sécheresse grave au cours des années 80. A la différence de quelques autres (Ethiopie, Mozambique et Soudan, par exemple), il a réussi, par une politique judicieuse, à s'épargner les pires effets de la famine.

Au cours de la sécheresse de 1979-80, les opérations de secours menées au Botswana consistaient presque exclusivement à acheminer l'aide alimentaire vers les régions sinistrées et à la distribuer aux nécessiteux. Cette conception des secours a échoué à cause de difficultés logistiques. A partir de 1980, le Botswana a, pour parer aux sécheresses, mis sur pied un vaste dispositif intégré de secours et de redressement associant gestion des dispositifs alimentaires, création d'emplois et aide à l'agriculture.

La bonne gestion des disponibilités alimentaires constitue l'élément central du programme. Entre 1982 et 1987, le Botswana a reçu de grandes quantités d'aide alimentaire, mais le bon fonctionnement des opérations de secours n'y était pas conditionné par la régularité des arrivages. Parallèlement aux importations massives de produits alimentaires d'Afrique du Sud, l'Etat décidait de soutenir le revenu rural au moyen de travaux publics et de subventions. La distribution des vivres a été confiée à des négociants et détaillants du secteur privé. Le niveau des prix des produits alimentaires est demeuré à peu près uniforme dans l'ensemble du pays tout au long de la période de sécheresse.

Des rations alimentaires à emporter ont été distribuées à tous les ménages qui avaient des enfants de moins de dix ans, aux femmes enceintes ou allaitantes et aux indigents. Les pouvoirs publics ont mis sur pied une opération spéciale de transport par camion pour approvisionner en maïs les zones les plus reculées du pays. Entre un et deux tiers des habitants ont reçu des rations gratuites pendant la sécheresse. Les enfants qui souffraient de malnutrition ont reçu une alimentation intensive dans les divers centres de santé et un programme d'alimentation pour élèves du primaire a fonctionné pendant toute cette période. Des mesures d'ordre sanitaire, notamment les efforts entrepris pour

Figure 6.3A Malnutrition juvénile et production végétale au Botswana, 1980 à 1986



Note : Le pourcentage d'enfants de poids insuffisant, défini ici comme le pourcentage d'enfants de 0 à 59 mois dont le poids est inférieur à 80 % du poids normal pour leur âge, est utilisé ici comme indicateur de malnutrition.

Le système de notification concernant les enfants de poids insuffisant a changé à la fin de 1984. De ce fait, la baisse ultérieure de la malnutrition peut être légèrement exagérée.

Source : Morgan, à paraître.

assurer un approvisionnement fiable en eau salubre, ont également joué un rôle important.

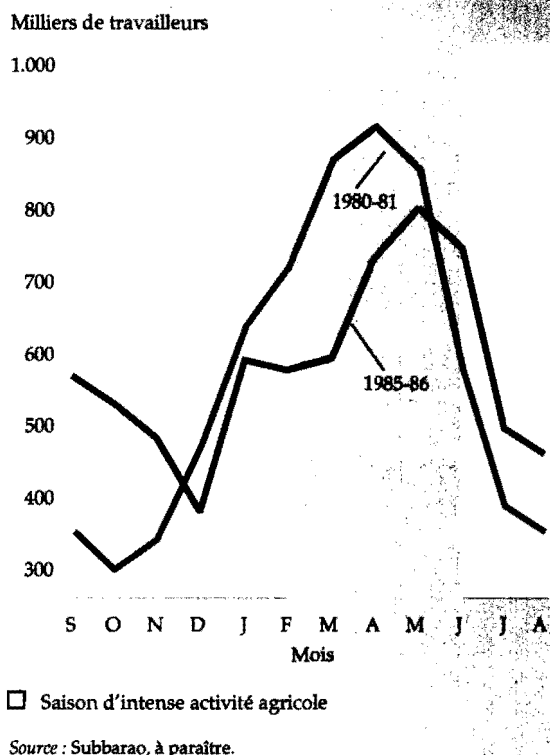
Malgré une forte diminution de la production vivrière intérieure, ce programme s'est avéré efficace : en 1986, le pourcentage d'enfants sous-alimentés était retombé en dessous de ce qu'il était avant la sécheresse (Figure 6.3A), et nul n'est mort de faim.

poser les conditions initiales et la croissance de la production.

Cette formule est-elle d'un meilleur rapport coût-efficacité que les politiques de prix alimentaires et de distribution de vivres ? Il semble qu'on arrive ainsi à bien toucher les pauvres, mais il importe de considérer ce qu'il en coûte aux participants. Ceux qui s'engagent dans un programme de travaux publics pour l'emploi perdront

vraisemblablement une partie de ce qu'ils gagnaient auparavant. Cette perte est difficile à évaluer mais, d'après une étude réalisée pour le Bangladesh, elle représenterait, pour les participants au Programme d'échange de vivres contre travail, environ un tiers de leur nouveau salaire brut. Le gain net pour les pauvres — et surtout pour les très pauvres — représente, semble-t-il, une proportion considérable des dépenses de

Figure 6.1 Evolution saisonnière du nombre de personnes employées au titre du Programme de garantie d'un emploi au Maharashtra, en Inde



salaires supportées par les gouvernements.

Comme ces programmes sont généralement producteurs d'actifs économiques, comme des routes, ils peuvent avoir des effets induits sur les revenus des pauvres comme des non-pauvres. Certains prétendent qu'au Maharashtra une part disproportionnée de ces retombées est allée aux riches ruraux et que le programme y a gagné une bonne part du soutien politique dont il jouit. D'autres retombées sont possibles. Il se peut que le programme du Maharashtra fasse monter les salaires d'une manière générale (encore qu'on se soit efforcé d'éviter de recruter pendant les périodes de forte demande d'emplois dans l'agriculture). Les programmes publics pour l'emploi en milieu rural peuvent améliorer le fonctionnement du marché du travail en réduisant les écarts de salaire entre sexes et entre groupes ethniques.

Comme l'un des objectifs du programme du Maharashtra est d'amortir les chocs économiques, le recrutement a été très saisonnier et a varié d'une année à l'autre — encore que ces fluctuations aient

Encadré 6.4 Sur un chantier de travaux publics dans la campagne indienne . . .

Nous sommes en mai 1986, dans une zone rurale du Maharashtra. Lata est une des 15 femmes qui travaillent à un projet de conservation des sols que les autorités locales ont organisé dans le cadre du Programme de garantie d'un emploi créé par le gouvernement de l'Etat. Son travail consiste en légers travaux de terrassement — déplacer de la terre, creuser, etc. Agée de 25 ans environ, Lata est mariée et mère de deux enfants qui ont trois et sept ans. Le plus jeune joue avec d'autres enfants, non loin de là, dans la crèche aménagée sur les lieux du projet, ce qui permet à l'aînée d'aller à l'école du village, au lieu d'avoir à s'occuper de son jeune frère, comme elle le fait souvent quand son père et sa mère travaillent. Le mari de Lata est employé dans une ferme voisine. Leur village est à 5 kilomètres de là environ. La famille n'a pas de terre, et Lata et son mari tirent environ 80 % de leurs revenus de travaux agricoles occasionnels. Au cours de l'année écoulée, ils ont gagné en tout environ 3.000 roupies, montant, qui pour une famille de quatre personnes, les situe en dessous du seuil de pauvreté en zone rurale dans le Maharashtra.

diminué à mesure que le programme se développait et que le taux de salaire augmentait (Figure 6.1). En donnant du travail, et donc du pouvoir d'achat, quand le besoin s'en fait le plus vivement sentir, le programme n'a pas simplement augmenté les revenus moyens sur l'année, mais il a aussi réduit les fluctuations de revenu d'une semaine ou d'un mois à l'autre (Encadré 6.4). D'après une étude portant sur les ménages sans terre d'une région sujette à la sécheresse, les familles de villages qui avaient accès au programme avaient des revenus beaucoup moins variables que les autres. En comparaison, les autres mesures de stabilisation des revenus également analysées par cette étude, comme l'assurance-récolte, étaient moins efficaces. L'atténuation des fluctuations de revenu peut être tout aussi importante pour les pauvres qu'une augmentation du revenu moyen. Elle peut prévenir la misère et éviter d'avoir à recourir à des formes coûteuses d'ajustement, comme la vente d'avoirs productifs.

Les programmes publics pour l'emploi peuvent jouer un rôle essentiel dans la prévention des famines. C'est le cas depuis longtemps en Inde, et l'Afrique subsaharienne y a beaucoup recouru dans les années 80. Au Botswana (Encadré 6.5), au Cap-Vert et au Kenya, des stratégies fondées en

La région manque de moyens d'irrigation et la terre n'y est pas très productive. De ce fait, la culture multiple y est rare et le travail que le couple peut obtenir a un caractère éminemment saisonnier. Il est particulièrement difficile de trouver du travail à cette époque de l'année. Lata et sa famille ne peuvent pas économiser beaucoup et auraient les plus grandes peines à subsister sans ce programme qui leur garantit un emploi. Les choses s'amélioreront dans un mois environ, quand viendront la mousson et les travaux agricoles dont elle s'accompagne. Rares sont les années où, à cette époque, Lata ne travaille pas pour le programme, mais son mari le fait moins souvent, parce qu'il peut généralement trouver un travail mieux rémunéré. Pour Lata, en revanche, le salaire que lui paie le programme pour une journée de travail normale est supérieur à ce qu'elle pourrait espérer obtenir au village en ce moment, à supposer qu'elle puisse y trouver du travail. Ici, elle touche en moyenne 6 roupies par jour. Lata aime qu'une partie du salaire soit versée sous forme de vivres, car c'est surtout son mari qui décide de la manière dont l'argent est dépensé. Elle aime aussi que le travail à la tâche soit rémunéré pareillement, qu'il soit

accompli par des hommes ou par des femmes; au village, les hommes sont généralement mieux payés pour les mêmes travaux agricoles.

Comme toutes les femmes employées à des projets du programme, Lata se voit rarement confier les tâches les plus pénibles et les mieux rémunérées, comme celle qui consiste à briser des roches pour creuser des bassins d'irrigation, alors qu'elle se sait parfaitement capable d'accomplir la plupart de ces tâches. En raison de la complexité du barème des salaires, Lata ne gagne jamais la même chose d'un jour à l'autre, ni d'un chantier à l'autre, bien qu'elle travaille toujours aussi dur. Il arrive que les projets démarrent avec beaucoup de retard ou qu'il y ait des intervalles de plusieurs jours entre les projets. L'année dernière, elle a perdu 10 journées de travail pour cause de maladie. Si elle reste en bonne santé, d'ici le mois prochain, elle aura travaillé environ 60 jours à des projets du programme depuis le début de l'année. Cela représente un quart environ de son travail rémunéré. Le salaire qu'elle gagne ici permet à la famille de se chauffer et de se vêtir, d'acheter du combustible, ainsi que quelques suppléments alimentaires.

Encadré 6.5 SOS sécheresse en Afrique : travaux d'utilité collective au Botswana

Parallèlement aux distributions de vivres assurées dans le cadre du programme de secours en cas de sécheresse dont il a été question dans l'Encadré 6.3, le Botswana a mis sur pied un programme de secours contre travail, qui a permis aux pauvres des zones rurales touchées par la sécheresse de se procurer un peu d'argent en travaillant à des projets d'amélioration de l'infrastructure des villages. Sans aller jusqu'à proposer des emplois garantis, ce programme a, chaque année au cours de la phase de sécheresse, donné du travail à un nombre de personnes compris entre 60.000 et 90.000. Les salaires ont été fixés à un niveau suffisamment élevé pour pouvoir constituer un revenu appréciable, mais suffisamment bas pour ne pas attirer ceux qui étaient relativement à l'aise. Des comités de village ont identifié les projets et sélectionné les participants, dont plus de 80 % étaient des femmes. On a calculé que ces projets avaient représenté près du tiers du manque à gagner subi par la population rurale du fait des mauvaises récoltes de la période 1983-85.

Outre ce qu'il a fait pour stabiliser les revenus et générer du pouvoir d'achat, le programme a également protégé les actifs ruraux : les pauvres n'ont pas eu à vendre leur bétail ou autres possessions pour subsister. En outre, ceux qui se seraient peut-être trouvés dans l'obligation de migrer ont pu rester sur place. Le pour-

centage d'exploitations familiales du type traditionnel dotées de terres arables a diminué de moins de 17 % et le nombre total de ménages vivant de l'agriculture de moins de 5 %. La valeur productive des travaux réalisés était considérable. D'autres mesures, notamment la distribution gratuite de semences et l'octroi de subventions pour essoucher, défricher et labourer les terres arables, ont permis de passer plus facilement du stade des secours à celui du redressement.

Au total, le programme de secours en cas de sécheresse a permis de prévenir des souffrances humaines et de préserver le potentiel productif d'une économie rurale en proie à une crise grave et prolongée. Bien que le Botswana soit riche par rapport à d'autres pays d'Afrique subsaharienne, ce qui a été déterminant dans le succès du programme, c'est la volonté de protection des pauvres manifestée par les pouvoirs publics. Ce programme fait aujourd'hui partie de la plate-forme électorale du parti au pouvoir, dont l'électorat se trouve essentiellement dans les campagnes. Des éléments du programme (les distributions de vivres, par exemple) font désormais partie du système de prestations sociales. Cela veut dire qu'en cas de retour de la sécheresse les institutions et infrastructures nécessaires seront déjà en place.

partie sur la création d'emplois ont sauvé des milliers de vies durant la dernière décennie. Les programmes publics pour l'emploi peuvent aussi atténuer les effets d'une récession, comme en Amérique latine dans les années 80. Le Chapitre 7 examine plus en détail comment la Bolivie, le Chili et le Pérou ont appliqué leurs programmes.

La question peut-être la plus importante qui se pose, quand on veut mettre sur pied un programme pour l'emploi public, est celle de savoir s'il faut garantir un emploi. Un programme qui garantit un emploi à ceux qui le demandent en renforce le rôle de filet de sécurité (et obtient peut-être, de ce fait, un plus fort soutien politique de la part de catégories de population qui n'en bénéficient pas dans l'immédiat). Du fait de la garantie offerte, le nombre de ses participants est appelé à augmenter ou diminuer en fonction de l'évolution des autres sources possibles de revenus, ce qui constitue un bon indicateur de l'imminence de crises comme les famines. On dit que le programme du Maharashtra (qui offre une garantie) a contribué à mobiliser les pauvres des campagnes en tant que force politique. Au Maharashtra, la garantie a aidé à développer des régions sous-développées et pauvres en ressources, où la demande d'emplois est souvent la plus forte. Et elle a aussi mis un frein au pouvoir des fonctionnaires de la région, qui auraient pu autrement extorquer des pots-de-vin aux travailleurs.

Le principal inconvénient de la garantie, ce sont ses incidences budgétaires. L'Etat peut quand même limiter ses engagements financiers à long terme à l'égard du programme tant qu'il peut fixer le taux de salaire à un niveau approprié. Or, cela n'est pas toujours possible. Dans le cas du programme du Maharashtra, les salaires doivent à présent être payés au taux minimum prévu par la loi, qui sont supérieurs à ceux du marché. Cette obligation implique des dépenses budgétaires substantielles et peut avoir un coût social élevé en production perdue pour les autres emplois possibles.

Le programme du Maharashtra est financé en grande partie au moyen de l'impôt payé par les catégories les plus aisées du secteur urbain. Parce qu'elles voient dans ce programme un moyen de limiter le courant de migration de la main-d'œuvre rurale vers Bombay, les catégories urbaines ne se sont pas montrées hostiles à cette forme de financement. D'autres programmes, comme celui du Bangladesh, ont utilisé l'aide alimentaire extérieure et payé les participants en nature. Au Cap-Vert, on l'a vu, c'est le produit de la vente de l'aide alimentaire sur le marché qui a servi à financer le

programme. Mais les restrictions imposées par les donateurs à la monétisation de l'aide alimentaire risquent d'empêcher les gouvernements de recourir à un tel moyen et de réduire, de ce fait, le rapport coût-efficacité de l'opération. Il peut arriver, par exemple, que des programmes de travaux publics pour l'emploi en milieu rural ne disposent pas d'autres fonds que ceux-là pour financer l'acquisition de matériel et de facteurs de production autres que la main-d'œuvre. (Ce problème s'est posé au Bangladesh dans les années 80.) Il n'en demeure pas moins qu'il conviendrait de renforcer le rôle de l'aide extérieure dans le financement de ces programmes, surtout en période de crise.

Si l'on veut que les programmes publics pour l'emploi jouent en quelque sorte un rôle d'assurance, l'Etat — comme tout assureur — doit être prêt à payer en cas d'accident. Les Etats sont mieux à même que les ménages pauvres de pourvoir à un tel risque. Il est évident, toutefois, que les programmes doivent être compatibles avec les besoins budgétaires à long terme.

Une autre question que pose la conception de ces programmes concerne l'utilisation de facteurs de production autres que le travail. Le principe suivi par le programme du Maharashtra, par exemple, est que les coûts salariaux doivent représenter au moins 60 % des coûts variables. Il n'a pas toujours été facile, de ce fait, de trouver des projets appropriés. C'est ainsi, par exemple, que les matériaux qui entrent dans la construction d'une route revêtue coûteront plus cher que ne le permet la règle; et pourtant une route non revêtue est vite emportée par les pluies. Si l'on veut créer des actifs plus durables, dont beaucoup profiteraient aux pauvres dans le cadre de ces programmes, il pourra être nécessaire d'assouplir ces restrictions. Il ne faut pas perdre de vue, cependant, que le but principal n'est pas de créer des actifs : des programmes publics pour l'emploi qui visent directement à réduire la pauvreté doivent avoir un coefficient de main-d'œuvre plus important que ce que dicterait l'habituel calcul de rentabilité économique.

Les projets seront d'autant plus réussis qu'ils créeront ou entretiendront des actifs dont les pauvres en particulier tirent profit. La régénération des terres agricoles, le reboisement et la lutte contre l'érosion sont des actions qui toutes bénéficient, aussi bien à court terme qu'à long terme, aux pauvres dans les régions où l'environnement a souffert. Il est courant dans les pays africains — notamment au Ghana, au Kenya, au Lesotho, au Malawi, au Mozambique, en Tanzanie et au Zim-

babwe — d'utiliser la formule des programmes publics pour l'emploi pour construire et entretenir des éléments d'infrastructure qui amélioreront la qualité de la vie des pauvres.

La protection des laissés-pour-compte

Certains pauvres ne ressentiront pas suffisamment l'effet des mesures que nous avons examinées jusqu'ici. Par exemple, la situation des personnes âgées et des infirmes dans les pays en développement inquiète de plus en plus. Cela tient en partie à l'évolution des profils démographiques — la population vieillit dans de nombreuses régions du monde, notamment en Amérique latine, en Chine et en Asie du Sud — et, en partie, à l'affaiblissement des systèmes traditionnels de sécurité sociale fondés sur la famille et la communauté. Le vieillissement de la population dans un grand nombre de pays en développement va se poursuivre. Toutes les personnes âgées ne sont pas pauvres, mais la question de la protection des personnes âgées sans ressources revêt de plus en plus d'importance.

C'est l'apparition, vers le tournant du siècle, d'une nombreuse main-d'œuvre industrielle qui a fait évoluer les systèmes de sécurité sociale dans les pays développés. Dans ces pays, les personnes âgées, les handicapés, les époux survivants et les enfants reçoivent des aides, combinaison d'assurance sociale (comme les pensions) et d'assistance sociale (les services de santé, par exemple). La base des recettes est large, alimentée qu'elle est par les cotisations des travailleurs et celles des employeurs; à peu près tout le monde est couvert; et l'ampleur des prestations a été importante, au point de représenter, à la fin des années 70, entre 15 et 25 % du PIB dans la plupart des pays membres de l'OCDE. La réduction de l'incidence de la pauvreté dans les pays développés, en particulier parmi les personnes âgées, a été fortement liée à la croissance de ces systèmes de protection sociale.

Les tentatives qui ont été faites pour les transplanter dans les pays en développement n'ont cependant guère connu de succès. Ce sont les pays d'Amérique latine qui ont l'expérience la plus longue du régime classique de sécurité sociale mais, même là, de nombreuses personnes âgées dans le besoin et autres personnes pauvres n'en ont pas bénéficié. Dans l'ensemble, la protection sociale a été limitée aux personnes employées dans le secteur moderne des villes. Le Chili et le Costa Rica font exception : l'un et l'autre ont des marchés de la main-d'œuvre urbaine et rurale bien

organisés et sont fortement acquis, politiquement et socialement, au principe de la protection sociale.

Les mesures les mieux à même de protéger les personnes âgées pauvres et autres laissés-pour-compte varieront selon les pays. Au Chili et au Costa Rica, une protection universelle est possible et les pays qui leur sont comparables seraient bien avisés de faire comme eux. En Europe de l'Est, l'ampleur du secteur salarié donne à penser qu'un régime de sécurité sociale de type classique fera beaucoup pour réduire la pauvreté chez les personnes âgées et ceux qui sont dans l'incapacité de travailler. Mais ces cas ne sont pas caractéristiques du monde en développement. Dans la plupart des pays pauvres, un système classique de sécurité sociale sera impuissant à réduire la misère car beaucoup, parmi les pauvres très jeunes ou très âgés, les malades et les handicapés, n'y auraient pas droit. Là où il existe déjà, ou va bientôt exister, des systèmes modernes de sécurité sociale, il importe de veiller à ce que leur financement ne devienne pas une charge pour ceux qui sont véritablement pauvres.

Certains pays auraient plutôt intérêt à adopter un système de transferts à base d'indicateurs du besoin dont on pourra suivre l'évolution au moyen des structures sanitaires et sociales locales. Des soins de santé préventifs et de base seraient dispensés aux personnes âgées ou infirmes pauvres, que l'on pourrait compléter, au besoin, par des transferts en espèces ou en nature. L'autosélection inhérente à la clientèle des dispensaires locaux assurera un certain ciblage. Dans l'ensemble, cette formule est rarement utilisée, mais il en existe quelques exemples. Dans les campagnes chinoises, par exemple, la communauté est moralement tenue de pourvoir aux besoins essentiels des personnes âgées qui n'ont pas de famille, ainsi que des veuves et des orphelins, et l'Etat aide les régions les plus défavorisées à s'acquitter de cette obligation. La Chine a aussi des «maisons de respect» qui accueillent ceux qui n'ont pas de famille et qui ne sont pas capables de vivre seuls. Et, dans certains pays islamiques, l'impôt sur les biens fonciers et les richesses — le zakat, ou aumône légale — a servi à financer l'assistance aux nécessiteux de la région. En Inde, certains Etats administrent des régimes de retraite pour les personnes âgées et les veuves sans ressources. Dans l'Etat de Kerala, les ouvriers agricoles de plus de 60 ans dont le revenu n'atteint pas un niveau donné reçoivent une pension. La vérification est assurée par des comités locaux où les minorités sont représentées. Dans les

pays où les personnes âgées et handicapées démunies sont concentrées dans le secteur agricole et celui des activités informelles, la meilleure solution sera peut-être d'associer un bon système de soins de santé publique et une aide de l'Etat pour développer et promouvoir la prise en charge des prestations à l'échelon local et communautaire.

Le rôle des transferts et des dispositifs de sécurité

Ce chapitre a commencé par identifier deux grands groupes qui nécessitent une attention particulière : ceux qui sont dans l'incapacité de participer au processus de croissance et ceux qui risquent de se trouver temporairement en danger en cas de conjoncture défavorable. Les premiers ont besoin d'un système de transferts qui leur assure un niveau de vie acceptable. Pour les seconds, le mieux est de prévoir à leur intention divers filets de sécurité.

Le dosage approprié de mesures à prendre variera considérablement d'un pays à l'autre en fonction d'une multitude de facteurs d'ordre économique, politique, social et culturel. On peut cependant énoncer quelques principes de portée générale.

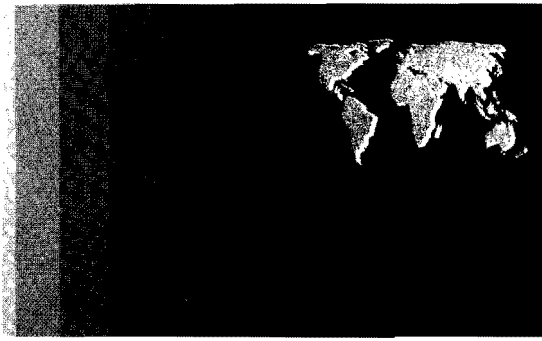
La plupart des interventions dans le domaine alimentaire, notamment les subventions générales, les rations alimentaires et les bons d'alimentation, imposent à l'Etat une très lourde charge administrative. C'est dans les zones urbaines ou dans les régions relativement développées dotées d'une infrastructure suffisante que leur efficacité peut être la plus grande. Mais, pour être rentables, elles devront dans tous les cas être ciblées. La sélection pourra se faire par le choix des produits à subventionner, en plaçant les points de distribution dans des quartiers pauvres ou au moyen d'indicateurs. En Asie du Sud, le mieux sera peut-être de réformer l'actuel système des rations, en se fiant à l'expérience et aux connaissances pratiques que l'on a acquises, plutôt que de s'engager sur une voie entièrement nouvelle.

Si la proportion des travailleurs salariés est importante et que les plus pauvres sont généralement des personnes âgées, des infirmes et des chômeurs, le système classique de sécurité sociale devrait être développé ou élargi. Ce système, qui prévoit des pensions de retraite, des allocations-chômage, des pensions d'invalidité, une assurance maladie et des allocations à l'époux survivant, est

applicable dans beaucoup de zones urbaines.

Mais c'est en milieu rural que vivent la plupart des pauvres du monde en développement, et c'est là que des transferts et des dispositifs de sécurité efficaces sont le plus nécessaires. A ceux qui sont en mesure de travailler ou qui comptent, dans leur famille, des gens capables de le faire, des programmes publics pour l'emploi en milieu rural, s'ils sont bien conçus, peuvent apporter une assurance contre les aléas de l'environnement agricole. La raison essentielle du succès que rencontrent ces programmes auprès des pauvres est qu'ils proposent à qui le veut un travail qui ne demande aucune qualification pour un salaire susceptible de n'intéresser que des pauvres. Le ciblage se fait donc par autosélection. L'infrastructure mise en place et entretenue dans le cadre de ces programmes peut être d'une rentabilité économique élevée. L'établissement de liens avec les régions isolées et la régénération des sols dégradés sont d'une importance capitale, si l'on veut réduire la pauvreté en Afrique subsaharienne et dans les zones rurales pauvres de la plupart des autres régions. Des programmes de travaux publics adaptés aux conditions locales sont un bon moyen d'y parvenir, tout en assurant aux groupes vulnérables des emplois et des revenus stables.

Des interventions alimentaires complémentaires seront nécessaires pour ceux qui ne peuvent pas travailler. En dépit de difficultés de logistique, la distribution directe de vivres et les programmes d'alimentation seront souvent les meilleurs remèdes à la malnutrition grave. Les opérations spéciales destinées à approvisionner les pauvres en aliments de base dans les régions reculées ou très exposées en temps d'insécurité resteront essentielles au cours des prochaines années dans beaucoup de pays d'Afrique subsaharienne, d'Amérique latine et d'Asie de l'Est et du Sud. Les programmes d'alimentation et les systèmes de transferts mis en oeuvre dans le cadre des systèmes de santé publique sont d'autre part le meilleur moyen d'aider les personnes âgées pauvres, les femmes enceintes et les enfants des zones rurales. Ces programmes devraient être intégrés à d'autres mesures, destinées notamment à améliorer la santé, l'hygiène et l'éducation. Tous les pays devraient se donner pour priorité de développer leur infrastructure en vue de mettre les services de nutrition, de santé et d'hygiène de base à la portée du plus grand nombre.



Les années 80 : chocs, réactions aux chocs et pauvreté

Beaucoup de pays se sont heurtés à des difficultés macroéconomiques dans les années 80, après que la crise de l'endettement et la récession internationale eurent révélé les faiblesses structurelles de leur économie. Mais, lorsque les problèmes d'ajustement structurel sont passés au premier plan, on ne s'est pas beaucoup préoccupé des conséquences que cela pouvait avoir pour les pauvres. Les problèmes macroéconomiques paraissaient plus urgents et beaucoup pensaient que de nouvelles perspectives de croissance n'allaient pas tarder à s'ouvrir pour l'économie. Mais, les années passant, il est apparu clairement que la reprise de l'expansion macroéconomique et l'adaptation des structures tardaient à se concrétiser. Les preuves d'une diminution des revenus et d'une réduction des services sociaux ont commencé à s'accumuler. De nombreux observateurs ont appelé l'attention sur cette situation, mais c'est l'UNICEF qui, la première, l'a placée au cœur du débat sur la conception et les effets de l'ajustement. A la fin des années 80, toutes les institutions avaient reconnu l'importance de la question, désormais prise en compte dans tous les programmes d'ajustement financés par la Banque mondiale. Comme l'UNICEF l'a recommandé, on étudie à la fois les répercussions que les politiques d'ajustement ont sur les pauvres et ce qu'il est possible de faire pour en amortir le coût dans l'immédiat.

Interventions à court terme et bien-être des ménages

L'ajustement naît du constat d'un déséquilibre macroéconomique. Que ses causes soient externes ou internes, ce déséquilibre se manifeste généralement par un déficit insoutenable du compte cou-

rant, des problèmes financiers internes — souvent liés à une forte inflation — et une croissance lente. L'ajustement vise alors deux objectifs : réduire la demande de biens d'importation et de production locale pour stabiliser l'économie, et restructurer celle-ci pour la placer sur une trajectoire de croissance plus élevée. De nombreuses interventions, notamment en matière de taux de change et de finances publiques, peuvent contribuer simultanément à la réalisation de ces deux objectifs. Par exemple, le réaménagement des dépenses publiques peut comporter à la fois une compression générale des dépenses et une modification délibérée de leur poids relatif, soit pour freiner la demande dans un sens particulier, soit pour favoriser la restructuration de l'économie.

Le présent chapitre concerne les effets que les politiques de restructuration et de réduction de la demande ont sur la pauvreté. Parce qu'elle implique une utilisation plus efficace de la main-d'oeuvre, la restructuration est parfaitement compatible avec les politiques préconisées dans le présent rapport pour faire reculer la pauvreté à long terme. L'Indonésie a choisi de centrer son effort de restructuration sur l'industrie et la Tanzanie sur l'agriculture mais, dans l'un et l'autre pays, les réformes auront, à moyenne et longue échéances, des effets bénéfiques sur les pauvres en stimulant la demande de main-d'oeuvre.

A court terme, cependant, l'ajustement risque de créer des difficultés, et cela pour deux raisons. Tout d'abord, le processus en est souvent lent et inégal : les entreprises et les marchés du travail mettent du temps à s'adapter et, dans l'intervalle, le chômage ou le sous-emploi peuvent s'aggraver et les revenus du travail baisser. En outre, s'il est inévitable de freiner la demande, la consommation

Encadré 7.1 Ajustement macroéconomique, réactions des ménages et rôle des femmes : l'expérience d'une communauté urbaine en Equateur

Les études consacrées à l'impact des évolutions macroéconomiques sur les ménages sont d'une rareté étonnante. Il en existe une pour une communauté à faible revenu de Guayaquil, la plus grande ville de l'Equateur, préparée à partir d'enquêtes réalisées entre 1978 et 1988, période marquée par l'alternance de phases d'expansion et de récession, sous l'effet notamment des variations du marché mondial du pétrole.

En 1978, l'avenir s'annonçait bien pour Indio Guayas, communauté en expansion rapide dont beaucoup d'habitants vivaient d'emplois faiblement rémunérés. Dix ans plus tard, les salaires avaient perdu jusqu'à la moitié de leur valeur en termes réels, les prix de certains produits alimentaires étaient montés en flèche, et les services locaux d'éducation et de santé, qui s'étaient rapidement développés pendant la période de prospérité de 1978-82, avaient été réduits.

La récession et l'ajustement avaient eu de profondes répercussions. La plupart des hommes travaillaient encore à plein temps, mais pour un salaire réduit. Sous l'effet de la baisse des revenus, la proportion des femmes qui exerçaient un emploi était passée à 52 % en 1988, contre 40 % dix ans plus tôt. Beaucoup de femmes avaient repris un travail à l'extérieur bien qu'ayant encore des enfants en bas âge à la maison, et d'autres avaient accru le nombre d'heures de travail rémunérées qu'elles faisaient chaque jour. La composition des ménages se modifiait, filles ou garçons continuant à habiter chez leurs parents une fois mariés. Les familles avaient modifié leur régime alimentaire : elles consommaient beaucoup moins de lait, de poisson, d'oeufs et de fruits frais; elles avaient remplacé les pommes de terre par des bananes plantains; dans certains cas, elles avaient supprimé certains repas — d'abord le dîner, puis le petit déjeuner. Une enquête

réalisée en 1988 dans un centre de santé avait montré que 80 % des enfants souffraient de malnutrition.

Dans cette communauté, comme dans bien d'autres, les femmes doivent concilier plusieurs rôles. En plus de leurs activités rémunérées, un grand nombre d'entre elles consacraient plus de temps à des activités communautaires, notamment à mobiliser l'appui d'ONG pour pallier la réduction des services publics. Elles avaient donc moins de temps à leur disposition pour s'occuper de leur famille — les hommes ne s'étant que rarement mis à participer davantage aux tâches ménagères. Pour celles qui ont de jeunes enfants, aller travailler en dehors de la maison crée encore plus de difficultés. D'après les observations recueillies, les femmes sont plus nombreuses à réguler leur fécondité — en 1988, elles étaient plus de 40 % à s'être fait stériliser. Les adolescentes aidaient souvent leur mère, mais c'était au détriment de leur scolarité et au prix d'une insuffisante attention parentale. On s'inquiétait, dans les quartiers, du nombre d'adolescents qui traînaient dans les rues ou qui se droguaient. On signalait aussi un plus grand nombre de scènes violentes dans les familles, souvent déclenchées par des désaccords sur la part du salaire des hommes qui devait aller aux besoins du ménage.

Pour un grand nombre des membres de la communauté, les choses vont plus mal qu'avant. La plupart des hommes gagnent moins qu'autrefois en valeur réelle et beaucoup ont dû se résoudre à émigrer temporairement. Les femmes ont été forcées de trouver un complément de revenu pour le ménage, ce qui a ajouté encore aux pressions auxquelles elles étaient déjà soumises. De tout cela, les enfants ont souvent payé le prix — nutrition insuffisante, scolarité compromise et perte d'attention parentale.

des pauvres comme celle des autres en souffrira probablement. La nécessité de comprimer les dépenses publiques risque, dans l'immédiat, de porter un coup grave à deux éléments essentiels de la stratégie préconisée dans le présent rapport — la fourniture de services sociaux et la mise en place d'un dispositif de transferts et de filets de sécurité.

Les variations des conditions économiques se répercutent sur les ménages pauvres essentiellement de deux manières : par les marchés, qui déterminent les revenus des particuliers et le coût de la consommation, et par les services publics. Les revenus dépendent surtout de l'évolution de l'agriculture et du marché du travail, tandis que la politique suivie en matière de prix et de subventions influe sur les prix que doivent payer les ménages. Ce que l'Etat dépense en services, en particulier

dans les secteurs sociaux, peut avoir des répercussions à la fois sur le bien-être actuel et sur le capital humain des pauvres.

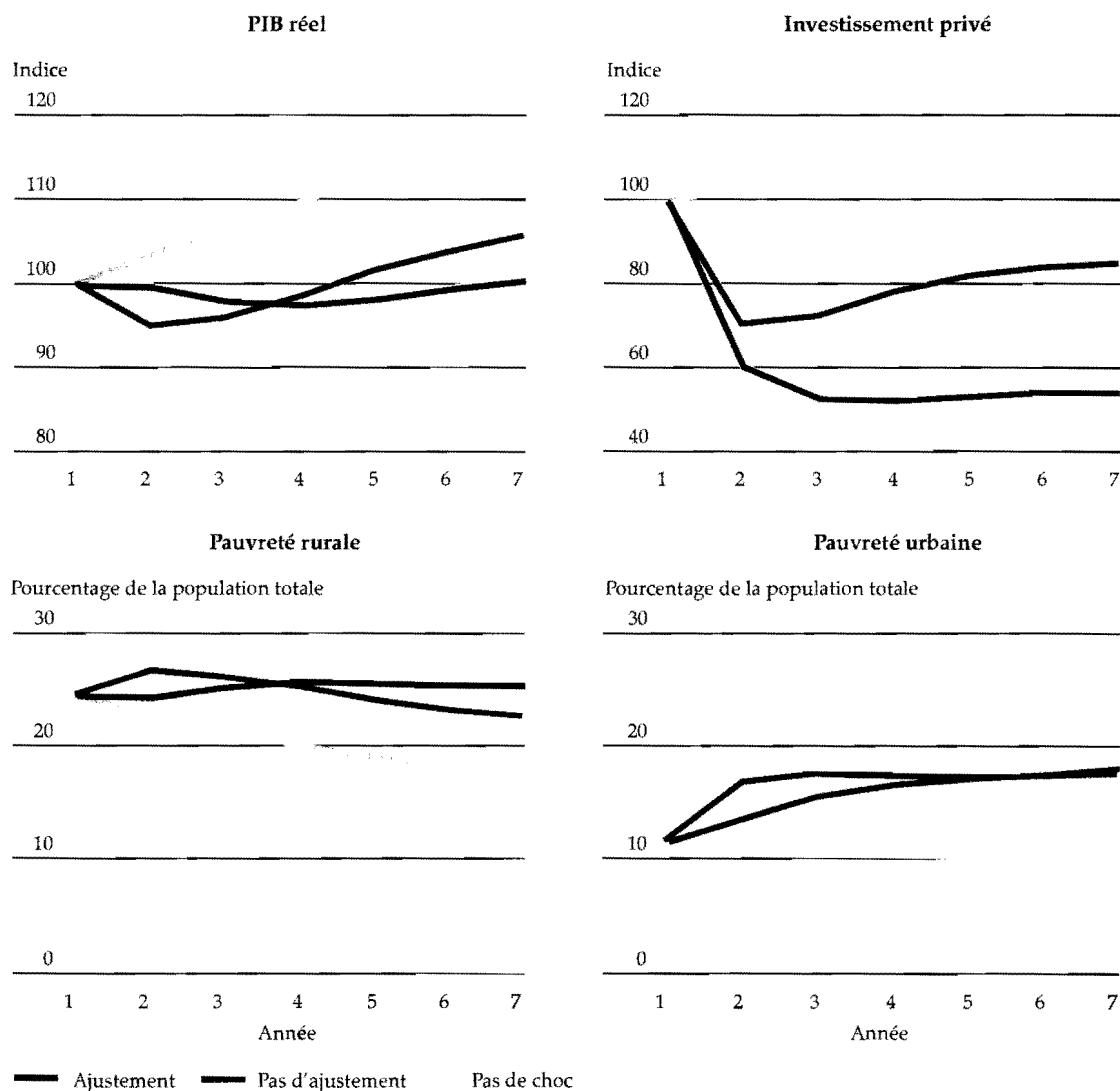
Ceux-ci ne restent pas passifs devant ces évolutions : ils s'adaptent. Les ménages puisent dans leur épargne et modifient leurs dépenses — notamment en se mettant à consommer des produits alimentaires moins chers. Les travailleurs licenciés cherchent un emploi dans le secteur urbain informel ou retournent dans les zones rurales. Les travailleurs secondaires (les femmes, dans bien des cas) entrent sur le marché du travail pour exercer des activités généralement assez mal payées. Et les ménages modifient les rapports qu'ils entretiennent les uns avec les autres. Par exemple, le niveau des dons ou des envois de fonds peut varier, et les familles peuvent se regrouper. L'Encadré 7.1 consi-

Encadré 7.2 Politiques macroéconomiques et pauvreté en Equateur : résultats d'une analyse économétrique

La description, à l'Encadré 7.1, de l'évolution de la situation dans un quartier pauvre d'une ville de l'Equateur dans les années 80 ne disait pas grand-chose des causes macroéconomiques de cette évolution. D'où l'utilité d'un modèle pour aider à les comprendre. Celui que nous utiliserons ici est conçu de manière à tenir compte des évolutions sectorielles aussi bien que macroéconomiques à court terme. Il repose sur une des-

cription des caractéristiques socio-économiques du pays et comprend trois groupes sociaux pour les villes et quatre pour les zones rurales. La Figure 7.2A indique diverses évolutions du PIB, de l'investissement privé et de la pauvreté urbaine et rurale. Elle compare un scénario «sans choc» à deux autres supposant deux types différents de réaction des pouvoirs publics à un choc extérieur préjudiciable au pays. Le choc considéré est

Figure 7.2A Résultats de trois scénarios pour le PIB, l'investissement et la pauvreté rurale et urbaine en Equateur



Source : de Janvry, Fargeix et Sadoulet (document de référence).

Encadré 7.2 (suite)

semblable à celui qu'a subi effectivement l'Equateur, sous l'effet combiné d'une dégradation des termes de l'échange (consécutive à une baisse du prix du pétrole) et d'un tarissement des sources de financement extérieur.

Sans choc extérieur, on constate une réduction régulière de la pauvreté, surtout dans le secteur rural, réduction due, en particulier, au courant de migration des ruraux vers les villes; la pauvreté urbaine recule beaucoup plus lentement.

L'hypothèse de non-ajustement suppose une attitude à peu près passive sur le plan budgétaire et monétaire, mais une politique de taux de change souple. Le maintien des dépenses publiques freine la chute du revenu national à court terme, mais conduit à une dépréciation de près de 20 % du taux de change réel, à une accélération de l'inflation, à une hausse des taux d'intérêt réels (le déficit budgétaire étant davantage financé de l'intérieur) et à une baisse de 40 % de l'investissement privé. C'est l'évolution qu'ont connue un grand nombre de pays d'Amérique latine. Dans l'immédiat, les pertes de bien-être sont limitées, tant pour les pauvres des zones urbaines (le maintien des dépenses minimisant la réduction de la demande de travail et des services publics) que pour ceux des zones rurales, qui bénéficient d'un relèvement des prix agricoles dû à la dépréciation. Mais tout cela ne dure qu'un temps. Le choc a pour effet de réduire le PIB dès la deuxième et la troisième année, et la faiblesse de l'investissement retarde le passage à un nouveau schéma de croissance. La pauvreté s'aggrave régulièrement.

L'hypothèse d'ajustement suppose un resserrement budgétaire et monétaire et une dépréciation substantielle du taux de change réel, la réduction à court terme du PIB étant alors plus forte que dans le cas précédent. Là encore, le fléchissement de l'investissement (baisse de 30 % de l'investissement privé pendant la première

année) atténue la baisse de la consommation à court terme. Cependant, la situation budgétaire et monétaire interne est plus saine qu'en l'absence d'ajustement, et l'inflation est plus lente, tout ceci ouvrant la voie à une reprise rapide de l'expansion après la troisième année, parallèlement à la mise en place d'un nouveau schéma de croissance plus orienté vers les activités productrices de biens échangeables, notamment dans le secteur agricole. A court terme, le PIB est moins élevé que dans l'hypothèse de non-ajustement, en grande partie à cause de la réduction de la demande. Mais il atteint un niveau supérieur et augmente plus rapidement à moyen terme.

Les bénéficiaires en sont manifestement les pauvres des zones rurales. Par rapport à ceux des zones urbaines, ils sont protégés à court terme par la dépréciation du taux de change réel (l'augmentation des revenus agricoles compensant en partie les effets de la baisse des salaires) et ils bénéficient à long terme d'une stratégie de croissance plus tournée vers l'agriculture. Sept ans après, la pauvreté rurale est retombée à son niveau initial et diminue régulièrement. La pauvreté s'aggrave dans les zones urbaines sous l'effet de la contraction initiale de la demande et de la baisse corrélative des salaires réels. Les effets modérateurs du redressement qui accompagne le passage à un nouveau schéma de croissance sont encore mineurs en fin de période, ce qui tient, dans le cas de l'Equateur, au fait qu'au départ une forte proportion de la main-d'œuvre urbaine était employée dans les services et autres secteurs producteurs de biens non échangeables, dont la croissance est relativement lente. A plus long terme, la situation des pauvres des zones urbaines s'améliorerait sous l'effet des migrations vers les zones rurales et de l'expansion de la production urbaine de biens échangeables.

dère les conséquences de la récession et de l'ajustement sur un quartier à faible revenu de la ville de Guayaquil, en Equateur.

La politique macroéconomique et les pauvres

L'analyse de la pauvreté dans les années 80 présentée au Chapitre 3 permet de distinguer trois grands groupes de pays en développement. Il y a d'abord les pays qui ont enregistré des progrès grâce à une croissance régulière (comme la Chine et l'Inde) ou qui ont bien réagi face aux perturbations macroéconomiques (comme l'Indonésie et la Malaisie). Il y a ensuite ceux où la récession a ag-

gravé la pauvreté (la plupart des pays à revenu intermédiaire gravement endettés et l'Europe de l'Est). Et il y a enfin les pays à faible revenu (la plupart des pays d'Afrique subsaharienne et d'autres pays comme la Bolivie) où la persistance d'une croissance lente et des crises macroéconomiques ont exacerbé une pauvreté pourtant déjà grave.

L'expérience de ces trois groupes de pays donne à penser que le dosage des mesures d'ajustement et le moment où elles sont appliquées sont déterminants. Le mieux, semble-t-il, est d'agir simultanément sur deux fronts : 1) en prenant rapidement un certain nombre de mesures

fondamentales destinées à créer les conditions d'une croissance future, et 2) en appliquant des politiques macroéconomiques de nature à amortir la baisse de la consommation privée pendant la période de transition. Pareille combinaison peut permettre un ajustement efficace et avoir des résultats relativement favorables pour les pauvres.

Il est indispensable d'agir rapidement en matière de restructuration économique. La question des prix relatifs et celle de la gestion des ressources du secteur public, y compris le budget et les entreprises publiques, sont particulièrement importantes à cet égard. Il ne sera pas possible de faire reculer la pauvreté à long terme sans une croissance largement répartie. Mais certaines réformes peuvent avoir d'heureuses conséquences pour les pauvres à plus courte échéance. La dévaluation et autres mesures tendant à relever les prix agricoles accroîtront le revenu de certains éléments de la population rurale pauvre, en particulier celui des petits paysans.

Il existe plusieurs moyens macroéconomiques d'amortir l'impact de l'ajustement sur la consommation. Le gouvernement peut décider une «pause» temporaire de l'investissement, de faire davantage appel aux capitaux étrangers et d'accroître pour un temps les transferts budgétaires. Certaines de ces mesures — comme les dépenses publiques d'investissement — sont directement du ressort du gouvernement. D'autres — notamment l'investissement privé — dépendront d'autres éléments du contexte économique. La pratique des transferts ajoutera au déficit budgétaire et ne sera justifiée que si elle s'accompagne d'une action efficace dans d'autres domaines des finances publiques, afin de maintenir le déficit à un niveau compatible avec les objectifs à court et à long terme que l'on s'est fixés pour l'inflation, l'investissement et l'épargne.

L'analyse des diverses combinaisons possibles n'est pas chose facile. On peut, par exemple, utiliser un modèle qui incorpore systématiquement les facteurs macroéconomiques, les marchés et les déterminants du bien-être des ménages (Encadré 7.2). La construction de modèles peut clarifier les problèmes, mais elle ne peut rendre parfaitement compte de la réalité dans toute sa complexité. C'est pourquoi nous nous appuyerons davantage, ici, sur l'expérience diverse des trois groupes de pays définis ci-dessus.

L'ajustement est conditionné par le niveau initial des déséquilibres macroéconomiques, l'ampleur des problèmes structurels et la gravité des chocs extérieurs. Au début des années 80, les pays du

premier groupe, où l'on retrouve beaucoup de pays d'Asie de l'Est, se caractérisaient par une situation macroéconomique relativement stable, des structures de production et d'échanges souples et un long passé d'investissement dans le capital humain. Si l'on considère l'ensemble de la décennie, les chocs qu'ils ont subis ont été relativement faibles (Tableau 7.1). De ce fait, l'ajustement ne les a pas contraints à freiner durablement la demande. Les pays du deuxième groupe, parmi lesquels on

Tableau 7.1 Chocs extérieurs dans les années 80, par groupe de pays
(en pourcentage du PIB)

Région et pays	Effets produits sur les termes de l'échange ^a	Effets produits sur les taux d'intérêt ^b	Total
Afrique			
subsaharienne	-10,1	-4,4	-14,4
Asie de l'Est			
(sauf la Chine)	-3,9	-4,3	-8,1
Chine	-0,6	-0,6	-1,2
Asie du Sud			
(sauf l'Inde)	-7,9	-2,3	-10,2
Inde	-4,6	-1,0	-5,6
Amérique latine et Caraïbes	-6,3	-4,0	-10,3

Note : Les chiffres ayant été arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours à la somme exacte de leurs éléments. Le tableau retrace les variations des conditions extérieures en 1985-88 par rapport à la moyenne des années 70-80; il indique donc l'ampleur des chocs qui ont persisté jusqu'au cours de la deuxième moitié des années 80. Les agrégations par région ne sont pas pondérées.

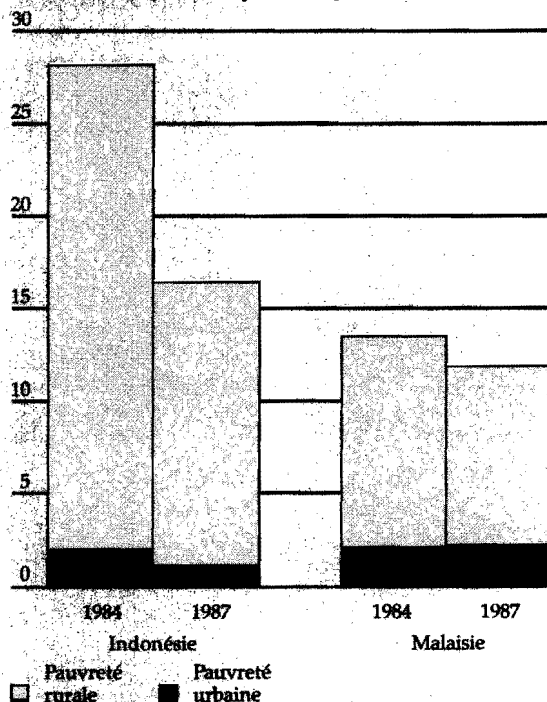
a. Différence entre les variations des prix à l'exportation et celles des prix à l'importation entre les deux périodes. Les prix sont exprimés en dollars et pondérés par la part des exportations ou des importations dans le PIB.

b. Calculé sur la base des variations du taux d'intérêt réel pondéré par le ratio dette/PIB. Le taux d'intérêt réel est calculé à partir du taux d'intérêt nominal implicite (somme des paiements d'intérêts publics et privés moins les intérêts perçus sur les réserves divisée par l'endettement total) et du taux d'inflation des Etats-Unis.

trouve beaucoup de pays d'Amérique latine, vivaient au-dessus de leurs moyens au début de la décennie et les chocs, pour eux, ont été plus rudes. Leur ajustement était inextricablement lié à la réduction de la demande et il leur fallait aussi consentir un plus gros effort de restructuration. Le troisième groupe, principalement composé de pays d'Afrique subsaharienne, a abordé les années 80 avec de gros déséquilibres macroéconomiques et de graves faiblesses structurelles, et c'est pour lui que les chocs ont été le plus durs. Pour approfondir cette analyse, il nous paraît utile de nous référer, pour chaque groupe, à un ou deux pays représentatifs.

Figure 7.1 La pauvreté en Indonésie et en Malaisie, 1984 et 1987

Incidence de la pauvreté (pourcentage)



Notre : L'incidence totale de la pauvreté pour la Malaisie est légèrement inférieure à celle que l'on a indiquée au Chapitre 3 parce qu'on a utilisé ici des seuils de pauvreté spécifiques pour les zones rurales et les zones urbaines.

Les avantages d'une politique interventionniste pour les pauvres

Pour le premier groupe, nous prendrons l'exemple de l'Indonésie et de la Malaisie. En Indonésie, le recul de la pauvreté a été dû aux gains réalisés par l'ensemble de la population; en Malaisie, l'allègement de la pauvreté rurale a été supérieur à la légère augmentation enregistrée par la pauvreté urbaine (Figure 7.1). Ces succès sont le résultat d'un ajustement réussi. L'un et l'autre se sont empressés d'infléchir leurs orientations fondamentales tout en modulant l'investissement, l'endettement et les dépenses publiques pour prévenir ou modérer le fléchissement de la consommation.

L'ajustement leur était imposé par la baisse des prix du pétrole et d'autres produits de base. Dès qu'ils se sont rendu compte qu'il ne s'agissait pas de chocs passagers, tous deux ont résolu de stabiliser leur économie et d'ouvrir la voie à sa restruc-

turation. Ils ont réaménagé leurs politiques budgétaires, dévalué leur monnaie, libéralisé leur régime commercial, pour autant qu'il le fallait, et déréglementé leur industrie. Ces interventions ont fait monter les prix relatifs des produits agricoles (Tableau 7.2), ce qui a protégé le revenu des agriculteurs dans l'immédiat et encouragé une croissance durable de la production agricole. Les gains ont été intégralement répercutés dans le cas des agriculteurs d'exportation, qui forment une partie importante de la population agricole dans les deux pays, et les riziculteurs indonésiens ont, eux aussi, bénéficié d'améliorations sensibles. Les avantages procurés aux agriculteurs ont été fortement amplifiés par l'existence de marchés et d'équipements ruraux bien développés, fruit des politiques et investissements des décennies antérieures. Malgré l'austérité budgétaire qu'ils ont dû s'imposer, les gouvernements des deux pays ont mis l'entretien des équipements publics au premier rang de leurs préoccupations.

Malgré l'efficacité de leur effort de restructuration, les deux pays ont dû aussi freiner la demande. Les mesures qu'ils ont prises à cet effet n'ont eu qu'un impact modéré sur la consommation privée. En début de période d'ajustement, par suite de l'augmentation des recettes tirées de leurs exportations de pétrole au début des années 80, le niveau de l'investissement était élevé et une «pause» était donc possible sans faire tomber l'investissement à un niveau exceptionnellement faible (Figure 7.2). Ils ont, l'un et l'autre, fortement réduit l'investissement public, surtout dans les activités à forte intensité de capital et d'importations. L'investissement privé a fléchi sous l'effet de la contraction de l'activité économique, du durcisse-

Tableau 7.2 Evolution des variables clés, Indonésie et Malaisie, 1984 et 1987
(1984 = 100, sauf indication contraire)

Indicateur	Indonésie		Malaisie	
	1984	1987	1984	1987
PIB par habitant	100	107	100	98
Consommation privée par habitant	100	107	100	85
Investissement fixe en % du PIB	22	19	32	23
Taux de change effectif réel ^a	100	55	100	76
Termes de l'échange agricole	100	116	100	129
Salaire urbain	100	115	100	97
Salaire rural	100	115	100	99

a. En unité de devises par unité de monnaie nationale.

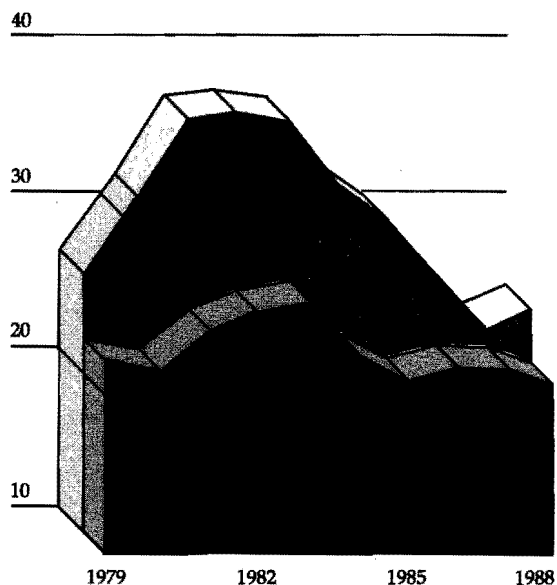
ment des conditions monétaires et de l'aggravation des incertitudes. Mais le caractère convaincant des politiques d'ajustement a conduit, dès 1988, à la reprise de l'investissement privé. Malgré la baisse des recettes pétrolières, les gouvernements ont pu maîtriser leurs déficits budgétaires en réduisant l'investissement public, en comprimant les dépenses de fonctionnement et en augmentant les recettes (notamment, en Indonésie, par un relèvement des prix des combustibles sur le marché intérieur). En Malaisie, la politique de discipline budgétaire s'est révélée compatible avec le maintien au même niveau nominal des prix du riz à la consommation — augmentant ainsi les transferts budgétaires au profit des consommateurs de riz. L'Indonésie a pu combiner mesures d'ajustement et augmentation de l'emprunt étranger sans compromettre sa solvabilité. L'aide concessionnelle a également joué un rôle appréciable.

Ce dosage a permis aux deux pays de stabiliser leur économie sans trop sacrifier le bien-être de la population et (à l'Indonésie surtout) de créer un climat politique favorable à l'application d'énergiques mesures d'ajustement. Les bonnes conditions structurelles dont ils bénéficiaient au départ ont facilité la gestion macroéconomique à court terme ainsi que la restructuration. Les trois facteurs les plus importants en début de décennie étaient une politique budgétaire bien conduite, un taux d'investissement élevé et un endettement relativement faible.

Cette évolution a été favorable aux pauvres. Dans les deux pays, la plupart des pauvres sont des agriculteurs, et la distribution des terres était relativement égale. Les petits paysans ont pu bénéficier de l'amélioration des revenus agricoles. Les ménages urbains et ruraux tributaires de revenus salariaux risquaient d'être plus touchés par les augmentations de prix liées à la dévaluation dans l'un et l'autre pays, ainsi que par la diminution de la demande nationale de main-d'oeuvre consécutive à la récession en Malaisie. Les salaires ont effectivement baissé dans ce dernier pays, causant la légère aggravation de la pauvreté urbaine que fait apparaître la Figure 7.1 mais, dans les zones rurales, cet effet a été compensé par l'augmentation de rentabilité enregistrée par les entreprises agricoles et non agricoles. La baisse des salaires réels a aussi été modérée par la diminution de la part des bénéfices, surtout dans les secteurs producteurs de biens non échangeables, et par les mesures prises pour stabiliser les prix du riz. Bien que les salaires du secteur public aient baissé en Indonésie, le dynamisme général du marché du

Figure 7.2 Investissement en capital fixe en Indonésie et en Malaisie, 1979 à 1988

Ratio de l'investissement en capital fixe au PIB



travail (grâce à la déréglementation et à la croissance rapide des exportations autres que les exportations traditionnelles) semble avoir fait monter les salaires réels dans le secteur privé. En Indonésie, des enquêtes ont montré que le revenu des ménages pauvres s'était amélioré pour toutes les catégories d'emploi et branches d'activité.

Les inconvénients d'une forte contraction de la demande

Le deuxième groupe est celui des pays à revenu intermédiaire qui vivaient au-dessus de leurs moyens au début de la décennie pour avoir facilement trouvé à emprunter dans le passé. Ces pays ne pouvaient donc que réduire la demande sans guère pouvoir compter sur des emprunts pour égaliser la consommation. Du fait de ces conditions de départ défavorables, il leur était difficile d'éviter une contraction du revenu des pauvres consécutive à la crise de l'endettement. Dans beaucoup de ces pays, les pauvres sont fortement tributaires du marché du travail et donc vulnérables à une baisse généralisée de la demande de main-d'oeuvre. Ce groupe comprend une grande partie de l'Amérique latine et certains pays

d'Europe de l'Est (Encadré 7.3). Beaucoup sont gravement endettés. Le Brésil et le Costa Rica peuvent nous servir d'exemples. La pauvreté a fortement augmenté dans l'un et l'autre pays lorsque

les salaires ont chuté en 1983 (Figure 7.3). Le Costa Rica est parvenu à inverser cette tendance — en 1986, la pauvreté avait reculé par rapport à la fin des années 70 — mais, au Brésil, la reprise a été

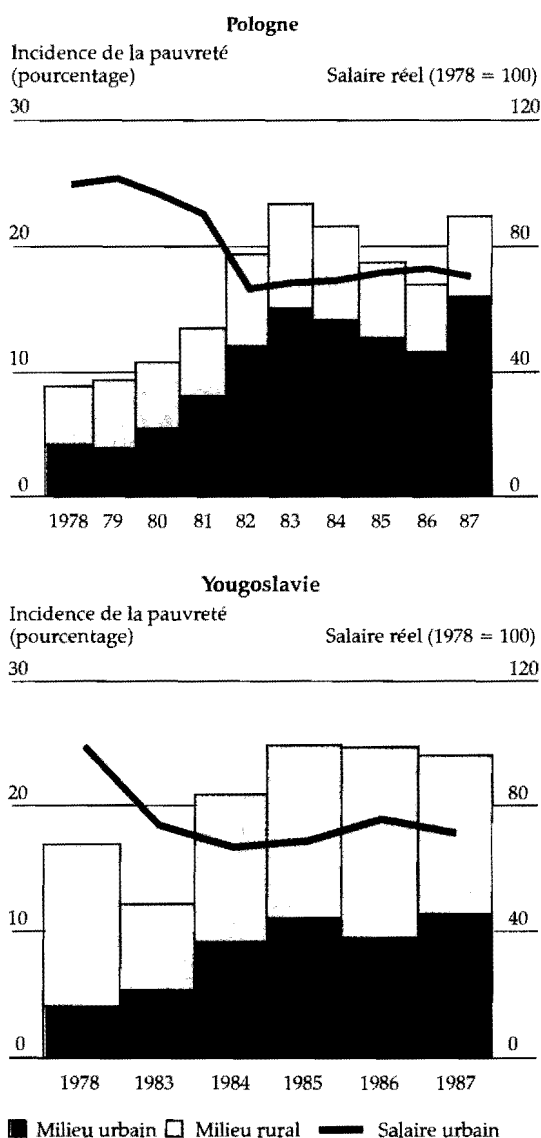
Encadré 7.3 Les pauvres en Europe de l'Est pendant les années de crise

L'évolution de la pauvreté en Europe de l'Est dans les années 80 a été dominée par les événements macroéconomiques. Comme dans de nombreux pays très endettés, les faiblesses structurelles étaient masquées par le surendettement des années 70. La Figure 7.3A retrace l'évolution de la pauvreté en Pologne et en Yougoslavie. Alors que la Pologne était récemment encore un pays à économie planifiée, la Yougoslavie a suivi, depuis les années 50, un modèle décentralisé de politique socialiste.

Les mesures de freinage de la demande, conjuguées à d'épisodiques tentatives de réduction des subventions, ont provoqué une baisse des revenus urbains réels dans les deux pays et intensifié le chômage en Yougoslavie. Les investissements avaient cependant été considérablement réduits, ce qui a contribué à protéger le niveau global de la consommation privée. Les revenus agricoles ont baissé moins fortement à cause des modifications des taux de change (notamment en Yougoslavie) et du fait que les ménages agricoles ont plus facilement accès au «deuxième marché», celui qui fonctionne en dehors des marchés officiels. La pauvreté s'est considérablement accrue dans les villes.

Certains pays d'Europe de l'Est se sont engagés sur la voie des réformes dès les années 80, mais des mesures beaucoup plus radicales ont déjà été prises ou sont envisagées pour les années 90. Ces initiatives ajouteront probablement aux tensions du marché urbain de la main-d'œuvre. Le secteur public devra supprimer un nombre substantiel d'emplois et le secteur privé, qui se développe rapidement, reste encore exigu. Les subventions posent un problème majeur; en 1988, elles représentaient 14 % du PIB en Pologne, 12 % en Hongrie, et 9 % en Yougoslavie. De toute évidence, la tâche est immense. Néanmoins, le principe d'une intervention efficace et rapide au niveau des grandes orientations, accompagnée de mesures de lissage de la consommation, vaut aussi pour ces pays.

Figure 7.3A Pauvreté et salaires en Pologne et en Yougoslavie



Note : Pour la Pologne, les salaires sont corrigés des pénuries de biens de consommation en 1980 et en 1981.
Source : Milanovic (document de référence) et Posarac (document de référence).

**Tableau 7.3 Evolution des variables clés
au Brésil, 1980 à 1987**

(1980 = 100, sauf indication contraire)

Indicateur	1980	1981	1983	1986	1987
PIB par habitant	100	92	87	99	100
Consommation privée par habitant ^a	100	92	89	99	96
Investissement fixe en % du PIB	23	23	18	19	22
Déficit du secteur public en % du PIB ^b	3,6	6,2	4,2	3,6	5,5
Inflation annuelle (%)	90	108	141	144	209
Taux de change effectif réel ^c	100	92	118	108	100
Revenus du secteur moderne	100	115	98	135	95
Revenus du secteur informel ^d	32	37	30	53	35

a. Corrigée du déflateur du PIB.

b. Le déficit du secteur public est le déficit de fonctionnement, déduction faite de la part des paiements nominaux d'intérêts due à l'inflation.

c. Unité de devises par unité de monnaie nationale.

d. L'indice des revenus du secteur informel est celui qui correspond au taux de salaire du secteur moderne en 1980.

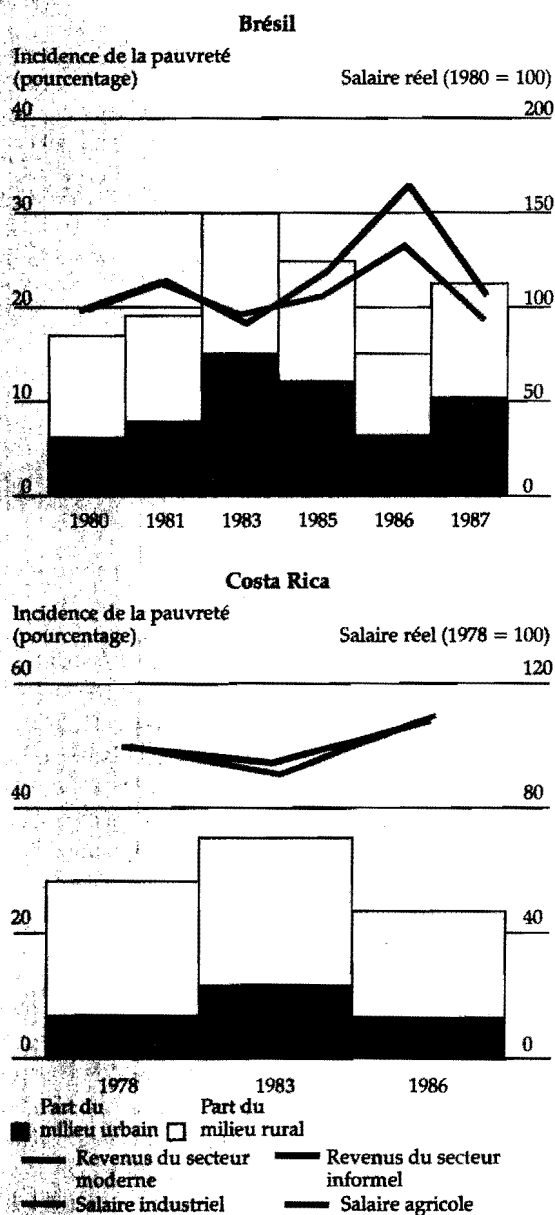
hésitante et incomplète. Cette différence peut être liée à la différence de leur démarche en matière de politique macroéconomique.

Le Brésil ne s'est pas attaqué résolument aux grands problèmes de sa politique : le déficit de son secteur public (corrigé de l'inflation) est resté élevé et son taux de change réel n'a pratiquement pas changé (Tableau 7.3). La récession de 1983 était probablement inévitable. La pauvreté a été aggravée par la baisse des salaires et des revenus ruraux et urbains; l'emploi s'est développé dans le secteur informel, tandis qu'il stagnait dans le secteur moderne. L'action des pouvoirs publics a été pour beaucoup dans l'évolution ultérieure. Le fait que le déficit n'ait pas été réduit a compromis l'effort entrepris pour maîtriser l'inflation. L'ampleur des emprunts intérieurs du secteur public a fait monter les taux d'intérêt réels et accru la part des bénéfices financiers dans l'économie (aux dépens du travail et des bénéfices non financiers). En 1986, le Plan Cruzado a déclenché une phase d'expansion économique qui a substantiellement réduit la pauvreté. Cependant, l'augmentation des importations et la résurgence des pressions inflationnistes rendaient insoutenables l'accroissement de la consommation et le relèvement des salaires et, lorsqu'a commencé l'inévitable phase de contraction, la pauvreté s'est à nouveau intensifiée. En

1987, les pauvres étaient plus nombreux qu'au début de la décennie. Le pays n'était pas venu à bout de ses difficultés budgétaires et le fardeau de sa dette s'était accru. La récession de 1983 n'avait servi à rien.

La politique du Brésil a conduit à une forte inflation et (du fait du contrôle généralisé des importations) à une appréciation du taux de change réel par rapport à ce qu'il aurait été autrement. Les

**Figure 7.3 Pauvreté et salaires au Brésil
et au Costa Rica**



Encadré 7.4 Options macroéconomiques et répartition du revenu aux Philippines

La période de récession qu'ont été les années 1983-85 pour les Philippines montre le préjudice que causent aux pauvres le fléchissement de la demande de travail, l'absence de modifications du taux de change réel et l'inflation. Comme pour de nombreux pays très endettés, la crise a son origine dans les faiblesses structurelles de l'économie et le niveau excessif des emprunts antérieurs. La stabilisation a commencé par une dévaluation nominale et par l'adoption de mesures rigoureuses de contrôle des importations, suivies par une réduction radicale des dépenses publiques et l'application d'une politique monétaire restrictive. Les premiers effets en ont été stagflationnistes : forte baisse de la production, accélération de l'inflation et appréciation du taux de change réel. Il n'y a pas eu de dépréciation réelle de la monnaie avant 1986.

Quels ont été les effets de toutes ces évolutions sur les pauvres? Selon une étude économétrique fondée sur des données trimestrielles pour les années 1980-86, la contraction du marché du travail et l'accélération de l'inflation réduisent davantage encore la part des pauvres dans le revenu national; la dépréciation du taux de change réel agit en sens contraire. Les résultats indiquent que, lorsque le taux d'inflation augmente de 10 %, la part du cinquième le plus pauvre de la population diminue de 10 % (toutes choses étant égales par ailleurs). Par contre, lorsque le taux de change réel baisse de 10 %, la part du cinquième le plus pauvre augmente de 20 %. Cette étude a également permis de constater que la réduction des dépenses publiques et la hausse des taux d'intérêt réels réduisent moins le revenu des pauvres que celui des riches.

Pourquoi en est-il ainsi? La récession et la contraction du marché du travail réduisent la productivité de la main-d'œuvre et accroissent le sous-emploi, ce qui porte gravement préjudice aux pauvres. L'accélération de l'inflation nuit aussi aux pauvres, du fait que les salaires nominaux ne suivent pas et que les pauvres n'ont pas accès aux actifs qui échappent aux effets de l'inflation. Les pauvres gagnent à la dépréciation du taux de change réel parce que les exportations font appel à une nombreuse main-d'œuvre non qualifiée (et que ce qui est exporté est souvent produit par les paysans) et parce que les biens échangeables ne représentent qu'une faible proportion de la consommation de la plupart des pauvres aux Philippines. Comme les dépenses publiques profitent principalement aux classes moyennes, leur compression ne se répercute pas aussi fortement sur les pauvres.

La stratégie de stabilisation appliquée à l'époque par les Philippines a été défavorable aux pauvres. Si le gouvernement avait choisi de ne pas rationner les importations, la modification des rapports de prix aurait été plus forte et l'aggravation de l'inflation n'aurait pas été aussi forte. Il fallait bien chercher à réduire la demande par un changement de politique budgétaire et monétaire, mais si l'on était davantage intervenu pour modifier les rapports de prix, la récession aurait été moins grave et les pauvres auraient été protégés. Le redéploiement des dépenses publiques, bien que politiquement difficile, aurait également pu rendre l'ajustement moins douloureux pour les catégories les plus vulnérables de la population.

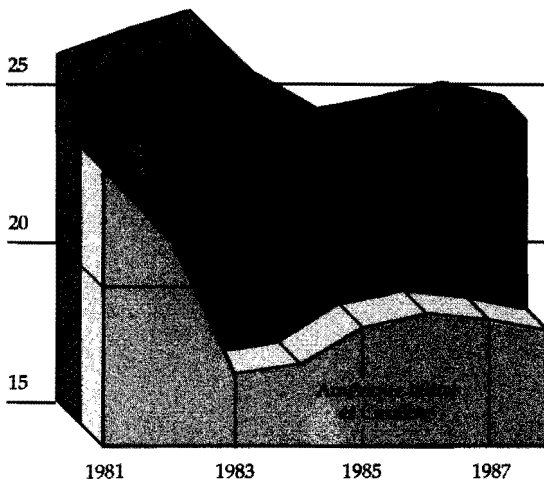
effets de ces évolutions sur la pauvreté ont été complexes, mais on peut dire qu'ils ont, en général, aggravé la situation des pauvres. L'impôt d'inflation est probablement beaucoup plus régressif que les instruments fiscaux habituels. Et une plus forte dépréciation aurait été favorable aux pauvres des zones rurales — bien que dans une moindre mesure qu'en Malaisie du fait qu'au Brésil un plus grand nombre des ruraux tirent leurs revenus d'emplois salariés. L'exemple des Philippines, autre pays à revenu intermédiaire dont l'effort d'ajustement du début des années 80 n'a pas été assez énergique, confirme qu'une dépréciation du taux de change réel et une réduction de l'inflation ont des effets positifs pour les pauvres (Encadré 7.4). Au Brésil comme aux Philippines, inflation forte et taux de change surévalués, joints à l'incertitude générale, ont également encouragé la fuite de capitaux, au bénéfice des riches et au détriment des pauvres.

Tout autre a été l'expérience du Costa Rica, qui a subi une plus forte récession en début de période, mais pris d'énergiques mesures d'ajustement macroéconomique. Entre 1980 et 1986-87, le gouvernement a ramené le déficit budgétaire de 8 % du PIB à 2-3 % et le taux de change effectif réel s'est déprécié de 30 %. En 1986, la production et les salaires s'étaient redressés et l'inflation avait faibli. Ces évolutions sont à l'origine du net recul de la pauvreté que fait apparaître la Figure 7.3.

Ce qui décide du succès ou de l'échec des efforts entrepris pour protéger les pauvres, ce n'est pas que le gouvernement se soit efforcé ou non d'amortir la baisse de la consommation en période d'ajustement. Tous l'ont fait, ceux qui ont réussi comme les autres. En fait, en Amérique latine comme en Asie de l'Est, les mesures prises pour atténuer la baisse de la consommation ont eu pour contrepartie un recul de l'investissement (Figure 7.4). Mais, en Amérique latine, le taux d'inves-

Figure 7.4 Pause de l'investissement - effondrement de l'investissement

Ratio de l'investissement
en capital fixe au PIB
30



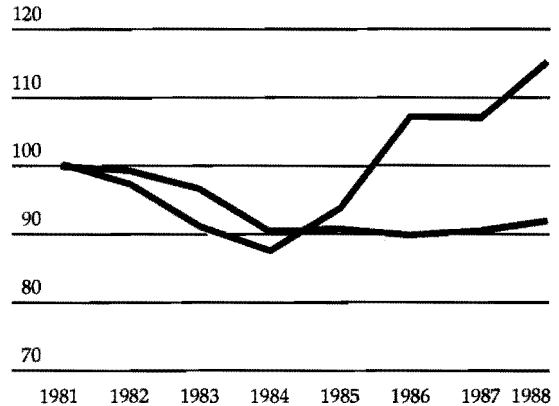
tissement est aujourd'hui inférieur de 27 % à ce qu'il était au début des années 80 — et bien plus faible qu'en Asie de l'Est. Voilà qui montre les limites d'une pause de l'investissement comme moyen de protéger la consommation : une pause n'a de sens que si elle est suivie d'une reprise de l'investissement, prélude à la croissance future de la production — comme au Costa Rica et en Malaisie. Autrement, un pays peut commencer avec une baisse plus faible de la consommation pour finir avec un niveau de consommation définitivement réduit.

Une forte compression de la demande était inévitable tant au Brésil qu'au Costa Rica. De ce fait, une certaine diminution du revenu des pauvres était probablement elle aussi inévitable, même avec une réduction sensible de l'investissement. Comme l'indique le modèle décrit à l'Encadré 7.2, les gouvernements ne peuvent dépenser au-delà de leurs moyens que pour un temps, et le prix à payer est très lourd. Mais ils peuvent, par une politique appropriée, minimiser la baisse. Si les mesures de réduction de la demande tendent à modérer l'inflation et à rendre le taux de change réel plus compétitif, les pauvres en souffriront moins — et moins encore si ces mesures sont assez

Figure 7.5 Consommation et pouvoir d'achat agricole en Afrique subsaharienne et au Ghana

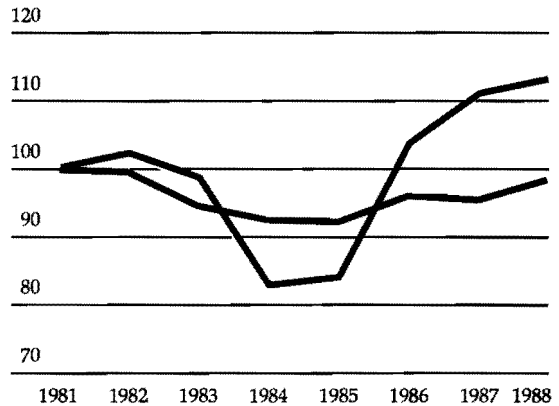
Consommation privée par habitant

Indice (1981 = 100)



Pouvoir d'achat agricole par habitant

Indice (1981 = 100)



— Ghana
— Afrique subsaharienne

Note : La consommation privée par habitant se calcule sur la base de la population totale; le pouvoir d'achat agricole se calcule sur la base de la population rurale.

énergiques pour préserver la stabilité économique du pays et empêcher ainsi la fuite des capitaux. Dans les années 90, il faudra, pour prévenir une nouvelle dégradation des conditions de vie, mobiliser de plus gros apports de capitaux extérieurs; à condition que l'effort de réforme soit poursuivi, une telle démarche sera justifiée. Au-delà du court terme, toutefois, le seul moyen d'aider les pauvres est de créer les conditions nécessaires à une reprise durable de l'expansion, fondée sur un schéma de

croissance qui appelle une utilisation efficace de la main-d'œuvre et de substantiels investissements dans la valorisation des ressources humaines.

Le problème que pose l'existence de distorsions graves

Les pays d'Afrique subsaharienne sont les plus nombreux parmi les pays à faible revenu à souffrir de distorsions graves; les chocs macroéconomiques des années 80 les ont encore aggravées et la région a beaucoup souffert. A la fin de la décennie, beaucoup avaient engagé d'importants trains de réformes. Comme pour les autres groupes, l'arbitrage à opérer entre la double nécessité d'assainir l'économie et de protéger les pauvres exigeait à la fois d'infléchir (de manière parfois radicale) les orientations fondamentales et de protéger la consommation. Le Ghana nous en offre un exemple. Comme celle de nombreux pays du groupe, l'économie ghanéenne a souffert de graves distorsions, d'une dégradation persistante des infrastructures et des institutions, et de chocs extérieurs. Cependant, son évolution depuis le milieu des années 80 témoigne de ce que peut une action des pouvoirs publics bien inspirée (Figure 7.5).

Au Ghana, réviser les orientations fondamentales, cela voulait dire relever fortement un grand nombre de prix officiels. Ces relèvements étaient indispensables pour corriger les distorsions entre les marchés officiels et les marchés parallèles, ainsi qu'entre l'agriculture et les autres secteurs de l'économie (Tableau 7.4). Ils ont été accompagnés d'énergiques mesures d'assainissement budgétaire et d'un effort tendant à réorienter les dépenses publiques vers les pauvres. Cette modification des priorités a permis de revitaliser et d'étendre certains services sociaux. En d'autres termes, le Ghana a choisi une démarche tout à fait conforme à la stratégie de développement préconisée ici. Il ne pouvait être question, pour lui, d'amortir la baisse de la consommation par une réduction des investissements fixes. Ceux-ci étaient tombés à un niveau déjà très bas au milieu des années 80, et ils ne sont pas encore revenus à un niveau suffisant pour financer ne serait-ce que le remplacement des équipements usés. L'aide étrangère a donc joué un rôle essentiel dans la reprise de la consommation par habitant au Ghana, consommation qui a augmenté de 1,6 % par an au cours de la période 1985-88. Le maintien de cette aide sera indispensable au rétablissement de l'investissement et à la poursuite de la croissance de la consommation dans les années 90.

La modification des prix officiels opérée par le

Tableau 7.4 Evolution des variables clés au Ghana, 1980 à 1988

(en pourcentage, sauf indication contraire)

Indicateur	1980-84	1985-88
<i>Taux de croissance moyen</i>		
PIB par habitant	-4,1	1,7
Consommation privée par habitant	-3,4	1,6
Pouvoir d'achat agricole par habitant ^a	-10,3	10,6 ^b
<i>Part du PIB</i>		
Investissement fixe	5,0	9,9 ^b
Déficit budgétaire	4,2	0,5
Apports d'aide étrangère	0,8	3,8
<i>Valeur moyenne</i>		
Taux de change effectif réel ^c	172	32
Prime du marché parallèle (%) ^d	597	62

a. Croissance de la valeur ajoutée nominale de l'agriculture par habitant des zones rurales, déflatée de l'indice des prix à la consommation en tant que mesure approchée de l'appréciation des termes de l'échange des agriculteurs.

b. 1985-87.

c. Calculé sur la base du taux de change officiel (1980 = 100) et exprimé en unités de devises par unité de monnaie nationale.

d. Taux de change du marché noir en pourcentage du taux officiel — la prime n'était plus que de 4 % en 1988.

Ghana, de nombreux pays l'ont faite à la fin des années 80. L'autre solution, fréquemment choisie au début des années 80, était d'éviter une modification du taux de change nominal par le rationnement des importations. Ce choix conduisait à une appréciation des taux de change réels et à l'expansion des marchés parallèles des devises. Les mesures prises pour tenter de contrôler les prix intérieurs ont généralement provoqué l'essor de marchés parallèles des produits, sur lesquels les prix étaient plus fortement influencés par le taux de change du marché noir que par le taux officiel. C'est ce qui est arrivé, par exemple, au Ghana avant l'application des réformes et en Tanzanie. Et, dans les pays où les effets d'un rationnement général et du contrôle des prix ont été exacerbés par d'autres sources d'instabilité grave (comme la guerre, dans le cas de l'Angola et du Mozambique), les marchés ruraux se sont désintégrés. Les agriculteurs ont été obligés de se rabattre sur une production de subsistance.

Pour évaluer l'impact de l'ajustement sur la pauvreté, ce sont principalement les revenus ruraux que l'on doit considérer. Les zones rurales regroupaient 80 % des pauvres, sinon davantage, dans des pays comme le Ghana dans les années 80. Choisir de rationner les importations et d'abaisser les prix officiels à la production est manifestement préjudiciable aux zones rurales. Mais quelles ont été les conséquences des réformes radicales du Ghana et d'autres pays sur les condi-

Encadré 7.5 L'effet de l'ajustement macroéconomique sur les agriculteurs en Afrique subsaharienne

Pour Régina Ofo, paysanne de l'Etat de Bendel, au Nigéria, le programme d'ajustement structurel de 1986, qui comprenait des mesures de relèvement des prix agricoles, a eu des résultats concrets : sa situation s'est améliorée. Parce qu'elle gagne davantage, elle peut maintenant acheter des vêtements neufs pour elle-même et pour ses deux filles, et elle a même pu préparer un repas de Noël pour ceux du village qui avaient moins de chances qu'elle. Babatunde Akinola, ancien employé municipal, y a lui aussi gagné. Par suite de la suppression de l'Office de commercialisation du cacao, en 1986, et des dévaluations ultérieures de la monnaie, les producteurs de cacao se voient proposer aujourd'hui des prix plusieurs fois supérieurs à ceux du début des années 80. Avec le produit de sa pension, M. Akinola a remis en état la plantation de cacaoyers de son père, dans l'Etat d'Ondo. Son revenu a considérablement augmenté. Depuis 1986, il a construit une grande maison, et il a les moyens d'envoyer ses enfants dans les meilleures écoles du pays.

D'autres ont été moins heureux. L'augmentation des prix des produits alimentaires n'est pas toujours une bonne chose pour les agriculteurs qui doivent s'approvisionner sur le marché pendant une partie de l'année. Avant la réforme, Nse Nnachukwu pouvait nourrir les six membres de sa famille avec le produit de son champ et d'un petit commerce. Mais, depuis le renchérissement des produits alimentaires et d'autres articles de première nécessité, son revenu n'y suffit plus. En outre, il lui est impossible de répondre à la

hausse des prix en produisant davantage, car il vit dans l'Etat d'Imo, où la terre est rare.

Les réformes du Malawi, qui remontent à 1981, comportaient de fortes augmentations des prix du maïs, qui ont été à la fois favorables et défavorables aux petits agriculteurs. Les producteurs de maïs — dont beaucoup sont pauvres — ont triplé leur production au début des années 80 et aidé le pays à relancer ses exportations. Mais certains y ont perdu à court terme. Dester Mlondo ne peut pas produire assez de maïs pour faire vivre sa famille pendant toute l'année. Elle doit vendre sa production au moment de la récolte, où les prix sont bas, afin de se procurer l'argent nécessaire pour pourvoir aux autres besoins de la famille. Depuis la suppression, en 1987, des subventions dont il faisait jusqu'alors l'objet, le maïs devient cher pendant les mois précédant la récolte, qui sont ceux où Mme Mlondo doit en acheter pour nourrir sa famille.

Les mesures d'ajustement qui favorisent l'agriculture finiront par revitaliser toute l'économie rurale. En attendant, si beaucoup d'agriculteurs y ont gagné, d'autres en ont souffert. Même ceux-ci n'auraient probablement pas tardé à se trouver dans une situation qui aurait été pire encore en l'absence de réformes — mais ce n'est là qu'une bien piètre consolation pour des gens comme M. Nnachukwu et Mme Mlondo. Les interventions de nature à protéger les catégories de population les plus vulnérables en période d'ajustement sont décrites plus en détail dans la section intitulée «La restructuration des dépenses publiques et les pauvres».

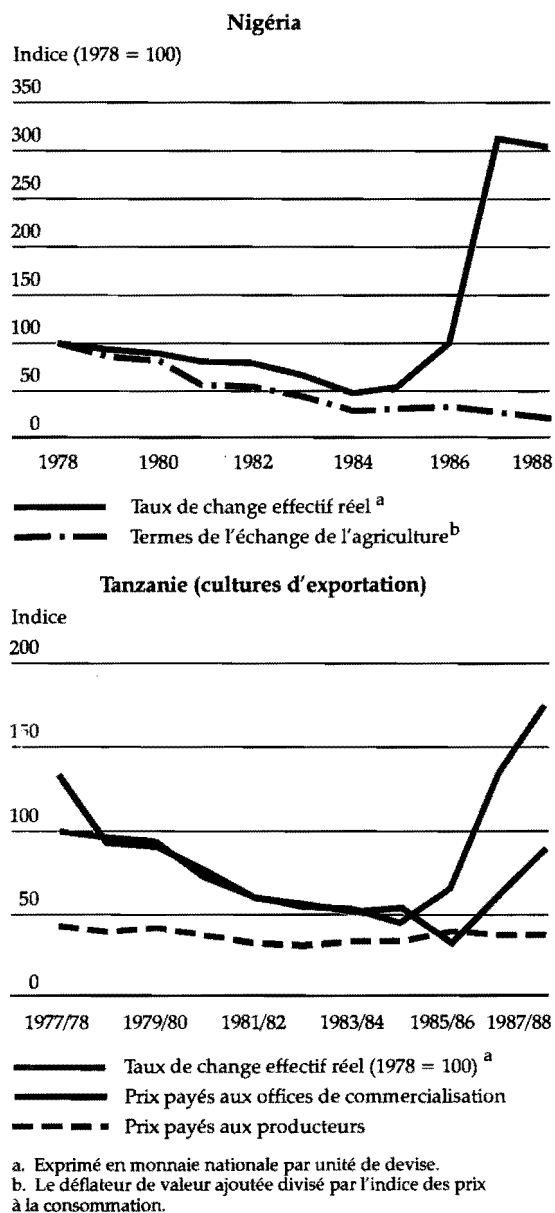
tions de vie des pauvres en milieu rural? Il se trouve que beaucoup y ont gagné, mais certains en ont souffert (Encadré 7.5).

La réforme des prix sert les intérêts des pauvres des zones rurales en augmentant le revenu qu'ils tirent de leur production. Cependant, dans certains cas, même une forte modification des prix et des taux de change officiels n'a guère eu d'effet sur la pauvreté. La Figure 7.6 le montre pour le Nigéria et la Tanzanie. Les avantages que peut avoir une baisse du taux de change n'ont pas toujours été répercutés; parfois, notamment en Tanzanie, ils ont été absorbés par des circuits commerciaux inopérants. En outre, beaucoup, parmi les agriculteurs les plus pauvres, pratiquent des cultures sur lesquelles les variations des taux de change et des cours internationaux n'ont guère d'influence, et ceux-là ont souffert de la contraction de l'activité économique (facteur qui a joué un rôle important au Nigéria). Enfin, certains des pauvres des zones

rurales achètent plus de produits alimentaires qu'ils n'en vendent — au Malawi, par exemple. La diversité de ces effets de court terme ne rend pas moins justifié d'utiliser le pouvoir incitatif des prix en agriculture, mais elle renforce l'une des grandes conclusions du Chapitre 4, à savoir qu'il faut une stratégie globale cohérente, comportant notamment une amélioration de la commercialisation et de l'infrastructure rurale, pour appuyer la croissance des revenus ruraux.

Surtout à moyen terme, les zones rurales tirent généralement profit de l'ajustement. Des preuves indirectes tendent à montrer que ce sont les pauvres des zones urbaines qui courent le plus de risques. Les revenus réels urbains peuvent chuter — mais, contrairement à ce que beaucoup pensent, ce n'est pas toujours à cause de l'augmentation des prix. Dans bien des cas, en début d'ajustement, les prix que doivent payer les consommateurs urbains pauvres ne sont pas les prix officiels

Figure 7.6 Termes de l'échange de l'agriculture au Nigéria et en Tanzanie



mais ceux du marché parallèle, et le relèvement des prix officiels a souvent des effets neutres, et peut-être même favorables, sur les prix effectivement payés par les pauvres. La baisse des revenus urbains tient avant tout à la contraction de la demande de main-d'oeuvre urbaine. Dans beaucoup de pays, il ne pouvait pas en aller autrement. Pendant les années 70, les dépenses urbaines, surtout

dans le secteur public, avaient atteint des niveaux manifestement insoutenables. Au Ghana comme au Nigéria, avant même l'application de réformes, la situation des travailleurs urbains s'était déjà fortement dégradée. Le mouvement de migration dans le sens villes-campagnes a pris de l'importance dans les deux pays — ainsi, au Ghana, les trois cinquièmes des migrations internes des années 1982-87 ont eu pour point d'origine Accra, la capitale.

C'est pour ce troisième groupe de pays que les problèmes d'ajustement et de pauvreté sont le plus graves. Mais, comme pour les autres, il semble que le mieux soit d'agir résolument au niveau des orientations fondamentales, tout en protégeant la consommation privée dans la mesure permise par les ressources macroéconomiques. Deux facteurs spéciaux méritent d'être signalés pour ce troisième groupe. Tout d'abord, le mécanisme des prix demeure souvent tellement faussé que les effets d'une réforme radicale seront probablement neutres ou positifs pour les pauvres — qui, dans bien des cas, n'ont guère gagné aux tentatives de contrôle des prix officiels. Ensuite, la seule option à court terme pour modérer la baisse de la consommation est habituellement l'aide extérieure. L'ampleur des problèmes structurels de beaucoup de pays imposera probablement une longue période de transition pendant laquelle l'aide financera la consommation aussi bien que la reprise de l'investissement.

Options macroéconomiques et faisabilité politique

Il a été plus facile à certains pays qu'à d'autres de protéger les pauvres par la politique macroéconomique. Les pays d'Asie de l'Est se trouvaient en meilleure posture au début de la décennie; ils ont réagi rapidement aux chocs par des mesures de restructuration et des interventions macroéconomiques; et ils ont su utiliser un ralentissement de l'investissement pour modérer la baisse de la consommation pendant la transition. Leurs économies ont puissamment réagi et les pauvres ont été relativement bien protégés, notamment grâce aux variations des prix relatifs. La situation moins favorable dans laquelle se trouvaient d'autres régions au début de la décennie a certainement contribué aux graves difficultés subies par les pauvres. Cependant, l'action des pouvoirs publics a joué un rôle déterminant, comme en témoignent les progrès accomplis au Costa Rica et au Ghana.

Les facteurs politiques ont une influence décisive sur les stratégies retenues pour rétablir l'équilibre macroéconomique (Encadré 7.6). Il arrive souvent

Encadré 7.6 L'économie politique de l'ajustement

Un ajustement bien mené peut alléger la charge supportée par les pauvres dans l'immédiat et réduire la pauvreté à long terme. Cependant, l'ajustement place les dirigeants politiques devant un dilemme. La politique à mettre en place se traduira souvent par des pertes pour l'électorat — parfois permanentes lorsqu'elles réduisent, par exemple, les transferts ou les gains de monopoles. Elles impliquent aussi un arbitrage entre le présent et le futur — arbitrage particulièrement difficile pour des politiciens qui ont des élections à gagner, des groupes d'intérêt à satisfaire et des coups d'Etat à éviter. Le succès des mesures d'ajustement peut dépendre de la formation de coalitions entre les diverses catégories qui en bénéficient et du soin apporté à les appliquer au moment opportun eu égard aux objectifs à la fois politiques et économiques que l'on poursuit.

Lorsqu'au départ les conditions sont favorables, comme dans le cas de beaucoup de pays d'Asie de l'Est, les coûts de l'ajustement — tant politiques qu'économiques — s'en trouvent réduits. En Malaisie, à cause de l'ouverture de l'économie, en Corée, à cause de sa forte orientation vers l'exportation, et en Indonésie, à cause de l'accent qui y est mis depuis longtemps sur le développement rural, il existait d'importants groupes de population auxquels l'ajustement n'a pas tardé à profiter, situation qui a réduit les risques pris par les dirigeants politiques et contribué à la formation d'un cercle vertueux où bonne politique et bons résultats économiques ne cessaient de s'engendrer mutuellement.

Lorsque les déséquilibres sont graves et les chocs extérieurs puissants, la tentation est plus grande de différer l'ajustement. Si les gens pensent, comme ce fut le cas en Zambie, que les difficultés de l'économie tiennent à des causes externes et que les mesures d'ajustement sont imposées de l'extérieur, les risques politiques sont élevés. Les gouvernements faibles ou divisés, et ceux qui font face à des élections, auront tendance à temporiser. Le Gouvernement costaricien et le Gouvernement ghanéen à la fin des années 70 et au début des années 80, ainsi que le Gouvernement brésilien en 1986 et celui des Philippines en 1984, ont tous tardé à agir en raison des incertitudes politiques. Et le coût de l'ajustement s'en est trouvé accru.

Certains font valoir que les régimes autoritaires sont plus efficaces en matière d'ajustement, dans la mesure où aucune opposition (parlementaire) ne les contraint à des compromis et où ils ont pour eux l'avantage de la durée. Les Gouvernements du Chili après 1973, de la Corée au début des années 80 et du Ghana à partir du milieu des années 80 en sont des exemples. Mais il est de nombreux cas où des régimes démocratiques ont entrepris d'énergiques réformes — la Jamaïque dans les

années 80, les Philippines en 1986, la Turquie en 1983, le Costa Rica au milieu des années 80 et d'autres encore. Dans tous ces cas, les gouvernants ont tiré parti du mécontentement créé par la gestion économique de leurs prédécesseurs et mis en avant le caractère « progressiste » de politiques orientées vers le marché. Dans ces conditions, il peut y avoir étroite concordance entre les dimensions politiques et les dimensions économiques d'un réel effort d'ajustement. Lorsque de nouvelles équipes de responsables économiques arrivent au pouvoir et que les politiques de leurs prédécesseurs ont perdu tout crédit, il devient possible d'engager d'ambitieuses réformes. En pareil cas, il convient de faire le nécessaire pour restructurer l'économie et réduire la demande aussi vite que cela est techniquement et économiquement possible. Une action rapide rend le programme crédible, laisse moins de temps à ceux qui voudraient s'y opposer pour s'organiser, et donne aux nouveaux dirigeants plus de chances de récolter les fruits politiques de la réforme. Ces leçons sont à méditer en particulier par les nouvelles démocraties d'Europe de l'Est.

Il est souvent justifié, pour des raisons de protection sociale, d'agir promptement au niveau de la macroéconomie tout en prenant des mesures pour protéger la consommation. De puissantes raisons politiques peuvent aussi plaider en faveur de cette démarche. Mais il y a une différence importante entre ces deux types de motivations. Un souci de protection sociale conduit à se préoccuper des pauvres, alors que les préoccupations politiques vont dans le sens opposé, dans la mesure où elles conduisent à vouloir modérer les pertes subies par les groupes politiquement puissants (comme les travailleurs du secteur moderne). Dans la mise sur pied de programmes destinés à indemniser certains pauvres de ce que la réforme leur fait perdre, une certaine déperdition au profit de ces groupes sera peut-être à la fois économiquement inévitable (si l'on veut atteindre ceux qui sont réellement désavantagés) et politiquement souhaitable.

Pour douloureuses qu'elles puissent être, les crises peuvent grossir les rangs des partisans de la réforme, affaiblir les groupes d'intérêt opposés au changement et inciter les dirigeants politiques à faire davantage appel aux technocrates. Les risques politiques auxquels s'exposent les gouvernements disposés à agir en prenant des mesures difficiles peuvent être atténués par l'aide extérieure. Lorsqu'un gouvernement ne dispose pas des ressources nécessaires pour protéger la consommation, l'apport de capitaux extérieurs peut jouer un rôle décisif dans le maintien de l'adhésion politique à l'effort de réforme. Au Ghana et en Turquie, l'ajustement a été facilité par l'appui extérieur apporté en temps opportun à des gouvernements résolus à agir.

Tableau 7.5 Compressions budgétaires et dépenses sociales en Afrique subsaharienne et en Amérique latine

Région et indicateur	1980	1985	Variation (en %)
<i>Dépenses réelles par habitant (1978 = 100)</i>			
Afrique subsaharienne			
Dépenses totales hors intérêts	96	64	-33
Dépenses sociales	85	63	-26
Amérique latine			
Dépenses totales hors intérêts	110	92	-16
Dépenses sociales	107	87	-18
<i>Dépenses sociales en % du total des dépenses hors intérêts</i>			
Afrique subsaharienne	23	26	13
Amérique latine	23	20	-16

Note : Les chiffres comprennent tous les pays dont les dépenses réelles totales hors intérêts ont diminué pendant cette période.

que les nécessités politiques entrent en conflit avec la lutte contre la pauvreté, en particulier lorsqu'il faut comprimer la demande ou qu'une politique de croissance a des effets bénéfiques pour les pauvres des zones rurales mais préjudiciables aux villes. Si l'on peut se laisser guider par l'expérience, il semble qu'un exécutif fort, porté au pouvoir pour changer les choses, soit le mieux placé pour appliquer des réformes — et, si les conditions s'y prêtent, il y a intérêt à agir vite. En tout état de cause, les apports de capitaux extérieurs et l'application de mesures pour dédommager les perdants jouent un rôle d'une importance cruciale sur le plan politique tout autant que d'un point de vue purement économique.

La restructuration des dépenses publiques et les pauvres

Il est clair que les politiques macroéconomiques et d'ajustement structurel peuvent avoir d'importantes répercussions sur les pauvres. Dans beaucoup de pays, la réduction de la pauvreté a été facilitée par la qualité des choix macroéconomiques. Cependant, un grand nombre des pauvres ont souffert et continuent à souffrir des chocs des années 80. Même lorsque la politique gouvernementale favorise l'expansion de la demande de travail en réduisant les préventions à l'encontre des activités à fort coefficient de main-d'œuvre, l'économie ne réagit pas du jour au lendemain, et certaines catégories de travailleurs ou de petits producteurs subissent des pertes pendant la transition. De plus, les mesures prises pour faire face aux chocs et à un endettement public excessif impliquent souvent une compression des dépenses publiques, qui peut nuire directement aux pauvres. Le Tableau 7.5 montre l'impact qu'une réduction globale des dépenses a eu sur les crédits

d'action sociale en Afrique subsaharienne et en Amérique latine au début des années 80. Dans les deux régions, les dépenses sociales ont chuté — mais, en Afrique subsaharienne, les changements apportés à l'allocation des dépenses totales dans un sens favorable aux secteurs sociaux ont procuré une certaine protection, tandis qu'en Amérique latine la part de dépenses affectées aux secteurs sociaux a même été réduite.

Compte tenu des contraintes qui s'exercent sur l'ensemble des dépenses publiques, dans quelle mesure est-il possible de protéger les pauvres? La tâche comporte trois éléments principaux.

- *Protéger la consommation.* Les pauvres n'ont pas d'épargne et ils n'ont pas accès au crédit, et ils sont mal équipés pour protéger eux-mêmes le niveau de leur consommation.

- *Protéger le capital physique et humain.* L'ajustement risque de nuire durablement aux pauvres s'il porte atteinte aux ressources qui leur permettent de gagner leur vie comme petits producteurs et comme main-d'œuvre. La santé et l'éducation, les ouvrages d'irrigation et les routes rurales figurent parmi les investissements qu'il ne faudrait pas laisser se détériorer.

- *Ouvrir la voie à une reprise de l'investissement.* S'il est initialement approprié de réduire l'investissement public en réponse à un choc, il est essentiel d'en rétablir ultérieurement le niveau.

Tout ceci implique manifestement des arbitrages — dont certains deviennent plus difficiles en période de crise macroéconomique. Le montant des dépenses publiques affectées à la protection de la consommation prend alors d'autant plus d'importance, mais il en va de même de l'effort à consentir pour entretenir et développer le stock de capital. Face à ces difficultés, il est particulièrement utile de focaliser très précisément les dépenses, mais ce ciblage implique, par définition, des compressions budgétaires qui porteront préjudice aux intérêts des classes moyennes ou supérieures, ce qui est en fait un instrument difficile à utiliser pour des raisons tant politiques qu'administratives. Néanmoins, des pays comme le Chili et l'Indonésie sont parvenus à modifier l'ordre de priorité de leurs dépenses dans le cadre d'un ajustement global des finances publiques.

Nous parlerons surtout ici des modifications à apporter aux dépenses budgétaires dans le court terme. Mais des changements au niveau des recettes publiques peuvent aussi avoir leur importance. Dans beaucoup de pays, il y aurait lieu de réformer la structure des recettes d'une manière qui soit favorable à l'efficacité à long terme et qui aille

généralement dans le sens du progrès social : des régimes fiscaux bien conçus, tant pour les impôts directs qu'indirects, et une tarification appropriée des services d'utilité publique, des produits énergétiques et des prestations sociales répondraient à ces conditions. Lorsqu'il est possible d'appliquer rapidement ce genre de réformes, l'augmentation des recettes rendra moins nécessaire la compression des dépenses. L'Indonésie, qui a décidé de moins subventionner la vente des produits pétroliers, en est un bon exemple. Cependant, la réforme du régime fiscal prend souvent plus de temps.

La restructuration des dépenses publiques en période d'ajustement

Beaucoup de pays ont choisi de réduire l'ensemble de leurs dépenses. C'est la solution qu'ont adoptée les Philippines, par exemple, au milieu des années 80. La part des crédits affectée aux secteurs sociaux, à l'agriculture et aux programmes de lutte contre la pauvreté est restée approximativement la même, soit environ 30 % des dépenses hors intérêt; cependant, sous l'effet de la compression de tous les postes, les dépenses réelles par habitant dans chacun de ces domaines ne représentaient plus en 1986 qu'environ les deux tiers de leur niveau de 1981. Dans la mesure où, globalement, les dépenses publiques aux Philippines profitent d'une manière disproportionnée aux non-pauvres, ceux-ci ont également beaucoup perdu du fait des compressions budgétaires. Ce sont toutefois les pauvres qui sont le plus vulnérables, et la structure des dépenses n'a pas été modifiée de manière à les protéger.

Après la baisse des prix du pétrole au début des années 80, l'Indonésie aussi a dû réduire les dépenses publiques dont le montant a diminué de 17 % en valeur réelle entre 1982-83 et 1987-88. Cependant, malgré une augmentation de 80 % des paiements d'intérêts, l'entretien de l'infrastructure économique et sociale a été préservé et les transferts aux provinces ont augmenté de 29 %. Cette réaffectation a été rendue possible par une forte contraction des dépenses de développement et une diminution en valeur réelle de la facture salariale. Dans les dépenses de développement, la priorité accordée jusque-là aux industries extractives et manufacturières à fort coefficient d'importations est allée à la valorisation des ressources humaines. Cette politique a eu pour effet net d'accroître la part des dépenses publiques consacrée à l'emploi et de maintenir un niveau suffisant de ressources pour entretenir et, dans certains cas, développer l'infrastructure sociale et économique.

Le Gouvernement indonésien a toujours évité les transferts explicites, mais la réorientation des dépenses publiques au profit d'activités à fort coefficient de main-d'oeuvre a contribué à protéger le revenu et la consommation des pauvres.

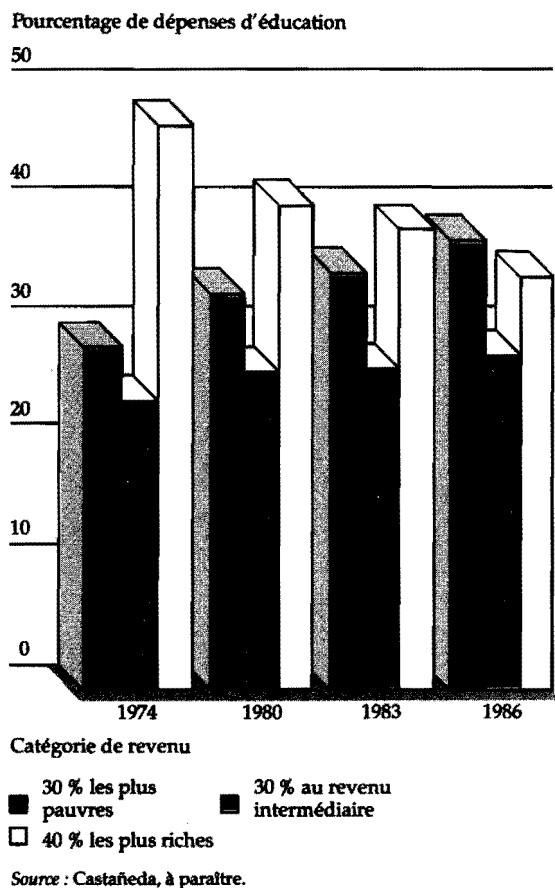
La répartition intrasectorielle des dépenses est aussi importante que leur distribution intersectorielle. On entend souvent dire qu'en cas de réduction des dépenses sociales, ce sont les services destinés aux pauvres qui sont les plus touchés. Rien ne permet de l'affirmer. Dans certains pays d'Afrique, les services de santé et d'enseignement primaire ont particulièrement souffert de la compression des dépenses, et leur qualité a baissé. Ce sont généralement les achats de fournitures et de matériel qui sont le plus touchés; les dépenses de personnel sont plus difficilement compressibles. (Au Cameroun, les salaires et traitements en sont venus à représenter 99 % du budget total de fonctionnement de la santé pendant la période d'austérité budgétaire de 1985-87.)

Le Chili a réussi à épargner les services destinés aux pauvres lorsqu'il a entrepris d'assainir ses finances publiques. Malgré la diminution des dépenses de biens et de services en général, les programmes de soins de santé et de nutrition infantile ciblés sur les pauvres se sont développés. Et c'est en partie pour cela que les conditions sociales ont continué à s'améliorer dans les années 80, où les taux de mortalité des moins de cinq ans ont encore baissé. Dans le domaine de l'éducation aussi, le gouvernement s'est attaché à préserver la qualité en veillant à approvisionner les écoles en matériel didactique dont les crédits ont augmenté en valeur réelle malgré la compression globale du budget de l'éducation. Il a aussi privilégié l'enseignement primaire. Les résultats d'enquêtes confirment que cette réallocation s'est faite dans le sens du progrès social. La réorientation à plus long terme des dépenses publiques d'éducation au profit des pauvres s'est poursuivie dans les années 80 malgré le renforcement de l'austérité budgétaire (Figure 7.7).

Protéger les pauvres au moyen de transferts en période de crise macroéconomique

Faut-il augmenter ou réduire les transferts en période d'ajustement? Une diminution semblerait faire naturellement partie d'un ajustement budgétaire axé sur la croissance, mais elle risque d'ajouter aux difficultés des pauvres. L'autre solution est de mieux cibler les transferts, mais cela, qui n'est déjà pas facile lorsque tout va pour le mieux, l'est rarement davantage en cas de crise macroéconomique. On peut, cependant, utiliser dans une cer-

Figure 7.7 A qui ont profité les dépenses publiques d'éducation? Chili, 1974 à 1986



taine mesure trois types de transferts — des subventions, des programmes d'aides publiques à l'emploi et des indemnités de chômage (pour indemnisation des travailleurs licenciés) — pour venir en aide aux pauvres en période d'ajustement. Ces transferts font souvent partie des programmes d'action sociale que de nombreux pays ont récemment entrepris (Encadré 7.7).

SUBVENTIONS. Les subventions générales profitent souvent aux pauvres des zones urbaines (et occasionnellement à ceux des zones rurales, par exemple, en Egypte et en Inde dans l'Etat du Kerala), mais les détournements au profit des non-pauvres sont substantiels. De ce fait, elles nécessitent d'énormes dépenses budgétaires pour avoir un impact sensible sur les pauvres, et les maintenir pendant une crise macroéconomique coûte très cher. Il est donc hautement souhaitable d'en améliorer le ciblage, mais cela n'est pas chose facile.

liorer le ciblage, mais cela n'est pas chose facile.

La Jamaïque et Sri Lanka, par exemple, ont l'une et l'autre commencé vers la fin des années 70 et le début des années 80 à cibler leurs subventions alimentaires et sont ainsi parvenues à en réduire le coût global : à Sri Lanka, celui-ci est passé de 5 % du PIB en 1975-79 à moins de 1 % en 1984 et, à la Jamaïque, d'un maximum de 6 % du PIB en 1977 à moins de 1 % au milieu des années 80. Mais le nouveau système n'atteignait pas la totalité des pauvres, de sorte que certains d'entre eux y ont perdu. A Sri Lanka, la valeur réelle des bons d'alimentation a diminué. On constate en outre une baisse du revenu des 20 % les plus pauvres de la population, tandis que les ménages moins pauvres ont été protégés par l'accélération générale de l'activité économique et la croissance des salaires urbains en valeur réelle. Les résultats ont été légèrement meilleurs à la Jamaïque, en particulier grâce à la distribution de vivres aux femmes enceintes et aux enfants de moins de cinq ans par l'intermédiaire des dispensaires. L'autosélection a permis d'améliorer le ciblage au profit de ce groupe.

Trois conclusions semblent se dégager de l'expérience de ces deux pays et d'autres encore. La première est que, si les subventions sont déjà bien ciblées — au moyen, par exemple, de distributions de vivres aux catégories vulnérables dans des dispensaires fréquentés par les pauvres —, il y a tout lieu de les maintenir. (Le Chili en est encore un bon exemple.) Lorsqu'il s'agit d'interventions aussi bien conçues, une augmentation temporaire des rations est envisageable. Ensuite, s'il est possible d'améliorer le ciblage — en recourant à la formule des bons d'alimentation, en réorientant les aides vers les produits dont les pauvres sont les principaux consommateurs, ou en privilégiant certaines zones géographiques —, il faudrait poursuivre sur cette voie. Enfin, s'il est difficile, pour des raisons d'ordre pratique ou politique, d'améliorer le ciblage, il vaudra peut-être mieux réduire globalement les subventions et affecter à d'autres programmes les ressources ainsi libérées. Les subventions ont un coût d'opportunité élevé en période d'ajustement.

LES PROGRAMMES D'AIDES PUBLIQUES A L'EMPLOI. La plupart des pays qui se sont engagés sur la voie de l'ajustement ont à faire face à une baisse temporaire de la demande de travail. Dans ces conditions, il vaut généralement mieux recourir à des programmes d'aides publiques à l'emploi qu'à des subventions pour aider les pauvres. C'est ce qu'ont fait la Bolivie, le Chili, le Pérou et, plus récemment, le Ghana et Madagascar à la suite de

Encadré 7.7 Le montage des interventions : le rôle de programmes d'action sociale

Vers la fin des années 80, un nombre croissant de pays ont appliqué des programmes multisectoriels qui visaient expressément à atténuer les coûts sociaux de l'ajustement : ceux de la Bolivie, du Ghana et de Madagascar sont les plus ambitieux et les mieux connus. Ils comprennent des mesures à court terme pour soulager les détreesses (aides publiques à l'emploi, indemnités de licenciement et facilités de crédit aux travailleurs déplacés) et d'autres actions (allant de travaux d'assainissement urbain à la fourniture de manuels scolaires) qui font partie d'une stratégie à plus long terme de lutte contre la pauvreté. Souvent, un grand nombre de donateurs et d'ONG locales et internationales y sont associés.

Le Fonds social d'urgence de la Bolivie et le Programme d'action du Ghana pour atténuer les coûts sociaux de l'ajustement relèvent d'une démarche totalement différente. Le Fonds bolivien impliquait la création d'un organisme nouveau — qui aurait essentiellement pour fonction de financer, à l'aide de ressources intérieures, la réalisation de projets choisis par les populations locales et exécutés par des entreprises privées. Grâce au dynamisme de la direction, à la forte motivation de son personnel (mieux payé que dans la fonction publique) et à son autonomie quasi totale par rapport aux pouvoirs publics, la mise en route du programme a été rapide. En revanche, le programme ghanéen fait appel au concours d'organismes publics déjà en place et comprend 23 interventions anti-pauvreté dans divers domaines — travaux publics, crédit, formation, alimentation en eau à faible coût,

santé, médicaments, nutrition et logement — toutes marquées par une forte participation des populations et des ONG locales. Des difficultés de coordination entre les concours extérieur et intérieur en ont gravement ralenti l'exécution. L'un et l'autre programme a servi trois objectifs importants : mobiliser les aides extérieures, sensibiliser l'opinion à la pauvreté tant à l'intérieur qu'en dehors de l'équipe gouvernementale et faciliter l'application de difficiles mesures d'ajustement.

Cependant, aucun de ces deux programmes n'est un modèle idéal pour d'autres pays, et surtout pour l'Afrique — celui de la Bolivie en raison de l'exceptionnel degré d'autonomie dont il jouit, celui du Ghana en raison de sa complexité. Les programmes mis sur pied plus récemment sont moins complexes que celui du Ghana, mais la plupart comprennent encore de nombreuses composantes et mêlent mesures à court terme et actions à long terme. Ceci pose des problèmes de coordination et risque de détourner attention et ressources de domaines où elles sont le plus nécessaires. Il sera parfois souhaitable de prendre des mesures immédiates pour commencer à s'attaquer aux problèmes du long terme, mais elles devraient aller dans le sens des stratégies poursuivies à plus long terme. Le projet d'action sociale de Madagascar et d'appui à la gestion économique, par exemple, comprend la fourniture de médicaments et le renforcement du planning familial, mais ces actions s'inscrivent dans la perspective d'interventions sanitaires à plus long terme.

chocs macroéconomiques. Des pays d'Asie du Sud en ont fait de même pour assurer un filet de sécurité aux pauvres des zones rurales. Ces programmes prennent souvent la forme des classiques travaux d'intérêt public mais, dans certains pays — dont la Bolivie, le Ghana et Madagascar —, l'Etat joue le rôle d'un organisme de financement pour des projets à forte intensité de main-d'œuvre exécutés par des entreprises privées.

Le fléchissement de la demande de main-d'œuvre ou un changement de rapport entre les prix — comme lorsque les prix alimentaires augmentent — peuvent se traduire pour les pauvres par une diminution temporaire des salaires réels. (Selon une étude réalisée au Bangladesh, les salaires agricoles réels ont d'abord diminué, pour ensuite se rétablir à la suite de l'augmentation des prix du riz. L'ajustement a pris en tout de trois à quatre ans.) Dans l'un et l'autre cas, des programmes d'aides publiques à l'emploi peuvent aider les pauvres. Mais, si le ciblage se fait

par autosélection, il faut partir d'un salaire bas.

Le Chili et le Pérou sont un bon exemple de ce type d'interventions. A leur maximum, en 1983, les programmes chiliens n'occupaient pas moins de 13 % de la population active (Figure 7.8). Ils ont, par la suite, périclité avec le redressement du marché du travail. Au maximum de son développement, en 1986, le programme péruvien (Programa de Apoyo de Ingreso Temporal — PAIT) employait 3,5 % de la population active. Dans les deux pays, les salaires offerts étaient bas, ce qui en renforçait le ciblage par autosélection. En 1986-87, les deux tiers des Chiliens qui en bénéficiaient appartenaient aux 20 % les plus pauvres de la population et, dans les deux pays, les programmes ont attiré beaucoup de femmes (50 % des participants au Chili et 75 % au Pérou). La faiblesse des salaires permettait aussi d'offrir un nombre d'emplois relativement élevé, surtout au Chili où le coût total de l'opération représentait 1,4 % du PNB à son maximum (1983). Au Chili, le programme a été financé

Figure 7.8 Comment les programmes publics pour l'emploi ont permis d'atténuer le chômage : Chili, 1970 à 1985



Source : Riveros, 1989 et Banque mondiale.

au moyen de ressources internes, notamment par la réduction des dépenses salariales dans la fonction publique. Au plus fort de son expansion, en 1986, le programme péruvien ne coûtait que 0,2 % du PNB et 4 % de l'investissement public total.

L'un et l'autre ont été controversés. Celui du Chili a suscité de vives oppositions, certains n'y voyant qu'un moyen de rendre un emploi à ceux qui avaient été licenciés par le secteur public. Celui du Pérou a été bien accueilli des travailleurs, mais son utilisation croissante à des fins politiques l'a ensuite discrédité. On peut dire, néanmoins, que ces deux programmes ont su atteindre les pauvres et qu'ils ont assuré un filet de sécurité aux chômeurs en période de récession.

Le Fonds social d'urgence créé par la Bolivie visait des objectifs semblables, mais la conception en était différente : création d'un organisme spécial, obtention de substantielles aides financières de l'extérieur et recours à des entreprises de construction privées pour engager des ouvriers aux salaires du marché. Cette formule a permis de mobiliser des ressources extérieures au profit de projets lo-

caux d'infrastructure et d'amortir les effets de la forte contraction de l'économie. Mais les bénéficiaires en ont été presque exclusivement des hommes et le programme était beaucoup moins précisément ciblé que ceux du Chili et du Pérou — pour la raison, sans doute, que les salaires étaient ceux du marché. Moins de la moitié des personnes engagées appartenaient aux 40 % les plus pauvres des ménages boliviens.

Ces exemples confirment les possibilités qu'offrent les programmes d'aides publiques à l'emploi, surtout lorsqu'ils sont ciblés sur les marchés urbains du travail. Mais la formule est-elle applicable aux pauvres des zones rurales? Comme on l'a vu au Chapitre 6, la combinaison de programmes de travaux rémunérés et de mesures tendant à accroître les disponibilités alimentaires par le canal d'organismes privés et publics peut empêcher une sécheresse de se transformer en famine. Les chocs considérés ici, qui perturbent quelque temps les marchés du travail en milieu rural, présentent, pour les réductions du pouvoir d'achat qu'ils causent, beaucoup de points communs avec une sécheresse. Il existe toutefois une différence qui rend l'ajustement plus facile : dans la mesure où le choc n'a pas pour origine une interruption de l'offre alimentaire, les pouvoirs publics peuvent concentrer leur attention sur l'emploi sans avoir à se préoccuper du système de distribution des produits alimentaires. Mais, comme il n'y a pas de crise visible, les privations de la population sont moins connues, et le pays a moins de chances d'obtenir une aide spéciale de l'étranger. Pour tirer le meilleur parti des aides publiques à l'emploi, il faut mettre en place un dispositif de contrôle des catégories de population à risques et être prêt à réduire les dépenses qui profitent à d'autres que les pauvres. L'ampleur de la demande de travail générée par les programmes d'emploi peut informer le gouvernement sur l'étendue des besoins.

En Afrique, l'aide des donateurs est souvent acquise, mais les autres ressources matérielles et humaines qu'exigent de tels programmes sont bien plus limitées qu'en Amérique latine et en Asie du Sud. Il est trop tôt encore pour porter un jugement sur les initiatives en cours, encore que certaines aient déjà donné la preuve de leur efficacité en cas de sécheresse (comme au Botswana et au Cap-Vert dans les années 80). L'utilisation des programmes d'emploi pour opérer un transfert de revenu en faveur des pauvres devrait s'accompagner d'un effort parallèle tendant à faire adopter des techniques efficaces à forte intensité de main-d'oeuvre pour les travaux d'infrastructure. Le Ghana en donne un exemple : une ONG locale vient d'élar-

gir considérablement le programme d'échange de vivres contre travail qu'elle gère pour fournir des emplois aux pauvres des zones rurales. Ses organisateurs en attendent aussi une amélioration des équipements ruraux, mais il s'agit principalement de transférer des ressources. En outre, le Ministère des transports a adopté des méthodes efficaces à fort coefficient de main-d'oeuvre pour construire des routes de desserte. Il fait appel à des entreprises locales, qui emploient environ quatre fois plus de main-d'oeuvre que d'habitude et dépensent 40 % de devises en moins.

INDEMNISER LES PERDANTS. Les victimes les plus visibles de l'ajustement sont, dans bien des cas, les travailleurs urbains du secteur moderne qui perdent leur emploi. Les gouvernements offrent souvent des aides particulières aux employés licenciés — sous la forme, par exemple, d'indemnités de licenciement ou de redéploiement, de crédits spéciaux et de recyclage. Ce type de mesures occupe souvent une grande place dans les programmes d'action sociale. Les nouveaux chômeurs voient souvent leur niveau de vie baisser, mais ils ne comptent généralement pas parmi les éléments les plus pauvres de la société. Les fonctionnaires, par exemple, sont habituellement bien armés pour supporter un chômage temporaire, sans compter que, dans de nombreux pays où la fonction publique est hypertrophiée, les employés du secteur public ont d'autres sources de revenu. Selon une étude réalisée au Nigéria, beaucoup de fonctionnaires licenciés avaient conservé leurs droits fonciers et avaient donc pu retourner à l'agriculture (ce qui, toutefois, était moins vrai des jeunes).

Les réductions d'effectifs dans le secteur public constituent souvent un élément essentiel de l'ajustement, surtout en Afrique subsaharienne. Mais c'est là une mesure politiquement difficile à appliquer et qui peut nécessiter une forme quelconque d'indemnisation. Mais, si l'on indemnise ceux qu'on licencie, cela veut dire qu'il restera moins de ressources pour amortir la baisse de consommation subie par les pauvres, protéger le stock de capital et promouvoir la reprise de l'investissement. En Europe de l'Est, au contraire, ceux qui perdent leur emploi font aussi probablement partie des pauvres. En Pologne, notamment, la part des agents de l'Etat parmi la population pauvre des villes n'a cessé d'augmenter dans les années 80. Il est probable que beaucoup d'emplois seront supprimés dans le secteur public, ce qui fera monter le nombre des pauvres. Le versement d'une indemnité de chômage, qui risque de toute façon d'être politiquement nécessaire dans les années 90, se

justifiera également comme moyen de réduire la pauvreté.

S'il faut indemniser, il vaut mieux le faire au moyen de versements directs que par des programmes spéciaux de crédit et de recyclage. Cette formule a été essayée au Ghana, en Guinée, en Mauritanie et au Sénégal. En général, elle s'est soldée par un bilan des plus maigres et n'a guère profité aux pauvres (Chapitre 4). L'application de mesures visant à encourager les petites entreprises à investir sont un élément important de toute stratégie de croissance, mais ce type d'intervention devra être tenu séparé des programmes d'indemnisation. Quant à la formation, il faudrait s'efforcer d'assurer un type de formation où l'accent serait mis sur la mobilité de la main-d'oeuvre plutôt que sur la préparation de ceux qui sont devenus chômeurs à un emploi particulier.

Leçons à retenir pour l'ajustement dans les années 90

Même si les années 90 se révèlent moins turbulentes que la décennie précédente, l'ajustement demeurera une nécessité pour de nombreux pays. Certains subiront de nouveaux chocs, et beaucoup poursuivront le processus d'ajustement amorcé dans les années 80. L'expérience des dix dernières années tend à montrer que les mesures prises pour restructurer l'économie à la suite d'une crise macroéconomique sont, pour l'essentiel, compatibles avec le passage, à moyen terme, à un schéma de croissance et de valorisation des ressources humaines véritablement réducteur de pauvreté. A court terme, cependant, certains pauvres y perdront. La combinaison d'une action décisive au niveau des orientations fondamentales (notamment en modifiant les rapports de prix au profit de l'agriculture) et de mesures tendant à modérer la baisse de la consommation (par une pause de l'investissement, par exemple) aura, dans la plupart des cas, des effets bénéfiques sur la situation d'un grand nombre de pauvres. Mais il faudra souvent aussi modifier la structure des dépenses publiques en faveur des biens et services consommés par les pauvres et procéder à des transferts ciblés sur ceux-ci. De plus gros apports de capitaux aideraient aussi à amortir l'impact de l'ajustement sur eux, et ils pourraient jouer un rôle particulièrement important en Amérique latine, en Europe de l'Est et en Afrique subsaharienne. Mais, à moins d'appliquer une politique économique bien inspirée, des apports accrus de capitaux ne peuvent procurer qu'un soulagement temporaire. Ils ne sauraient, en aucun cas, se substituer à l'action des pouvoirs publics pour protéger les pauvres.



Aspects internationaux de la lutte contre la pauvreté

Si les politiques nationales sont l'élément essentiel de toute stratégie de lutte contre la pauvreté, certains facteurs internationaux y jouent également un rôle important. Dans le présent chapitre, nous étudierons successivement le commerce mondial, l'endettement international et les apports d'aide extérieure aux pays en développement. Dans chaque cas, nous chercherons à en déterminer les implications pour les pauvres.

Commerce et pauvreté

Le bilan et les perspectives du commerce varient beaucoup d'un pays en développement à l'autre. Certains pays à revenu intermédiaire ont une production diversifiée, ainsi que des activités manufacturières et d'exportations assez considérables. C'est, de toute évidence, le cas des nouvelles économies industrielles d'Asie de l'Est, ainsi que de plusieurs pays d'Amérique latine. La plupart de ces économies, en particulier celles d'Asie de l'Est, ont fait des progrès considérables vers la réduction de la pauvreté. D'autres pays à revenu moyen ou faible ont une base de production de plus en plus diversifiée, mais sans être encore parvenus au même degré de développement. Ce sont les nouvelles économies industrielles de la «deuxième génération» — notamment l'Indonésie, la Malaisie et la Thaïlande — et certains pays à faible revenu comme la Chine et l'Inde. Nombre de ces pays ont également enregistré des progrès remarquables dans la lutte contre la pauvreté au cours des deux dernières décennies. D'autres pays encore, dont beaucoup d'Afrique subsaharienne, produisent et exportent surtout des produits primaires et leur économie manque de diversification. Fort peu d'entre eux ont obtenu des résultats notables dans la lutte contre la pauvreté.

Etant donné cette physionomie du commerce et

de la pauvreté, il est probable que les effets de l'évolution des relations commerciales internationales sur les pauvres varieront selon les caractéristiques du pays considéré. Ce sont les politiques suivies par les pays en développement eux-mêmes — surévaluation des taux de change, forte protection et autres interventions défavorables aux échanges — qui déterminent, dans une large mesure, les résultats qu'ils obtiennent sur les marchés mondiaux. Cela a également des conséquences directes et indirectes sur la pauvreté. Ces politiques, et d'autres encore, sont examinées dans d'autres chapitres. L'analyse développée ici concerne certaines des répercussions que la politique commerciale des pays industriels a sur les pauvres des pays en développement.

Le protectionnisme des pays industriels

Les pays en développement se heurtent à un grand nombre d'obstacles pour vendre leurs produits à l'étranger. On citera à cet égard, en particulier, la *politique agricole* des pays industriels. Dans les pays de l'OCDE, l'aide à l'agriculture que représentent le soutien des prix, les versements directs et la régulation de l'offre fausse considérablement le commerce mondial des produits agricoles. Globalement, ces politiques ont pour effet d'accroître leur production agricole, ce qui les conduit à augmenter leurs exportations et à réduire leurs importations, et donc de faire baisser les cours mondiaux. Si la baisse des prix avantage les pays en développement importateurs de ces produits, elle nuit à ceux qui en sont eux-mêmes producteurs nets (et qui sont souvent des producteurs plus efficaces que leurs homologues des pays industriels).

Certaines exportations agricoles des pays en développement se heurtent aussi à des *obstacles*

non tarifaires sur les marchés de l'OCDE. Les restrictions quantitatives portent le plus souvent sur les importations de sucre et de produits animaux et laitiers, mais elles visent fréquemment aussi les fruits transformés, les arachides, le tabac et le riz. Environ un tiers des produits agricoles exportés

par les pays en développement se heurte, semble-t-il, à ce genre d'obstacles. Une telle situation peut avoir de graves conséquences (Encadré 8.1).

La *progressivité des droits de douane* a des effets particulièrement dommageables pour les pays à faible revenu. Les droits d'entrée prélevés par les

Encadré 8.1 La politique commerciale des pays industriels et les pauvres en République dominicaine

La République dominicaine est un exemple frappant de l'impact que les politiques commerciales des pays industriels peuvent avoir sur la population pauvre des pays en développement : tandis que les contingents appliqués par les Etats-Unis à leurs importations de sucre ont gravement porté préjudice aux pauvres des zones rurales, le «Programme 807» de ce même pays (qui encourage les activités d'assemblage à partir de matériaux importés de leur territoire) a apparemment contribué à la création d'emplois dans les villes.

Les Etats-Unis modulent le volume de leurs contingents d'importation selon leur propre production, mais la décision est en grande mesure déterminée par des considérations politiques. Entre 1982 et 1987, ils ont abaissé d'environ 70 % le volume global des importations de sucre autorisées, et le contingent attribué à la République dominicaine, qui avait de tout temps été le plus élevé, a été réduit dans la même proportion. Pendant la même période, les Communautés européennes (CE), qui sont le plus gros exportateur mondial de sucre, ont continué d'exporter plus de 6 millions de tonnes par an. Les effets combinés de la diminution des contingents préférentiels américains et du dynamisme des exportations européennes subventionnées ont bouleversé le marché mondial du sucre. Pendant toutes les années 80, le cours mondial de ce produit est resté aux environs d'un tiers du prix protégé du marché américain. La République dominicaine, pourtant l'un des plus efficaces producteurs mondiaux de sucre de canne, s'est trouvée dans l'impossibilité de demeurer compétitive face à un cours mondial qui n'avait jamais été aussi bas. Son accès au marché préférentiel américain s'étant en même temps rétréci, il ne lui restait plus qu'à réduire considérablement sa production et ses exportations de sucre. Quatre sucreries ont déjà été fermées, et la production du pays a chuté de 40 % depuis la réduction de son contingent.

La production de sucre étant la principale activité économique des zones rurales, pareille situation a eu de graves conséquences. Le revenu réel moyen des ouvriers des plantations de canne — qui étaient déjà parmi les travailleurs les moins bien rémunérés de l'économie rurale — s'est effondré. Les deux cinquièmes environ des quelque 50.000 coupeurs de canne venus d'Haïti, et peut-être jusqu'à la moitié des Dominicains, ont perdu leur travail. Bien que la plupart des employés de la sucrerie d'Etat aient conservé leur

emploi, les ouvriers des plantations ont dû se rabattre sur une agriculture de subsistance, se faire concurrence pour le petit nombre d'emplois et les maigres salaires offerts par le marché du travail à la journée, ou partir vers les villes.

La pauvreté des zones rurales dominicaines ne dépend pas uniquement, bien entendu, de la politique sucrière des Etats-Unis, mais celle-ci a sans aucun doute rendu le développement beaucoup plus difficile. Depuis le début des années 80, le revenu réel par habitant stagne et le revenu rural par habitant a perdu jusqu'à 40 %. Les taux de mortalité infantile et de malnutrition, notamment dans les zones rurales, sont plus proches de ceux du pays voisin — Haïti, le pays le plus pauvre des Amériques — que de la moyenne des pays d'Amérique latine, alors même que le PNB par habitant de la République dominicaine est presque équivalent à la moyenne régionale.

Par contre, le Programme 807 des Etats-Unis a eu des effets bénéfiques sur l'économie dominicaine. Pour les importations couvertes par ce programme, les Etats-Unis ne prélèvent de droits de douane que sur la valeur ajoutée par l'exportateur, si le produit en cause a été fabriqué à partir de matières premières provenant de leur territoire (par exemple, des chemises fabriquées avec du tissu américain). Depuis 1980, le nombre d'entreprises installées dans des zones franches de transformation pour l'exportation, dont l'activité principale est l'assemblage de composantes importées des Etats-Unis, est passé de 70 à 330. Elles représentent aujourd'hui environ la moitié des emplois du secteur manufacturier et, depuis 1980, c'est à elles que la République dominicaine doit l'essentiel de l'augmentation de ses exportations de marchandises. Le nombre de leurs emplois, pour la plupart des emplois semi-qualifiés, est passé de 16.000 à 130.000. Depuis 1980, ces entreprises — stimulées par le Programme 807 — ont fourni environ un cinquième des emplois créés dans les zones urbaines.

La politique commerciale des Etats-Unis a considérablement modifié la structure de l'économie dominicaine. Les exportations des entreprises des zones franches ont remplacé le sucre en tant que principale source de devises du pays. Bien que quelques emplois nouveaux mieux rémunérés aient été créés au profit des citoyens pauvres, le résultat net de cette politique a été d'aggraver la pauvreté en République dominicaine.

Encadré 8.2 Le Bangladesh n'est pas épargné par les contingents de l'AMF

Au début des années 80, la naissance d'une industrie de la confection d'exportation représentait un grand succès pour le Bangladesh qui, avec un PNB par habitant de 170 dollars seulement et 57 % de pauvres, est l'un des pays les plus pauvres du monde. Les restrictions opposées à leurs exportations de textiles par l'Arrangement multifibres avaient amené les exportateurs coréens à chercher de nouveaux débouchés commerciaux et une coentreprise coréenne a joué un rôle de catalyseur dans le développement d'une industrie textile efficace au Bangladesh. A la fin de 1985, celui-ci comptait déjà 700 usines de confection; ses exportations de vêtements, encore négligeables vers 1980, étaient passées à plus de 100 millions de dollars en l'espace de deux ans, et le secteur de la confection offrait un emploi à un grand nombre de pauvres, principalement des femmes. La production et l'exportation de vêtements sont un exemple du type d'activités effi-

caces et créatrices d'emplois que recommande le présent rapport.

En 1985, le Canada, les Etats-Unis et certains pays européens — notamment le Royaume-Uni et la France — ont contingenté leurs importations de vêtements en provenance du Bangladesh. A l'époque, le Bangladesh plaçait environ 80 % de ses exportations de vêtements aux Etats-Unis et, pourtant, sa part dans les importations totales de vêtements et de textiles de ce pays n'atteignait même pas 0,5 %. Au départ, les contingents des Etats-Unis ne portaient que sur deux groupes de produits : les manteaux de coton et les chemises pour hommes et garçonnets. En 1986, ils ont été étendus à sept autres groupes et, en 1987, ils en couvraient treize.

Dans un premier temps, avec l'accumulation de stocks de vêtements dans les entrepôts, sur les quais et à bord des cargos arrivés dans les ports américains, les contingents ont eu un énorme impact sur le Bangla-

Encadré 8.3 Le Système généralisé de préférences : qui y gagne et combien?

Le Système généralisé de préférences (SGP) est d'une grande complexité : les pays industriels qui y participent — dont les Etats-Unis, le Japon et les membres des Communautés européennes — ont chacun leurs propres schémas de préférences et ceux-ci varient considérablement. La plupart sont limités aux produits manufacturés, mais quelques-uns couvrent aussi certaines quantités relativement limitées de produits agricoles. Selon le pays donneur de préférences et le produit, l'exemption de droits d'entrée peut être totale ou partielle —, les pays les moins avancés bénéficiant généralement d'une exonération totale.

La plupart des études ont abouti à la conclusion que le SGP ne contribue guère au développement des échanges. Selon les estimations, il n'aurait ajouté que moins de 0,5 % aux importations totales de la plupart des pays donneurs, et de 1 à 2 % aux exportations totales des pays bénéficiaires, mais avec d'importantes exceptions. L'analyse la plus approfondie des effets directs que l'ensemble des schémas de préférences avait eus sur le commerce international a conclu que, sur les montants importés en 1983 de pays bénéficiaires de préférences par les pays donneurs de préférences, 6,5 milliards de dollars environ pouvaient être attribués aux divers schémas de préférences, ce qui représentait à peine 2,3 % du total des importations, qui s'élevait à 280,6 milliards de dollars.

Les avantages du SGP, à quelques exceptions près, sont allés à un petit nombre de pays à revenu intermédiaire, en particulier la Corée, Hong Kong et Taiwan

(Chine). On estime que ces économies ont bénéficié de 44 % des avantages totaux, chacune d'elles recevant trois fois plus que le Brésil, qui vient en quatrième position.

Une étude a montré que, parmi les 30 principaux bénéficiaires, quatre seulement étaient des pays à faible revenu : le Bangladesh, la Chine, Haïti et l'Inde. Sauf pour Haïti, les suppléments d'exportations attribuables au SGP étaient très limités.

On a aussi tenté de mesurer l'impact potentiel d'une généralisation des schémas de préférences à tous les produits et pays. Ces calculs ont montré que les achats des pays donneurs aux pays bénéficiaires augmenteraient de 20,7 milliards de dollars. Mais les pays les plus pauvres y perdraient certains débouchés dans la mesure où, sur la plupart des marchés, ils bénéficient à l'heure actuelle d'un traitement plus favorable que celui que reçoivent d'autres bénéficiaires du SGP. Il en irait de même pour certains bénéficiaires des préférences commerciales instituées par les Communautés européennes dans le cadre de la Convention de Lomé.

Les divers schémas du SGP ont peut-être eu des effets positifs pour une partie des pauvres des pays à revenu intermédiaire dans la mesure où ce sont les exportations à forte intensité de main-d'oeuvre qui ont augmenté. Mais les pauvres des pays à faible revenu n'y ont certainement pas gagné grand-chose. La tendance marquée des pays donneurs à exclure les produits agricoles du bénéfice de leurs schémas de préférences ne fait que confirmer cette conclusion.

desh. Beaucoup d'usines ont fermé. Par la suite, les Etats-Unis ont augmenté leurs contingents et les exportateurs du Bangladesh ont réussi à diversifier leurs débouchés et leur produits : en 1987, leurs ventes de vêtements, réparties entre 35 catégories et comprenant des articles de coton, de laine et de fibres synthétiques, ont représenté plus de 300 millions de dollars et près de 30 % des exportations du pays.

Mais l'histoire ne semble pas finie. En 1988, pour la plupart de ses exportations de vêtements et de textiles contingentées par les Etats-Unis, le Bangladesh atteignait déjà la limite autorisée : globalement, il utilisait plus de 90 % de ses contingents. Le démantèlement de l'Arrangement multifibres réduirait l'instabilité de l'industrie la plus importante du Bangladesh, permettrait à ce pays d'exploiter pleinement l'énorme potentiel d'exportation du secteur de l'habillement et améliorerait considérablement la situation de l'emploi au profit des pauvres.

pays industriels augmentent généralement en fonction du degré de transformation. L'objectif de cette protection est de réserver aux pays industriels le bénéfice des activités de transformation à forte valeur ajoutée. Les produits pour lesquels la progressivité est la plus prononcée comprennent le tabac, le caoutchouc, le cuir, le papier, le coton, le jute et le fer. Les droits appliqués aux fruits transformés sont en moyenne deux fois supérieurs à ce qu'ils sont pour les fruits frais et, pour les légumes transformés, la différence est de plus du double. Cette progressivité décourage la transformation des produits de base dans les pays en développement. Plus de 70 % des exportations de viande, de poisson et de légumes des pays en développement et plus de 90 % de leurs exportations de cacao et de sucre n'ont subi aucune transformation. Le coefficient de main-d'oeuvre des activités de transformation varie selon les produits, mais il est souvent élevé et les pays à faible revenu pourraient bénéficier à cet égard d'un avantage comparatif.

Les restrictions mises par les pays industriels au commerce des textiles et de l'habillement sont un autre exemple de l'impact que peut avoir le protectionnisme sur les pays à faible revenu. Pour ces produits, les exportations des pays en développement représentent 30 milliards de dollars. Une grande partie des échanges mondiaux est régie par l'Arrangement multifibres, qui consiste en contingents négociés bilatéralement en vue de freiner l'expansion des exportations des pays (pour la plu-

Tableau 8.1 Impact d'une libération totale des échanges sur les exportations de certains pays

<i>Economie</i>	<i>Variation des exportations (pourcentage)^a</i>	<i>PNB par habitant en 1987 (dollars)</i>
<i>Revenu élevé et intermédiaire</i>		
Hong Kong	25,9	8.180
Corée, Rép. de	21,6	2.900
Yougoslavie	14,0	2.480
Rép. dominicaine	13,0	740
Tunisie	11,4	1.190
Maurice	10,5	1.500
Thaïlande	10,3	850
Maroc	8,9	620
Singapour	7,2	8.010
Brésil	6,8	2.030
<i>Revenu faible</i>		
Sri Lanka	20,9	410
Chine	13,0	300
Pakistan	10,7	340
Haïti	9,3	360
Inde	8,6	310
Bangladesh	-1,0	160
Tanzanie	-3,3	210
Burundi	-5,5	250
Népal	-9,6	160
Somalie	-24,3	170

a. Variation en pourcentage de la valeur des exportations en 1983 attribuable à une libération complète des échanges.

Source : Karsenty et Laird, 1987, et Banque mondiale.

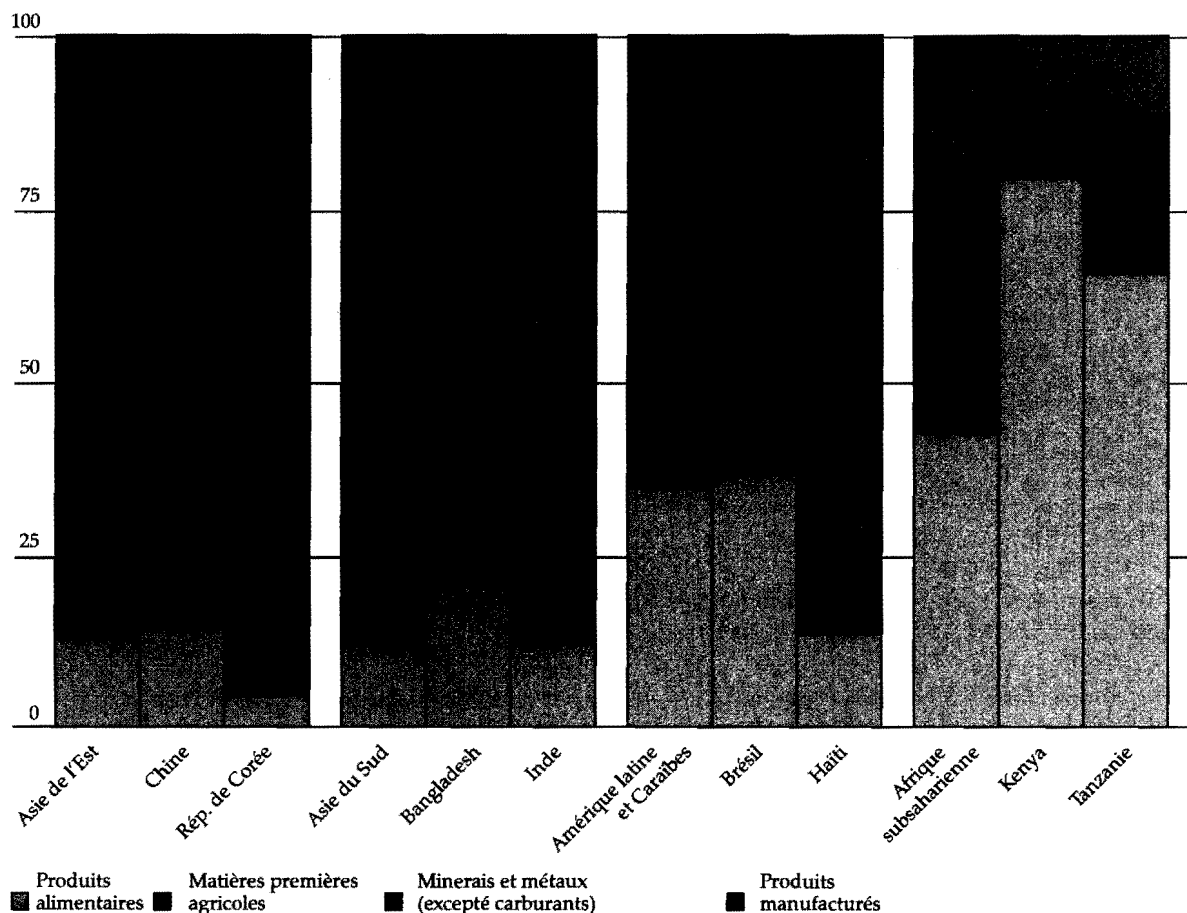
part des pays en développement) à bas prix de revient (Encadré 8.2).

Les pays industriels ont mis en place plusieurs dispositifs destinés officiellement à encourager les exportations des pays en développement. Le principal en est le Système généralisé de préférences. A quelques exceptions près, ces régimes préférentiels n'ont guère compensé les dommages causés par la gamme beaucoup plus vaste des mesures ouvertement protectionnistes, et ils ont surtout profité à un petit nombre de pays à revenu intermédiaire qui comptent relativement peu de pauvres (Encadré 8.3).

Evaluation des effets d'une libéralisation des échanges sur les pays en développement

Les pays en développement ont beaucoup à gagner d'une libéralisation des échanges par les pays industriels. Il est difficile, toutefois, de chiffrer avec précision les avantages qu'ils en tireraient. Ils varieraient d'un pays à l'autre et, dans bien des cas, ils ne se concrétiseraient qu'à long terme. Le Tableau 8.1 présente les résultats que donne, pour certains pays en développement, une

Figure 8.1 Composition des exportations par produit, 1988
(pourcentage de la valeur totale en dollars)



Note : Les données relatives à l'Afrique subsaharienne ne comprennent ni le Botswana ni le Lesotho.
Source : Bureau de statistique des Nations Unies.

simulation des effets qu'une libération totale des échanges aurait à court terme sur leurs exportations.

D'une manière générale, les pays à revenu intermédiaire qui obtiennent déjà de bons résultats à l'exportation, et où la pauvreté est relativement peu répandue, y gagneraient. L'effet serait également bénéfique pour certains pays à faible revenu, y compris ceux qui regroupent le plus grand nombre de pauvres, la Chine et l'Inde. Par contre, pour beaucoup de pays à faible revenu — surtout les pays d'Afrique subsaharienne et surtout les pays exportateurs de produits primaires —, les avantages éventuels d'une libéralisation décidée par les pays industriels seraient lents à se manifester. Plusieurs pays pourraient en fait souffrir à court terme d'une libération totale qui leur ferait perdre les pré-

férences commerciales qui leur sont actuellement consenties. De plus, les pays importateurs nets de denrées alimentaires pourraient aussi y perdre du fait que la libéralisation des échanges agricoles entraînerait probablement une augmentation des prix mondiaux de ces denrées.

La composition des exportations entrerait pour beaucoup dans l'effet produit (Figure 8.1). Les pays qui produisent et exportent surtout des produits primaires, comme les pays africains à faible revenu, n'y gagneraient certainement pas beaucoup à court terme. En effet, les droits d'entrée qui frappent la plupart de ces produits sont déjà faibles ou nuls, la demande des pays importateurs est souvent insensible aux prix, et les préférences actuelles disparaîtraient. La production de beaucoup de pays comprend peu de produits dont

la demande pourrait augmenter à la suite d'une diminution des tarifs douaniers décidée dans le cadre des négociations d'Uruguay ou d'autres arrangements. De plus, les pays à faible revenu souffrent de rigidités structurelles qui les rendent lents à réorienter leur production et leurs exportations.

Malgré cela, la libéralisation des marchés des pays industriels devrait demeurer l'objectif auquel on doit tendre. Elle présenterait les avantages suivants :

- Les pauvres des pays à revenu intermédiaire — qui sont au nombre d'environ 175 millions — y gagneraient probablement du fait qu'une grande partie des exportations, notamment celles de produits manufacturés, qui seraient stimulées par la libéralisation des échanges, emploient une nombreuse main-d'oeuvre.

- Dans certains secteurs, en particulier les textiles et l'habillement, il est probable qu'une libéralisation profiterait immédiatement aux pays à faible revenu comme aux pays à revenu intermédiaire. L'avantage que présenterait pour les pays en développement l'élimination de tous les droits et contingents bilatéraux résultant de l'Arrangement multifibres est estimé à 11,3 milliards de dollars, ce qui correspond à plus d'un tiers de leurs exportations totales de textiles et de vêtements. L'expansion des échanges générée par l'abolition de cet Arrangement pourrait accroître de 20 à 45 % le nombre des emplois offerts par leur industrie des textiles et de l'habillement. Les gains pourraient être, pour la Chine, de l'ordre de 2,3 milliards de dollars et, pour le Bangladesh, d'environ 340 millions de dollars (soit 44 % de ses exportations totales en 1986).

- La libéralisation des échanges aurait aussi des effets à plus long terme qui finiraient par profiter même aux pays à faible revenu largement tributaires de leurs exportations de produits primaires. Mais il faudrait, pour cela, que ces pays aient adopté des politiques de nature à encourager la réaction de l'offre. Par exemple, une diminution sensible de la progressivité des droits leur permettrait de diversifier plus facilement leur production. Une étude a montré que la suppression totale des droits que les pays industriels appliquent aux produits qui ont subi une transformation accroîtrait de près de 80 % pour le café, de 76 % pour la laine et de 52 % pour le cacao ce type d'activités dans les pays en développement.

En définitive, les pauvres pourraient beaucoup y gagner. Mais la diversification à opérer dans un grand nombre de pays ne pourra se faire du jour au lendemain. Il faudra du temps aux pays les plus

pauvres pour réorienter leur production et leurs exportations de manière à tirer profit de la libéralisation qui pourrait résulter des négociations commerciales multilatérales en cours. Des réformes d'ordre macroéconomique et institutionnel seront nécessaires. Tout cela exigera des investissements substantiels, ce qui ne peut manquer de poser des problèmes dans les années à venir. C'est dire l'importance du rôle que l'aide extérieure, y compris l'allègement de la dette et la fourniture d'apports concessionnels, aura à jouer dans ces pays, pendant la prochaine décennie et même peut-être au-delà.

Endettement et pauvreté

Il est probable que l'insuffisance de leurs recettes d'exportation pèsera lourd sur les perspectives de développement d'un grand nombre de pays. A ce problème s'ajoute celui de l'endettement. Les pays gravement endettés comprennent 26 pays à faible revenu, dont 24 en Afrique subsaharienne, et 19 pays à revenu intermédiaire. Les problèmes d'endettement de ces derniers, ainsi que les initiatives internationales visant à les résoudre, ont été traités dans le premier chapitre. Il sera essentiellement question, ici, de l'endettement des pays à faible revenu.

En chiffres absolus, l'endettement des pays à faible revenu gravement endettés — 103 milliards de dollars en 1988 — n'est pas très lourd par rapport aux 516 milliards de dollars que doivent les pays à revenu intermédiaire. Mais certains indicateurs du poids de la dette sont en fait beaucoup plus élevés pour les premiers. Ainsi, le ratio dette/PNB des pays à faible revenu était de 111 % en 1988, contre 54 % pour les pays à revenu intermédiaire.

Un certain nombre d'initiatives ont été prises au plan international pour tenter de résoudre les problèmes que pose le poids de la dette des pays à faible revenu. Depuis 1978, beaucoup de donateurs bilatéraux ont converti en dons une partie de leurs prêts à ces pays. On estime à 3 milliards de dollars, dont 2 milliards pour les pays à faible revenu d'Afrique subsaharienne, le montant des créances publiques qui ont ainsi été effacées. C'est là un chiffre important, mais il ne représente qu'environ 3 % de ce qu'était l'encours total de la dette des pays africains à faible revenu à la fin de 1988. De plus, un grand nombre de ces pays ne pourront plus guère bénéficier de nouvelles conversions de prêts en dons dans la mesure où la plupart de leurs emprunts concessionnels ont déjà été annulés.

L'accord conclu au sommet économique de Toronto en juin 1988 prévoit, pour les pays à faible

revenu gravement endettés qui entreprennent un programme d'ajustement, un allègement des créances publiques bilatérales non concessionnelles dans le cadre du Club de Paris. Au 1er mars 1990, les différentes options décidées à Toronto (annulations partielles, reports des échéances et allègement des taux d'intérêt) avaient été appliquées à 16 pays d'Afrique subsaharienne. Les arrangements de Toronto ont marqué une étape décisive pour le traitement de la dette des pays à faible revenu, car ils ont officiellement sanctionné le principe de l'allègement. On a reconnu que la croissance ne suffirait pas à ces pays pour se désendetter.

Cependant, comme pour les conversions de prêts concessionnels en dons, le montant des allègements effectivement consentis en application de l'accord de Toronto est encore limité. Les économies réalisées par 12 pays d'Afrique subsaharienne qui participaient au Programme spécial d'assistance en 1989 ont été de l'ordre de 50 millions de dollars (par rapport à un réaménagement de la dette aux conditions normales), soit 2 % du service de leur dette.

Les projections montrent que les rééchelonnements consentis aux conditions de Toronto n'auront probablement qu'un impact limité sur l'encours futur de la dette. Si aucune modification n'est apportée aux options offertes par les créanciers et si les conditions de Toronto sont appliquées à plusieurs reprises (c'est-à-dire si les créances rééchelonnées le sont à nouveau aux mêmes conditions lorsqu'elles viendront à échéance), la diminution totale de ce qui est dû à l'ensemble des créanciers bilatéraux totaliserait à la fin de l'an 2000 environ 2,0 milliards de dollars, soit 11 % seulement de la dette à long terme non concessionnelle en 1988.

En 1988, les paiements d'intérêts sur la dette extérieure des pays à faible revenu d'Afrique subsaharienne (y compris le Nigéria) ont représenté environ 2,9 milliards de dollars, soit à peu près 27 % des décaissements nets d'aide publique au développement (APD) reçus par ces pays la même année. Le ratio des paiements d'intérêt aux dons purs et simples était plus élevé encore : 47 % pour le Kenya, 52 % pour le Ghana, 50 % pour Madagascar, 73 % pour le Togo et 57 % pour le Zaïre. Des versements d'intérêts aussi élevés limitent gravement la contribution que l'aide peut apporter à l'augmentation de la consommation et de l'investissement et à la lutte contre la pauvreté.

Du fait de la stagnation des flux d'aide, un certain nombre d'autres pays à faible revenu en sont venus à emprunter de plus en plus aux conditions

du marché. En Inde, par exemple, le ratio du service de la dette aux exportations est passé de moins de 10 % à environ 30 % au cours de la dernière décennie. En 1988, les intérêts acquittés par ce pays (3,1 milliards de dollars) ont en fait dépassé les décaissements nets d'APD qu'il a reçus (2,1 milliards de dollars). Le service de la dette du Pakistan correspond à environ 25 % de ses exportations et, en 1988, les intérêts qu'il avait à verser sur sa dette extérieure ont représenté environ 45 % des décaissements nets d'APD qu'il a reçus. Par conséquent, s'ils veulent éviter le sort des pays à faible revenu gravement endettés, l'Inde, le Pakistan et plusieurs autres pays à faible revenu non africains devront développer considérablement leurs exportations. Mais ils continueront aussi à avoir besoin de substantiels apports d'aide extérieure concessionnelle.

Le fardeau que constituent le montant et le service de la dette de beaucoup de pays à faible revenu, principalement en Afrique subsaharienne, est donc extrêmement lourd, en un temps où il leur faut investir davantage (pour améliorer leurs perspectives à long terme) et, simultanément, accroître la consommation d'un grand nombre de pauvres. La communauté internationale devra consentir de nouveaux efforts en vue d'alléger leur endettement et de leur apporter une aide concessionnelle accrue. Mais pareil effort devrait être subordonné à la mise en place de réformes par ces pays car, en l'absence de cadre macroéconomique approprié, ni l'aide ni l'allègement de la dette ne seront d'aucune utilité.

Aide et pauvreté

En 1988, l'aide publique au développement s'est élevée à 51 milliards de dollars, soit la moitié des apports nets de capitaux extérieurs aux pays en développement. Pour les pays à faible revenu, qui regroupent la majorité des pauvres du monde, l'aide représente près de 70 % des entrées nettes de capitaux extérieurs et constitue, pour nombre d'entre eux, une source de devises beaucoup plus importante que l'exportation (Tableau 8.2). Etant donné l'ampleur de cet effort, il est important d'évaluer l'efficacité de l'aide extérieure et de tirer les leçons des succès et des échecs antérieurs. Les donateurs en ont progressivement pris conscience et ont modifié leurs politiques en conséquence — en améliorant, par exemple, la coordination de leurs interventions.

L'aide extérieure a beaucoup profité à un grand nombre de pays, mais certains des plus pauvres en sont devenus tributaires : ils en ont absolument

Tableau 8.2 Importance relative de l'aide pour certains pays en développement, 1987

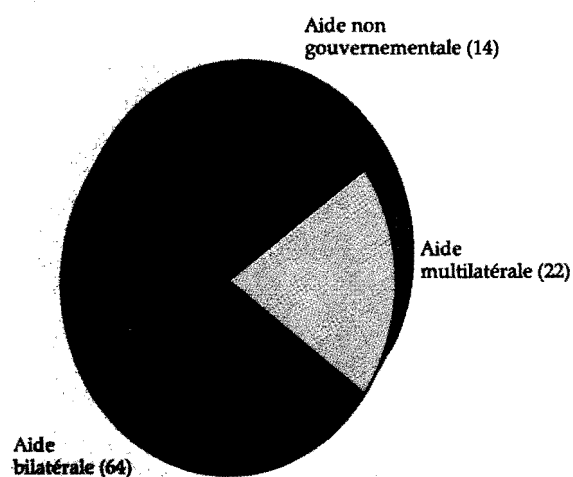
Pays	Aide totale en pourcentage du PNB	Aide en provenance des pays du CAD en pourcentage des exportations vers les marchés de l'OCDE
Guinée-Bissau	89,3	956,0
Gambie	55,6	89,1
Mozambique	51,7	509,2
Tchad	28,3	332,2
Malawi	23,6	61,0
Zambie	22,5	53,0
Tanzanie	17,0	270,4
Lesotho	15,6	1.041,7
Bangladesh	9,4	105,9
Bénin	7,9	108,5
Sierra Leone	7,6	26,4
Kenya	7,5	60,3
Myanmar	3,6	261,6
Pakistan	2,7	18,2
Indonésie	1,9	7,7
Inde	0,7	11,8
Chine	0,5	3,9

Source : Organisation de coopération et de développement économiques, 1990.

besoin pour empêcher le niveau de vie déjà médiocre de leurs populations de se dégrader davantage, alors qu'elle devrait leur servir à améliorer leurs perspectives à long terme. Dans l'optique du présent rapport, l'aide présente un autre aspect particulièrement préoccupant : dans un grand nombre de pays, elle a beaucoup moins contribué à réduire la pauvreté qu'on n'aurait pu l'espérer. Dans son rapport *Vingt-cinq ans de coopération pour le développement*, qui couvre la période 1960-85, le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE concluait que «la faiblesse la plus troublante de l'aide au développement a été la modicité de sa contribution mesurable à la réduction — qu'il ne faut pas confondre avec l'allègement — de la pauvreté absolue, surtout dans les zones rurales tant des pays à revenu intermédiaire que des pays démunis».

L'analyse développée dans les sections qui suivent cherche à déterminer pourquoi l'aide n'a apparemment pas contribué aussi efficacement qu'elle l'aurait pu à la réduction de la pauvreté et comment les programmes futurs pourraient être améliorés et renforcés. L'une des raisons notées est qu'une grande partie de l'aide — et surtout des apports bilatéraux — ne s'est tout simplement pas préoccupée de développement économique ou de réduction de la pauvreté et que si l'aide expressément ciblée sur ces objectifs est à créditer de nombreux et indiscutables succès, elle a aussi posé quelques problèmes.

Figure 8.2 Sources de l'aide nette reçue par les pays en développement, 1987 (en pourcentage)



Note : Le total de l'aide reçue s'est élevé à 40,3 milliards de dollars. Les montants reçus d'organisations non gouvernementales ont totalisé 5,5 milliards de dollars, sur lesquels 2,2 milliards de dollars représentaient des fonds reçus par elles d'organismes publics d'aide et transférés à des pays en développement. Source : Organisation de coopération et de développement économiques, 1989 et 1990.

Les motivations des donneurs d'aide

Les donneurs d'aide se répartissent en trois grands groupes : les donateurs bilatéraux, les organisations multilatérales et les organisations non gouvernementales. La Figure 8.2 indique la part de chacun dans les apports totaux aux pays en développement et l'Encadré 8.4 présente certaines des caractéristiques de l'aide qu'ils fournissent.

L'aide des donateurs bilatéraux, en particulier, procède de multiples motivations — politiques, stratégiques, commerciales et humanitaires. La réduction de la pauvreté n'en est qu'une et il s'en faut de beaucoup, généralement, que ce soit la plus importante, ce qui a plusieurs conséquences.

- L'aide n'est pas entièrement réservée aux pays à faible revenu. En 1988, elle est allée, pour 41 % environ, à des pays à revenu intermédiaire ou élevé.

- Le montant de l'aide par habitant varie considérablement selon les pays et ce ne sont pas nécessairement les plus pauvres qui reçoivent le plus (Tableau 8.3). Pratiquement aucun pays n'a reçu moins, par habitant, que la Chine et l'Inde, en dépit de la pauvreté de ces deux pays.

Encadré 8.4 L'aide étrangère au service du développement

L'aide publique peut provenir de sources bilatérales ou multilatérales. Elle comprend des dons et des prêts (comportant un élément de libéralité d'au moins 25 %) d'origine publique ayant pour principal objectif de promouvoir le développement économique et le bien-être social. A cela viennent s'ajouter les concours d'un très grand nombre d'organisations non gouvernementales des pays industriels. L'effort relatif de chaque donateur varie considérablement selon la mesure utilisée. Ainsi, parmi les membres du CAD, ce sont les Etats-Unis qui viennent au premier rang en chiffres absolus — avec une aide de 10,1 milliards de dollars en 1988 — suivis du Japon, avec 9,1 milliards de dollars. Mais, en chiffres relatifs, les Etats-Unis arrivent dans les derniers, leur aide représentant seulement 0,21 % de leur PNB, et c'est la Norvège, avec 1,10 % de son PNB, qui vient en tête. En 1988, l'aide des pays arabes a totalisé 2,3 milliards de dollars, dont 2,1 milliards d'Arabie saoudite et 108 millions du Koweït. Le rapport de l'aide de l'Arabie saoudite à son PNB était de 2,70 %, pourcentage supérieur à celui de tout autre donateur, et le Koweït, avec 0,41 % de son PNB, dépassait la moyenne des membres du CAD (Figure 8.4A).

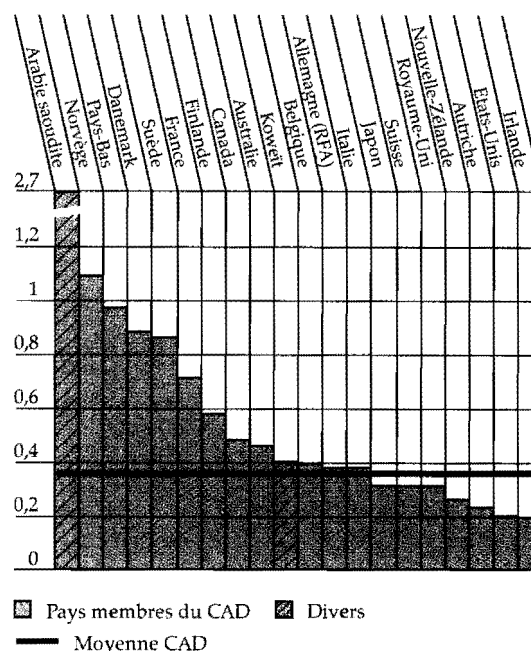
L'aide des Etats-Unis va principalement à des pays d'une grande importance stratégique, comme l'Egypte et Israël; la France et le Royaume-Uni privilégient fortement leurs anciennes colonies. Certains donateurs — les pays nordiques, par exemple — ont mis plus que d'autres l'accent sur la lutte contre la pauvreté.

L'aide multilatérale provient de deux sources principales, les banques multilatérales de développement et les institutions techniques du système des Nations Unies. En 1988, les décaissements nets d'aide concessionnelle des banques multilatérales de développement ont totalisé quelque 5 milliards de dollars, dont 3,8 milliards de dollars environ ont été fournis par l'IDA. Les organismes d'aide des Nations Unies, comme le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Programme alimentaire mondial, ont fourni environ 3,8 milliards de dollars.

Les organisations non gouvernementales des pays industriels ont apporté environ 5,5 milliards de dollars de ressources financières aux pays en développement en 1987. Elles sont en outre extrêmement importantes par le rôle qu'elles jouent dans la sensibilisation du public aux questions de développement.

Les donateurs bilatéraux se voient souvent reprocher de se laisser guider par des considérations politiques, stratégiques et commerciales. Mais ils savent concen-

Figure 8.4A L'aide en pourcentage du PNB, 1988



Source : Organisation de coopération et de développement économiques, 1989.

trer leur effort sur des pays ou des secteurs qu'ils connaissent particulièrement bien et on leur doit un grand nombre d'initiatives originales. Les organisations multilatérales font une plus grande place aux critères de développement, et certaines jouent un rôle déterminant dans le dialogue avec les pays bénéficiaires au sujet des politiques à suivre, ainsi que dans la coordination de l'aide. Toutefois, leur approche est considérée par beaucoup comme trop technocratique et les conditions que les banques de développement mettent à leur aide sont souvent controversées. Les organisations non gouvernementales sont particulièrement bien placées pour intervenir sur le terrain, pour promouvoir les approches participatives et pour lutter contre la pauvreté. Mais leurs moyens sont limités et beaucoup se demandent si elles ont les moyens d'assurer durablement des services de protection sociale à grande échelle.

- Un grand nombre des programmes d'aide de pays donateurs recouvrent des activités très diverses (notamment commerciales et stratégiques) qui n'ont souvent, au mieux, qu'un lointain rapport avec le développement. Ainsi, en 1986, envi-

ron 8 % seulement du programme d'aide des Etats-Unis pouvaient effectivement être considérés comme de l'aide au développement destinée aux pays à faible revenu.

- Une part substantielle de l'aide bilatérale est

Tableau 8.3 Montant de l'aide par habitant, 1988
(dollars)

<i>Pays</i>	<i>Aide par habitant</i>	<i>PNB par habitant</i>
Israël	282,07	8.650
Jordanie	108,95	1.500
Gambie	102,63	200
Sénégal	78,85	650
Zambie	63,73	290
Egypte	29,91	660
Népal	22,05	180
Ethiopie	21,05	120
Rép. arabe syrienne	16,34	1.680
Bangladesh	14,62	170
Pakistan	13,32	350
Myanmar	11,22	.. ^a
Indonésie	9,34	440
Inde	2,58	340
Chine	1,84	330
Nigéria	1,09	290

a. PNB par habitant estimé à moins de 500 dollars.

Source : Organisation de coopération et de développement économiques, 1990, et Banque mondiale.

«liée», c'est-à-dire que ses destinataires doivent l'utiliser pour acheter des biens et des services au pays donateur. Les deux tiers environ de l'aide totale des membres du CAD relèvent de cette catégorie.

- Les donateurs préfèrent financer la mise en place d'équipement dont l'exécution profitera à leurs entreprises et à leurs exportateurs, et ils sont peu portés à prendre en charge les dépenses de fonctionnement (les «dépenses récurrentes») des réalisations financées par l'aide. Or, nombre des actions nécessaires pour réduire la pauvreté dans le monde en développement relèvent de secteurs comme la santé et l'éducation dont, précisément, les dépenses récurrentes sont très importantes.

En somme, une grande partie de l'aide extérieure répond, au moins en partie, à d'autres objectifs que la promotion du développement. Il n'est donc pas surprenant qu'elle n'ait pas eu, sur la pauvreté, tout l'effet qu'elle aurait pu avoir.

L'aide au développement

Lorsque l'aide a servi le développement, elle l'a fait essentiellement de deux manières : en apportant un appui budgétaire général aux pays qui ont des difficultés de balance des paiements et en finançant des projets de développement dans divers secteurs. Dans quelle mesure ce type d'aide a-t-il contribué à faire reculer la pauvreté?

Il n'est pas facile de dire exactement en quoi l'aide est liée à la réduction de la pauvreté. Cela tient principalement à ce qu'elle n'est qu'un des

nombreux facteurs qui agissent sur la pauvreté et il s'en faut souvent que ce soit le plus important. La politique du pays, sa capacité institutionnelle et administrative et d'autres facteurs encore sont souvent plus importants. Bien que les effets globaux de l'aide soient difficiles à déterminer, des études approfondies par pays ont permis de montrer le rôle qu'elle a joué dans certains cas particuliers.

C'est ainsi qu'elle a fortement contribué à la croissance économique et au recul de la pauvreté en Corée. Une récente étude a conclu que les investissements d'infrastructure financés par l'aide ont rendu possible la forte expansion à base d'exportations qu'a connue l'économie de ce pays dans les années 60, que l'aide au secteur de l'éducation a joué un rôle déterminant dans l'alphabétisation de la population et qu'elle a favorisé aussi le développement agricole et rural.

Fortement tributaire de l'aide au départ, la Corée s'est progressivement dégagée de cette dépendance. Dans les années 50, l'aide concessionnelle finançait environ 70 % de ses importations et représentait plus de 75 % de l'épargne totale. Par la suite, la part des aides publiques non concessionnelles s'est accrue; celles de la Banque mondiale, par exemple, ont totalisé 7 milliards de dollars. Aujourd'hui, la Corée obtient du marché de substantiels apports de capitaux privés.

Un certain nombre d'autres pays ont accru leur autonomie financière et la plupart d'entre eux ont également beaucoup progressé dans la lutte contre la pauvreté. L'Indonésie, où l'indice numérique de pauvreté est tombé de 58 à 17 % entre 1970 et 1987, en est un bon exemple. Pendant cette période, l'aide extérieure totale apportée à l'Indonésie a dépassé 12,9 milliards de dollars, ce qui mettait ce pays au septième rang pour l'aide reçue. Entre 1968 et 1974, tous les concours financiers que lui a fournis la Banque mondiale ont pris la forme de crédits concessionnels de l'Association internationale de développement (IDA) mais, depuis, pratiquement tout ce qui lui a été prêté par la Banque l'a été sous forme de prêts non concessionnels. Les progrès de l'Indonésie s'expliquent en partie par la découverte récente de ses richesses pétrolières, que le gouvernement a très bien su gérer. Il est généralement reconnu, toutefois, que sans aide extérieure — à l'agriculture, à l'éducation et au planning familial, par exemple —, l'effort consenti par l'Indonésie pour développer son économie et ainsi réduire la pauvreté aurait été plus lent à porter ses fruits.

Il en est allé autrement pour d'autres pays. En Tanzanie, par exemple, la croissance annuelle du

PIB, qui avait été supérieure à 6 % par an immédiatement après l'indépendance (1961-67), est tombée à 4,3 % en 1967-73, à 2,5 % en 1973-79 et à moins de 1,4 % en 1979-85. Pourtant, tout au long de cette période, l'aide a afflué, les apports concessionnels totalisant environ 8,6 milliards de dollars entre 1970 et 1988.

L'expérience d'un socialisme africain faite par la Tanzanie, avec son souci d'équité et de lutte contre la pauvreté, plaisait beaucoup aux donateurs d'aide bilatéraux et multilatéraux. Sa stratégie de développement reposait sur le principe de la «villagisation» coopérative en agriculture, sur la fourniture de services de santé, d'éducation et d'adduction d'eau aux pauvres des zones rurales et sur une volonté d'industrialisation à tout prix. Mais souvent, la politique macroéconomique suivie a mal servi ces objectifs, allant en fait jusqu'à décourager l'agriculture et favoriser l'apparition de grandes entreprises publiques inefficaces. Le secteur public a étendu son emprise sur tous les secteurs de l'économie, ce qui a contribué à fausser les règles du jeu économique et à mal répartir les ressources. C'était condamner à l'échec, dans l'ensemble, les initiatives financées par l'aide extérieure. En valeur réelle, la consommation privée par habitant a diminué de 43 % depuis 1973 et la pauvreté s'est aggravée. Alors que la Corée et d'autres pays parvenaient à réduire considérablement leur besoin d'aide, la Tanzanie en est au contraire devenue de plus en plus tributaire. Elle a toutefois, ces dernières années, entrepris d'importantes réformes de ses politiques et de ses institutions, avec le soutien de la Banque mondiale et d'autres donateurs.

D'autres pays en sont venus également à ne plus pouvoir se passer de l'aide. Le Soudan a reçu quelque 9,6 milliards de dollars d'apports extérieurs en 1970-88 et vient, en chiffres absolus, au neuvième rang pour l'aide reçue; au cours de la même période, le Zaïre a reçu 5,8 milliards de dollars. Pourtant, ni l'un ni l'autre n'ont beaucoup progressé, qu'il s'agisse de la croissance de leur économie ou de la réduction de la pauvreté. Tel a été le cas aussi du Mozambique, du Niger, du Togo et de la Zambie. En dehors de l'Afrique, Haïti a également bénéficié d'aides substantielles sans toutefois réussir à réduire la pauvreté.

Il ressort clairement de cet aperçu que le succès ou l'échec des programmes d'aide dépend à la fois des donateurs et des bénéficiaires. Lorsque les destinataires de l'aide ont adopté des politiques qui leur permettaient d'utiliser efficacement ces apports extérieurs, et lorsque les donateurs ont su à la fois bien conseiller et fournir des aides destinées à éliminer les obstacles au développement, il en est

résulté un cercle vertueux de croissance, économique et de libération progressive de l'aide. Mais les destinataires se sont souvent engagés dans des voies qui n'allaient ni dans le sens de la croissance, ni dans celui de la réduction de la pauvreté, et les donateurs n'ont pas toujours suivi assez attentivement les programmes ou lié leur aide à la mise en place de réformes.

Projets et pauvreté

Une grande partie de l'aide aux pays pauvres va au financement de projets. Dans ce cas également, il est difficile d'évaluer l'effet de l'aide sur les pauvres. L'une des raisons en est que, parfois, l'aide extérieure destinée à des projets qui visent expressément à lutter contre la pauvreté finance indirectement d'autres opérations qui risquent de ne pas profiter aux pauvres et même de les léser. Néanmoins, les observateurs s'accordent généralement à reconnaître que les pauvres ont gagné à la réalisation de ces projets, tout au moins à ceux qui concernaient les secteurs suivants : la recherche agricole (surtout la recherche sur les cultures pratiquées essentiellement par les pauvres) et la vulgarisation; l'introduction de variétés de céréales alimentaires à haut rendement en Asie et tout particulièrement en Inde (la «Révolution verte»); l'irrigation qui bénéficie à beaucoup de petits paysans, surtout en Asie; l'aménagement d'infrastructures de base dans les zones rurales, en particulier la construction de voies d'accès aux marchés dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne à faible revenu; l'enseignement primaire, les soins de santé de base et la nutrition; et les opérations de secours aux victimes des catastrophes causées par l'homme ou la nature.

Les Encadrés 8.5 et 8.6 font le bilan des projets de développement rural et de lutte contre la pauvreté urbaine financés avec l'aide de la Banque. Ces projets, et beaucoup d'initiatives semblables financées par d'autres donateurs, ont donné de bons résultats. On constate toutefois, sans qu'il soit possible d'en préciser le nombre, que certains projets destinés à réduire la pauvreté ont échoué. Parmi les raisons de ces échecs, on citera les suivantes.

MANQUE DE VOLONTÉ POLITIQUE. Certains projets de lutte contre la pauvreté sont entrepris principalement pour faire plaisir aux donateurs et, souvent, parce que le gouvernement souhaite obtenir des fonds pour d'autres initiatives. En l'absence d'une sincère volonté de venir en aide aux pauvres, des projets de crédit agricole destinés à

Encadré 8.5 La Banque mondiale et les projets de développement rural

En matière de pauvreté, la démarche de la Banque mondiale a beaucoup varié avec les années. Pendant la présidence de Robert S. McNamara (1968-81), la Banque a privilégié les interventions ciblées expressément conçues pour venir en aide aux pauvres des zones rurales aussi bien qu'urbaines. Ses propres services ont récemment procédé à plusieurs évaluations rétrospectives de ces projets, initiés pour la plupart vers le milieu et la fin des années 70. Bien qu'il soit extrêmement difficile de généraliser à partir d'une vaste somme d'expérience concernant des projets très divers, plusieurs conclusions se dégagent.

Les projets de développement rural aidés par la Banque avaient pour objectif fondamental de réorienter le développement agricole vers les petits paysans et d'améliorer leur productivité, leur production et leur revenu. Ils prévoyaient habituellement l'octroi de crédits aux agriculteurs pauvres, des travaux de recherche sur les produits cultivés principalement par eux, des services de vulgarisation, l'aménagement d'infrastructures (surtout des routes de desserte rurales) et quelques investissements «directement productifs». Nombre de ces projets s'inscrivaient dans une perspective de développement régional et concernaient des zones qui étaient extrêmement pauvres, même d'après les critères applicables aux zones rurales de pays en développement. Par exemple, dans aucune autre région du Nigéria, la population rurale n'avait un revenu par habitant aussi faible que dans l'Etat de Funtua, où a été entrepris le premier projet de développement rural de la Banque au Nigéria.

Un grand nombre des projets étaient dits «intégrés» : ils se composaient d'une suite donnée d'interventions de divers organismes du pays bénéficiaire et de la Banque elle-même. En fait, l'expression «projet de développement rural intégré» en est venue, pour beaucoup de gens, à symboliser tout l'effort de développement rural de la Banque dans les années 70. Elle a financé aussi d'autres types de projets de développement rural — certains projets de portée nationale, par exemple, comportaient d'importants volets d'assistance aux petits paysans ou autres producteurs à faible revenu, mais sans être ciblés sur les pauvres d'une région géographique en particulier. On peut citer, à cet égard, plusieurs projets nationaux de crédit agricole au Mexique et un projet national de vulgarisation et de recherche agricoles au Brésil.

En 1987, le Département de l'évaluation rétrospective des opérations de la Banque a analysé en détail 112 projets de développement rural qui avaient été entrepris au cours de la présidence de M. McNamara et pour lesquels la Banque avait prêté un total d'environ 2,7 milliards de dollars. Utilisant le plus simple et le plus courant des indicateurs de la Banque pour mesurer le «succès» ou «l'échec» d'un projet, à savoir le taux de rentabilité économique — un taux d'au moins 10 % étant normalement considéré comme une preuve de

succès —, l'étude a montré que, sur cette base, 63 % des projets pouvaient être considérés comme des succès et que, pour l'ensemble, la rentabilité moyenne avait été de 17 %. Environ 85 % des projets ont, semble-t-il, directement contribué à augmenter la production alimentaire dans les zones en question. On évalue à 4,7 millions environ le nombre de familles d'agriculteurs à avoir bénéficié directement de 83 projets entrepris entre les exercices 74 et 79. Par famille bénéficiaire, le coût de ces projets avait été d'environ 1.100 dollars (contre 960 prévus lors de l'évaluation).

On dispose aujourd'hui d'informations suffisantes pour tirer un certain nombre de leçons de ces projets :

- Un grand nombre des projets intégrés étaient trop ambitieux et trop complexes et demandaient souvent l'impossible aux responsables et organismes locaux chargés de les exécuter. Ils ont, de ce fait, déçu par rapport à des projets d'une conception plus simple.

- Dans bien des cas, les avantages des projets n'ont pas survécu à leur achèvement. L'une des raisons en a été la tendance de la Banque à confier la gestion des projets à des cellules indépendantes créées à cet effet. Si cette formule a pu faciliter l'exécution à court terme, il s'est avéré difficile de traiter avec les administrations du pays une fois les décaissements achevés. Une autre raison en a été que les bénéficiaires ont souvent été exclus des décisions et qu'ils ne voyaient guère l'intérêt que pouvait présenter pour eux la viabilité à long terme du projet. Les projets qui ont encouragé la participation ont donné de meilleurs résultats.

- Bien que consciente de l'importance d'un cadre macroéconomique approprié, la Banque a souvent accepté de prêter à des pays où tel n'était pas le cas dans l'espoir que cela les encouragerait à changer de politique. Il s'est trouvé que ce facteur a peut-être été l'élément déterminant du succès ou de l'échec des projets. Souvent, la politique suivie en matière de prix, de taux d'intérêt ou d'approvisionnement en facteurs de production allait à l'encontre des objectifs des projets. De plus, les projets eux-mêmes se sont souvent révélés incapables d'infléchir la politique des pays en faveur du développement de l'agriculture. Un grand nombre de ces projets ont généralement constitué des «îlots» de réussite à l'intérieur de systèmes agricoles qui demeuraient largement inefficaces et insensibles aux besoins des paysans pauvres.

Le bilan des succès et des échecs des projets de développement rural de l'époque McNamara a influencé les démarches ultérieures de la Banque en matière de pauvreté rurale. Désormais, les projets tiennent davantage compte de l'ensemble des politiques sectorielles, attachent plus d'importance au renforcement des institutions, évitent la complexité des approches multisectorielles, et témoignent d'un plus grand réalisme quant à la possibilité d'en orienter très précisément les avantages sur des groupes ciblés étroitement définis.

Encadré 8.6 Les projets de la Banque mondiale et la lutte contre la pauvreté urbaine

Pour aider à faire face aux problèmes divers que connaissent les villes des pays en développement, la Banque mondiale s'est mise à prêter davantage pour des projets de développement urbain dans les années 70. De 10 millions de dollars seulement en 1972, ses prêts au secteur urbain avaient dépassé les 2 milliards en 1988. Beaucoup d'entre eux avaient pour objectif de s'attaquer au problème de la pauvreté. Sur un échantillon de projets pour lesquels on dispose de données sur la pauvreté, au moins 40 % des fonds, dans près de 75 % des cas, étaient destinés aux pauvres. Près de 60 % des fonds prêtés par la Banque pour le secteur urbain depuis 1972 sont allés à des opérations de logement; toutefois, la part affectée directement à la construction de logements a considérablement diminué ces dernières années. Dans le cadre des projets urbains, la Banque a prêté aussi principalement pour les transports, l'alimentation en eau et l'assainissement, et des sommes considérables ont également été prêtées pour aider les villes à opérer des réformes financières et institutionnelles.

Comme pour les programmes de développement rural décrits à l'Encadré 8.5, les initiatives prises par la Banque pour lutter contre la pauvreté urbaine portent l'empreinte des années McNamara. La stratégie du logement qu'elle a alors suivie s'est imposée à l'attention de la communauté internationale. Cette stratégie reposait principalement sur la réalisation de projets de viabilisation et d'assainissement des quartiers de taudis.

Le premier type de projets consistait à mettre des terrains à bâtir sommairement aménagés à la disposition d'acquéreurs qui se chargeaient ensuite d'y construire eux-mêmes leur logement ou de participer à sa construction. Ces projets avaient pour but de réorienter au profit des pauvres une politique du logement public qui avait généralement pour effet de favoriser les ménages à revenu intermédiaire plutôt que les pauvres. Ils apportaient aux bénéficiaires des logements rudimentaires, quelques éléments d'infrastructure, des équipements sociaux et des lieux où travailler. Ils proposaient aussi des crédits pour l'achat d'une parcelle, d'un logement ou de matériaux de construction. En général, les projets d'assainissement faisaient aussi largement appel à l'effort personnel. Il s'agissait d'améliorer l'infrastructure par un ensemble d'interventions comprenant travaux d'adduction d'eau, assainissement, drainage, évacuation des déchets solides et construction de routes et de chemins.

Combien de ces projets de logements urbains ont réussi? Comme pour les projets de développement rural, il est difficile d'être précis. On estime à environ 13 millions le nombre des ménages qui ont bénéficié de ces projets entre 1972 et 1989. La stratégie de la Banque a montré qu'il était effectivement possible de «loger les pauvres». Les modifications apportées aux normes de conception dans le cadre de certains projets ont effec-

tivement permis de diminuer, parfois considérablement, le coût du logement. Par exemple, en Zambie, le coût des logements construits dans le cadre de projets de viabilisation ne représente pas le cinquième du prix du moins cher des logements dont la construction est subventionnée par l'Etat. Au Salvador, il n'en représente pas la moitié.

Cependant, ces projets n'ont pas été sans poser des problèmes. Plusieurs leçons importantes se dégagent de l'évaluation qui en a été faite.

- Tout comme pour les projets de développement rural, l'environnement macroéconomique et institutionnel peut entraver la réalisation des projets urbains. La concentration de la terre aux mains de grands propriétaires fonciers a souvent rendu difficile l'acquisition des terrains nécessaires. Les règlements de zonage ont généralement aussi été défavorables aux pauvres. Enfin, l'impéritie des organismes chargés de la prestation des services municipaux a souvent empêché d'étendre le bénéfice aux quartiers pauvres.

- Les projets de lutte contre la pauvreté urbaine n'atteignent pas facilement les plus pauvres. La plus complète des études réalisées par la Banque a montré que ce ne sont généralement pas les catégories urbaines les plus pauvres, mais celles à revenu intermédiaire, qui y gagnent le plus.

- Les interventions par projets — dans le secteur du logement, par exemple — n'ont généralement pas beaucoup d'influence sur la politique urbaine des pays bénéficiaires. D'anciennes normes de planification et de conception ont bien été remplacées par des techniques moins coûteuses, mais l'appareil de réglementations, codes et règlements qui régit la construction de logements par le secteur privé est demeuré, pour l'essentiel, inchangé. L'évaluation la plus récente des projets urbains de la Banque a conclu que, dans la plupart des pays, les projets de viabilisation — comme les projets de développement rural — sont demeurés «enclavés». Il est rare que les gouvernements aient mis sur pied des programmes sans recourir à l'aide extérieure. De ce fait, l'aide directe au logement n'a pas eu, sur le secteur, le large impact à long terme que l'on en attendait.

La nouvelle démarche de la Banque à l'égard du secteur urbain met l'accent sur le cadre macroéconomique et institutionnel et vise à faire en sorte que les projets aient un impact sur l'ensemble du secteur. Parmi les nouvelles priorités figurent l'amélioration de l'administration des villes et la mobilisation des ressources municipales (cela pouvant aller jusqu'au recouvrement du coût des services), ainsi que la dynamisation des marchés des terrains et l'assainissement de l'environnement. Les interventions par projets, comme la mise en place d'une infrastructure urbaine de base, conserveront de l'importance. Mais les projets devront désormais accorder beaucoup plus d'attention à ces questions de portée plus large.

profiter aux petits paysans finissent par offrir du crédit à bon marché aux gros exploitants; des projets de travaux publics profitent aux entreprises de construction plus qu'aux pauvres; et les avantages des projets d'alimentation en eau et autres services urbains de base vont aux quartiers relativement riches. D'énormes sommes sont allées à des dépenses qui n'avaient absolument aucun rapport avec la lutte contre la pauvreté — à des dépenses militaires, par exemple, ou à la construction de somptueuses «cathédrales dans le désert». En 1986, les dépenses militaires des pays en développement se sont élevées à 159 milliards de dollars, soit à peu près le quintuple de l'aide qu'ils ont reçue. En 1984, ils ont dépensé presque autant pour l'importation d'armements que pour l'ensemble de leurs programmes de santé. Il faut sérieusement poser la question du maintien d'une aide aux gouvernements de pays en développement qui ne paraissent pas résolus à réduire la pauvreté.

LE CONTEXTE SECTORIEL ET MACRO-ECONOMIQUE. Au cours des années 70, estimant qu'il n'était pas suffisant de compter sur l'effet de ruissellement pour faire reculer la pauvreté, beaucoup de donateurs en sont venus à préférer l'intervention directe dans le cadre de projets. Beaucoup de ces projets ont réussi. Mais l'efficacité de projets qui visaient explicitement à réduire la pauvreté a souvent souffert des politiques sectorielles et macro-économiques qui étaient appliquées, comme la politique des prix dans le secteur agricole et la politique foncière en milieu urbain. De plus, même lorsque des projets de lutte contre la pauvreté ont atteint leurs objectifs, il s'agissait souvent de projets «enclavés», qui n'avaient guère d'influence sur l'effort national de lutte contre la pauvreté.

L'EFFET DE MODE. Les changements fréquents de préoccupations et de politique, de la part des donateurs d'aide, ont souvent fait perdre de vue la nécessité de la stabilité dans la stratégie suivie. Une étude portant sur six pays d'Afrique subsaharienne a conclu que ces changements de direction étaient l'une des principales raisons de l'inefficacité relative de l'aide. Selon cette étude, «l'attention exclusive portée à la sécurité alimentaire et à l'allègement de la pauvreté pendant les années 70 a nui aux cultures d'exportation et fait négliger les aspects technologiques de l'amélioration de la productivité des cultures vivrières», tandis qu'au cours des années 80 on a constaté «une réorientation radicale et simpliste de l'attention des donateurs vers l'efficacité au détriment de l'équité». Ces

revirements ont touché non seulement l'agriculture, mais aussi l'éducation et d'autres secteurs. Ils ont rendu les projets plus compliqués, alors que la réussite de la lutte contre la pauvreté exigeait de concentrer durablement l'attention sur un petit nombre d'interventions plus simples. Par exemple, la contribution que la mise en place d'équipements essentiels peut apporter à la réduction de la pauvreté rurale a été négligée au profit d'une vision plus grandiose du «développement rural». Ces phénomènes de mode conduisent aussi les donateurs à se faire concurrence pour les «bons» projets. La conséquence en a souvent été que trop de donateurs font la même chose dans un même pays ou, pire encore, font différemment la même chose. Il en résulte une déperdition d'efforts, de sorte que l'impact global de l'aide au développement devient alors inférieur à la somme de ses éléments.

L'INSUFFISANCE DE L'EFFORT DE DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL. Réduire la pauvreté par l'aide n'est pas uniquement affaire d'argent : le renforcement des capacités est également d'une importance fondamentale. Les donateurs ont trop négligé les aspects institutionnels et administratifs des projets et programmes de lutte contre la pauvreté. Cela ne tient pas au manque de ressources financières; l'assistance technique représente plus d'un quart de l'aide totale. C'est plutôt qu'une grande partie de cette aide ne correspond pas aux priorités des emprunteurs. Elle sert principalement, en effet, à financer les services de spécialistes expatriés. Selon le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), les donateurs financent l'emploi de 75.000 à 100.000 experts étrangers par an dans les pays en développement. Les donateurs préfèrent souvent regrouper ces experts dans des bureaux de projets en dehors des structures administratives des pays, de sorte que l'aide y contribue moins qu'elle ne devrait au renforcement des institutions. On s'efforce, depuis quelques années, d'améliorer cet aspect de l'aide, mais il reste beaucoup à faire.

UNE PARTICIPATION INSUFFISANTE. Les donateurs et les pays bénéficiaires ont trop peu porté attention aux facteurs politiques et socio-culturels et ils n'ont pas suffisamment pris conscience du rôle important que les pauvres peuvent eux-mêmes jouer dans les opérations mises sur pied pour leur venir en aide. L'expérience montre que l'aide y gagnerait en efficacité si les pauvres étaient associés à la conception, à l'exécution et à l'évaluation des projets dans divers secteurs. La participation des femmes

a contribué à la réalisation des objectifs d'un grand nombre de projets de développement agricole en Afrique subsaharienne; celle d'organisations communautaires locales a amélioré l'efficacité d'un grand nombre de projets de lutte contre la pauvreté urbaine; la constitution d'associations d'utilisateurs dans le cadre de projets d'irrigation financés par l'aide extérieure a permis d'apporter une importante contribution à l'exploitation et à l'entretien des réalisations; et le rôle joué par les associations de petits emprunteurs a facilité le remboursement des prêts consentis dans le cadre de programmes de crédit à la petite entreprise.

Vers un renforcement du rôle de l'aide dans la lutte contre la pauvreté

D'importantes leçons se dégagent de ce bref aperçu des succès et des échecs. L'aide continuera, certes, à servir divers objectifs de développement, mais il serait souhaitable qu'il soit davantage tenu compte, dans sa répartition, de la politique suivie par les pays auxquels elle est destinée et de ses effets probables sur la pauvreté. Pour faire de leur aide un instrument plus efficace de lutte contre la pauvreté, les donateurs devraient revoir leur stratégie en cherchant avant tout à fournir un appui approprié aux pays qui mènent une politique de lutte contre la pauvreté. Cela veut dire qu'il faut considérer l'effet produit sur les pauvres par l'ensemble des mesures appliquées par les gouvernements — en vue d'accroître les possibilités de revenu pour les pauvres (Chapitre 4), d'étendre la protection sociale (Chapitre 5), d'opérer des transferts de revenu et de mettre en place des filets de sécurité (Chapitre 6), et d'opérer des réformes de structures — tout en tenant dûment compte de leurs effets sur les pauvres (Chapitre 7).

Répartition de l'aide

Une modification de la stratégie de l'aide au développement dans le sens que nous venons d'indiquer aura une incidence sur sa répartition, qu'elle vienne de source bilatérale ou multilatérale. L'IDA, qui est le guichet d'aide concessionnelle de la Banque mondiale, accorde déjà environ 95 % de ses crédits aux pays à faible revenu. La pauvreté — son étendue et ce que fait chaque pays pour la réduire — est l'un des principaux critères auxquels obéit la répartition de ses ressources. Depuis quelques années, les pays dont l'effort de lutte contre la pauvreté est jugé insuffisant voient leur part diminuer. L'approche préconisée ici renforcerait encore cette tendance.

Dans le passé, la Banque mondiale a surtout cherché à mesurer les effets des projets sur la

pauvreté (en essayant de déterminer, par exemple, quelle part des avantages ira aux pauvres). L'approche préconisée ici s'applique à l'ensemble de l'économie. La grande question, c'est l'impact de la politique gouvernementale sur les pauvres. Les participants à la récente négociation de la Neuvième reconstitution des ressources de l'IDA ont mis l'accent sur l'importance qu'il faut attacher au critère de la pauvreté dans l'allocation des fonds de l'Association, et les études économiques et sectorielles de la Banque font une place de plus en plus grande à l'évaluation des effets qu'a sur la pauvreté la politique générale du pays. Ces efforts devraient être élargis et intensifiés afin que l'aide de la Banque et des autres donateurs vienne appuyer plus efficacement le type de stratégie recommandé dans le présent rapport.

Il faudra toutefois, dans tous ces travaux d'analyse, se garder d'une approche trop mécaniste. Les décisions devront être prises après avoir déterminé, sur la base d'appréciations bien informées, dans quelle mesure la politique du pays en question va dans le sens de la lutte contre la pauvreté. Et il faudra tenir compte également des autres objectifs poursuivis par les gouvernements et les donateurs. L'appréciation et le suivi des effets que l'action des pouvoirs publics a sur les pauvres seraient considérablement facilités, néanmoins, par la compilation plus systématique d'indicateurs socio-économiques permettant de mesurer les progrès accomplis sur les deux fronts de la stratégie dont on a présenté les grandes lignes dans le présent rapport. De savoir, par exemple, ce qui est dépensé par habitant pour l'enseignement primaire et la nutrition aiderait à mesurer les progrès accomplis dans la protection sociale des pauvres. En ce qui concerne les revenus, il devrait être possible de réunir, de manière systématique et régulière, des données sur les prix payés aux petits paysans, le salaire d'un journalier agricole et celui d'un manoeuvre en milieu urbain, ainsi que l'évolution du coût de la vie pour chaque catégorie. Ces éléments d'information complèteraient ceux que procurent, sur les conditions de vie des pauvres, des évaluations directes comme les enquêtes sur les dépenses des ménages. Dans le cadre de son programme d'enquêtes sur les niveaux de vie, la Banque mondiale a déjà réuni des données de ce type pour de nombreux pays, et d'autres enquêtes sont en préparation.

Stratégies d'aide par pays

Un changement de stratégie a aussi des implications pour la conception des programmes d'assistance par pays et pour le choix des divers instru-

ments de l'aide. Ceux-ci varieront selon la situation de chaque pays et dépendront, dans une large mesure, de la politique menée par les bénéficiaires eux-mêmes.

Dans les pays dont la politique va déjà dans le sens de la réduction de la pauvreté, l'aide au secteur public peut revêtir trois formes : une aide à la balance des paiements liée à la restructuration des dépenses publiques; le financement de tranches des programmes de dépenses publiques; et le financement de projets d'investissement. La part respective de ces types d'aide variera selon ce dont le pays a le plus immédiatement besoin. L'aide à la balance des paiements est particulièrement importante pour les pays à faible revenu gravement endettés et forme déjà une composante fondamentale du Programme spécial d'assistance aux pays à faible revenu surendettés d'Afrique subsaharienne qui entreprennent des programmes d'ajustement. L'aide va déjà aussi dans plusieurs cas — comme celui du programme de la Banque pour le secteur de l'éducation au Maroc — au financement de tranches des programmes de dépenses publiques. Si l'on veut que la stratégie envisagée ait de l'effet, il faudra que le décaissement de ces deux types d'aide se fasse sur la base des modifications qu'il a été convenu d'apporter à la répartition des dépenses publiques.

L'aide budgétaire peut en particulier servir à financer la mise en place de filets de sécurité. Les chocs extérieurs et les catastrophes naturelles coïncident souvent avec l'apparition de difficultés budgétaires — quand ils n'en sont pas la cause. C'est au moment même où il serait le plus nécessaire de venir en aide aux pauvres que les gouvernements peuvent avoir le plus de mal à renforcer, voire maintenir, les programmes existants. Une augmentation de l'aide extérieure est tout à fait justifiée en pareil cas. Tel est le but poursuivi par l'aide alimentaire d'urgence en cas de sécheresse ou de famine (Encadré 8.7). Là où les gouvernements ont déjà mis en place un bon système de filets de sécurité, comme les programmes de travaux d'utilité collective, on pourrait appliquer des formules du même genre pour parer à d'autres chocs. C'est ainsi que les programmes d'aide pourraient prévoir une augmentation de l'aide extérieure en cas de chocs macroéconomiques défavorables afin de secourir les pays qui en sont touchés pendant le temps nécessaire à la restructuration de leur économie.

Les projets d'investissement pur et simple devraient aussi continuer à jouer un rôle fondamental. De tels projets seront indispensables pour développer et entretenir les infrastructures de base

et pour réaliser des projets dans les secteurs sociaux. Cependant, comme on l'a vu au Chapitre 4, les régions où ils devront être réalisés iront de celles, d'une part, qui jouissent d'un excellent potentiel productif à celles, d'autre part, qui, dépourvues de ressources, n'ont pas grand potentiel productif mais dans lesquelles la pauvreté est très répandue.

Etant donné son rôle fondamental dans la croissance de la demande de travail, le secteur privé devrait avoir sa place dans toute stratégie d'aide. Mais l'efficacité de l'aide exigera des incitations appropriées. C'est pourquoi l'évaluation globale des stratégies nationales devra toujours comporter une analyse du régime général des incitations. L'aide à la balance des paiements peut également jouer un rôle important à cet égard — à condition qu'elle prenne appui sur une gestion macroéconomique propre à encourager l'investissement privé. L'aide peut servir à alléger les pressions exercées par le secteur public sur le système bancaire, ce qui atténuera à son tour les contraintes financières qui pèsent sur l'investissement privé. Elle continuera aussi à jouer un rôle de promotion d'activités à forte intensité de main-d'oeuvre dans le secteur privé.

Ces différents types d'aide ne peuvent cependant pas être recommandés pour les pays dont la politique ne mène pas à une véritable réduction de la pauvreté. Et pourtant, les pauvres sont nombreux dans ces pays. Il y aura donc, dans ces cas-là, de difficiles décisions à prendre. Le mieux serait, semble-t-il, de leur fournir une aide d'un volume limité et très précisément ciblée sur les catégories de population les plus pauvres. L'aide pourrait aller, par exemple, aux dispensaires qui soignent des femmes et des enfants pauvres, à des campagnes de vaccination des enfants et à des programmes de nutrition bien ciblés. Une bonne partie des interventions d'organisations comme l'UNICEF et OXFAM — en Ethiopie, au Kampuchea, au Soudan et dans d'autres pays encore — vont précisément dans ce sens. La Banque mondiale s'engage, elle aussi, sur cette voie, comme au Zaïre. L'objectif doit être de préserver, autant que faire se peut, le niveau de vie des pauvres sans cesser d'encourager les pays à changer de politique. Mais il faudrait mesurer l'aide à ces pays aussi longtemps qu'ils n'auront pas mis en place des orientations plus compatibles avec la réduction de la pauvreté.

La situation de beaucoup de pays n'est pas aussi tranchée et, pour ceux-là, les choix ne sont donc pas aussi clairs. Là encore, il faudra réfléchir attentivement aux types d'initiatives qui mériteraient

Encadré 8.7 L'aide alimentaire et la pauvreté

En 1989, les apports d'aide alimentaire aux pays en développement ont totalisé quelque 2,5 milliards de dollars et représenté de 5 à 6 % de l'aide bilatérale globale des membres du CAD, 12 % du programme d'aide canadien et 18 % de l'aide totale des Etats-Unis. La principale source multilatérale d'aide alimentaire est le Programme alimentaire mondial, par lequel transitent environ 21 % de l'aide alimentaire totale des organismes des Nations Unies. Les Communautés européennes occupent également, avec 10 % de l'aide alimentaire en 1989, une place importante parmi les donateurs.

Le fait que l'aide alimentaire provienne en grande partie des excédents de production des Etats-Unis et des Communautés européennes qui, sans cela, ne profiteraient nullement aux pays en développement constitue un solide argument en faveur de ce type d'aide. Dans la mesure où l'aide alimentaire est appelée à demeurer un élément appréciable de l'aide étrangère, il est important d'en faire un moyen efficace de lutte contre la pauvreté. Au niveau mondial, son affectation (comme celle de l'aide en général) pourrait se décider davantage en fonction des besoins que de considérations politiques. La réforme des politiques nationales contribuerait aussi beaucoup à faire que l'aide alimentaire atteigne et aide véritablement les éléments les plus pauvres de la population.

Le plus souvent, l'aide alimentaire est fournie comme moyen de soutenir la balance des paiements des pays (l'«aide alimentaire-programme»). Les questions que l'on peut se poser quant à l'efficacité de ce type d'aide alimentaire concernent principalement le caractère approprié et l'efficacité des dépenses du secteur public. Avec une bonne administration et des politiques appropriées, cette aide-programme peut libérer des ressources au profit de la lutte contre la pauvreté et d'autres efforts de développement sans perturber le fonctionnement des marchés locaux de produits alimentaires. En Inde, par exemple, les fonds générés par la vente des aliments reçus au titre de l'aide et les économies de devises que cela permettait de réaliser représentaient de 30 à 40 % des recettes publiques au milieu des années 60. Une partie de ces ressources est allée à la mise en place des infrastructures qui ont rendu possible la Révolution verte, laquelle a permis, à son tour, d'augmenter considérablement la production alimentaire. L'aide-programme peut aussi contribuer au

financement de mesures destinées à protéger le niveau de vie des pauvres en périodes d'ajustement.

L'aide alimentaire sert aussi à aider les pays bénéficiaires en cas de situations d'urgence et pour des objectifs précis du genre projets d'échanges «vivres contre travail» ou compléments de nutrition pour enfants (l'«aide alimentaire-projets»). Mais la question se pose de savoir si ces formes d'aide alimentaire sont un moyen efficace de transférer des ressources et d'assurer des filets de sécurité aux plus pauvres. Ce type d'aide a pour objectif fondamental d'assurer la sécurité alimentaire des pauvres, mais cela ne veut pas dire nécessairement distribuer des vivres aux pauvres. Le seul fait d'accroître les disponibilités alimentaires peut aider à protéger les pauvres en stabilisant les prix, et l'aide alimentaire peut servir à financer des programmes qui contribuent efficacement à réduire la pauvreté sans comporter aucun transfert de vivres. La distribution directe de vivres peut certainement avoir son importance en cas d'urgence, lorsque les approvisionnements alimentaires sont fortement réduits et que les marchés ne jouent pas leur rôle. Cela a été le cas, par exemple, en Ethiopie, en Somalie et au Soudan, lorsque ces pays ont été victimes de famines, et aussi au Bangladesh, pour lequel, après les graves inondations de 1988, le Programme alimentaire mondial a coordonné la livraison de 400.000 tonnes de vivres grâce au plan d'intervention rapide mis en place à la suite d'inondations antérieures.

La monétisation de l'aide alimentaire par la vente des produits offerts dans le pays bénéficiaire est une solution souvent justifiée et qui peut renforcer considérablement le rôle que peut jouer l'aide alimentaire dans la lutte contre la pauvreté. Le produit de la vente peut servir à financer, par exemple, des programmes pour l'emploi en milieu rural. Ce genre de programmes peut apporter une aide rapide et efficace aux plus pauvres. En laissant aux habituels circuits commerciaux le soin d'approvisionner les zones déficitaires, ils évitent de décourager la production et comportent des coûts de distribution peu élevés. Par sa monétisation, l'aide alimentaire peut, outre améliorer directement les disponibilités alimentaires, générer des ressources pour le financement d'investissements physiques et humains, et contribuer ainsi à une amélioration durable de la sécurité alimentaire et du bien-être des pauvres.

d'être soutenues par l'aide extérieure. Si, par exemple, les services sociaux laissent à désirer dans un pays qui, par contre, fait à peu près tout ce qu'il faut pour accroître le revenu des pauvres, l'aide devrait aller à l'amélioration de la protection sociale. Si la voie suivie par le pays ne se prête pas à l'utilisation productive de la force de travail des

pauvres, mais que ceux-ci bénéficient de services sociaux satisfaisants, l'aide pourra contribuer au maintien des équipements, tandis que l'on continuera à encourager l'adoption de politiques de croissance. Il sera donc justifié d'apporter une certaine aide aux pays situés dans cette position intermédiaire. Mais le décaissement de substantiels

volumes d'aide devrait généralement être réservé aux pays qui appliquent une politique propre à générer des possibilités de revenus pour les pauvres et qui assurent à ceux-ci une protection sociale efficace.

Implications pour le volume de l'aide

Cette stratégie implique qu'il n'y aura pas toujours lieu d'accroître le volume de l'aide — cela dépendra du nombre de pays qui se montreront véritablement résolus à réduire la pauvreté. On ne peut pas non plus affirmer sans réserve que l'aide devrait être redéployée vers les pays les plus pauvres, encore qu'il soit difficile de justifier le versement de substantiels volumes d'aide aux pays à revenu intermédiaire. Un tel redéploiement dépendra également de la politique appliquée par les pays.

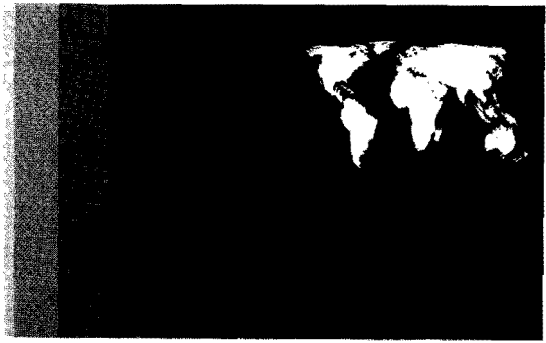
Deux raisons importantes conduisent toutefois à penser qu'il faudra accroître sensiblement le volume de l'aide à court et à moyen terme. Tout d'abord, pour de nombreux pays à faible revenu, les perspectives, en ce qui concerne les exportations et l'allègement de la dette, ne sont pas bonnes. Ensuite, et ceci est plus encourageant, un nombre croissant de pays s'engagent aujourd'hui sur des voies conformes aux priorités recommandées dans le présent rapport. C'est le cas, par exemple, des pays admis à bénéficier du Programme spécial d'assistance pour l'Afrique subsaharienne et on peut raisonnablement espérer que d'autres feront de même.

Avec un total de 51 milliards de dollars en 1988, le volume total de l'aide peut sembler élevé en termes absolus. Mais il l'est beaucoup moins si l'on va au-delà des chiffres — et si l'on considère qu'une part substantielle de ce montant, et surtout de l'aide bilatérale, ne va pas au développement. L'aide totale des membres du CAD ne représente que 0,36 % de leur PNB collectif. En outre, au cours des dernières années, l'aide des pays industriels au développement n'a représenté que 5 % environ de leurs dépenses militaires : 31,6 milliards de dollars pour l'aide contre 666 milliards de dollars pour les dépenses militaires en 1986. Ces dernières années, l'aide n'a représenté que 1,4 % environ des dépenses des administrations centrales des pays membres du CAD (et seulement 0,8 % environ pour les États-Unis). Une augmentation substantielle des ressources mises à la disposition des pays les plus démunis pour les aider à faire reculer la pauvreté n'a donc rien d'impossible sur le plan financier. C'est uniquement affaire de volonté politique et de réaménagement des priorités.

Pour le moyen terme, le CAD chiffre à 2 % par an seulement l'augmentation en valeur réelle de l'aide de ses membres. Celle-ci atteindrait ainsi 64 milliards de dollars en l'an 2000, mais cela voudrait dire que l'augmentation de leur aide publique au développement serait plus lente que celle de leur PNB, que le présent rapport évalue à 3 % environ. Le ratio de l'aide au PNB diminuerait encore plus.

Le présent chapitre a insisté sur le fait qu'à plus long terme, les pays en développement ne progresseront, y compris dans la lutte contre la pauvreté, qu'à condition de compter bien davantage sur leurs propres ressources et leurs recettes d'exportation et de réduire considérablement leur dépendance à l'égard de l'aide publique extérieure. Mais un grand nombre de pays pauvres sont encore loin de l'autonomie économique. Dans ces conditions, n'augmenter l'aide que de 2 % par an en valeur réelle, ce serait répondre au défi que pose la pauvreté dans le monde avec une timidité inacceptable. La communauté internationale doit faire mieux — beaucoup mieux que cela. Elle devrait, à tout le moins, faire en sorte que l'aide ne diminue pas par rapport au PNB des donateurs. Une augmentation de 3 % par an la porterait à 73 milliards de dollars en l'an 2000. Et on ne voit pas pourquoi les donateurs ne viseraient pas beaucoup plus haut. L'aide pourrait atteindre 108 milliards de dollars en l'an 2000 si les donateurs qui n'en sont pas encore là portaient leur aide à 0,5 % de leur PNB et si ceux qui dépassent déjà ce ratio maintenaient leur effort. Si tous portaient, objectif largement accepté par la communauté internationale, leur APD à 0,7 % de leur PNB (et si ceux qui ont déjà atteint cet objectif maintenaient leur niveau actuel), l'aide passerait à 144 milliards de dollars. De plus, si les donateurs augmentaient sensiblement la part de leurs concours aux pays dont la politique va dans le sens d'une réduction de la pauvreté, ces pays verraient les ressources extérieures mises à leur disposition augmenter de manière encore plus spectaculaire.

Il faut tendre à faire de l'aide une arme plus efficace au service de la lutte contre la pauvreté dans le monde. Cela ne se fera qu'au prix d'un gros effort, tant de la part des pourvoyeurs de l'aide que de ses bénéficiaires. Les premiers devront se montrer disposés à apporter une aide substantielle aux pays sérieusement résolus à faire reculer la pauvreté. Quant aux bénéficiaires, ils devront de plus en plus donner la preuve de leur sérieux. Unis dans un même effort, ils pourront ainsi tirer les leçons des succès et des échecs passés et faire de l'aide un instrument plus efficace de lutte contre la pauvreté.



L'avenir et les pauvres

Dans les dix années à venir, il naîtra 850 millions d'hommes et de femmes dans le monde en développement. Qu'un être naisse et grandisse dans la pauvreté dépendra principalement de la région du monde où il est né. On ne veut pas dire par là que la politique économique soit sans importance — loin de là. Les orientations que choisissent les gouvernements et la communauté internationale peuvent avoir des conséquences déterminantes pour des centaines de millions de pauvres. Le présent chapitre considère les perspectives qui s'offrent pour faire reculer la pauvreté dans le monde au cours de la prochaine décennie.

La pauvreté à la fin du siècle

Pour combattre la pauvreté, le Rapport préconise une stratégie à deux volets :

- une solide croissance à forte intensité de main-d'œuvre reposant sur un ensemble approprié d'incitations par le marché, d'équipements d'infrastructure, d'institutions et d'innovations techniques;
- la mise en place de services sociaux adéquats dans les domaines, notamment, de l'enseignement primaire, des soins de santé de base et du planning familial.

En outre, des transferts seront nécessaires pour aider ceux qui seraient, sinon, incapables d'en bénéficier — les indigents, les malades et les personnes âgées —, et des filets de sécurité devront être mis en place pour protéger ceux dont le revenu est tout particulièrement sensible aux aléas de la conjoncture.

Les projections présentées ici ont pour but de montrer ce qui pourrait être fait si la stratégie que

nous recommandons venait à être plus largement suivie. Cela ne suppose pas que tous les pays adoptent pleinement cette stratégie. Cela suppose, par contre, que, là où elle est en place, les pays persévéreront sur cette voie et que ceux qui ne l'appliquent pas s'orienteront au moins dans cette direction. On précise plus loin, région par région, la politique à mener par les pays. Ces projections reposent sur les hypothèses relativement optimistes du Chapitre 1 concernant la situation économique dans le monde : une croissance d'environ 3 % par an pour les pays industriels, une baisse des taux d'intérêt réels, une hausse des prix des produits de base sur l'ensemble de la décennie et l'aboutissement des négociations commerciales menées dans le cadre de l'Uruguay Round du GATT et dans d'autres enceintes. Tel est, pour les auteurs du Rapport, le scénario le plus probable, encore que la crainte demeure de voir persister les problèmes des années 80. Il faut donc considérer ces projections comme une indication de ce à quoi on peut raisonnablement s'attendre. Il serait possible de faire un peu mieux — mais aussi bien pire.

Le Tableau 9.1 montre l'évolution projetée de deux indicateurs sociaux : la mortalité des moins de cinq ans et la scolarisation dans le primaire. Ces projections reposent sur les tendances à long terme observées dans chaque région. La mortalité des moins de cinq ans est appelée à baisser dans l'ensemble du monde en développement. En Asie du Sud, par exemple, on prévoit un recul spectaculaire, avec un taux de 98 pour mille. Si l'évolution de ces dernières années se poursuit, on peut s'attendre à des progrès encore plus grands. En outre, le monde en développement aura atteint, ou presque, l'objectif de scolarisation primaire univer-

selle, encore que certains pays d'Asie du Sud et d'Afrique subsaharienne accusent un retard notable à cet égard.

En Afrique subsaharienne, un retour aux tendances à long terme laisse augurer des progrès substantiels. Il est probable que la mortalité des moins de cinq ans baissera, mais qu'elle restera nettement supérieure à 100. De même, le pourcentage des effectifs du primaire augmentera sensiblement, tout en restant un peu plus faible que dans d'autres régions. Pour que ces projections s'avèrent exactes, il faudra dépenser davantage pour les secteurs sociaux. Si l'expérience des années 80 devait se répéter, il en résulterait des taux de mortalité juvénile beaucoup plus élevés et des taux de scolarisation beaucoup plus faibles.

Un renforcement de l'action sociale en faveur des pauvres doit aller de pair avec un plus gros effort de croissance fondé sur une utilisation productive de la main-d'œuvre. Le Tableau 9.2 montre les résultats qu'on pourrait obtenir en agissant sur ces deux fronts. Entre 1985 et 2000, l'incidence de la pauvreté dans le monde en développement tomberait de 33 % à 18 % et le nombre de pauvres de 1,1 milliard à 825 millions. Ce serait là, à beaucoup d'égards, un progrès remarquable — n'était qu'un septième de l'humanité vivrait encore dans un dénuement extrême. En outre, certaines régions progresseront beaucoup plus vite que d'autres. En Afrique subsaharienne, le nombre des pauvres augmentera de 85 millions pour atteindre 265 millions d'ici la fin du siècle. La répartition de la pauvreté dans le monde changera radicalement. La part de l'Asie qui était de 72 % en 1985 tombera à 53 %, alors que celle de l'Afrique subsaharienne doublera, pour passer de 16 % à 32 %.

Si l'économie mondiale évolue moins favorablement que prévu, l'incidence de la pauvreté dans le monde sera beaucoup plus élevée. Un ralentissement de la croissance dans les pays industriels, la persistance de taux d'intérêt réels élevés, une montée du protectionnisme ou l'échec des initiatives de réduction de la dette actuellement en cours sont autant de facteurs susceptibles de compromettre les progrès. Dans ce cas, le nombre de pauvres, en l'an 2000, oscillerait toujours autour de 1 milliard. Dans la plupart des régions, l'amélioration des indicateurs sociaux que l'on prévoit devrait mieux résister aux aléas de la conjoncture extérieure, mais, comme dans les années 80, l'Afrique subsaharienne pourrait faire exception. Si la détérioration des services observée au cours des années 80 devait se poursuivre, les projections du Tableau 9.1 ne se réaliseraient pas.

Différences d'incidence de la pauvreté selon les régions

Les variations observées d'une région à l'autre traduisent des différences dans la prestation des services sociaux, le rythme et la physionomie de la croissance économique ainsi que l'expansion démographique. Elles traduisent également des différences de structure de la pauvreté et de la capacité administrative à s'attaquer aux problèmes qu'elle soulève.

Tableau 9.1 Indicateurs sociaux, par région en développement, 1985 et 2000

Région	Taux net de scolarisation primaire		Mortalité des moins de cinq ans	
	1985	2000	1985	2000
Afrique subsaharienne	56	86	185	136
Asie de l'Est	96	100	54	31
Chine	93	95	44	25
Asie du Sud	74	88	150	98
Inde	81	96	148	94
Europe de l'Est	90	92	25	16
Moyen-Orient et Afrique du Nord	75	94	119	71
Amérique latine et Caraïbes	92	100	75	52
Total	84	91	102	67

Note : Pour la mortalité des moins de cinq ans, les chiffres régionaux sont des moyennes pondérées, les chiffres indiqués pour 1985 couvrent la période 1985-90 et ceux de l'an 2000 la période 2000-05.
Source : Pour 1985, les données des Nations Unies et le Tableau 5.1; pour les projections, les estimations de la Banque mondiale.

Tableau 9.2 La pauvreté en l'an 2000, par région en développement

Région	Incidence de la pauvreté		Nombre de pauvres (millions)	
	1985	2000	1985	2000
Afrique subsaharienne	46,8	43,1	180	265
Asie de l'Est	20,4	4,0	280	70
Chine	20,0	2,9	210	35
Asie du Sud	50,9	26,0	525	365
Inde	55,0	25,4	420	255
Europe de l'Est	7,8	7,9	5	5
Moyen-Orient, Afrique du Nord et autres pays d'Europe	31,0	22,6	60	60
Amérique latine et Caraïbes	19,1	11,4	75	60
Total	32,7	18,0	1.125	825

Note : Par incidence de la pauvreté, on entend la part de la population située au-dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire dont le revenu annuel est inférieur à 370 dollars (le seuil supérieur retenu dans le présent rapport).
Source : Pour 1985, le Tableau 2.1; pour l'année 2000, les estimations de la Banque mondiale.

Il y a longtemps que l'Asie de l'Est suit l'approche globale préconisée dans le Rapport pour combattre la pauvreté. En 1985, le nombre de pauvres y était tombé à 280 millions, dont la plupart en Chine; à la fin de la décennie, ils ne devraient plus être que 70 millions environ. La croissance du PIB devrait y demeurer forte, avec un taux voisin de 7 % par an. Ces pays maintiendront, selon toute probabilité, des infrastructures et des incitations de nature à favoriser l'essor des industries de transformation à forte intensité de main-d'oeuvre, des termes de l'échange intérieurs propres à encourager la croissance agricole et des investissements de capital humain relativement élevés par rapport aux autres dépenses. (Les Philippines feront peut-être exception; comme dans le passé, des déséquilibres macroéconomiques et une inégale répartition des terres risquent d'y ralentir la croissance et d'y prolonger le chômage.)

Plusieurs facteurs incitent cependant à la prudence. Tout d'abord, comme la Chine représente les trois quarts de la population de la région, tout retournement de tendance dans ce pays aurait des effets très sensibles sur la pauvreté régionale. Le taux de croissance de 6,8 % du PIB projeté pour les années 90 suppose la poursuite des réformes internes. De son côté, la baisse projetée du nombre de pauvres n'aura lieu que si la Chine parvient à maintenir la répartition équilibrée du revenu qui a caractérisé son développement. Si les termes de l'échange agricole s'effritent ou si les régions en retard dans leur développement n'arrivent pas à participer à la croissance, la progression globale de la Chine risquerait de s'en trouver compromise, surtout dans les zones rurales. En même temps, la poursuite de l'ouverture sur le marché et de la décentralisation risquerait d'ébranler encore plus son système communautaire de soins de santé et de sécurité sociale. Le grand problème, pour la Chine, est de dynamiser son économie par une réforme des marchés tout en maintenant ou en remplaçant les filets de sécurité sociale menacés par la réforme. Si la conjoncture extérieure est défavorable et si les réformes internes ne sont pas appliquées, il y a peu de chances que la croissance annuelle dépasse 5 % au cours des années 90. La Chine se retrouverait alors avec 90 millions de pauvres en l'an 2000. Une chute des revenus réels des ruraux pauvres (due, par exemple, à une modification des prix relatifs) pourrait facilement en porter le nombre à plus de 100 millions.

Une deuxième raison de ne pas être trop optimiste pour les pauvres de la région est que la

physionomie de la pauvreté est en train de changer. Une hausse des revenus et une croissance vigoureuse de l'emploi dans les pays à revenu intermédiaire d'Asie de l'Est y relèguent de plus en plus les pauvres dans les catégories qui ne sont pas en mesure de profiter des possibilités d'emploi et de la progression des salaires réels — notamment celles des personnes âgées et des infirmes. En outre, les forces démographiques et sociales obligent de plus en plus les Etats à assurer des soins de santé et des filets de sécurité à ces catégories de population. Des économies comme la Corée et la Malaisie ont les ressources et la capacité administrative voulues pour mettre en place des systèmes d'assistance sociale, mais une plus grosse part des transferts internes devra, à l'avenir, être réservée à cette fin.

Enfin, l'Asie du Sud-Est, en particulier, a beaucoup à craindre d'une résurgence du protectionnisme dans ses marchés d'exportation. Pour les pays de cette région, les exportations constituent une part exceptionnellement élevée du PNB. Pour plusieurs types de produits, comme les vêtements, les chaussures et les articles d'électronique, les possibilités de croissance future se heurtent aux barrières érigées par les pays industriels. Pour l'Asie de l'Est plus que pour toute autre région, tout nouveau progrès dans la libéralisation des échanges réalisé sous l'égide du GATT améliorera les perspectives de croissance et les possibilités d'emploi.

Afrique subsaharienne

L'Afrique subsaharienne se situe à l'autre extrême. C'est elle qui a le plus de chemin à parcourir pour adopter la stratégie préconisée ici, elle a dû affronter des problèmes extérieurs plus graves que la plupart des autres régions, et ses infrastructures sociales et matérielles sont fortement dégradées. En outre, on prévoit que sa population continuera de croître de plus de 3 % par an pendant la prochaine décennie. Un accroissement démographique aussi rapide rend la lutte contre la pauvreté encore plus difficile, car il sape les efforts déployés pour accroître le revenu du travail et parce qu'il devient plus coûteux, de ce fait, d'étendre le champ de la protection sociale.

L'appauvrissement marqué qui est projeté pour l'Afrique subsaharienne la distingue radicalement des autres régions. Les 3,7 % de croissance annuelle du PIB sur lesquels reposent ces projections sont légèrement supérieurs à la moyenne des vingt dernières années, mais cela suffira à peine pour que le niveau de vie y demeure inchangé durant

les dix prochaines années. Pendant ce temps, la population aura encore grossi de 165 millions d'habitants, et le nombre de pauvres de 70 millions.

Pour que le sort de l'Afrique subsaharienne s'améliore, il faut que les pays de la région s'engagent à changer radicalement de politique et à réaménager leurs priorités de développement. Pendant la seconde moitié des années 80, un grand nombre d'entre eux ont lancé de vastes programmes de réforme. Ces programmes doivent être poursuivis et renforcés. Il convient en particulier de persévérer dans trois domaines d'une importance cruciale : réduire les taux de fécondité, accroître les investissements sociaux (surtout en éducation et en soins de santé) et remettre en état les infrastructures nécessaires à l'expansion de l'agriculture, du commerce et de l'industrie. Beaucoup des actions à engager pour atteindre ces objectifs ont été décrites dans un récent rapport de la Banque mondiale intitulé *L'Afrique subsaharienne : de la crise à une croissance durable*. L'analyse des tendances futures de la pauvreté présentée ici corrobore les conclusions de ce Rapport.

Pour juger de l'ampleur de la tâche à laquelle est confrontée l'Afrique subsaharienne, il n'est que de considérer ce qu'il faudrait faire pour empêcher le nombre de pauvres d'augmenter. Même en appliquant une politique socio-économique volontariste comprenant une expansion de la protection sociale et une certaine amélioration de la répartition du revenu, il faudrait un taux de croissance d'environ 5,5 % par an — soit près de 2 points de plus que le taux projeté — pour obtenir un niveau de consommation par habitant suffisant pour réaliser cet objectif. Pareil résultat ne pourrait être atteint sans une aide extérieure beaucoup plus importante et mieux adaptée aux besoins de la région. Cette aide n'aura d'effet (et ne sera justifiée) que si la politique des pays va dans le sens d'une réduction de la pauvreté et de la mise en place de capacités nationales.

Asie du Sud

L'Asie du Sud dispose d'un potentiel considérable pour faire reculer la pauvreté, surtout en Inde. Mais il y a aussi risque de stagnation, et notamment dans les autres parties du sous-continent. Près de la moitié des pauvres du monde vivent dans cette région, et l'évolution de leurs conditions de vie sera pour beaucoup dans le succès ou l'échec de la lutte contre la pauvreté dans le monde. Le PIB par habitant y est toujours faible, mais il n'a cessé d'augmenter régulièrement au rythme de 3 % au cours des années 80 et devrait

continuer à croître à ce rythme tout au long des années 90. Si ces bons résultats peuvent être maintenus, le nombre de pauvres devrait tomber de 525 à 365 millions.

D'après les projections, la pauvreté est appelée à connaître un recul spectaculaire en Inde. Ce recul sera rendu possible par une croissance soutenue et la poursuite des réformes. Une réforme des finances publiques s'impose pour freiner la croissance des déficits publics, contenir l'endettement extérieur et intérieur, et générer suffisamment d'épargne pour alimenter l'investissement intérieur. Le service de la dette intérieure et extérieure absorbe une part croissante des dépenses publiques et risque d'empêcher les autorités d'atteindre leurs objectifs d'investissement. Si l'investissement demeure bridé par la faiblesse de l'épargne intérieure et de l'emprunt extérieur, il est peu probable que la croissance de l'Inde soit supérieure à 2 % par an pour l'ensemble de la décennie. Dans ce cas, le nombre de pauvres atteindrait 370 millions en l'an 2000, ce qui ferait perdre à peu près tout ce qui aurait pu être gagné.

D'autres mesures encore devront être prises par les gouvernements pour lutter contre la pauvreté. Une nouvelle libéralisation des régimes commerciaux encouragerait les exportations et permettrait de substituer efficacement une production locale à forte intensité de main-d'œuvre aux importations. L'agriculture a besoin d'avoir accès aux nouvelles techniques, et l'infrastructure rurale devra être renforcée et entretenue, surtout dans les sous-régions où les progrès sont plus lents. Avec la contraction des dépenses publiques, les exportations devraient devenir un moteur plus puissant de la croissance. Les mesures politiques de portée générale devront être complétées par des interventions ciblées. La formule des travaux d'utilité collective, par exemple, a donné de bons résultats et pourrait être élargie et développée.

Les perspectives qui s'offrent aux autres pays sont plus sombres, et des mesures énergiques seront nécessaires pour empêcher que la pauvreté ne s'y aggrave sensiblement pendant la décennie. Aux taux de croissance projetés, le nombre de pauvres augmenterait au Bangladesh et au Pakistan. Bien que doté de terres fertiles et de ressources naturelles, le Bangladesh ressemble, à d'autres égards, à l'Afrique subsaharienne. Le manque de capacité administrative, la faiblesse de l'infrastructure, l'accroissement rapide de la population et les fortes distorsions de la politique intérieure sont autant de facteurs qui entravent la lutte contre la pauvreté. L'aide étrangère n'aura d'impact sensible que si des réformes radicales sont

entreprises pour en améliorer l'administration et en consacrer le produit à une amélioration de la médecine préventive, de la nutrition, de l'hygiène du milieu et de l'enseignement fondamental. En revanche, le Pakistan dispose d'un assez important secteur manufacturier, d'abondantes ressources administratives et d'un revenu par habitant deux fois plus élevé que celui du Bangladesh. Mais, malgré ces atouts, il n'est guère parvenu à améliorer les indicateurs sociaux de la pauvreté. La lutte contre la pauvreté exige un bien plus gros investissement social en faveur des pauvres.

L'aide a, dans l'ensemble, été mieux utilisée en Asie qu'en Afrique subsaharienne, mais, bien que les pauvres y soient très nombreux, la région reçoit un volume d'aide beaucoup plus faible par rapport à sa population totale ou à son PIB. L'une des grandes conclusions du présent rapport est que le montant de l'aide aux pays devrait dépendre des efforts qu'ils font pour réduire la pauvreté. Ce montant devrait être plus fort lorsque le pays, qu'il soit d'Afrique ou d'Asie, est sérieusement engagé sur cette voie, et cet accroissement ne devrait pas se faire aux dépens des autres régions. Cela demandera une aide plus abondante de la part des pays industriels.

Amérique latine et Caraïbes

Aucune autre région du monde en développement n'offre un contraste plus saisissant entre pauvreté et richesse que l'Amérique latine et les Caraïbes. Malgré des revenus moyens par habitant cinq à six fois supérieurs à ceux de l'Asie du Sud et de l'Afrique subsaharienne, près d'un cinquième de la population y vit toujours dans la pauvreté. Cela tient à l'exceptionnelle inégalité des revenus dans la région. Il suffirait de 0,7 % du PIB régional — soit à peu près l'équivalent d'un impôt de 2 % sur le revenu du cinquième le plus riche de la population — pour porter le revenu de tous les pauvres du continent juste au-dessus du seuil de pauvreté.

Les perspectives de réduction de la pauvreté dans la région dépendent dans une large mesure des réformes entreprises dans plusieurs domaines. Il est essentiel que les mesures de stabilisation macroéconomique qui seront prises soient crédibles. Un effort de stabilisation s'impose pour redonner confiance aux investisseurs, encourager le retour des capitaux enfuis et briser le cycle de crises économiques propre à beaucoup de pays de la région. Il est non moins important de promouvoir un type de croissance de nature à réduire les inégalités. Il faut, en premier lieu, éliminer des distorsions qui

favorisent le capital afin que la croissance future génère des emplois productifs à la portée des pauvres. Cela demandera, notamment, de réformer la politique des prix et des finances afin d'encourager le secteur privé à investir dans des industries à forte intensité de main-d'œuvre et ouvertes sur l'extérieur. En outre, comme de 40 à 50 % des pauvres vivront encore en milieu rural dans les années 90, l'amélioration apportée, dans les années 80, aux incitations à la production agricole devra être complétée par l'adoption de mesures énergiques en faveur du développement rural. Il faudra, en second lieu, maintenir et, dans certains domaines, élargir la protection sociale assurée aux pauvres. Enfin, des transferts — sous la forme, par exemple, des aides publiques à l'emploi mises en place en Bolivie, au Chili et au Pérou — pourront être nécessaires pour protéger les pauvres, surtout en période de stabilisation.

Les 4,2 % de croissance annuelle moyenne du PIB projetés pour l'Amérique latine au cours des années 90 présupposent que, pendant la seconde moitié de la décennie, le fardeau de la dette n'entravera plus gravement l'investissement dans la région et qu'au cours des années suivantes, des programmes seront mis en place en vue de rétablir la stabilité économique. Si, en plus, la répartition du revenu s'améliore avec la croissance (comme cela a été le cas en Indonésie et en Colombie pendant les années 70 et 80), de gros progrès pourront être faits pour faire reculer la pauvreté dans cette région. D'après les projections, l'incidence de la pauvreté devrait tomber de 19 à 11 % d'ici l'an 2000.

Une évolution défavorable de la conjoncture économique mondiale, comme celle que décrit le Chapitre 1, assombrirait les perspectives de croissance et de réduction de la pauvreté dans la région. Si les efforts entrepris pour alléger le fardeau de la dette échouaient, si les termes de l'échange se détérioraient et si la demande mondiale de produits exportés par la région fléchissait, cela aurait pour effet de ralentir la croissance et de compromettre, probablement, les efforts d'ajustement. Dans ces conditions, la croissance de la consommation par habitant ne dépasserait pas 1 % et la région compterait, en l'an 2000, 25 millions de pauvres en plus, soit 5 % de sa population. Pour éviter pareille éventualité, il faut, d'une part, qu'il existe, dans la région, une forte adhésion politique à la poursuite de l'effort d'ajustement et, d'autre part, pouvoir compter sur une aide extérieure et un allègement de la dette suffisants pour que la crise de la dette ne persiste pas tout au long des années 90.

La condition des pauvres en Europe de l'Est présente un aspect particulier à cause du rôle important que joue l'Etat comme pourvoyeur d'emplois, de logements et de services. La pauvreté est un phénomène essentiellement urbain associé à la faiblesse du salaire réel et, de plus en plus, au chômage. Dans plusieurs pays, la pauvreté s'est aggravée au cours des années 80. Des problèmes structurels, accompagnés d'une faible croissance de la productivité et de pénuries chroniques de matériaux, ont entraîné une chute des salaires réels pour une grande partie de la population active. Si la pauvreté y revêt déjà un caractère grave et risque de s'étendre encore pendant la période de transition vers l'économie de marché, les pauvres sont quand même beaucoup moins nombreux en Europe de l'Est qu'en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud.

D'après les projections, le PIB par habitant ne devrait progresser que de 1,5 % par an au cours des dix prochaines années et l'incidence de la pauvreté devrait demeurer aux alentours de 8 % de la population. Deux problèmes importants se posent aux gouvernements des pays de la région. L'un est le rythme des réformes qui déterminera la gravité des bouleversements sociaux et le temps qu'il faudra pour que l'effet s'en fasse sentir par des gains de productivité. L'autre concerne l'arbitrage à opérer entre, d'une part, la réduction des déficits budgétaires et des interventions de l'Etat — réduction indispensable au bon fonctionnement des marchés — et, d'autre part, la nécessité de maintenir les filets de sécurité. Il est probable qu'une grande partie de la population active cessera d'émarger au budget de l'Etat alors même que seront réduites les subventions dont bénéficient l'alimentation, le logement et autres services. Des allocations de chômage et des stages de reconversion seront donc nécessaires pendant quelque temps.

Le potentiel de croissance de la production, de la productivité et du revenu du travail à moyen et long termes est énorme dans la région. Si la transition institutionnelle et juridique vers une économie de marché peut être menée rapidement, et si une aide technique et financière (y compris sous forme d'investissements) peut être obtenue de l'étranger, la croissance de la consommation pourrait dépasser de loin les prévisions. Si la répartition du revenu restait plus ou moins inchangée, une croissance du PIB de 4 % par an pendant la décennie ferait disparaître la pauvreté absolue.

Les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord souffrent également d'une intervention massive de l'Etat sur les marchés intérieurs, mais les problèmes ne sont pas les mêmes qu'en Europe de l'Est. Nombre de pays d'Afrique du Nord appliquent une politique de subventions alimentaires pour aider les pauvres, bien qu'il soit amplement prouvé que les subventions sont une forme de transferts extrêmement inefficace. En Algérie, en Egypte, au Maroc et en Tunisie, les subventions alimentaires absorbent une part substantielle du budget de l'Etat. Il leur faudrait donc trouver des moyens moins coûteux et plus efficaces d'opérer des transferts en faveur de ceux qui sont vraiment pauvres. Plusieurs pays ont également des marchés intérieurs dont le jeu est faussé par l'existence de graves distorsions, par des déséquilibres persistants de balance des paiements courants (faute d'appliquer une politique budgétaire et de change à la mesure de leurs moyens) et par des ratios endettement/exportations élevés. La prolongation des conflits du Moyen-Orient est extrêmement coûteuse et draine des ressources qui auraient pu, sinon, être investies ou dépensées pour les pauvres. Tant que ces conflits n'auront pas été définitivement résolus, l'avenir demeurera sombre pour les pauvres.

En supposant que la paix revienne dans la région au cours des années 90 et que des programmes d'ajustement structurel soient mis en place, le PIB par habitant devrait croître en moyenne de 2,1 % par an. Malgré un accroissement rapide de la population (qui demeurerait supérieur à 2 % par an), une répartition des revenus un peu plus équitable et un ciblage plus économique des pauvres pourraient stabiliser le nombre de ceux-ci autour de 60 millions en l'an 2000, soit le même chiffre qu'en 1985. Des hypothèses moins favorables porteraient ce nombre à 85 millions environ.

Ce qui peut être fait

Ce début de décennie a été marqué par des changements d'une importance historique en URSS et dans de nombreux pays d'Europe de l'Est. Il se peut que ces changements préludent à l'avènement d'un monde moins en proie aux rivalités entre superpuissances et plus soucieux de la qualité de la vie. Le changement dont il a été question ici est plus discret, mais tout aussi historique — le lent cheminement des ménages vers la sortie de la pauvreté. Les pouvoirs publics ont souvent

joué un rôle éminemment utile à cet égard, mais plus de 1 milliard d'êtres humains sont encore pauvres. Dans certaines parties du monde, le nombre des pauvres a même augmenté au cours des années 80.

Les projections présentées dans ce chapitre ont forcément quelque chose d'aléatoire, mais elles n'en donnent pas moins une idée des avantages que peut apporter une action avisée des pouvoirs publics. Trois conclusions sont particulièrement claires. Tout d'abord, un environnement extérieur moins porteur se traduirait par des pressions plus grandes sur les ressources des pays en développement et par une forte augmentation du nombre de pauvres en l'an 2000. Ensuite, si rien n'est fait pour entreprendre les réformes voulues, réduire les inégalités de revenus ou sauvegarder les services sociaux et le revenu réel, là où des progrès ont déjà été faits, les gains potentiels seront fortement réduits. La conjonction de ces deux éventualités risquerait d'entraver tout progrès dans la lutte contre la pauvreté au cours de la prochaine

décennie. Enfin, les projections montrent qu'entre 1985 et l'an 2000, le nombre de pauvres augmentera peut-être de 85 millions en Afrique subsaharienne. Seule une action exceptionnellement audacieuse de la part de la communauté internationale et des gouvernements de la région pourra empêcher qu'une telle éventualité ne se réalise.

Empêcher le nombre de pauvres d'augmenter en Afrique subsaharienne, tout en en réduisant de près de 400 millions (par rapport à 1985) le nombre ailleurs dans le monde en développement, est un objectif ambitieux, mais réalisable d'ici la fin du siècle. De redoutables obstacles politiques et économiques se dressent dans de nombreux domaines, et il est bien vrai que ce qui sera fait pour venir effectivement en aide aux pauvres n'ira pas sans exiger quelques sacrifices de la part des non-pauvres, tant des pays développés que des pays en développement. Mais ces sacrifices sont modestes, même considérés dans l'immédiat, et ils ne pèsent guère auprès du progrès social que pourrait apporter une offensive générale contre la pauvreté.



Notice bibliographique

Le présent rapport s'appuie sur toute une série de rapports de la Banque mondiale et sur de nombreuses sources extérieures. Les documents de la Banque mondiale comprennent des études préparées dans le cadre de son programme de recherche et des travaux consacrés à certains secteurs ou à l'ensemble de l'économie de différents pays et aux projets qui y sont réalisés. Les principales sources utilisées pour chacun des chapitres sont indiquées ci-après et sont ensuite, avec les autres sources, classées par ordre alphabétique, par auteur ou par organisation en deux catégories : la série des documents de référence établie spécialement pour le présent rapport, et une bibliographie. Les documents de référence, dont certains seront publiés par la suite dans la série Documents de travail des services de Politiques, recherche et relations extérieures, font la synthèse de publications extérieures et des travaux de la Banque pertinents. Les opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement celles de la Banque mondiale ni celles qui sont exposées dans le présent rapport.

Outre les sources énumérées, un grand nombre de personnes, appartenant ou non aux services de la Banque mondiale, ont contribué à la préparation du Rapport. L'équipe de rédaction souhaite, en particulier, remercier Ravi Kanbur, Michael Lipton, Martin Ravallion et T. N. Srinivasan pour toute l'aide qu'ils lui ont apportée. Elle remercie aussi ceux qui lui ont fourni des notes ou des observations détaillées, notamment Surjit Bhalla et Herman van der Tak.

Chapitre 1

Les données utilisées dans ce chapitre proviennent principalement du FMI, de l'OCDE et de la Banque

mondiale. Les projections et l'analyse des données ont été préparées par la division Analyse et perspectives économiques internationales du Département de l'économie internationale de la Banque mondiale; Fardoust et Dhareshwar, 1990, a été une source de référence importante. Robert Lynn, Christian Pedersen et Karsten Pedersen ont contribué à la préparation des scénarios de prévisions spécifiques. La section consacrée à la dette a pour source principale Banque mondiale, 1989f, et des entretiens avec Constantijn Claessens, Charles Humphreys, Ishrat Husain et Sweder van Wijnbergen. L'Encadré 1.2 s'appuie sur Dornbusch et Edwards, 1989, Sachs, 1989, et sur le document de référence établi par Roubini. L'Encadré 1.4 est principalement fondé sur van Wijnbergen, 1990, et l'Encadré 1.5 sur Borrell et Yang, 1990. Ajay Chhibber, Alan Gelb et Paul Meo ont présenté d'utiles observations.

Chapitre 2

De nombreuses études de la Banque mondiale et des Nations Unies ainsi que des études d'universitaires sur la pauvreté ont été consultées pour ce chapitre. Les trois profils de ménages sont fondés sur Hartmann et Boyce, 1983, Tremblay et Capon, 1988, et les données de l'enquête sur les ménages proviennent du projet Etude sur la mesure des niveaux de vie, de la Banque mondiale, avec le concours de Paul Glewwe et de Dean Joliffe. Gabriela Vega a également fourni d'utiles commentaires. L'Encadré 2.1 est fondé sur le document de référence de Anand et Harris et sur Haddad et Kanbur, 1989, et Ravallion, 1988. L'Encadré 2.2 s'appuie sur les documents relatifs à la mesure de la pauvreté, particulièrement Sen, 1981, et sur les applications

à la politique économique de Ravallion et van de Walle, 1988. L'analyse de l'Encadré 2.3 repose sur Collier et Lal, 1986, Collier et al., 1986, Drèze (à paraître) et Greer et Thorbecke, 1986. L'Encadré 2.4 a été préparé par Martin Ravallion et Apparao Katikineni, à partir des données figurant dans des dossiers fournis par ICRISAT, Inde. Gaurav Datt et Etienne van de Walle ont présenté d'utiles observations.

Chapitre 3

L'analyse de l'évolution de la pauvreté s'appuie sur des sources de la Banque mondiale et sur des études d'Elaine K. Chan sur la décomposition de la pauvreté et la distribution du revenu. L'Encadré 3.1 s'inspire de Keyfitz, 1985; l'Encadré 3.2 de Bevan, Collier et Gunning, 1988, de Collier (à paraître), Collier et al., 1986, de Wagao, 1986 et de documents fournis par Douglas Rimmer; l'Encadré 3.4 est fondé sur le document de référence de Williamson et Polak. L'Encadré 3.5 s'inspire de William Ascher. L'Encadré 3.6 et l'analyse des choix critiques sont fondés sur le document de référence de Bourguignon. Les données relatives à la Figure 3.4 ont été fournies par Juan Luis Londoño.

Chapitre 4

Ce chapitre est en grande partie fondé sur des sources de la Banque mondiale et sur l'expérience acquise par cette dernière au cours de ses opérations. La section concernant les politiques gouvernementales et le développement rural s'appuie sur le document de référence de Papanek; Adelman, 1984, Booth, 1989, Cavallo et Mundlak, 1982, de Janvry et al., 1989, Krueger, Schiff et Valdés, 1988 et Schiff et Valdés (à paraître); Lele, 1989, et sur d'autres éléments d'information tirés du projet de la Banque concernant la Gestion du développement agricole en Afrique, ainsi que sur des documents fournis par Jean-Jacques Dethier. Les développements relatifs à l'infrastructure et à la technologie s'inspirent d'Anderson, Herdt et Scobie, 1988, de Binswanger, 1990, de Binswanger, Khandker et Rosenzweig, 1989, de Hayami et Rutan, 1985, de Hazell et Ramasamy, 1988, et de Lip-ton et Longhurst, 1989. Parmi les sources utilisées pour la section sur l'encouragement des liaisons entre les activités agricoles et non agricoles figurent notamment Haggblade et Hazell, 1989, et Haggblade, Hazell et Brown, 1989. La section sur la croissance urbaine et industrielle s'appuie sur Soto, 1989, l'Organisation internationale du tra-

vail, 1985, Krueger, 1983, Lee, 1989, Lee et Anas, 1989, ainsi que sur Little, Mazumdar et Page, 1987. L'analyse relative à l'accès à la terre est fondée sur le document de référence sur les droits fonciers préparé par Bell, sur Binswanger et Elgin, 1988, et sur des données fournies par Peter Hazell et Peter Hopcraft. La section concernant l'accès au crédit est fondée sur le document de référence relatif au crédit préparé par Bell et sur des données établies par Sharon Holt; d'autres sources comprennent Braverman et Guasch, 1989, Hossain, 1988, Huppi et Feder, 1989, l'Agence des Etats-Unis pour le développement international, 1989, Von Pischke, 1989, et Von Pischke, Adams et Donald, 1983. Lynn Bennett, Millard Long, Elizabeth Rhyen, J. D. Von Pischke et Jacob Yaron ont présenté des observations détaillées. Les données concernant l'accès à l'infrastructure et à la technologie proviennent des documents de référence préparés par Holt et par le Fonds international pour le développement agricole, et de Cernea, 1985, Kortén, 1980, Kortén et Siy, 1988, Lewis et al., 1988 et Uphoff, 1986. L'analyse des zones pauvres en ressources est fondée sur des données préparées par Sharon Holt et sur Lele et Stone, 1989, ainsi que Leonard et al., 1989; John Doolette a fourni des données et Gloria Davis, Jeffrey Leonard, Augusta Molnar et Robert Repetto ont présenté des observations. L'Encadré 4.1 s'appuie sur Binswanger, 1989, et l'Encadré 4.2 sur Ahmed et Hossain, 1988. L'Encadré 4.3 est fondé sur des données préparées par Elizabeth King. L'Encadré 4.4 est fondé sur des notes de référence établies par Friedrich Kahnert et Oded Stark. L'Encadré 4.6 a été préparé par Peter Hazell et Shem Migot-Adholla et s'appuie sur Blarel et Place, 1990. L'Encadré 4.7 est fondé sur des données préparées pour Banque mondiale, 1989c. L'Encadré 4.8 s'inspire de Singh et Bara, 1988, l'Encadré 4.9 de Kahnert, 1989, et l'Encadré 4.10 de Piazza et Doolette, 1990. Douglas Barnes, David Beckmann, Clive Bell, Hans Binswanger, Peter Hazell, Barbara Herz, Peter Hopcraft, Friedrich Kahnert, Robert Liebenthal, Luis Riveros, Ricardo Silveira, Roger Slade et Norman Uphoff ont présenté d'utiles observations.

Chapitre 5

Ce chapitre s'appuie en grande partie sur l'expérience acquise par la Banque mondiale dans les domaines de l'éducation et de la santé. La section relative à l'enseignement primaire est principalement fondée sur Lockheed, Verspoor et al., 1990, et sur Banque mondiale, 1986b. L'analyse de l'in-

intervention des pouvoirs publics dans le domaine de la santé doit beaucoup à Banque mondiale, 1987b. Les données relatives à la mortalité des moins de cinq ans proviennent des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales internationales, 1988 et de Hill et Pebley, 1988. La série d'Enquêtes démographiques et sanitaires de Westinghouse a été une source utile d'informations sur la mortalité maternelle et infantile, la fécondité et le planning familial. Ralph Henderson a fourni des données provenant du Programme élargi de vaccination de l'Organisation mondiale de la santé. Les renseignements concernant la nutrition proviennent de Nations Unies, 1987, et ont bénéficié de suggestions présentées par Alan Berg et John Mason. Nancy Birdsall a fourni des données sur les questions concernant la démographie et le planning familial. L'Encadré 5.1 est fondé sur des travaux en cours à la division Population, santé et nutrition de la Banque mondiale sous la direction d'Anthony Measham. L'Encadré 5.2 s'appuie sur le document de référence de Lau, Jamison et Louat. L'Encadré 5.3 a été préparé par Ann Tinker et l'Encadré 5.4 par Eleanor Schreiber. L'Encadré 5.5 s'appuie sur des informations fournies par le Projet interrégional de pompes manuelles PNUD-Banque mondiale. Barbara Herz, Dennis de Tray, Emmanuel Jimenez, Oded Stark et Adriaan Verspoor ont présenté des observations détaillées.

Chapitre 6

Ce chapitre est fondé sur diverses sources de la Banque mondiale et autres et sur des consultations à l'intérieur et à l'extérieur de la Banque. L'exposé relatif aux communautés de pêcheurs repose sur une note de référence de Jean-Philippe Platteau et sur un document de Platteau (à paraître). La section sur les politiques alimentaires s'appuie sur Alderman (à paraître), Alderman et von Braun, 1984, Berg, 1987, Edirisinghe, 1987, Institut de statistique de la Jamaïque et Banque mondiale, 1988, Pinstруп-Andersen, 1988, Ravallion, 1987, Sen, 1981, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, 1989, et Banque mondiale, 1986c. Margaret Grosh a fourni des renseignements sur la politique du Gouvernement jamaïcain. La section sur les programmes publics pour l'emploi est fondée principalement sur Acharya et Panwalkar, 1988, Drèze et Sen, 1990 et Ravallion, 1990. L'Encadré 6.1 est fondé sur des données provenant de documents de référence établi par Atkinson ainsi que par Williamson et Polak et sur Howard, 1943. L'Encadré

6.2 repose sur Besley et Kanbur, 1988, Ravallion, 1990, et sur des notes de référence de Jean Drèze. Les Encadrés 6.3 et 6.5 sont fondés sur des données présentées dans un document à paraître de Drèze et dans un document de Morgan à paraître. L'Encadré 6.4 est fondé sur des renseignements présentés dans Acharya et Panwalkar, 1988. Alan Berg, Jean Drèze, Judith McGuire, Per Pinstруп-Andersen, Shlomo Reutlinger, Nicholas Stern, Kalandidhi Subbarao et Joachim von Braun ont présenté d'utiles observations.

Chapitre 7

L'analyse de la relation entre la politique macroéconomique et les pauvres repose sur des documents de référence établis par Ahmed et Peters; Berry; Bourguignon, de Melo et Suwa; et Fox et Morley. Les autres sources ont été Beaudry et Sowa, 1989, Mazumdar, 1989, des études par pays de la Banque mondiale ainsi que des documents préparés pour le Projet concernant les marchés de la main-d'oeuvre en période d'ajustement, réalisé sous l'égide de l'Université de Warwick et de l'Institut de développement économique de la Banque mondiale. L'analyse des dépenses publiques repose sur le document de référence de Gallagher et l'analyse relative aux programmes pour l'emploi en Bolivie, au Chili et au Pérou, sur Newman, 1988, Universidad de Chile, 1987, et Graham, 1990. L'analyse concernant l'indemnisation des travailleurs licenciés est fondée sur Collier, 1988. L'Encadré 7.1 est fondé sur Moser, 1989, l'Encadré 7.2 sur le document de référence de de Janvry, Fargeix et Sadoulet et l'Encadré 7.3 sur le document de référence de Milanovic. L'Encadré 7.4 s'appuie sur un document de Blejer et Guerrero à paraître et l'Encadré 7.5 sur *L'agriculteur africain*, 1990. L'Encadré 7.6 a été préparé par Stephen Haggard et s'inspire de Nelson, 1990. L'Encadré 7.7 a bénéficié des travaux relatifs au projet Dimensions sociales de l'ajustement entrepris par la Banque africaine de développement, le Programme des Nations Unies pour le développement et la Banque mondiale. François Bourguignon et Frances Stewart ont présenté des observations utiles sur le chapitre. Perla Aizenman, Benot Blarel, Fernando Luis Quevedo et Luis Riveros y ont également apporté leur concours.

Chapitre 8

L'analyse relative au commerce et à la pauvreté est fondée sur Finger et Messerlin, 1989, Finger et Ole-

chowski, 1987, Karsenty et Laird, 1987, Laird et Yeats, 1990, Tyers et Anderson, 1986, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, 1989, Whalley, 1985, et Yeats, 1981, et 1989, ainsi que sur de nombreux entretiens avec Refik Erzan, Sam Laird, Paul Meo, et Alexander Yeats. Des données essentielles ont été fournies par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, 1988. L'analyse de l'Arrangement multifibres est fondée sur les travaux d'Erzan, Goto et Holmes, 1989, et Trela et Whalley, 1988. L'analyse de la dette repose principalement sur Greene, 1989, Humphreys et Underwood, 1989, et Banque mondiale, 1989f. Des données du Comité d'aide au développement, particulièrement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, 1985, 1989 et 1990 ont été les principales sources en ce qui concerne l'aide et la pauvreté; Josefina G. Valeriano a fourni, en matière de recherche, une aide des plus utiles. Parmi les autres études qui ont été publiées sur l'aide, Cassen et collaborateurs, 1986, Lele, 1989, Mosley, 1987, Riddell, 1987, et Banque mondiale, 1986a ont été très utiles. L'Encadré 8.1 a été préparé par Paula Holmes et Paul Meo et l'Encadré 8.2 par Refik Erzan avec le concours de Paula Holmes. L'Encadré 8.3 s'appuie principalement sur Karsenty et Laird, 1987. L'Encadré 8.4 est fondé en grande partie sur des sources de l'OCDE, particulièrement 1989. L'Encadré 8.5 est en grande partie fondé sur Ayres, 1983, et Banque mondiale, 1988c, et l'Encadré 8.6 sur Ayres, 1983, Banque mondiale, 1983, et de récentes études non publiées de la Banque mondiale. L'Encadré 8.7 a bénéficié d'entretiens avec Robert Hindle, Shlomo Reutlinger et Cornelis Tuinenburg. David Beckmann, Michael Carter et Robert Liebenthal ont fourni d'utiles observations.

Documents de référence

- Ahmad, Ehtisham, et Christine Allison. "Poverty, Growth, and Public Policy in Pakistan."
- Ahmad, Ehtisham, et Stephen Ludlow. "Poverty, Inequality, and Growth in Pakistan."
- Ahmad, Ehtisham, et Yan Wang. "Inequality and Poverty in China: Institutional Change and Public Policy, 1978-1988."
- Ahmad, Ehtisham, et Gang Zou. "Deprivation and Prosperity in Chinese History."
- Ahmed, Sadiq, et R. Kyle Peters, Jr. "Adjustment with Poverty Alleviation: Indonesia's Experience."
- Anand, Sudhir, et Christopher Harris. "On the Choice of Welfare Indicator in the Analysis of Poverty: An Illustration Using Sri Lankan Data."
- Atkinson, Anthony B. "Poverty, Economic Performance, and Income Transfer Policy in OECD Countries."
- Bell, Clive. "Credit and Saving."
- . "Land Reform, Tenancy, Productivity, and Employment as Aspects of Property Rights in Land."
- Bell, Clive, et Robert Rich. "Rural Poverty and Agricultural Performance in India between 1956-57 and 1983-84."
- Berry, Albert. "The Effects of Stabilization and Adjustment on Poverty and Income Distribution: Aspects of the Latin American Experience."
- Bhalla, Surjit S. "The Role of Welfare Policies and Income Growth in Improving Living Standards in India and Sri Lanka."
- Bourguignon, François. "Optimal Poverty Reduction, Adjustment, and Growth: An Applied Framework."
- Bourguignon, François, Jaime de Melo, et A. Suwa. "Distributional Effects of Adjustment Policies: Simulations for Two Archetype Economies."
- Chan, Elaine K. "A Compendium of Data on Poverty and Income Distribution."
- . "Decomposing Changes in Poverty."
- de Janvry, Alain, André Fargeix et Elisabeth Sadoulet. "Economic, Welfare, and Political Consequences of Stabilization Policies: A General Equilibrium Approach."
- Drèze, Jean P., Peter Lanjouw et Nicholas Stern. "Identifying and Reaching the Poor: Principles and Some Examples from a North Indian Village."
- Fonds international de développement agricole. "Poverty Alleviation: An IFAD Perspective."
- Fox, M. Louise, et Samuel A. Morley. "Who Paid the Bill? Adjustment and Poverty in Brazil, 1980-1995."
- Gallagher, Mark. "Fiscal Duress and the Social Sectors in Developing Countries."
- Hill, Kenneth. "Demographic Response to Economic Shock."
- Holt, Sharon L. "The Role of Institutions in Poverty Reduction: A Focus on the Productive Sectors."
- Lau, Lawrence, Dean Jamison et Frédéric Louat. "Education and Productivity in Developing Countries: An Aggregate Production Function Approach."

Milanovic, Branko. "Poverty in Eastern Europe in the Years of Crisis: Poland, Hungary, and Yugoslavia."

———. "Poverty in Poland in the Years of Crisis, 1978-87."

Papanek, Gustav F. "Growth, Poverty, and Real Wages in Labor-Abundant Countries."

Pissarides, Christopher A. "Macroeconomic Adjustment and Poverty in Selected Developed Countries."

Posarac, Aleksandra. "Poverty in Yugoslavia, 1978-87."

Ravallion, Martin. "The Challenging Arithmetic of Poverty in Bangladesh."

Ravallion, Martin, Gaurav Datt, Dominique van de Walle et Elaine K. Chan. "Quantifying the Magnitude and Severity of Absolute Poverty in the Developing World in the Mid-1980s."

Roubini, Nouriel. "The Interactions between Macroeconomic Performance and Political Structures and Institutions: The Political Economy of Poverty, Growth, and Development."

Szalai, Julia. "Poverty in Hungary during the Period of Economic Crisis."

Teklu, Tesfaye, et Joachim von Braun. "Coping with Disastrous Drought: The 1984/85 Famine in North Kordofan, Sudan."

Williamson, Jeffrey G., et Ben Polak. "Poverty, Policy, and Industrialization: Lessons from the Distant Past."

Autres sources

Le terme "polycopié" désigne les documents dactylographiés reproduits par photocopie ou xérographie, ou autre moyen; il est possible qu'ils ne soient pas catalogués ou disponibles dans toutes les bibliothèques, ou que leur diffusion soit restreinte.

Acharya, Meena, et Lynn Bennett. 1983. *Women and the Subsistence Sector: Economic Participation and Household Decisionmaking in Nepal*. Document de travail 526 de la Banque mondiale. Washington.

Acharya, Sarthi, et V. G. Panwalkar. 1988. "The Maharashtra Employment Guarantee Scheme: Impacts on Male and Female Labour." Préparé pour le Population Council Program on Women's Roles and Gender Differences. Tata Institute of Social Sciences, Bombay, Inde. Polycopié.

Adelman, Irma. 1984. "Beyond Export-Led Growth." *World Development* 12, 9 (septembre) : 937-49.

Agence des Nations Unies pour le développement international. 1989. *A.I.D. Microenterprise Stock-taking: Synthesis Report*. AID Evaluation Occasional Paper. Washington.

L'agriculteur africain. 1990. "Les agriculteurs s'ajustent aux réformes économiques." No 3 (avril) : 5-16. New York : The Hunger Project.

Ahmed, Raisuddin, et Mahabub Hossain. 1988. "Developmental Impact of Rural Infrastructure: Bangladesh." Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Washington, en collaboration avec le Bangladesh Institute of Development Studies. Polycopié.

Alderman, Harold. A paraître. "Food Subsidies and the Poor." Banque mondiale, Amérique latine, Département technique, Washington. Dans George Psacharopoulos, directeur de publication, *Essays on Poverty, Equity and Growth*.

Alderman, Harold, et Valerie Kozel. 1989. *Formal and Informal Sector Wage Determination in Urban Low-Income Neighborhoods in Pakistan*. Etude 65 sur la mesure des niveaux de vie. Washington : Banque mondiale.

Alderman, Harold, et Joachim von Braun. 1984. *The Effects of the Egyptian Food Ration and Subsidy System on Income Distribution and Consumption*. Research Report 45. Washington : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.

Allison, Christine. 1989. "Poverty, Inequality, and Public Policy in Pakistan." Banque mondiale, Département Afrique de l'Est, Washington. Polycopié.

Anderson, Jock R. 1985. *Research and Agricultural Progress*. Armidale, N.S.W., Australie : University of New England.

Anderson, Jock R., Robert W. Herdt et Grant M. Scobie. 1988. *Science and Food: The CGIAR and Its Partners*. Washington : Banque mondiale.

Ascher, William. 1984. *Scheming for the Poor: The Politics of Redistribution in Latin America*. Cambridge, Mass. : Harvard University Press.

Atkinson, A. B. 1987. "On the Measurement of Poverty." *Econometrica* 55 : 749-64.

Ayres, Robert L. 1983. *Banking on the Poor: The World Bank and World Poverty*. Cambridge, Mass. : MIT Press.

Banque africaine de développement, Programme des Nations Unies pour le développement et Banque mondiale. 1990. *The Social Dimensions of Adjustment in Africa: A Policy Agenda*. Washington : Banque mondiale.

- Banque mondiale. 1984. *L'apprentissage par l'action : les prêts de la Banque mondiale pour le développement urbain, les dix premières années*. Washington.
- . 1986a. *Aid for Development: The Key Issues. Supporting Materials for the Report of the Task Force on Concessional Flows*. Brochure 8 du Comité du développement. Washington.
- . 1986b. *La pauvreté et la faim : la sécurité alimentaire dans les pays en développement : problèmes et options*. Etude de politique générale de la Banque mondiale. Washington.
- . *Rapport sur le développement dans le monde 1986*. Washington.
- . 1987. *Le financement de l'éducation dans les pays en développement : les options*. Washington.
- . 1987a. *The Aga Khan Rural Support Program in Pakistan: An Interim Evaluation*. Etude du Département de l'évaluation rétrospective des opérations. Washington.
- . 1988a. *L'éducation en Afrique subsaharienne : pour une stratégie d'ajustement, de revitalisation et d'expansion*. Etude de politique générale de la Banque mondiale. Washington.
- . 1988b. "The Philippines: The Challenge of Poverty." Rapport 7144-PH. Asie, Département géographique II, Washington. Polycopié.
- . 1988c. *La Banque mondiale et le développement rural, 1965-86*. Etude sur l'évaluation rétrospective des opérations de la Banque mondiale. Washington.
- . 1988d. *Rapport sur le développement dans le monde 1988*. Washington.
- . 1989. *Le financement des services de santé dans les pays en développement : un programme de réformes*. Etude de politique générale de la Banque mondiale. Washington.
- . 1989a. "Feeding Latin America's Children." Amérique latine et Caraïbes, Département technique, Washington. Polycopié.
- . 1989b. *India: Poverty, Employment, and Social Services*. Rapport économique de la Banque mondiale. Washington.
- . 1989c. *L'Afrique subsaharienne : de la crise à une croissance durable : étude de prospective à long terme*. Washington.
- . 1989d. *Trends in Developing Economies*. Washington.
- . 1989e. *Women in Pakistan: An Economic and Social Strategy*. Washington.
- . 1989f. *World Debt Tables 1989-90: External Debt of Developing Countries*. Washington.
- . 1989g. *Rapport sur le développement dans le monde 1989*. Washington.
- Beaton, George H., et Hossein Ghassemi. 1982. "Supplementary Feeding Programs for Young Children in Developing Countries." *American Journal of Clinical Nutrition* 35 (avril) : 864-916.
- Beaudry, P., et N. K. Sowa. 1989. "Labor Markets in an Era of Adjustment: A Case Study of Ghana." Préparé pour la "Conference on Labor Markets in an Era of Adjustment", Coventry, R.-U., 7-10 août, sous le parrainage du Development Economics Research Centre, University of Warwick, et l'Institut de développement économique de la Banque mondiale. Polycopié.
- Berg, Alan. 1989. *Malnutrition : les remèdes existent; l'expérience de la Banque mondiale*. Washington : Banque mondiale.
- Besley, Timothy, et Ravi Kanbur. 1988. "The Principles of Targeting." Discussion Paper 85. Development Economics Research Centre, University of Warwick, Coventry, R.-U. Polycopié.
- Bevan, David, Paul Collier et Jan Gunning. 1988. "The Political Economy of Poverty, Equity and Growth: Indonesia and Nigeria." Banque mondiale, Amérique latine, Département technique, Washington. Polycopié.
- Bhende, M. J. 1986. "Credit Markets in Rural South India." *Economic and Political Weekly* 21, 38-39 (septembre).
- Biggs, Tyler S., Donald R. Snodgrass et Pradeep Srivastava. 1990. "On Minimalist Credit Programs." Development Discussion Paper 331, Economic Policy Series. Harvard Institute for International Development, Cambridge, Mass. Polycopié.
- Binswanger, Hans P. 1989. "Brazilian Policies That Encourage Deforestation in the Amazon." Document de travail 16 du Département de l'environnement. Banque mondiale, Washington. Polycopié.
- . 1990. "The Policy Response of Agriculture." Dans *Proceedings of the World Bank Annual Conference on Development Economics 1989*. Washington : Banque mondiale.
- Binswanger, Hans P., et Miranda Elgin. 1988. "What Are the Prospects for Land Reform?" Dans Allen Maunder et Alberto Valdes, directeurs de publication, *Agriculture and Governments in an Interdependent World*. Proceedings of the Twentieth International Conference of Agricultural Economists, Buenos Aires, 24-31 août 1988. Hants., R.-U. : Dartmouth Publishing Co.

- Binswanger, Hans P., Shahidur R. Khandker et Mark R. Rosenzweig. 1989. "How Infrastructure and Financial Institutions Affect Agricultural Output and Investment in India." Document de travail 163 des Services de politiques, planification et recherche, Banque mondiale, Amérique latine et Caraïbes, Département géographique II, Washington. Polycopié.
- Binswanger, Hans P., et Jaime B. Quizon. 1986. "What Can Agriculture Do for the Poorest Rural Groups?" Département de l'agriculture et du développement rural. Document de synthèse 57. Banque mondiale, Washington. Polycopié.
- Birdsall, Nancy. 1980. "Population Growth and Poverty in the Developing World." *Population Bulletin* 35, 5 (décembre) : 3-38.
- Birdsall, Nancy, et Estelle James. 1989. "Efficiency and Equity in Social Spending: How and Why Governments Misbehave." Document de travail 274 des Services de politiques, recherche et relations extérieures. Banque mondiale, Amérique latine et Caraïbes, Département géographique I, Washington. Polycopié.
- Blarel, Benoît, et Frank Place. 1990. "Land Tenure and Agricultural Production under Land Scarcity: The Case of Rwanda." Banque mondiale, Département de l'agriculture et du développement rural, Washington. Polycopié.
- Blejer, Mario I., et Isabel Guerrero. A paraître. "The Impact of Macroeconomic Policies on Income Distribution: An Empirical Study of the Philippines." *Review of Economics and Statistics*.
- Boateng, E. Oti, et al. 1989. "A Poverty Profile for Ghana, 1987-88." Banque mondiale, Département de l'Afrique occidentale et centrale, Washington. Polycopié.
- Booth, Anne. 1989. "Indonesian Agricultural Development in Comparative Perspective." *World Development* 17, 8 (août) : 1235-54.
- Borrell, Brent, et Maw-Cheng Yang. 1990. "EC Bananarama 1992." Marchés internationaux des produits de base. Banque mondiale, Département de l'économie internationale, Washington. Polycopié.
- Boulter, Bryan L. 1985. *Evaluating Unmet Needs for Contraceptives: Estimates for Thirty-six Developing Countries*. Document de travail 678 de la Banque mondiale. Washington.
- Bourguignon, François, William H. Branson et Jaime de Melo. 1989. "Adjustment and Income Distribution: A Counterfactual Analysis." Document de travail 215 des Services de politiques, planification et recherche. Banque mondiale, Département de l'économie nationale, Washington. Polycopié.
- Braverman, Avishay, et J. Luis Guasch. 1989. "Rural Credit in Developing Countries." Document de travail 219 des Services de politiques, planification et recherche. Banque mondiale, Département de l'agriculture et du développement rural, Washington. Polycopié.
- Brown, L. David, et David C. Korten. 1989. "Understanding Voluntary Organizations: Guidelines for Donors." Document de travail 258 des Services de politiques, planification et recherche. Banque mondiale, Département de l'économie nationale, Washington. Polycopié.
- Bulatao, Rodolfo, et al. 1989. "Africa Region Population Projections: 1989-90 Edition." Document de travail 330 des Services de politiques, planification et recherche. Banque mondiale, Département de la population et des ressources humaines, Washington. Polycopié.
- Cassen, Robert, et collaborateurs. 1986. *Does Aid Work? Report to an Intergovernmental Task Force*. New York : Clarendon Press.
- Castañeda, Tarsicio. A paraître. *Innovative Social Policies for Reducing Poverty: Chile in the 1980s*.
- Cavallo, Domingo, et Yair Mundlak. 1982. *Agriculture and Economic Growth in an Open Economy: The Case of Argentina*. Research Report 36. Washington : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.
- Cerne, Michael M., directeur de publication. 1985. *Putting People First: Sociological Variables in Rural Development*. New York : Oxford University Press.
- . 1990. *Population Displacement in Water Resources Development: Current Practice, Issues, and Policy Responses*. Harvard Institute for International Development Discussion Paper. Cambridge, Mass.
- Chambers, Robert. 1983. *Rural Development: Putting the Last First*. Londres : Longman.
- Chenery, Hollis, et al. 1977. *Redistribution et croissance*. Paris. Publié pour la Banque mondiale et l'Institut du développement de l'Université du Sussex. Presses universitaires de France.
- Chhibber, Ajay. 1986. "Financing Public Expenditures in Developing Countries: Direct versus Indirect Taxation." Document de travail du Département de la mobilisation des ressources. Banque mondiale, Washington. Polycopié.
- Collier, Paul. 1988. "African Public Sector Retrenchment: An Analytical Survey." Document de travail 27 du Programme mondial de l'emploi. Bureau international du travail, Genève. Polycopié.

- . A paraître. "Aid and Economic Performance in Tanzania." Dans Uma Lele et Ijaz Nabi, directeurs de publication, *Transitions in Development: The Role of Aid and Commercial Flows*. San Francisco, Calif. : Institute for Contemporary Studies.
- Collier, Paul, et Deepak Lal. 1986. *Labour and Poverty in Kenya, 1900-1980*. Oxford : Clarendon Press.
- Collier, Paul, Samir Radwan et Samuel Wangwe, avec Albert Wagner. 1986. *Labour and Poverty in Rural Tanzania: Ujamaa and Rural Development in the United Republic of Tanzania*. Oxford : Clarendon Press.
- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. 1988. *Manuel de statistiques du commerce international et du développement : Supplément 1987*. New York.
- . 1989. *Uruguay Round: Papers on Selected Issues*. New York.
- Cornia, Giovanni Andrea, Richard Jolly et Francis Stewart, directeurs de publication. 1987. *L'ajustement à visage humain*. 2 vols. Paris : Economica.
- Cox, Donald, et Emmanuel Jimenez. 1990. "Private Transfers and Public Policy in Developing Countries: A Case Study for Peru." Document de travail 345 des Services de politiques, planification et recherche. Banque mondiale, Département de l'économie nationale, Washington. Polycopié.
- Dandekar, Kumudini. 1983. *Employment Guarantee Scheme: An Employment Opportunity for Women*. Gokhale Institute Study 67. Bombay, Inde : Orient Longman.
- Datt, Gaurav, et Martin Ravallion. 1990. "Regional Disparities, Targeting, and Poverty in India." Document de travail 375 des Services de politiques, recherche et relations extérieures. Banque mondiale, Département de l'agriculture et du développement rural, Washington. Polycopié.
- Deaton, Angus, et Anne Case. 1988. *Analysis of Household Expenditures*. Etude sur la mesure des niveaux de vie. Document de travail 28. Washington : Banque mondiale.
- de Janvry, Alain, et Elisabeth Sadoulet. 1988. "Investment Strategies to Combat Rural Poverty: A Proposal for Latin America." Document de travail 459. Giannini Foundation of Agricultural Economics, University of California, Berkeley. Polycopié.
- de Janvry, Alain, et al. 1989. *Rural Development in Latin America: An Evaluation and a Proposal*. IICA Program Paper 12. San José, Costa Rica: Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture.
- de Soto, Hernando. 1989. *The Other Path: The Invisible Revolution in the Third World*. New York : Harper and Row.
- Donaldson, Graham. 1989. "Government-Sponsored Rural Development: Experience of the World Bank." Banque mondiale, Département de l'évaluation rétrospective des opérations, Washington. Polycopié.
- Dornbusch, Rudiger, et Sebastian Edwards. 1989. "Macroeconomic Populism in Latin America." NBER Working Paper 2986. National Bureau of Economic Research, Cambridge, Mass. Polycopié.
- Drabek, Anne Gordon, directeur de publication. 1987. "Development Alternatives: The Challenges for NGOs." *World Development* 15 suppl. (automne).
- Drèze, Jean P. A paraître. "Famine Prevention in Africa." Dans Jean P. Drèze et Amartya K. Sen, directeurs de publication, *The Political Economy of Hunger*. Oxford : Oxford University Press.
- Drèze, Jean, et Amartya Sen. 1990. *Hunger and Public Action*. Oxford : Clarendon Press.
- Echeverri-Gent, John. 1988. "Guaranteed Employment in an Indian State." *Asian Survey* 28, 12 : 1294-1310.
- Edirisinghe, Neville. 1987. *The Food Stamp Scheme in Sri Lanka: Costs, Benefits and Options for Modification*. Research Report 58. Washington : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.
- Erzan, Refik, Junichi Goto et Paula Holmes. 1989. "Effects of the Multi-Fibre Arrangement on Developing Countries' Trade: An Empirical Investigation." Document de travail 297 des Services de politiques, planification et recherche. Banque mondiale, Département de l'économie internationale, Washington. Polycopié.
- Erzan, Refik, et Peter Svedberg. 1989. "Protection Facing Exports from Sub-Saharan Africa in the EC, Japan, and the United States." Document de travail 320 des Services de politiques, planification et recherche. Banque mondiale, Département de l'économie internationale, Washington. Polycopié.
- Evans, Timothy. 1989. "The Impact of Permanent Disability on Rural Households: River Blindness in Guinea." *IDS Bulletin* 20, 2 (avril) : 41-48.
- Fardoust, Shahrokh, et Ashok Dhareshwar. 1990. "Long-Term Outlook for the World Economy: Issues and Projections for the 1990s." Document de travail 372 des Services de politiques, recherche et relations extérieures. Banque mondiale, Département de l'économie internationale, Washington. Polycopié.

- Finger, J. Michael, et Patrick A. Messerlin. 1989. *The Effects of Industrial Countries' Policies on Developing Countries*. Série politique générale et recherche 3. Washington : Banque mondiale.
- Finger, J. Michael, et Andrzej Olechowski, directeurs de publication. 1988. *L'Uruguay Round : une introduction aux négociations multilatérales*. Washington : Banque mondiale.
- Fitchett, Delbert A. 1988. *Agricultural Trade Protectionism in Japan: A Survey*. Document de synthèse 28 de la Banque mondiale. Washington.
- Fonds des Nations Unies pour l'enfance. 1989. *Les enfants de la ligne de front : l'impact de l'apartheid, de la déstabilisation et de la guerre sur les enfants d'Afrique australe et d'Afrique du Sud*. Edition 1989 augmentée d'un chapitre sur la Namibie. New York.
- . 1989. *Improving Child Survival and Nutrition: The Joint WHO/UNICEF Nutrition Support Programme in Iringa, Tanzania*. Dar es-Salaam.
- . 1990. *La situation des enfants dans le monde*. New York : UNICEF.
- Fonds monétaire international. 1989. *World Economic Outlook: A Survey by the Staff of the International Monetary Fund*. Washington.
- . Editions diverses. *Statistiques financières internationales. Annuaire*. Washington.
- Gallagher, Mark, et Osita M. Ogbu. 1989. "Public Expenditures, Resource Use and Social Services in Sub-Saharan Africa." Banque mondiale, Afrique, Département technique, Washington. Polycopié.
- Galway, Katrina, Brent Wolff et Richard Sturgis. 1987. *Child Survival: Risks and the Road to Health*. Columbia, Md. : Institute for Resource Development/Westinghouse.
- Garcia, Marito H., et Per Pinstrip-Andersen. 1987. *The Pilot Food Price Subsidy Scheme in the Philippines: Its Impact on Income, Food Consumption, and Nutritional Status*. Research Report 61. Washington : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.
- George, P. S. 1985. *Some Aspects of Procurement and Distribution of Foodgrains in India*. Working Papers on Food Subsidies 1. Washington : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.
- Gertler, Paul, et Jacques van der Gaag. A paraître. *The Willingness to Pay for Medical Care: Evidence from Developing Countries*. Baltimore, Md. : Johns Hopkins University Press.
- Ghai, Dharam, et Samir Radwan, directeurs de publication. 1983. *Agrarian Policies and Rural Poverty in Africa*. Genève : Bureau international du travail.
- Glewwe, Paul. 1988. *La répartition des niveaux de vie en Côte d'Ivoire en 1985*. Etude sur la mesure des niveaux de vie, Document de travail 29. Washington : Banque mondiale.
- . 1988. *The Distribution of Welfare in Peru in 1985-86*. Etude sur la mesure des niveaux de vie, Document de travail 42. Washington : Banque mondiale.
- Glewwe, Paul, et Dennis de Tray. 1988. *The Poor During Adjustment: A Case Study of Côte d'Ivoire*. Etude sur la mesure des niveaux de vie, Document de travail 47. Washington : Banque mondiale.
- . 1989. *The Poor in Latin America during Adjustment: A Case Study of Peru*. Etude sur la mesure des niveaux de vie, Document de travail 56. Washington : Banque mondiale.
- Glewwe, Paul, et Kwaku A. Twum-Baah. 1989. "The Distribution of Welfare in Ghana." Banque mondiale, Département de la population et des ressources humaines, Washington. Polycopié.
- Glewwe, Paul, et Jacques van der Gaag. 1988. *Confronting Poverty in Developing Countries: Definitions, Information, and Policies*. Etude sur la mesure des niveaux de vie, Document de travail 48. Washington : Banque mondiale.
- Golub, Stephen S., et J. M. Finger. 1979. "The Processing of Primary Commodities: Effects of Developed-Country Tariff Escalation and Developing-Country Export Taxes." *Journal of Political Economy* 87, 3 (juin) : 559-77.
- Goto, Junichi. 1989. "The Multifibre Arrangement and Its Effects on Developing Countries." *World Bank Research Observer* 4, 2 (juillet) : 203-27.
- Graham, Carol. 1990. "The APRA Government and the Urban Poor: The PAIT Programme in Lima's Pueblos Jovenes." Duke University, Durham, N.C. Polycopié.
- Greene, Joshua. 1989. "The External Debt Problem of Sub-Saharan Africa." *IMF Staff Papers* 36, 4 (décembre) : 836-74.
- Greer, Joel, et Erik Thorbecke. 1986. "Food Poverty Profile Applied to Kenyan Smallholders." *Economic Development and Cultural Change* 35 (octobre) : 115-41.
- Griffin, Charles C. 1988. *User Charges for Health Care in Principle and Practice*. Série Documents de séminaire IDE 37. Washington : Banque mondiale.
- Haddad, Lawrence, et Ravi Kanbur. 1989. "How Serious Is the Neglect of Intrahousehold Inequality?" Document de travail 296 des Services de politiques, planification et recherche. Banque mondiale, Bureau du Vice-Président, Economie du développement, Washington. Polycopié.

- Haggblade, Steven, et Peter Hazell. 1989. "Agricultural Technology and Farm-Nonfarm Growth Linkages." *Agricultural Economics* 3: 345-64.
- Haggblade, Steven, Peter Hazell et James Brown. 1989. "Farm-Nonfarm Linkages in Rural Sub-Saharan Africa." *World Development* 17, 8 (août) 1173-1201.
- Halstead, Scott B., et al., directeurs de publication. 1985. *Good Health at Low Cost*. New York : Fondation Rockefeller.
- Hart, Gillian. 1986. *Power, Labor, and Livelihood: Processes of Change in Rural Java*. Berkeley : University of California Press.
- Hartmann, Betsy, et James K. Boyce. 1983. *A Quiet Violence: View from a Bangladesh Village*. Londres : Zed Press.
- Hayami, Yujiro, et Vernon W. Ruttan. 1985. *Agricultural Development: An International Perspective*. Baltimore, Md. : Johns Hopkins University Press.
- Hazell, Peter B. R., et C. Ramasamy. 1988. "Green Revolution Reconsidered: The Impact of the High-Yielding Rice Varieties in South India." Banque mondiale, Département de l'agriculture et du développement rural, Washington. Polycopié.
- Herz, Barbara et Anthony R. Measham. 1987. *Programme pour la maternité sans danger : programme d'action*. Document de synthèse de la Banque mondiale 9. Washington.
- Hill, Kenneth, et Ann R. Pebley. 1988. "Levels, Trends and Patterns of Child Mortality in the Developing World." Préparé pour le "Workshop on Child Survival Programs: Issues for the 1990s", School of Hygiene and Public Health, Johns Hopkins University, Baltimore, Md., 20-21 novembre. Polycopié.
- Hinchliffe, Keith. 1986. "The Monetary and Non-Monetary Returns to Education in Africa." Document de synthèse 46 du Département de l'éducation et de la formation. Banque mondiale, Washington. Polycopié.
- Hossain, Mahabub. 1988. *Credit for Alleviation of Rural Poverty: The Grameen Bank in Bangladesh*. Research Report 65. Washington : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires en collaboration avec le Bangladesh Institute of Development Studies.
- Hossain, Mahabub, et Rita Afsar. 1989. *Credit for Women's Involvement in Economic Activities in Rural Bangladesh*. Research Report 105. Dhaka : Bangladesh Institute of Development Studies.
- Hossain, Mosharaff. 1987. *The Assault That Failed: A Profile of Absolute Poverty in Six Villages of Bangladesh*. Genève : Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social.
- Howard, Donald S. 1943. *The WPA and Federal Relief Policy*. New York : Fondation Russell Sage.
- Humphreys, Charles et John Underwood. 1989. "The External Debt Difficulties of Low-Income Africa." Dans Ishrat Husain et Ishac Diwan, directeurs de publication, *Dealing with the Debt Crisis*. Washington : Banque mondiale.
- Huppi, Monika, et Gershon Feder. 1989. "The Role of Groups and Credit Cooperatives in Rural Lending." Banque mondiale, Département de l'agriculture et du développement rural, Washington. Polycopié.
- Iliffe, John. 1987. *The African Poor: A History*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Inde. 1987. *Family Welfare Programme in India: Year Book 1986-87*. New Delhi : Ministry of Health and Family Welfare, Department of Family Welfare.
- Institut de statistique de la Jamaïque et Banque mondiale. 1988. "Living Conditions Survey, Jamaica." Kingston. Polycopié.
- . 1989. "Survey of Living Conditions, Jamaica." Kingston. Polycopié.
- Institute of Population Studies, Chulalongkorn University. 1989. *Thailand: Health and Population Studies Based on the 1987 Thailand Demographic and Health Survey*. Demographic and Health Surveys Further Analysis Series 1. New York : Conseil de la population.
- Institut international de recherche sur le riz. 1983. *Women in Rice Farming*. Manille.
- Islam, Rizwanul, directeur de publication. 1987. *Rural Industrialisation and Employment in Asia*. New Delhi : Organisation internationale du travail, Programme asiatique de l'emploi.
- Jamison, Dean T., et Lawrence J. Lau. 1982. *Farmer Education and Farm Efficiency*. Baltimore, Md. : Johns Hopkins University Press.
- Jimenez, Emmanuel. 1987. *Pricing Policy in the Social Sectors: Cost Recovery for Education and Health in Developing Countries*. Baltimore, Md. : Johns Hopkins University Press.
- Jodha, N. S. 1985. "Forces du marché et disparition des ressources des propriétés communes." Dans *Agricultural Markets in the Semi-Arid Tropics: Proceedings of the International Workshop Held at ICRISAT Center, India, 24-28 October 1983*. Patancheru, Inde : Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides.

- . 1986. "Common Property Resources and Rural Poor in Dry Regions of India." *Economic and Political Weekly* 21, 27 (juillet) : 1169-81.
- Kahnert, Friedrich. 1989. "Assisting Poor Rural Areas through Groundwater Irrigation: Exploratory Proposals for East India, Bangladesh and Nepal." Asia Regional Series IDP44. Banque mondiale, Washington. Polycopié.
- Kanbur, Ravi S. 1990. *Poverty and the Social Dimensions of Structural Adjustment in Côte d'Ivoire*. Dimensions sociales de l'ajustement. Document de travail 2. Washington : Banque mondiale.
- Karsenty, Guy, et Sam Laird. 1987. "The GSP, Policy Options and the New Round." *Weltwirtschaftliches Archiv* 123, 2 : 262-96.
- Keja, Ko, et al. 1986. "Efficacité du programme élargi de vaccination". *Rapport trimestriel de statistiques sanitaires mondiales* 39 : 161-70.
- Keyfitz, Nathan. 1985. "An East Javanese Village in 1953 and 1985: Observations on Development." *Population and Development Review* 11 (décembre) : 695-719.
- Khandker, Shahidur R. 1989. "Improving Rural Wages in India." Document de travail 276 des Services de politiques, planification et recherche. Banque mondiale, Département de la population et des ressources humaines, Washington. Polycopié.
- Korten, David. 1980. "Community Organization and Rural Development: A Learning Process Approach." *Public Administration Review* 40, 5 (septembre-octobre) : 480-511.
- Korten, David C., directeur de publication. 1986. *Community Management: Asian Experience and Perspectives*. West Hartford, Conn. : Kumarian Press.
- Korten, Frances F., et Robert Y. Siy, Jr. 1988. *Transforming a Bureaucracy: The Experience of the Philippine National Irrigation Administration*. West Hartford, Conn. : Kumarian Press.
- Krueger, Anne O. 1983. *Trade and Employment in Developing Countries: Synthesis and Conclusions*. Chicago : University of Chicago Press.
- Krueger, Anne O., et Vernon W. Ruttan. 1989. "Assistance to Korea." Dans Anne O. Krueger, Constantine Michalopoulos et Vernon W. Ruttan, directeurs de publication. *Aid and Development*. Baltimore, Md. : Johns Hopkins University Press.
- Krueger, Anne O., Maurice Schiff et Alberto Valdés. 1988. "Agricultural Incentives in Developing Countries: Measuring the Effect of Sectoral and Economywide Policies." *World Bank Economic Review* 2, 3 (septembre) : 255-71.
- Laird, Sam, et Alexander Yeats. 1990. *Quantitative Methods for Trade Barrier Analysis*. Londres : Macmillan.
- Lal, Deepak, et Hla Myint. 1989. "The Political Economy of Poverty, Equity, and Growth in Some Developing Countries: A Comparative Study." Banque mondiale, Amérique latine et Caraïbes, Département technique, Washington. Polycopié.
- Ledesma, Antonio J. 1982. *Landless Workers and Rice Farmers: Peasant Subclasses under Agrarian Reform in Two Philippine Villages*. Los Baños, Philippines : Institut international de recherche sur le riz.
- Lee, Kyu Sik. 1989. *The Location of Jobs in a Developing Metropolis: Patterns of Growth in Bogotá and Cali, Colombia*. New York : Oxford University Press.
- Lee, Kyu Sik, et Alex Anas. 1989. "Manufacturers' Responses to Infrastructure Deficiencies in Nigeria: Private Alternatives and Policy Options." Document de synthèse 50 du Département de l'infrastructure et du développement urbain. Banque mondiale, Washington. Polycopié.
- Lele, Uma. 1989. "Aid to African Agriculture: Lessons from Two Decades of Donor Experience." Projet de document de synthèse préparé pour le Symposium sur la gestion du développement agricole en Afrique (MADIA). Banque mondiale, Afrique, Département technique, Washington. Polycopié.
- Lele, Uma, et L. Richard Meyers. 1989. *Croissance et évolution structurelle en Afrique de l'Est : politiques intérieures, résultats agricoles et aide de la Banque mondiale, 1963-86*. Document de synthèse MADIA 3. Washington. Banque mondiale.
- Lele, Uma, et Steven W. Stone. 1989. *Pression démographique, environnement et intensification agricole : modifications apportées à l'hypothèse de Boserup*. Document de synthèse MADIA 4. Washington. Banque mondiale.
- Leonard, Jeffrey H., et al. 1989. *Environment and the Poor: Development Strategies for a Common Agenda*. U.S.-Third World Policy Perspectives 11. New Brunswick, N.J. : Transaction Books.
- Levy, Victor. 1988. "Aid and Growth in Sub-Saharan Africa: The Recent Experience." *European Economic Review* 32 : 1777-95.
- Lewis, John P., et al. 1988. *Strengthening the Poor: What Have We Learned?* U.S.-Third World Policy Perspectives 10. Washington : Overseas Development Council.

- Liedholm, Carl, et Donald Mead. 1987. *Small Scale Industries in Developing Countries: Empirical Evidence and Policy Implications*. MSU International Development Paper 9. East Lansing : Department of Agricultural Economics, Michigan State University.
- Lipton, Michael. 1983. *Labor and Poverty*. Document de travail 616 de la Banque mondiale. Washington.
- . 1985. *Land Assets and Rural Poverty*. Document de travail 744 de la Banque mondiale. Washington.
- . 1987. *Improving the Impact of Aid for Rural Development*. Discussion Paper 233. Brighton, R.-U. : Institute of Development Studies, University of Sussex.
- Lipton, Michael, avec Richard Longhurst. 1989. *New Seeds and Poor People*. Londres : Unwin Hyman.
- Lipton, Michael, et John Toye. 1990. *Does Aid Work in India? A Country Study of the Impact of Official Development Assistance*. Londres : Routledge.
- Little, Ian M. D., Dipak Mazumdar et John M. Page, Jr. 1987. *Small Manufacturing Enterprises: A Comparative Analysis of India and Other Economies*. New York : Oxford University Press.
- Lockheed, Marlaïne, Adriaan Verspoor et al. 1990. "Comment améliorer l'enseignement primaire dans les pays en développement : examen des stratégies possibles." Banque mondiale, Département de la population et des ressources humaines. Washington. Polycopié.
- Londoño, Juan Luis. 1989. "Income Distribution in Colombia: Turning Points, Catching Up and Other Kuznetsian Tales." Harvard University, Cambridge, Mass. Polycopié.
- Mazumdar, Dipak. 1989. *Microeconomic Issues of Labor Markets in Developing Countries: Analysis and Policy Implications*. Série Documents de séminaire IDE 40. Washington : Banque mondiale.
- McGregor, J. Allister. 1988. "Credit and the Rural Poor: The Changing Policy Environment in Bangladesh." *Public Administration and Development* 8 : 467-81.
- Mencher, Joan. 1988. "Women's Work and Poverty: Women's Contribution to Household Maintenance in Two Regions of South India." Dans Daisy Dwyer et Judith Bruce, directeurs de publication, *A Home Divided: Women and Income in the Third World*. Palo Alto, Calif. : Stanford University Press.
- Migot-Adholla, Shem, et al., n.d. "Land Tenure Reform and Agricultural Development in Sub-Saharan Africa." Banque mondiale, Département de l'agriculture et du développement rural. Washington. Polycopié.
- Morgan, Richard G. A paraître. "Social Welfare Programmes and the Reduction of Household Vulnerability in the SADCC States of Southern Africa." Dans Ehtisham S. Ahmad et al., directeurs de publication, *Social Security in Developing Countries*. Oxford : Oxford University Press.
- Moser, Caroline O. 1989. "The Impact of Recession and Structural Adjustment Policies at the Micro-Level: Low Income Women and Their Households in Guayaquil, Ecuador." Department of Social Administration, London School of Economics and Political Science. Polycopié.
- Mosley, Paul. 1987. *Overseas Aid: Its Defence and Reform*. Brighton, R.-U. : Wheatsheaf Books.
- Mosley, Paul, et Rudra Prasad Dahal. 1987. "Credit for the Rural Poor: A Comparison of Policy Experiments in Nepal and Bangladesh." *Manchester Papers on Development* 3, 2 (juillet) : 45-59.
- Murray, Christopher J. L. 1987. "A Critical Review of International Mortality Data." *Social Science and Medicine* 25, 7 : 773-81.
- Nations Unies. 1987. "First Report on the World Nutrition Situation." Comité administratif de coordination, Sous-Comité de la nutrition. Genève. Polycopié.
- . 1989. "Update on the Nutrition Situation: Recent Trends in Nutrition in 33 Countries." Comité administratif de coordination, Sous-Comité de la nutrition. Genève. Polycopié.
- Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales internationales. 1988. *Mortality of Children under Age 5: World Estimates and Projections, 1950-2025*. Etudes démographiques 105. New York.
- Nelson, Joan M., directeur de publication. 1990. *Economic Crises and Policy Choice: The Politics of Adjustment in the Third World*. Princeton, N.J. : Princeton University Press.
- Newman, John L. 1988. *Labor Market Activity in Côte d'Ivoire and Peru*. Etude sur la mesure des niveaux de vie, Document de travail 36. Washington : Banque mondiale.
- Oberai, A. S. 1987. *Migration, urbanisation et développement*. Formation en matière de population, ressources humaines et planification du développement. Document 5. Genève : Bureau international du travail.

- Organisation de coopération et de développement économiques. 1985. *Vingt-cinq ans de coopération pour le développement : un examen*. Paris.
- . 1987. *Politiques nationales et échanges agricoles*. Paris.
- . 1988. *Des partenaires dans l'action pour le développement : les organisations non gouvernementales*. Paris.
- . 1989. *Coopération pour le développement dans les années 1990*. Paris.
- . 1989. *Répartition géographique des ressources financières mises à la disposition des pays en développement, 1985-88*. Paris.
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. 1987. *La cinquième enquête mondiale sur l'alimentation*. Rome.
- . 1988. *Rural Poverty in Latin America and the Caribbean*. Préparé pour la Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Recife, Brésil. Rome. Polycopié.
- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Editions diverses. *Annuaire statistique*. Paris.
- Organisation internationale du travail. 1985. *Informal Sector in Africa*. Addis-Ababa : Programme des emplois et des compétences techniques en Afrique.
- . 1988. *Employment Promotion in the Informal Sector in Africa*. Addis-Ababa : Programme des emplois et des compétences techniques en Afrique.
- Organisation mondiale de la santé. Editions diverses. *Annuaire de statistiques sanitaires mondiales*. Genève.
- Osmani, Siddiqur R., et Omar H. Chowdhury. 1983. "Short Run Impact of Food for Work Programme in Bangladesh." *Bangladesh Development Studies* 11 : 135-90.
- Paul, Samuel. 1983. *Managing Development Programs: The Lessons of Success*. Boulder, Colo. : Westview Press.
- Peek, Peter. 1988. "Les projets de développement rural sont-ils un facteur d'équité?" *Revue internationale du travail* 127, 1 : 85-104.
- Piazza, Alan, et John Doolette. 1990. "The Impact of Combining Agricultural Techniques and Soil Conservation Measures in China's Loess Plateau." Dans *Proceedings of the 1988 International Conference on Dryland Farming*. College Station : Texas Agricultural Experiment Station, Texas A&M University.
- Pinstrup-Andersen, Per. 1988. *Consumer-Oriented Food Subsidies: Cost, Benefits and Policy Options for Developing Countries*. Baltimore, Md. : Johns Hopkins University Press.
- Pinstrup-Andersen, Per, et Peter B. R. Hazell. 1985. "The Impact of the Green Revolution and Prospects for the Future." Extrait de *Food Reviews International* 1, 1. Washington : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.
- Pinto, Brian. 1987. "Nigeria during and after the Oil Boom." *World Bank Economic Review* 1, 3 (mai) : 419-45.
- Platteau, Jean-Philippe. A paraître. "Traditional Systems of Social Security and Hunger Insurance: Past Achievements and Modern Challenges." Dans Ehtisham S. Ahmad et al., directeurs de publication, *Social Security in Developing Countries*. Oxford : Oxford University Press.
- Preston, Samuel. 1980. "Causes and Consequences of Mortality Declines in Less Developed Countries During the Twentieth Century." Dans Richard Easterlin, directeur de publication, *Population and Economic Change in Developing Countries*. Chicago : University of Chicago Press.
- Psacharopoulos, George. 1985. "Returns to Education: A Further International Update and Implications." *Journal of Human Resources* 20 (automne) : 583-604.
- Pulley, Robert V. 1989. *Making the Poor Credit-worthy: A Case Study of the Integrated Rural Development Program in India*. Document de synthèse 58 de la Banque mondiale. Washington.
- Ravallion, Martin. 1987. *Markets and Famines*. Oxford : Clarendon Press.
- . 1988. "Expected Poverty under Risk Induced Welfare Variability." *Economic Journal* 98, 393 (décembre) : 1171-82.
- . 1989a. "Income Effects on Undernutrition." *Economic Development and Cultural Change* 38 (avril) : 489-516.
- . 1989b. "Land-Contingent Poverty Alleviation Schemes." *World Development* 17, 8 (août) : 1223-33.
- . 1990. "Reaching the Poor through Rural Public Works: Arguments, Evidence, and Lessons from South Asia." Banque mondiale, Département de l'agriculture et du développement rural, Washington. Polycopié.
- . A paraître. "Rural Welfare Effects of Food Price Changes under Induced Wage Responses: Theory and Evidence for Bangladesh." *Oxford Economic Papers*.
- Ravallion, Martin, et Lorraine Dearden. 1988. "Social Security in a 'Moral Economy': An Empirical Analysis for Java." *Review of Economics and Statistics* 70, 1 (février) : 36-44.

- Ravallion, Martin, et Monika Huppi. 1989. "Poverty and Undernutrition in Indonesia during the 1980s." Document de travail 286 du Département de l'agriculture et du développement rural. Banque mondiale, Washington. Polycopié.
- Ravallion, Martin, et Dominique van de Walle. 1988. "Poverty Orderings of Food Pricing Reforms." Discussion Paper 86. Development Economics Research Centre, Université de Warwick, Coventry, R.-U. Polycopié.
- Riddell, Roger C. 1987. *Foreign Aid Reconsidered*. Baltimore, Md. Johns Hopkins University Press.
- Riveros, Luis A. 1989. "Labor Markets in an Era of Adjustment: The Chilean Case." Préparé pour la "Conference on Labor Markets in an Era of Adjustment", Coventry, R.-U., 7-10 août, sous le parrainage du Development Economics Research Centre, University of Warwick, et de l'Institut de développement économique de la Banque mondiale. Polycopié.
- Rodgers, Gerry, directeur de publication. 1989. *Urban Poverty and the Labor Market: Access to Jobs and Incomes in Asian and Latin American Cities*. Genève : Bureau international du travail.
- Rodgers, Gerry, et Guy Standing, directeurs de publication. 1981. *Child Work, Poverty and Underdevelopment*. Genève : Bureau international du travail.
- Rodrik, Dani. 1989. "Policy Uncertainty and Private Investment in Developing Countries." NBER Working Paper 2999. National Bureau of Economic Research, Cambridge, Mass. Polycopié.
- Sachs, Jeffrey D. 1989. "Social Conflict and Populist Policies in Latin America." NBER Working Paper 2897. National Bureau of Economic Research, Cambridge, Mass. Polycopié.
- Salmen, Lawrence F. 1987. *Listen to the People: Participant-Observer Evaluation of Development Projects*. New York : Oxford University Press.
- Sarvekshana, Journal of the National Sample Survey Organization. 1988. *Report of the Third Quinquennial Survey on Employment and Unemployment*. New Delhi : Department of Statistic, Ministry of Planning.
- Schiff, Maurice, et Alberto Valdés. A paraître. *The Economics of Agricultural Pricing Incentives in Developing Countries*. Vol. 4 de Anne O. Krueger, Maurice Schiff, et Alberto Valdés, directeurs de publication, *A Comparative Study of the Political Economy of Agricultural Pricing Policies*. Baltimore, Md. : Johns Hopkins University Press.
- Sen, Amartya. 1981. *Poverty and Famines: An Essay on Entitlement and Deprivation*. Oxford : Clarendon Press.
- Siamwalla, Ammar, et Suthad Setboonsarng. 1989. *Trade, Exchange Rate, and Agricultural Pricing Policies in Thailand*. Etudes comparatives de la Banque mondiale. Washington.
- Singh, K. P., et Niva Bara. 1988. "Integrating Women's Concerns in Farming Systems Research/Extension: A Project in the Tribal Areas of Bihar (India)." Communication au "Farming Systems Symposium", University of Arkansas, 10-12 octobre. Polycopié.
- Sinn, Hans-Werner. 1988. "The Sahel Problem." *Kyklos* 41, 2; 187-213.
- Spinanger, Dean. 1987. "Will the Multi-Fibre Arrangement Keep Bangladesh Humble?" *World Economy* 10, 1 (mars) : 75-84.
- Srinivasan, T. N., et Pranab K. Bardhan, directeurs de publication. 1988. *Rural Poverty in South Asia*. New York : Columbia University Press.
- Steinberg, David I. 1985. "Foreign Aid and the Development of the Republic of Korea: The Effectiveness of Concessional Assistance." AID Special Study 42. Agence des Etats-Unis pour le développement international, Washington. Polycopié.
- Streeten, Paul. 1987. *What Price Food? Agricultural Price Policies in Developing Countries*. New York : St. Martin's Press.
- Subbarao, Kalanidhi. A paraître. "Interventions to Combat Household-Level Food Insecurity: A Review of India's Experience." Dans S. Guhan, Barbara Harriss et Robert Cassen, directeurs de publication, *Poverty in India*. Delhi : Oxford University Press.
- Summers, Robert, et Alan Heston. 1988. "A New Set of International Comparisons of Real Product and Price Levels Estimates for 130 Countries, 1950-1985." *Review of Income and Wealth* (mars) : 1-24.
- Tendler, Judith. 1989. "What Ever Happened to Poverty Alleviation?" *World Development* 17, 7 (juillet) : 1033-44.
- Trela, Irene, et John Whalley. 1988. "Do Developing Countries Lose from the MFA?" NBER Working Paper 2618. National Bureau of Economic Research, Cambridge, Mass. Polycopié.
- Tremblay, Hélène, et Pat Capon. 1989. *Familles du monde : la vie de famille au tournant du XXe siècle*. Vol. 1 : *Les Amériques : le Nord, le Centre, le Sud et les Caraïbes*. Paris : Laffont.

- Tyers, Rodney, et Kym Anderson. 1986. "Distortions in World Food Markets: A Quantitative Assessment." Document de référence pour le *Rapport sur le développement dans le monde* 1986. Banque mondiale, Bureau du Rapport sur le développement dans le monde, Washington. Polycopié.
- Universidad de Chile. Facultad de Ciencias Económicas y Administrativas, Departamento Economía. 1987. *Estudio sobre los Programas Especiales de Empleo*. Vols. 1-3. Santiago.
- Uphoff, Norman. 1986. *Local Institutional Development: An Analytical Sourcebook with Cases*. West Hartford, Conn. : Kumarian Press.
- U.S. Arms Control and Disarmament Agency. 1988. *World Military Expenditures and Arms Transfers 1988*. Washington : Government Printing Office.
- van Wijnbergen, Sweder. 1989. "Growth, External Debt, and the Real Exchange Rate in Mexico." Document de travail 257 des Services de politiques, planification et recherche. Banque mondiale, Amérique latine et Caraïbes, Département géographique II, Washington. Polycopié.
- . 1990. "Mexico's External Debt Restructuring in 1989/90: An Economic Analysis." Banque mondiale, Bureau régional Amérique latine et Caraïbes, Washington. Polycopié.
- von Braun, Joachim, Eileen Kennedy et Howarth Bouis. 1989. "Comparative Analyses of the Effects of Increased Commercialization of Subsistence Agriculture on Production, Consumption, and Nutrition." Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Washington. Polycopié.
- Von Pischke, J. D. 1989. "Finance at the Frontier: Debt Capacity and the Role of Credit in Developing the Private Economy." Banque mondiale, Institut de développement économique, Washington. Polycopié.
- Von Pischke, J. D., Dale Adams et Gordon Donald. 1983. *Rural Financial Markets in Developing Countries: Their Use and Abuse*. Baltimore, Md. : Johns Hopkins University Press.
- Wagao, Imanne Hamisi. 1986. "The Impact of Global Recession on Living Standards — Tanzania." Economics Department, University of Dar es-Salaam. Polycopié.
- Walker, Thomas S., et John G. Ryan, et al. A paraître. *Against the Odds: Village and Household Economies in India's Semi-Arid Tropics*. Baltimore, Md. : Johns Hopkins University Press.
- Watanabe, Barbara et Eva Mueller. 1984. "A Poverty Profile for Rural Botswana." *World Development* 12, 2 (février) : 115-27.
- Webster, Leila. 1989. "World Bank Lending for Small and Medium Enterprises: Fifteen Years of Experience." Banque mondiale, Département de l'industrie et de l'énergie, Washington. Polycopié.
- Whalley, John. 1985. *Trade Liberalization among Major World Trading Areas*. Cambridge, Mass. : MIT Press.
- Williamson, Jeffrey G. 1986. "Migration and Urbanization in the Third World." Harvard Institute for Economic Research Discussion Paper 1245. Cambridge, Mass. Polycopié.
- Wilson, Francis, et Mamphela Ramphele. 1989. *Uprooting Poverty: The South African Challenge*. New York : W. W. Norton.
- Yeats, Alexander J. 1981. "Agricultural Protectionism: An Analysis of Its International Economic Effects and Options for Institutional Reform." *Trade and Development* 3 (hiver) : 1-29.
- . 1989. "Shifting Patterns of Comparative Advantage: Manufactured Exports of Developing Countries." Document de travail 165 des Services de politiques, planification et recherche. Banque mondiale, Département de l'économie internationale, Washington. Polycopié.



Annexe statistique

Les tableaux de la présente annexe statistique regroupent des données résumées sur la population, la comptabilité nationale, le commerce et la dette extérieure des économies à revenu faible ou intermédiaire, des économies à revenu élevé, et de l'ensemble des économies déclarantes. Nous re-

commandons au lecteur de se reporter à la section «Définitions et notes sur les données» où est expliqué le mode de groupement des pays et aux notes techniques des Indicateurs du développement dans le monde où sont exposées les définitions et les notions utilisées dans les tableaux.

Tableau A.1 Accroissement passé (1965 à 1990) et projeté (jusqu'à l'an 2000) de la population

Groupe de pays	Population en 1989 (millions)	Croissance annuelle moyenne (%)			
		1965-73	1973-80	1980-90	1990-2000
Economies à revenu faible ou intermédiaire	4.037	2,5	2,1	2,1	1,9
Economies à faible revenu	2.947	2,6	2,1	2,0	1,9
Economies à revenu intermédiaire	1.090	2,4	2,3	2,1	1,9
Afrique subsaharienne	479	2,6	2,8	3,2	3,1
Asie de l'Est	1.566	2,7	1,7	1,5	1,4
Asie du Sud	1.132	2,4	2,4	2,3	1,9
Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord	404	1,9	2,1	2,1	2,1
Amérique latine et Caraïbes	422	2,7	2,4	2,1	1,8
Economies à revenu intermédiaire gravement endettées	506	2,5	2,3	2,1	1,8
Economies à revenu élevé	789	1,0	0,8	0,7	0,5
Pays membres de l'OCDE	755	1,0	0,7	0,6	0,5
Toutes économies déclarantes	4.826	2,2	1,9	1,8	1,7
Exportateurs de pétrole	609	2,7	2,7	2,7	2,4

Tableau A.2 Population et PNB par habitant, en 1980, et taux de croissance, 1965 à 1989

Groupe de pays	PNB 1980 (milliards de dollars)	Population 1980 (millions d'habitants)	PNB 1980 par habitant (dollars)	Croissance annuelle moyenne du PNB par habitant (%)					
				1965-73	1973-80	1980-86	1987	1988	1989 ^a
Economies à revenu faible ou intermédiaire	2.406	3.359	700	4,0	2,6	1,5	2,7	3,4	1,2
Economies à faible revenu	784	2.459	320	3,6	2,4	4,0	3,9	6,8	1,8
Economies à revenu intermédiaire	1.622	900	1.760	4,6	2,4	0,1	1,8	1,1	0,8
Afrique subsaharienne	213	362	570	3,0	0,1	-2,8	-4,4	-0,8	0,5
Asie de l'Est	586	1.363	420	5,4	4,4	6,6	8,0	8,7	3,1
Asie du Sud	220	922	240	1,0	2,0	3,2	0,9	6,1	2,3
Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord	590	335	1.740	5,6	2,1	0,8	-0,6	0,1	0,6
Amérique latine et Caraïbes	716	348	2.000	4,1	2,4	-1,6	1,5	-0,8	-0,8
Economies à revenu intermédiaire gravement endettées	791	419	1.840	4,2	2,6	-1,5	1,2	-0,4	-0,7
Economies à revenu élevé	7.923	742	10.740	3,5	2,2	1,7	2,5	3,5	3,1
Pays membres de l'OCDE	7.663	716	10.750	3,5	2,2	1,9	2,8	3,7	3,1
Toutes économies déclarantes	10.329	4.101	2.520	2,7	1,5	0,9	1,8	2,7	1,7
Exportateurs de pétrole	964	479	1.980	4,6	2,8	-1,6	-2,5	0,5	..

a. Chiffres provisoires.

Tableau A.3 Population et composition du PIB, diverses années, 1965 à 1989

(milliards de dollars, sauf indication contraire)

Groupe de pays et indicateur	1965	1973	1980	1985	1986	1987	1988	1989 ^a
<i>Economies à revenu faible ou intermédiaire</i>								
PIB	377	849	2.406	2.521	2.598	2.818	3.159	..
Absorption intérieure	375	842	2.446	2.522	2.618	2.801	3.178	..
Exportations nettes	1	7	-39	0	-20	17	-19	..
Population (millions)	2.377	2.897	3.359	3.718	3.794	3.874	3.952	4.037
<i>Economies à faible revenu</i>								
PIB	168	312	784	824	785	812	923	984
Absorption intérieure	170	310	788	853	816	823	941	..
Exportations nettes	-2	2	-4	-29	-31	-11	-18	..
Population (millions)	1.741	2.129	2.459	2.714	2.770	2.828	2.884	2.947
<i>Economies à revenu intermédiaire</i>								
PIB	209	537	1.622	1.698	1.813	2.006	2.236	..
Absorption intérieure	206	532	1.658	1.669	1.803	1.978	2.237	..
Exportations nettes	3	5	-36	29	10	28	-1	..
Population (millions)	635	768	900	1.003	1.025	1.046	1.068	1.090
<i>Afrique subsaharienne</i>								
PIB	29	65	213	195	164	150	161	156
Absorption intérieure	29	64	211	194	170	152	162	..
Exportations nettes	0	2	2	0	-6	-1	-1	..
Population (millions)	243	299	362	422	435	449	464	479
<i>Asie de l'Est</i>								
PIB	93	215	586	645	650	732	889	1.026
Absorption intérieure	93	213	585	645	635	699	860	..
Exportations nettes	0	2	1	0	14	34	29	..
Population (millions)	980	1.208	1.363	1.470	1.492	1.516	1.538	1.566
<i>Asie du Sud</i>								
PIB	69	97	220	277	294	325	348	345
Absorption intérieure	72	99	236	291	308	332	358	351
Exportations nettes	-3	-2	-15	-14	-13	-7	-10	-6
Population (millions)	645	781	922	1.033	1.058	1.082	1.107	1.132

Tableau A.3 (suite)

Groupe de pays et indicateur	1965	1973	1980	1985	1986	1987	1988	1989 ^a
<i>Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord</i>								
PIB	73	186	590	668	741	796	..	..
Absorption intérieure	73	183	611	693	..	..	..	..
Exportations nettes	0	3	-21	-25	..	..	..	..
Population (millions)	250	290	335	372	380	388	396	404
<i>Amérique latine et Caraïbes</i>								
PIB	99	254	716	682	698	739	852	..
Absorption intérieure	96	253	726	650	681	720	830	..
Exportations nettes	3	1	-10	31	16	19	22	..
Population (millions)	239	295	348	388	397	405	414	422
<i>Economies à revenu intermédiaire gravement endettées</i>								
PIB	109	280	791	755	784	822	943	955
Absorption intérieure	106	278	807	721	769	802	918	..
Exportations nettes	3	2	-15	34	16	20	25	..
Population (millions)	294	357	419	466	476	486	496	506
<i>Economies à revenu élevé</i>								
PIB	1.406	3.330	7.914	8.938	10.860	12.599	14.108	15.237
Absorption intérieure	1.396	3.297	7.867	8.914	10.807	12.560	14.049	15.173
Exportations nettes	10	33	47	24	53	39	59	64
Population (millions)	647	701	742	768	773	779	784	789
<i>Pays membres de l'OCDE</i>								
PIB	1.391	3.283	7.652	8.700	10.633	12.347	13.836	14.943
Absorption intérieure	1.382	3.255	7.666	8.679	10.568	12.298	13.767	14.868
Exportations nettes	9	28	-14	21	65	50	68	75
Population (millions)	632	681	716	738	742	746	751	755
<i>Toutes économies déclarantes</i>								
PIB	1.783	4.180	10.320	11.459	13.458	15.417	17.267	..
Absorption intérieure	1.772	4.139	10.313	11.435	13.425	15.361	17.227	..
Exportations nettes	11	41	8	24	32	56	40	..
Population (millions)	3.024	3.598	4.101	4.485	4.567	4.653	4.736	4.826
<i>Exportateurs de pétrole</i>								
PIB	78	226	965	1.005	844	850	926	..
Absorption intérieure	75	209	861	985	872	848	938	..
Exportations nettes	3	17	104	19	-28	2	-12	..
Population (millions)	321	398	479	547	562	578	593	609

Note : Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent différer de la somme de leurs éléments. L'absorption intérieure comprend la consommation privée, la consommation de l'administration centrale et l'investissement intérieur brut. Les exportations nettes comprennent les biens et les services non facteurs.

a. Chiffres provisoires.

Tableau A.4 PIB, en 1980, et taux de croissance, 1965 à 1989

Groupe de pays	PIB 1980 (milliards de dollars)	Croissance annuelle moyenne du PIB (%)					
		1965-73	1973-80	1980-86	1987	1988	1989 ^a
Economies à revenu faible ou intermédiaire	2.406	6,6	4,8	3,8	4,5	5,4	3,3
Economies à faible revenu	784	6,0	4,6	6,1	6,1	8,9	4,2
Economies à revenu intermédiaire	1.622	6,9	4,9	2,5	3,5	3,0	2,8
Afrique subsaharienne	213	5,9	2,7	0,3	-1,1	2,5	3,5
Asie de l'Est	586	7,9	6,5	7,9	9,6	10,0	5,1
Asie du Sud	220	3,6	4,1	5,6	3,2	8,9	4,8
Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord	590	7,5	4,2	3,2	1,4	2,4	..
Amérique latine et Caraïbes	716	6,5	5,1	0,9	3,0	1,2	1,5
Economies à revenu intermédiaire gravement endettées	791	6,4	5,2	1,0	2,6	1,6	1,4
Economies à revenu élevé	7.914	4,6	3,0	2,5	3,4	4,3	3,6
Pays membres de l'OCDE	7.652	4,5	2,9	2,6	3,4	4,3	3,6
Toutes économies déclarantes	10.319	4,9	3,4	2,8	3,7	4,6	3,4
Exportateurs de pétrole	965	7,3	4,9	0,8	0,3	3,0	..

a. Chiffres provisoires.

Tableau A.5 Structure de la production du PIB, diverses années, 1965 à 1988
(pourcentage du PIB)

Groupe de pays	1965		1973		1980		1985		1986		1987		1988 ^a	
	Agricul- ture	Indus- trie	Agricul- ture	Indus- trie	Agricul- ture	Indus- trie	Agricul- ture	Indus- trie	Agricul- ture	Indus- trie	Agricul- ture	Indus- trie	Agricul- ture	Indus- trie
Economies à revenu faible ou intermédiaire	30	30	24	34	19	38	19	36	19	35	18	37	17	37
Economies à faible revenu	43	27	39	32	32	37	33	33	32	32	31	33	31	34
Economies à revenu intermédiaire	19	32	15	35	12	38	12	37	13	37	13	38	10	39
Afrique subsaharienne	40	17	33	24	28	32	34	26	34	23	31	25	31	25
Asie de l'Est	41	35	34	40	26	44	25	42	24	42	23	43	22	43
Asie du Sud	41	19	43	19	35	22	31	24	29	25	29	25	30	24
Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord	22	33	17	38	14	41	..	..	..	..	..	..	..	..
Amérique latine et Caraïbes	15	32	12	33	9	36	10	36	11	35	9	37	6	37
Economies à revenu intermédiaire gravement endettées	16	32	13	33	10	36	11	35	11	34	10	37	7	38
Economies à revenu élevé	5	40	5	38	3	37	3	34	3	32	3	31	..	..
Pays membres de l'OCDE	5	40	5	38	3	36	3	34	3	32	3	31	..	..
Toutes économies déclarantes	10	38	9	37	7	37	6	35	6	33	5	32	..	..
Exportateurs de pétrole	19	32	14	38	11	48	13	38	13	34	12	36	..	..

a. Chiffres provisoires.

Tableau A.6 Taux de croissance par secteur, 1965 à 1989
(variation annuelle moyenne en pourcentage)

Groupe de pays	Agriculture			Industrie			Services		
	1965-73	1973-80	1980-89	1965-73	1973-80	1980-89	1965-73	1973-80	1980-89
Economies à revenu faible ou intermédiaire	3,0	2,3	3,7	8,8	4,9	5,3	7,3	6,1	3,8
Economies à faible revenu	2,9	1,8	4,3	10,7	7,0	8,7	6,3	5,3	6,1
Economies à revenu intermédiaire	3,2	3,0	2,7	8,0	4,0	3,2	7,6	6,3	3,1
Afrique subsaharienne	2,2	-0,3	1,8	13,9	4,2	-0,2	4,1	3,1	1,5
Asie de l'Est	3,2	2,5	5,3	12,7	9,2	10,3	10,5	7,3	7,9
Asie du Sud	3,1	2,2	2,7	3,9	5,6	7,2	4,0	5,3	6,1
Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord	3,4	3,2	..	8,6	1,4	..	8,1	8,4	..
Amérique latine et Caraïbes	3,0	3,7	2,5	6,8	5,1	1,1	7,3	5,4	1,7
Economies à revenu intermédiaire gravement endettées	3,1	3,6	2,7	6,8	5,4	1,0	7,2	5,4	1,7
Economies à revenu élevé	1,4	0,5	2,3	3,9	2,2	1,9	4,5	3,4	3,0
Pays membres de l'OCDE	1,4	0,5	2,2	3,7	2,0	2,2	4,5	3,3	3,0
Toutes économies déclarantes	2,2	1,8	3,2	4,8	2,8	2,5	4,9	3,9	3,2
Exportateurs de pétrole	3,3	2,1	2,7	9,4	3,3	-0,1	6,4	8,0	2,4

Note : Les chiffres en italique se réfèrent à d'autres années que la période indiquée.

Tableau A.7 Consommation, investissement et épargne, diverses années, 1965 à 1988
(pourcentage du PIB)

Groupe de pays et indicateur	1965	1973	1980	1985	1986	1987	1988 ^a
<i>Economies à revenu faible ou intermédiaire</i>							
Consommation	79,4	76,1	74,7	75,9	76,6	75,2	74,8
Investissement	20,4	23,2	26,9	24,1	24,2	24,1	25,6
Epargne	18,9	21,7	23,6	21,2	20,8	22,3	22,6
<i>Economies à faible revenu</i>							
Consommation	81,8	76,7	74,6	76,5	76,4	74,4	74,2
Investissement	19,1	22,7	25,8	27,0	27,5	27,0	27,8
Epargne	17,8	21,0	24,4	22,4	22,4	24,2	24,4
<i>Economies à revenu intermédiaire</i>							
Consommation	77,3	75,7	74,7	75,7	76,8	75,6	75,2
Investissement	21,3	23,3	27,5	22,7	22,7	23,0	24,9
Epargne	19,9	22,2	23,2	20,7	20,1	21,5	21,9
<i>Afrique subsaharienne</i>							
Consommation	84,0	79,1	78,6	87,8	89,0	85,5	85,0
Investissement	14,3	18,3	20,5	12,2	14,6	15,4	15,4
Epargne	13,8	16,9	18,2	8,8	6,7	8,1	8,3
<i>Asie de l'Est</i>							
Consommation	77,6	71,6	69,1	69,1	67,7	65,6	65,9
Investissement	22,3	27,3	30,7	30,9	30,1	29,8	30,9
Epargne	22,3	25,8	29,7	29,5	31,1	33,3	33,3
<i>Asie du Sud</i>							
Consommation	87,5	84,7	84,8	81,1	81,8	81,0	80,8
Investissement	16,8	17,0	22,1	23,9	22,8	21,3	22,1
Epargne	11,9	14,9	15,3	18,0	17,2	17,9	18,0
<i>Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord</i>							
Consommation	78,1	73,1	73,1	75,4	76,9	78,8	..
Investissement	21,9	25,3	30,5	28,3	..	..	..
Epargne	17,8	24,2	25,8	22,3	21,1	18,8	..
<i>Amérique latine et Caraïbes</i>							
Consommation	76,4	78,4	77,2	77,8	80,2	77,7	75,9
Investissement	20,3	21,2	24,2	17,6	17,4	19,7	21,5
Epargne	21,1	19,4	20,3	16,8	14,9	17,9	19,6
<i>Economies à revenu intermédiaire gravement endettées</i>							
Consommation	76,0	77,8	76,8	76,8	79,3	77,0	75,0
Investissement	20,9	21,5	25,1	18,7	18,7	20,5	22,4
Epargne	21,0	19,5	20,5	18,0	16,1	18,8	20,9
<i>Economies à revenu élevé</i>							
Consommation	82,6	76,3	77,4	80,0	79,6	79,3	78,0
Investissement	16,7	22,7	22,0	19,7	19,9	20,4	21,6
Epargne	17,7	24,1	23,2	20,4	20,7	20,9	22,2
<i>Pays membres de l'OCDE</i>							
Consommation	79,6	76,4	78,2	80,1	79,6	79,2	78,0
Investissement	19,8	22,7	22,0	19,6	19,8	20,4	21,5
Epargne	20,8	24,1	22,3	20,1	20,6	20,9	22,1
<i>Toutes économies déclarantes</i>							
Consommation	82,0	76,2	76,7	79,2	79,1	78,6	77,5
Investissement	17,5	22,9	23,2	20,7	20,7	21,1	22,4
Epargne	18,0	23,7	23,3	20,5	20,7	21,1	22,2
<i>Exportateurs de pétrole</i>							
Consommation	76,2	69,9	63,5	74,8	79,2	75,8	76,1
Investissement	19,9	22,5	25,7	23,3	24,2	23,9	25,2
Epargne	18,6	25,2	35,0	23,8	20,2	22,8	22,1

a. Chiffres provisoires.

Tableau A.8 Croissance du volume des exportations, 1965 à 1988

Groupe de pays et catégorie de produits	Variation annuelle moyenne du volume des exportations (%)					
	1965-73	1973-80	1980-86	1986	1987	1988
<i>Par catégorie de produits</i>						
Economies à revenu faible ou intermédiaire	5,3	3,8	4,8	5,9	7,4	7,3
Produits manufacturés	11,6	12,8	9,5	8,4	17,6	10,2
Produits alimentaires	2,4	4,2	3,1	-0,7	7,2	-0,1
Produits non alimentaires	2,1	0,4	2,2	5,3	1,4	9,8
Métaux et minéraux	4,8	6,5	1,2	6,4	13,4	-4,1
Combustibles	5,6	-0,4	2,0	7,1	-7,0	6,6
Toutes économies déclarantes	8,7	4,6	2,9	4,9	6,0	6,3
Produits manufacturés	10,7	6,1	4,5	2,2	7,0	8,4
Produits alimentaires	4,6	6,8	2,9	11,4	11,7	-2,1
Produits non alimentaires	3,1	0,9	2,5	1,4	17,2	11,1
Métaux et minéraux	6,8	8,6	1,5	5,9	2,1	-8,0
Combustibles	8,7	0,5	-1,9	12,1	-4,3	..
<i>Par groupe de pays</i>						
Economies à revenu faible ou intermédiaire	5,3	3,8	4,8	5,9	7,4	7,3
Produits manufacturés	11,6	12,8	9,5	8,4	17,6	10,2
Produits primaires	4,4	1,2	2,1	4,1	0,3	4,9
Economies à faible revenu	9,6	2,2	2,9	9,2	3,9	7,6
Produits manufacturés	1,8	8,5	10,0	15,5	23,5	15,8
Produits primaires	11,2	1,1	0,6	6,7	-4,7	3,1
Economies à revenu intermédiaire	4,0	4,4	5,3	4,9	8,5	7,2
Produits manufacturés	16,7	13,8	9,5	7,0	16,4	8,9
Produits primaires	2,5	1,2	2,6	3,3	2,1	5,6
Afrique subsaharienne	15,1	0,2	-2,0	-0,1	-1,8	1,2
Produits manufacturés	7,6	5,6	4,8	2,9	4,3	5,3
Produits primaires	15,4	0,0	-2,5	-0,4	-2,3	0,8
Asie de l'Est	9,7	8,7	9,7	15,9	14,3	9,4
Produits manufacturés	17,5	15,5	13,3	19,2	24,9	12,8
Produits primaires	7,3	4,7	5,7	11,7	-0,2	3,6
Asie du Sud	-0,7	5,8	4,1	9,1	11,2	6,7
Produits manufacturés	0,6	8,2	3,5	10,4	20,9	7,5
Produits primaires	-1,8	3,1	5,0	7,7	0,0	5,5
Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord	..	..	..	..	..	..
Produits manufacturés	..	..	..	..	..	..
Produits primaires	..	..	..	..	..	..
Amérique latine et Caraïbes	-0,9	0,9	3,4	-4,2	3,9	8,1
Produits manufacturés	16,6	10,1	8,1	-10,6	5,5	19,3
Produits primaires	-1,7	-0,5	2,3	-2,2	3,5	4,8
Economies à revenu intermédiaire gravement endettées	-0,3	1,9	3,9	-3,5	2,9	11,4
Produits manufacturés	16,9	12,1	9,0	-8,3	6,1	20,0
Produits primaires	-1,1	0,3	2,5	-1,9	1,9	8,6
Economies à revenu élevé	9,9	4,8	2,4	4,6	5,5	6,0
Produits manufacturés	10,6	5,5	3,9	1,3	5,3	8,1
Produits primaires	8,9	3,5	-0,6	12,9	6,0	1,3
Pays membres de l'OCDE	9,4	5,4	3,6	3,4	6,0	5,3
Produits manufacturés	10,6	5,2	3,7	1,4	4,5	7,4
Produits primaires	6,7	5,9	3,1	9,5	10,0	-0,4
Exportateurs de pétrole	8,7	0,0	-4,6	12,5	-4,4	10,9
Produits manufacturés	11,7	3,9	9,5	7,3	13,6	11,4
Produits primaires	8,6	-0,1	-5,6	13,1	-6,4	10,9

Tableau A.9 Variation des prix à l'exportation et des termes de l'échange, 1965 à 1988
(variation annuelle moyenne en pourcentage)

Groupe de pays	1965-73	1973-80	1980-86	1986	1987	1988
<i>Prix à l'exportation</i>						
Economies à revenu faible ou intermédiaire	6,2	14,7	-4,9	-10,6	11,0	6,1
Produits manufacturés	6,4	8,2	-2,2	9,4	8,6	8,9
Produits alimentaires	5,9	8,6	-2,7	7,6	-7,0	14,4
Produits non alimentaires	4,6	10,2	-4,8	-1,1	21,7	2,8
Métaux et minéraux	2,5	4,7	-4,4	-4,8	11,4	28,2
Combustibles	8,3	26,0	-10,1	-46,7	22,0	-15,0
Pays à revenu élevé membres de l'OCDE						
Total	4,8	10,3	-1,4	12,2	11,4	8,3
Produits manufacturés	4,5	10,9	-0,3	19,0	13,7	7,0
<i>Termes de l'échange</i>						
Economies à revenu faible ou intermédiaire	0,1	2,5	-2,7	-10,9	2,3	-0,2
Economies à faible revenu	-4,9	4,1	-3,0	-16,0	4,3	-1,1
Economies à revenu intermédiaire	1,8	1,9	-2,7	-9,1	1,8	0,1
Afrique subsaharienne	-8,5	4,8	-4,0	-21,5	2,9	-4,4
Asie de l'Est	-0,6	1,2	-1,3	-6,1	0,5	1,1
Asie du Sud	3,7	-3,4	1,5	3,1	1,2	2,0
Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord	..	..	..	..	..	..
Amérique latine et Caraïbes	3,8	2,3	-3,3	-14,0	-2,3	1,7
Economies à revenu intermédiaire gravement endettées	4,3	1,7	-2,2	-11,4	1,6	0,2
Economies à revenu élevé	-1,2	-2,1	0,5	7,0	0,2	0,5
Pays membres de l'OCDE	-1,0	-3,3	1,1	10,6	-0,5	0,7
Exportateurs de pétrole	-0,3	11,5	-7,3	-40,8	11,7	-16,5

Tableau A.10 Croissance de la dette à long terme des pays à revenu faible ou intermédiaire, 1970 à 1989
(variation annuelle moyenne en pourcentage, valeur nominale)

Groupe de pays	1970-73	1973-80	1980-86	1987	1988	1989
<i>Economies à revenu faible ou intermédiaire</i>						
Encours	18,0	22,2	13,2	13,2	-1,9	1,1
Créanciers publics	15,3	17,8	15,3	21,9	0,8	5,7
Créanciers privés	20,7	25,6	12,0	7,2	-4,0	-2,6
<i>Economies à faible revenu</i>						
Encours	16,9	16,6	14,0	25,9	5,0	6,4
Créanciers publics	14,9	14,2	13,8	23,1	4,0	8,0
Créanciers privés	26,1	23,8	14,6	31,7	7,0	3,4
<i>Economies à revenu intermédiaire</i>						
Encours	18,4	24,2	13,0	9,6	-4,1	-0,7
Créanciers publics	15,6	20,7	16,3	21,3	-1,1	4,3
Créanciers privés	20,1	25,9	11,7	3,8	-5,9	-3,8
<i>Afrique subsaharienne</i>						
Encours	20,2	23,8	13,7	26,4	0,9	4,9
Créanciers publics	17,2	22,3	17,5	27,0	1,6	11,3
Créanciers privés	25,6	26,2	8,4	25,2	-0,5	-8,0
<i>Asie de l'Est</i>						
Encours	23,7	22,7	15,8	13,7	-0,2	1,1
Créanciers publics	27,0	17,9	16,4	24,8	1,5	3,3
Créanciers privés	20,7	26,6	15,5	6,8	-1,4	-0,6
<i>Asie du Sud</i>						
Encours	11,6	11,2	12,5	18,3	5,9	9,7
Créanciers publics	12,4	10,4	9,3	16,7	4,4	5,5
Créanciers privés	1,6	24,5	30,3	23,1	10,3	21,3
<i>Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord</i>						
Encours	22,2	28,9	12,4	15,4	-2,3	4,1
Créanciers publics	16,4	25,6	15,9	18,6	-2,0	5,9
Créanciers privés	29,9	32,1	9,4	11,9	-2,6	2,0
<i>Amérique latine et Caraïbes</i>						
Encours	16,8	21,6	13,1	7,4	-4,8	-3,9
Créanciers publics	11,6	15,2	17,4	24,0	1,0	2,9
Créanciers privés	18,9	23,5	12,2	2,6	-6,8	-6,5
<i>Economies à revenu intermédiaire gravement endettées</i>						
Encours	16,9	23,9	14,4	9,4	-4,7	-3,1
Créanciers publics	12,7	17,5	22,9	23,9	0,7	3,1
Créanciers privés	18,5	25,7	12,5	4,4	-6,9	-5,9

Tableau A.11 Investissement, épargne et solde courant avant transferts publics, 1965 à 1988
(pourcentage du PNB)

Pays	Investissement intérieur brut			Epargne nationale brute			Balance des paiements : Solde courant avant transferts publics		
	1965-73	1973-80	1980-88	1965-73 ^a	1973-80	1980-88	1965-73	1973-80	1980-88
<i>Amérique latine et Caraïbes</i>									
*Argentine	19,7	23,4	14,4	20,1	22,6	10,0	0,4	-0,7	-4,5
*Bolivie	25,4	24,9	12,1	16,8	18,5	1,6	-8,6	-6,4	-10,5
*Brésil	21,3	23,9	20,7	23,1	19,3	18,5	1,9	-4,6	-2,2
*Chili	14,3	17,3	17,5	11,9	12,1	8,9	-2,4	-5,2	-8,7
Colombie	18,9	18,8	20,2	15,8	19,0	16,7	-3,2	0,2	-3,5
*Costa Rica	21,8	25,5	27,9	13,0	13,8	17,7	-8,8	-11,7	-10,2
*Equateur	19,0	26,7	23,3	12,7	21,2	17,4	-6,2	-5,6	-5,9
Guatemala	13,3	18,7	13,4	11,6	16,4	9,3	-1,7	-2,3	-4,2
*Honduras	18,6	24,9	17,5	14,0	14,6	7,8	-4,6	-10,2	-9,7
Jamaïque	32,0	20,2	23,8	23,7	13,6	13,7	-8,4	-6,6	-10,2
*Mexique	20,6	24,2	23,5	16,5	20,2	21,9	-4,0	-4,0	-1,6
*Nicaragua	20,1	18,7	21,8	13,5	9,0	-5,6	-6,5	-9,7	-27,4
*Pérou	24,1	23,9	27,4	19,5	19,7	22,7	-4,6	-4,1	-4,6
*Uruguay	12,0	15,7	12,6	12,0	11,3	9,8	0,0	-4,4	-2,8
*Venezuela	31,1	34,2	22,5	31,9	35,8	24,2	0,8	1,6	1,7
<i>Afrique subsaharienne</i>									
Cameroun	16,6	21,8	21,6	..	17,0	16,9	..	-4,8	-4,7
*Congo, Rép. pop. du	29,3	34,0	38,2	4,2	10,3	24,5	-25,2	-23,6	-13,8
*Côte d'Ivoire	22,8	29,1	19,4	..	16,8	8,0	..	-12,3	-11,5
Ethiopie	12,8	9,5	12,7	11,0	6,9	5,6	-1,8	-2,5	-7,1
Ghana	12,3	8,7	7,8	8,7	..	2,7	-3,5	-1,8	-5,1
Kenya	22,6	26,2	25,7	17,2	16,4	18,7	-5,5	-9,8	-7,0
Libéria	19,1	28,7	15,0	..	27,5	6,9	..	-1,2	-8,1
Malawi	20,0	29,7	18,3	..	10,7	7,2	..	-19,0	-11,1
Niger	9,7	23,8	16,3	..	9,7	1,9	..	-14,1	-14,3
Nigéria	16,3	22,8	13,9	11,8	24,4	12,3	-4,5	1,6	-1,6
*Sénégal	14,7	17,5	16,0	..	4,2	0,2	..	-13,3	-15,8
Sierra Leone	13,8	14,1	14,2	9,8	-1,0	7,8	-4,0	-15,1	-6,3
Soudan	11,9	16,2	13,4	11,0	9,6	..	-0,9	-6,6	..
Tanzanie	19,9	23,9	19,0	17,3	13,8	10,2	-2,6	-10,0	-8,8
Zaïre	13,7	15,0	15,2	29,3	8,6	5,4	15,6	-6,4	-9,8
Zambie	31,9	28,5	18,2	34,3	19,9	4,3	2,4	-8,6	-14,0
<i>Asie de l'Est</i>									
Corée, République de	23,9	31,2	30,3	17,6	25,9	31,7	-6,3	-5,3	1,4
Indonésie	15,8	24,5	27,6	13,7	24,6	24,4	-2,1	0,1	-3,2
Malaisie	22,3	28,7	32,4	22,6	29,4	29,1	0,2	0,6	-3,4
Papouasie-Nouvelle-Guinée	27,8	22,0	27,1	..	11,7	5,2	..	-10,4	-21,9
*Philippines	20,6	29,1	22,1	18,7	24,3	17,9	-1,9	-4,8	-4,1
Thaïlande	24,3	26,9	25,6	20,5	21,9	21,4	-3,8	-5,0	-4,2
<i>Asie du Sud</i>									
Inde	17,2	21,3	24,0	14,0	21,0	21,7	-3,3	-0,3	-2,2
Pakistan	16,1	17,5	19,0	..	11,7	15,1	..	-5,9	-3,9
Sri Lanka	15,8	20,6	26,4	11,2	13,4	15,9	-4,6	-7,2	-10,5
<i>Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord</i>									
Algérie	32,6	44,6	36,0	30,5	39,0	35,3	-2,2	-5,6	-0,7
Egypte, Rép. arabe d'	14,0	29,3	27,7	9,3	18,2	15,6	-4,6	-11,1	-12,1
*Hongrie	..	32,0	27,9	..	..	..	..	..	..
*Maroc	15,1	25,9	26,1	13,6	16,8	19,8	-1,5	-9,0	-6,3
*Pologne	..	..	28,3	..	..	25,4	..	-5,6	-2,9
Portugal	26,6	29,7	30,3	..	..	29,4	..	..	-0,9
Tunisie	23,3	29,9	27,9	17,8	23,2	22,1	-5,5	-6,7	-5,8
Turquie	18,5	21,8	22,9	17,5	18,1	20,2	-1,0	-3,7	-2,7
Yougoslavie	29,9	35,6	37,0	27,2	32,9	38,0	-2,6	-2,7	1,0

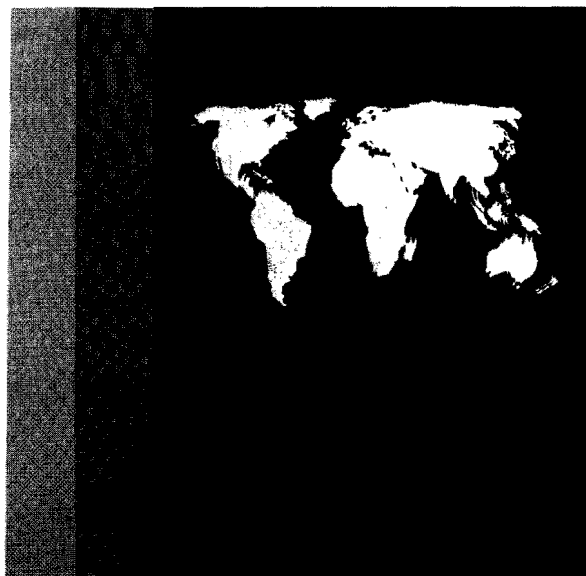
Note : L'astérisque indique les économies à revenu intermédiaire gravement endettées. Les chiffres en italique correspondent à d'autres années que celles indiquées.

a. A l'exclusion des transferts, 1965-69.

Tableau A.12 Composition de l'encours de la dette, 1970 à 1988*(pourcentage du total de la dette à long terme)*

Pays	Créanciers publics			Créanciers privés			Dette à taux flottant		
	1970-72	1980-82	1988	1970-72	1980-82	1988	1973-75	1980-82	1988
<i>Amérique latine et Caraïbes</i>									
*Argentine	12,6	9,0	17,7	87,4	91,0	82,3	6,6	29,2	80,2
*Bolivie	58,2	49,3	81,1	41,8	50,7	18,9	7,3	28,4	21,7
*Brésil	30,7	11,9	24,3	69,3	88,1	75,7	26,1	45,9	62,0
*Chili	46,0	11,1	26,9	54,0	88,9	73,1	8,3	23,4	65,5
Colombie	68,1	46,1	52,8	31,9	53,9	47,2	5,4	33,7	40,5
*Costa Rica	39,8	36,8	51,5	60,2	63,2	48,5	15,5	42,4	43,6
*Equateur	51,4	30,6	38,7	48,6	69,4	61,3	8,2	36,5	66,7
Guatemala	47,5	71,0	74,5	52,5	29,0	25,5	3,5	5,6	10,5
*Honduras	73,8	62,2	79,7	26,3	37,8	20,4	1,8	19,1	18,2
Jamaïque	7,4	68,3	82,9	92,6	31,7	17,1	4,7	17,3	25,7
*Mexique	19,5	10,9	18,1	80,5	89,1	81,9	32,0	61,7	72,0
*Nicaragua	65,3	58,0	80,2	34,7	42,0	19,8	44,2	42,1	20,6
*Pérou	15,6	39,4	45,0	84,4	60,6	55,0	16,1	22,9	29,4
*Uruguay	44,2	21,1	21,7	55,8	78,9	78,3	10,1	28,5	69,6
*Venezuela	30,8	3,6	1,5	69,2	96,4	98,5	17,2	57,9	72,8
<i>Afrique subsaharienne</i>									
Cameroun	82,2	56,6	69,3	17,8	43,4	30,6	1,8	11,3	8,2
*Congo, Rép. pop. du	84,0	43,9	49,1	16,0	56,1	50,9	0,0	10,9	40,2
*Côte d'Ivoire	51,4	22,9	40,8	48,6	77,1	59,2	19,3	37,5	35,8
Ethiopie	87,3	90,9	83,5	12,7	9,1	16,5	1,5	2,1	6,7
Ghana	56,5	87,9	88,5	43,5	12,1	11,5	0,0	0,0	3,7
Kenya	58,3	55,0	73,4	41,7	45,0	26,6	2,1	10,2	3,6
Libéria	81,1	73,5	81,7	19,0	26,5	18,3	0,0	16,9	9,3
Malawi	85,8	72,2	95,6	14,2	27,8	4,4	2,3	21,9	3,8
Niger	97,0	41,0	76,9	2,9	59,0	23,1	0,0	13,4	6,4
Nigéria	68,8	14,7	37,9	31,2	85,3	62,1	0,7	48,8	40,1
*Sénégal	59,2	67,8	93,0	40,8	32,2	7,0	24,6	12,0	2,5
Sierra Leone	60,6	66,4	81,4	39,4	33,6	18,6	3,8	0,1	0,6
Soudan	86,9	75,4	78,6	13,1	24,6	21,4	2,2	9,4	0,8
Tanzanie	63,7	75,8	93,3	36,3	24,2	6,7	0,4	0,3	2,5
Zaïre	42,5	65,9	90,0	57,5	34,1	10,0	32,8	11,9	5,4
Zambie	22,0	69,7	87,5	78,0	30,3	12,5	20,7	10,2	13,4
<i>Asie de l'Est</i>									
Corée, République de	35,2	34,3	38,2	64,8	65,7	61,8	11,8	29,0	23,8
Indonésie	72,1	51,9	58,3	27,9	48,1	41,7	4,9	15,0	25,8
Malaisie	51,0	21,9	23,1	49,0	78,1	76,9	17,4	36,7	42,3
Papouasie-Nouvelle-Guinée	6,1	23,9	33,7	93,8	76,1	66,3	0,0	23,2	17,1
*Philippines	22,6	31,3	44,8	77,4	68,7	55,2	7,3	24,0	41,4
Thaïlande	40,1	39,1	46,0	59,9	60,9	54,0	0,4	22,4	27,2
<i>Asie du Sud</i>									
Inde	95,1	83,9	60,7	4,9	16,1	39,3	0,0	3,0	15,1
Pakistan	90,6	92,6	93,6	9,4	7,4	6,4	0,0	3,2	8,8
Sri Lanka	81,6	79,5	82,8	18,4	20,5	17,2	0,0	12,9	4,4
<i>Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord</i>									
Algérie	47,2	20,5	23,7	52,8	79,5	76,3	34,0	23,5	35,8
Egypte, Rép. arabe d'	70,3	82,1	85,8	29,7	17,9	14,2	3,1	2,3	1,4
*Hongrie	0,0	12,0	10,6	0,0	88,0	89,5	0,0	81,3	60,2
*Maroc	79,1	55,9	74,7	20,9	44,1	25,3	2,7	27,2	38,4
*Pologne	0,0	0,0	65,5	0,0	0,0	34,5	0,0	0,0	63,3
Portugal	29,3	24,7	18,1	70,7	75,3	81,9	0,0	33,9	36,3
Tunisie	71,4	59,9	71,6	28,6	40,1	28,4	0,0	13,6	16,5
Turquie	92,5	63,3	54,8	7,5	36,7	45,2	0,8	23,0	33,5
Yougoslavie	37,5	23,6	34,5	62,5	76,4	65,5	3,2	10,1	46,8

Note : L'astérisque indique les économies à revenu intermédiaire gravement endettées.



Indicateurs du développement dans le monde

Table des matières

Comment lire les tableaux 193

Introduction et cartes 194

Tableaux

1 Indicateurs de base 200

Production

2 Croissance de la production 202

3 Structure de la production 204

4 Agriculture et alimentation 206

5 Energie commerciale 208

6 Structure du secteur manufacturier 210

7 Revenus et production du secteur manufacturier 212

Absorption intérieure

8 Croissance de la consommation et de l'investissement 214

9 Structure de la demande 216

10 Structure de la consommation 218

Comptes budgétaires et monétaires

11 Dépenses de l'administration centrale 220

12 Recettes courantes de l'administration centrale 222

13 Monnaie et taux d'intérêt 224

Transactions internationales essentielles

14 Croissance du commerce de marchandises 226

15 Structure des importations de marchandises 228

16 Structure des exportations de marchandises 230

17 Importations, par l'OCDE, de produits manufacturés :
origine et composition 232

18 Balance des paiements et réserves 234

Finances extérieures

19 Aide publique au développement provenant des pays membres
de l'OCDE et de l'OPEP 236

20 Aide publique au développement reçue 238

21 Dette extérieure totale 240

22 Flux de capitaux extérieurs aux secteurs public et privé 242

23 Dette extérieure publique et privée et ratios du service de la dette 244

24 Dette publique extérieure et ratios du service de la dette 246

25 Conditions des emprunts publics extérieurs 248

Ressources humaines

26 Accroissement passé et projeté de la population 250

27 Démographie et fécondité 252

28 Santé et nutrition 254

29 Education 256

30 Répartition du revenu et estimations du PIB d'après le PCI 258

31 Urbanisation 260

32 Les femmes et le développement 262

Notes techniques 264

Encadré A.1 Indicateurs de base pour les économies de moins
de 1 million d'habitants 265

Encadré A.2 Quelques indicateurs concernant les économies
non membres non déclarantes 266

Bibliographie 287

Comment lire les tableaux

Sur les tableaux, les économies sont énumérées, à l'intérieur du groupe auquel elles appartiennent, par ordre croissant de PNB par habitant, à l'exception de celles pour lesquelles on n'a pas pu calculer le PNB. Ces économies sont indiquées par ordre alphabétique, en italique, à la fin de leur groupe. C'est cet ordre que montrent les numéros de référence.

Les chiffres figurant dans les bandes de couleur résument les statistiques relatives à chaque groupe d'économies. Il s'agit de moyennes pondérées si l'intitulé de ce groupe d'économies est suivi de la lettre *w*, de valeurs médianes s'il est suivi de la lettre *m*, d'un total s'il est suivi de la lettre *t*.

Tous les taux de croissance sont exprimés en termes réels.

Les chiffres indiqués reflètent les données recueillies jusqu'au 30 avril 1990.

.. = non connu.

0 et 0,0 = nul ou moins de la moitié de l'unité indiquée.

Un blanc signifie sans objet.

Les chiffres en italique se rapportent à des années ou à des périodes autres que celles qui sont indiquées.

<i>Afghanistan</i>	37	Guinée	32	Pakistan	23
Afrique du Sud	80	Haïti	27	Panama	75
Algérie	81	Honduras	53	Papouasie-Nouvelle-Guinée	51
Allemagne, Rép. fédérale d'	115	Hong Kong	102	Paraguay	63
<i>Angola</i>	77	Hongrie	82	Pays-Bas	109
Arabie saoudite	97	Inde	22	Pérou	66
Argentine	84	Indonésie	34	Philippines	44
Australie	104	<i>Iran, République islamique d'</i>	94	Pologne	73
Autriche	110	<i>Iraq</i>	95	Portugal	90
Bangladesh	5	Irlande	99	République arabe syrienne	69
Belgique	108	Israël	100	République centrafricaine	26
Bénin	28	Italie	106	Rép. dém. pop. lao	10
Bhoutan	9	Jamaïque	60	République dominicaine	49
Bolivie	43	Japon	120	<i>Roumanie</i>	96
Botswana	58	Jordanie	67	Royaume-Uni	105
Brésil	76	<i>Kampuchea démocratique</i>	39	Rwanda	20
Burkina Faso	13	Kenya	24	Sénégal	46
Burundi	15	Koweït	107	<i>Sierra Leone</i>	41
Cameroun	59	Lesotho	30	Singapour	101
Canada	113	<i>Liban</i>	78	Somalie	7
Chili	68	<i>Libéria</i>	40	Soudan	36
Chine	21	Libye	93	Sri Lanka	31
Colombie	62	Madagascar	12	Suède	117
Congo, Rép. populaire du	55	Malaisie	74	Suisse	121
Corée, République de	89	Malawi	6	Tanzanie	4
Costa Rica	70	Mali	14	Tchad	3
Côte d'Ivoire	50	Maroc	52	Thaïlande	57
Danemark	114	Maurice	72	Togo	25
Egypte, République arabe d'	48	Mauritanie	35	Trinité-et-Tobago	88
El Salvador	56	Mexique	71	Tunisie	64
Emirats arabes unis	111	Mozambique	1	Turquie	65
Equateur	61	<i>Myanmar</i>	38	Uruguay	83
Espagne	98	Népal	11	Venezuela	87
Etats-Unis	118	<i>Nicaragua</i>	79	<i>Viet Nam</i>	42
Ethiopie	2	Niger	19	Yémen, République arabe du	45
Finlande	116	Nigéria	17	Yémen, Rép. dém. pop. du	33
France	112	Norvège	119	Yougoslavie	85
Gabon	86	Nouvelle-Zélande	103	Zaïre	8
Ghana	29	Oman	92	Zambie	18
Grèce	91	Ouganda	16	Zimbabwe	47
Guatemala	54				

Note : Voir l'Encadré A.1 pour les économies ayant une population de moins de 1 million d'habitants; voir l'Encadré A.2 pour les économies non membres non déclarantes.



Introduction

Le recueil des Indicateurs du développement dans le monde renseigne sur les principaux aspects du développement économique et social. La plupart des données rassemblées par la Banque mondiale concernent les économies à revenu faible ou intermédiaire. On y a inclus, parce qu'ils sont faciles à obtenir, les chiffres comparables pour les économies à revenu élevé. Des informations supplémentaires sur certains de ces pays et sur d'autres figurent dans d'autres publications de la Banque mondiale telles que l'*Atlas de la Banque mondiale*, les *Tableaux économiques par pays*, les *Tableaux de la dette internationale* et les *Indicateurs sociaux du développement*. Les chiffres connus concernant les économies non membres qui ne fournissent pas de données sont récapitulés dans les tableaux du recueil des Indicateurs du développement et présentés par pays dans l'Encadré A.2.

Dans ces notes, le terme «pays» n'implique pas nécessairement l'indépendance politique, mais peut désigner tout territoire dont les autorités présentent séparément des statistiques sociales ou économiques. Comme dans le passé, la Banque classe les économies à des fins opérationnelles ou analytiques selon le produit national brut (PNB) par habitant. Les définitions et les notes figurant au début du Rapport fournissent une description détaillée des groupements de pays.

Nous nous sommes efforcés de standardiser les données. Toutefois, comme il n'est pas toujours possible d'obtenir des renseignements tout à fait comparables, il convient d'interpréter les indicateurs avec prudence. Les statistiques proviennent de sources généralement considérées comme hautement autorisées, mais les données sont entourées d'une marge d'erreur considérable. En outre, les chiffres ne sont pas toujours comparables car les méthodes statistiques varient d'une

économie à l'autre. Il ne faut donc voir dans les données présentées que des indications de tendances qui permettent de faire ressortir des différences importantes entre économies, mais pas de les mesurer avec exactitude.

Les indicateurs figurant au Tableau 1 esquissent le profil des différentes économies. Les données des autres tableaux relèvent des grandes catégories suivantes : production, absorption intérieure, comptes budgétaires et monétaires, transactions internationales essentielles, financement extérieur et ressources humaines.

Dans la présente édition, un certain nombre de tableaux ont subi des modifications qui sont décrites de manière détaillée dans les notes techniques mais dont il n'est peut-être pas sans intérêt d'indiquer dès maintenant le pourquoi.

La polarisation du Rapport sur le développement dans le monde sur le thème de la pauvreté, cette année, a conduit à modifier le mode d'information sur la répartition du revenu (Tableau 30). L'analphabétisme, parmi les femmes aussi bien que dans l'ensemble de la population, figure au nombre des indicateurs de base (Tableau 1).

Les indicateurs sociaux ont été remaniés. La répartition par âge de la population refait son apparition, aux dépens des estimations de l'élan démographique (Tableau 26). L'éducation (Tableau 29) se voit adjoindre des indicateurs sur les taux nets de scolarisation primaire et les ratios élèves-maître du primaire et perd la rubrique «garçons» (dont on peut quand même déduire les chiffres de ceux des rubriques «total» et «filles»). Des indicateurs par sexe sont ajoutés au Tableau 32 pour le taux de mortalité des moins de cinq ans et pour le taux de continuité dans le primaire. Pour faire place à ces adjonctions, on a déplacé l'indicateur relatif à l'année où le taux de reproduction sera égal à 1

pour le mettre au Tableau 27 et les estimations de naissances assistées par un personnel de santé ainsi que les taux de mortalité infantile, pour les mettre au Tableau 28.

Les données sur la dette extérieure sont établies par la Banque à partir des rapports qu'elle reçoit de ses pays membres dans le cadre du Système de notification de la dette. Les autres données proviennent principalement de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées, du Fonds monétaire international et des rapports que la Banque mondiale reçoit sur les pays. On utilise aussi les estimations des services de la Banque pour les mettre à jour et les harmoniser entre elles. Pour la plupart des pays, les estimations relatives aux comptes nationaux sont recueillies auprès des gouvernements membres au cours de missions économiques. Elles sont, dans certains cas, ajustées par les services de la Banque dans un sens conforme aux définitions et concepts internationaux afin de les rendre plus concordantes et plus actuelles.

Pour plus de commodité, on n'indique généralement que les ratios et taux de croissance; on peut généralement trouver les valeurs absolues dans d'autres publications de la Banque mondiale, et notamment dans l'édition 1989-90 des *Tableaux économiques par pays*. La plupart des taux de croissance sont calculés pour deux périodes, 1965-80 et 1980-88, et ont été obtenus, sauf indication contraire, par application de la méthode des moindres carrés à la fonction de régression. Comme cette méthode tient compte de toutes les observations qui ont pu être faites pendant la période considérée, les taux de croissance obtenus expriment des tendances générales qui ne sont pas indûment influencées par des valeurs exceptionnelles, notamment au niveau des extrêmes. Pour exclure les effets de l'inflation, on utilise des indicateurs économiques en prix constants pour calculer les taux de croissance. Cette méthode est expliquée en détail au début des notes techniques. Les chiffres en italique se rapportent à des années ou périodes autres que celles indiquées jusqu'à deux ans auparavant pour les indicateurs économiques, et trois ans avant ou après pour les indicateurs sociaux, qui sont généralement rassemblés à intervalles moins réguliers et qui varient de façon moins spectaculaire sur de courtes périodes. Sauf indication contraire, chaque fois que des montants sont exprimés en dollars, il s'agit de la monnaie des États-Unis. Les diverses méthodes utilisées pour la conversion des chiffres en monnaie nationale sont décrites dans les notes techniques.

Certains des chiffres présentés s'écartent de ceux de l'année dernière, non seulement parce qu'il s'agit de statistiques plus récentes fournies par les pays eux-mêmes, mais aussi parce que les séries chronologiques ont été révisées et les méthodes modifiées. Par ailleurs, la Banque révisé ses méthodes pour que ses indicateurs se prêtent mieux à des comparaisons au plan international et constituent des outils d'analyse plus efficaces, comme on l'explique dans les notes techniques.

Comme dans le corps du Rapport, le principal critère de classification des pays compris dans les Indicateurs du développement dans le monde est le PNB par habitant. On obtient ainsi une répartition approximative des pays selon leur stade de développement économique. De nombreuses économies sont en outre classées par région. D'autres catégories regroupent les économies à revenu intermédiaire gravement endettées et tous les exportateurs de pétrole. Les économies à revenu intermédiaire gravement endettées sont un groupe de 19 pays qui remplacent les 17 économies fortement endettées des précédentes éditions, groupe qui comprenait un mélange d'économies à revenu faible et intermédiaire. Voir la liste des pays de chaque catégorie des Définitions et notes sur les données. Les grandes catégories utilisées cette année dans les tableaux sont les suivantes : 42 économies en développement à faible revenu, dont le PNB par habitant était égal ou inférieur à 545 dollars en 1988; 54 économies à revenu intermédiaire, dont le revenu par habitant était compris entre 546 et 5.999 dollars, dont l'Angola, nouveau membre de la Banque; et 25 économies à revenu élevé. Pour un dernier groupe de neuf économies non membres non déclarantes, le manque de données, les différences dans les méthodes de calcul du revenu national et les difficultés de conversion sont tels que seuls les agrégats sont présentés dans les principaux tableaux. On a toutefois inclus quelques indicateurs pour ces pays dans l'Encadré A.2.

Les économies ayant moins de 1 million d'habitants ne sont pas inclus séparément dans les tableaux généraux, mais on trouvera des indicateurs de base pour ces pays et territoires ainsi que pour Porto Rico, dans un tableau distinct de l'Encadré A.1.

Les chiffres récapitulatifs constituent des estimations globales. Les pays pour lesquels aucune estimation individuelle n'est indiquée (soit parce qu'ils sont trop petits, soit parce qu'ils ne sont pas déclarants, soit parce que leurs antécédents sont insuffisants) ont été implicitement inclus en sup-

posant qu'ils ont suivi la tendance générale des pays déclarants durant la période considérée. Cela permet, en normalisant la couverture des pays pour chaque période, de parvenir à des totaux plus cohérents. Les pays de moins de 1 million d'habitants sont inclus dans les agrégats de groupe, même si les tableaux ne présentent pas de données propres à ces pays. Si, toutefois, les données manquantes représentent un tiers de l'estimation globale ou davantage, la mention «non connu» figure à la place du chiffre récapitulatif.

Les données sur la Chine contenues dans le recueil des Indicateurs du développement dans le monde font abstraction de Taiwan, Chine. Toutefois, les Tableaux 14, 15, 16 et 18 comportent, en bas de page, des estimations relatives aux transactions internationales de Taiwan, Chine.

La présentation adoptée ici est la même que dans les éditions précédentes. Dans chaque groupe, les

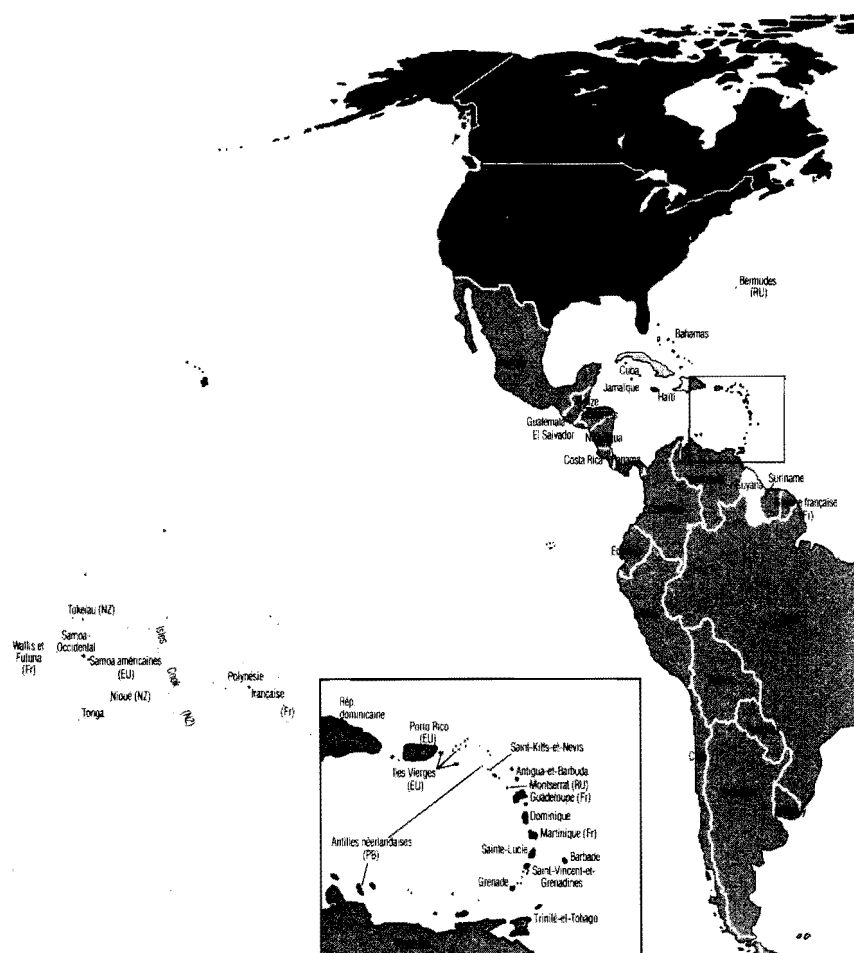
économies sont classées par ordre croissant de PNB par habitant; les économies dont on n'a pas pu calculer le PNB par habitant sont énumérées par ordre alphabétique, en italique, à la fin du groupe de revenus auquel on estime qu'elles appartiennent. Ce même ordre est repris dans tous les tableaux à l'exception du Tableau 19, qui ne concerne que les pays à revenu élevé de l'OPEP et de l'OCDE. La liste alphabétique qui précède l'introduction donne le numéro de référence de chaque économie; là encore, les noms en italique sont ceux des économies pour lesquelles on n'a pas d'estimations du PNB par habitant. Les économies du groupe des économies à revenu élevé marquées du symbole † sont celles qui sont classées par les Nations Unies ou considérées par leurs autorités comme en développement.

Les bandes colorées indiquent des chiffres récapitulatifs totaux, moyennes pondérées ou valeurs

Groupes d'économies

Les couleurs indiquent à quel groupe de revenu appartient chaque pays; par exemple, toutes les économies à faible revenu (dont le PNB par habitant était égal ou inférieur à 545 dollars en 1988) sont colorées en jaune. Les mêmes groupes ont été utilisés dans les tableaux qui suivent.

- Economies à faible revenu
- Economies à revenu intermédiaire
- Economies à revenu élevé
- Données inconnues



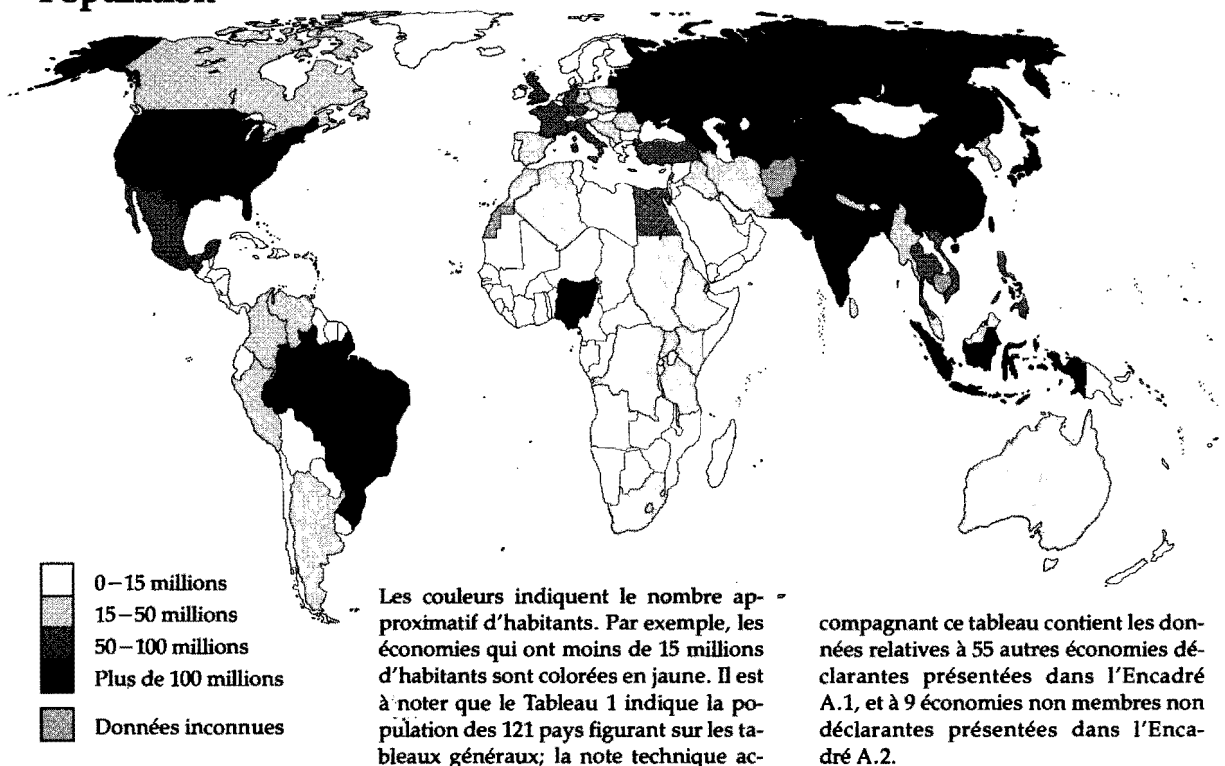
Le lecteur est invité à se référer aux notes techniques et aux notes de renvoi des tableaux chaque fois qu'il utilise ces données. Ces notes exposent en effet dans leurs grandes lignes les méthodes, concepts, définitions et sources utilisés pour établir les tableaux. La bibliographie donne des détails sur les sources de ces données, où l'on trouve la définition et la description complètes des notions figurant dans le

Toutes questions ou observations concernant les Indicateurs du développement dans le monde sont à adresser à :

Socio-Economic Data Division
International Economics Department
The World Bank
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433.



Population

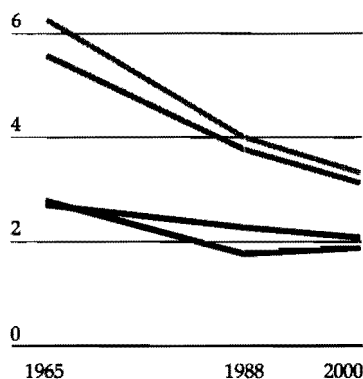


Fécondité et mortalité

Indice synthétique de fécondité

Naissances par femme

8

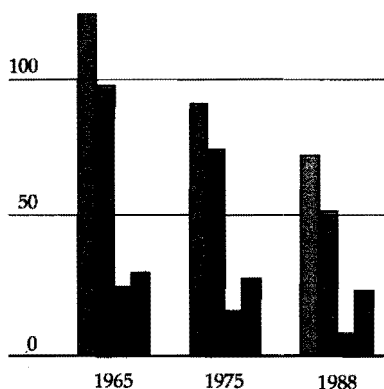


— Economies à faible revenu
— Economies à revenu intermédiaire

Mortalité infantile

Décès pour 1.000 naissances vivantes

150

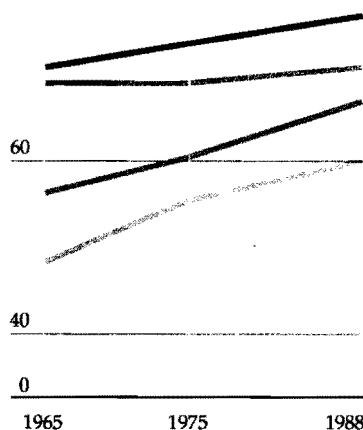


— Economies à faible revenu
— Economies à revenu intermédiaire
— Economies à revenu élevé
— Economies non membres non déclarantes

Espérance de vie à la naissance

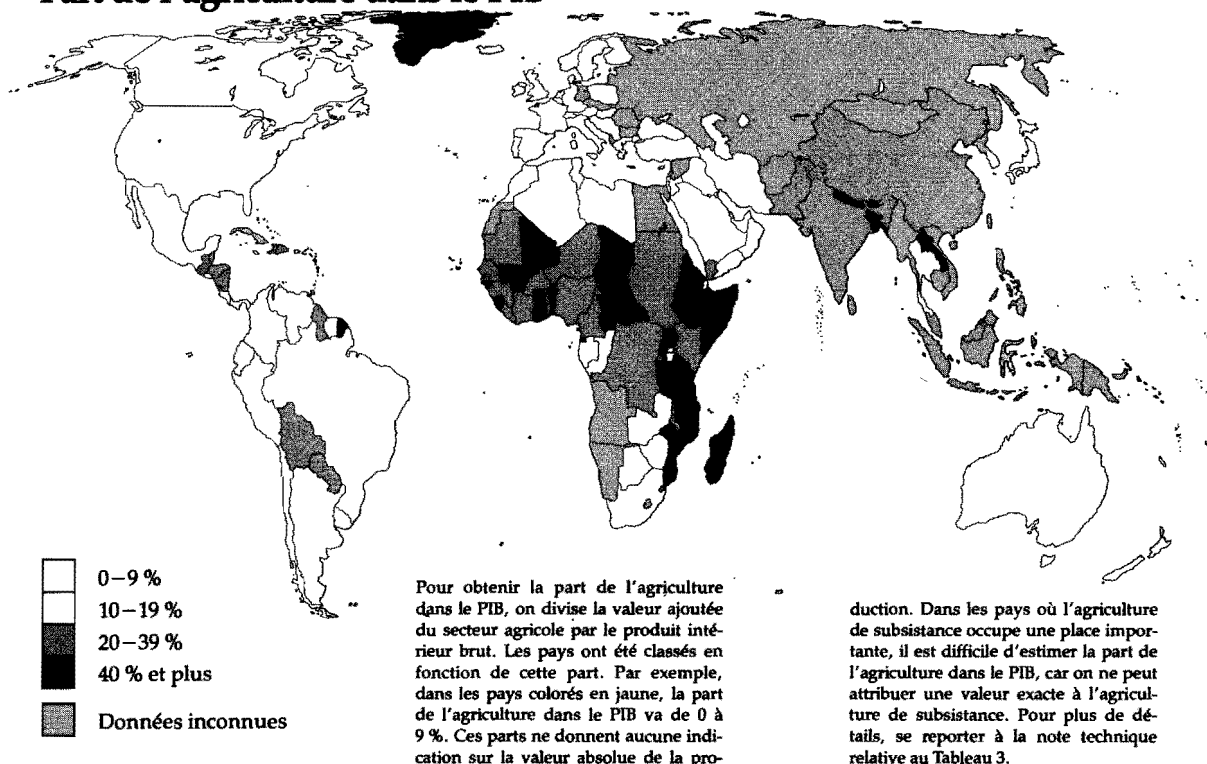
Années

80

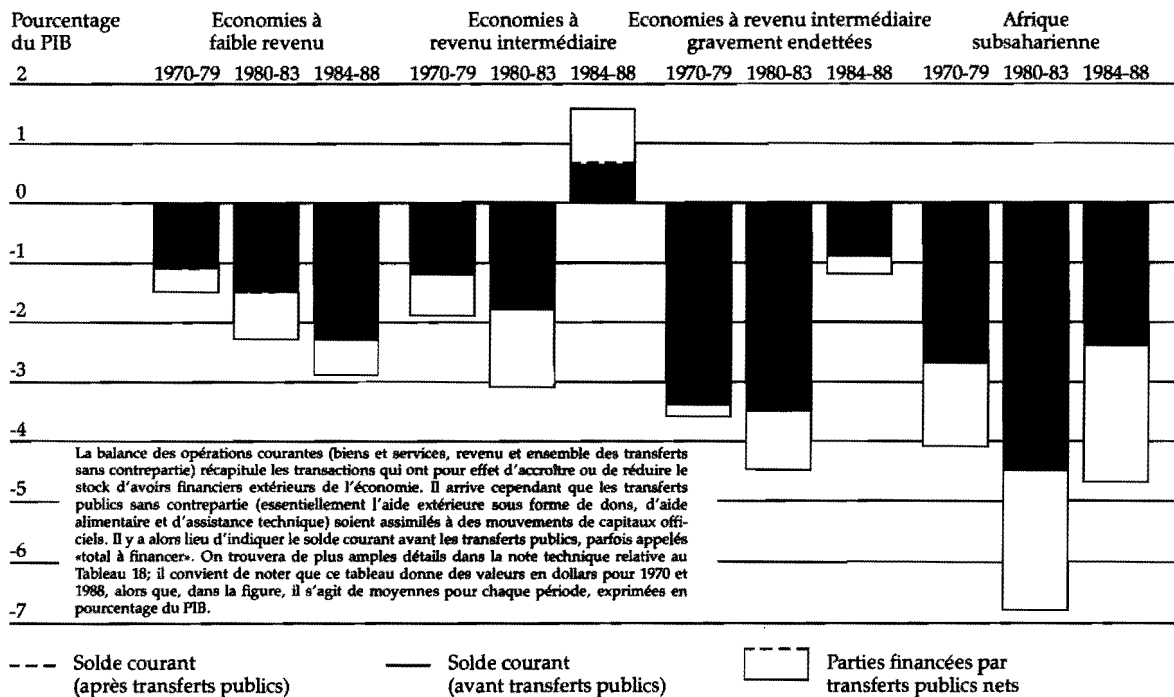


Note : Les termes et méthodes utilisés sont expliqués dans les Notes techniques relatives aux Tableaux 27, 28 et 32.

Part de l'agriculture dans le PIB



Balances extérieures des pays à revenu faible et intermédiaire



Note : Les termes et méthodes utilisés sont expliqués dans les notes techniques relatives au Tableau 18.

Tableau 1. Indicateurs de base

	Population (millions d'habitants) milieu de 1988	Superficie (milliers de km ²)	PNB par habitant ^a		Taux annuel moyen d'inflation ^a		Espérance de vie à la naissance (années) 1988	Analphabétisme (adultes, %)	
			Dollars 1988	Croissance annuelle moyenne (%) 1965-88	1965-80	1980-88		Femmes 1985	Total 1985
Pays à faible revenu	2.884,0 t	36.997 t	320 w	3,1 w	8,8 w	8,9 w	60 w	58 w	44 w
Chine et Inde	1.904,0 t	12.849 t	340 w	4,0 w	2,8 w	5,8 w	63 w	56 w	42 w
Autres pays à faible revenu	980,0 t	24.149 t	280 w	1,5 w	18,2 w	13,8 w	54 w	62 w	51 w
1 Mozambique	14,9	802	100	..	..	33,6	48	78	62
2 Ethiopie	47,4	1.222	120	-0,1	3,4	2,1	47	..	38
3 Tchad	5,4	1.284	160	-2,0	6,2	3,2	46	89	75
4 Tanzanie	24,7	945	160	-0,5	9,9	25,7	53	..	..
5 Bangladesh	108,9	144	170	0,4	14,9	11,1	51	78	67
6 Malawi	8,0	118	170	1,1	7,2	12,6	47	69	59
7 Somalie	5,9	638	170	0,5	10,3	38,4	47	94	88
8 Zaïre	33,4	2.345	170	-2,1	24,5	56,1	52	55	39
9 Bhoutan	1,4	47	180	..	..	8,9	48	..	..
10 RDP lao	3,9	237	180	..	..	..	49	24	16
11 Népal	18,0	141	180	..	7,8	8,7	51	88	74
12 Madagascar	10,9	587	190	-1,8	7,7	17,3	50	38	33
13 Burkina Faso	8,5	274	210	1,2	6,5	3,2	47	94	87
14 Mali	8,0	1.240	230	1,6	9,3	3,7	47	89	83
15 Burundi	5,1	28	240	3,0	6,4	4,0	49	74	66
16 Ouganda	16,2	236	280	-3,1	21,2	100,7	48	55	43
17 Nigéria	110,1	924	290	0,9	13,7	11,6	51	69	58
18 Zambie	7,6	753	290	-2,1	6,4	33,5	53	33	24
19 Niger	7,3	1.267	300	-2,3	7,5	3,6	45	91	86
20 Rwanda	6,7	26	320	1,5	12,5	4,1	49	67	53
21 Chine	1.088,4	9.561	330	5,4	0,1	4,9	70	45	31
22 Inde	815,6	3.288	340	1,8	7,5	7,4	58	71	57
23 Pakistan	106,3	796	350	2,5	10,3	6,5	55	81	70
24 Kenya	22,4	580	370	1,9	7,3	9,6	59	51	41
25 Togo	3,4	57	370	0,0	6,9	6,1	53	72	59
26 Rép. centrafricaine	2,9	623	380	-0,5	8,5	6,7	50	71	60
27 Haïti	6,3	28	380	0,4	7,3	7,9	55	65	62
28 Bénin	4,4	113	390	0,1	7,5	8,0	51	84	74
29 Ghana	14,0	239	400	-1,6	22,8	46,1	54	57	47
30 Lesotho	1,7	30	420	5,2	8,0	12,2	56	16	26
31 Sri Lanka	16,6	66	420	3,0	9,4	11,0	71	17	13
32 Guinée	5,4	246	430	..	..	..	43	83	72
33 Yémen, RDP	2,4	333	430	..	..	4,5	51	75	59
34 Indonésie	174,8	1.905	440	4,3	34,2	8,5	61	35	26
35 Mauritanie	1,9	1.026	480	-0,4	7,7	9,4	46	..	..
36 Soudan	23,8	2.506	480	0,0	11,5	33,5	50	..	..
37 Afghanistan	..	652	..	..	4,9	..	..	..	..
38 Myanmar	40,0	677	..	..	..	..	60	..	..
39 Kampuchea dém.	..	181	..	..	..	..	..	..	..
40 Libéria	2,4	111	..	..	6,3	..	50	77	65
41 Sierra Leone	3,9	72	..	..	7,8	..	42	79	71
42 Viet Nam	64,2	330	..	..	..	..	66	..	..
Pays à revenu intermédiaire	1.068,0 t	37.352 t	1.930 w	2,3 w	20,4 w	66,7 w	66 w	31 w	26 w
Tranche inférieure	741,7 t	24.451 t	1.380 w	2,6 w	21,7 w	80,8 w	65 w	32 w	27 w
43 Bolivie	6,9	1.099	570	-0,6	15,7	482,8	53	35	26
44 Philippines	59,9	300	630	1,6	11,7	15,6	64	15	14
45 Yémen, Rép. arabe du	8,5	195	640	..	..	11,6	47	97	86
46 Sénégal	7,0	197	650	-0,8	6,5	8,1	48	81	72
47 Zimbabwe	9,3	391	650	1,0	5,8	12,1	63	33	26
48 Egypte, Rép. arabe d'	50,2	1.001	660	3,6	7,3	10,6	63	70	56
49 Rép. dominicaine	6,9	49	720	2,7	6,8	16,8	66	23	23
50 Côte d'Ivoire	11,2	322	770	0,9	9,5	3,8	53	69	57
51 Papouasie-Nouvelle-Guinée	3,7	463	810	0,5	8,1	4,7	54	65	55
52 Maroc	24,0	447	830	2,3	6,0	7,7	61	78	67
53 Honduras	4,8	112	860	0,6	5,6	4,7	64	42	41
54 Guatemala	8,7	109	900	1,0	7,1	13,3	62	53	45
55 Congo, Rép. populaire du	2,1	342	910	3,5	6,7	0,8	53	45	37
56 El Salvador	5,0	21	940	-0,5	7,0	16,8	63	31	28
57 Thaïlande	54,5	513	1.000	4,0	6,3	3,1	65	12	9
58 Botswana	1,2	582	1.010	8,6	8,1	10,0	67	31	29
59 Cameroun	11,2	475	1.010	3,7	8,9	7,0	56	55	44
60 Jamaïque	2,4	11	1.070	-1,5	12,8	18,7	73	..	..
61 Equateur	10,1	284	1.120	3,1	10,9	31,2	66	20	18
62 Colombie	31,7	1.139	1.180	2,4	17,4	24,1	68	13	12
63 Paraguay	4,0	407	1.180	3,1	9,4	22,1	67	15	12
64 Tunisie	7,8	164	1.230	3,4	6,7	7,7	66	59	46
65 Turquie	53,8	779	1.280	2,6	20,7	39,3	64	38	26
66 Pérou	20,7	1.285	1.300	0,1	20,5	119,1	62	22	15
67 Jordanie	3,9	89	1.500	..	..	2,2	66	37	25

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées.

	Population (millions d'habitants) milieu de 1988	Superficie (milliers de km ²)	PNB par habitant ^a		Taux annuel moyen d'inflation ^a		Espérance de vie à la naissance (années) 1988	Analphabétisme (adultes, %)	
			Dollars 1988	Croissance annuelle moyenne (%) 1965-88	1965-80	1980-88		Femmes 1985	Total 1985
68 Chili	12,8	757	1.510	0,1	129,9	20,8	72	..	6
69 Rép. arabe syrienne	11,6	185	1.680	2,9	8,3	12,9	65	57	40
70 Costa Rica	2,7	51	1.690	1,4	11,3	26,9	75	7	6
71 Mexique	83,7	1.958	1.760	2,3	13,0	73,8	69	12	10
72 Maurice	1,1	2	1.800	2,9	11,8	7,8	67	23	17
73 Pologne	37,9	313	1.860	..	..	30,5	72	..	..
74 Malaisie	16,9	330	1.940	4,0	4,9	1,3	70	34	27
75 Panama	2,3	77	2.120	2,2	5,4	3,3	72	12	12
76 Brésil	144,4	8.512	2.160	3,6	31,5	188,7	65	24	22
77 Angola	9,4	1.247	..	..	..	..	45	..	59
78 Liban	..	10	..	..	9,3	..	..	..	..
79 Nicaragua	3,6	130	..	-2,5	8,9	86,6	64	..	..
Tranche supérieure	326,3 t	12.901 t	3.240 w	2,3 w	18,9 w	45,0 w	68 w	31 w	24 w
80 Afrique du Sud	34,0	1.221	2.290	0,8	10,1	13,9	61	..	..
81 Algérie	23,8	2.382	2.360	2,7	10,5	4,4	64	63	50
82 Hongrie	10,6	93	2.460	5,1	2,6	6,4	70	c	c
83 Uruguay	3,1	177	2.470	1,3	57,8	57,0	72	4	5
84 Argentine	31,5	2.767	2.520	0,0	78,2	290,5	71	5	5
85 Yougoslavie	23,6	256	2.520	3,4	15,3	66,9	72	14	9
86 Gabon	1,1	268	2.970	0,9	12,7	0,9	53	47	38
87 Venezuela	18,8	912	3.250	-0,9	10,4	13,0	70	15	13
88 Trinité-et-Tobago	1,2	5	3.350	0,9	14,0	5,3	71	5	4
89 Corée, Rép. de	42,0	99	3.600	6,8	18,7	5,0	70	..	..
90 Portugal	10,3	92	3.650	3,1	11,7	20,1	74	20	16
91 Grèce	10,0	132	4.800	2,9	10,5	18,9	77	12	8
92 Oman	1,4	212	5.000	6,4	19,9	-6,5	64	..	..
93 Libye	4,2	1.760	5.420	-2,7	15,4	0,1	61	50	33
94 Iran, Rép. islamique d'	48,6	1.648	..	..	15,6	..	63	61	49
95 Iraq	17,6	438	..	..	..	..	64	13	11
96 Roumanie	23,0	238	..	..	..	..	70	c	c
Pays à revenu faible/intermédiaire	3.952,0 t	74.349 t	750 w	2,7 w	16,5 w	46,8 w	62 w	51 w	40 w
Afrique subsaharienne	463,9 t	22.240 t	330 w	0,2 w	12,5 w	15,5 w	51 w	65 w	52 w
Asie de l'Est	1.538,0 t	14.017 t	540 w	5,2 w	8,7 w	5,6 w	66 w	41 w	29 w
Asie du Sud	1.106,8 t	5.158 t	320 w	1,8 w	8,3 w	7,5 w	57 w	72 w	59 w
Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord	395,6 t	11.420 t	2.000 w	2,4 w	13,2 w	25,8 w	64 w	53 w	41 w
Amérique latine et Caraïbes	413,6 t	20.293 t	1.840 w	1,9 w	29,4 w	117,4 w	67 w	19 w	17 w
Gravement endettés	495,5 t	20.057 t	1.730 w	2,0 w	28,3 w	107,9 w	66 w	23 w	20 w
Pays à revenu élevé	784,2 t	33.739 t	17.080 w	2,3 w	7,9 w	4,9 w	76 w	..	..
Pays membres de l'OCDE	751,1 t	31.057 t	17.470 w	2,3 w	7,7 w	4,7 w	76 w	..	..
†Autres	33,1 t	2.682 t	8.380 w	3,1 w	15,9 w	10,8 w	71 w	..	..
97 †Arabie saoudite	14,0	2.150	6.200	3,8	17,2	-4,2	64	..	..
98 Espagne	39,0	505	7.740	2,3	12,3	10,1	77	8	6
99 Irlande	3,5	70	7.750	2,0	12,0	8,0	74	..	..
100 †Israël	4,4	21	8.650	2,7	25,2	136,6	76	7	5
101 †Singapour	2,6	1	9.070	7,2	4,9	1,2	74	21	14
102 †Hong Kong	5,7	1	9.220 ^b	6,3	8,1	6,7	77	19	12
103 Nouvelle-Zélande	3,3	269	10.000	0,8	10,2	11,4	75	c	c
104 Australie	16,5	7.687	12.340	1,7	9,3	7,8	76	c	c
105 Royaume-Uni	57,1	245	12.810	1,8	11,1	5,7	75	c	c
106 Italie	57,4	301	13.330	3,0	11,4	11,0	77	4	c
107 †Koweït	2,0	18	13.400	-4,3	16,4	-3,9	73	37	30
108 Belgique	9,9	31	14.490	2,5	6,7	4,8	75	c	c
109 Pays-Bas	14,8	37	14.520	1,9	7,5	2,0	77	c	c
110 Autriche	7,6	84	15.470	2,9	6,0	4,0	75	c	c
111 †Emirats arabes unis	1,5	84	15.770	..	..	0,1	71	..	..
112 France	55,9	552	16.090	2,5	8,4	7,1	76	c	c
113 Canada	26,0	9.976	16.960	2,7	7,1	4,6	77	c	c
114 Danemark	5,1	43	18.450	1,8	9,3	6,3	75	c	c
115 Allemagne, Rép. féd. d'	61,3	249	18.480	2,5	5,2	2,8	75	c	c
116 Finlande	5,0	338	18.590	3,2	10,5	7,1	75	c	c
117 Suède	8,4	450	19.300	1,8	8,0	7,5	77	c	c
118 Etats-Unis	246,3	9.373	19.840	1,6	6,5	4,0	76	c	c
119 Norvège	4,2	324	19.990	3,5	7,7	5,6	77	c	c
120 Japon	122,6	378	21.020	4,3	7,7	1,3	78	c	c
121 Suisse	6,6	41	27.500	1,5	5,3	3,8	77	c	c
Total des pays déclarants	4.736,2 t	108.088 t	3.470 w	1,5 w	9,8 w	14,1 w	64 w	50 w	39 w
Exportateurs de pétrole	593,3 t	17.292 t	1.500 w	2,0 w	15,1 w	21,4 w	61 w	43 w	35 w
Pays non membres non déclarants	364,5 t	25.399 t	..	..	..	..	70 w	..	..

Note : Voir à l'Encadré A.1 les économies qui ont moins de 1 million d'habitants. Pour les économies non membres non déclarantes, voir l'Encadré A.2. † Economies classées par les Nations Unies ou considérées par leur gouvernement comme économies en développement. a. Voir notes techniques. b. Chiffres du PIB. c. D'après l'Unesco, l'analphabétisme est inférieur à 5 %.

Tableau 2. Croissance de la production

	Taux annuel moyen de croissance (%)									
	PIB		Agriculture		Industrie		(Secteur manufacturier) ^a		Services, etc.	
	1965-80	1980-88	1965-80	1980-88	1965-80	1980-88	1965-80	1980-88	1965-80	1980-88
Pays à faible revenu	5,4 w	6,4 w	2,6 w	4,4 w	8,8 w	8,7 w	8,2 w	9,7 w	6,0 w	6,0 w
Chine et Inde	5,3 w	8,7 w	2,7 w	5,4 w	8,2 w	11,4 w	8,0 w	10,5 w	6,3 w	8,6 w
Autres pays à faible revenu	5,5 w	2,0 w	2,3 w	2,3 w	10,0 w	1,7 w	9,1 w	5,9 w	5,7 w	3,4 w
1 Mozambique	..	-2,8	..	-0,8	..	-7,1	..	..	..	-3,1
2 Ethiopie	2,7	1,4	1,2	-1,1	3,5	3,5	5,1	3,7	5,2	3,6
3 Tchad ^b	0,1	3,9	-0,3	2,6	-0,6	7,7	..	..	0,2	4,2
4 Tanzanie	3,7	2,0	1,6	4,0	4,2	-2,0	5,6	-2,5	6,7	1,0
5 Bangladesh ^b	2,4	3,7	1,5	2,1	3,8	4,9	6,8	2,4	3,4	5,2
6 Malawi	5,6	2,6	4,1	2,7	6,3	3,0	..	..	6,7	2,4
7 Somalie	3,4	3,2	..	3,9	..	2,3	..	-0,1	..	1,2
8 Zaïre ^b	1,4	1,9	..	3,2	..	2,5	..	1,7	..	0,3
9 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
10 RDP lao	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
11 Népal	1,9	4,7	1,1	4,4	..	..	..	..	..	..
12 Madagascar ^b	1,8	0,6	..	2,2	..	-1,0	..	..	..	-0,1
13 Burkina Faso	..	5,5	..	6,4	..	3,7	..	..	..	5,5
14 Mali ^b	3,9	3,2	2,8	0,3	1,8	8,1	..	..	7,6	5,8
15 Burundi	5,6	4,3	6,7	3,1	17,4	5,8	6,0	6,1	1,4	6,3
16 Ouganda	0,8	1,4	1,2	0,3	-4,1	6,4	-3,7	2,3	1,1	3,4
17 Nigéria	6,9	-1,1	1,7	1,0	13,1	-3,2	14,6	-2,9	7,6	-0,4
18 Zambie ^b	1,9	0,7	2,2	4,1	2,1	0,3	5,3	2,5	1,5	0,0
19 Niger ^b	0,3	-1,2	-3,4	2,8	11,4	-4,3	..	..	3,4	-8,0
20 Rwanda ^b	4,9	2,1	..	0,3	..	3,6	..	3,4	..	3,4
21 Chine ^b	6,4	10,3	2,8	6,8	10,0	12,4	9,5 ^c	11,0 ^c	10,3	11,3
22 Inde	3,6	5,2	2,5	2,3	4,2	7,6	4,5	8,3	4,4	6,1
23 Pakistan	5,1	6,5	3,3	4,3	6,4	7,2	5,7	8,1	5,9	7,4
24 Kenya	6,4	4,2	4,9	3,3	9,8	2,8	10,5	4,6	6,4	5,5
25 Togo ^b	4,5	0,5	1,9	4,2	6,8	0,0	..	-0,5	5,4	-1,7
26 Rép. centrafricaine	2,6	2,1	2,1	2,6	5,3	2,0	..	0,2	2,0	1,7
27 Haïti ^b	2,9	-0,2	..	..	..	..	..	..	..	..
28 Bénin	2,1	2,4	..	4,2	..	5,8	..	7,4	..	-1,0
29 Ghana ^b	1,4	2,1	1,6	0,5	1,4	1,9	2,5	3,1	1,1	4,9
30 Lesotho	5,7	2,9	..	1,8	..	1,6	..	12,4	..	4,1
31 Sri Lanka	4,0	4,3	2,7	2,7	4,7	4,4	3,2	6,2	4,6	5,3
32 Guinée ^b	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
33 Yémen, RDP	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
34 Indonésie ^b	8,0	5,1	4,3	3,1	11,9	5,1	12,0	13,1	7,3	6,4
35 Mauritanie	2,0	1,6	-2,0	1,5	2,2	4,9	..	..	6,5	-0,5
36 Soudan	3,8	2,5	2,9	2,7	3,1	3,6	..	5,0	4,9	2,0
37 Afghanistan	2,9	..	..	..	..	..	..	..	..	..
38 Myanmar	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
39 Kampuchea dém.	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
40 Libéria	3,3	-1,3	5,5	1,2	2,2	-6,0	10,0	-5,0	2,4	-0,8
41 Sierra Leone	2,8	0,2	3,9	2,2	-0,8	-4,9	0,7	-2,0	4,3	0,7
42 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu intermédiaire	6,1 w	2,9 w	3,2 w	2,7 w	5,9 w	3,2 w	8,2 w	3,8 w	7,2 w	3,1 w
Tranche inférieure	6,5 w	2,6 w	3,3 w	2,8 w	7,8 w	2,5 w	7,9 w	2,4 w	7,0 w	2,6 w
43 Bolivie ^b	4,5	-1,6	3,8	2,1	3,9	-5,7	5,9	-5,6	5,4	-0,2
44 Philippines ^b	5,9	0,1	4,6	1,8	8,0	-1,8	7,5	-0,3	5,2	0,7
45 Yémen, Rép. arabe du ^b	..	6,5	..	2,9	..	11,5	..	12,8	..	6,2
46 Sénégal ^b	2,0	3,3	1,3	3,2	4,8	3,8	3,5	3,4	1,3	3,2
47 Zimbabwe	5,0	2,7	..	2,5	..	1,7	..	2,1	..	3,4
48 Egypte, Rép. arabe d'	6,8	5,7	2,7	2,6	6,9	5,1	..	5,6	9,4	7,3
49 Rép. dominicaine ^b	7,9	2,2	6,3	0,8	10,9	2,5	8,9	1,0	7,3	2,5
50 Côte d'Ivoire	6,8	2,2	3,3	1,6	10,4	-2,4	9,1	8,2	8,6	4,2
51 Papouasie-Nouvelle-Guinée ^b	4,1	3,2	3,2	2,7	..	5,6	..	1,0	..	2,0
52 Maroc ^b	5,6	4,2	2,4	6,6	6,1	2,8	..	4,2	6,8	4,2
53 Honduras	5,0	1,7	2,0	1,1	6,8	0,8	7,5	1,9	6,2	2,4
54 Guatemala ^b	5,9	-0,2	..	..	..	..	..	..	..	..
55 Congo, Rép. populaire du ^b	6,3	4,0	3,1	2,0	9,9	5,1	..	7,1	4,7	3,5
56 El Salvador ^b	4,3	0,0	3,6	-1,4	5,3	0,4	4,6	0,3	4,3	0,7
57 Thaïlande ^b	7,2	6,0	4,6	3,7	9,5	6,6	11,2	6,8	7,6	6,8
58 Botswana ^b	14,2	11,4	9,7	-5,9	24,0	15,1	13,5	5,0	11,5	10,3
59 Cameroun ^b	5,1	5,4	4,2	2,4	7,8	7,8	7,0	6,2	4,8	5,5
60 Jamaïque ^b	1,3	0,6	0,5	0,9	-0,1	0,0	0,4	1,6	2,7	0,9
61 Equateur ^b	8,7	2,0	3,4	4,3	13,7	2,2	11,5	0,6	7,6	1,1
62 Colombie	5,8	3,4	4,5	2,4	5,7	5,1	6,4	2,9	6,4	2,7
63 Paraguay ^b	6,9	1,7	4,9	2,7	9,1	0,1	7,0	1,3	7,5	2,0
64 Tunisie	6,6	3,4	5,5	2,4	7,4	2,4	9,9	6,0	6,5	4,4
65 Turquie	6,3	5,3	3,2	3,6	7,2	6,7	7,5	7,9	7,6	5,1
66 Pérou ^b	3,9	1,1	1,0	3,6	4,4	0,4	3,8	1,6	4,3	1,2
67 Jordanie	..	4,2	..	6,0	..	3,6	..	3,4	..	4,4

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées.

Taux annuel moyen de croissance (%)										
	PIB		Agriculture		Industrie		(Secteur manufacturier) ^a		Services, etc.	
	1965-80	1980-88	1965-80	1980-88	1965-80	1980-88	1965-80	1980-88	1965-80	1980-88
68 Chili ^b	1,9	1,9	1,6	3,8	0,8	2,2	0,6	2,0	2,7	1,3
69 Rép. arabe syrienne ^b	8,7	0,5	4,8	0,5	11,8	1,4	..	..	9,0	0,2
70 Costa Rica ^b	6,2	2,4	4,2	2,5	8,7	2,3	..	..	6,0	2,5
71 Mexique ^b	6,5	0,5	3,2	1,2	7,6	-0,1	7,4	0,2	6,6	0,7
72 Maurice	5,2	5,7	..	4,0	..	9,0	..	11,4	..	4,6
73 Pologne ^b	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
74 Malaisie ^b	7,3	4,6	..	3,7	..	6,1	..	7,3	..	3,6
75 Panama ^b	5,5	2,6	2,4	2,5	5,9	-0,8	4,7	0,7	6,0	3,5
76 Brésil	8,8	2,9	3,8	3,5	10,1	2,6	9,8	2,2	9,5	3,1
77 Angola	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
78 Liban ^b	-1,2	..	..	..	..	..	..	..	..	..
79 Nicaragua ^b	2,6	-0,3	3,3	-0,2	4,2	0,4	5,2	0,6	1,4	-0,9
Tranche supérieure	5,6 w	3,3 w	3,2 w	2,5 w	4,7 w	3,7 w	..	..	7,5 w	3,7 w
80 Afrique du Sud	3,8	1,3	..	1,7	..	0,2	..	0,2	..	2,6
81 Algérie ^b	6,8	3,5	5,7	5,6	7,1	3,8	9,5	6,1	6,7	2,7
82 Hongrie ^b	5,6	1,6	2,7	2,4	6,4	1,0	..	..	6,2	1,9
83 Uruguay	2,4	-0,4	1,0	0,3	3,1	-1,8	..	-0,5	2,3	0,2
84 Argentine ^b	3,5	-0,2	1,4	1,4	3,3	-0,8	2,7	-0,2	4,0	-0,2
85 Yougoslavie	6,0	1,4	3,1	1,2	7,8	1,3	..	..	5,5	1,4
86 Gabon ^b	9,5	-0,2	..	..	..	..	..	..	..	..
87 Venezuela ^b	3,7	0,9	3,9	3,8	1,5	-0,1	5,8	3,3	6,3	1,4
88 Trinité-et-Tobago	5,1	-6,1	0,0	4,5	5,0	-8,6	2,6	-9,5	5,8	-3,4
89 Corée, Rép. de ^b	9,6	9,9	3,0	3,7	16,4	12,6	18,7	13,5	9,6	8,9
90 Portugal ^b	5,3	0,8	..	-0,9	..	1,0	..	..	..	1,3
91 Grèce	5,6	1,4	2,3	-0,1	7,1	0,4	8,4	0,0	6,2	2,5
92 Oman ^b	13,0	12,7	..	9,4	..	15,1	..	37,9	..	12,2
93 Libye	4,2	..	10,7	..	1,2	..	13,7	..	15,5	..
94 Iran, Rép. islamique d'	6,2	..	4,5	..	2,4	..	10,0	..	13,6	..
95 Iraq	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
96 Roumanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu faible/intermédiaire	5,8 w	4,3 w	2,8 w	3,7 w	6,8 w	5,3 w	8,2 w	5,9 w	6,9 w	3,9 w
Afrique subsaharienne	4,8 w	0,8 w	1,3 w	1,8 w	9,4 w	-0,8 w	8,7 w	0,2 w	5,0 w	1,4 w
Asie de l'Est	7,2 w	8,5 w	3,2 w	5,7 w	10,8 w	10,3 w	10,6 w	10,2 w	8,6 w	8,0 w
Asie du Sud	3,7 w	5,1 w	2,5 w	2,5 w	4,4 w	7,3 w	4,6 w	7,9 w	4,5 w	6,1 w
Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord	6,1 w	..	3,5 w	..	4,9 w	..	..	..	8,6 w	..
Amérique latine et Caraïbes	6,0 w	1,5 w	3,3 w	2,5 w	6,0 w	1,1 w	7,0 w	1,3 w	6,6 w	1,6 w
Gravement endettés	6,0 w	1,5 w	3,2 w	2,7 w	6,2 w	1,0 w	7,1 w	1,3 w	6,6 w	1,6 w
Pays à revenu élevé	3,7 w	2,8 w	0,8 w	2,3 w	3,2 w	1,9 w	3,6 w	3,2 w	3,7 w	3,0 w
Pays membres de l'OCDE	3,6 w	2,9 w	0,8 w	2,2 w	3,1 w	2,2 w	3,6 w	3,2 w	3,7 w	3,0 w
†Autres	8,0 w	-1,3 w	..	12,7 w	..	-7,0 w	..	6,0 w	..	4,6 w
97 †Arabie saoudite ^b	11,3	-3,3	4,1	15,2	11,6	-6,0	8,1	7,9	10,5	2,6
98 Espagne ^b	4,6	2,5	2,6	0,9	5,1	-0,4	5,9	0,4	4,1	2,1
99 Irlande	5,0	1,7	..	2,2	..	1,7	..	..	..	0,6
100 †Israël ^b	6,8	3,2	..	..	..	..	..	..	..	..
101 †Singapour ^b	10,1	5,7	2,8	-5,1	11,9	4,5	13,2	4,8	9,4	6,6
102 †Hong Kong	8,6	7,3	..	..	..	..	..	..	..	..
103 Nouvelle-Zélande ^b	2,4	2,2	..	3,3	..	4,2	..	3,5	..	2,0
104 Australie ^b	4,0	3,3	2,7	4,4	3,0	2,2	1,3	1,1	5,7	3,7
105 Royaume-Uni	2,4	2,8	-1,6 ^d	3,4	-0,5 ^d	1,9	-1,2 ^d	1,5	2,2 ^d	2,5
106 Italie ^b	4,3	2,2	0,8	1,0	4,0	1,1	5,1	1,9	4,1	2,7
107 †Koweït ^b	1,2	-1,1	..	23,6	..	-2,3	..	1,4	..	-0,9
108 Belgique ^b	3,8	1,4	0,4	2,5	4,4	1,1	4,6	2,3	3,7	1,2
109 Pays-Bas ^b	3,8	1,6	4,7	4,1	4,0	0,8	4,8	..	4,4	1,6
110 Autriche ^b	4,1	1,7	2,1	0,7	4,3	1,1	4,5	1,6	4,2	1,9
111 †Emirats arabes unis	..	-4,5	..	9,3	..	-8,7	..	2,7	..	3,7
112 France ^b	4,0	1,8	1,0	2,3	4,3	0,1	5,2	-0,4	4,6	2,4
113 Canada	5,1	3,3	0,8	2,7	3,5	3,0	3,9	3,6	6,9	3,2
114 Danemark	2,7	2,2	0,9	3,3	1,9	3,4	3,2	2,4	3,2	2,0
115 Allemagne, Rép. féd. d' ^b	3,3	1,8	1,4	1,9	2,8	0,4	3,3	1,0	3,7	2,1
116 Finlande	4,0	2,8	0,0	-1,1	4,2	2,7	4,9	3,0	4,8	3,3
117 Suède	2,9	1,7	-0,2	1,8	2,3	2,9	2,4	2,9	3,4	0,8
118 États-Unis ^b	2,7	3,3	1,0	3,2	1,7	2,9	2,5	3,9	3,4	3,3
119 Norvège	4,4	3,8	-0,4	1,3	5,7	4,7	2,6	1,8	4,1	3,4
120 Japon ^b	6,5	3,9	0,8	0,8	8,5	4,9	9,4	6,7	5,2	3,1
121 Suisse ^b	2,0	1,9	..	..	..	..	..	..	..	..
Total des pays déclarants	4,1 w	3,1 w	2,0 w	3,2 w	3,9 w	2,5 w	4,3 w	3,8 w	4,2 w	3,2 w
Exportateurs de pétrole	6,4 w	1,0 w	3,1 w	2,7 w	6,3 w	-0,1 w	7,7 w	3,7 w	7,6 w	2,4 w
Pays non membres non déclarants	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

a. L'industrie manufacturière étant généralement la branche la plus dynamique du secteur industriel, son taux de croissance est indiqué séparément. b. Le PIB et ses composantes sont indiqués aux prix d'acquisition. c. Estimation de la Banque mondiale. d. Les chiffres concernent la période 1973-80.

Tableau 3. Structure de la production

	PIB ^a		Répartition du produit intérieur brut (%)							
	(millions de dollars)		Agriculture		Industrie		(Secteur manufacturier) ^b		Services, etc.	
	1965	1988	1965	1988	1965	1988	1965	1988	1965	1988
Pays à faible revenu	161.340 t	886.620 t	44 w	33 w	28 w	36 w	21 w	..	28 w	32 w
Chine et Inde	117.730 t	610.250 t	44 w	32 w	32 w	40 w	24 w	..	24 w	28 w
Autres pays à faible revenu	42.660 t	273.080 t	45 w	33 w	17 w	27 w	9 w	..	38 w	40 w
1 Mozambique	..	1.100	..	62	..	20	..	..	..	18
2 Ethiopie	1.180	4.950	58	42	14	17	7	12	28	40
3 Tchad ^c	290	920	42	47	15	18	12	15	43	35
4 Tanzanie	790	2.740	46	66	14	7	8	4	40	27
5 Bangladesh ^c	4.380	19.320	53	46	11	14	5	7	36	40
6 Malawi	220	1.080	50	37	13	18	..	..	37	44
7 Somalie	220	970	71	65	6	9	3	5	24	25
8 Zaïre ^c	3.140	6.470	21	31	26	34	16	7	53	35
9 Bhoutan ^c	..	300	..	44	..	28	..	6	..	28
10 RDP lao	..	500	..	59	..	20	..	7	..	21
11 Népal	730	2.860	65	56	11	17	3	6	23	27
12 Madagascar ^c	670	1.880	31	41	16	16	11	..	53	43
13 Burkina Faso	260	1.750	53	39	20	23	..	13	27	38
14 Mali ^c	260	1.940	65	49	9	12	5	5	25	39
15 Burundi	150	960	..	56	..	15	..	10	..	29
16 Ouganda	1.100	3.950	52	72	13	7	8	6	35	20
17 Nigéria	5.850	29.370	54	34	13	36	6	18	33	29
18 Zambie ^c	1.060	4.000	14	14	54	43	6	25	32	43
19 Niger ^c	670	2.400	68	36	3	23	2	9	29	41
20 Rwanda ^c	150	2.310	75	38	7	22	2	15	18	40
21 Chine ^c	67.200	372.320	44	32	39	46	31 ^d	33 ^d	17	21
22 Inde	50.530	237.930	44	32	22	30	16	19	34	38
23 Pakistan	5.450	34.050	40	26	20	24	14	17	40	49
24 Kenya	920	7.380	35	31	18	20	11	12	47	49
25 Togo ^c	190	1.360	45	34	21	21	10	8	34	45
26 Rép. centrafricaine	140	1.080	46	44	16	12	4	8	38	44
27 Haïti ^c	350	2.500	..	31	..	38	..	15	..	31
28 Bénin	220	1.710	59	40	8	13	..	6	33	47
29 Ghana ^c	2.050	5.230	44	49	19	16	10	10	38	34
30 Lesotho	50	330	65	21	5	28	1	13	30	52
31 Sri Lanka	1.770	6.400	28	26	21	27	17	15	51	47
32 Guinée ^c	..	2.540	..	30	..	32	..	5	..	38
33 Yémen, RDP	..	840	..	16	..	23	..	..	..	61
34 Indonésie ^c	3.840	83.220	56	24	13	36	8	19	31	40
35 Mauritanie	160	900	32	38	36	21	4	..	32	41
36 Soudan	1.330	11.240	54	33	9	15	4	8	37	52
37 Afghanistan	600	..	..	..	..	..	..	..	..	..
38 Myanmar	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
39 Kampuchea dém.	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
40 Libéria	270	990	27	37	40	28	3	5	34	35
41 Sierra Leone	320	1.270	34	46	28	12	6	3	38	42
42 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu intermédiaire	199.900 t	2.200.750 t	20 w	12 w	33 w	40 w	19 w	24 w	46 w	50 w
Tranche inférieure	111.840 t	1.061.910 t	22 w	14 w	28 w	38 w	19 w	25 w	50 w	50 w
43 Bolivie ^c	710	4.310	23	24	31	27	15	17	46	49
44 Philippines ^c	6.010	39.210	26	23	28	34	20	25	46	44
45 Yémen, Rép. arabe du ^c	..	5.910	..	23	..	26	..	12	..	50
46 Sénégal ^c	810	4.980	25	22	18	29	14	19	56	49
47 Zimbabwe	960	5.650	18	11	35	43	20	31	47	46
48 Egypte, Rép. arabe d'	4.550	34.330	29	21	27	25	..	14	45	54
49 Rép. dominicaine ^c	890	4.630	23	23	22	34	16	16	55	43
50 Côte d'Ivoire	760	7.650	47	36	19	25	11	16	33	39
51 Papouasie-Nouvelle-Guinée ^c	340	3.520	42	34	18	31	..	9	41	36
52 Maroc ^c	2.950	21.990	23	17	28	34	16	18	49	49
53 Honduras	460	3.860	40	25	19	21	12	13	41	54
54 Guatemala ^c	1.330	8.100	..	..	..	..	..	..	..	..
55 Congo, Rép. populaire du ^c	200	2.150	19	15	19	30	..	8	62	54
56 El Salvador ^c	800	5.470	29	14	22	22	18	18	49	65
57 Thaïlande ^c	4.390	57.950	32	17	23	35	14	24	45	48
58 Botswana ^c	50	1.940	34	3	19	55	12	5	47	42
59 Cameroun ^c	810	12.900	33	26	20	30	10	13	47	44
60 Jamaïque ^c	970	3.220	10	6	37	42	17	21	53	52
61 Equateur ^c	1.150	10.320	27	15	22	36	18	21	50	49
62 Colombie	5.910	39.070	27	19	27	34	19	20	47	47
63 Paraguay ^c	440	6.040	37	30	19	25	16	17	45	46
64 Tunisie	880	8.750	22	14	24	32	9	16	54	54
65 Turquie	7.660	64.360	34	17	25	36	16	26	41	46
66 Pérou ^c	5.020	25.670	18	12	30	36	17	24	53	51
67 Jordanie	..	3.900	..	10	..	25	..	12	..	65

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées.

		Répartition du produit intérieur brut (%)									
		PIB ^a (millions de dollars)		Agriculture		Industrie		(Secteur manufacturier) ^b		Services, etc.	
		1965	1988	1965	1988	1965	1988	1965	1988	1965	1988
68	Chili ^c	5.940	22.080	9	..	40	..	24	..	52	..
69	Rép. arabe syrienne ^c	1.470	14.950	29	38	22	16	..	..	49	46
70	Costa Rica ^c	590	4.650	24	18	23	28	..	..	53	54
71	Mexique ^c	21.640	176.700	14	9	27	35	20	26	59	56
72	Maunce	190	1.600	16	13	23	33	14	25	61	54
73	Pologne ^c	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
74	Malaisie ^c	3.130	34.680	28	..	25	..	9	..	47	..
75	Panama ^c	660	5.490	18	9	19	18	12	8	63	73
76	Brésil	19.450	323.610	19	9	33	43	26	29	48	49
77	Angola	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
78	Liban ^c	1.150	..	12	..	21	..	..	..	67	..
79	Nicaragua ^c	570	3.200	25	21	24	34	18	24	51	46
Tranche supérieure		88.200 t	1.138.840 t	18 w	..	39 w	..	..	..	42 w	..
80	Afrique du Sud	10.540	78.970	10	6	42	45	23	25	48	49
81	Algérie ^c	3.170	51.900	15	13	34	43	11	12	51	44
82	Hongrie ^{c,e}	..	28.000	..	14	..	37	..	..	..	49
83	Uruguay	930	6.680	15	11	32	29	..	24	53	60
84	Argentine ^c	16.500	79.440	17	13	42	44	33	31	42	44
85	Yougoslavie	11.190	61.710	23	14	42	49	..	..	35	37
86	Gabon ^c	230	3.320	26	11	34	51	..	..	40	38
87	Venezuela ^c	9.820	63.750	6	6	40	36	..	22	55	58
88	Trinité-et-Tobago	690	4.400	8	5	48	31	..	9	44	64
89	Corée, Rép. de ^c	3.000	171.310	38	11	25	43	18	32	37	46
90	Portugal ^c	3.740	41.700	..	9	..	37	..	..	..	54
91	Grèce	5.270	40.900	24	16	26	29	16	18	49	56
92	Oman ^c	60	8.150	61	3	23	43	0	6	16	54
93	Libye	1.500	..	5	..	63	..	3	..	33	..
94	Iran, Rép. islamique d'	6.170	..	26	..	36	..	12	..	38	..
95	Iraq	2.430	..	18	..	46	..	8	..	36	..
96	Roumanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu faible/intermédiaire		363.680 t	3.060.950 t	31 w	18 w	31 w	39 w	20 w	..	38 w	44 w
Afrique subsaharienne		27.490 t	149.550 t	43 w	34 w	18 w	27 w	9 w	..	39 w	39 w
Asie de l'Est		92.420 t	893.410 t	41 w	22 w	35 w	43 w	27 w	..	24 w	36 w
Asie du Sud		64.510 t	312.070 t	44 w	33 w	21 w	27 w	15 w	17 w	35 w	39 w
Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord		69.200 t	..	24 w	..	34 w	..	..	..	40 w	..
Amérique latine et Caraïbes		95.330 t	808.340 t	16 w	10 w	33 w	39 w	23 w	27 w	51 w	52 w
Gravement endettés		105.150 t	897.390 t	17 w	10 w	34 w	39 w	23 w	27 w	50 w	52 w
Pays à revenu élevé		1.391.700 t	13.867.530 t	5 w	..	41 w	..	30 w	..	55 w	..
Pays membres de l'OCDE		1.373.380 t	13.603.060 t	5 w	..	41 w	..	30 w	..	55 w	..
†Autres		11.020 t	234.370 t	6 w	..	54 w	..	11 w	..	41 w	..
97	†Arabie saoudite ^c	2.300	72.620	8	8	60	43	9	8	31	50
98	Espagne ^c	23.750	340.320	15	6	36	37	..	27	49	57
99	Irlande	2.340	27.820	..	10	..	38	..	..	..	52
100	†Israël ^c	3.590	44.960	..	..	..	..	..	..	..	..
101	†Singapour ^c	970	23.880	3	0	24	38	15	30	74	61
102	†Hong Kong	2.150	44.830	2	0	40	29	24	22	58	70
103	Nouvelle-Zélande ^c	5.410	39.800	..	10	..	33	..	23	..	57
104	Australie ^c	22.920	245.950	9	4	39	34	26	18	51	61
105	Royaume-Uni	89.100	702.370	3	2	46	42	34	27	51	56
106	Italie ^c	72.150	828.850	10	4	37	40	25	27	53	56
107	†Koweït ^c	2.100	19.970	0	1	70	51	3	10	29	48
108	Belgique ^c	16.840	153.810	5	2	42	34	31	24	53	64
109	Pays-Bas ^c	19.640	228.280	..	5	..	37	..	24	..	58
110	Autriche ^c	9.480	127.200	9	4	46	45	33	32	45	51
111	†Emirats arabes unis	..	23.850	..	2	..	55	..	9	..	44
112	France ^c	99.660	949.440	8	4	38	37	27	27	54	59
113	Canada	46.730	435.860	6	4	41	40	26	23	53	56
114	Danemark	8.940	90.530	9	5	36	37	23	25	55	58
115	Allemagne, Rép. féd. d' ^c	114.790	1.201.820	4	2	53	51	40	44	43	47
116	Finlande	7.540	91.690	16	7	37	43	23	29	47	50
117	Suède	19.880	159.880	6	4	40	43	28	30	53	54
118	Etats-Unis ^c	700.970	4.847.310	3	2	38	33	28	22	59	65
119	Norvège ^c	7.080	91.050	8	4	33	45	21	21	59	51
120	Japon ^c	91.110	2.843.710	9	3	43	41	32	29	48	57
121	Suisse ^c	13.920	184.830	..	..	..	..	..	..	..	..
Total des pays déclarants		1.755.990 t	17.018.400 t	10 w	..	39 w	..	28 w	..	52 w	..
Exportateurs de pétrole		77.910 t	921.070 t	19 w	12 w	32 w	35 w	14 w	16 w	48 w	51 w
Pays non membres non déclarants		..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

a. Voir notes techniques. b. L'industrie manufacturière étant généralement la branche la plus dynamique du secteur industriel, sa part dans le PIB est indiquée séparément. c. Le PIB et ses composantes sont indiqués aux prix d'acquisition. d. Estimation de la Banque mondiale. e. Les services, etc., comprennent la part non imputée du PIB.

Tableau 4. Agriculture et alimentation

	Valeur ajoutée dans l'agriculture (millions de dollars courants)		Importations de céréales (milliers de tonnes)		Aide alimentaire en céréales (milliers de tonnes)		Consommation d'engrais (centaines de grammes nutritifs par hectare de terre arable)		Indice moyen de production alimentaire par habitant (1979-81 = 100)
	1970	1988	1974	1988	1974/75	1987/88	1970/71	1987/88	1986-88
Pays à faible revenu	89.156 t	289.209 t	22.757 t	32.469 t	6.002 t	6.977 t	171 w	706 w	112 w
Chine et Inde	60.621 t	197.397 t	11.294 t	18.502 t	1.582 t	570 t	241 w	997 w	117 w
Autres pays à faible revenu	28.109 t	90.501 t	11.462 t	13.967 t	4.420 t	6.407 t	72 w	318 w	102 w
1 Mozambique	..	679	62	527	34	466	22	21	83
2 Ethiopie	931	2.090	118	1.157	54	825	4	39	89
3 Tchad ^a	142	430	37	61	20	15	7	17	103
4 Tanzanie	473	1.795	431	120	148	72	31	92	89
5 Bangladesh ^a	3.636	8.882	1.866	3.010	2.076	1.397	157	770	92
6 Malawi	119	402	17	44	0	109	52	203	85
7 Somalie	167	636	42	236	111	152	29	40	100
8 Zaïre ^a	585	2.008	343	415	1	177	8	9	98
9 Bhoutan	..	130	3	30	0	2	..	10	118
10 RDP lao	..	297	53	115	8	21	2	6	123
11 Népal	579	1.601	18	52	0	21	27	232	100
12 Madagascar ^a	266	775	114	217	7	76	61	21	97
13 Burkina Faso	126	685	99	128	28	38	3	57	116
14 Mali ^a	207	952	281	109	107	26	31	59	97
15 Burundi	159	535	7	15	6	4	5	20	100
16 Ouganda	929	2.859	36	28	..	29	14	2	121
17 Nigéria	5.080	10.105	389	333	7	0	2	94	103
18 Zambie ^a	191	568	93	128	5	140	73	183	96
19 Niger ^a	420	866	155	151	73	19	1	8	83
20 Rwanda ^a	135	880	3	11	19	8	3	20	82
21 Chine ^a	36.705	120.779	6.033	15.517	0	347	410	2.361	132
22 Inde	23.916	76.618	5.261	2.985	1.582	223	137	517	105
23 Pakistan	3.352	8.935	1.274	602	584	657	146	829	107
24 Kenya	484	2.265	15	86	2	119	238	421	89
25 Togo ^a	85	464	6	110	11	16	3	76	88
26 Rép. centrafricaine	60	469	7	40	1	6	12	4	87
27 Haïti ^a	..	782	83	205	25	154	4	25	95
28 Bénin	121	680	7	121	9	11	36	49	110
29 Ghana ^a	1.030	2.577	177	228	33	110	13	38	108
30 Lesotho	23	67	48	107	14	55	10	125	80
31 Sri Lanka	545	1.685	951	940	271	361	555	1.094	79
32 Guinée ^a	..	761	63	222	49	26	19	6	93
33 Yémen, RDP	..	132	148	459	0	31	..	118	85
34 Indonésie ^a	4.340	20.055	1.919	1.702	301	319	133	1.068	117
35 Mauritanie	58	339	115	219	48	51	11	55	89
36 Soudan	757	3.716	125	702	46	604	28	40	89
37 Afghanistan	..	..	5	236	10	104	24	97	..
38 Myanmar	..	..	26	..	9	0	21	125	..
39 Kampuchea dém.	..	..	223	150	226	6	11	2	..
40 Libéria	91	..	42	103	3	56	63	94	92
41 Sierra Leone	108	581	72	119	10	58	17	3	101
42 Viet Nam	..	..	1.854	417	64	65	513	651	117
Pays à revenu intermédiaire	49.929 t	274.894 t	42.929 t	77.525 t	1.925 t	5.915 t	330 w	648 w	99 w
Tranche inférieure	31.837 t	149.950 t	24.538 t	38.685 t	1.631 t	5.911 t	304 w	611 w	100 w
43 Bolivie ^a	202	1.023	209	328	22	290	7	19	95
44 Philippines ^a	1.996	9.005	817	1.322	89	471	287	612	90
45 Yémen, Rép. arabe du ^a	118	1.387	158	754	33	160	1	58	118
46 Sénégal ^a	208	1.100	341	461	27	109	17	40	106
47 Zimbabwe	214	615	56	93	0	14	446	505	81
48 Egypte, Rép. arabe d'	1.942	7.257	3.877	8.479	610	1.738	1.312	3.505	111
49 Rép. dominicaine ^a	345	1.082	252	601	16	278	334	556	95
50 Côte d'Ivoire	462	2.728	172	494	4	1	74	90	104
51 Papouasie-Nouvelle-Guinée ^a	240	1.196	71	180	..	0	58	381	92
52 Maroc ^a	789	3.770	891	1.643	75	340	117	376	106
53 Honduras	212	956	52	144	31	146	156	190	76
54 Guatemala ^a	..	..	138	166	9	320	298	656	92
55 Congo, Rép. populaire du ^a	49	331	34	113	2	1	114	25	92
56 El Salvador ^a	292	740	75	217	4	177	1.043	1.262	87
57 Thaïlande ^a	1.837	9.795	97	303	0	97	59	328	101
58 Botswana ^a	28	57	21	150	5	53	15	7	69
59 Cameroun ^a	364	3.405	81	282	4	2	34	71	97
60 Jamaïque ^a	93	180	340	418	1	208	873	914	101
61 Equateur ^a	401	1.547	152	563	13	33	133	232	97
62 Colombie	1.806	7.364	502	864	28	90	287	945	100
63 Paraguay ^a	191	1.788	71	2	10	2	98	69	106
64 Tunisie	245	1.187	307	2.116	59	393	76	222	111
65 Turquie	3.383	11.125	1.276	380	16	1	157	637	98
66 Pérou ^a	1.351	..	637	1.857	37	355	300	622	96
67 Jordanie	44	377	171	874	79	29	74	362	111

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées.

	Valeur ajoutée dans l'agriculture (millions de dollars courants)		Importations de céréales (milliers de tonnes)		Aide alimentaire en céréales (milliers de tonnes)		Consommation d'engrais (centaines de grammes nutritifs par hectare de terre arable)		Indice moyen de production alimentaire par habitant (1979-81 = 100)
	1970	1988	1974	1988	1974/75	1987/88	1970/71	1987/88	1986-88
68 Chili ^a	558	..	1.737	339	323	14	313	544	105
69 Rép. arabe syrienne ^a	435	5.728	339	1.044	47	26	68	404	93
70 Costa Rica ^a	222	853	110	318	1	235	1.001	1.806	89
71 Mexique ^a	4.462	15.958	2.881	5.650	..	32	232	753	93
72 Maurice	30	211	160	177	22	32	2.095	3.075	106
73 Pologne ^a	..	..	4.185	3.114	..	1	1.678	2.223	108
74 Malaisie ^a	1.198	..	1.023	2.387	1	..	489	1.596	106
75 Panama ^a	149	..	63	93	3	..	387	657	95
76 Brésil	4.392	27.849	2.485	1.387	31	21	186	485	108
77 Angola	..	..	149	313	0	103	33	29	87
78 Liban ^a	136	..	354	537	26	54	1.354	671	..
79 Nicaragua ^a	193	..	44	206	3	87	215	433	71
Tranche supérieure	18.586 t	..	18.392 t	38.840 t	294 t	4 t	377 w	728 w	98 w
80 Afrique du Sud	1.362	4.624	127	212	..	..	422	541	84
81 Algérie ^a	492	6.546	1.816	6.130	54	4	163	320	106
82 Hongrie ^a	1.010	4.019	408	203	..	..	1.497	2.595	111
83 Uruguay	268	744	70	44	6	0	485	420	103
84 Argentine ^a	2.250	10.089	0	3	..	..	26	45	97
85 Yougoslavie	2.212	8.518	992	297	..	..	770	1.328	100
86 Gabon ^a	60	375	24	59	..	..	..	46	97
87 Venezuela ^a	826	3.753	1.270	3.054	..	..	170	1.580	94
88 Trinité-et-Tobago	40	210	208	212	..	..	880	450	71
89 Corée, Rép. de ^a	2.311	18.561	2.679	9.369	234	..	2.450	3.920	98
90 Portugal ^a	..	3.180	1.861	1.383	..	..	428	1.026	103
91 Grèce	1.569	6.461	1.341	859	..	..	861	1.542	97
92 Oman ^a	40	..	52	293	..	..	..	417	..
93 Libye	93	..	612	1.435	..	..	62	416	119
94 Iran, Rép. islamique d'	2.120	..	2.076	4.644	..	..	60	658	99
95 Iraq	579	..	870	4.442	..	..	34	397	105
96 Roumanie	..	..	1.381	30	..	..	565	1.301	117
Pays à revenu faible/intermédiaire	140.632 t	558.529 t	65.686 t	109.994 t	7.928 t	12.891 t	238 w	680 w	109 w
Afrique subsaharienne	15.421 t	50.851 t	4.108 t	8.214 t	910 t	3.583 t	33 w	85 w	94 w
Asie de l'Est	50.416 t	194.504 t	17.259 t	37.462 t	923 t	1.327 t	380 w	1.326 w	123 w
Asie du Sud	32.884 t	103.969 t	9.404 t	7.645 t	4.522 t	2.660 t	135 w	586 w	100 w
Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord	19.480 t	..	23.247 t	39.511 t	1.010 t	2.880 t	474 w	960 w	103 w
Amérique latine et Caraïbes	18.622 t	81.703 t	11.537 t	16.946 t	563 t	2.441 t	176 w	451 w	100 w
Gravement endettés	21.461 t	91.994 t	16.496 t	21.242 t	664 t	2.134 t	336 w	613 w	100 w
Pays à revenu élevé	87.956 t	..	73.681 t	78.693 t	..	..	999 w	1.172 w	101 w
Pays membres de l'OCDE	87.148 t	..	70.120 t	68.319 t	..	..	1.001 w	1.163 w	102 w
†Autres	765 t	..	3.562 t	10.374 t	..	..	645 w	3.131 w	85 w
97 †Arabie saoudite ^a	219	5.526	482	5.179	..	..	54	3.678	..
98 Espagne ^a	..	15.721	4.675	3.416	..	..	593	989	115
99 Irlande	559	2.712	640	408	..	..	3.067	6.815	98
100 †Israël ^b	295	..	1.176	1.799	53	2	1.401	2.237	101
101 †Singapour ^a	44	101	682	1.054	..	..	2.500	13.750	87
102 †Hong Kong	62	174	657	690	..	..	..	..	24
103 Nouvelle-Zélande ^a	897	2.826	92	158	..	..	7.745	7.086	108
104 Australie ^a	2.173	8.227	2	27	..	..	232	286	97
105 Royaume-Uni	2.971	..	7.540	3.620	..	..	2.631	3.555	109
106 Italie ^a	8.465	31.062	8.101	7.502	..	..	896	1.901	101
107 †Koweït ^a	8	..	101	417	..	..	..	750	..
108 Belgique ^a	934	3.042	4.585 ^c	4.620 ^c	..	..	5.648 ^c	5.098 ^c	113 ^c
109 Pays-Bas ^a	1.827	8.456	7.199	6.354	..	..	7.493	6.877	113
110 Autriche ^a	992	3.844	164	135	..	..	2.426	2.214	107
111 †Emirats arabes unis	..	453	132	458	..	..	..	1.632	..
112 France ^a	9.366	30.780	654	951	..	..	2.435	2.990	106
113 Canada	3.280	..	1.513	595	..	..	191	484	111
114 Danemark	882	4.130	462	211	..	..	2.234	2.330	118
115 Allemagne, Rép. féd. d' ^a	5.951	16.541	7.164	4.181	..	..	4.263	4.208	112
116 Finlande	1.205	5.153	222	230	..	..	1.930	2.164	99
117 Suède	1.394	4.582	300	189	..	..	1.646	1.357	99
118 Etats-Unis ^a	27.828	89.811	460	1.811	..	..	816	937	94
119 Norvège	624	2.876	713	460	..	..	2.443	2.704	110
120 Japon ^a	12.467	65.384	19.557	28.018	..	..	3.547	4.327	104
121 Suisse ^a	..	..	1.458	788	..	..	3.831	4.306	108
Total des pays déclarants	226.275 t	..	139.368 t	188.687 t	7.981 t	12.894 t	480 w	831 w	107 w
Exportateurs de pétrole	22.367 t	114.085 t	18.105 t	45.171 t	1.038 t	2.155 t	143 w	607 w	104 w
Pays non membres non déclarants	..	..	15.326 t	43.584 t	..	..	572 w	1.268 w	110 w

a. La valeur ajoutée dans l'agriculture est calculée aux prix d'acquisition. b. Les chiffres de la valeur ajoutée dans l'agriculture correspondent au produit intérieur net au coût des facteurs. c. Y compris le Luxembourg.

Tableau 5. Energie commerciale

	Taux annuel moyen de croissance (%)				Consommation d'énergie par habitant (kilogrammes d'équivalent pétrole)		Importations d'énergie en pourcentage des exportations de marchandises	
	Production d'énergie		Consommation d'énergie		1965	1988	1965	1988
	1965-80	1980-88	1965-80	1980-88				
Pays à faible revenu	10,0 w	4,4 w	8,2 w	5,3 w	126 w	322 w	6 w	11 w
Chine et Inde	9,1 w	5,8 w	8,8 w	5,5 w	146 w	424 w	4 w	6 w
Autres pays à faible revenu	12,4 w	0,3 w	5,0 w	4,2 w	73 w	122 w	8 w	17 w
1 Mozambique	19,8	-39,0	2,2	2,0	81	86	13	43
2 Ethiopie	7,5	6,4	4,1	2,2	10	20	8	59
3 Tchad	..	..	..	..	..	18	22	..
4 Tanzanie	7,3	3,4	3,7	2,4	37	36	10	44
5 Bangladesh	..	14,0	..	7,6	..	50	..	24
6 Malawi	18,2	4,3	8,0	0,2	25	42	7	9
7 Somalie	..	..	16,7	1,8	14	66	8	20
8 Zaïre	9,4	4,3	3,6	1,5	74	74	6	2
9 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..
10 RDP lao	..	-0,2	4,2	2,0	24	37	..	..
11 Népal	18,4	11,6	6,2	9,4	6	23	10	29
12 Madagascar	3,9	9,3	3,5	1,5	34	39	8	45
13 Burkina Faso	..	..	10,5	..	7	..	11	7
14 Mali	38,6	9,3	7,0	2,9	14	21	16	31
15 Burundi	..	11,6	6,0	8,2	5	20	11	8
16 Ouganda	-0,5	4,1	-0,5	4,0	36	25	1	14
17 Nigéria	17,3	-1,4	12,9	6,6	34	150	7	2
18 Zambie	25,7	1,4	4,0	0,6	464	376	6	6
19 Niger	..	15,7	12,5	3,2	8	43	9	15
20 Rwanda	8,8	5,5	15,2	4,4	8	41	10	63
21 Chine	10,0	5,5	9,8	5,5	178	580	0	2
22 Inde	5,6	6,9	5,8	5,4	100	211	8	20
23 Pakistan	6,5	6,6	3,5	6,2	135	210	7	27
24 Kenya	13,1	8,3	4,5	0,2	110	94	13	41
25 Togo	2,9	11,4	10,7	-1,5	27	54	4	6
26 Rép. centrafricaine	6,7	0,7	2,2	3,7	22	30	9	14
27 Haïti	..	4,3	8,4	1,6	24	57	6	13
28 Bénin	..	7,8	9,9	4,7	21	46	10	72
29 Ghana	17,7	-6,1	7,8	-3,5	76	125	6	15
30 Lesotho	..	..	..	..	..	..	..^a	.. ^a
31 Sri Lanka	10,4	8,6	2,2	3,7	106	162	6	25
32 Guinée	16,5	..	2,3	1,1	56	78	..	..
33 Yémen, RDP	..	..	-6,4	2,5	..	653	..	..
34 Indonésie	9,9	1,0	8,4	4,5	91	229	3	14
35 Mauritanie	..	..	9,5	0,3	48	111	3	6
36 Soudan	17,8	1,6	2,0	0,9	67	58	5	37
37 Afghanistan	15,7	0,9	5,6	11,3	30	..	8	..
38 Myanmar	8,4	4,8	4,9	5,1	39	74	4	5
39 Kampuchea dém.	..	6,5	7,6	2,1	19	..	7	..
40 Libéria	14,6	-0,9	7,9	-8,4	182	164	6	12
41 Sierra Leone	..	..	0,8	-0,8	109	76	11	11
42 Viet Nam	5,3	1,2	-2,6	1,9	..	93	..	..
Pays à revenu intermédiaire	3,7 w	3,3 w	6,6 w	2,7 w	585 w	1.086 w	8 w	9 w
Tranche inférieure	7,0 w	4,7 w	6,8 w	2,4 w	429 w	797 w	9 w	10 w
43 Bolivie	9,5	-0,2	7,7	-1,5	156	249	1	3
44 Philippines	9,0	9,0	5,8	-1,0	160	244	12	16
45 Yémen, Rép. arabe du	..	..	21,0	10,7	7	102	..	..
46 Sénégal	..	..	7,4	-1,2	79	155	8	18
47 Zimbabwe	-0,7	-0,0	5,2	0,6	441	527	7	5
48 Egypte, Rép. arabe d'	10,7	6,3	6,2	6,7	313	607	11	4
49 Rép. dominicaine	10,9	5,4	11,5	2,3	127	332	8	36
50 Côte d'Ivoire	11,1	..	8,6	..	101	..	5	12
51 Papouasie-Nouvelle-Guinée	13,7	6,4	13,0	2,4	56	243	11	9
52 Maroc	2,5	-0,1	7,9	2,4	124	239	5	17
53 Honduras	14,0	6,7	7,6	3,2	111	203	5	14
54 Guatemala	12,5	7,4	6,8	-0,5	150	168	9	14
55 Congo, Rép. populaire du	41,1	7,5	7,8	4,4	90	245	10	5
56 El Salvador	9,0	3,4	7,0	1,6	140	215	5	14
57 Thaïlande	9,0	35,2	10,1	6,6	82	331	11	14
58 Botswana	8,8	2,6	9,5	2,3	191	415	.. ^a	.. ^a
59 Cameroun	13,0	14,9	6,3	6,1	67	152	6	1
60 Jamaïque	-0,9	5,1	6,1	-2,8	703	855	12	22
61 Equateur	35,0	-3,6	11,9	0,5	162	573	11	3
62 Colombie	1,0	11,1	6,0	2,2	413	755	1	4
63 Paraguay	..	11,8	9,7	4,6	84	224	16	12
64 Tunisie	20,4	-1,7	8,5	5,6	170	499	12	10
65 Turquie	4,3	8,9	8,5	7,3	258	822	12	24
66 Pérou	6,6	-1,1	5,0	0,7	395	478	3	1
67 Jordanie	..	7,5	9,3	6,9	226	723	33	42

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées.

		Taux annuel moyen de croissance (%)				Consommation d'énergie par habitant (kilogrammes d'équivalent pétrole)		Importations d'énergie en pourcentage des exportations de marchandises	
		Production d'énergie		Consommation d'énergie		1965	1988	1965	1988
		1965-80	1980-88	1965-80	1980-88				
68	Chili	1,8	2,8	3,0	1,6	652	832	5	4
69	Rép. arabe syrienne	56,3	4,6	12,4	4,1	212	913	13	18
70	Costa Rica	8,2	7,7	8,8	2,9	267	557	8	12
71	Mexique	9,7	2,4	7,9	0,7	605	1.305	4	1
72	Maurice	2,1	6,7	7,2	2,8	160	402	6	9
73	Pologne	4,0	2,1	4,8	1,1	2.027	3.453	..	15
74	Malaisie	36,9	15,6	6,7	5,9	313	784	11	5
75	Panama	6,9	9,8	5,8	4,2	576	1.627	61	57
76	Brésil	8,6	9,0	9,9	3,6	286	813	14	13
77	Angola	..	..	..	..	..	..	..	..
78	Liban	2,0	-4,0	2,0	3,4	713	..	51	..
79	Nicaragua	2,6	-0,2	6,5	1,8	172	252	6	42
Tranche supérieure		2,3 w	2,4 w	6,4 w	2,9 w	912 w	1.766 w	7 w	8 w
80	Afrique du Sud	5,1	4,9	4,3	3,3	1.744	2.439	5 ^a	0 ^a
81	Algérie	5,3	5,2	11,9	6,2	226	1.094	0	2
82	Hongrie	0,8	1,4	3,8	1,0	1.825	3.068	12	15
83	Uruguay	4,7	10,6	1,3	-1,3	765	769	13	10
84	Argentine	4,5	2,6	4,3	2,1	975	1.523	8	4
85	Yougoslavie	3,5	2,3	6,0	3,1	898	2.159	7	18
86	Gabon	13,7	0,3	14,7	3,0	153	1.134	3	1
87	Venezuela	-3,1	-0,9	4,6	2,1	2.319	2.354	0	0
88	Trinité-et-Tobago	3,8	-3,4	6,6	0,2	2.776	5.255	60	10
89	Corée, Rép. de	4,1	9,7	12,1	5,5	238	1.515	18	10
90	Portugal	3,6	4,7	6,5	2,7	506	1.324	13	21
91	Grèce	10,5	8,2	8,5	2,5	615	1.986	29	11
92	Oman	23,0	10,3	30,5	7,7	14	2.012	77	2
93	Libye	0,6	-5,0	18,2	4,8	222	2.719	2	1
94	Iran, Rép. islamique d'	3,6	5,1	8,9	2,7	537	875	0	..
95	Iraq	6,2	5,3	7,4	5,3	399	781	0	..
96	Roumanie	4,3	0,7	6,6	0,8	1.536	3.459	..	..
Pays à revenu faible/intermédiaire		5,5 w	3,8 w	7,2 w	3,8 w	253 w	525 w	7 w	9 w
Afrique subsaharienne		15,3 w	0,1 w	5,6 w	2,7 w	71 w	95 w	7 w	11 w
Asie de l'Est		9,8 w	5,2 w	9,4 w	5,3 w	168 w	474 w	6 w	8 w
Asie du Sud		5,8 w	5,6 w	5,7 w	5,5 w	99 w	182 w	7 w	22 w
Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord		4,4 w	3,2 w	6,2 w	2,8 w	746 w	1.343 w	9 w	16 w
Amérique latine et Caraïbes		1,9 w	2,6 w	6,9 w	1,9 w	515 w	952 w	8 w	7 w
Gravement endettés		2,4 w	2,2 w	6,1 w	1,6 w	675 w	1.084 w	7 w	9 w
Pays à revenu élevé		3,1 w	0,1 w	3,1 w	1,1 w	3.707 w	5.098 w	11 w	9 w
Pays membres de l'OCDE		2,1 w	1,7 w	3,0 w	1,0 w	3.748 w	5.181 w	11 w	9 w
†Autres		7,7 w	-6,6 w	5,7 w	3,2 w	1.943 w	3.028 w	7 w	8 w
97	†Arabie saoudite	11,5	-10,3	7,2	5,0	1.759	3.098	0	1
98	Espagne	3,6	7,0	6,5	1,5	901	1.902	31	17
99	Irlande	0,1	5,9	3,9	1,5	1.504	2.610	14	5
100	†Israël	-15,2	-14,2	4,4	1,4	1.574	1.972	14	13
101	†Singapour	..	..	10,8	-0,6	670	4.464	17	16
102	†Hong Kong	..	..	8,4	3,9	413	1.544	4	2
103	Nouvelle-Zélande	4,7	6,9	3,6	3,5	2.622	4.339	7	5
104	Australie	10,5	5,7	5,0	1,6	3.287	5.157	11	6
105	Royaume-Uni	3,6	1,7	0,9	0,8	3.481	3.756	13	6
106	Italie	1,3	0,9	3,7	-0,3	1.568	2.608	16	9
107	†Koweït	-1,6	-0,0	2,1	3,7	..	4.637	0	0
108	Belgique ^b	-3,9	9,1	2,9	-0,0	3.402	4.781	..	..
109	Pays-Bas	15,4	-1,8	5,0	1,3	3.134	5.235	12	9
110	Autriche	0,8	-0,7	4,0	0,6	2.060	3.396	10	7
111	†Emirats arabes unis	14,7	-0,1	36,6	8,4	105	6.481	4	2
112	France	-0,9	7,8	3,7	0,4	2.468	3.704	16	9
113	Canada	5,7	4,2	4,5	1,6	6.007	9.683	8	4
114	Danemark	2,6	57,6	2,4	0,9	2.911	3.902	13	6
115	Allemagne, Rép. féd. d'	-0,1	0,4	3,0	-0,2	3.197	4.421	8	6
116	Finlande	3,8	8,1	5,1	2,6	2.233	5.550	11	9
117	Suède	4,9	6,6	2,5	2,4	4.162	6.617	12	6
118	Etats-Unis	1,1	0,4	2,3	0,9	6.535	7.655	8	14
119	Norvège	12,4	6,6	4,1	3,2	4.650	9.516	11	4
120	Japon	-0,4	3,7	6,1	1,9	1.474	3.306	19	14
121	Suisse	3,7	1,7	3,1	2,0	2.501	4.193	8	4
Total des pays déclarants		4,0 w	1,4 w	4,0 w	1,9 w	1.010 w	1.289 w	10 w	9 w
Exportateurs de pétrole		5,8 w	-1,0 w	7,4 w	3,0 w	389 w	790 w	5 w	5 w
Pays non membres non déclarants		4,6 w	2,8 w	4,4 w	2,8 w	2.509 w	4.777 w	..	..

a. Ces chiffres concernent l'Union douanière de l'Afrique australe, comprenant l'Afrique du Sud, la Namibie, le Lesotho, le Botswana et le Swaziland; le commerce entre ces pays n'est pas compris dans les chiffres. b. Y compris le Luxembourg.

Tableau 6. Structure du secteur manufacturier

	Valeur ajoutée dans le secteur manufacturier (millions de dollars courants)		Répartition de la valeur ajoutée dans le secteur manufacturier (%; prix courants)									
			Alimentation, boissons et tabac		Textiles et habillement		Machines et matériel de transport		Produits chimiques		Autres ^a	
	1970	1987	1970	1987	1970	1987	1970	1987	1970	1987	1970	1987
Pays à faible revenu	45.816 t	..										
Chine et Inde	38.394 t	..										
Autres pays à faible revenu	6.285 t	..										
1 Mozambique	..	..	51	..	13	..	5	..	3	..	28	..
2 Ethiopie	149	564	46	49	31	19	0	2	2	4	21	27
3 Tchad ^b	51	106	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4 Tanzanie	116	146	36	32	28	23	5	9	4	6	26	30
5 Bangladesh ^b	387	1.313	30	26	47	32	3	5	11	16	10	21
6 Malawi	..	..	51	33	17	21	3	3	10	17	20	26
7 Somalie	26	51	88	59	6	13	0	2	1	13	6	13
8 Zaïre ^b	286	374	38	..	16	..	7	..	10	..	29	..
9 Bhoutan	..	16	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
10 RDP lao	..	47	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
11 Népal	32	165	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
12 Madagascar ^b	118	..	36	49	28	25	6	5	7	9	23	12
13 Burkina Faso	..	220	69	..	9	..	2	..	1	..	19	..
14 Mali ^b	25	100	36	..	40	..	4	..	5	..	14	..
15 Burundi	16	96	53	..	25	..	0	..	6	..	16	..
16 Ouganda	158	162	40	..	20	..	2	..	4	..	34	..
17 Nigéria	543	5.196	36	..	26	..	1	..	6	..	31	..
18 Zambie ^b	181	568	49	46	9	11	5	14	10	6	27	23
19 Niger ^b	30	189	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
20 Rwanda ^b	8	314	86	65	0	3	3	0	2	5	8	28
21 Chine ^b	30.466 ^c	92.800 ^c	..	12	..	14	..	25	..	11	..	38
22 Inde	7.928	43.331	13	12	21	15	20	26	14	15	32	32
23 Pakistan	1.462	5.001	24	34	38	19	6	9	9	14	23	24
24 Kenya	174	839	31	38	9	11	18	13	7	11	35	27
25 Togo ^b	25	94	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
26 Rép. centrafricaine	12	79	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
27 Haïti ^b	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
28 Bénin	19	83	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
29 Ghana ^b	252	501	34	..	16	..	4	..	4	..	41	..
30 Lesotho	3	37	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
31 Sri Lanka	321	967	26	..	19	..	10	..	11	..	33	..
32 Guinée ^b	..	117	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
33 Yémen, RDP	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
34 Indonésie ^b	994	12.876	..	22	..	13	..	8	..	9	..	48
35 Mauritanie	10	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
36 Soudan	140	1.111	39	..	34	..	3	..	5	..	19	..
37 Afghanistan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
38 Myanmar	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
39 Kampuchea dém.	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
40 Libéria	15	47	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
41 Sierra Leone	22	24	..	65	..	1	..	0	..	4	..	30
42 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu intermédiaire	63.448 t	451.574 t										
Tranche inférieure	36.839 t	225.539 t										
43 Bolivie ^b	135	675	33	30	34	7	1	1	6	4	26	58
44 Philippines ^b	1.622	8.424	39	43	8	8	8	8	13	10	32	30
45 Yémen, Rép. arabe du ^b	10	578	20	..	50	..	..	..	1	..	28	..
46 Sénégal ^b	141	868	51	48	19	15	2	6	6	7	22	24
47 Zimbabwe	293	1.637	24	34	16	16	9	9	11	9	40	32
48 Egypte, Rép. arabe d'	..	4.244	17	..	35	..	9	..	12	..	27	..
49 Rép. dominicaine ^b	275	843	74	..	5	..	1	..	6	..	14	..
50 Côte d'Ivoire	149	1.191	27	..	16	..	10	..	5	..	42	..
51 Papouasie-Nouvelle-Guinée ^b	35	227	25	..	1	..	37	..	5	..	33	..
52 Maroc ^b	641	3.398	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
53 Honduras	91	515	58	..	10	..	1	..	4	..	28	..
54 Guatemala ^b	..	..	42	45	14	9	4	3	12	13	27	30
55 Congo, Rép. populaire du ^b	..	147	65	42	4	10	1	4	8	8	22	35
56 El Salvador ^b	194	809	40	37	30	14	3	5	8	16	18	28
57 Thaïlande ^b	1.130	11.543	43	29	13	18	9	13	6	7	29	33
58 Botswana ^b	5	82	..	52	..	7	..	0	..	6	..	36
59 Cameroun ^b	119	1.632	47	..	16	..	5	..	4	..	28	..
60 Jamaïque ^b	221	639	46	..	7	..	..	..	10	..	36	..
61 Equateur ^b	305	2.073	43	32	14	13	3	6	8	8	32	41
62 Colombie	1.487	7.244	31	36	20	14	8	8	11	13	29	30
63 Paraguay ^b	99	735	56	..	16	..	1	..	5	..	21	..
64 Tunisie	121	1.265	29	20	18	19	4	4	13	9	36	47
65 Turquie	1.930	15.863	26	17	15	15	8	15	7	11	45	43
66 Pérou ^b	1.430	6.232	25	25	14	12	7	8	7	11	47	43
67 Jordanie	32	552	21	22	14	3	7	1	6	7	52	67

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées.

		Valeur ajoutée dans le secteur manufacturier (millions de dollars courants)		Répartition de la valeur ajoutée dans le secteur manufacturier (%; prix courants)									
				Alimentation, boissons et tabac		Textiles et habillement		Machines et matériel de transport		Produits chimiques		Autres ^a	
		1970	1987	1970	1987	1970	1987	1970	1987	1970	1987	1970	1987
68	Chili ^b	2.092	..	17	26	12	7	11	4	5	8	55	56
69	Rép. arabe syrienne ^b	..	..	37	24	40	10	3	3	2	15	20	48
70	Costa Rica ^b	..	..	48	..	12	..	6	..	7	..	28	..
71	Mexique ^b	8.449	36.381	28	24	15	12	13	14	11	12	34	39
72	Maurice	26	358	75	27	6	52	5	2	3	4	12	15
73	Pologne ^b	..	..	20	14	19	16	24	31	8	6	28	34
74	Malaisie ^b	500	..	26	21	3	6	8	22	9	15	54	37
75	Panama ^b	127	422	41	47	9	7	1	3	5	8	44	34
76	Brésil	10.429	78.995	16	15	13	10	22	21	10	12	39	42
77	Angola	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
78	Liban ^b	..	..	27	..	19	..	1	..	3	..	49	..
79	Nicaragua ^b	159	759	53	54	14	12	2	2	8	10	23	22
Tranche supérieure		26.419 t	..										
80	Afrique du Sud	3.914	17.790	15	14	13	9	17	19	10	12	45	47
81	Algérie ^b	682	7.196	32	20	20	17	9	13	4	3	35	47
82	Hongrie ^b	..	..	12	7	13	10	28	35	8	12	39	37
83	Uruguay	..	1.690	34	29	21	19	7	11	6	9	32	32
84	Argentine ^b	5.750	22.024	20	21	18	12	17	15	7	11	38	41
85	Yougoslavie	..	..	10	14	15	17	23	25	7	7	45	37
86	Gabon ^b	..	..	37	..	7	..	6	..	6	..	44	..
87	Venezuela ^b	2.140	10.779	30	18	13	7	9	8	8	8	39	59
88	Trinité-et-Tobago	198	416	18	43	3	6	7	6	2	4	70	42
89	Corée, Rép. de ^b	1.880	42.286	26	12	17	17	11	28	11	8	36	35
90	Portugal ^b	..	..	18	17	19	25	13	13	10	10	39	34
91	Grèce	1.642	7.170	20	20	20	25	13	10	7	8	40	36
92	Oman ^b	..	464	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
93	Libye	81	..	64	..	5	..	0	..	12	..	20	..
94	Iran, Rép. islamique d'	1.501	..	30	..	20	..	18	..	6	..	26	..
95	Iraq	325	..	26	14	14	9	7	10	3	16	50	50
96	Roumanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu faible/intermédiaire		110.929 t	..										
Afrique subsaharienne		3.376 t	..										
Asie de l'Est		38.947 t	..										
Asie du Sud		10.359 t	51.621 t										
Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord		..	..								
Amérique latine et Caraïbes		34.698 t	180.987 t										
Gravement endettés		38.028 t	202.164 t										
Pays à revenu élevé		608.635 t	2.895.002 t										
Pays membres de l'OCDE		604.270 t	2.855.538 t										
†Autres		2.387 t	32.313 t										
97	†Arabie saoudite ^b	372	6.085	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
98	Espagne ^b	..	66.408	13	18	15	9	16	21	11	11	45	40
99	Irlande	785	..	31	27	19	6	13	26	7	17	30	25
100	†Israël ^b	..	..	15	12	14	8	23	32	7	8	41	39
101	†Singapour ^b	379	5.741	12	5	5	4	28	52	4	12	51	27
102	†Hong Kong	1.013	9.825	4	6	41	40	16	19	2	2	36	33
103	Nouvelle-Zélande ^b	1.777	7.101	24	26	13	10	15	16	4	6	43	43
104	Australie ^b	9.051	31.547	16	18	9	7	24	21	7	8	43	45
105	Royaume-Uni	36.044	116.553	13	14	9	6	31	32	10	11	37	36
106	Italie ^b	30.942	175.443	10	8	13	14	24	32	13	10	40	36
107	†Koweït ^b	120	1.902	5	10	4	7	1	4	4	6	86	73
108	Belgique ^b	8.226	32.303	17	19	12	8	22	23	9	13	40	36
109	Pays-Bas ^b	8.545	39.759	17	19	8	4	27	27	13	13	36	37
110	Autriche ^b	4.873	30.879	17	17	12	8	19	25	6	6	45	43
111	†Émirats arabes unis	..	2.155	..	14	..	1	..	..	..	..	..	84
112	France ^b	38.861	191.692	12	13	10	8	26	30	8	9	44	41
113	Canada	17.001	..	16	15	8	6	23	26	7	9	46	45
114	Danemark	2.929	17.230	20	22	8	5	24	23	8	10	40	40
115	Allemagne, Rép. féd. d' ^b	70.888	359.754	13	10	8	4	32	40	9	13	38	33
116	Finlande	2.588	19.132	13	12	10	6	20	25	6	7	51	50
117	Suède	8.477	33.282	10	10	6	2	30	34	5	9	49	45
118	Etats-Unis ^b	253.863	868.233	12	12	8	5	31	35	10	10	39	38
119	Norvège	2.416	12.337	15	21	7	2	23	25	7	8	49	44
120	Japon ^b	73.339	689.295	8	10	8	5	34	37	11	10	40	38
121	Suisse ^b	..	..	10	..	7	..	31	..	9	..	42	..
Total des pays déclarants		722.228 t	3.551.267 t										
Exportateurs de pétrole		19.643 t	128.122 t										
Pays non membres non déclarants		..	..								

a. Données sans affectation; voir notes techniques. b. La valeur ajoutée dans le secteur manufacturier est calculée aux prix d'acquisition. c. Estimation de la Banque mondiale.

Tableau 7. Revenus et production du secteur manufacturier

	Revenus par employé					Revenus totaux en pourcentage de la valeur ajoutée				Production brute par employé (1980=100)			
	Taux de croissance		Indice (1980=100)										
	1970-80	1980-87	1985	1986	1987	1970	1985	1986	1987	1970	1985	1986	1987
Pays à faible revenu													
Chine et Inde													
Autres pays à faible revenu													
1 Mozambique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2 Ethiopie	-4,7	-0,1	85	96	105	24	20	19	20	61	114	112	119
3 Tchad	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4 Tanzanie	..	-12,7	51	42	..	42	35	34	..	122	99	76	..
5 Bangladesh	-3,0	-2,9	90	81	78	26	30	29	29	116	113	106	111
6 Malawi	..	1,6	115	..	..	37	39	..	..	120	139	..	..
7 Somalie	-5,1	..	..	..	..	28	..	27	..	..	..	..	..
8 Zaïre	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
9 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
10 RDP lao	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
11 Népal	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
12 Madagascar	-0,9	-10,3	66	..	..	36	40	..	..	91	55	..	..
13 Burkina Faso	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
14 Mali	..	..	..	..	..	46	..	..	..	139	..	..	..
15 Burundi	-7,8	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
16 Ouganda	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
17 Nigéria	..	-9,6	..	..	..	18	..	..	..	105	..	..	..
18 Zambie	-3,2	..	..	..	..	34	..	..	..	109	..	..	..
19 Niger	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
20 Rwanda	..	..	..	..	..	22	10	10	..	..	..	..	..
21 Chine	..	4,2	114	124	..	..	13	15	..	..	131	131	..
22 Inde	0,5	4,9	120	127	138	47	46	48	48	83	149	157	174
23 Pakistan	3,3	6,2	132	138	..	21	20	20	..	51	145	149	..
24 Kenya	-3,4	-2,3	79	83	87	53	48	48	48	38	107	113	108
25 Togo	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
26 Rép. centrafricaine	..	..	..	..	..	..	49	..	..	..	74	85	..
27 Haïti	-3,3	3,4	104	116	153	..	..	..	..	..	..	..	..
28 Bénin	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
29 Ghana	..	..	..	..	..	23	..	..	..	193	..	..	..
30 Lesotho	..	..	..	..	..	..	28	..	..	..	..	..	..
31 Sri Lanka	..	0,8	102	102	..	..	..	..	..	70	135	132	..
32 Guinée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
33 Yémen, RDP	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
34 Indonésie	5,0	6,0	139	144	..	26	19	19	..	42	141	156	..
35 Mauritanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
36 Soudan	..	..	..	..	..	31	..	..	..	..	..	..	..
37 Afghanistan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
38 Myanmar	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
39 Kampuchea dém.	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
40 Libéria	..	1,6	107	99	..	..	..	..	..	..	..	..	..
41 Sierra Leone	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
42 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu intermédiaire													
Tranche inférieure													
43 Bolivie	0,0	-10,3	63	41	50	43	26	24	28	65	37	35	34
44 Philippines	-3,7	2,6	109	120	..	21	22	21	20	102	105	112	..
45 Yémen, Rép. arabe du	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	166	169
46 Sénégal	-4,9	-0,1	..	..	..	..	44	44	..	..	..	..	..
47 Zimbabwe	1,6	-0,4	105	104	103	43	42	40	40	98	92	89	90
48 Egypte, Rép. arabe d'	4,1	..	..	..	..	54	..	..	..	76	..	..	..
49 Rép. dominicaine	-1,0	-4,4	79	..	..	35	..	..	..	63	..	..	..
50 Côte d'Ivoire	-0,9	..	..	..	..	27	..	..	..	52	..	..	..
51 Papouasie-Nouvelle-Guinée	3,0	-2,9	..	..	..	42	..	..	..	..	..	..	..
52 Maroc	..	..	81	73	..	..	..	..	..	..	98	92	..
53 Honduras	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
54 Guatemala	-3,2	-1,4	99	93	..	..	23	27	..	..	..	..	..
55 Congo, Rép. populaire du	..	-0,1	..	..	..	34	49	..	..	..	..	..	..
56 El Salvador	2,4	-9,3	63	..	..	28	20	..	..	71	87	..	..
57 Thaïlande	1,0	7,0	143	146	..	25	24	23	24	68	138	138	..
58 Botswana	2,6	-4,5	85	..	..	..	46	..	..	..	60	..	..
59 Cameroun	..	..	..	..	..	29	..	..	..	..	..	..	..
60 Jamaïque	-0,2	..	..	..	..	43	..	..	..	..	..	..	..
61 Equateur	3,3	-1,5	94	99	95	27	40	36	35	83	104	109	114
62 Colombie	-0,2	3,8	116	116	134	25	18	16	18	86	128	123	146
63 Paraguay	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
64 Tunisie	4,2	..	..	..	..	44	..	..	..	95	..	..	..
65 Turquie	6,1	-3,5	84	81	86	26	21	16	17	108	139	154	170
66 Pérou	..	-5,0	75	87	..	..	13	18	..	82	64	63	..
67 Jordanie	..	-1,1	101	100	101	37	31	31	22	..	155	144	161

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées.

	Revenus par employé					Revenus totaux en pourcentage de la valeur ajoutée				Production brute par employé (1980=100)			
	Taux de croissance		Indice (1980=100)										
	1970-80	1980-87	1985	1986	1987	1970	1985	1986	1987	1970	1985	1986	1987
68 Chili	8,2	-3,5	97	98	84	19	14	17	15	60	..	..	..
69 Rép. arabe syrienne	2,8	-1,4	..	..	..	33	33	23	..	72	..	..	..
70 Costa Rica	..	..	..	..	..	41	..	..	..	..	..	..	..
71 Mexique	1,2	-3,5	91	87	..	44	26	26	..	77	112	107	..
72 Maurice	1,8	-1,8	84	86	94	34	46	44	43	139	80	72	74
73 Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
74 Malaisie	2,0	5,2	135	134	138	29	30	30	29	96	..	..	..
75 Panama	0,2	3,3	125	128	126	32	34	34	34	67	87	96	..
76 Brésil	4,0	..	..	..	..	22	..	..	..	68	108	108	104
77 Angola	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
78 Liban	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
79 Nicaragua	..	-14,5	69	31	..	16	22	22	..	206	113	109	..
Tranche supérieure													
80 Afrique du Sud	2,7	0,0	106	102	101	46	47	46	46	..	..	..	..
81 Algérie	-1,0	..	..	..	..	45	..	..	..	120	..	..	..
82 Hongrie	3,7	1,5	108	111	111	28	34	34	33	41	111	111	113
83 Uruguay	..	0,3	96	109	116	..	22	25	26	..	108	113	120
84 Argentine	-1,5	2,5	105	111	103	30	21	21	19	71	87	103	103
85 Yougoslavie	1,3	-1,4	91	97	93	39	29	33	30	59	100	98	89
86 Gabon	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
87 Venezuela	3,8	-0,6	110	106	107	31	26	27	31	118	109	106	110
88 Trinité-et-Tobago	..	2,3	..	..	..	..	79	67	..	..	..	..	..
89 Corée, Rép. de	10,0	5,6	125	128	145	25	27	26	27	40	140	146	165
90 Portugal	2,5	-1,9	89	95	..	34	39	39	..	..	123	..	..
91 Grèce	4,9	..	..	..	..	32	..	..	..	56	..	..	..
92 Oman	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
93 Libye	..	..	..	..	..	37	..	..	..	45	..	..	..
94 Iran, Rép. islamique d'	..	..	..	..	..	25	..	..	..	85	..	..	..
95 Iraq	..	..	..	..	..	36	25	25	..	..	..	..	..
96 Roumanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu faible/intermédiaire													
Afrique subsaharienne													
Asie de l'Est													
Asie du Sud													
Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord													
Amérique latine et Caraïbes													
Gravement endettés													
Pays à revenu élevé													
Pays membres de l'OCDE													
†Autres													
97 †Arabie saoudite	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
98 Espagne	4,4	0,9	100	101	112	52	40	38	40	..	127	112	139
99 Irlande	4,1	1,6	102	105	110	49	33	33	33	44	205	187	..
100 †Israël	8,8	-6,4	102	65	70	36	59	..	..	..	..	..	..
101 †Singapour	3,6	6,2	153	148	146	36	38	32	29	73	114	111	121
102 †Hong Kong	6,4	4,9	113	124	143	..	63	60	61	..	..	..	..
103 Nouvelle-Zélande	1,2	-1,6	95	..	..	62	59	..	..	..	121	..	..
104 Australie	2,9	1,9	106	113	115	53	48	52	52	..	111	113	117
105 Royaume-Uni	1,7	2,9	112	115	123	52	43	43	43	61	137	129	..
106 Italie	4,1	0,7	101	100	108	41	42	42	43	51	128	126	135
107 †Koweït	..	3,7	119	..	..	12	43	..	..	..	153	..	..
108 Belgique	4,6	0,3	95	104	104	46	46	47	47	51	122	127	131
109 Pays-Bas	2,5	0,9	100	108	..	52	50	52	..	68	116	127	..
110 Autriche	3,4	1,5	106	110	113	47	56	56	56	64	116	111	118
111 †Emirats arabes unis	..	..	..	..	..	..	61	..	..	..	..	..	..
112 France	..	1,2	107	..	..	..	66	..	..	..	112	105	107
113 Canada	1,8	-0,1	102	101	96	53	46	45	46	68	120	..	..
114 Danemark	2,5	0,3	97	100	103	56	52	53	53	64	108	101	95
115 Allemagne, Rép. féd. d'	3,5	1,4	102	107	110	46	42	43	43	60	117	107	104
116 Finlande	2,6	2,4	110	115	118	47	43	50	46	73	122	123	128
117 Suède	0,4	0,4	98	100	102	52	37	37	35	75	123	120	125
118 États-Unis	0,1	1,4	106	108	109	47	40	39	39	63	116	116	124
119 Norvège	2,6	1,6	105	107	109	50	57	59	58	75	121	118	120
120 Japon	3,1	1,8	110	112	113	32	35	37	35	45	124	116	122
121 Suisse	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Total des pays déclarants													
Exportateurs de pétrole													
Pays non membres non déclarants													

Tableau 8. Croissance de la consommation et de l'investissement

	Taux annuel moyen de croissance (%)					
	Consommation des administrations publiques		Consommation du secteur privé, etc.		Investissement intérieur brut	
	1965-80	1980-88	1965-80	1980-88	1965-80	1980-88
Pays à faible revenu	6,3 w	7,0 w	4,1 w	5,2 w	8,8 w	8,0 w
Chine et Inde	5,3 w	9,2 w	4,0 w	6,8 w	8,3 w	11,7 w
Autres pays à faible revenu	8,4 w	2,4 w	4,4 w	2,8 w	9,7 w	-2,3 w
1 Mozambique	..	-4,6	..	-1,0	..	-6,6
2 Ethiopie	6,4	5,6	3,0	1,3	-0,1	2,0
3 Tchad	..	..	..	..	..	..
4 Tanzanie	..	8,4	3,4	1,8	6,2	0,3
5 Bangladesh	a	a	2,7	3,8	0,0	2,5
6 Malawi	5,6	3,8	4,0	3,1	9,0	-8,3
7 Somalie	11,7	-0,3	4,8	0,5	12,4	0,6
8 Zaïre	0,7	16,3	1,2	-1,8	6,7	-1,6
9 Bhoutan	..	..	..	..	..	..
10 RDP lao	..	..	..	..	..	..
11 Népal	..	..	..	..	..	..
12 Madagascar	2,0	-0,8	1,1	-0,4	1,5	-0,7
13 Burkina Faso	8,7	10,0	2,1	2,9	8,8	4,3
14 Mali	1,9	3,1	4,9	3,4	1,8	2,8
15 Burundi	7,3	5,4	6,1	2,3	9,0	8,8
16 Ouganda	a	..	1,4	..	-5,7	..
17 Nigéria	13,9	-1,5	5,0	-0,1	14,7	-14,5
18 Zambie	5,1	-5,4	-0,9	4,5	-3,6	-4,5
19 Niger	2,9	1,5	-2,4	1,7	6,3	-10,2
20 Rwanda	6,2	3,0	4,2	1,6	9,0	7,4
21 Chine	5,6	9,4	5,2	7,4	10,7	14,4
22 Inde	4,7	8,8	2,7	5,8	4,5	4,3
23 Pakistan	4,7	11,0	4,8	4,3	2,4	6,5
24 Kenya	10,6	1,1	5,7	5,1	7,2	-1,1
25 Togo	9,5	3,9	5,0	-1,8	9,0	-1,6
26 Rép. centrafricaine	-1,1	-2,4	4,2	2,0	-5,4	8,8
27 Haïti	1,9	-1,4	2,3	0,4	14,8	-5,1
28 Bénin	0,7	1,4	2,3	1,9	10,4	-11,5
29 Ghana	3,8	-0,3	1,4	2,3	-1,3	4,9
30 Lesotho	12,3	..	8,8	..	17,3	..
31 Sri Lanka	1,1	10,0	4,0	4,6	11,5	-0,9
32 Guinée	..	..	..	..	..	..
33 Yémen, RDP	..	..	..	..	..	..
34 Indonésie	11,4	2,9	5,9	7,2	16,1	1,9
35 Mauritanie	10,0	-4,3	1,9	4,3	19,2	-5,3
36 Soudan	0,2	-5,3	4,3	3,7	6,4	-5,1
37 Afghanistan	..	..	..	..	..	..
38 Myanmar	..	..	..	..	..	..
39 Kampuchea dém.	..	..	..	..	..	..
40 Libéria	3,4	1,3	3,2	0,8	6,4	-16,7
41 Sierra Leone	a	-3,3	4,2	-3,0	-1,0	-5,1
42 Viet Nam	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu intermédiaire	7,7 w	2,5 w	6,6 w	2,5 w	8,6 w	-0,6 w
Tranche inférieure	7,4 w	2,7 w	6,2 w	2,2 w	8,5 w	-1,6 w
43 Bolivie	8,0	-5,2	4,0	-1,1	4,4	-19,5
44 Philippines	7,7	0,8	5,0	2,2	8,5	-10,9
45 Yémen, Rép. arabe du	..	4,3	..	3,6	..	-9,1
46 Sénégal	3,1	-0,9	1,7	2,7	3,9	2,0
47 Zimbabwe	10,6	6,2	5,1	-2,4	0,9	-1,4
48 Egypte, Rép. arabe d'	a	4,4	5,5	4,1	11,3	1,5
49 Rép. dominicaine	0,2	2,8	7,9	0,5	13,5	4,6
50 Côte d'Ivoire	13,2	-2,6	7,5	1,9	10,7	-11,4
51 Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,1	-0,6	3,9	1,9	1,4	-1,5
52 Maroc	10,9	4,7	4,7	2,7	11,4	3,7
53 Honduras	6,9	4,9	4,9	1,9	6,8	-0,6
54 Guatemala	6,2	2,0	5,1	0,1	7,4	-3,4
55 Congo, Rép. populaire du	5,5	11,3	1,3	7,1	4,5	0,6
56 El Salvador	7,0	3,3	4,1	-0,1	6,6	0,1
57 Thaïlande	9,5	5,2	6,2	5,1	8,0	5,0
58 Botswana	12,0	13,8	9,2	2,4	21,0	-1,5
59 Cameroun	5,0	7,8	4,2	4,2	9,9	0,4
60 Jamaïque	9,8	-1,5	2,0	2,4	-3,3	-1,2
61 Equateur	12,2	-2,2	6,8	1,8	9,5	-3,7
62 Colombie	6,7	3,2	5,9	2,5	5,8	0,3
63 Paraguay	5,1	3,7	6,5	1,1	13,5	-2,1
64 Tunisie	7,2	3,9	8,3	3,3	4,6	-6,1
65 Turquie	6,1	2,8	5,7	5,7	8,8	4,4
66 Pérou	6,3	0,3	4,9	2,0	0,3	-3,9
67 Jordanie	..	4,7	..	6,6	..	-5,5

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées.

Taux annuel moyen de croissance (%)

		Consommation des administrations publiques		Consommation du secteur privé, etc.		Investissement intérieur brut	
		1965-80	1980-88	1965-80	1980-88	1965-80	1980-88
68	Chili	4,0	-0,5	0,9	0,6	0,5	-0,5
69	Rép. arabe syrienne	15,1	-1,3	11,9	-0,7	13,9	-1,5
70	Costa Rica	6,8	0,4	5,2	2,7	9,4	5,8
71	Mexique	8,5	2,7	5,8	0,3	8,5	-6,9
72	Maurice	7,1	2,4	5,9	3,6	8,3	14,0
73	Pologne	..	2,8	..	1,7	..	1,6
74	Malaisie	8,5	2,2	6,0	0,9	10,4	0,0
75	Panama	7,4	3,5	4,6	4,3	5,9	-3,2
76	Brésil	6,7	2,9	8,9	2,5	11,3	0,0
77	Angola	..	..	..	..	..	..
78	Liban	..	..	..	..	..	..
79	Nicaragua	6,6	16,0	2,0	-8,1	..	4,0
Tranche supérieure		8,0 w	..	7,1 w	2,9 w	8,7 w	-0,5 w
80	Afrique du Sud	5,3	3,8	3,3	2,2	4,1	-5,8
81	Algérie	8,6	5,1	8,8	1,4	15,9	-0,8
82	Hongrie	a	1,3	5,7	1,3	7,0	-1,0
83	Uruguay	3,2	1,1	2,4	-0,7	8,0	-9,2
84	Argentine	3,2	0,0	3,0	0,4	4,6	-7,7
85	Yougoslavie	3,6	0,7	7,9	0,1	6,5	-0,4
86	Gabon	10,7	3,3	..	6,2	14,1	-4,9
87	Venezuela	..	0,4	..	0,3	..	-4,7
88	Trinité-et-Tobago	8,9	-3,1	6,3	-11,3	12,1	-19,1
89	Corée, Rép. de	7,7	5,3	7,8	7,5	15,9	10,5
90	Portugal	8,1	2,4	6,7	2,1	4,6	-1,3
91	Grèce	6,6	2,6	4,9	3,2	5,3	-3,9
92	Oman	..	a	..	13,6	..	18,4
93	Libye	19,7	..	19,1	..	7,3	..
94	Iran, Rép. islamique d'	14,6	..	10,1	..	11,5	..
95	Iraq	..	..	..	..	..	..
96	Roumanie	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu faible/intermédiaire		7,3 w	4,0 w	5,6 w	3,5 w	8,6 w	2,7 w
Afrique subsaharienne		8,2 w	1,4 w	3,5 w	0,9 w	9,1 w	-7,3 w
Asie de l'Est		6,7 w	7,1 w	5,8 w	6,6 w	11,4 w	9,7 w
Asie du Sud		4,6 w	8,9 w	3,0 w	5,6 w	4,2 w	4,2 w
Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord		9,4 w	..	..	..	8,9 w	..
Amérique latine et Caraïbes		6,5 w	2,0 w	6,4 w	1,2 w	8,3 w	-3,2 w
Gravement endettés		6,7 w	2,0 w	6,3 w	1,4 w	8,4 w	-3,1 w
Pays à revenu élevé		2,7 w	2,6 w	3,9 w	3,0 w	3,4 w	3,7 w
Pays membres de l'OCDE		2,7 w	2,6 w	3,8 w	3,0 w	3,3 w	3,7 w
†Autres		..	..	..	..	14,4 w	..
97	†Arabie saoudite	a	..	20,0	..	27,5	..
98	Espagne	5,1	4,7	4,8	1,8	3,7	3,7
99	Irlande	6,1	0,1	4,3	-1,4	6,3	-3,3
100	†Israël	8,8	1,0	6,0	4,8	5,9	1,4
101	†Singapour	10,2	7,9	8,0	4,7	13,3	2,6
102	†Hong Kong	7,7	5,4	9,0	7,1	8,6	3,0
103	Nouvelle-Zélande	3,4	1,1	2,3	1,6	2,2	3,9
104	Australie	5,0	3,7	4,1	3,0	2,8	2,7
105	Royaume-Uni	2,3	1,1	2,2	3,8	0,6	6,4
106	Italie	3,4	3,0	4,1	2,5	3,4	1,5
107	†Koweït	a	3,9	9,3	0,8	11,9	-2,3
108	Belgique	4,6	0,6	4,3	1,3	2,9	0,5
109	Pays-Bas	2,9	1,0	4,8	1,2	1,8	2,3
110	Autriche	3,7	1,4	4,4	2,1	4,5	1,7
111	†Emirats arabes unis	..	..	..	..	..	..
112	France	3,6	2,3	4,7	2,3	3,9	0,9
113	Canada	4,8	1,9	4,9	3,0	5,1	4,6
114	Danemark	4,8	1,3	2,3	2,2	1,2	4,5
115	Allemagne, Rép. féd. d'	3,5	1,5	4,0	1,6	1,7	1,2
116	Finlande	5,3	3,7	3,8	4,3	2,9	2,0
117	Suède	4,0	1,6	2,5	1,8	0,9	2,2
118	Etats-Unis	1,2	3,5	3,1	3,6	2,6	5,0
119	Norvège	5,5	3,4	3,9	3,1	4,2	3,2
120	Japon	5,1	2,7	6,0	3,2	6,7	4,9
121	Suisse	2,7	2,7	2,5	1,6	0,8	4,8
Total des pays déclarants		3,3 w	2,9 w	4,2 w	3,1 w	4,4 w	3,4 w
Exportateurs de pétrole		11,2 w	..	7,1 w	2,1 w	11,5 w	-2,5 w
Pays non membres non déclarants		..	..	..	..	..	..

a. On ne dispose pas de chiffres distincts pour la consommation des administrations publiques, qui est donc incluse dans celle du secteur privé, etc.

Tableau 9. Structure de la demande

	Répartition du produit intérieur brut (%)											
	Consommation des administrations publiques		Consommation du secteur privé, etc.		Investissement intérieur brut		Épargne intérieure brute		Exportations de biens et de services non facteurs		Solde de ressources	
	1965	1988	1965	1988	1965	1988	1965	1988	1965	1988	1965	1988
Pays à faible revenu	11 w	10 w	70 w	65 w	19 w	28 w	18 w	26 w	7 w	13 w	-1 w	-3 w
Chine et Inde	12 w	9 w	68 w	61 w	21 w	32 w	20 w	30 w	4 w	11 w	0 w	-2 w
Autres pays à faible revenu	9 w	12 w	78 w	74 w	14 w	18 w	12 w	14 w	17 w	19 w	-3 w	-4 w
1 Mozambique	..	22	..	93	..	33	..	-15	..	15	..	-47
2 Ethiopie	11	24	77	72	13	16	12	4	12	11	-1	-11
3 Tchad	20	22	74	89	12	12	6	-12	19	23	-6	-24
4 Tanzanie	10	12	74	93	15	21	16	-5	26	16	1	-26
5 Bangladesh	9	9	83	88	11	12	8	3	10	8	-4	-9
6 Malawi	16	14	84	78	14	16	0	8	19	23	-14	-8
7 Somalie	8	10	84	86	11	34	8	3	17	8	-3	-30
8 Zaïre	9	24	61	68	14	11	30	8	36	37	15	-2
9 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
10 RDP lao	..	12	..	66	..	31	..	21	..	18	..	-9
11 Népal	a	10	100	80	6	20	0	10	8	13	-6	-10
12 Madagascar	23	12	74	80	10	16	4	8	16	21	-6	-9
13 Burkina Faso	9	26	87	78	12	25	4	-4	9	15	-8	-29
14 Mali	10	10	84	93	18	15	5	-4	12	15	-13	-18
15 Burundi	7	17	89	78	6	18	4	5	10	12	-2	-13
16 Ouganda	10	8	78	87	11	13	12	5	26	11	1	-8
17 Nigéria	5	12	83	73	14	13	12	15	13	25	-2	2
18 Zambie	15	17	45	69	25	11	40	14	49	28	15	3
19 Niger	6	11	90	85	8	10	3	4	9	17	-5	-6
20 Rwanda	14	12	81	82	10	16	5	6	12	8	-5	-10
21 Chine	14	7	61	56	24	38	25	37	4	14	1	-1
22 Inde	9	12	76	67	17	24	15	21	4	7	-2	-3
23 Pakistan	11	14	76	73	21	18	13	13	8	14	-8	-5
24 Kenya	15	19	70	59	14	26	15	22	31	19	1	-3
25 Togo	8	17	76	69	22	21	17	14	20	34	-6	-7
26 Rép. centrafricaine	22	10	67	90	21	12	11	-1	27	17	-11	-12
27 Haïti	8	11	90	86	7	10	2	4	13	13	-5	-6
28 Bénin	11	12	87	89	11	12	3	0	13	18	-8	-12
29 Ghana	14	9	77	84	18	12	8	6	17	19	-10	-6
30 Lesotho	18	28	109	145	11	47	-26	-73	16	23	-38	-120
31 Sri Lanka	13	10	74	78	12	23	13	13	38	26	1	-10
32 Guinée	..	10	..	71	..	22	..	19	..	26	..	-3
33 Yémen, RDP	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
34 Indonésie	5	9	87	65	8	22	8	25	5	25	0	4
35 Mauritanie	19	14	54	76	14	18	27	10	42	51	13	-8
36 Soudan	12	9	79	85	10	10	9	7	15	4	-1	-3
37 Afghanistan	a	..	99	..	11	..	1	..	11	..	-10	..
38 Myanmar	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
39 Kampuchea dém.	16	..	71	..	13	..	12	..	12	..	-1	..
40 Libéria	12	..	61	..	17	..	27	..	50	..	10	..
41 Sierra Leone	8	6	83	77	12	11	8	17	30	31	-3	6
42 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu intermédiaire	11 w	15 w	67 w	59 w	21 w	25 w	21 w	27 w	17 w	27 w	0 w	3 w
Tranche inférieure	10 w	12 w	71 w	64 w	19 w	23 w	18 w	24 w	14 w	21 w	-1 w	2 w
43 Bolivie	9	20	74	73	22	11	17	6	21	16	-5	-4
44 Philippines	9	9	70	73	21	17	21	18	17	25	0	1
45 Yémen, Rép. arabe du	..	20	..	80	..	13	..	0	..	16	..	-13
46 Sénégal	17	16	75	74	12	15	8	9	24	26	-4	-5
47 Zimbabwe	12	19	65	57	15	21	23	24	..	27	8	3
48 Egypte, Rép. arabe d'	19	14	67	78	18	20	14	8	18	22	-4	-12
49 Rép. dominicaine	19	6	75	78	10	24	6	16	16	34	-4	-7
50 Côte d'Ivoire	11	19	61	59	22	14	29	22	37	33	7	8
51 Papouasie-Nouvelle-Guinée	34	21	64	58	22	26	2	21	18	45	-20	-5
52 Maroc	12	15	76	62	10	24	12	23	18	25	1	0
53 Honduras	10	17	75	72	15	16	15	11	27	23	0	-5
54 Guatemala	7	8	82	84	13	14	10	8	17	16	-3	-6
55 Congo, Rép. populaire du	14	22	80	58	22	22	5	20	36	42	-17	-2
56 El Salvador	9	13	79	81	15	13	12	6	27	16	-2	-6
57 Thaïlande	10	11	72	63	20	28	19	26	16	34	-1	-2
58 Botswana	24	..	89	..	6	..	-13	..	32	..	-19	..
59 Cameroun	13	10	75	76	13	17	12	14	24	16	-1	-3
60 Jamaïque	8	15	69	66	27	27	23	19	33	49	-4	-8
61 Equateur	9	11	80	68	14	23	11	21	16	27	-3	-2
62 Colombie	8	11	75	67	16	21	17	22	11	16	1	2
63 Paraguay	7	6	79	72	15	24	14	23	15	26	-1	-2
64 Tunisie	15	16	71	65	28	19	14	19	19	43	-13	0
65 Turquie	12	9	74	65	15	24	13	26	6	24	-1	2
66 Pérou	10	8	59	68	34	29	31	24	16	10	-3	-4
67 Jordanie	..	27	..	76	..	26	..	-3	..	54	..	-29

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées.

Répartition du produit intérieur brut (%)												
	Consommation des administrations publiques		Consommation du secteur privé, etc.		Investissement intérieur brut		Epargne intérieure brute		Exportations de biens et de services non facteurs		Solde de ressources	
	1965	1988	1965	1988	1965	1988	1965	1988	1965	1988	1965	1988
68 Chili	11	11	73	65	15	17	16	24	14	37	1	7
69 Rép. arabe syrienne	14	16	76	72	10	17	10	13	17	11	0	-4
70 Costa Rica	13	15	78	59	20	26	9	26	23	36	-10	0
71 Mexique	6	10	75	67	20	20	19	23	8	16	-2	2
72 Maurice	13	11	74	64	17	25	13	25	36	72	-4	0
73 Pologne	..	8	..	56	..	33	..	35	..	23	..	3
74 Malaisie	15	14	61	49	20	26	24	36	42	67	4	10
75 Panama	11	..	73	..	18	..	16	..	36	..	-2	..
76 Brésil	11	12	67	60	20	23	22	28	8	10	2	5
77 Angola	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
78 Liban	10	..	81	..	22	..	9	..	36	..	-13	..
79 Nicaragua	8	..	74	..	21	..	18	..	29	..	-3	..
Tranche supérieure	12 w	..	62 w	..	24 w	..	25 w	..	20 w	..	1 w	..
80 Afrique du Sud	11	18	62	56	28	20	27	25	26	29	0	5
81 Algérie	15	16	66	53	22	31	19	31	22	16	-3	-1
82 Hongrie	..	11	75	61	26	25	25	28	..	38	-1	3
83 Uruguay	15	13	68	73	11	10	18	14	19	22	7	4
84 Argentine	8	11	69	71	19	14	22	18	8	10	3	4
85 Yougoslavie	18	14	52	47	30	39	30	40	22	24	0	1
86 Gabon	11	22	52	45	31	27	37	33	43	44	6	6
87 Venezuela	10	10	56	66	25	30	34	25	26	22	9	-6
88 Trinité-et-Tobago	12	22	67	57	26	18	21	21	65	39	-5	3
89 Corée, Rép. de	9	10	83	51	15	30	8	38	9	41	-7	9
90 Portugal	12	14	68	66	25	30	20	21	27	35	-5	-10
91 Grèce	12	21	73	68	26	18	15	11	9	23	-11	-7
92 Oman	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
93 Libye	14	..	36	..	29	..	50	..	53	..	21	..
94 Iran, Rép. islamique d'	13	..	63	..	17	..	24	..	20	..	6	..
95 Iraq	20	..	50	..	16	..	31	..	38	..	15	..
96 Roumanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu faible/intermédiaire	11 w	13 w	68 w	61 w	20 w	26 w	20 w	27 w	13 w	23 w	-1 w	2 w
Afrique subsaharienne	10 w	15 w	73 w	72 w	14 w	15 w	14 w	12 w	23 w	23 w	1 w	-4 w
Asie de l'Est	13 w	10 w	64 w	56 w	22 w	31 w	23 w	34 w	8 w	30 w	0 w	3 w
Asie du Sud	8 w	12 w	77 w	70 w	17 w	22 w	14 w	18 w	6 w	8 w	-3 w	-4 w
Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord	13 w	..	65 w	..	22 w	..	20 w	..	19 w	..	-2 w	..
Amérique latine et Caraïbes	9 w	11 w	69 w	65 w	20 w	22 w	21 w	24 w	13 w	15 w	1 w	2 w
Gravement endettés	9 w	11 w	69 w	64 w	21 w	22 w	22 w	25 w	14 w	16 w	1 w	3 w
Pays à revenu élevé	17 w	17 w	63 w	61 w	20 w	22 w	21 w	22 w	12 w	21 w	1 w	0 w
Pays membres de l'OCDE	17 w	17 w	63 w	61 w	20 w	22 w	20 w	22 w	12 w	20 w	1 w	0 w
+Autres	14 w	22 w	50 w	53 w	24 w	25 w	34 w	25 w	54 w	63 w	10 w	-2 w
97 +Arabie saoudite	18	33	34	47	14	27	48	20	60	38	34	-6
98 Espagne	8	15	68	63	28	23	24	22	10	19	-3	-1
99 Irlande	15	16	68	55	26	18	17	27	35	64	-9	10
100 +Israël	20	31	65	59	29	17	15	10	19	32	-13	-6
101 +Singapour	10	11	80	48	22	37	10	41	123	..	-12	4
102 +Hong Kong	7	7	64	60	36	28	29	33	71	136	-7	5
103 Nouvelle-Zélande	13	15	62	60	26	22	26	26	22	28	-1	3
104 Australie	13	19	69	58	20	24	18	23	15	17	-2	-1
105 Royaume-Uni	16	19	63	64	21	21	20	17	18	23	-1	-4
106 Italie	14	15	63	62	23	23	24	23	13	18	1	0
107 +Koweït	13	25	26	60	16	20	60	15	68	41	45	-5
108 Belgique	13	16	64	63	23	18	23	21	36	68	0	3
109 Pays-Bas	15	18	70	59	16	19	15	23	43	55	-1	4
110 Autriche	13	17	57	56	30	27	30	27	25	37	-1	0
111 +Emirats arabes unis	..	21	..	44	..	26	..	36	..	55	..	10
112 France	16	19	57	60	26	21	27	21	13	22	1	0
113 Canada	14	19	60	59	26	22	26	23	19	26	0	1
114 Danemark	16	25	72	54	13	18	12	21	29	32	-2	3
115 Allemagne, Rép. féd. d'	15	19	67	55	18	21	18	26	19	33	0	6
116 Finlande	14	19	58	54	30	27	29	27	20	25	-2	0
117 Suède	18	26	72	53	11	19	10	21	22	32	-1	1
118 Etats-Unis	19	20	63	67	17	15	18	13	6	11	1	-2
119 Norvège	15	20	56	52	30	28	29	28	41	36	-1	0
120 Japon	8	9	64	57	27	31	28	33	11	13	1	3
121 Suisse	11	12	60	58	30	31	30	31	29	36	-1	0
Total des pays déclarants	15 w	16 w	64 w	61 w	20 w	22 w	20 w	23 w	12 w	21 w	0 w	1 w
Exportateurs de pétrole	11 w	16 w	66 w	59 w	20 w	25 w	24 w	24 w	23 w	25 w	5 w	0 w
Pays non membres non déclarants	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

a. On ne dispose pas de chiffres distincts pour la consommation des administrations publiques, qui est donc incluse dans la consommation du secteur privé, etc.

Tableau 10. Structure de la consommation

Pourcentage de la consommation totale des ménages ^a											
	Alimentation		Habillement et chaussure	Loyers bruts, combustibles et électricité		Soins médicaux	Education	Transports et communications		Autres biens de consommation	
	Total	Céréales et tubercules		Total	Combustibles et électricité			Total	Automobiles	Total	Autres biens de consommation durables
Pays à faible revenu											
Chine et Inde											
Autres pays à faible revenu											
1 Mozambique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2 Ethiopie	50	24	6	14	7	3	2	8	1	17	2
3 Tchad	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4 Tanzanie	64	32	10	8	3	3	3	2	0	10	3
5 Bangladesh	59	36	8	17	7	2	1	3	0	10	3
6 Malawi	55	28	5	12	2	3	4	7	2	15	3
7 Somalie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
8 Zaïre	55	15	10	11	3	3	1	6	0	14	3
9 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
10 RDP lao	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
11 Népal	57	38	12	14	6	3	1	1	0	13	2
12 Madagascar	59	26	6	12	6	2	4	4	1	14	1
13 Burkina Faso	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
14 Mali	57	22	6	8	6	2	4	10	1	13	1
15 Burundi	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
16 Ouganda	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
17 Nigéria	52	18	7	10	2	3	4	4	1	20	6
18 Zambie	37	8	10	11	5	7	13	5	1	16	1
19 Niger	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
20 Rwanda	30	11	11	16	6	3	4	9	..	28	9
21 Chine	61 ^b	..	13	8	3	1	1	1	..	15	..
22 Inde	52	18	11	10	3	3	4	7	0	13	3
23 Pakistan	54	17	9	15	6	3	3	1	0	15	5
24 Kenya	39	16	7	12	2	3	9	8	1	22	6
25 Togo	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
26 Rép. centrafricaine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
27 Haïti	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
28 Bénin	37	12	14	12	2	5	4	14	2	15	5
29 Ghana	50	..	13	11	..	3	5 ^c	3	..	15	..
30 Lesotho	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
31 Sri Lanka	43	18	7	6	3	2	3	15	1	25	5
32 Guinée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
33 Yémen, RDP	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
34 Indonésie	48	21	7	13	7	2	4	4	0	22	5
35 Mauritanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
36 Soudan	60	..	5	15	4	5	3	2	..	11	..
37 Afghanistan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
38 Myanmar	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
39 Kampuchea dém.	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
40 Libéria	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
41 Sierra Leone	56	22	4	15	6	2	3	12	..	9	1
42 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu intermédiaire											
Tranche inférieure											
43 Bolivie	33	..	9	12	1	5	7	12	..	22	..
44 Philippines	51	20	4	19	5	2	4	4	2	16	2
45 Yémen, Rép. arabe du	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
46 Sénégal	50	15	11	12	4	2	5	6	0	14	2
47 Zimbabwe	40	9	11	13	5	4	7	6	1	20	3
48 Egypte, Rép. arabe d'	50	10	11	9	3	3	6	4	1	18	3
49 Rép. dominicaine	46	13	3	15	5	8	3	4	0	21	8
50 Côte d'Ivoire	40	14	10	5	1	9	4	10	..	23	3
51 Papouasie-Nouvelle-Guinée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
52 Maroc	40	12	11	9	2	4	6	8	1	22	5
53 Honduras	39	..	9	21	..	8	5 ^c	3	..	15	..
54 Guatemala	36	10	10	14	5	13	4	3	0	20	5
55 Congo, Rép. populaire du	42	19	6	11	4	3	1	17	1	20	4
56 El Salvador	33	12	9	7	2	8	5	10	1	28	7
57 Thaïlande	30	7	16	7	3	5	5	13	0	24	5
58 Botswana	35	13	8	15	5	4	9	8	2	22	7
59 Cameroun	24	8	7	17	3	11	9	12	1	21	3
60 Jamaïque	39	..	4	15	7	3 ^d	..	17	..	22	..
61 Equateur	30	..	10	7 ^e	1 ^e	5	6 ^c	12 ^f	..	30	..
62 Colombie	29	..	6	12	2	7	6	13	..	27	..
63 Paraguay	30	6	12	21	4	2	3	10	1	22	3
64 Tunisie	37	7	10	13	4	6	9	7	1	18	5
65 Turquie	40	8	15	13	7	4	1	5	..	22	..
66 Pérou	35	8	7	15	3	4	6	10	0	24	7
67 Jordanie	35	..	5	6	..	5	8	6	..	35	..

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées.

Pourcentage de la consommation totale des ménages ^a												
		Alimentation		Habillement et chaussure	Loyers bruts, combustibles et électricité			Transports et communications		Autres biens de consommation		
		Total	Céréales et tubercules		Total	Combustibles et électricité	Soins médicaux	Education	Total	Automobiles	Total	Autres biens de consommation durables
68	Chili	29	7	8	13	2	5	6	11	0	29	5
69	Rép. arabe syrienne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
70	Costa Rica	33	8	8	9	1	7	8	8	0	28	9
71	Mexique	35 ^b	..	10	8	..	5	5	12	..	25	..
72	Maurice	24	7	5	19	3	5	7	11	1	29	4
73	Pologne	29	..	9	7	2	6	7	8	2	34	9
74	Malaisie	30	..	5	9	..	5	8	16	..	27	..
75	Panama	38	7	3	11	3	8	9	7	0	24	6
76	Brésil	35	9	10	11	2	6	5	8	1	27	8
77	Angola	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
78	Liban	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
79	Nicaragua	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tranche supérieure												
80	Afrique du Sud	26	..	7	12	..	4 ^d	..	17	..	34	..
81	Algérie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
82	Hongrie	25	..	9	10	5	5	7	9	2	35	8
83	Uruguay	31	7	7	12	2	6	4	13	0	27	5
84	Argentine	35	4	6	9	2	4	6	13	0	26	6
85	Yougoslavie	27	..	10	9	4	6	5	11	2	32	9
86	Gabon	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
87	Venezuela	38	..	4	8	..	8	7 ^c	10	..	25	..
88	Trinité-et-Tobago	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
89	Corée, Rép. de	35	14	6	11	5	5	9	9	..	25	5
90	Portugal	34	..	10	8	3	6	5	13	3	24	7
91	Grèce	30	..	8	12	3	6	5	13	2	26	5
92	Oman	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
93	Libye	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
94	Iran, Rép. islamique d'	37	10	9	23	2	6	5	6	1	14	5
95	Iraq	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
96	Roumanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu faible/intermédiaire												
Afrique subsaharienne												
Asie de l'Est												
Asie du Sud												
Europe, Moyen-Orient												
et Afrique du Nord												
Amérique latine et Caraïbes												
Gravement endettés												
Pays à revenu élevé												
Pays membres de l'OCDE												
†Autres												
97	†Arabie saoudite	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
98	Espagne	24	3	7	16	3	7	5	13	3	28	6
99	Irlande	22	4	5	11	5	10	7	11	3	33	5
100	† Israël	22	..	4	20	2	10	14	10	..	20	..
101	† Singapour	19	..	8	11	..	7	12	13	..	30	..
102	† Hong Kong	12	1	9	15	2	6	5	9	1	44	15
103	Nouvelle-Zélande	12	2	6	14	2	9	6	19	6	34	9
104	Australie	13	2	5	21	2	10	8	13	4	31	7
105	Royaume-Uni	12	2	6	17	4	8	6	14	4	36	7
106	Italie	19	2	8	14	4	10	7	11	3	31	7
107	† Koweït	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
108	Belgique	15	2	6	17	7	10	9	11	3	31	7
109	Pays-Bas	13	2	6	18	6	11	8	10	3	33	8
110	Autriche	16	2	9	17	5	10	8	15	3	26	7
111	† Emirats arabes unis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
112	France	16	2	6	17	5	13	7	13	3	29	7
113	Canada	11	2	6	21	4	5	12	14	5	32	8
114	Danemark	13	2	5	19	5	8	9	13	5	33	7
115	Allemagne, Rép. féd. d'	12	2	7	18	5	13	6	13	4	31	9
116	Finlande	16	3	4	15	4	9	8	14	4	34	6
117	Suède	13	2	5	19	4	11	8	11	2	32	7
118	Etats-Unis	13	2	6	18	4	14	8	14	5	27	7
119	Norvège	15	2	6	14	5	10	8	14	6	32	7
120	Japon	16	4	6	17	3	10	8	9	1	34	6
121	Suisse	17	..	4	17	6	15	..	9	..	38	..
Total des pays déclarants												
Exportateurs de pétrole												
Pays non membres												
non déclarants												

a. Les données se rapportent soit à 1980, soit à 1985. b. Y compris les boissons et le tabac. c. Se rapporte aux dépenses publiques. d. Non compris les dépenses publiques. e. Non compris les combustibles. f. Y compris les combustibles.

Tableau 11. Dépenses de l'administration centrale

	Pourcentage des dépenses totales															
	Défense		Education		Santé		Habitat et équipements collectifs; sécurité sociale et aide sociale ^a		Services économiques		Divers ^a		Dépenses totales (% du PNB)		Excédent/déficit global (% du PNB)	
	1972	1988	1972	1988	1972	1988	1972	1988	1972	1988	1972	1988	1972	1988	1972	1988
	1972	1988	1972	1988	1972	1988	1972	1988	1972	1988	1972	1988	1972	1988	1972	1988
Pays à faible revenu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine et Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Autres pays à faible revenu	..	10,6 w	20,5 w	9,0 w	5,5 w	2,8 w	..	6,2 w	..	..	..	51,1 w	15,6 w	24,1 w	..	-3,0 w
1 Mozambique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2 Ethiopie	14,3	..	14,4	10,6	5,7	3,6	4,4	9,3	22,9	30,1	52,6	46,5	13,7	35,2	-1,4	-6,8
3 Tchad	24,6	..	14,8	..	4,4	..	1,7	..	21,8	..	32,7	..	14,9	..	-2,7	..
4 Tanzanie	11,9	..	17,3	..	7,2	..	2,1	..	39,0	..	22,6	..	19,7	..	-5,0	..
5 Bangladesh ^b	5,1	..	14,8	..	5,0	..	9,8	..	39,3	..	25,9	..	9,4	..	-1,9	..
6 Malawi ^b	3,1	5,6	15,8	10,0	5,5	5,9	5,8	2,0	33,1	27,0	36,7	49,4	22,1	32,0	-6,2	-8,6
7 Somalie ^b	23,3	..	5,5	..	7,2	..	1,9	..	21,6	..	40,5	..	13,5	..	0,6	..
8 Zaïre	11,1	..	15,2	..	2,3	..	2,0	..	13,3	..	56,1	..	19,8	..	-3,8	..
9 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
10 RDP lao	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
11 Népal	7,2	5,6	7,2	10,9	4,7	4,3	0,7	3,3	57,2	51,2	23,0	24,7	8,5	19,7	-1,2	-6,2
12 Madagascar	3,6	..	9,1	..	4,2	..	9,9	..	40,5	..	32,7	..	20,8	..	-2,5	..
13 Burkina Faso	11,5	17,9	20,6	14,0	8,2	5,2	6,6	..	15,5	7,0	37,6	55,9	11,1	16,8	0,3	0,4
14 Mali	..	8,4	..	9,8	..	2,6	..	3,3	..	18,4	..	57,5	..	28,2	..	-5,5
15 Burundi	10,3	..	23,4	..	6,0	..	2,7	..	33,9	..	23,8	..	19,9	..	0,0	..
16 Ouganda	23,1	26,3	15,3	15,0	5,3	2,4	7,3	2,9	12,4	14,8	36,6	38,6	21,8	10,3	-8,1	-3,0
17 Nigéria ^b	40,2	2,8	4,5	2,8	3,6	0,8	0,8	1,5	19,6	35,9	31,4	56,2	8,3	27,8	..	-10,3
18 Zambie ^b	0,0	0,0	19,0	8,3	7,4	4,7	1,3	2,3	26,7	21,0	45,7	63,7	34,0	26,0	-13,8	-9,8
19 Niger	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
20 Rwanda	25,6	..	22,2	..	5,7	..	2,6	..	22,0	..	21,9	..	12,5	..	-2,7	..
21 Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
22 Inde	26,2	19,3	2,3	2,9	1,5	1,8	3,2	5,4	19,9	21,7	46,9	49,0	10,5	17,8	-3,2	-7,9
23 Pakistan	39,9	29,5	1,2	2,6	1,1	0,9	3,2	8,7	21,4	34,5	33,2	23,8	16,9	21,7	-6,9	-7,0
24 Kenya ^b	6,0	9,2	21,9	21,5	7,9	6,1	3,9	3,5	30,1	19,8	30,2	39,9	21,0	28,6	-3,9	-6,6
25 Togo	..	11,1	..	19,9	..	5,2	..	8,5	..	31,2	..	24,1	..	32,5	..	-2,6
26 Rép. centrafricaine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	25,7	..	..
27 Haïti	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	14,5	..	..	..
28 Bénin	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
29 Ghana ^b	7,9	3,2	20,1	25,7	6,3	9,0	4,1	11,9	15,1	19,2	46,6	31,1	19,5	14,0	-5,8	0,4
30 Lesotho	0,0	..	22,4	..	7,4	..	6,0	..	21,6	..	42,7	..	14,5	..	3,5	..
31 Sri Lanka	3,1	9,6	13,0	7,8	6,4	5,4	19,5	11,7	20,2	29,2	37,7	36,3	25,4	31,4	-5,3	-12,8
32 Guinée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
33 Yémen, RDP	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
34 Indonésie	18,6	8,3	7,4	10,0	1,4	1,8	0,9	1,7	30,5	..	41,3	78,2	15,1	22,7	-2,5	-3,3
35 Mauritanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
36 Soudan ^b	24,1	..	9,3	..	5,4	..	1,4	..	15,8	..	44,1	..	19,2	..	-0,8	..
37 Afghanistan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
38 Myanmar	31,6	12,9	15,0	13,4	6,1	4,9	7,5	13,2	20,1	38,6	19,7	16,9	..	..	..	..
39 Kampuchea dém.	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
40 Libéria	5,3	..	15,2	..	9,8	..	3,5	..	25,8	..	40,5	..	16,7	27,1	1,1	..
41 Sierra Leone ^b	3,6	..	15,5	..	5,3	..	2,7	..	24,6	..	48,3	..	23,9	..	-4,4	..
42 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu intermédiaire	12,2 w	12,9 w	12,6 w	..	6,1 w	..	16,7 w	16,6 w	25,7 w	..	26,7 w	..	18,5 w	19,9 w	-2,8 w	-3,9 w
Tranche inférieure	11,3 w	12,9 w	17,5 w	13,3 w	5,7 w	4,0 w	16,2 w	10,6 w	23,1 w	16,1 w	26,2 w	43,1 w	14,9 w	15,4 w	-3,4 w	-3,7 w
43 Bolivie	18,8	14,5	31,3	18,4	6,3	1,9	0,0	25,6	12,5	17,1	31,3	22,5	9,6	15,8	-1,8	-0,1
44 Philippines ^b	10,9	11,6	16,3	15,7	3,2	4,6	4,3	2,2	17,6	31,9	47,7	34,1	13,4	15,6	-2,0	-2,8
45 Yémen, Rép. arabe du	33,8	31,2	4,0	17,6	2,9	3,6	0,0	0,0	0,9	6,3	58,4	41,3	13,4	31,8	-2,2	-13,1
46 Sénégal	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	18,8	..	-2,8	..
47 Zimbabwe	..	16,3	..	22,0	..	7,5	..	3,8	..	23,1	..	27,3	..	38,7	..	-9,1
48 Egypte, Rép. arabe d'	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
49 Rép. dominicaine	8,5	..	14,2	..	11,7	..	11,8	..	35,4	..	18,3	..	17,7	..	-0,2	..
50 Côte d'Ivoire	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
51 Papouasie-Nouvelle-Guinée ^b	..	4,5	..	15,9	..	9,6	..	1,7	..	21,2	..	47,1	..	31,7	..	-1,9
52 Maroc	12,3	15,1	19,2	17,0	4,8	3,0	8,4	7,3	25,6	21,4	29,7	36,0	22,8	29,2	-3,9	-4,6
53 Honduras	12,4	..	22,3	..	10,2	..	8,7	..	28,3	..	18,1	..	16,1	..	-2,9	..
54 Guatemala	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	9,9	12,1	-2,2	-1,1
55 Congo, Rép. populaire du	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
56 El Salvador ^b	6,6	25,7	21,4	17,1	10,9	7,1	7,6	4,4	14,4	17,6	39,0	28,1	12,8	11,3	-1,0	-0,3
57 Thaïlande	20,2	18,7	19,9	19,3	3,7	6,2	7,0	5,4	25,6	19,5	23,5	30,9	16,7	16,4	-4,2	1,0
58 Botswana ^b	0,0	12,1	10,0	18,1	6,0	7,4	21,7	11,0	28,0	21,2	34,5	30,2	33,7	50,9	-23,8	21,9
59 Cameroun	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
60 Jamaïque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
61 Equateur ^b	15,7	..	27,5	..	4,5	..	0,8	..	28,9	..	22,6	..	13,4	17,1	0,2	-2,4
62 Colombie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	13,1	14,7	-2,5	-0,7
63 Paraguay	13,8	..	12,1	..	3,5	..	18,3	..	19,6	..	32,7	..	13,1	..	-1,7	..
64 Tunisie	4,9	5,7	30,5	14,6	7,4	5,9	8,8	22,0	23,3	24,4	25,1	27,3	23,1	37,1	-0,9	-4,8
65 Turquie	15,5	10,4	18,1	12,7	3,2	2,4	3,1	3,1	42,0	22,1	18,1	49,3	22,7	22,0	-2,2	-4,0
66 Pérou ^b	14,5	20,0	23,6	15,3	5,5	5,8	1,8	..	30,9	18,9	23,6	40,1	16,1	14,6	-0,9	-5,7
67 Jordanie	33,5	26,5	9,4	13,0	3,8	5,4	10,5	9,5	26,6	15,7	16,2	30,0	52,3	49,9	-7,6	-15,7

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées.

	Pourcentage des dépenses totales															
	Défense		Education		Santé		Habitat et équipements collectifs; sécurité sociale et aide sociale ^a		Services économiques		Divers ^a		Dépenses totales (% du PNB)		Excédent/déficit global (% du PNB)	
	1972	1988	1972	1988	1972	1988	1972	1988	1972	1988	1972	1988	1972	1988	1972	1988
	1972	1988	1972	1988	1972	1988	1972	1988	1972	1988	1972	1988	1972	1988	1972	1988
68 Chili	6,1	10,4	14,3	12,0	8,2	6,3	39,8	39,2	15,3	11,2	16,3	20,9	43,2	33,4	-13,0	-0,2
69 Rép. arabe syrienne	37,2	40,4	11,3	10,4	1,4	1,5	3,6	4,5	39,9	25,0	6,7	18,2	28,8	28,3	-3,5	-2,7
70 Costa Rica	2,8	2,2	28,3	16,2	3,8	19,3	26,7	26,7	21,8	12,3	16,7	23,3	18,9	28,0	-4,5	-4,7
71 Mexique	4,5	1,4	16,4	7,4	4,5	1,1	25,4	9,3	35,8	11,4	13,4	69,3	11,4	27,9	-2,9	-10,0
72 Maurice	0,8	0,8	13,5	12,7	10,3	7,6	18,0	16,6	13,9	23,8	43,4	38,6	16,3	24,8	-1,2	0,3
73 Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	40,4	..	-2,4
74 Malaisie	18,5	..	23,4	..	6,8	..	4,4	..	14,2	..	32,7	..	26,5	31,3	-9,4	-8,0
75 Panama	0,0	5,9	20,7	15,6	15,1	16,7	10,8	16,0	24,2	6,1	29,1	39,7	27,6	34,4	-6,5	-4,4
76 Brésil	8,3	4,0	8,3	4,8	6,7	9,5	35,0	24,2	23,3	12,1	18,3	45,4	17,4	25,1	-0,3	-12,2
77 Angola	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
78 Liban	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
79 Nicaragua	12,3	..	16,6	..	4,0	..	16,4	..	27,2	..	23,4	..	15,5	58,0	-3,9	-16,3
Tranche supérieure	13,6 w	..	7,5 w	..	..	..	17,1 w	..	..	..	..	..	24,3 w	..	-1,9 w	..
80 Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	21,8	33,1	-4,2	-5,7
81 Algérie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
82 Hongrie	..	4,8	..	2,1	..	1,7	..	28,7	..	34,8	..	27,8	..	58,3	..	-0,2
83 Uruguay	5,6	10,2	9,5	7,1	1,6	4,8	52,3	49,5	9,8	8,3	21,2	20,1	25,0	23,7	-2,5	-0,7
84 Argentine	10,0	6,9	20,0	6,9	..	2,1	20,0	32,0	30,0	17,7	20,0	34,4	19,6	21,6	-4,9	-4,1
85 Yougoslavie	20,5	55,1	0,0	0,0	24,8	0,0	35,6	11,2	12,0	16,3	7,0	17,3	21,1	7,5	-0,4	0,0
86 Gabon ^b	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	40,1	..	-12,9	..
87 Venezuela	10,3	5,8	18,6	19,6	11,7	10,0	9,2	11,7	25,4	17,3	24,8	35,6	18,1	21,8	-0,2	-2,1
88 Trinité-et-Tobago	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
89 Corée, Rép. de	25,8	27,1	15,8	19,0	1,2	2,2	5,9	8,5	25,6	17,1	25,7	26,0	18,0	15,7	-3,9	1,6
90 Portugal	..	5,4	..	9,5	..	7,8	..	25,7	..	9,4	..	42,3	..	45,3	..	-11,0
91 Grèce	14,9	..	9,1	..	7,4	..	30,6	..	26,4	..	11,7	..	27,5	..	-1,7	..
92 Oman	39,3	38,2	3,7	10,7	5,9	4,8	3,0	8,3	24,4	12,9	23,6	25,1	62,1	49,3	-15,3	-12,6
93 Libye	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
94 Iran, Rép. islamique d'	24,1	14,2	10,4	19,6	3,6	6,0	6,1	17,4	30,6	15,7	25,2	27,1	30,8	..	-4,6	..
95 Iraq	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
96 Roumanie	5,4	..	2,9	..	0,5	..	16,2	..	61,8	..	13,1	..	..	..	..	..
Pays à revenu faible/intermédiaire	14,1 w	13,6 w	12,9 w	..	5,7 w	..	14,4 w	..	..	..	..	..	39,7 w	15,9 w	20,9 w	-4,7 w
Afrique subsaharienne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Asie de l'Est	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Asie du Sud	..	20,3 w	..	3,7 w	..	2,1 w	..	7,2 w	..	24,3 w	..	42,4 w	..	18,8 w	..	-8,0 w
Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Amérique latine et Caraïbes	6,7 w	5,8 w	15,4 w	11,0 w	6,5 w	..	20,3 w	16,6 w	17,0 w	13,5 w	34,1 w	53,1 w	11,9 w	13,0 w	-4,2 w	-3,2 w
Gravement endettés	7,3 w	6,4 w	15,6 w	10,8 w	5,9 w	4,4 w	18,9 w	17,2 w	16,9 w	19,2 w	35,4 w	42,0 w	12,2 w	14,4 w	-2,2 w	-3,8 w
Pays à revenu élevé	21,8 w	13,4 w	..	4,8 w	11,1 w	12,4 w	41,9 w	36,5 w	13,0 w	9,0 w	12,2 w	23,9 w	22,7 w	28,9 w	-1,9 w	-3,3 w
Pays membres de l'OCDE	21,7 w	13,3 w	..	4,7 w	11,2 w	12,6 w	42,3 w	36,9 w	13,0 w	8,9 w	11,8 w	23,6 w	22,3 w	28,6 w	-1,8 w	-3,4 w
†Autres	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
97 †Arabie saoudite	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
98 Espagne	6,5	..	8,3	..	0,9	..	49,8	..	17,5	..	17,0	..	19,6	34,1	-0,5	-4,5
99 Irlande	..	2,8	..	11,8	..	12,4	..	30,3	..	15,4	..	27,3	32,7	58,1	-5,5	-10,7
100 †Israël	42,9	27,2	7,1	9,6	3,6	3,7	7,1	21,2	7,1	11,7	32,2	26,6	43,9	50,6	-15,7	-9,9
101 †Singapour	35,3	14,6	15,7	14,4	7,8	3,6	3,9	11,0	9,9	15,6	27,3	40,8	16,7	35,0	1,3	-2,7
102 †Hong Kong	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
103 Nouvelle-Zélande ^b	5,8	4,7	16,9	11,1	14,8	12,4	25,6	29,7	16,5	9,2	20,4	32,9	31,1	49,1	-4,2	0,7
104 Australie	14,2	9,2	4,2	7,0	7,0	9,6	20,3	28,6	14,4	7,0	39,9	38,6	20,2	28,7	0,3	-1,3
105 Royaume-Uni	16,7	12,6	2,6	2,2	12,2	13,6	26,5	30,9	11,1	6,9	30,8	33,8	31,8	37,6	-2,7	-0,8
106 Italie	6,3	3,3	16,1	7,6	13,5	10,4	44,8	35,4	18,4	10,5	0,9	32,7	29,5	51,3	-8,7	-14,2
107 †Koweït	8,4	13,9	15,0	14,2	5,5	7,7	14,2	20,1	16,6	18,1	40,1	26,1	34,4	35,7	17,4	23,5
108 Belgique	6,7	4,9	15,5	12,2	1,5	1,8	41,0	43,3	18,9	9,1	16,4	28,7	39,3	52,4	-4,3	-8,3
109 Pays-Bas	6,8	5,1	15,2	11,9	12,1	10,9	38,1	39,6	9,1	9,4	18,7	23,2	41,0	55,7	0,0	-4,3
110 Autriche	3,3	2,6	10,2	9,3	10,1	12,8	53,8	47,5	11,2	11,3	11,4	16,4	29,6	40,1	-0,2	-5,1
111 †Emirats arabes unis ^b	24,4	..	16,5	..	4,3	..	6,1	..	18,3	..	30,5	..	4,0	..	0,3	..
112 France	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	32,3	43,1	0,7	-2,3
113 Canada	7,6	7,7	3,5	3,1	7,6	5,9	35,3	37,3	19,5	11,7	26,5	34,3	20,1	23,4	-1,3	-3,0
114 Danemark	7,3	5,1	16,0	9,0	10,0	1,3	41,6	41,1	11,3	7,2	13,7	36,2	32,6	41,2	2,7	4,7
115 Allemagne, Rép. féd. d'	12,4	8,9	1,5	0,6	17,5	18,2	46,9	49,4	11,3	7,1	10,4	15,8	24,2	29,9	0,7	-1,5
116 Finlande	6,1	5,3	15,3	13,9	10,6	10,6	28,4	36,1	27,9	20,1	11,6	14,1	24,3	30,2	1,2	0,3
117 Suède	12,5	6,8	14,8	9,2	3,6	1,1	44,3	54,2	10,6	8,0	14,3	20,7	27,9	40,8	-1,2	2,2
118 Etats-Unis	32,2	24,8	3,2	1,7	8,6	12,5	35,3	31,5	10,6	6,5	10,1	23,0	19,1	22,9	-1,5	-3,2
119 Norvège	9,7	8,3	9,9	8,2	12,3	10,7	39,9	36,1	20,2	19,5	8,0	17,2	35,0	41,5	-1,5	0,2
120 Japon ^b	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	12,7	17,0	-1,9	-3,5
121 Suisse	15,1	..	4,2	..	10,0	..	39,5	..	18,4	..	12,8	..	13,3	..	0,9	..
Total des pays déclarants	20,8 w	13,3 w	..	5,4 w	10,4 w	..	38,3 w	33,7 w	14,4 w	10,1 w	16,1 w	26,1 w	21,9 w	28,2 w	-2,1 w	-3,6 w
Exportateurs de pétrole	15,0 w	..	14,5 w	..	..	..	..	..	31,2 w	..	24,0 w	..	22,0 w	..	0,2 w	-4,5 w
Pays non membres non déclarants	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

a. Voir notes techniques. b. Les chiffres indiqués correspondent aux comptes budgétaires.

Tableau 12. Recettes courantes de l'administration centrale

	Pourcentage du total des recettes courantes													
	Recettes fiscales													
	Impôts sur le revenu, les bénéfices et les plus-values		Cotisations sécurité sociale		Taxes intérieures sur biens et services		Taxes sur échanges et transactions internationales		Autres taxes ^a		Recettes non fiscales		Recettes ordinaires totales (% du PNB)	
	1972	1988	1972	1988	1972	1988	1972	1988	1972	1988	1972	1988	1972	1988
Pays à faible revenu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine et Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Autres pays à faible revenu	..	28,0 w	..	..	..	27,4 w	..	19,3 w	..	..	..	21,2 w	..	19,5 w
1 Mozambique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2 Ethiopie	23,0	30,4	0,0	0,0	29,8	22,4	30,4	19,1	5,6	2,2	11,1	25,9	10,5	25,5
3 Tchad	16,7	..	0,0	..	12,3	..	45,2	..	20,5	..	5,3	..	10,8	..
4 Tanzanie	29,9	25,8	0,0	0,0	29,1	57,4	21,7	8,6	0,5	3,1	18,8	5,1	15,8	15,2
5 Bangladesh ^b	3,7	11,7	0,0	0,0	22,4	33,2	18,0	31,5	3,8	7,1	52,2	16,5	8,6	8,6
6 Malawi ^b	31,4	33,7	0,0	0,0	24,2	33,0	20,0	16,0	0,5	0,4	23,8	16,8	16,0	20,6
7 Somalie ^b	10,7	..	0,0	..	24,7	..	45,3	..	5,2	..	14,0	..	13,7	..
8 Zaïre	22,2	26,8	2,2	0,7	12,7	14,6	57,9	42,5	1,4	2,3	3,7	13,8	14,3	15,3
9 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
10 RDP lao	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
11 Népal	4,1	8,4	0,0	0,0	26,5	36,1	36,7	31,1	19,0	5,4	13,7	19,1	5,2	10,3
12 Madagascar	13,1	..	7,2	..	29,9	..	33,6	..	5,5	..	10,8	..	18,3	..
13 Burkina Faso	16,8	16,2	0,0	7,4	18,0	23,3	51,8	22,6	3,2	9,8	10,2	20,7	11,4	17,7
14 Mali	..	8,1	..	4,5	..	21,7	..	27,5	..	29,2	..	9,1	..	16,0
15 Burundi	18,1	..	1,2	..	18,3	..	40,3	..	15,6	..	6,5	..	11,5	..
16 Ouganda	22,1	6,0	0,0	0,0	32,8	24,3	36,3	69,6	0,3	0,0	8,5	0,0	13,7	8,2
17 Nigéria ^b	43,0	39,9	0,0	0,0	26,3	5,1	17,5	6,6	0,2	-14,5	13,0	62,9	9,4	18,5
18 Zambie ^b	49,7	37,9	0,0	0,0	20,2	40,3	14,3	17,3	0,1	0,5	15,6	4,0	23,2	15,8
19 Niger	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
20 Rwanda	17,9	..	4,4	..	14,1	..	41,7	..	13,8	..	8,1	..	9,8	..
21 Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
22 Inde	21,3	14,5	0,0	0,0	44,5	35,3	20,1	30,3	0,9	0,3	13,2	19,5	10,2	14,0
23 Pakistan	13,6	11,9	0,0	0,0	35,9	33,0	34,2	31,0	0,5	0,3	15,8	23,8	12,5	16,5
24 Kenya ^b	35,6	28,5	0,0	0,0	19,9	41,2	24,3	18,9	1,4	1,4	18,8	10,1	18,0	21,5
25 Togo	..	35,7	..	7,8	..	9,6	..	35,4	..	1,1	..	10,4	..	25,3
26 Rép. centrafricaine	..	23,9	..	0,0	..	13,1	..	45,2	..	11,4	..	6,4	..	13,1
27 Haïti	..	11,8	..	0,0	..	42,2	..	21,4	..	10,3	..	14,3	..	10,8
28 Bénin	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
29 Ghana ^b	18,4	28,7	0,0	0,0	29,4	28,3	40,6	35,2	0,2	0,1	11,5	7,8	15,1	13,8
30 Lesotho	14,3	11,1	0,0	0,0	2,0	10,3	62,9	67,8	9,5	0,1	11,3	10,5	11,7	21,7
31 Sri Lanka	19,1	11,1	0,0	0,0	34,7	40,8	35,4	29,9	2,1	4,3	8,7	13,9	20,1	19,0
32 Guinée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
33 Yémen, RDP	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
34 Indonésie	45,5	55,9	0,0	0,0	22,8	24,5	17,6	5,6	3,5	3,0	10,6	11,0	13,4	19,2
35 Mauritanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
36 Soudan ^b	11,8	..	0,0	..	30,4	..	40,5	..	1,5	..	15,7	..	18,0	..
37 Afghanistan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
38 Myanmar	28,7	6,7	0,0	0,0	34,2	39,8	13,4	14,3	0,0	0,0	23,8	39,2	..	..
39 Kampuchea dém.	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
40 Libéria	40,4	33,9	0,0	0,0	20,3	25,1	31,6	34,6	3,1	2,3	4,6	4,2	17,0	17,0
41 Sierra Leone ^b	32,7	20,1	0,0	0,0	14,6	22,4	42,4	53,6	0,3	0,9	9,9	3,0	19,5	7,3
42 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu intermédiaire	21,1 w	25,0 w	..	..	20,8 w	28,4 w	13,1 w	12,2 w	..	..	23,5 w	..	16,1 w	15,7 w
Tranche inférieure	22,0 w	26,5 w	..	..	27,6 w	35,9 w	19,4 w	14,7 w	..	..	14,8 w	19,6 w	11,9 w	11,7 w
43 Bolivie	15,4	2,7	0,0	9,6	24,5	59,7	30,9	20,6	23,9	1,2	3,2	6,3	16,9	11,8
44 Philippines ^b	13,8	21,5	0,0	0,0	24,3	37,5	23,0	24,5	29,7	2,2	9,3	14,3	12,4	14,3
45 Yémen, Rép. arabe du	6,1	19,7	0,0	0,0	10,3	10,3	56,5	20,7	9,6	9,3	17,5	40,0	8,0	23,4
46 Sénégal	17,5	..	0,0	..	24,5	..	30,9	..	23,9	..	3,2	..	16,9	..
47 Zimbabwe	..	47,3	..	0,0	..	24,9	..	15,0	..	1,1	..	11,7	..	32,0
48 Egypte, Rép. arabe d'	..	14,9	..	14,2	..	11,3	..	13,2	..	8,1	..	38,3	..	34,3
49 Rép. dominicaine	17,9	16,3	3,9	4,0	19,0	25,8	40,4	39,9	1,7	1,9	17,0	12,1	17,2	16,4
50 Côte d'Ivoire	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
51 Papouasie-Nouvelle-Guinée ^b	..	43,6	..	0,0	..	11,8	..	25,9	..	1,7	..	17,1	..	23,5
52 Maroc	16,4	19,0	5,9	5,0	45,7	46,1	13,2	12,7	6,1	7,0	12,6	10,2	18,5	24,4
53 Honduras	19,2	..	3,0	..	33,8	..	28,2	..	2,3	..	13,5	..	13,2	..
54 Guatemala	12,7	20,3	0,0	0,0	36,1	27,5	26,2	37,2	15,6	6,8	9,4	8,2	8,9	10,3
55 Congo, Rép. populaire du	19,4	..	0,0	..	40,3	..	26,5	..	6,3	..	7,5	..	18,4	..
56 El Salvador ^b	15,2	21,1	0,0	0,0	25,6	43,8	36,1	21,1	17,2	7,7	6,0	6,3	11,6	10,5
57 Thaïlande	12,1	19,9	0,0	0,0	46,3	46,3	28,7	22,9	1,8	2,9	11,2	8,0	12,5	17,4
58 Botswana ^b	19,9	43,3	0,0	0,0	2,4	1,4	47,2	13,8	0,4	0,1	30,0	41,5	30,7	74,1
59 Cameroun	..	31,3	..	5,4	..	14,9	..	18,7	..	4,0	..	25,8	..	18,9
60 Jamaïque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
61 Equateur ^b	19,6	48,6	0,0	0,0	19,1	25,6	52,4	19,6	5,1	3,7	3,8	2,6	13,6	14,2
62 Colombie	37,1	27,0	13,7	8,6	15,2	27,7	19,8	19,1	7,1	6,2	7,1	11,5	10,6	13,8
63 Paraguay	8,8	13,8	10,4	13,3	26,1	25,3	24,8	10,9	17,0	23,0	12,9	13,6	11,5	10,6
64 Tunisie	15,9	13,3	7,1	8,8	31,6	22,1	21,8	24,7	7,8	5,7	15,7	25,4	23,6	33,2
65 Turquie	30,8	39,5	0,0	0,0	31,0	32,0	14,6	6,6	6,1	3,3	17,5	18,5	20,6	17,9
66 Pérou ^b	17,3	19,6	0,0	0,0	32,7	52,2	15,4	21,5	21,2	-0,1	13,5	6,7	15,2	9,0
67 Jordanie	9,0	9,8	0,0	0,0	14,9	14,9	34,7	31,1	7,1	7,4	34,2	36,8	26,6	29,2

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées.

Pourcentage du total des recettes courantes													
Recettes fiscales													
	Impôts sur le revenu, les bénéfices et les plus-values		Cotisations sécurité sociale		Taxes intérieures sur biens et services		Taxes sur échanges et transactions internationaux		Autres taxes ^a		Recettes non fiscales		Recettes ordinaires totales (% du PNB)
	1972	1988	1972	1988	1972	1988	1972	1988	1972	1988	1972	1988	1972 1988
68 Chili	14,3	22,6	28,6	5,8	28,6	36,0	14,3	9,5	0,0	-0,2	14,3	26,2	30,2 31,7
69 Rép. arabe syrienne	6,8	32,3	0,0	0,0	10,4	6,1	17,3	5,8	12,1	23,1	53,4	32,7	25,1 22,6
70 Costa Rica	17,7	12,7	13,4	26,5	38,1	30,2	18,1	21,1	1,6	0,1	11,0	9,5	15,7 22,3
71 Mexique	37,3	26,8	18,6	11,8	32,2	68,5	13,6	3,4	-8,5	-18,1	6,8	7,5	10,1 18,0
72 Maurice	22,7	10,9	0,0	4,0	23,3	18,6	40,2	50,8	5,5	5,2	8,2	10,5	15,6 25,1
73 Pologne	..	30,4	..	21,4	..	30,4	..	6,2	..	6,5	..	5,1	.. 38,7
74 Malaisie	25,2	32,2	0,1	0,7	24,2	18,0	27,9	17,3	1,4	2,0	21,2	29,8	20,3 25,1
75 Panama	23,3	21,9	22,4	24,7	13,2	14,4	16,0	10,0	7,7	3,2	17,3	25,8	21,8 31,9
76 Brésil	20,0	11,5	27,7	16,6	35,4	13,6	7,7	1,7	3,1	2,8	6,2	53,8	18,9 34,4
77 Angola	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	.. ..
78 Liban	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	.. ..
79 Nicaragua	9,5	12,5	14,0	12,2	37,3	50,1	24,4	6,9	9,0	10,2	5,8	8,1	12,6 40,7
Tranche supérieure	20,5 w	..	..	..	15,2 w	..	8,1 w	..	..	..	30,1 w	..	22,6 w ..
80 Afrique du Sud	54,8	52,7	1,2	1,2	21,5	31,8	4,6	2,9	5,0	2,8	12,8	8,6	21,2 27,7
81 Algérie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	.. ..
82 Hongrie	..	15,6	..	24,5	..	40,2	..	5,4	..	2,5	..	11,7	.. 58,2
83 Uruguay	4,7	7,9	30,0	25,6	24,5	44,7	6,1	12,2	22,0	5,2	12,6	4,4	22,7 22,1
84 Argentine	0,0	8,5	33,3	26,4	0,0	35,0	33,3	10,3	0,0	11,0	33,3	8,8	14,7 19,7
85 Yougoslavie	0,0	0,0	52,3	0,0	24,5	60,1	19,5	38,4	0,0	0,0	3,7	1,5	20,7 7,5
86 Gabon ^b	18,2	44,2	6,0	0,0	9,5	6,5	44,9	16,2	4,2	1,9	17,2	31,2	28,3 47,1
87 Venezuela	54,2	61,7	6,0	3,2	6,7	4,8	6,1	13,7	1,1	1,9	25,9	14,7	18,5 28,2
88 Trinité-et-Tobago	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	.. ..
89 Corée, Rép. de	29,0	30,3	0,7	3,8	41,7	37,3	10,7	14,0	5,3	4,9	12,6	9,6	13,1 18,3
90 Portugal	..	25,2	..	22,7	..	32,0	..	3,0	..	91,2	..	8,8	.. 33,5
91 Grèce	12,2	17,9	24,5	34,9	35,5	36,3	6,7	0,5	12,0	0,2	9,2	10,2	25,4 35,8
92 Oman	71,1	19,0	0,0	0,0	0,0	0,8	3,0	3,0	2,3	0,8	23,6	76,4	47,4 35,9
93 Libye	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	.. ..
94 Iran, Rép. islamique d'	7,9	13,4	2,7	9,5	6,4	8,0	14,6	9,0	4,9	5,6	63,6	54,4	26,2 19,4
95 Iraq	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	.. ..
96 Roumanie	6,0	0,0	8,2	16,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	12,3	85,8	71,2	.. ..
Pays à revenu faible/intermédiaire	20,6 w	23,4 w	..	..	25,2 w	29,3 w	15,4 w	14,9 w	..	..	22,1 w	..	13,5 w 16,5 w
Afrique subsaharienne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	.. ..
Asie de l'Est	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	.. ..
Asie du Sud	..	13,7 w	..	..	..	35,5 w	..	29,6 w	..	..	..	20,6 w	.. 14,9 w
Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	.. ..
Amérique latine et Caraïbes	25,5 w	24,4 w	..	..	20,1 w	37,7 w	12,1 w	13,4 w	..	..	11,1 w	12,1 w	10,4 w 10,4 w
Gravement endettés	23,4 w	25,0 w	..	..	21,9 w	39,5 w	12,0 w	13,4 w	..	..	10,9 w	11,9 w	10,5 w 11,2 w
Pays à revenu élevé	44,0 w	37,8 w	..	..	23,3 w	20,0 w	2,3 w	1,1 w	..	..	6,5 w	8,5 w	22,0 w 25,5 w
Pays membres de l'OCDE	44,3 w	38,1 w	..	..	23,5 w	20,1 w	2,2 w	1,1 w	..	..	6,2 w	7,8 w	21,7 w 25,2 w
†Autres	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	.. ..
97 †Arabie saoudite	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	.. ..
98 Espagne	15,9	24,6	38,9	41,0	23,4	19,4	10,0	4,8	0,7	1,7	11,1	8,5	19,7 27,8
99 Irlande	28,3	35,8	9,0	13,1	32,1	30,2	16,7	7,1	3,2	3,1	10,6	10,7	30,1 46,7
100 †Israël	40,0	42,9	0,0	7,0	20,0	32,3	20,0	3,8	10,2	1,8	10,0	12,1	31,3 41,6
101 †Singapour	24,4	19,1	0,0	0,0	17,6	14,5	11,1	2,7	15,5	9,7	31,4	54,0	21,5 29,6
102 †Hong Kong	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	.. ..
103 Nouvelle-Zélande ^b	61,4	51,4	0,0	0,0	19,9	26,3	4,1	2,8	4,5	2,0	10,0	17,5	29,8 46,6
104 Australie	58,3	61,6	0,0	0,0	21,9	22,1	5,2	4,6	2,1	0,5	12,5	11,3	22,2 27,5
105 Royaume-Uni	39,4	38,0	15,6	18,5	27,1	30,6	1,7	0,1	5,4	2,5	10,8	10,2	32,6 36,4
106 Italie	16,6	37,1	39,2	37,3	31,7	24,2	0,4	0,0	4,3	-1,0	7,7	2,3	24,9 36,9
107 †Koweït	68,8	0,9	0,0	0,0	19,7	0,7	1,5	1,6	0,2	0,1	9,9	96,7	55,2 51,9
108 Belgique	31,3	36,8	32,4	34,8	28,9	22,9	1,0	0,0	3,3	2,2	3,1	3,3	35,1 45,0
109 Pays-Bas	32,5	26,5	36,7	40,4	22,3	22,1	0,5	0,0	3,4	2,5	4,7	8,6	43,4 51,0
110 Autriche	20,7	19,6	30,0	36,5	28,3	25,7	5,4	1,6	10,2	8,2	5,5	8,3	29,7 35,5
111 †Emirats arabes unis ^b	0,0	..	0,0	..	0,0	..	0,0	..	0,0	..	100,0	..	0,2 ..
112 France	16,8	17,4	37,0	42,4	37,9	29,4	0,3	0,0	3,0	3,1	4,9	7,6	33,4 41,4
113 Canada	54,0	51,8	8,8	14,9	15,9	18,9	11,0	3,8	-0,6	0,0	10,9	10,7	21,1 20,5
114 Danemark	40,0	38,6	5,1	2,8	42,1	42,2	3,1	0,1	2,8	3,1	6,8	13,3	35,5 42,9
115 Allemagne, Rép. féd. d'	19,7	17,7	46,6	54,9	28,1	22,6	0,8	0,0	0,8	0,1	4,0	4,6	25,3 28,5
116 Finlande	30,0	28,9	7,8	10,3	47,7	46,3	3,1	0,9	5,8	3,9	5,5	9,8	26,5 29,8
117 Suède	27,0	17,8	21,6	29,7	34,0	29,0	1,5	0,6	4,7	9,6	11,3	13,3	32,4 42,9
118 Etats-Unis	59,4	51,5	23,6	34,2	7,1	3,6	1,6	1,7	2,5	0,8	5,7	8,1	17,6 19,7
119 Norvège	22,6	16,1	20,6	23,2	48,0	41,2	1,6	0,6	1,0	1,3	6,2	17,7	36,8 46,1
120 Japon ^b	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	11,2 13,6
121 Suisse	13,9	..	37,3	..	21,5	..	16,7	..	2,6	..	8,0	..	14,5 ..
Total des pays déclarants	40,6 w	35,7 w	..	..	23,2 w	20,7 w	3,8 w	2,6 w	..	..	8,0 w	9,7 w	20,9 w 24,5 w
Exportateurs de pétrole	26,4 w	..	..	..	24,2 w	..	10,9 w	..	..	..	..	..	20,2 w ..
Pays non membres non déclarants	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	.. ..

a. Voir notes techniques. b. Les chiffres indiqués correspondent aux comptes budgétaires.

Tableau 13. Monnaie et taux d'intérêt

	Avoirs monétaires au sens large					Inflation annuelle moyenne (déflateur PIB)	Taux d'intérêt nominaux des banques (en pourcentage annuel moyen)			
	Taux annuel moyen de croissance nominale (%)		Moyenne en circulation, en pourcentage du PIB				Taux créditeurs		Taux prêteurs	
	1965-80	1980-88	1965	1980	1988		1980	1988	1980	1988
Pays à faible revenu										
Chine et Inde										
Autres pays à faible revenu										
1 Mozambique	..	..	..	..	..	33,6	..	..	..	..
2 Ethiopie	12,7	11,9	12,5	25,3	43,5	2,1	..	7,50	..	6,00
3 Tchad	12,5	14,4	9,3	20,0	26,4	3,2	5,50	4,31	11,00	10,79
4 Tanzanie	19,7	21,5	..	37,2	24,8	25,7	4,00	17,46	11,50	29,63
5 Bangladesh	..	23,8	..	16,9	..	11,1	8,25	12,00	11,33	16,00
6 Malawi	15,4	17,7	17,6	20,3	25,0	12,6	7,92	13,50	16,67	22,25
7 Somalie	20,4	42,4	12,7	17,8	17,2	38,4	4,50	16,25	7,50	33,67
8 Zaïre	28,2	59,4	11,1	8,9	10,4	56,1	..	..	..	..
9 Bhoutan	..	26,5	..	..	..	8,9	..	..	..	..
10 RDP lao	..	..	..	..	8,1	..	7,20	14,00	4,80	15,00
11 Népal	17,9	19,3	8,4	21,9	31,1	..	4,00	8,50	14,00	15,00
12 Madagascar	12,2	16,3	19,6	27,6	26,1	17,3	5,63	11,50	9,50	..
13 Burkina Faso	17,1	12,9	9,3	18,5	24,9	3,2	13,55	5,25	9,38	7,29
14 Mali	14,4	12,3	..	17,9	23,4	3,7	13,71	5,25	9,38	6,63
15 Burundi	15,7	9,9	10,1	13,3	17,0	4,0	2,50	4,00	12,00	12,00
16 Ouganda	23,1	77,8	..	12,7	7,8	100,7	6,80	26,00	10,80	35,00
17 Nigéria	28,5	11,9	9,9	21,5	24,6	11,6	5,27	13,09	8,43	13,96
18 Zambie	12,7	28,9	..	32,6	30,6	33,5	7,00	11,44	9,50	18,39
19 Niger	18,3	6,1	3,8	13,3	18,1	3,6	6,19	5,25	9,38	8,00
20 Rwanda	19,0	10,5	15,8	13,6	17,3	4,1	6,25	6,25	13,50	12,00
21 Chine	..	25,9	..	33,5	63,4	4,9	5,40	..	..	..
22 Inde	15,3	17,0	23,7	36,2	45,4	7,4	..	..	16,50	16,50
23 Pakistan	14,7	14,4	40,7	38,7	40,2	6,5	..	..	..	..
24 Kenya	18,6	14,9	..	37,7	37,9	9,6	5,75	10,33	10,58	15,00
25 Togo	20,3	8,9	10,9	29,0	38,1	6,1	12,71	6,71	9,38	7,13
26 Rép. centrafricaine	12,7	6,3	13,5	18,9	18,1	6,7	5,50	7,44	10,50	12,25
27 Haïti	20,3	8,1	9,9	26,1	16,4	7,9	10,00	..	..	..
28 Bénin	17,3	5,1	10,6	21,1	18,2	8,0	13,71	5,25	9,38	7,13
29 Ghana	25,9	45,0	20,3	16,2	12,3	46,1	11,50	16,50	19,00	25,58
30 Lesotho	..	18,8	..	..	47,3	12,2	9,60	9,58	11,00	13,67
31 Sri Lanka	15,4	16,0	32,3	35,3	37,1	11,0	14,50	13,23	19,00	12,42
32 Guinée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
33 Yémen, RDP	15,2	11,1	..	114,8	174,8	4,5	..	..	..	..
34 Indonésie	54,4	23,8	..	13,2	28,5	8,5	6,00	17,72	..	22,10
35 Mauritanie	20,7	12,1	5,7	20,5	23,8	9,4	..	6,00	..	12,00
36 Soudan	21,6	28,1	14,1	32,5	23,3	33,5	6,00	..	..	..
37 Afghanistan	14,0	16,2	14,4	26,8	..	..	9,00	9,00	13,00	13,00
38 Myanmar	11,5	10,3	..	..	..	..	1,50	1,50	8,00	8,00
39 Kampuchea dém.	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
40 Libéria	..	..	..	..	..	..	10,30	5,43	18,40	13,36
41 Sierra Leone	15,9	50,6	11,7	20,6	14,5	..	9,17	16,33	11,00	28,00
42 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu intermédiaire										
Tranche inférieure										
43 Bolivie	24,3	589,2	10,9	16,2	21,7	482,8	18,00	..	28,00	..
44 Philippines	17,7	16,1	19,9	19,0	21,1	15,6	12,25	11,32	14,00	15,92
45 Yémen, Rép. arabe du	..	20,4	..	61,8	60,3	11,6	9,33	9,50	..	..
46 Sénégal	15,6	7,6	15,3	26,6	22,5	8,1	6,19	5,25	9,38	6,96
47 Zimbabwe	..	18,1	..	54,6	44,0	12,1	3,52	9,68	17,54	13,00
48 Egypte, Rép. arabe d'	17,7	22,2	35,3	52,2	86,8	10,6	8,33	11,00	13,33	17,00
49 Rép. dominicaine	18,5	22,4	18,0	21,8	29,5	16,8	..	..	..	..
50 Côte d'Ivoire	20,4	7,1	21,8	25,8	32,3	3,8	13,55	5,25	9,38	7,13
51 Papouasie-Nouvelle-Guinée	..	8,9	..	32,9	31,3	4,7	6,90	9,27	11,15	12,68
52 Maroc	15,7	14,5	29,4	42,4	50,5	7,7	4,88	8,50	7,00	9,00
53 Honduras	14,8	11,7	15,4	22,8	33,0	4,7	7,00	8,63	18,50	15,38
54 Guatemala	16,3	14,7	15,2	20,5	22,2	13,3	9,00	12,17	11,00	15,17
55 Congo, Rép. populaire du	14,2	8,6	16,5	14,7	21,5	0,8	6,50	7,81	11,00	11,79
56 El Salvador	14,3	17,1	21,6	28,1	28,5	16,8	..	..	..	..
57 Thaïlande	17,9	18,0	23,6	37,6	65,0	3,1	12,00	9,50	18,00	15,00
58 Botswana	..	25,1	..	30,7	34,3	10,0	5,00	5,00	8,48	7,83
59 Cameroun	19,1	10,8	11,7	18,3	18,3	7,0	7,50	7,21	13,00	13,46
60 Jamaïque	17,2	25,9	24,3	35,6	59,6	18,7	10,29	17,92	13,00	23,00
61 Equateur	22,6	31,8	15,6	20,2	16,1	31,2	..	34,00	12,00	26,00
62 Colombie	26,5	..	19,8	23,7	..	24,1	..	28,28	19,00	28,22
63 Paraguay	21,3	20,0	12,1	19,8	15,6	22,1	..	..	..	..
64 Tunisie	17,4	15,5	30,2	42,1	..	7,7	2,50	7,37	7,25	9,87
65 Turquie	27,5	50,3	23,0	17,2	22,8	39,3	10,95	35,40	25,67	50,00
66 Pérou	25,9	100,8	18,7	16,3	..	119,1	..	..	..	..
67 Jordanie	19,1	12,8	..	88,8	152,2	2,2	..	..	..	..

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées.

		Avoirs monétaires au sens large					Inflation annuelle moyenne (déflateur PIB)	Taux d'intérêt nominaux des banques (en pourcentage annuel moyen)			
		Taux annuel moyen de croissance nominale (%)		Moyenne en circulation, en pourcentage du PIB				Taux créditeurs		Taux prêteurs	
		1965-80	1980-88	1965	1980	1988		1980	1988	1980	1988
68	Chili	139,9	..	16,3	21,3	..	20,8	37,46	26,60	47,14	38,28
69	Rép. arabe syrienne	21,9	19,8	24,6	40,9	..	12,9	5,00	..	..	..
70	Costa Rica	24,6	26,7	19,3	38,8	36,1	26,9	..	15,18	..	28,69
71	Mexique	21,9	62,6	25,1	27,5	14,0	73,8	20,63	52,93	25,20	52,70
72	Maurice	21,8	20,2	27,3	41,1	58,9	7,8	9,25	10,00	12,19	14,96
73	Pologne	..	26,7	..	58,4	32,9	30,5	3,00	21,00	8,00	16,67
74	Malaisie	21,5	13,0	26,3	69,8	117,4	1,3	6,23	3,00	7,75	7,25
75	Panama	..	..	..	..	..	3,3	..	..	..	..
76	Brésil	43,4	..	20,6	18,0	..	188,7	115,00	859,43	..	..
77	Angola	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
78	Liban	16,2	42,3	83,4	..	..	..	..	..	..	..
79	Nicaragua	15,0	..	15,4	21,0	..	86,6	7,50	..	..	..
Tranche supérieure											
80	Afrique du Sud	14,0	15,8	56,6	49,5	52,1	13,9	5,54	13,54	9,50	15,33
81	Algérie	22,3	17,5	32,1	58,5	..	5,6	..	..	..	..
82	Hongrie	..	7,6	..	46,5	43,0	6,4	3,00	9,00	9,00	13,00
83	Uruguay	65,8	57,1	28,0	31,2	36,3	57,0	50,30	67,82	66,62	101,98
84	Argentine	86,0	284,0	..	22,2	19,6	290,5	79,40	432,75	..	430,38
85	Yougoslavie	25,7	67,0	43,6	59,1	50,3	66,9	5,88	279,21	11,50	455,17
86	Gabon	25,2	6,5	16,2	15,2	24,6	0,9	7,50	8,17	12,50	11,79
87	Venezuela	22,3	16,4	17,3	36,3	43,6	13,0	..	8,95	..	8,50
88	Trinité-et-Tobago	23,1	12,4	21,3	32,0	..	5,3	6,57	6,03	10,00	12,58
89	Corée, Rép. de	35,5	19,5	11,1	31,7	44,6	5,0	19,50	10,00	18,00	10,13
90	Portugal	19,5	21,4	77,7	96,3	98,7	20,1	18,20	..	18,50	..
91	Grèce	21,4	25,1	35,0	61,6	80,0	18,9	14,50	17,32	21,25	22,89
92	Oman	..	17,7	..	12,3	28,6	-6,5	..	7,57	..	9,40
93	Libye	29,2	2,1	14,2	34,7	..	0,1	5,13	5,50	7,00	7,00
94	Iran, Rép. islamique d'	28,6	..	21,6	..	..	..	..	..	..	..
95	Iraq	..	..	19,7	..	..	..	..	..	..	..
96	Roumanie	..	7,5	..	33,2	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu faible/intermédiaire											
Afrique subsaharienne											
Asie de l'Est											
Asie du Sud											
Europe, Moyen-Orient											
et Afrique du Nord											
Amérique latine et Caraïbes											
Gravement endettés											
Pays à revenu élevé											
Pays membres de l'OCDE											
†Autres											
97	†Arabie saoudite	32,1	9,4	16,4	18,6	63,7	-4,2	..	..	..	..
98	Espagne	19,7	9,7	59,2	75,2	65,3	10,1	13,05	9,06	16,85	12,43
99	Irlande	16,1	6,0	..	58,1	45,0	8,0	12,00	3,63	15,96	8,29
100	†Israël	52,7	137,9	15,3	56,9	65,0	136,6	..	19,39	176,93	61,43
101	†Singapour	17,6	12,1	58,4	74,4	116,1	1,2	9,37	2,74	11,72	5,96
102	†Hong Kong	..	..	..	69,3	..	6,7	..	..	..	..
103	Nouvelle-Zélande	12,8	16,4	56,5	53,4	11,5	11,4	11,00	16,32	12,63	20,84
104	Australie	13,1	12,7	50,0	46,6	47,7	7,8	8,58	11,92	10,58	18,52
105	Royaume-Uni	13,8	13,2	47,8	46,1	5,7	5,7	14,13	5,35	16,17	10,29
106	Italie	18,0	12,2	69,0	82,7	74,8	11,0	12,70	6,69	19,03	13,57
107	†Koweït	17,8	5,3	28,1	33,1	88,2	-3,9	4,50	4,50	6,80	6,80
108	Belgique	10,4	6,8	59,2	57,0	58,0	4,8	7,69	4,54	..	8,92
109	Pays-Bas	14,7	5,8	54,4	79,0	87,7	2,0	5,96	3,48	13,50	7,77
110	Autriche	13,3	7,3	48,9	72,6	84,9	4,0	5,00	2,73	..	..
111	†Emirats arabes unis	..	11,8	..	19,0	66,2	0,1	9,47	..	12,13	..
112	France	15,0	9,9	53,7	69,7	74,6	7,1	6,25	5,01	18,73	15,65
113	Canada	15,3	7,8	40,2	64,4	64,0	4,6	12,86	9,54	14,27	10,83
114	Danemark	11,5	15,6	46,0	42,6	..	6,3	10,80	7,75	17,20	12,59
115	Allemagne, Rép. féd. d'	10,1	5,7	46,1	60,4	64,9	2,8	7,95	3,29	12,04	8,33
116	Finlande	14,7	14,3	39,1	39,5	50,8	7,1	9,00	7,75	9,77	9,72
117	Suède	10,7	10,7	46,8	46,5	49,8	7,5	11,25	8,88	15,12	13,32
118	Etats-Unis	9,2	9,3	64,0	58,8	66,3	4,0	13,07	7,73	15,27	9,31
119	Norvège	12,6	12,2	51,9	51,6	62,1	5,6	5,07	8,03	12,63	14,28
120	Japon	17,2	8,8	106,7	134,0	177,4	1,3	5,50	1,76	8,35	5,03
121	Suisse	7,1	8,0	101,1	107,4	123,0	3,8	7,75	2,69	5,56	5,07
Total des pays déclarants											
Exportateurs de pétrole											
Pays non membres											
non déclarants											

Tableau 14. Croissance du commerce de marchandises

	Commerce de marchandises (millions de dollars)		Taux annuel moyen de croissance ^a (%)				Termes de l'échange (1980 = 100)	
	Exportations	Importations	Exportations		Importations		1985	1988
	1988	1988	1965-80	1980-88	1965-80	1980-88		
Pays à faible revenu	107.355 t	131.444 t	5,6 w	4,1 w	4,5 w	2,6 w	92 m	93 m
Chine et Inde	62.140 t	77.751 t	4,8 w	10,0 w	4,5 w	10,2 w	104 m	101 m
Autres pays à faible revenu	45.215 t	53.693 t	5,9 w	0,5 w	4,5 w	-3,2 w	91 m	93 m
1 Mozambique	104	706	..	..	..	..	..	..
2 Ethiopie	374	1.099	-0,5	-0,7	-0,9	7,2	99	104
3 Tchad	148	366	..	..	..	..	..	..
4 Tanzanie	373	1.185	-4,0	-5,4	1,6	0,5	90	94
5 Bangladesh	1.231	2.987	..	6,1	..	3,3	124	111
6 Malawi	301	412	4,1	3,3	3,3	-3,4	69	72
7 Somalie	58	354	3,8	-9,7	5,8	-4,1	91	91
8 Zaïre	2.207	1.954	4,7	-2,9	-2,9	0,2	82	96
9 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..
10 RDP lao	58	188	..	..	..	..	..	..
11 Népal	186	628	-2,3	5,5	3,0	7,0	91	93
12 Madagascar	282	382	0,7	-3,5	-0,4	-1,8	104	95
13 Burkina Faso	249	697	6,8	6,5	5,8	2,2	80	69
14 Mali	255	513	11,0	7,0	6,2	3,7	82	88
15 Burundi	123	165	3,0	8,4	2,0	1,1	100	81
16 Ouganda	298	518	-3,9	2,6	-5,3	4,6	96	78
17 Nigéria	7.390	6.324	11,4	-3,6	15,2	-13,7	90	40
18 Zambie	1.073	889	1,7	-3,7	-5,5	-4,8	71	107
19 Niger	369	430	12,8	-4,9	6,6	-4,2	109	83
20 Rwanda	113	370	7,7	1,3	8,7	5,8	102	108
21 Chine*	47.540	55.251	5,5	11,9	7,9	13,1	95	84
22 Inde	14.600	22.500	3,7	4,7	1,6	5,4	114	119
23 Pakistan	4.362	7.521	4,3	8,4	0,4	3,8	88	106
24 Kenya	1.034	1.989	0,3	0,1	1,7	-0,6	92	91
25 Togo	334	411	4,6	-0,3	8,6	-3,8	91	80
26 Rép. centrafricaine	132	236	-0,4	0,1	-1,1	3,5	87	94
27 Haïti	207	300	7,0	-2,6	8,4	-2,4	97	101
28 Bénin	225	413	5,2	2,4	6,7	2,7	90	94
29 Ghana	882	1.091	-1,8	1,1	-1,4	-1,4	91	78
30 Lesotho	55	534	.. ^b	.. ^b	.. ^b	.. ^b	.. ^b	.. ^b
31 Sri Lanka	1.472	2.241	0,5	5,8	-1,2	3,4	99	102
32 Guinée	584	468	..	..	..	..	..	..
33 Yémen, RDP	80	598	-13,7	1,9	-7,5	4,4	99	76
34 Indonésie	19.677	15.732	9,6	2,9	14,2	-2,1	94	70
35 Mauritanie	433	353	2,7	9,7	5,4	2,4	112	104
36 Soudan	486	1.223	-0,3	2,7	2,3	-7,9	90	86
37 Afghanistan	..	..	..	..	..	..	..	..
38 Myanmar	299	611	-2,1	-7,0	-1,7	-8,0	70	72
39 Kampuchea dém.	..	..	..	..	..	..	..	..
40 Libéria	382	308	4,5	-3,2	1,5	-9,8	91	103
41 Sierra Leone	106	156	-3,8	-3,2	-2,7	-13,1	100	94
42 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu intermédiaire	341.143 t	338.711 t	2,4 w	5,8 w	5,9 w	0,6 w	92 m	86 m
Tranche inférieure	172.809 t	163.123 t	5,8 w	6,0 w	5,2 w	-0,2 w	92 m	87 m
43 Bolivie	541	700	2,8	-0,5	5,0	-2,6	84	57
44 Philippines	7.074	8.159	4,7	0,4	2,9	-1,7	92	110
45 Yémen, Rép. arabe du	853	1.310	2,8	35,6	23,3	-10,0	93	40
46 Sénégal	761	1.147	2,4	7,0	4,1	2,8	100	96
47 Zimbabwe	1.589	1.325	3,4	1,5	-1,8	-6,0	84	83
48 Egypte, Rép. arabe d'	4.499	10.771	2,7	6,2	6,0	1,5	84	62
49 Rép. dominicaine	893	1.608	1,7	0,0	5,5	2,3	66	76
50 Côte d'Ivoire	2.359	1.542	5,6	1,5	8,0	-2,2	96	92
51 Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.464	1.589	12,8	6,4	1,3	1,1	95	89
52 Maroc	3.624	4.818	3,7	5,0	6,5	1,8	89	103
53 Honduras	919	940	3,1	2,8	2,5	-0,3	93	102
54 Guatemala	1.074	1.548	4,8	-2,0	4,6	-3,0	87	87
55 Congo, Rép. populaire du	912	611	12,5	4,6	1,0	-2,1	94	49
56 El Salvador	573	975	2,4	-4,4	2,7	-0,6	96	86
57 Thaïlande	15.806	17.876	8,5	11,3	4,1	6,2	74	82
58 Botswana	1.418	1.031	.. ^b	.. ^b	.. ^b	.. ^b	.. ^b	.. ^b
59 Cameroun	1.639	1.484	5,2	6,8	5,6	2,5	92	64
60 Jamaïque	832	1.428	-0,3	-4,5	-1,9	-0,5	95	97
61 Equateur	2.203	1.714	15,1	5,7	6,8	-2,8	94	50
62 Colombie	5.339	4.515	1,4	8,2	5,3	-3,5	98	68
63 Paraguay	919	878	7,9	15,7	4,6	4,9	82	102
64 Tunisie	2.397	3.692	10,8	3,0	10,4	-1,6	83	77
65 Turquie	11.662	14.340	5,5	15,3	7,7	10,3	91	115
66 Pérou	2.694	2.750	2,3	-2,5	-0,2	-3,2	81	80
67 Jordanie	875	2.751	13,7	6,5	9,7	0,3	93	102
* Données pour Taiwan, Chine :	60.382	44.584	19,0	13,9	15,1	8,5	104	105

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées.

		Commerce de marchandises (millions de dollars)		Taux annuel moyen de croissance ^a (%)				Termes de l'échange (1980 = 100)	
		Exportations 1988	Importations 1988	Exportations		Importations		1985	1988
				1965-80	1980-88	1965-80	1980-88		
68	Chili	7.052	4.833	7,9	4,5	2,6	-6,0	79	94
69	Rép. arabe syrienne	1.345	2.223	11,4	-0,5	8,5	-8,2	97	56
70	Costa Rica	1.270	1.409	7,0	2,9	5,7	-0,3	95	98
71	Mexique	20.658	18.903	7,6	5,5	5,7	-4,9	98	67
72	Maurice	1.110	1.115	3,1	12,1	6,4	8,7	90	117
73	Pologne	13.211	12.064	..	4,7	..	2,3	106	116
74	Malaisie	20.848	16.584	4,4	9,4	2,9	0,4	87	74
75	Panama	2.352	2.815	..	1,2	..	-5,6	94	104
76	Brésil	33.689	14.691	9,3	6,0	8,2	-2,9	89	117
77	Angola	..	..	..	..	..	..	..	..
78	Liban	..	..	..	..	..	..	..	..
79	Nicaragua	236	791	2,3	-6,3	1,3	0,4	85	84
Tranche supérieure		168.333 t	175.588 t	0,9 w	4,4 w	6,8 w	1,4 w	91 m	75 m
80	Afrique du Sud	19.714	16.664	6,1 ^b	0,2 ^b	0,1 ^b	-6,6 ^b	75 ^b	73 ^b
81	Algérie	7.674	7.432	1,5	3,4	13,0	-5,9	97	41
82	Hongrie	9.922	9.326	..	5,4	..	1,7	92	75
83	Uruguay	1.402	1.177	4,6	2,1	1,2	-4,2	87	99
84	Argentine	9.134	5.324	4,7	0,1	1,8	-8,0	90	86
85	Yougoslavie	12.779	13.329	5,6	0,9	6,6	-1,3	111	120
86	Gabon	1.204	998	8,1	-2,2	10,5	0,8	90	54
87	Venezuela	10.234	11.581	-9,5	0,4	8,7	-3,9	93	41
88	Trinité-et-Tobago	1.160	1.247	-5,5	-6,0	-5,8	-15,0	96	55
89	Corée, Rép. de	60.696	51.811	27,2	14,7	15,2	9,9	106	108
90	Portugal	10.218	16.038	3,4	11,6	3,7	6,3	85	107
91	Grèce	5.400	11.978	11,9	4,6	5,2	3,4	88	89
92	Oman	3.941	1.822	..	..	..	..	..	..
93	Libye	5.640	6.386	3,3	-5,4	15,8	-14,8	91	47
94	Iran, Rép. islamique d'	..	9.454	..	..	..	..	..	..
95	Iraq	9.014	10.268	..	..	..	..	..	..
96	Roumanie	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu faible/intermédiaire		448.498 t	470.155 t	3,2 w	5,4 w	5,6 w	1,1 w	92 m	89 m
Afrique subsaharienne		28.871 t	32.738 t	6,6 w	-0,7 w	4,9 w	-5,0 w	91 m	92 m
Asie de l'Est		173.653 t	167.930 t	9,7 w	10,4 w	8,6 w	6,9 w	94 m	84 m
Asie du Sud		21.712 t	35.950 t	1,7 w	5,4 w	0,6 w	4,4 w	95 m	104 m
Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord		102.798 t	138.333 t	..	..	..	0,3 w	92 m	83 m
Amérique latine et Caraïbes		101.750 t	78.540 t	-2,0 w	3,2 w	4,4 w	-4,1 w	90 m	86 m
Gravement endettés		127.659 t	101.688 t	-1,0 w	3,6 w	5,6 w	-2,3 w	92 m	92 m
Pays à revenu élevé		2.178.528 t	2.265.978 t	7,0 w	3,4 w	4,4 w	4,9 w	95 m	98 m
Pays membres de l'OCDE		2.024.259 t	2.110.250 t	7,2 w	4,1 w	4,2 w	5,1 w	94 m	103 m
†Autres		154.269 t	155.728 t	6,0 w	-4,2 w	10,4 w	0,6 w	96 m	64 m
97	†Arabie saoudite	23.138	20.465	8,8	-16,3	25,9	-9,3	95	54
98	Espagne	40.458	60.434	12,4	7,7	4,4	7,2	90	103
99	Irlande	18.736	15.558	9,8	7,8	4,8	3,2	107	112
100	†Israël	9.605	15.030	8,9	7,6	6,3	4,4	94	92
101	†Singapour	39.205	43.765	4,7	7,3	7,0	4,9	101	101
102	†Hong Kong	63.161	63.894	9,5	12,3	8,3	10,4	103	105
103	Nouvelle-Zélande	8.785	7.304	4,2	3,9	1,1	3,5	97	110
104	Australie	25.283	29.378	5,5	5,8	0,9	3,0	89	74
105	Royaume-Uni	145.076	189.466	4,8	3,1	1,4	4,9	96	93
106	Italie	128.534	135.514	7,7	3,8	3,5	4,3	95	108
107	†Koweït	7.160	5.348	-1,9	-2,9	11,8	-5,5	95	54
108	Belgique ^c	88.953	91.098	7,8	4,7	5,2	2,8	87	89
109	Pays-Bas	103.206	99.743	8,0	4,7	4,4	3,4	91	91
110	Autriche	28.111	36.579	8,2	4,3	6,1	4,0	90	98
111	†Emirats arabes unis	12.000	7.226	10,9	0,1	20,5	-7,1	91	54
112	France	161.702	176.745	8,5	3,4	4,3	2,6	94	101
113	Canada	111.364	112.180	5,4	6,4	2,6	8,4	122	119
114	Danemark	27.816	26.458	5,4	5,8	1,7	5,2	96	107
115	Allemagne, Rép. féd. d'	322.555	248.999	7,2	4,6	5,3	3,3	88	106
116	Finlande	21.639	20.911	5,9	3,5	3,1	4,2	96	114
117	Suède	49.867	45.793	4,9	5,5	1,8	3,3	89	95
118	Etats-Unis	315.313	458.682	6,4	1,2	5,5	8,9	114	118
119	Norvège	22.503	23.212	8,2	6,3	3,0	3,5	97	67
120	Japon	264.772	183.252	11,4	5,3	4,9	5,0	112	157
121	Suisse	50.633	56.325	6,2	4,3	4,5	4,5	88	103
Total des pays déclarants		2.627.026 t	2.736.133 t	6,1 w	3,8 w	4,6 w	4,1 w	93 m	92 m
Exportateurs de pétrole		161.995 t	163.458 t	3,0 w	-3,6 w	9,3 w	-5,5 w	94 m	54 m
Pays non membres non déclarants		..	..	..	..	..	..	..	..

a. Voir notes techniques. b. Ces chiffres concernent l'Union douanière de l'Afrique australe, comprenant l'Afrique du Sud, la Namibie, le Lesotho, le Botswana et le Swaziland; le commerce entre ces pays n'est pas compris dans les chiffres. c. Y compris le Luxembourg.

Tableau 15. Structure des importations de marchandises

Pourcentage des importations de marchandises										
	Produits alimentaires		Combustibles		Autres produits primaires		Machines et matériel de transport		Autres biens manufacturés	
	1965	1988	1965	1988	1965	1988	1965	1988	1965	1988
Pays à faible revenu	22 w	7 w	5 w	9 w	10 w	6 w	28 w	34 w	34 w	44 w
Chine et Inde	28 w	3 w	3 w	5 w	19 w	7 w	26 w	35 w	24 w	50 w
Autres pays à faible revenu	17 w	11 w	7 w	14 w	4 w	6 w	29 w	31 w	42 w	37 w
1 Mozambique	17	21	8	6	7	9	24	..	45	..
2 Ethiopie	6	5	6	23	6	3	37	34	44	36
3 Tchad	13	..	19	..	3	..	23	..	42	..
4 Tanzanie	10	6	9	14	2	2	34	46	45	32
5 Bangladesh	..	23	..	10	..	9	..	20	..	38
6 Malawi	15	6	5	6	3	2	21	44	57	41
7 Somalie	31	22	5	4	8	8	24	39	33	27
8 Zaïre	18	23	7	3	5	6	33	31	37	36
9 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
10 RDP lao	27	..	15	..	6	..	18	..	33	..
11 Népal	22	6	5	8	14	6	37	22	22	57
12 Madagascar	19	5	5	33	2	3	25	37	48	22
13 Burkina Faso	23	19	4	3	14	4	19	33	40	41
14 Mali	20	13	6	16	5	1	23	43	47	26
15 Burundi	16	11	6	5	9	4	15	19	55	62
16 Ouganda	7	6	1	9	3	2	38	45	51	38
17 Nigéria	9	18	6	2	3	6	34	31	48	43
18 Zambie	9	7	10	9	3	1	33	38	45	46
19 Niger	12	21	6	8	6	10	21	30	55	32
20 Rwanda	12	11	7	21	5	7	28	28	50	33
21 Chine*	36	2	0	2	25	6	12	41	27	49
22 Inde	22	5	5	13	14	9	37	20	22	53
23 Pakistan	20	14	3	19	5	13	38	28	34	25
24 Kenya	10	11	11	22	3	4	34	31	42	31
25 Togo	15	34	3	5	5	10	31	21	45	31
26 Rép. centrafricaine	13	11	7	8	2	3	29	36	49	43
27 Haïti	25	14	6	8	6	2	14	25	48	51
28 Bénin	18	14	6	31	7	3	17	16	53	37
29 Ghana	12	8	4	17	3	3	33	36	48	37
30 Lesotho ^a	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
31 Sri Lanka	41	17	8	17	4	3	12	27	34	37
32 Guinée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
33 Yémen, RDP	19	16	40	40	5	2	10	21	26	19
34 Indonésie	6	3	3	18	2	5	39	39	50	36
35 Mauritanie	9	21	4	5	1	2	56	36	30	36
36 Soudan	23	7	5	19	4	2	21	36	47	36
37 Afghanistan	17	..	4	..	1	..	8	..	69	..
38 Myanmar	15	5	4	2	5	2	18	43	58	48
39 Kampuchea dém.	6	..	7	..	2	..	26	..	58	..
40 Libéria	16	20	8	22	3	2	34	28	39	28
41 Sierra Leone	17	23	9	8	3	4	30	19	41	46
42 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu intermédiaire	15 w	11 w	8 w	10 w	11 w	10 w	31 w	34 w	36 w	35 w
Tranche inférieure	16 w	12 w	8 w	11 w	8 w	8 w	33 w	33 w	35 w	37 w
43 Bolivie	19	15	1	3	3	3	35	52	42	27
44 Philippines	20	10	10	13	7	7	33	20	30	50
45 Yémen, Rép. arabe du	41	28	6	8	6	6	26	22	21	35
46 Sénégal	36	40	6	12	4	3	15	16	38	30
47 Zimbabwe	13	8	8	6	3	3	31	35	46	48
48 Egypte, Rép. arabe d'	26	19	7	2	12	8	23	29	31	41
49 Rép. dominicaine	23	16	10	17	4	4	24	26	40	38
50 Côte d'Ivoire	18	18	6	15	3	3	28	27	46	37
51 Papouasie-Nouvelle-Guinée	23	24	5	10	3	2	25	34	45	30
52 Maroc	36	12	5	13	10	17	18	24	31	34
53 Honduras	11	8	6	15	1	2	26	30	56	45
54 Guatemala	11	6	7	10	2	3	29	27	50	54
55 Congo, Rép. populaire du	15	24	6	7	1	3	34	25	44	42
56 El Salvador	15	15	5	8	4	4	28	19	48	53
57 Thaïlande	6	4	9	11	6	12	31	37	49	36
58 Botswana ^a	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
59 Cameroun	11	23	5	1	4	2	28	35	51	39
60 Jamaïque	20	14	9	11	5	5	23	22	43	48
61 Equateur	10	5	9	3	4	4	33	62	44	26
62 Colombie	8	9	1	4	10	7	45	37	35	43
63 Paraguay	24	15	14	18	4	8	31	35	28	25
64 Tunisie	16	18	6	7	7	14	31	22	41	39
65 Turquie	6	2	10	20	10	8	37	34	37	36
66 Pérou	17	19	3	1	5	4	41	44	34	33
67 Jordanie	28	19	6	16	6	5	18	23	42	38
* Données pour Taiwan, Chine :	13	6	5	9	25	14	29	36	29	35

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées.

Pourcentage des importations de marchandises

	Produits alimentaires		Combustibles		Autres produits primaires		Machines et matériel de transport		Autres biens manufacturés	
	1965	1988	1965	1988	1965	1988	1965	1988	1965	1988
68 Chili	20	2	6	6	10	2	35	46	30	44
69 Rép. arabe syrienne	22	17	10	11	9	5	16	28	43	39
70 Costa Rica	9	5	5	12	2	2	29	28	54	52
71 Mexique	5	16	2	1	10	8	50	36	33	38
72 Maurice	34	17	5	9	3	4	16	16	43	53
73 Pologne	..	17	..	17	..	17	..	32	..	29
74 Malaisie	25	15	12	6	10	5	22	47	32	28
75 Panama	11	9	21	21	2	1	21	24	45	44
76 Brésil	20	14	21	28	9	7	22	25	28	26
77 Angola	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
78 Liban	28	..	9	..	9	..	17	..	36	..
79 Nicaragua	12	25	5	11	2	3	30	17	51	44
Tranche supérieure	13 w	10 w	8 w	10 w	14 w	12 w	29 w	35 w	35 w	34 w
80 Afrique du Sud ^a	5	2	5	0	11	3	42	47	37	47
81 Algérie	26	30	0	2	6	5	15	27	52	35
82 Hongrie	12	7	12	16	22	10	27	30	28	36
83 Uruguay	7	9	17	13	16	8	24	34	36	36
84 Argentine	6	4	10	8	21	7	25	43	38	38
85 Yougoslavie	16	7	6	18	19	12	28	27	32	36
86 Gabon	16	22	5	2	2	3	38	36	40	37
87 Venezuela	12	11	1	0	5	3	44	40	39	45
88 Trinité-et-Tobago	11	19	50	12	2	5	16	26	22	38
89 Corée, Rép. de	15	6	7	12	26	17	13	35	38	30
90 Portugal	16	13	8	14	19	9	27	30	30	34
91 Grèce	15	17	8	5	11	8	35	30	30	40
92 Oman	27	15	19	3	4	2	15	41	34	39
93 Libye	13	15	4	1	3	2	36	33	43	49
94 Iran, Rép. islamique d'	16	..	0	..	6	..	36	..	42	..
95 Iraq	24	..	0	..	7	..	25	..	44	..
96 Roumanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu faible/intermédiaire	17 w	10 w	7 w	10 w	11 w	9 w	30 w	35 w	35 w	37 w
Afrique subsaharienne	14 w	16 w	6 w	9 w	4 w	5 w	30 w	30 w	44 w	38 w
Asie de l'Est	21 w	6 w	6 w	8 w	15 w	11 w	23 w	38 w	34 w	38 w
Asie du Sud	29 w	9 w	4 w	14 w	11 w	9 w	32 w	22 w	26 w	45 w
Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord	..	14 w	..	13 w	..	9 w	..	32 w	..	32 w
Amérique latine et Caraïbes	12 w	12 w	9 w	9 w	8 w	6 w	34 w	35 w	36 w	38 w
Gravement endettés	14 w	12 w	7 w	11 w	14 w	7 w	32 w	33 w	33 w	37 w
Pays à revenu élevé	19 w	10 w	11 w	9 w	19 w	8 w	20 w	34 w	31 w	40 w
Pays membres de l'OCDE	19 w	10 w	11 w	9 w	20 w	9 w	20 w	34 w	31 w	39 w
†Autres	21 w	9 w	10 w	7 w	12 w	5 w	19 w	33 w	37 w	46 w
97 †Arabie saoudite	29	17	1	1	5	2	27	34	38	46
98 Espagne	19	11	10	11	16	9	27	38	28	30
99 Irlande	18	12	8	6	10	5	25	34	39	44
100 †Israël	16	8	6	8	12	5	28	30	38	49
101 †Singapour	23	7	13	14	19	6	14	42	30	30
102 †Hong Kong	25	7	3	2	13	6	13	27	46	58
103 Nouvelle-Zélande	7	7	7	5	10	5	33	37	43	45
104 Australie	5	5	8	5	10	4	37	39	41	47
105 Royaume-Uni	30	10	11	5	25	8	11	37	23	41
106 Italie	24	13	16	9	24	12	15	29	21	37
107 †Koweït	21	17	1	1	7	2	33	39	39	41
108 Belgique ^b	14	11	9	7	21	9	24	24	32	48
109 Pays-Bas	15	15	10	9	13	6	25	28	37	41
110 Autriche	14	6	7	6	13	8	31	36	35	44
111 †Emirats arabes unis	15	4	3	3	7	1	34	43	41	49
112 France	19	10	15	8	18	8	20	33	27	41
113 Canada	10	6	7	4	9	5	40	55	34	31
114 Danemark	14	12	11	6	11	7	25	28	39	47
115 Allemagne, Rép. féd. d'	22	11	8	8	21	9	13	29	35	43
116 Finlande	10	6	10	10	12	8	35	39	34	38
117 Suède	12	6	11	7	12	7	30	39	36	40
118 Etats-Unis	19	6	10	10	20	5	14	43	36	36
119 Norvège	10	6	7	4	12	8	38	39	32	43
120 Japon	22	17	20	21	38	20	9	13	11	30
121 Suisse	16	7	6	4	11	5	24	32	43	52
Total des pays déclarants	18 w	10 w	10 w	9 w	18 w	8 w	22 w	34 w	32 w	40 w
Exportateurs de pétrole	14 w	13 w	7 w	4 w	8 w	5 w	34 w	37 w	39 w	42 w
Pays non membres non déclarants	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

a. Ces chiffres concernent l'Union douanière de l'Afrique australe, comprenant l'Afrique du Sud, la Namibie, le Lesotho, le Botswana et le Swaziland; le commerce entre ces pays n'est pas compris dans les chiffres. b. Y compris le Luxembourg.

Tableau 16. Structure des exportations de marchandises

	Pourcentage des exportations de marchandises									
	Combustibles, minéraux et métaux		Autres produits primaires		Machines et matériel de transport		Autres biens manufacturés		(Textiles et habillement)*	
	1965	1988	1965	1988	1965	1988	1965	1988	1965	1988
Pays à faible revenu	21 w	25 w	53 w	23 w	1 w	4 w	23 w	49 w	11 w	..
Chine et Inde	8 w	10 w	45 w	18 w	2 w	6 w	45 w	67 w	..	..
Autres pays à faible revenu	30 w	44 w	60 w	29 w	1 w	1 w	8 w	24 w	4 w	..
1 Mozambique	14	3	83	89	0	..	2	..	1	..
2 Ethiopie	1	3	98	96	1	0	0	1	0	..
3 Tchad	4	..	93	..	0	..	4	..	..	..
4 Tanzanie	4	6	83	75	0	3	13	15	1	..
5 Bangladesh	..	2	..	29	..	0	..	69	..	67
6 Malawi	0	0	99	83	0	5	1	12	0	..
7 Somalie	6	0	80	95	4	0	10	5	..	..
8 Zaïre	72	64	20	29	0	1	8	6	0	..
9 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
10 RDP lao	..	25	..	65	..	0	..	10	..	..
11 Népal	0	4	78	29	0	2	22	65	..	27
12 Madagascar	4	14	90	70	1	3	4	13	1	3
13 Burkina Faso	1	0	94	98	1	1	4	1	0	..
14 Mali	1	0	96	70	1	1	2	29	0	..
15 Burundi	1	0	94	83	0	0	6	16	0	..
16 Ouganda	14	4	86	96	0	0	1	0	0	..
17 Nigéria	32	88	65	10	0	0	2	2	0	0
18 Zambie	97	95	3	3	0	1	0	1	0	..
19 Niger	0	76	95	20	1	1	4	3	0	..
20 Rwanda	40	9	60	90	0	0	1	1	..	..
21 Chine*	6	10	48	17	3	4	43	69	..	24
22 Inde	10	9	41	18	1	11	48	62	36	25
23 Pakistan	2	1	62	30	1	2	35	67	29	54
24 Kenya	13	20	81	63	0	2	6	15	0	..
25 Togo	49	69	48	23	1	1	3	8	0	..
26 Rép. centrafricaine	1	0	45	60	0	0	54	40	0	..
27 Haïti	14	4	61	23	2	13	23	61	..	60
28 Bénin	1	36	94	38	2	7	3	19	0	..
29 Ghana	13	32	85	65	1	0	2	3	0	..
30 Lesotho ^b	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
31 Sri Lanka	2	7	97	50	0	3	1	40	0	32
32 Guinée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
33 Yémen, RDP	80	90	14	9	2	1	4	0	2	..
34 Indonésie	43	49	53	22	3	1	1	28	0	8
35 Mauritanie	94	32	5	65	1	0	0	2	0	..
36 Soudan	1	13	98	80	1	3	0	4	0	..
37 Afghanistan	0	..	86	..	0	..	13	..	1	..
38 Myanmar	5	3	94	86	0	7	0	3	0	..
39 Kampuchea dém.	0	..	99	..	0	..	1	..	..	..
40 Libéria	72	54	25	44	1	0	3	1	0	..
41 Sierra Leone	25	21	14	21	0	1	60	58	0	..
42 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu intermédiaire	35 w	21 w	50 w	21 w	2 w	19 w	13 w	40 w	3 w	..
Tranche inférieure	27 w	24 w	58 w	30 w	1 w	16 w	12 w	30 w	2 w	..
43 Bolivie	92	89	3	8	0	1	4	2	0	1
44 Philippines	11	12	84	26	0	10	6	52	1	7
45 Yémen, Rép. arabe du	9	88	91	1	0	9	0	2	..	..
46 Sénégal	9	25	88	50	1	6	2	18	1	3
47 Zimbabwe	45	13	40	47	1	3	15	37	6	3
48 Egypte, Rép. arabe d'	8	64	72	10	0	0	20	25	15	..
49 Rép. dominicaine	10	21	88	53	0	6	2	20	0	..
50 Côte d'Ivoire	2	3	93	85	1	3	4	9	0	..
51 Papouasie-Nouvelle-Guinée	1	63	89	32	0	1	10	4	..	..
52 Maroc	40	21	55	29	0	2	5	48	1	18
53 Honduras	7	10	89	79	0	0	4	11	1	..
54 Guatemala	0	3	86	59	1	3	13	35	4	..
55 Congo, Rép. populaire du	5	72	32	17	2	1	61	10	0	..
56 El Salvador	2	3	81	68	1	3	16	26	6	..
57 Thaïlande	11	3	84	45	0	11	4	41	0	17
58 Botswana ^b	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
59 Cameroun	17	53	77	35	3	2	2	10	0	1
60 Jamaïque	28	15	41	26	0	3	31	56	4	14
61 Equateur	2	45	96	48	0	2	2	4	1	0
62 Colombie	18	26	75	49	0	1	6	24	2	6
63 Paraguay	0	0	92	88	0	0	8	12	0	0
64 Tunisie	31	19	51	17	0	6	19	58	3	30
65 Turquie	9	6	89	30	0	7	2	57	1	32
66 Pérou	45	58	54	20	0	3	1	18	0	7
67 Jordanie	27	43	54	10	11	6	7	41	0	5
* Données pour Taiwan, Chine :	2	1	56	7	4	34	37	58	5	15

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées.

Pourcentage des exportations de marchandises

	Combustibles, minéraux et métaux		Autres produits primaires		Machines et matériel de transport		Autres biens manufacturés		(Textiles et habillement)*	
	1965	1988	1965	1988	1965	1988	1965	1988	1965	1988
68 Chili	89	67	7	18	1	3	4	12	0	0
69 Rép. arabe syrienne	7	50	83	25	1	3	9	22	7	6
70 Costa Rica	0	1	84	59	1	7	15	33	3	..
71 Mexique	22	38	62	7	1	33	15	22	3	2
72 Maurice	0	0	100	39	0	4	0	58	0	47
73 Pologne	..	19	..	14	..	33	..	34	..	5
74 Malaisie	35	18	59	37	2	26	4	19	0	4
75 Panama	35	13	63	66	0	1	2	20	0	5
76 Brésil	9	21	83	31	2	18	7	30	1	3
77 Angola	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
78 Liban	13	..	53	..	14	..	20	..	2	..
79 Nicaragua	4	2	90	89	0	0	6	9	1	..
Tranche supérieure	41 w	18 w	37 w	13 w	3 w	25 w	20 w	45 w	4 w	..
80 Afrique du Sud ^b	24	11	44	9	3	3	29	77	1	..
81 Algérie	58	96	38	1	2	1	2	3	0	0
82 Hongrie	5	8	25	22	32	31	37	38	9	7
83 Uruguay	0	1	95	52	0	3	5	44	2	13
84 Argentine	1	5	93	70	1	5	5	20	0	3
85 Yougoslavie	11	9	33	13	24	31	33	48	8	8
86 Gabon	50	59	39	27	1	3	10	11	0	..
87 Venezuela	97	90	1	1	0	3	2	6	0	0
88 Trinité-et-Tobago	84	61	9	6	0	1	7	32	1	0
89 Corée, Rép. de	15	2	25	5	3	39	56	54	27	22
90 Portugal	4	4	34	16	3	17	58	64	24	30
91 Grèce	8	15	78	30	2	3	11	52	3	31
92 Oman	90	91	10	2	0	5	0	2	..	0
93 Libye	99	99	1	0	1	1	0	1	0	..
94 Iran, Rép. islamique d'	87	..	8	..	0	..	4	..	4	..
95 Iraq	95	..	4	..	0	..	1	..	0	..
96 Roumanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu faible/intermédiaire	30 w	22 w	53 w	21 w	1 w	16 w	17 w	42 w	5 w	..
Afrique subsaharienne	34 w	45 w	58 w	38 w	1 w	2 w	6 w	14 w	0 w	..
Asie de l'Est	17 w	10 w	58 w	16 w	2 w	23 w	21 w	51 w	2 w	..
Asie du Sud	6 w	7 w	57 w	24 w	1 w	8 w	36 w	61 w	27 w	..
Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Amérique latine et Caraïbes	43 w	35 w	50 w	29 w	1 w	14 w	6 w	23 w	1 w	..
Gravement endettés	35 w	30 w	45 w	26 w	5 w	17 w	15 w	27 w	..	..
Pays à revenu élevé	12 w	9 w	20 w	12 w	29 w	40 w	38 w	40 w	7 w	4 w
Pays membres de l'OCDE	9 w	7 w	21 w	12 w	31 w	41 w	39 w	40 w	7 w	5 w
†Autres	57 w	31 w	13 w	6 w	4 w	23 w	26 w	40 w	11 w	14 w
97 †Arabie saoudite	98	90	1	1	1	4	1	5	0	..
98 Espagne	9	7	51	20	10	34	29	39	6	4
99 Irlande	3	2	63	28	5	32	29	39	7	5
100 †Israël	6	2	28	13	2	18	63	67	9	6
101 †Singapour	21	15	44	11	11	47	24	28	6	5
102 †Hong Kong	2	2	11	6	6	25	81	66	43	29
103 Nouvelle-Zélande	1	8	94	68	0	6	5	19	0	2
104 Australie	13	37	73	38	5	8	10	17	1	1
105 Royaume-Uni	7	10	10	8	41	39	41	43	7	4
106 Italie	8	3	14	8	30	36	47	53	15	13
107 †Koweït	84	90	9	1	4	4	3	5	0	..
108 Belgique ^c	13	8	11	12	20	26	55	53	12	7
109 Pays-Bas	12	12	32	25	21	21	35	42	9	4
110 Autriche	8	5	16	8	20	34	55	53	12	9
111 †Emirats arabes unis	99	79	1	4	0	0	0	16	..	..
112 France	8	5	21	19	26	35	45	41	10	5
113 Canada	28	18	35	20	15	38	22	24	1	1
114 Danemark	2	4	55	32	22	25	21	39	4	5
115 Allemagne, Rép. féd. d'	7	4	5	6	46	48	42	42	5	5
116 Finlande	3	5	40	14	12	28	45	53	2	4
117 Suède	9	6	23	10	35	43	33	41	2	2
118 Etats-Unis	8	6	27	17	37	47	28	31	3	2
119 Norvège	21	51	28	11	17	15	34	23	2	1
120 Japon	2	1	7	1	31	65	60	33	17	2
121 Suisse	3	4	7	4	30	33	60	60	10	5
Total des pays déclarants	15 w	11 w	27 w	14 w	25 w	35 w	34 w	41 w	7 w	..
Exportateurs de pétrole	67 w	71 w	25 w	7 w	3 w	8 w	7 w	15 w	1 w	..
Pays non membres non déclarants	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

a. Les textiles et l'habillement sont une sous-catégorie des autres biens manufacturés. b. Ces chiffres concernent l'Union douanière de l'Afrique australe, comprenant l'Afrique du Sud, la Namibie, le Lesotho, le Botswana et le Swaziland; le commerce entre ces pays n'est pas compris dans les chiffres. c. Y compris le Luxembourg.

Tableau 17. Importations, par l'OCDE, de produits manufacturés : origine et composition

	Valeur des importations de biens manufacturés par pays d'origine (millions de dollars)		Composition des importations de biens manufacturés (1988) des pays membres de l'OCDE à revenu élevé (%) ^a				
	1968	1988 ^a	Textiles et habillement	Produits chimiques	Appareillage électronique et électronique	Matériel de transport	Autres
Pays à faible revenu	1.281 t	37.243 t	43 w	7 w	5 w	2 w	44 w
Chine et Inde	759 t	26.942 t	42 w	7 w	6 w	0 w	45 w
Autres pays à faible revenu	523 t	10.300 t	45 w	6 w	1 w	6 w	42 w
1 Mozambique	6	5	12	3	10	2	72
2 Ethiopie	6	53	10	10	1	1	78
3 Tchad	0	1	7	1	4	0	88
4 Tanzanie	0	14	6	5	15	2	72
5 Bangladesh	0	774	84	0	0	0	16
6 Malawi	0	17	90	0	1	0	9
7 Somalie	1	5	1	2	18	10	70
8 Zaïre	38	382	0	3	0	0	96
9 Bhoutan	0	1	17	16	0	8	60
10 RDP lao	0	2	77	5	4	1	13
11 Népal	2	173	90	0	0	0	9
12 Madagascar	0	5	10	4	6	3	77
13 Burkina Faso	30	36	62	2	1	1	34
14 Mali	7	33	66	13	0	0	20
15 Burundi	4	2	6	2	7	14	71
16 Ouganda	0	6	2	1	2	2	94
17 Nigéria	12	160	2	26	2	1	68
18 Zambie	9	32	22	0	1	4	73
19 Niger	0	367	0	98	0	0	2
20 Rwanda	0	1	3	17	11	0	69
21 Chine	206	19.874	42	8	8	0	42
22 Inde	553	7.069	41	4	1	0	54
23 Pakistan	161	2.159	79	0	0	0	21
24 Kenya	14	95	7	3	4	2	84
25 Togo	1	13	2	1	3	1	93
26 Rép. centrafricaine	12	51	0	0	0	0	100
27 Haïti	12	398	50	3	17	0	30
28 Bénin	0	15	1	1	3	47	48
29 Ghana	16	49	1	3	2	10	85
30 Lesotho ^b	..	..	..	..	..	..	..
31 Sri Lanka	6	824	74	1	0	0	24
32 Guinée	30	133	0	38	0	0	62
33 Yémen, RDP	2	3	1	0	53	12	34
34 Indonésie	10	3.339	33	3	1	0	62
35 Mauritanie	0	3	25	5	3	6	61
36 Soudan	2	18	14	8	2	24	52
37 Afghanistan	10	50	91	1	0	1	8
38 Myanmar	3	22	37	8	0	2	52
39 Kampuchea dém.	0	1	19	0	4	0	77
40 Libéria	25	904	0	0	0	65	34
41 Sierra Leone	80	69	0	0	1	0	99
42 Viet Nam	1	0	..	..	..	..	..
Pays à revenu intermédiaire	3.371 t	183.671 t	22 w	5 w	17 w	7 w	49 w
Tranche inférieure	1.080 t	63.138 t	22 w	6 w	21 w	8 w	43 w
43 Bolivie	1	24	23	7	0	6	65
44 Philippines	107	3.732	34	4	29	0	32
45 Yémen, Rép. arabe du	0	31	1	0	2	3	94
46 Sénégal	9	37	7	33	6	4	50
47 Zimbabwe	12	553	7	0	0	0	93
48 Egypte, Rép. arabe d'	28	448	62	5	2	1	31
49 Rép. dominicaine	5	1.202	46	1	6	0	47
50 Côte d'Ivoire	5	199	24	3	1	2	70
51 Papouasie-Nouvelle-Guinée	3	20	5	0	1	11	82
52 Maroc	18	1.468	62	19	5	2	12
53 Honduras	3	109	62	2	0	1	35
54 Guatemala	4	143	70	8	0	3	18
55 Congo, Rép. populaire du	8	97	0	0	0	0	100
56 El Salvador	1	110	56	0	25	0	18
57 Thaïlande	25	5.892	28	2	14	1	55
58 Botswana ^b	..	..	..	..	..	..	..
59 Cameroun	1	58	36	2	1	1	59
60 Jamaïque	58	563	40	54	1	0	5
61 Equateur	3	50	14	5	2	1	79
62 Colombie	34	779	24	4	0	0	72
63 Paraguay	4	53	18	13	0	0	69
64 Tunisie	11	1.295	62	15	8	1	14
65 Turquie	23	4.356	71	5	2	1	21
66 Pérou	8	346	52	8	4	0	36
67 Jordanie	0	123	4	50	5	2	40

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées.

		Valeur des importations de biens manufacturés par pays d'origine (millions de dollars)		Composition des importations de biens manufacturés (1988) des pays membres de l'OCDE à revenu élevé (%) ^a				
		1968	1988 ^b	Textiles et habillement	Produits chimiques	Appareillage électronique	Matériel de transport	Autres
68	Chili	9	335	13	31	1	4	51
69	Rép. arabe syrienne	1	23	32	8	2	3	55
70	Costa Rica	2	421	65	1	11	1	22
71	Mexique	295	18.557	4	5	35	13	43
72	Maurice	0	635	83	1	0	0	16
73	Pologne	222	2.637	22	16	6	11	45
74	Malaisie	28	6.047	16	3	58	0	23
75	Panama ^c	20	794	5	3	1	63	29
76	Brésil	107	11.472	8	9	6	14	63
77	Angola	2	202	0	0	0	0	100
78	Liban	18	185	17	2	3	1	78
79	Nicaragua	2	5	5	6	32	2	55
Tranche supérieure		2.291 t	120.533 t	23 w	5 w	15 w	6 w	52 w
80	Afrique du Sud ^b	491	3.101	4	15	1	2	78
81	Algérie	13	239	1	21	1	18	60
82	Hongrie	119	2.310	24	21	9	3	42
83	Uruguay	14	277	58	2	1	1	39
84	Argentine	86	1.539	11	17	1	2	68
85	Yougoslavie	270	6.699	27	8	9	11	45
86	Gabon	9	115	0	69	1	1	29
87	Venezuela	20	528	2	24	3	7	64
88	Trinité-et-Tobago	37	304	1	74	0	0	25
89	Corée, Rép. de	247	42.367	25	2	19	8	46
90	Portugal	336	8.394	40	7	8	6	39
91	Grèce	82	3.728	56	4	3	6	31
92	Oman	1	278	0	0	3	34	62
93	Libye	5	280	0	88	1	0	11
94	Iran, Rép. islamique d'	107	478	90	1	1	0	8
95	Iraq	4	133	1	9	4	13	73
96	Roumanie	87	2.150	30	8	3	3	56
Pays à revenu faible/intermédiaire		4.653 t	220.913 t	26 w	5 w	15 w	6 w	48 w
Afrique subsaharienne		343 t	4.412 t	16 w	14 w	1 w	14 w	55 w
Asie de l'Est		925 t	127.935 t	24 w	3 w	18 w	4 w	51 w
Asie du Sud		724 t	11.037 t	54 w	3 w	1 w	0 w	42 w
Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord		1.374 t	35.947 t	41 w	10 w	7 w	6 w	36 w
Amérique latine et Caraïbes		795 t	38.472 t	11 w	9 w	20 w	12 w	49 w
Gravement endettés		1.038 t	44.143 t	14 w	8 w	20 w	11 w	47 w
Pays à revenu élevé		85.975 t	1.226.247 t	6 w	13 w	11 w	19 w	51 w
Pays membres de l'OCDE		84.267 t	1.176.481 t	5 w	13 w	11 w	20 w	51 w
†Autres		1.708 t	49.766 t	22 w	6 w	18 w	2 w	51 w
97	†Arabie saoudite	8	2.095	0	47	1	1	51
98	Espagne	470	21.512	5	10	6	27	51
99	Irlande	363	11.618	8	24	12	2	55
100	†Israël	261	6.589	8	14	11	2	64
101	†Singapour	36	13.858	6	5	33	2	54
102	†Hong Kong	1.264	24.141	39	1	16	1	44
103	Nouvelle-Zélande	79	1.447	11	25	6	3	54
104	Australie	368	4.989	3	36	4	6	57
105	Royaume-Uni	7.988	81.223	6	18	10	11	55
106	Italie	5.646	87.765	17	8	7	10	58
107	†Koweït	6	164	1	17	7	17	59
108	Belgique ^d	5.255	62.739	9	20	6	20	45
109	Pays-Bas	3.929	56.100	7	31	8	8	45
110	Autriche	1.086	21.553	10	9	13	5	62
111	†Emirats arabes unis	0	366	27	22	5	2	44
112	France	6.125	99.708	6	18	9	23	45
113	Canada	6.262	64.535	1	8	6	41	44
114	Danemark	1.024	14.319	8	15	11	5	62
115	Allemagne, Rép. féd. d'	16.278	227.674	5	14	10	21	49
116	Finlande	748	13.767	4	8	8	5	75
117	Suède	2.901	35.210	2	9	9	19	61
118	Etats-Unis	16.484	161.794	2	12	13	20	53
119	Norvège	774	7.394	2	22	7	9	60
120	Japon	5.760	164.334	1	3	19	30	46
121	Suisse	2.724	38.624	6	21	10	2	61
Total des pays déclarants		90.627 t	1.447.161 t	9 w	12 w	12 w	17 w	50 w
Exportateurs de pétrole		1.347 t	35.670 t	8 w	13 w	20 w	10 w	49 w
Pays non membres non déclarants		1.025 t	8.871 t	9 w	27 w	5 w	8 w	51 w

Note : Pays membres de l'OCDE à revenu élevé seulement. a. Pour l'Australie, tous les chiffres sont ceux de 1987. b. Ces chiffres sont ceux de l'Afrique du Sud, du Botswana et du Lesotho. c. Non compris la zone du canal. d. Y compris le Luxembourg.

Tableau 18. Balance des paiements et réserves

	Balance des opérations courantes (millions de dollars)				Rapatriement net de fonds des travailleurs à l'étranger (millions de dollars)		Investissement direct privé net (millions de dollars)		Réserves internationales brutes		
	Après transferts publics		Avant transferts publics		1970	1988	1970	1988	Millions de dollars		En mois d'importations 1988
	1970	1988	1970	1988					1970	1988	
Pays à faible revenu									3.673 t	47.187 t	3,5 w
Chine et Inde									1.023 t	32.937 t	4,6 w
Autres pays à faible revenu									2.650 t	14.250 t	2,3 w
1 Mozambique	..	-359 ^a	..	-733 ^a	..	..	..	0 ^a	..	..	..
2 Ethiopie	-32	-389 ^a	-43	-510 ^a	..	..	4	..	72	171	1,5
3 Tchad	2	-17 ^a	-33	-252 ^a	-6	0 ^a	1	0 ^a	2	66	1,7
4 Tanzanie	-36	-235	-37	-743	..	..	..	..	65	78	0,6
5 Bangladesh	-114 ^a	-289	-234 ^a	-1.112	0	737	..	0	..	829	2,9
6 Malawi	-35	-53	-46	-134	-4	..	9	0	29	151	3,7
7 Somalie	-6	-107 ^a	-18	-349 ^a	..	..	5	-11	21	23	0,6
8 Zaïre	-64	-693	-141	-888	-98	0	42	11	189	372	1,4
9 Bhoutan	..	-68	..	-68	..	..	..	..	..	47	..
10 RDP lao	..	-92	..	-118	..	..	..	..	6	16	0,9
11 Népal	-1 ^a	-245	-25 ^a	-251	..	0	..	0	94	283	4,5
12 Madagascar	10	-127 ^a	-42	-261 ^a	-26	..	10	0 ^a	37	224	3,7
13 Burkina Faso	9	-66 ^a	-21	-310 ^a	16	215 ^a	0	0 ^a	36	325	4,6
14 Mali	-2	-104	-22	-350	-1	49	-1	1	1	44	0,7
15 Burundi	2 ^a	-62	-2 ^a	-163	..	..	0 ^a	1	15	76	2,9
16 Ouganda	20	-163 ^a	19	-289 ^a	-5	..	4	1	57	49	0,8
17 Nigéria	-368	-1.024	-412	-1.045	..	-34	205	836	223	933	1,3
18 Zambie	108	-174	107	-234	-48	..	-21	-297	0	515	1,2
19 Niger	0	-94	-32	-248	-3	-45	0	..	19	237	4,7
20 Rwanda	7	-119	-12	-258	-4	-17	0	21	8	118	3,2
21 Chine*	-81 ^a	-3.760	-81 ^a	-3.802	0 ^a	129	..	2.344	..	23.751	5,0
22 Inde	-380 ^a	-6.870 ^a	-590 ^a	-7.220 ^a	80 ^a	2.850 ^a	0 ^a	280 ^a	1.023	9.186	3,8
23 Pakistan	-667	-1.164	-705	-1.685	86	2.018	23	145	195	1.193	1,5
24 Kenya	-49	-454	-86	-711	..	..	14	7	220	296	1,3
25 Togo	3	-50	-14	-122	-3	13	0	12	35	237	4,5
26 Rép. centrafricaine	-12	-21 ^a	-24	-181 ^a	-4	29 ^a	1	0 ^a	1	113	3,9
27 Haïti	11	-53	4	-183	13	64	3	10	4	20	0,5
28 Bénin	-3	-105 ^a	-23	-177 ^a	0	87 ^a	7	1 ^a	16	9	0,2
29 Ghana	-68	-59 ^a	-76	-232 ^a	-9	-2	68	5 ^a	43	310	2,7
30 Lesotho	18 ^a	-73	-1 ^a	-130	..	..	..	21	..	56	1,2
31 Sri Lanka	-59	-404	-71	-611	3	357	0	43	43	248	1,1
32 Guinée	..	-209 ^a	..	-279 ^a	..	..	..	7 ^a	..	..	..
33 Yémen, RDP	-4	-383	-4	-436	52	253	-1	..	59	97	1,3
34 Indonésie	-310	-1.189	-376	-1.500	..	99	83	542	160	6.322	3,3
35 Mauritanie	-5	-8	-13	-179	-6	-26	1	2	3	77	1,4
36 Soudan	-42	-775 ^a	-43	-1.144 ^a	..	300 ^a	-1	0 ^a	22	107	0,6
37 Afghanistan	..	26	..	-243	..	..	..	..	49	657	9,1
38 Myanmar	-63	-208 ^a	-81	-307 ^a	..	..	..	..	98	180	2,7
39 Kampuchea dém.	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
40 Libéria	-16 ^a	-118	-27 ^a	-163	-18 ^a	-51	28 ^a	39	..	..	0,0
41 Sierra Leone	-16	-74 ^a	-20	-86 ^a	..	0	8	39	39	7	0,4
42 Viet Nam	..	-1.086	..	-1.099	..	..	..	..	243	..	..
Pays à revenu intermédiaire									16.396 t	120.433 t	2,9 w
Tranche inférieure									7.173 t	56.716 t	2,4 w
43 Bolivie	4	-306	2	-429	..	1	-76	30	46	473	5,0
44 Philippines	-48	-406	-138	-694	..	388	-29	986	255	2.169	2,2
45 Yémen, Rép. arabe du	-34 ^a	-695 ^a	-52 ^a	-785 ^a	39 ^a	190 ^a	..	0 ^a	..	285	1,6
46 Sénégal	-16	-262	-66	-467	-16	78	5	-73	22	22	0,2
47 Zimbabwe	-14 ^a	9 ^a	-26 ^a	-56 ^a	..	..	..	4	59	341	2,2
48 Egypte, Rép. arabe d'	-148	-1.868 ^a	-452	-2.848 ^a	29	3.386 ^a	..	973 ^a	165	2.261	1,8
49 Rép. dominicaine	-102	-128	-103	-218	25	328	72	106	32	261	1,4
50 Côte d'Ivoire	-38	-1.278	-73	-1.335	-56	-480	31	..	119	29	0,1
51 Papouasie-Nouvelle-Guinée	-89 ^a	-163	-239 ^a	-380	..	42	..	89	..	419	2,6
52 Maroc	-124	467	-161	164	27	1.289	20	85	142	836	1,5
53 Honduras	-64	-314	-68	-431	..	..	8	47	20	57	0,5
54 Guatemala	-8	-402	-8	-506	..	0	29	96	79	416	2,6
55 Congo, Rép. populaire du	-45 ^a	67	-53 ^a	7	-3 ^a	-46	30 ^a	43	9	8	0,1
56 El Salvador	9	14 ^a	7	-242 ^a	..	..	4	-55 ^a	64	354	3,0
57 Thaïlande	-250	-1.671	-296	-1.859	..	..	43	1.093	911	7.112	3,6
58 Botswana	-30 ^a	491	-35 ^a	309	..	..	6 ^a	40	..	2.258	17,7
59 Cameroun	-30	-881 ^a	-47	-881 ^a	-11	3 ^a	16	34 ^a	81	163	0,7
60 Jamaïque	-153	74	-149	4	29	65	161	-16	139	147	0,8
61 Equateur	-113	-597	-122	-657	..	..	89	80	76	568	2,1
62 Colombie	-293	-355 ^a	-333	-355 ^a	6	384 ^a	39	186 ^a	207	3.700	5,4
63 Paraguay	-16	-150	-19	-173	..	..	4	11	18	338	3,0
64 Tunisie	-53	212	-88	93	20	539	16	59	60	976	2,5
65 Turquie	-44	1.500	-57	1.139	273	1.755	58	352	440	3.912	2,5
66 Pérou	202	-1.128	146	-1.285	..	..	-70	44	339	1.213	2,9
67 Jordanie	-20	285 ^a	-130	-281 ^a	..	813 ^a	..	0 ^a	258	414	1,2
* Données pour Taiwan, Chine :	1 ^a	10.177 ^a	2 ^a	10.174 ^a	..	..	61 ^a	-3.161 ^a	627	79.430	16,0

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées.

	Balance des opérations courantes (millions de dollars)				Rapatriement net de fonds des travailleurs à l'étranger (millions de dollars)		Investissement direct privé net (millions de dollars)		Réserves internationales brutes		
	Après transferts publics		Avant transferts publics		1970	1988	1970	1988	Millions de dollars		En mois d'importations 1988
	1970	1988	1970	1988					1970	1988	
68 Chili	-91	-168	-95	-282	..	..	-79	109	392	3.788	5,2
69 Rép. arabe syrienne	-69	-76	-72	-604	7	210	..	0	57	342	1,6
70 Costa Rica	-74	-143	-77	-356	..	0	26	76	16	677	3,9
71 Mexique	-1.068	-2.905	-1.098	-3.068	..	264	323	2.594	756	6.327	2,1
72 Maurice	8	-45	5	-65	..	0	2	31	46	463	3,6
73 Pologne	..	-107	..	-107	..	0	..	-7	..	2.249	1,5
74 Malaisie	8	1.802	2	1.618	..	0	94	649	667	7.491	4,0
75 Panama	-64	737	-79	625	..	..	33	-36	16	72	0,2
76 Brésil	-837	4.448 ^a	-861	4.448 ^a	..	0 ^a	407	2.681 ^a	1.190	1.118	0,4
77 Angola	..	367	..	367	..	..	..	360	..	..	..
78 Liban	..	..	..	..	..	..	..	..	405	4.761	..
79 Nicaragua	-40	..	-43	..	..	..	15	..	49	..	..
Tranche supérieure									9.223 t	63.717 t	3,7 w
80 Afrique du Sud	-1.215	1.292	-1.253	1.207	..	..	318	4	1.057	2.204	1,1
81 Algérie	-125	-2.040	-163	-2.040	178	279	45	-48	352	3.191	4,0
82 Hongrie	-61	-389 ^a	-61	-389 ^a	..	..	..	..	697	2.521	2,3
83 Uruguay	-45	34	-55	13	..	..	..	-2	186	1.602	10,3
84 Argentine	-163	-1.615	-160	-1.615	..	..	11	1.147	682	5.157	4,7
85 Yougoslavie	-372	2.487	-378	2.487	441	4.893	..	0	143	3.074	2,2
86 Gabon	-3	-616	-15	-627	-8	-151	-1	121	15	71	0,4
87 Venezuela	-104	-4.692	-98	-4.661	-87	-203	-23	89	1.047	7.793	5,4
88 Trinité-et-Tobago	-109	-184	-104	-184	3	0	83	26	43	148	1,0
89 Corée, Rép. de	-623	14.161	-706	14.117	..	..	66	720	610	12.478	2,6
90 Portugal	-158 ^a	-601	-158 ^a	-1.320	504 ^a	3.381	15 ^a	820	1.565	11.719	7,1
91 Grèce	-422	-958	-424	-2.894	333	1.675	50	907	318	5.012	3,8
92 Oman	..	851	..	844	..	-681	..	33	13	1.173	6,6
93 Libye	645	-2.259	758	-2.222	-134	-496	139	43	1.596	5.798	9,0
94 Iran, Rép. islamique d'	-507	..	-511	..	..	..	25	..	217	..	..
95 Iraq	105	..	104	..	..	..	24	..	472	..	..
96 Roumanie	-23	..	-23	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu faible/intermédiaire									20.069 t	167.620 t	3,1 w
Afrique subsaharienne									2.028 t	7.861 t	1,9 w
Asie de l'Est									2.885 t	60.151 t	3,6 w
Asie du Sud									1.453 t	11.987 t	3,1 w
Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord									7.165 t	50.836 t	3,4 w
Amérique latine et Caraïbes									5.481 t	34.553 t	2,8 w
Gravement endettés									6.042 t	36.607 t	2,5 w
Pays à revenu élevé									75.667 t	842.605 t	3,3 w
Pays membres de l'OCDE									72.938 t	787.004 t	3,3 w
†Autres									2.729 t	55.601 t	3,7 w
97 †Arabie saoudite	71	-9.583	152	-6.283	-183	-4.935	20	-1.175	670	22.438	7,9
98 Espagne	79	-3.730	79	-5.220	469	1.413	179	5.788	1.851	42.835	6,9
99 Irlande	-198	625	-228	-1.034	..	..	32	91	698	5.234	2,8
100 †Israël	-562	-678	-766	-4.097	..	..	40	183	452	4.433	2,6
101 †Singapour	-572	1.660	-585	1.683	..	..	93	1.066	1.012	17.073	4,2
102 †Hong Kong	225	1.199	225	1.199	..	..	..	282	..	..	..
103 Nouvelle-Zélande	-232	-780	-222	-704	16	312	137	119	258	2.845	2,7
104 Australie	-777	-11.256	-682	-11.100	..	..	778	-460	1.709	16.853	3,6
105 Royaume-Uni	1.985	-26.590	2.393	-20.763	..	..	-190	-13.078	2.918	51.899	2,0
106 Italie	800	-5.363	1.096	-2.614	446	1.229	498	1.337	5.547	62.067	4,3
107 †Koweït	853 ^a	4.713	853 ^a	4.853	..	-1.179	-8 ^a	-262	209	2.965	3,6
108 Belgique ^b	717	3.334	904	5.085	38	-30	140	1.365	2.963	23.321	2,1
109 Pays-Bas	-588	5.282	-617	5.785	-49	-204	-15	2	3.362	34.102	3,2
110 Autriche	-75	-642	-73	-569	-7	284	104	294	1.806	16.043	3,7
111 †Emirats arabes unis	90 ^a	2.700	100 ^a	2.800	..	..	..	..	..	4.769	5,8
112 France	-204	-3.522	18	875	-641	-1.950	248	-5.986	5.199	58.944	2,9
113 Canada	1.008	-8.258	960	-7.905	..	..	508	-3.306	4.733	22.422	1,8
114 Danemark	-544	-1.819	-510	-1.686	..	..	75	..	488	11.433	3,3
115 Allemagne, Rép. féd. d'	852	48.499	1.899	60.320	-1.366	-4.188	-303	-8.722	13.879	97.576	3,6
116 Finlande	-239	-3.006	-232	-2.578	..	..	-41	-1.752	455	7.171	2,8
117 Suède	-265	-2.567	-160	-1.424	..	-10	-104	-4.406	775	10.982	2,1
118 Etats-Unis	2.330	-126.620	4.680	-113.740	-650	-820	-6.130	40.920	15.237	144.177	2,7
119 Norvège	-242	-3.671	-200	-2.858	..	-50	32	-23	813	13.753	4,3
120 Japon	1.980	79.590	2.160	82.610	..	..	-260	-34.710	4.876	106.668	4,4
121 Suisse	72	8.326	114	8.311	-313	-1.549	..	-6.913	5.317	58.367	7,9
Total des pays déclarants									95.736 t	1.010.225 t	3,3 w
Exportateurs de pétrole									7.082 t	81.171 t	3,4 w
Pays non membres non déclarants									..	..	..

a. Estimations de la Banque mondiale. b. Y compris le Luxembourg.

Tableau 19. Aide publique au développement provenant des pays membres de l'OCDE et de l'OPEP

	Montant									
	1965	1970	1975	1980	1984	1985	1986	1987	1988	1989 ^a
OCDE	Millions de dollars									
99 Irlande	0	0	8	30	35	39	62	51	57	47
103 Nouvelle-Zélande	..	14	66	72	55	54	75	87	104	87
104 Australie	119	212	552	667	777	749	752	627	1.101	1.017
105 Royaume-Uni	472	500	904	1.854	1.429	1.530	1.737	1.871	2.645	2.588
106 Italie	60	147	182	683	1.133	1.098	2.404	2.615	3.193	..
108 Belgique	102	120	378	595	446	440	547	687	597	..
109 Pays-Bas	70	196	608	1.630	1.268	1.136	1.740	2.094	2.231	2.089
110 Autriche	10	11	79	178	181	248	198	201	301	279
112 France	752	971	2.093	4.162	3.788	3.995	5.105	6.525	6.865	..
113 Canada	96	337	880	1.075	1.625	1.631	1.695	1.885	2.347	..
114 Danemark	13	59	205	481	449	440	695	859	922	926
115 Allemagne, Rép. féd. d'	456	599	1.689	3.567	2.782	2.942	3.832	4.391	4.731	4.953
116 Finlande	2	7	48	110	178	211	313	433	608	705
117 Suède	38	117	566	962	741	840	1.090	1.375	1.590	1.813
118 Etats-Unis	4.023	3.153	4.161	7.138	8.711	9.403	9.564	9.115	10.141	..
119 Norvège	11	37	184	486	540	574	798	890	985	919
120 Japon	244	458	1.148	3.353	4.319	3.797	5.634	7.342	9.134	..
121 Suisse	12	30	104	253	285	302	422	547	617	559
Total	6.480	6.968	13.855	27.296	28.742	29.429	36.663	41.595	48.167	..
OCDE	En pourcentage du PNB du pays donateur									
99 Irlande	0,00	0,00	0,09	0,16	0,22	0,24	0,28	0,19	0,20	0,17
103 Nouvelle-Zélande	..	0,23	0,52	0,33	0,25	0,25	0,30	0,26	0,27	0,22
104 Australie	0,53	0,59	0,65	0,48	0,45	0,48	0,47	0,34	0,46	0,37
105 Royaume-Uni	0,47	0,41	0,39	0,35	0,33	0,33	0,31	0,28	0,32	0,31
106 Italie	0,10	0,16	0,11	0,15	0,28	0,26	0,40	0,35	0,39	..
108 Belgique	0,60	0,46	0,59	0,50	0,58	0,55	0,48	0,48	0,40	..
109 Pays-Bas	0,36	0,61	0,75	0,97	1,02	0,91	1,01	0,98	0,98	0,93
110 Autriche	0,11	0,07	0,21	0,23	0,28	0,38	0,21	0,17	0,24	0,22
112 France	0,76	0,66	0,62	0,63	0,77	0,78	0,70	0,74	0,72	..
113 Canada	0,19	0,41	0,54	0,43	0,50	0,49	0,48	0,47	0,50	..
114 Danemark	0,13	0,38	0,58	0,74	0,85	0,80	0,89	0,88	0,89	0,93
115 Allemagne, Rép. féd. d'	0,40	0,32	0,40	0,44	0,45	0,47	0,43	0,39	0,39	0,41
116 Finlande	0,02	0,06	0,18	0,22	0,35	0,40	0,45	0,49	0,59	0,63
117 Suède	0,19	0,38	0,82	0,78	0,80	0,86	0,85	0,88	0,89	0,98
118 Etats-Unis	0,58	0,32	0,27	0,27	0,24	0,24	0,23	0,20	0,21	..
119 Norvège	0,16	0,32	0,66	0,87	1,03	1,01	1,17	1,09	1,10	1,02
120 Japon	0,27	0,23	0,23	0,32	0,34	0,29	0,29	0,31	0,32	..
121 Suisse	0,09	0,15	0,19	0,24	0,30	0,31	0,30	0,31	0,32	0,30
OCDE	Monnaies nationales									
99 Irlande (millions de livres)	0	0	4	15	32	37	46	34	37	35
103 Nouvelle-Zélande (millions de dollars)	..	13	55	74	95	109	143	146	158	145
104 Australie (millions de dollars)	106	189	402	591	873	966	1.121	895	1.404	1.283
105 Royaume-Uni (millions de livres)	169	208	409	798	1.070	1.180	1.194	1.142	1.485	1.578
106 Italie (milliards de lire)	38	92	119	585	1.991	2.097	3.578	3.389	4.156	..
108 Belgique (millions de francs)	5.100	6.000	13.902	17.399	25.527	26.145	24.525	25.648	21.949	..
109 Pays-Bas (millions de florins)	253	710	1.538	3.241	4.069	3.773	4.263	4.242	4.400	4.430
110 Autriche (millions de schillings)	260	286	1.376	2.303	3.622	5.132	3.023	2.541	3.717	3.691
112 France (millions de francs)	3.713	5.393	8.971	17.589	33.107	35.894	35.357	39.218	40.814	..
113 Canada (millions de dollars)	104	353	895	1.257	2.104	2.227	2.354	2.500	2.888	..
114 Danemark (millions de couronnes)	90	443	1.178	2.711	4.650	4.657	5.623	5.848	6.196	6.769
115 Allemagne, Rép. féd. d' (millions de deutsche mark)	1.824	2.192	4.155	6.484	7.917	8.661	8.323	8.004	8.292	9.318
116 Finlande (millions de markkaa)	6	29	177	414	1.070	1.308	1.587	1.902	2.550	3.025
117 Suède (millions de couronnes)	197	605	2.350	4.069	6.129	7.226	7.765	8.718	9.742	11.688
118 Etats-Unis (millions de dollars)	4.023	3.153	4.161	7.138	8.711	9.403	9.564	9.115	10.141	..
119 Norvège (millions de couronnes)	79	264	962	2.400	4.407	4.946	5.901	5.998	6.412	6.345
120 Japon (milliards de yen)	88	165	341	760	1.026	749	950	1.062	1.169	..
121 Suisse (millions de francs)	52	131	268	424	672	743	759	815	900	914
OCDE	Récapitulation									
APD (milliards de dollars, prix nominaux)	6,48	6,97	13,86	27,30	28,74	29,43	36,66	41,59	48,17	..
APD en pourcentage du PNB	0,48	0,34	0,35	0,37	0,36	0,35	0,35	0,35	0,36	..
APD (milliards de dollars, prix constants de 1980)	20,68	18,83	21,85	27,30	28,74	29,14	30,55	30,81	33,22	..
PNB (billions de dollars, prix nominaux)	1,35	2,04	3,96	7,39	8,03	8,49	10,39	12,05	13,48	..
Déflateur PIB ^b	0,31	0,37	0,63	1,00	1,00	1,01	1,20	1,35	1,45	1,44

		Montant									
		1976	1979	1980	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
OPEP		Millions de dollars									
17	Nigéria	80	29	35	58	35	51	45	52	30	14
81	Algérie	11	281	81	129	37	52	54	114	39	13
87	Venezuela	109	110	135	125	142	90	32	85	24	49
93	Libye	98	145	376	44	144	24	57	68	63	129
94	Iran, Rép. islamique d'	751	-20	-72	-193	10	52	-72	69	-10	39
95	Iraq	123	658	864	52	-10	-22	-32	-21	-37	-28
97	Arabie saoudite	2.791	3.941	5.682	3.854	3.259	3.194	2.630	3.517	2.888	2.098
107	Koweït	706	971	1.140	1.161	997	1.020	771	715	316	108
111	Emirats arabes unis	1.028	968	1.118	406	351	88	122	87	15	-17
	Qatar	180	282	277	139	20	10	8	18	0	4
Total OPAEP		4.937	7.246	9.538	5.785	4.798	4.366	3.610	4.498	3.284	2.307
Total OPEP		5.877	7.365	9.636	5.775	4.985	4.559	3.615	4.704	3.328	2.409
OPEP		En pourcentage du PNB du pays donateur									
17	Nigéria	0,19	0,04	0,04	0,08	0,04	0,06	0,06	0,11	0,13	0,03
81	Algérie	0,07	0,90	0,20	0,31	0,08	0,10	0,10	0,19	0,06	0,02
87	Venezuela	0,35	0,23	0,23	0,19	0,22	0,16	0,00	0,08	0,02	0,04
93	Libye	0,66	0,60	1,16	0,15	0,51	0,10	0,24	0,34	0,25	0,52
94	Iran, Rép. islamique d'	1,16	-0,02	-0,08	-0,15	0,01	0,03	-0,04	0,04	-0,01	0,02
95	Iraq	0,76	1,97	2,36	0,13	-0,02	-0,05	-0,07	-0,05	-0,08	-0,05
97	Arabie saoudite	5,95	5,16	4,87	2,50	2,69	3,20	2,98	4,67	3,88	2,70
107	Koweït	4,82	3,52	3,52	4,34	3,83	3,95	3,17	2,91	1,23	0,41
111	Emirats arabes unis	8,95	5,08	4,21	1,39	1,26	0,32	0,45	0,41	0,07	-0,07
	Qatar	7,35	6,07	4,16	2,22	0,40	0,18	0,15	0,47	0,00	0,08
Total OPAEP		4,23	3,31	3,22	1,81	1,70	1,60	1,39	1,80	1,10	0,86
Total OPEP		2,32	1,75	1,85	0,96	0,82	0,76	0,61	0,95	0,63	0,45

		Flux bilatéraux nets vers les pays à faible revenu									
		1965	1970	1975	1980	1983	1984	1985	1986	1987	1988
OCDE		En pourcentage du PNB du pays donateur									
99	Irlande	..	..	..	..	0,03	0,03	0,05	0,06	0,07	-0,07
103	Nouvelle-Zélande	..	..	0,14	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,06	0,03
104	Australie	0,08	0,09	0,10	0,04	0,05	0,06	0,05	0,04	0,05	0,11
105	Royaume-Uni	0,23	0,15	0,11	0,11	0,10	0,09	0,09	0,09	0,09	0,10
106	Italie	0,04	0,06	0,01	0,01	0,05	0,09	0,12	0,16	0,16	0,16
108	Belgique	0,56	0,30	0,31	0,24	0,21	0,20	0,23	0,20	0,14	0,10
109	Pays-Bas	0,08	0,24	0,24	0,30	0,26	0,29	0,27	0,32	0,31	0,31
110	Autriche	0,06	0,05	0,02	0,03	0,02	0,01	0,02	0,01	0,04	-0,04
112	France	0,12	0,09	0,10	0,08	0,09	0,14	0,14	0,13	0,14	0,14
113	Canada	0,10	0,22	0,24	0,11	0,13	0,15	0,15	0,12	0,14	0,14
114	Danemark	0,02	0,10	0,20	0,28	0,31	0,28	0,32	0,32	0,32	0,36
115	Allemagne, Rép. féd. d'	0,14	0,10	0,12	0,08	0,13	0,11	0,14	0,12	0,11	0,11
116	Finlande	..	..	0,06	0,08	0,12	0,13	0,17	0,18	0,18	0,23
117	Suède	0,07	0,12	0,41	0,36	0,33	0,30	0,31	0,38	0,29	0,31
118	Etats-Unis	0,26	0,14	0,08	0,03	0,03	0,03	0,04	0,03	0,03	0,04
119	Norvège	0,04	0,12	0,25	0,31	0,39	0,34	0,40	0,47	0,38	0,42
120	Japon	0,13	0,11	0,08	0,08	0,09	0,07	0,09	0,10	0,07	0,07
121	Suisse	0,02	0,05	0,10	0,08	0,10	0,12	0,12	0,12	0,10	0,10
Total		0,20	0,13	0,11	0,07	0,08	0,07	0,09	0,09	0,09	0,09

a. Estimations préliminaires. b. Voir notes techniques.

Tableau 20. Aide publique au développement reçue

Décaissements nets d'APD de toutes origines									
	Millions de dollars							Par habitant	En pourcentage
	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	(dollars) 1988	du PNB 1988
Pays à faible revenu	12.969 t	12.443 t	12.500 t	13.946 t	16.853 t	18.591 t	21.912 t	7,6 w	2,4 w
Chine et Inde	2.168 t	2.509 t	2.471 t	2.532 t	3.254 t	3.300 t	4.087 t	2,1 w	0,6 w
Autres pays à faible revenu	10.801 t	9.934 t	10.029 t	11.414 t	13.599 t	15.291 t	17.825 t	18,2 w	6,6 w
1 Mozambique	208	211	259	300	422	651	886	59,3	70,6
2 Ethiopie	200	339	364	715	636	634	970	20,5	17,4
3 Tchad	65	95	115	182	165	198	264	48,9	28,8
4 Tanzanie	684	594	558	487	681	882	978	39,6	31,2
5 Bangladesh	1.341	1.049	1.200	1.152	1.455	1.635	1.592	14,6	8,2
6 Malawi	121	117	158	113	198	280	366	46,0	30,6
7 Somalie	462	343	350	353	511	580	433	73,4	42,9
8 Zaïre	348	315	312	325	448	627	580	17,4	9,0
9 Bhoutan	11	13	18	24	40	42	42	30,3	14,0
10 RDP lao	38	30	34	37	48	58	77	19,6	14,4
11 Népal	200	201	198	236	301	347	399	22,2	13,0
12 Madagascar	242	183	153	188	316	321	305	28,0	16,2
13 Burkina Faso	213	184	189	198	284	281	298	34,9	16,0
14 Mali	210	215	321	380	372	366	427	53,5	22,0
15 Burundi	127	140	141	142	187	202	187	36,5	17,1
16 Ouganda	133	137	163	182	198	279	359	22,1	8,4
17 Nigéria	37	48	33	32	59	69	120	1,1	0,4
18 Zambie	317	217	239	328	464	430	478	63,3	12,0
19 Niger	257	175	161	304	307	353	371	51,1	15,5
20 Rwanda	151	150	165	181	211	245	253	38,0	11,0
21 Chine	524	669	798	940	1.134	1.462	1.990	1,8	0,5
22 Inde	1.644	1.840	1.673	1.592	2.120	1.839	2.098	2,6	0,8
23 Pakistan	916	735	749	801	970	879	1.408	13,3	3,7
24 Kenya	485	400	411	438	455	572	808	36,0	9,4
25 Togo	77	112	110	114	174	126	199	58,9	14,7
26 Rép. centrafricaine	90	93	114	104	139	176	196	68,4	17,5
27 Haïti	128	134	135	153	175	218	147	23,5	5,9
28 Bénin	81	86	77	95	138	138	162	36,3	9,0
29 Ghana	141	110	216	203	371	373	474	33,9	9,1
30 Lesotho	93	108	101	94	88	107	108	64,4	26,3
31 Sri Lanka	416	473	466	484	570	502	599	36,1	8,5
32 Guinée	90	68	123	119	175	213	262	48,5	10,3
33 Yémen, RDP	143	106	103	113	71	74	76	32,3	7,2
34 Indonésie	906	744	673	603	711	1.246	1.632	9,3	2,1
35 Mauritanie	187	176	175	209	225	182	184	96,6	18,4
36 Soudan	740	962	622	1.128	945	898	918	38,6	7,8
37 Afghanistan	9	14	7	17	2	45	72	..	..
38 Myanmar	319	302	275	356	416	367	451	11,3	..
39 Kampuchea dém.	44	37	17	13	13	14	18	..	..
40 Libéria	109	118	133	90	97	78	65	26,8	..
41 Sierra Leone	82	66	61	66	87	68	102	26,0	..
42 Viet Nam	136	106	109	114	147	111	148	2,3	..
Pays à revenu intermédiaire	10.621 t	9.998 t	10.352 t	10.538 t	11.741 t	12.851 t	11.931 t	12,4 w	0,7 w
Tranche inférieure	9.969 t	9.473 t	9.869 t	9.947 t	10.981 t	12.000 t	11.089 t	15,8 w	1,0 w
43 Bolivie	148	174	172	202	322	318	392	56,7	9,1
44 Philippines	333	429	397	486	956	770	854	14,3	2,2
45 Yémen, Rép. arabe du	412	328	326	283	257	348	223	26,3	3,8
46 Sénégal	285	323	368	295	567	641	568	81,2	11,4
47 Zimbabwe	216	208	298	237	225	294	273	29,3	4,3
48 Egypte, Rép. arabe d'	1.441	1.463	1.794	1.791	1.716	1.773	1.537	30,6	4,3
49 Rép. dominicaine	136	100	188	207	93	130	118	17,1	2,5
50 Côte d'Ivoire	137	156	128	125	186	254	439	39,1	4,5
51 Papouasie-Nouvelle-Guinée	311	333	322	259	263	322	379	101,9	10,8
52 Maroc	774	398	352	785	403	447	482	20,1	2,2
53 Honduras	158	190	286	272	283	258	321	66,4	7,3
54 Guatemala	64	76	65	83	135	241	235	27,0	2,9
55 Congo, Rép. populaire du	93	108	98	71	110	152	89	41,5	4,1
56 El Salvador	218	290	261	345	341	426	420	83,4	7,7
57 Thaïlande	389	431	475	481	496	504	563	10,3	1,0
58 Botswana	101	104	102	96	102	156	151	127,7	7,8
59 Cameroun	212	129	186	159	224	213	284	25,4	2,2
60 Jamaïque	180	181	170	169	178	168	193	80,3	6,0
61 Equateur	53	64	136	136	147	203	137	13,6	1,3
62 Colombie	97	86	88	62	63	78	61	1,9	0,2
63 Paraguay	85	51	50	50	66	81	76	18,7	1,3
64 Tunisie	210	205	178	163	222	274	316	40,5	3,2
65 Turquie	647	356	242	179	339	376	307	5,7	0,4
66 Pérou	188	297	310	316	272	292	272	13,2	1,1
67 Jordanie	798	787	687	538	564	579	425	108,8	9,3

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées.

Décaissements nets d'APD de toutes origines									
	Millions de dollars							Par habitant (dollars) 1988	En pourcentage du PNB 1988
	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988		
68 Chili	-8	0	2	40	-5	21	44	3,4	0,2
69 Rép. arabe syrienne	962	813	641	610	728	684	191	16,4	1,3
70 Costa Rica	80	252	218	280	196	228	187	69,9	4,0
71 Mexique	140	132	83	144	252	155	173	2,1	0,1
72 Maurice	48	41	36	28	56	65	59	56,4	3,0
73 Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..
74 Malaisie	135	177	327	229	192	363	104	6,1	0,3
75 Panama	41	47	72	69	52	40	22	9,3	..
76 Brésil	208	101	161	123	178	289	210	1,5	0,1
77 Angola	60	75	95	92	131	135	159	16,8	..
78 Liban	187	127	77	83	62	101	141	..	..
79 Nicaragua	121	120	114	102	150	141	213	58,8	..
Tranche supérieure	652 t	525 t	483 t	591 t	760 t	852 t	841 t	3,3 w	0,1 w
80 Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..
81 Algérie	136	95	122	173	165	214	171	7,2	0,3
82 Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..
83 Uruguay	4	3	4	5	27	18	41	13,4	0,5
84 Argentine	30	48	49	39	88	99	152	4,8	0,2
85 Yougoslavie	-8	3	3	11	19	35	44	1,9	0,1
86 Gabon	62	64	76	61	79	82	106	98,3	3,2
87 Venezuela	13	10	14	11	16	19	18	0,9	0,0
88 Trinité-et-Tobago	6	5	5	7	19	34	8	6,8	0,2
89 Corée, Rép. de	34	8	-37	-9	-18	11	10	0,2	0,0
90 Portugal	49	43	97	101	139	64	102	9,9	0,2
91 Grèce	12	13	13	11	19	35	35	3,5	0,1
92 Oman	133	71	67	78	84	16	1	0,4	..
93 Libye	12	6	5	5	11	6	6	1,3	..
94 Iran, Rép. islamique d'	3	48	13	16	27	71	82	1,7	..
95 Iraq	6	13	4	26	33	91	10	0,6	..
96 Roumanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu faible/intermédiaire	23.589 t	22.442 t	22.852 t	24.484 t	28.594 t	31.442 t	33.842 t	8,8 w	1,3 w
Afrique subsaharienne	7.496 t	7.305 t	7.595 t	8.616 t	10.572 t	11.902 t	13.416 t	28,9 w	8,8 w
Asie de l'Est	2.989 t	3.121 t	3.243 t	3.262 t	4.080 t	5.071 t	5.985 t	3,9 w	0,7 w
Asie du Sud	4.852 t	4.623 t	4.585 t	4.655 t	5.888 t	5.630 t	6.616 t	6,0 w	1,9 w
Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord	5.953 t	4.930 t	4.738 t	4.999 t	4.867 t	5.233 t	4.217 t	13,3 w	1,1 w
Amérique latine et Caraïbes	2.295 t	2.460 t	2.689 t	2.949 t	3.181 t	3.601 t	3.600 t	8,7 w	0,4 w
Gravement endettés	2.757 t	2.803 t	2.891 t	3.430 t	4.145 t	4.305 t	4.590 t	10,3 w	0,5 w
Pays à revenu élevé	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays membres de l'OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..
†Autres	1.477 t	2.084 t	1.948 t	2.553 t	2.711 t	2.124 t	1.993 t	62,5 w	0,5 w
97 †Arabie saoudite	57	44	36	29	31	22	19	1,5	0,0
98 Espagne	..	..	..	..	..	..	..	..	..
99 Irlande	..	..	..	..	..	..	..	..	..
100 †Israël	857	1.345	1.256	1.978	1.937	1.251	1.241	279,3	2,8
101 †Singapour	20	15	41	24	29	23	22	8,2	0,1
102 †Hong Kong	8	9	14	20	18	19	22	3,9	0,0
103 Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..
104 Australie	..	..	..	..	..	..	..	..	..
105 Royaume-Uni	..	..	..	..	..	..	..	..	..
106 Italie	..	..	..	..	..	..	..	..	..
107 †Koweït	6	5	4	4	5	3	6	3,0	0,0
108 Belgique	..	..	..	..	..	..	..	..	..
109 Pays-Bas	..	..	..	..	..	..	..	..	..
110 Autriche	..	..	..	..	..	..	..	..	..
111 †Émirats arabes unis	5	4	3	4	34	115	-12	-8,0	-0,1
112 France	..	..	..	..	..	..	..	..	..
113 Canada	..	..	..	..	..	..	..	..	..
114 Danemark	..	..	..	..	..	..	..	..	..
115 Allemagne, Rép. féd. d'	..	..	..	..	..	..	..	..	..
116 Finlande	..	..	..	..	..	..	..	..	..
117 Suède	..	..	..	..	..	..	..	..	..
118 États-Unis	..	..	..	..	..	..	..	..	..
119 Norvège	..	..	..	..	..	..	..	..	..
120 Japon	..	..	..	..	..	..	..	..	..
121 Suisse	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Total des pays déclarants	25.067 t	24.525 t	24.800 t	27.037 t	31.304 t	33.566 t	35.836 t	9,2 w	1,2 w
Exportateurs de pétrole	4.376 t	4.084 t	4.192 t	4.036 t	4.556 t	5.176 t	4.580 t	7,8 w	0,7 w
Pays non membres non déclarants	16 t	13 t	12 t	24 t	33 t	46 t	42 t	1,3 w	..

Tableau 21. Dette extérieure totale

		Dette à long terme (millions de dollars)				Recours au crédit FMI (millions de dollars)		Dette à court terme (millions de dollars)		Total de la dette extérieure (millions de dollars)	
		Dette publique et à garantie publique		Dette privée non garantie				1970	1988	1970	1988
		1970	1988	1970	1988						
Pays à faible revenu											
Chine et Inde											
Autres pays à faible revenu											
1	Mozambique	..	3.801	0	238	0	41	..	326	..	4.406
2	Ethiopie	169	2.790	0	0	0	55	..	133	..	2.978
3	Tchad	33	300	0	0	3	17	..	29	..	346
4	Tanzanie	250	4.091	15	9	0	69	..	560	..	4.729
5	Bangladesh	0	9.330	0	0	0	840	..	50	..	10.219
6	Malawi	122	1.190	0	3	0	106	..	51	..	1.349
7	Somalie	77	1.754	0	0	0	165	..	116	..	2.035
8	Zaïre	311	7.013	0	0	0	786	..	675	..	8.475
9	Bhoutan	..	68	0	0	0	0	..	0	..	68
10	RDP lao	8	816	0	0	0	3	..	6	..	824
11	Népal	3	1.088	0	0	0	53	..	23	..	1.164
12	Madagascar	89	3.317	0	0	0	190	..	95	..	3.602
13	Burkina Faso	21	805	0	0	0	3	..	59	..	866
14	Mali	238	1.928	0	0	9	74	..	65	..	2.067
15	Burundi	7	749	0	0	8	33	..	12	..	794
16	Ouganda	138	1.438	0	0	0	252	..	235	..	1.925
17	Nigéria	452	28.630	115	337	0	0	..	1.752	..	30.718
18	Zambie	624	4.194	30	0	0	940	..	1.364	..	6.498
19	Niger	32	1.286	0	256	0	95	..	105	..	1.742
20	Rwanda	2	585	0	0	3	4	..	44	..	632
21	Chine	..	32.196	0	0	0	1.013	..	8.806	..	42.015
22	Inde	7.838	49.695	100	1.473	0	2.573	..	3.772	..	57.513
23	Pakistan	3.064	13.944	5	84	45	557	..	2.425	..	17.010
24	Kenya	319	4.241	88	627	0	455	..	564	..	5.888
25	Togo	40	1.067	0	0	0	78	..	66	..	1.210
26	Rép. centrafricaine	24	584	0	0	0	50	..	39	..	673
27	Haïti	40	683	0	0	3	47	..	92	..	823
28	Bénin	41	904	0	0	0	4	..	147	..	1.055
29	Ghana	488	2.238	10	32	46	762	..	67	..	3.099
30	Lesotho	8	270	0	0	0	5	..	6	..	281
31	Sri Lanka	317	4.139	0	113	79	359	..	577	..	5.189
32	Guinée	312	2.312	0	0	3	61	..	190	..	2.563
33	Yémen, RDP	1	1.970	0	0	0	6	..	118	..	2.093
34	Indonésie	2.453	41.258	461	4.397	139	623	..	6.322	..	52.600
35	Mauritanie	27	1.823	0	0	0	71	..	183	..	2.076
36	Soudan	298	8.044	0	374	31	905	..	2.530	..	11.853
37	Afghanistan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
38	Myanmar	106	4.217	0	0	17	8	..	96	..	4.321
39	Kampuchea dém.	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
40	Libéria	158	1.101	0	0	4	309	..	222	..	1.632
41	Sierra Leone	59	510	0	0	0	109	..	108	..	727
42	Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu intermédiaire											
Tranche inférieure											
43	Bolivie	480	4.451	11	200	6	197	..	607	..	5.456
44	Philippines	625	23.475	919	992	69	1.093	..	3.888	..	29.448
45	Yémen, Rép. arabe du	..	2.378	0	0	0	0	..	570	..	2.948
46	Sénégal	100	2.985	31	34	0	318	..	280	..	3.617
47	Zimbabwe	229	2.231	0	50	0	70	..	308	..	2.659
48	Egypte, Rép. arabe d'	1.714	42.128	0	1.131	49	190	..	6.522	..	49.970
49	Rép. dominicaine	212	3.216	141	118	7	218	..	372	..	3.923
50	Côte d'Ivoire	256	8.088	11	3.700	0	509	..	1.828	..	14.125
51	Papouasie-Nouvelle-Guinée	36	1.269	173	860	0	6	..	135	..	2.270
52	Maroc	712	18.567	15	200	28	956	..	200	..	19.923
53	Honduras	90	2.739	19	98	0	37	..	444	..	3.318
54	Guatemala	106	2.131	14	113	0	88	..	301	..	2.633
55	Congo, Rép. populaire du	124	4.098	0	0	0	15	..	650	..	4.763
56	El Salvador	88	1.630	88	55	7	11	..	110	..	1.806
57	Thaïlande	324	13.375	402	3.530	0	662	..	2.964	..	20.530
58	Botswana	17	494	0	0	0	0	..	5	..	499
59	Cameroun	131	2.939	9	427	0	100	..	763	..	4.229
60	Jamaïque	160	3.512	822	43	0	483	..	267	..	4.304
61	Equateur	193	9.353	49	25	14	405	..	1.082	..	10.864
62	Colombie	1.297	13.853	283	1.538	55	0	..	1.609	..	17.001
63	Paraguay	112	2.091	0	28	0	0	..	375	..	2.493
64	Tunisie	541	5.886	..	235	13	277	..	275	..	6.672
65	Turquie	1.844	31.054	42	535	74	299	..	7.704	..	39.592
66	Pérou	856	12.475	1.799	1.423	10	801	..	3.880	..	18.579
67	Jordanie	119	3.955	0	0	0	48	..	1.529	..	5.532

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées.

Dette à long terme (millions de dollars)											
		Dette publique et à garantie publique		Dette privée non garantie		Recours au crédit FMI (millions de dollars)		Dette à court terme (millions de dollars)		Total de la dette extérieure (millions de dollars)	
		1970	1988	1970	1988	1970	1988	1970	1988	1970	1988
68	Chili	2.067	13.760	501	2.361	2	1.322	..	2.202	..	19.645
69	Rép. arabe syrienne	233	3.685	0	0	10	0	..	1.205	..	4.890
70	Costa Rica	134	3.531	112	317	0	71	..	611	..	4.530
71	Mexique	3.196	81.207	2.770	7.458	0	4.805	..	8.097	..	101.567
72	Maurice	32	652	0	57	0	103	..	49	..	861
73	Pologne	..	33.661	0	0	0	0	..	8.476	..	42.137
74	Malaisie	390	16.101	50	2.340	0	0	..	2.100	..	20.541
75	Panama	194	3.625	0	0	0	328	..	1.667	..	5.620
76	Brésil	3.421	89.841	1.706	11.514	0	3.333	..	9.903	..	114.592
77	Angola	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
78	Liban	64	229	0	0	0	0	..	270	..	499
79	Nicaragua	147	6.744	0	0	8	0	..	1.308	..	8.052
Tranche supérieure											
80	Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
81	Algérie	945	23.229	0	0	0	0	..	1.621	..	24.850
82	Hongrie	..	14.791	0	0	0	634	..	2.136	..	17.561
83	Uruguay	269	2.953	29	86	18	309	..	477	..	3.825
84	Argentine	1.880	48.166	3.291	1.378	0	3.678	..	5.714	..	58.936
85	Yougoslavie	1.199	13.949	854	5.392	0	1.310	..	1.033	..	21.684
86	Gabon	91	2.128	0	0	0	133	..	402	..	2.663
87	Venezuela	718	25.413	236	4.883	0	0	..	4.361	..	34.657
88	Trinité-et-Tobago	101	1.718	0	0	0	115	..	163	..	1.995
89	Corée, Rép. de	1.816	21.349	175	6.027	0	0	..	9.780	..	37.156
90	Portugal	485	13.950	268	615	0	0	..	2.603	..	17.168
91	Grèce	905	17.482	388	1.315	0	0	..	4.717	..	23.514
92	Oman	..	2.488	0	0	0	0	..	452	..	2.940
93	Libye	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
94	Iran, Rép. islamique d'	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
95	Iraq	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
96	Roumanie	..	1.946	0	0	0	144	..	700	..	2.790
Pays à revenu faible/intermédiaire											
Afrique subsaharienne											
Asie de l'Est											
Asie du Sud											
Europe, Moyen-Orient											
et Afrique du Nord											
Amérique latine et Caraïbes											
Gravement endettés											
Pays à revenu élevé											
Pays membres de l'OCDE											
†Autres											
97	†Arabie saoudite	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
98	Espagne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
99	Irlande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
100	†Israël	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
101	†Singapour	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
102	†Hong Kong	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
103	Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
104	Australie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
105	Royaume-Uni	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
106	Italie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
107	†Koweït	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
108	Belgique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
109	Pays-Bas	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
110	Autriche	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
111	†Emirats arabes unis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
112	France	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
113	Canada	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
114	Danemark	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
115	Allemagne, Rép. féd. d'	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
116	Finlande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
117	Suède	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
118	Etats-Unis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
119	Norvège	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
120	Japon	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
121	Suisse	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Total des pays déclarants											
Exportateurs de pétrole											
Pays non membres											
non déclarants											

Tableau 22. Flux de capitaux extérieurs aux secteurs public et privé

	Décaissements (millions de dollars)				Remboursement du principal (millions de dollars)				Flux nets ^a (millions de dollars)			
	Emprunts publics et à garantie publique		Emprunts privés non garantis		Emprunts publics et à garantie publique		Emprunts privés non garantis		Emprunts publics et à garantie publique		Emprunts privés non garantis	
	1970	1988	1970	1988	1970	1988	1970	1988	1970	1988	1970	1988
Pays à faible revenu												
Chine et Inde												
Autres pays à faible revenu												
1 Mozambique	..	146	0	14	..	8	0	4	..	138	0	10
2 Ethiopie	28	465	0	0	15	160	0	0	13	305	0	0
3 Tchad	6	59	0	0	3	2	0	0	3	57	0	0
4 Tanzanie	51	191	8	0	10	45	3	1	40	146	5	-1
5 Bangladesh	0	890	0	0	0	177	0	0	0	714	0	0
6 Malawi	40	116	0	9	3	29	0	6	37	86	0	3
7 Somalie	4	47	0	0	1	1	0	0	4	46	0	0
8 Zaïre	32	328	0	0	28	67	0	0	3	261	0	0
9 Bhoutan	..	30	0	0	..	1	0	0	..	30	0	0
10 RDP lao	6	119	0	0	1	7	0	0	4	112	0	0
11 Népal	1	202	0	0	2	18	0	0	-2	184	0	0
12 Madagascar	11	230	0	0	5	80	0	0	5	150	0	0
13 Burkina Faso	2	92	0	0	2	22	0	0	0	69	0	0
14 Mali	23	154	0	0	0	32	0	0	23	122	0	0
15 Burundi	1	99	0	0	0	19	0	0	1	80	0	0
16 Ouganda	27	212	0	0	4	23	0	0	23	189	0	0
17 Nigéria	56	693	25	83	38	483	30	90	18	209	-5	-7
18 Zambie	351	130	23	0	35	115	13	0	316	16	10	0
19 Niger	12	150	0	28	2	31	0	26	11	119	0	2
20 Rwanda	0	82	0	0	0	9	0	0	0	73	0	0
21 Chine	..	8.868	0	0	..	2.097	0	0	..	6.771	0	0
22 Inde	883	5.945	25	272	289	1.677	25	440	594	4.269	0	-168
23 Pakistan	489	1.622	3	55	114	828	1	26	375	794	2	29
24 Kenya	35	291	41	196	17	216	12	65	17	75	30	131
25 Togo	5	73	0	0	2	23	0	0	3	50	0	0
26 Rép. centrafricaine	2	84	0	0	2	4	0	0	-1	79	0	0
27 Haïti	4	46	0	0	3	15	0	0	1	31	0	0
28 Bénin	2	51	0	0	1	10	0	0	1	41	0	0
29 Ghana	42	344	0	9	14	134	0	7	28	210	0	2
30 Lesotho	0	51	0	0	0	16	0	0	0	36	0	0
31 Sri Lanka	66	402	..	0	30	200	..	6	36	202	..	-6
32 Guinée	90	308	0	0	11	112	0	0	80	197	0	0
33 Yémen, RDP	1	247	0	0	0	75	0	0	1	171	0	0
34 Indonésie	441	6.304	195	1.080	59	4.774	61	788	383	1.530	134	292
35 Mauritanie	5	129	0	0	3	78	0	0	1	51	0	0
36 Soudan	53	373	0	0	22	44	0	0	30	329	0	0
37 Afghanistan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
38 Myanmar	22	287	0	0	20	67	0	0	2	220	0	0
39 Kampuchea dém.	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
40 Libéria	7	34	0	0	11	8	0	0	-4	26	0	0
41 Sierra Leone	8	20	0	0	11	5	0	0	-3	14	0	0
42 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu intermédiaire												
Tranche inférieure												
43 Bolivie	55	328	3	0	17	132	2	0	38	196	1	0
44 Philippines	141	1.372	276	0	74	1.220	186	100	67	152	90	-100
45 Yémen, Rép. arabe du	..	261	0	0	..	137	0	0	..	124	0	0
46 Sénégal	19	272	1	8	5	124	3	8	14	148	-2	0
47 Zimbabwe	0	233	0	43	5	308	0	44	-5	-75	0	-2
48 Egypte, Rép. arabe d'	397	1.467	0	180	310	635	0	147	87	832	0	33
49 Rép. dominicaine	38	108	22	0	7	91	20	10	31	17	2	-10
50 Côte d'Ivoire	78	440	4	850	29	224	2	414	49	216	2	436
51 Papouasie-Nouvelle-Guinée	43	164	111	164	0	198	20	168	43	-34	91	-4
52 Maroc	168	1.008	8	8	37	533	3	8	131	476	5	0
53 Honduras	29	290	10	14	3	144	3	26	26	146	7	-12
54 Guatemala	37	262	6	0	20	252	2	3	17	10	4	-3
55 Congo, Rép. populaire du	20	410	0	0	6	187	0	0	15	223	0	0
56 El Salvador	8	190	24	0	6	93	16	15	2	96	8	-15
57 Thaïlande	51	1.467	169	979	23	1.519	107	701	28	-52	62	279
58 Botswana	6	51	0	0	0	39	0	0	6	11	0	0
59 Cameroun	29	553	11	115	5	149	2	228	24	405	9	-112
60 Jamaïque	15	204	165	0	6	200	164	7	9	3	1	-7
61 Equateur	41	623	7	0	16	266	11	5	26	357	-4	-5
62 Colombie	253	2.234	0	112	78	1.623	59	98	174	611	-59	14
63 Paraguay	15	98	0	0	7	175	0	1	8	-77	0	-1
64 Tunisie	89	885	..	54	47	673	..	45	42	212	..	9
65 Turquie	329	5.565	1	161	128	3.706	3	138	201	1.859	-2	23
66 Pérou	148	412	240	0	100	140	233	10	48	272	7	-10
67 Jordanie	14	753	0	0	3	586	0	0	12	167	0	0

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées.

		Décaissements (millions de dollars)				Remboursement du principal (millions de dollars)				Flux nets ^a (millions de dollars)			
		Emprunts publics et à garantie publique		Emprunts privés non garantis		Emprunts publics et à garantie publique		Emprunts privés non garantis		Emprunts publics et à garantie publique		Emprunts privés non garantis	
		1970	1988	1970	1988	1970	1988	1970	1988	1970	1988	1970	1988
68	Chili	408	891	247	669	166	389	41	209	242	502	206	461
69	Rép. arabe syrienne	60	435	0	0	31	260	0	0	29	176	0	0
70	Costa Rica	30	94	30	30	21	132	20	16	9	-38	10	15
71	Mexique	772	4.706	603	1.140	475	3.087	542	3.155	297	1.619	61	-2.015
72	Maurice	2	212	0	17	1	101	0	4	1	111	0	13
73	Pologne	..	569	0	0	..	830	0	0	..	-262	0	0
74	Malaisie	45	1.687	12	615	47	3.023	9	885	-2	-1.336	3	-270
75	Panama	67	5	0	0	24	4	0	0	44	1	0	0
76	Brésil	892	5.534	900	170	256	2.980	200	657	636	2.553	700	-487
77	Angola	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
78	Liban	12	26	0	0	2	22	0	0	10	5	0	0
79	Nicaragua	44	579	0	0	16	82	0	0	28	497	0	0
Tranche supérieure													
80	Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
81	Algérie	313	5.922	0	0	35	4.534	0	0	279	1.388	0	0
82	Hongrie	..	2.097	0	0	..	1.779	0	0	..	318	0	0
83	Uruguay	37	283	13	0	47	255	4	58	-10	28	9	-58
84	Argentine	482	1.676	424	160	344	1.190	428	150	139	486	-4	10
85	Yougoslavie	179	696	465	1.129	170	808	204	965	9	-112	261	164
86	Gabon	26	161	0	0	9	31	0	0	17	130	0	0
87	Venezuela	216	1.777	67	0	42	1.231	25	1.190	174	546	41	-1.190
88	Trinité-et-Tobago	8	183	0	0	10	60	0	0	-3	123	0	0
89	Corée, Rép. de	444	2.721	32	1.127	198	4.890	7	1.202	246	-2.168	25	-75
90	Portugal	18	2.879	20	75	63	3.220	22	99	-45	-341	-1	-24
91	Grèce	163	2.271	144	187	62	2.032	37	147	101	239	107	40
92	Oman	..	414	0	0	..	348	0	0	..	66	0	0
93	Libye	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
94	<i>Iran, Rép. islamique d'</i>	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
95	<i>Iraq</i>	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
96	<i>Roumanie</i>	..	94	0	0	..	3.359	0	0	..	-3.266	0	0
Pays à revenu faible/intermédiaire													
Afrique subsaharienne													
Asie de l'Est													
Asie du Sud													
Europe, Moyen-Orient													
et Afrique du Nord													
Amérique latine et Caraïbes													
Gravement endettés													
Pays à revenu élevé													
Pays membres de l'OCDE													
†Autres													
97	†Arabie saoudite												
98	Espagne												
99	Irlande												
100	†Israël												
101	†Singapour												
102	†Hong Kong												
103	Nouvelle-Zélande												
104	Australie												
105	Royaume-Uni												
106	Italie												
107	†Koweït												
108	Belgique												
109	Pays-Bas												
110	Autriche												
111	†Emirats arabes unis												
112	France												
113	Canada												
114	Danemark												
115	Allemagne, Rép. féd. d'												
116	Finlande												
117	Suède												
118	Etats-Unis												
119	Norvège												
120	Japon												
121	Suisse												
Total des pays déclarants													
Exportateurs de pétrole													
Pays non membres													
non déclarants													

a. Les chiffres ayant été arrondis, les flux nets peuvent ne pas correspondre aux décaissements moins le remboursement du principal.

Tableau 23. Dette extérieure publique et privée et ratios du service de la dette

	Encours de la dette totale à long terme				Versements totaux d'intérêts au titre de la dette à long terme (millions de dollars)		Service total de la dette à long terme en pourcentage				
	Millions de dollars		En pourcentage du PNB		1970	1988	du PNB		des exportations de biens et services		
	1970	1988	1970	1988			1970	1988	1970	1988	
Pays à faible revenu											
Chine et Inde											
Autres pays à faible revenu											
1	Mozambique	..	4.039	..	399,7	..	15	..	2,7	..	10,4
2	Ethiopie	169	2.790	9,5	50,6	6	78	1,2	4,3	11,4	37,4
3	Tchad	33	300	9,9	33,2	0	4	0,9	0,7	4,2	2,7
4	Tanzanie	265	4.100	20,7	140,1	8	41	1,6	3,0	6,3	17,8
5	Bangladesh	0	9.330	0,0	48,5	0	139	0,0	1,6	0,0	20,5
6	Malawi	122	1.193	43,2	85,9	4	29	2,3	4,6	7,8	19,0
7	Somalie	77	1.754	24,4	185,2	0	3	0,3	0,4	2,1	4,9
8	Zaire	311	7.013	9,1	118,0	9	98	1,1	2,8	4,4	6,9
9	Bhoutan	..	68	..	27,9	..	1	..	0,5	..	..
10	RDP lao	8	816	..	153,5	0	2	..	1,8	..	143,5
11	Népal	3	1.088	0,3	34,6	0	19	0,3	1,2	3,2	8,5
12	Madagascar	89	3.317	10,4	192,7	2	81	0,8	9,3	3,7	39,0
13	Burkina Faso	21	805	6,6	43,4	0	14	0,7	2,0	7,1	11,9
14	Mali	238	1.928	71,4	100,8	0	15	0,2	2,5	1,4	14,2
15	Burundi	7	749	3,1	69,8	0	16	0,3	3,3	2,3	25,1
16	Ouganda	138	1.438	7,3	34,3	5	20	0,5	1,0	2,9	14,0
17	Nigéria	567	28.967	4,3	102,5	28	1.411	0,7	7,0	7,1	25,7
18	Zambie	654	4.194	37,5	116,7	32	62	4,6	4,9	8,0	14,2
19	Niger	32	1.542	5,0	66,0	1	74	0,4	5,6	4,0	32,6
20	Rwanda	2	585	0,9	25,5	0	8	0,2	0,7	1,5	9,6
21	Chine	..	32.196	..	8,7	..	1.593	..	1,0	..	6,9
22	Inde	7.938	51.168	13,9	19,3	193	2.554	0,9	1,8	23,7	24,9
23	Pakistan	3.069	14.027	30,6	37,6	78	436	1,9	3,5	23,9	24,1
24	Kenya	406	4.869	26,3	58,5	17	194	3,0	5,7	9,1	25,3
25	Togo	40	1.067	16,0	81,6	1	68	1,0	7,0	3,1	18,3
26	Rép. centrafricaine	24	584	13,5	53,3	1	7	1,7	1,1	5,1	5,9
27	Haïti	40	683	10,2	27,7	0	8	1,0	0,9	7,2	8,8
28	Bénin	41	904	15,1	49,3	0	8	0,7	1,0	2,5	5,4
29	Ghana	498	2.270	22,9	44,6	12	64	1,2	4,0	5,5	20,6
30	Lesotho	8	270	7,7	36,5	0	7	0,5	3,0	4,5	5,2
31	Sri Lanka	317	4.253	16,1	61,6	12	125	2,1	4,8	11,0	17,6
32	Guinée	312	2.312	..	94,7	4	31	..	5,9	..	21,9
33	Yémen, RDP	1	1.970	..	199,4	0	31	..	10,8	0,0	46,5
34	Indonésie	2.914	45.655	30,0	61,7	46	2.918	1,7	11,5	13,9	39,6
35	Mauritanie	27	1.823	13,9	196,2	0	33	1,8	11,9	3,4	21,6
36	Soudan	298	8.418	14,8	74,6	12	19	1,7	0,6	10,6	9,5
37	Afghanistan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
38	Myanmar	106	4.217	..	..	3	39	..	..	..	..
39	Kampuchea dém.	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
40	Libéria	158	1.101	39,2	..	6	6	4,3	..	8,0	..
41	Sierra Leone	59	510	14,2	..	3	3	3,1	..	10,8	5,9
42	Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu intermédiaire											
Tranche inférieure											
43	Bolivie	491	4.651	49,3	114,9	7	95	2,6	5,6	12,6	32,9
44	Philippines	1.544	24.467	21,8	62,6	44	1.638	4,3	7,6	23,0	27,7
45	Yémen, Rép. arabe du	..	2.378	..	41,7	..	56	..	3,4	..	16,0
46	Sénégal	131	3.019	15,5	63,6	2	117	1,1	5,2	4,0	19,3
47	Zimbabwe	229	2.281	15,5	37,3	5	150	0,6	8,2	2,3	27,9
48	Egypte, Rép. arabe d'	1.714	43.259	22,5	126,7	56	729	4,8	4,4	38,0	16,6
49	Rép. dominicaine	353	3.334	23,9	77,3	13	151	2,7	5,8	15,3	14,4
50	Côte d'Ivoire	267	11.788	19,5	135,1	12	447	3,1	12,4	7,5	31,9
51	Papouasie-Nouvelle-Guinée	209	2.129	33,4	64,2	10	153	4,8	15,6	24,5	30,9
52	Maroc	727	18.767	18,6	89,8	25	814	1,7	6,5	9,2	25,1
53	Honduras	109	2.837	15,6	68,3	4	128	1,4	7,2	4,9	28,6
54	Guatemala	120	2.244	6,5	28,3	7	104	1,6	4,5	8,2	27,2
55	Congo, Rép. populaire du	124	4.098	46,5	205,0	3	75	3,4	13,1	11,5	28,7
56	El Salvador	176	1.685	17,3	31,5	9	66	3,1	3,3	12,0	18,8
57	Thaïlande	726	16.905	10,2	29,7	33	1.184	2,3	6,0	14,0	15,7
58	Botswana	17	494	21,3	37,9	0	34	0,7	5,7	1,0	4,0
59	Cameroun	140	3.366	12,6	27,0	5	192	1,0	4,6	4,0	27,0
60	Jamaïque	982	3.554	73,1	127,2	64	217	17,4	15,2	43,5	24,8
61	Equateur	242	9.378	14,8	94,2	10	297	2,2	5,7	14,0	21,4
62	Colombie	1.580	15.392	22,5	42,1	59	1.213	2,8	8,0	19,3	42,3
63	Paraguay	112	2.119	19,2	36,4	4	114	1,8	5,0	11,8	24,6
64	Tunisie	541	6.121	38,6	64,2	18	380	4,7	11,5	19,7	25,5
65	Turquie	1.886	31.589	15,0	46,1	44	2.424	1,4	9,1	22,6	35,2
66	Pérou	2.655	13.898	37,3	56,1	162	174	7,0	1,3	40,0	8,7
67	Jordanie	119	3.955	22,9	94,0	2	239	0,9	19,6	3,6	31,9

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées.

	Encours de la dette totale à long terme				Versements totaux d'intérêts au titre de la dette à long terme (millions de dollars)		Service total de la dette à long terme en pourcentage			
	Millions de dollars		En pourcentage du PNB		1970	1988	du PNB		des exportations de biens et services	
	1970	1988	1970	1988			1970	1988	1970	1988
68 Chili	2.568	16.121	32,1	79,3	104	1.019	3,9	7,9	24,5	19,1
69 Rép. arabe syrienne	233	3.685	10,8	25,0	6	119	1,7	2,6	11,3	21,1
70 Costa Rica	246	3.847	25,3	89,2	14	185	5,7	7,7	19,9	19,9
71 Mexique	5.966	88.665	16,2	52,4	283	7.590	3,5	8,2	44,3	43,5
72 Maurice	32	709	14,3	37,1	2	43	1,4	7,7	3,2	10,4
73 Pologne	..	33.661	..	51,1	..	829	..	2,5	..	10,0
74 Malaisie	440	18.441	10,8	56,3	25	1.498	2,0	16,5	4,5	22,3
75 Panama	194	3.625	19,5	81,2	7	4	3,1	0,2	7,7	0,2
76 Brésil	5.128	101.356	12,2	29,6	224	11.686	1,6	4,5	21,8	42,0
77 Angola	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
78 Liban	64	229	4,2	..	1	16	0,2	..	..	..
79 Nicaragua	147	6.744	19,5	..	7	73	3,1	..	10,6	..
Tranche supérieure										
80 Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
81 Algérie	945	23.229	19,8	46,6	10	1.809	0,9	12,7	4,0	77,0
82 Hongrie	..	14.791	..	54,9	..	1.100	..	10,7	0,0	23,3
83 Uruguay	298	3.039	12,5	39,8	17	257	2,9	7,5	23,6	30,3
84 Argentine	5.171	49.544	23,8	58,6	338	2.803	5,1	4,9	51,7	36,0
85 Yougoslavie	2.053	19.341	15,0	38,9	104	1.401	3,5	6,4	19,7	17,6
86 Gabon	91	2.128	28,8	65,6	3	57	3,8	2,7	5,7	6,2
87 Venezuela	954	30.296	7,5	49,0	53	2.675	0,9	8,2	4,2	39,7
88 Trinité-et-Tobago	101	1.718	13,3	43,2	6	88	2,1	3,7	4,6	9,2
89 Corée, Rép. de	1.991	27.376	22,3	16,2	76	2.081	3,1	4,8	20,4	11,5
90 Portugal	753	14.565	12,1	35,6	34	1.163	1,9	11,0	8,7	30,3
91 Grèce	1.293	18.797	12,7	35,9	63	1.468	1,6	7,0	14,7	32,1
92 Oman	..	2.488	..	34,7	..	182	..	7,4	..	..
93 Libye	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
94 Iran, Rép. islamique d'	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
95 Iraq	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
96 Roumanie	..	1.946	..	..	..	420	..	..	..	..
Pays à revenu faible/intermédiaire										
Afrique subsaharienne										
Asie de l'Est										
Asie du Sud										
Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord										
Amérique latine et Caraïbes										
Gravement endettés										
Pays à revenu élevé										
Pays membres de l'OCDE										
†Autres										
97 †Arabie saoudite										
98 Espagne										
99 Irlande										
100 †Israël										
101 †Singapour										
102 †Hong Kong										
103 Nouvelle-Zélande										
104 Australie										
105 Royaume-Uni										
106 Italie										
107 †Koweït										
108 Belgique										
109 Pays-Bas										
110 Autriche										
111 †Emirats arabes unis										
112 France										
113 Canada										
114 Danemark										
115 Allemagne, Rép. féd. d'										
116 Finlande										
117 Suède										
118 Etats-Unis										
119 Norvège										
120 Japon										
121 Suisse										
Total des pays déclarants										
Exportateurs de pétrole										
Pays non membres non déclarants										

Note : La dette publique et privée comprend la dette contractée et garantie par le secteur public et la dette privée non garantie; les données ne figurent au tableau que lorsqu'elles étaient disponibles pour toutes les catégories.

Tableau 24. Dette publique extérieure et ratios du service de la dette

	Encours de la dette publique extérieure				Versements d'intérêts au titre de la dette publique extérieure (millions de dollars)		Service de la dette en pourcentage			
	Millions de dollars		En pourcentage du PNB		1970	1988	du PNB		des exportations de biens et services	
	1970	1988	1970	1988			1970	1988	1970	1988
Pays à faible revenu	..	248.548 t	..	27,6 w	..	9.662 t	..	2,4 w	..	17,0 w
Chine et Inde	..	81.891 t	..	12,8 w	..	4.005 t	..	1,2 w	..	10,8 w
Autres pays à faible revenu	10.424 t	166.656 t	15,2 w	64,4 w	257 t	5.658 t	1,1 w	5,3 w	7,1 w	25,3 w
1 Mozambique	..	3.801	..	376,1	..	12	..	2,0	..	7,8
2 Ethiopie	169	2.790	9,5	50,6	6	78	1,2	4,3	11,4	37,4
3 Tchad	33	300	9,9	33,2	0	4	0,9	0,7	4,2	2,7
4 Tanzanie	250	4.091	19,5	139,8	7	40	1,3	2,9	5,3	17,1
5 Bangladesh	0	9.330	0,0	48,5	0	139	0,0	1,6	0,0	20,5
6 Malawi	122	1.190	43,2	85,7	4	28	2,3	4,1	7,8	17,2
7 Somalie	77	1.754	24,4	185,2	0	3	0,3	0,4	2,1	4,9
8 Zaïre	311	7.013	9,1	118,0	9	98	1,1	2,8	4,4	6,9
9 Bhoutan	..	68	..	27,9	..	1	..	0,5	..	..
10 RDP lao	8	816	..	153,5	0	2	..	1,8	..	143,5
11 Népal	3	1.088	0,3	34,6	0	19	0,3	1,2	3,2	8,5
12 Madagascar	89	3.317	10,4	192,7	2	81	0,8	9,3	3,7	39,0
13 Burkina Faso	21	805	6,6	43,4	0	14	0,7	2,0	7,1	11,9
14 Mali	238	1.928	71,4	100,8	0	15	0,2	2,5	1,4	14,2
15 Burundi	7	749	3,1	69,8	0	16	0,3	3,3	2,3	25,1
16 Ouganda	138	1.438	7,3	34,3	5	20	0,5	1,0	2,9	14,0
17 Nigéria	452	28.630	3,4	101,3	20	1.385	0,4	6,6	4,3	24,2
18 Zambie	624	4.194	35,8	116,7	29	62	3,7	4,9	6,4	14,2
19 Niger	32	1.286	5,0	55,1	1	54	0,4	3,6	4,0	21,1
20 Rwanda	2	585	0,9	25,5	0	8	0,2	0,7	1,5	9,6
21 Chine	..	32.196	..	8,7	..	1.593	..	1,0	..	6,9
22 Inde	7.838	49.695	13,7	18,7	187	2.412	0,8	1,5	22,2	21,8
23 Pakistan	3.064	13.944	30,6	37,4	77	430	1,9	3,4	23,8	23,5
24 Kenya	319	4.241	20,6	51,0	13	149	2,0	4,4	6,0	19,4
25 Togo	40	1.067	16,0	81,6	1	68	1,0	7,0	3,1	18,3
26 Rép. centrafricaine	24	584	13,5	53,3	1	7	1,7	1,1	5,1	5,9
27 Haïti	40	683	10,2	27,7	0	8	1,0	0,9	7,2	8,8
28 Bénin	41	904	15,1	49,3	0	8	0,7	1,0	2,5	5,4
29 Ghana	488	2.238	22,5	43,9	12	61	1,2	3,8	5,5	19,7
30 Lesotho	8	270	7,7	36,5	0	7	0,5	3,0	4,5	5,2
31 Sri Lanka	317	4.139	16,1	59,9	12	123	2,1	4,7	11,0	17,2
32 Guinée	312	2.312	..	94,7	4	31	..	5,9	..	21,9
33 Yémen, RDP	1	1.970	..	199,4	0	31	..	10,8	0,0	46,5
34 Indonésie	2.453	41.258	25,3	55,7	25	2.528	0,9	9,9	7,0	34,1
35 Mauritanie	27	1.823	13,9	196,2	0	33	1,8	11,9	3,4	21,6
36 Soudan	298	8.044	14,8	71,3	12	19	1,7	0,6	10,6	9,5
37 Afghanistan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
38 Myanmar	106	4.217	..	..	3	39	..	..	..	..
39 Kampuchea dém.	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
40 Libéria	158	1.101	39,2	..	6	6	4,3	..	8,0	..
41 Sierra Leone	59	510	14,2	..	3	3	3,1	..	10,8	5,9
42 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu intermédiaire	28.754 t	662.972 t	11,5 w	40,8 w	1.236 t	43.700 t	1,7 w	5,5 w	11,1 w	21,6 w
Tranche inférieure	20.310 t	472.636 t	12,1 w	44,7 w	825 t	30.161 t	1,7 w	5,2 w	12,6 w	23,0 w
43 Bolivie	480	4.451	48,2	109,9	7	95	2,3	5,6	11,3	32,9
44 Philippines	625	23.475	8,8	60,1	26	1.515	1,4	7,0	7,5	25,6
45 Yémen, Rép. arabe du	..	2.378	..	41,7	..	56	..	3,4	..	16,0
46 Sénégal	100	2.985	11,9	62,9	2	114	0,8	5,0	2,9	18,4
47 Zimbabwe	229	2.231	15,5	36,5	5	139	0,6	7,3	2,3	24,8
48 Egypte, Rép. arabe d'	1.714	42.128	22,5	123,4	56	624	4,8	3,7	38,0	13,9
49 Rép. dominicaine	212	3.216	14,4	74,5	4	144	0,8	5,5	4,5	13,4
50 Côte d'Ivoire	256	8.088	18,7	92,7	12	219	2,9	5,1	7,1	13,0
51 Papouasie-Nouvelle-Guinée	36	1.269	5,8	38,3	1	80	0,2	8,4	1,1	16,5
52 Maroc	712	18.567	18,2	88,8	24	809	1,6	6,4	8,7	24,8
53 Honduras	90	2.739	12,9	65,9	3	121	0,8	6,4	2,8	25,5
54 Guatemala	106	2.131	5,7	26,9	6	98	1,4	4,4	7,4	26,5
55 Congo, Rép. populaire du	124	4.098	46,5	205,0	3	75	3,4	13,1	11,5	28,7
56 El Salvador	88	1.630	8,6	30,4	4	61	0,9	2,9	3,6	16,6
57 Thaïlande	324	13.375	4,6	23,5	16	926	0,6	4,3	3,3	11,3
58 Botswana	17	494	21,3	37,9	0	34	0,7	5,7	1,0	4,0
59 Cameroun	131	2.939	11,8	23,6	4	101	0,8	2,0	3,2	11,9
60 Jamaïque	160	3.512	11,9	125,7	9	213	1,1	14,8	2,8	24,2
61 Equateur	193	9.353	11,8	93,9	7	294	1,4	5,6	8,6	21,1
62 Colombie	1.297	13.853	18,5	37,9	44	1.135	1,7	7,5	12,0	39,8
63 Paraguay	112	2.091	19,2	35,9	4	114	1,8	4,9	11,8	24,5
64 Tunisie	541	5.886	38,6	61,7	18	369	4,7	10,9	19,7	24,2
65 Turquie	1.844	31.054	14,7	45,3	42	2.364	1,4	8,9	21,9	34,1
66 Pérou	856	12.475	12,0	50,3	43	164	2,0	1,2	11,6	8,1
67 Jordanie	119	3.955	22,9	94,0	2	239	0,9	19,6	3,6	31,9

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées.

	Encours de la dette publique extérieure				Versements d'intérêts au titre de la dette publique extérieure (millions de dollars)		Service de la dette en pourcentage			
	Millions de dollars		En pourcentage du PNB		1970	1988	du PNB		des exportations de biens et services	
	1970	1988	1970	1988			1970	1988	1970	1988
68 Chili	2.067	13.760	25,8	67,7	78	868	3,1	6,2	19,2	14,9
69 Rép. arabe syrienne	233	3.685	10,8	25,0	6	119	1,7	2,6	11,3	21,1
70 Costa Rica	134	3.531	13,8	81,8	7	160	2,9	6,8	10,0	17,4
71 Mexique	3.196	81.207	8,7	48,0	216	6.554	1,9	5,7	23,6	30,3
72 Maurice	32	652	14,3	34,1	2	41	1,4	7,4	3,2	10,1
73 Pologne	..	33.661	..	51,1	..	829	..	2,5	..	10,0
74 Malaisie	390	16.101	9,5	49,1	22	1.220	1,7	13,0	3,8	17,5
75 Panama	194	3.625	19,5	81,2	7	4	3,1	0,2	7,7	0,2
76 Brésil	3.421	89.841	8,2	26,3	135	10.117	0,9	3,8	12,5	35,9
77 Angola	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
78 Liban	64	229	4,2	..	1	16	0,2	..	..	..
79 Nicaragua	147	6.744	19,5	..	7	73	3,1	..	10,6	..
Tranche supérieure	8.444 t	190.336 t	10,3 w	33,6 w	411 t	13.539 t	1,7 w	6,0 w	8,9 w	19,7 w
80 Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
81 Algérie	945	23.229	19,8	46,6	10	1.809	0,9	12,7	4,0	77,0
82 Hongrie	..	14.791	..	54,9	..	1.100	..	10,7	..	23,3
83 Uruguay	269	2.953	11,3	38,7	16	257	2,7	6,7	21,7	27,3
84 Argentine	1.880	48.166	8,6	57,0	121	2.560	2,1	4,4	21,6	32,6
85 Yougoslavie	1.199	13.949	8,8	28,0	73	951	1,8	3,5	10,0	9,7
86 Gabon	91	2.128	28,8	65,6	3	57	3,8	2,7	5,7	6,2
87 Venezuela	718	25.413	5,6	41,1	40	2.043	0,6	5,3	2,9	25,5
88 Trinité-et-Tobago	101	1.718	13,3	43,2	6	88	2,1	3,7	4,6	9,2
89 Corée, Rép. de	1.816	21.349	20,3	12,6	71	1.563	3,0	3,8	19,5	9,1
90 Portugal	485	13.950	7,8	34,1	29	1.110	1,5	10,6	6,8	29,3
91 Grèce	905	17.482	8,9	33,4	41	1.355	1,0	6,5	9,4	29,8
92 Oman	..	2.488	..	34,7	..	182	0,0	7,4	..	..
93 Libye	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
94 Iran, Rép. islamique d'	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
95 Iraq	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
96 Roumanie	..	1.946	..	..	..	420	..	..	..	..
Pays à revenu faible/intermédiaire	47.015 t	911.520 t	12,5 w	36,1 w	1.680 t	53.362 t	1,2 w	4,4 w	10,3 w	20,5 w
Afrique subsaharienne	5.369 t	112.353 t	12,5 w	78,2 w	169 t	3.128 t	1,1 w	4,3 w	5,3 w	16,5 w
Asie de l'Est	5.667 t	150.401 t	15,0 w	20,1 w	162 t	9.456 t	0,4 w	3,6 w	5,9 w	13,3 w
Asie du Sud	11.327 t	82.541 t	14,3 w	24,0 w	279 t	3.164 t	0,9 w	1,8 w	18,1 w	21,5 w
Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord	8.784 t	231.433 t	13,6 w	50,5 w	304 t	12.384 t	1,8 w	7,1 w	10,2 w	25,2 w
Amérique latine et Caraïbes	15.868 t	334.792 t	10,5 w	40,6 w	767 t	25.229 t	1,6 w	4,7 w	13,1 w	28,1 w
Gravement endettés	15.268 t	406.298 t	10,2 w	44,4 w	745 t	27.968 t	1,6 w	4,7 w	12,0 w	26,2 w
Pays à revenu élevé										
Pays membres de l'OCDE										
†Autres										
97 †Arabie saoudite										
98 Espagne										
99 Irlande										
100 †Israël										
101 †Singapour										
102 †Hong Kong										
103 Nouvelle-Zélande										
104 Australie										
105 Royaume-Uni										
106 Italie										
107 †Koweït										
108 Belgique										
109 Pays-Bas										
110 Autriche										
111 †Emirats arabes unis										
112 France										
113 Canada										
114 Danemark										
115 Allemagne, Rép. féd. d'										
116 Finlande										
117 Suède										
118 États-Unis										
119 Norvège										
120 Japon										
121 Suisse										
Total des pays déclarants	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Exportateurs de pétrole	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays non membres non déclarants	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Tableau 25. Conditions des emprunts publics extérieurs

	Engagements (millions de dollars)		Taux d'intérêt moyen (%)		Échéance moyenne (années)		Différé d'amortissement moyen (années)		Emprunts publics assortis de taux d'intérêt variables, en pourcentage de la dette publique	
	1970	1988	1970	1988	1970	1988	1970	1988	1970	1988
Pays à faible revenu	..	35.770 t	..	5,3 w	..	21 w	..	6 w	..	19,4 w
Chine et Inde	..	18.070 t	..	6,7 w	..	16 w	..	5 w	..	24,8 w
Autres pays à faible revenu	3.390 t	17.701 t	3,2 w	3,9 w	29 w	26 w	9 w	8 w	0,2 w	16,7 w
1 Mozambique	..	294	..	2,2	..	23	..	6	..	4,9
2 Ethiopie	21	487	4,4	3,0	32	24	7	7	0,1	6,7
3 Tchad	10	176	5,7	0,9	8	41	1	10	0,0	0,1
4 Tanzanie	284	220	1,2	0,8	39	41	11	10	1,6	2,5
5 Bangladesh	0	994	0,0	1,5	0	33	0	10	0,0	0,0
6 Malawi	14	123	3,9	0,9	29	41	6	10	0,0	3,8
7 Somalie	22	24	0,0	2,5	20	28	16	7	0,0	1,1
8 Zaïre	258	350	6,5	4,1	13	28	4	8	0,0	5,4
9 Bhoutan	..	28	..	5,9	..	17	..	4	..	0,0
10 RDP lao	12	86	3,0	0,3	28	46	4	30	0,0	0,0
11 Népal	17	217	2,8	0,9	27	39	6	10	0,0	0,7
12 Madagascar	23	352	2,3	2,4	39	31	9	9	0,0	10,5
13 Burkina Faso	9	108	2,3	2,6	37	31	8	8	0,0	0,5
14 Mali	34	131	1,1	1,2	25	35	10	9	0,0	0,1
15 Burundi	1	205	2,8	1,0	4	38	2	11	0,0	0,3
16 Ouganda	12	252	3,8	2,4	28	36	7	9	0,0	0,6
17 Nigéria	65	1.461	6,0	7,6	14	16	4	5	2,7	40,6
18 Zambie	557	64	4,2	3,8	27	20	9	7	0,0	13,4
19 Niger	19	159	1,2	1,4	40	31	8	9	0,0	7,7
20 Rwanda	9	64	0,8	1,7	50	35	11	8	0,0	0,0
21 Chine	..	10.086	..	7,1	..	13	..	4	..	39,1
22 Inde	954	7.984	2,5	6,3	34	20	8	6	0,0	15,6
23 Pakistan	951	2.020	2,8	5,2	32	23	12	6	0,0	8,8
24 Kenya	50	679	2,6	1,9	37	22	8	9	0,1	4,1
25 Togo	3	114	4,7	1,6	17	38	4	11	0,0	3,7
26 Rép. centrafricaine	7	76	2,0	0,9	36	36	8	10	0,0	0,0
27 Haïti	5	0	4,8	0,0	10	0	1	0	0,0	1,1
28 Bénin	7	162	1,8	2,3	32	32	7	8	0,0	3,9
29 Ghana	51	431	2,0	1,0	37	35	10	8	0,0	3,7
30 Lesotho	0	191	4,4	4,6	22	24	2	5	0,0	1,0
31 Sri Lanka	81	827	3,0	1,9	27	35	5	10	0,0	4,5
32 Guinée	68	271	2,9	1,4	13	30	5	8	0,0	10,5
33 Yémen, RDP	63	664	0,0	2,9	21	24	11	6	0,0	0,0
34 Indonésie	530	5.740	2,6	5,2	34	21	9	7	0,0	28,6
35 Mauritanie	7	111	6,1	1,1	11	38	3	10	0,0	6,4
36 Soudan	95	472	1,8	2,0	17	35	9	8	0,0	0,8
37 Afghanistan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
38 Myanmar	48	0	4,1	0,0	16	0	5	0	0,0	0,8
39 Kampuchea dém.	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
40 Libéria	12	0	6,7	0,0	19	0	5	0	0,0	9,3
41 Sierra Leone	25	0	2,9	1,0	27	12	6	3	10,6	0,6
42 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays à revenu intermédiaire	8.195 t	58.340 t	6,2 w	7,2 w	16 w	13 w	4 w	5 w	2,8 w	52,6 w
Tranche inférieure	5.823 t	36.009 t	6,1 w	6,9 w	17 w	16 w	5 w	5 w	3,2 w	49,7 w
43 Bolivie	24	309	1,9	5,4	48	27	4	7	0,0	22,7
44 Philippines	171	2.341	7,3	5,4	12	22	2	7	0,8	43,2
45 Yémen, Rép. arabe du	..	463	..	4,8	..	16	..	4	..	0,8
46 Sénégal	7	320	3,8	1,8	24	31	7	9	0,0	2,5
47 Zimbabwe	..	448	..	7,1	..	19	..	4	..	22,9
48 Egypte, Rép. arabe d'	704	1.762	5,3	6,4	21	23	8	7	0,0	1,4
49 Rép. dominicaine	20	169	2,4	7,5	28	15	5	4	0,0	31,5
50 Côte d'Ivoire	71	659	5,8	5,7	19	16	5	5	9,0	52,2
51 Papouasie-Nouvelle-Guinée	91	219	6,4	3,5	22	20	8	6	0,0	28,6
52 Maroc	187	1.156	4,6	6,9	20	18	3	4	0,0	38,8
53 Honduras	23	251	4,1	7,3	30	17	7	5	0,0	18,9
54 Guatemala	50	444	3,7	5,9	26	17	6	5	10,3	11,1
55 Congo, Rép. populaire du	31	486	2,8	8,3	17	10	6	2	0,0	40,2
56 El Salvador	12	369	4,7	4,0	24	33	6	8	0,0	3,9
57 Thaïlande	106	1.999	6,8	5,3	19	18	4	6	0,0	34,4
58 Botswana	38	103	0,6	2,4	39	29	10	8	0,0	13,6
59 Cameroun	42	922	4,7	4,5	29	14	8	4	0,0	9,4
60 Jamaïque	24	174	6,0	6,7	16	18	3	4	0,0	26,1
61 Equateur	78	515	6,2	6,2	20	18	4	5	0,0	66,9
62 Colombie	363	2.488	6,0	8,2	21	13	5	4	0,0	45,0
63 Paraguay	14	312	5,6	6,4	25	21	6	7	0,0	13,8
64 Tunisie	144	1.114	3,5	4,6	28	21	6	6	0,0	17,2
65 Turquie	484	4.568	3,6	7,0	19	12	5	5	0,9	34,1
66 Pérou	125	350	7,4	7,6	14	21	4	18	0,0	32,7
67 Jordanie	35	999	3,8	7,5	15	11	5	3	0,0	29,0

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées.

	Engagements (millions de dollars)		Taux d'intérêt moyen (%)		Echéance moyenne (années)		Différé d'amortissement moyen (années)		Emprunts publics assortis de taux d'intérêt variables, en pourcentage de la dette publique	
	1970	1988	1970	1988	1970	1988	1970	1988	1970	1988
68 Chili	361	649	6,8	6,8	12	13	4	3	0,0	76,7
69 Rép. arabe syrienne	14	275	4,4	7,3	9	17	2	4	0,0	1,1
70 Costa Rica	58	338	5,6	8,9	28	21	6	6	7,5	47,5
71 Mexique	858	2.579	8,0	8,2	12	15	3	3	5,7	78,6
72 Maurice	14	176	0,0	7,7	24	15	2	3	6,0	19,2
73 Pologne	..	1.042	..	6,4	..	6	..	3	..	63,3
74 Malaisie	84	2.259	6,1	6,1	19	15	5	6	0,0	48,5
75 Panama	111	0	6,1	0,0	15	0	4	0	0,0	60,2
76 Brésil	1.439	5.003	6,8	9,5	14	11	3	4	11,8	70,0
77 Angola	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
78 Liban	7	40	2,9	7,5	22	27	1	4	0,0	15,3
79 Nicaragua	23	563	7,1	5,1	18	19	4	3	0,0	20,6
Tranche supérieure	2.372 t	22.331 t	6,5 w	7,6 w	14 w	9 w	4 w	4 w	1,6 w	59,6 w
80 Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
81 Algérie	378	8.457	5,6	7,6	12	6	3	2	2,8	35,8
82 Hongrie ^a	..	1.782	..	7,0	..	9	..	7	..	60,2
83 Uruguay	71	293	8,0	9,5	12	10	3	1	0,7	71,6
84 Argentine	494	2.432	7,3	7,8	12	16	3	5	0,0	82,5
85 Yougoslavie	199	369	7,1	9,2	17	7	6	5	3,3	64,9
86 Gabon	33	152	5,1	7,7	11	16	2	6	0,0	7,6
87 Venezuela	188	2.129	7,6	8,1	8	10	2	3	2,6	86,8
88 Trinité-et-Tobago	3	190	7,6	7,5	10	5	1	5	0,0	37,4
89 Corée, Rép. de	691	1.071	5,8	7,6	19	20	6	4	1,2	30,5
90 Portugal	59	3.195	4,3	7,7	17	9	4	5	0,0	37,8
91 Grèce	246	1.914	7,2	6,3	9	9	4	6	3,5	52,2
92 Oman	..	285	..	7,5	..	10	..	6	..	39,8
93 Libye	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
94 Iran, Rép. islamique d'	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
95 Iraq	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
96 Roumanie	..	0	..	0,0	..	0	..	0	..	21,9
Pays à revenu faible/intermédiaire	12.539 t	94.110 t	5,1 w	6,5 w	21 w	16 w	6 w	5 w	1,7 w	43,5 w
Afrique subsaharienne	1.900 t	10.329 t	3,6 w	4,0 w	26 w	24 w	8 w	7 w	0,9 w	19,2 w
Asie de l'Est	1.688 t	23.885 t	5,0 w	6,2 w	23 w	17 w	6 w	5 w	0,5 w	35,8 w
Asie du Sud	2.052 t	12.073 t	2,7 w	5,3 w	32 w	23 w	10 w	7 w	0,0 w	11,2 w
Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord	2.526 t	28.102 t	5,0 w	7,0 w	18 w	11 w	5 w	4 w	1,3 w	36,3 w
Amérique latine et Caraïbes	4.373 t	19.722 t	6,9 w	8,1 w	14 w	14 w	4 w	4 w	4,0 w	68,1 w
Gravement endettés	4.208 t	23.198 t	7,0 w	7,6 w	14 w	14 w	3 w	5 w	4,2 w	66,3 w
Pays à revenu élevé										
Pays membres de l'OCDE										
†Autres										
97 †Arabie saoudite										
98 Espagne										
99 Irlande										
100 †Israël										
101 †Singapour										
102 †Hong Kong										
103 Nouvelle-Zélande										
104 Australie										
105 Royaume-Uni										
106 Italie										
107 †Koweït										
108 Belgique										
109 Pays-Bas										
110 Autriche										
111 †Emirats arabes unis										
112 France										
113 Canada										
114 Danemark										
115 Allemagne, Rép. féd. d'										
116 Finlande										
117 Suède										
118 Etats-Unis										
119 Norvège										
120 Japon										
121 Suisse										
Total des pays déclarants	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Exportateurs de pétrole	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays non membres non déclarants	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

a. Les chiffres ne comprennent que la dette en monnaies convertibles.

Tableau 26. Accroissement passé et projeté de la population

	Taux annuel moyen d'accroissement ^a			Population			Population stationnaire hypothétique (millions d'habitants)	Répartition par âge de la population (%)			
	(%)			(millions d'habitants)				0-14 ans		15-64 ans	
	1965-80	1980-88	1988-2000	1988	2000 ^a	2025 ^a		1988	2025	1988	2025
Pays à faible revenu	2,3 w	2,0 w	1,9 w	2.884 t	3.620 t	5.200 t		35,7 w	27,1 w	59,8	65,1 w
Chine et Inde	2,2 w	1,6 w	1,5 w	1.904 t	2.283 t	2.917 t		31,8 w	22,1 w	63,2	67,4 w
Autres pays à faible revenu	2,6 w	2,8 w	2,6 w	980 t	1.337 t	2.284 t		43,4 w	33,4 w	53,4	62,2 w
1 Mozambique	2,5	2,7	3,1	15	21	41	93	43,9	38,6	53,0	58,2
2 Ethiopie	2,7	2,9	3,3	47	70	156	471	47,2	43,7	49,5	53,8
3 Tchad	2,0	2,4	2,7	5	7	14	30	41,6	37,7	54,9	58,3
4 Tanzanie	3,3	3,5	3,4	25	37	74	158	48,8	37,9	49,0	59,2
5 Bangladesh	2,7	2,8	2,4	109	145	219	346	44,7	28,2	52,1	67,4
6 Malawi	2,9	3,4	3,5	8	12	26	79	46,4	43,4	51,0	54,0
7 Somalie	2,7	3,0	3,1	6	9	17	41	45,8	40,2	51,4	56,7
8 Zaïre	2,8	3,1	3,0	33	47	87	173	46,2	35,4	51,4	61,0
9 Bhoutan	1,6	2,1	2,4	1	2	3	5	40,0	33,0	56,7	62,7
10 RDP lao	1,9	2,6	2,9	4	6	10	19	43,7	35,0	53,5	60,9
11 Népal	2,4	2,6	2,5	18	24	37	61	42,7	29,8	54,9	65,2
12 Madagascar	2,5	2,8	2,6	11	15	24	42	46,2	31,5	50,7	64,7
13 Burkina Faso	2,1	2,6	2,9	9	12	23	52	45,1	39,0	51,9	58,3
14 Mali	2,1	2,4	3,0	8	11	24	63	46,6	41,8	50,5	55,7
15 Burundi	1,9	2,8	3,1	5	7	15	33	45,3	39,6	51,5	57,8
16 Ouganda	2,9	3,2	3,5	16	24	51	128	48,4	41,5	49,2	56,2
17 Nigéria	2,5	3,3	3,1	110	159	302	617	48,0	36,4	49,4	60,4
18 Zambie	3,0	3,7	3,5	8	11	24	56	49,0	39,7	48,6	57,6
19 Niger	2,6	3,5	3,3	7	11	24	82	46,7	44,8	50,5	52,8
20 Rwanda	3,3	3,3	3,8	7	10	23	70	47,7	44,0	49,7	53,6
21 Chine	2,2	1,3	1,3	1.088	1.275	1.566	1.835	27,7	20,5	66,7	66,6
22 Inde	2,3	2,2	1,8	816	1.007	1.350	1.862	37,2	24,0	58,4	68,4
23 Pakistan	3,1	3,2	3,1	106	154	285	556	45,0	34,9	52,4	61,5
24 Kenya	3,6	3,8	3,4	22	34	62	113	50,9	31,9	46,1	64,7
25 Togo	3,0	3,5	3,3	3	5	9	19	47,7	36,5	49,3	60,4
26 Rép. centrafricaine	1,9	2,7	2,6	3	4	7	13	42,6	34,7	54,9	61,7
27 Haïti	2,0	1,8	1,9	6	8	11	17	39,3	27,1	56,8	67,3
28 Bénin	2,7	3,2	2,9	4	6	11	21	47,2	34,4	50,0	62,2
29 Ghana	2,2	3,4	3,0	14	20	36	66	46,6	34,0	50,2	62,4
30 Lesotho	2,3	2,7	2,6	2	2	4	6	43,1	30,5	53,3	64,7
31 Sri Lanka	1,8	1,5	1,1	17	19	24	28	32,8	21,0	61,8	65,9
32 Guinée	1,5	2,4	2,6	5	7	14	34	42,1	40,5	54,3	56,2
33 Yémen, RDP	2,1	3,0	3,0	2	3	6	11	45,2	35,1	52,0	61,8
34 Indonésie	2,4	2,1	1,7	175	213	282	370	37,3	23,3	58,9	68,2
35 Mauritanie	2,3	2,6	2,7	2	3	5	13	43,9	41,2	52,6	56,1
36 Soudan	2,8	3,1	2,7	24	33	57	107	44,8	34,7	52,1	61,6
37 Afghanistan	2,4	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
38 Myanmar	2,3	2,1	2,0	40	50	69	94	37,9	23,9	58,0	68,6
39 Kampuchea dém.	0,3	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
40 Libéria	3,0	3,2	2,8	2	3	6	11	45,1	33,9	51,5	62,3
41 Sierra Leone	2,0	2,4	2,6	4	5	10	25	43,0	40,2	54,0	56,4
42 Viet Nam	..	2,4	2,0	64	83	117	160	40,0	24,0	55,7	68,8
Pays à revenu intermédiaire	2,4 w	2,2 w	1,9 w	1.068 t	1.342 t	1.923 t		36,6 w	26,0 w	58,6 w	65,3 w
Tranche inférieure	2,5 w	2,3 w	2,0 w	742 t	940 t	1.354 t		38,0 w	26,0 w	57,7 w	65,9 w
43 Bolivie	2,5	2,7	2,7	7	10	16	27	43,9	31,5	52,9	64,2
44 Philippines	2,9	2,5	1,9	60	75	103	139	40,3	23,9	56,2	68,4
45 Yémen, Rép. arabe du	2,3	3,4	3,6	8	13	29	86	48,4	43,7	48,5	54,3
46 Sénégal	2,9	3,0	3,2	7	10	21	48	46,8	40,2	50,5	57,4
47 Zimbabwe	3,1	3,7	2,7	9	13	20	29	45,8	25,4	50,8	68,7
48 Egypte, Rép. arabe d'	2,1	2,6	2,3	50	66	97	140	40,4	24,9	55,4	67,1
49 Rép. dominicaine	2,7	2,4	1,8	7	9	11	15	38,5	23,2	57,9	68,0
50 Côte d'Ivoire	4,1	4,0	3,8	11	18	38	94	49,0	40,7	49,0	56,5
51 Papouasie-Nouvelle-Guinée	2,4	2,4	2,2	4	5	7	11	41,3	27,4	56,0	67,9
52 Maroc	2,5	2,7	2,4	24	32	47	69	41,2	26,1	54,5	68,0
53 Honduras	3,2	3,6	2,9	5	7	11	18	45,1	28,1	51,1	66,9
54 Guatemala	2,8	2,9	2,8	9	12	21	35	45,8	30,7	51,3	64,8
55 Congo, Rép. populaire du	2,8	3,5	3,3	2	3	7	17	44,9	40,3	51,0	56,7
56 El Salvador	2,7	1,3	2,1	5	6	10	16	45,1	27,7	51,8	67,4
57 Thaïlande	2,9	1,9	1,3	54	64	83	103	34,2	21,6	61,4	68,2
58 Botswana	3,5	3,4	2,6	1	2	2	4	47,4	25,3	48,8	68,9
59 Cameroun	2,7	3,2	3,2	11	16	33	75	46,6	38,3	49,7	58,3
60 Jamaïque	1,3	1,5	0,5	2	3	3	4	34,8	21,1	58,0	68,2
61 Equateur	3,1	2,7	2,2	10	13	19	26	40,5	24,0	55,3	68,0
62 Colombie	2,5	2,1	1,6	32	38	50	63	35,9	22,3	59,8	68,2
63 Paraguay	2,8	3,2	2,7	4	6	9	13	40,6	26,9	55,7	66,3
64 Tunisie	2,1	2,5	2,2	8	10	14	19	38,7	23,7	57,3	68,3
65 Turquie	2,5	2,3	2,0	54	68	91	120	35,4	23,2	60,3	67,7
66 Pérou	2,8	2,2	2,1	21	26	37	49	39,1	23,7	57,2	68,3
67 Jordanie	2,5	3,7	3,6	4	6	12	22	47,2	34,4	50,0	61,9

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées.

	Taux annuel moyen d'accroissement ^a			Population			Population stationnaire hypothétique (millions d'habitants)	Répartition par âge de la population (%)				
	(%)			(millions d'habitants)				0-14 ans		15-64 ans		
	1965-80	1980-88	1988-2000	1988	2000 ^a	2025 ^a		1988	2025	1988	2025	
68	Chili	1,7	1,7	1,3	13	15	19	23	30,8	21,3	63,1	65,7
69	Rép. arabe syrienne	3,4	3,6	3,6	12	18	36	74	48,3	36,0	49,1	60,3
70	Costa Rica	2,7	2,3	2,0	3	3	5	6	36,4	22,1	59,7	66,2
71	Mexique	3,1	2,2	1,9	84	105	142	184	38,6	22,8	57,7	68,2
72	Maurice	1,6	1,0	0,8	1	1	1	2	29,5	19,3	66,5	67,5
73	Pologne	0,8	0,8	0,5	38	40	45	50	25,2	19,7	64,9	62,0
74	Malaisie	2,5	2,6	2,2	17	22	30	40	37,2	23,4	58,9	67,2
75	Panama	2,6	2,2	1,6	2	3	4	5	35,9	21,9	59,4	67,2
76	Brésil	2,4	2,2	1,8	144	178	236	303	35,7	22,8	59,8	66,9
77	Angola	2,8	2,5	3,0	9	14	27	69	45,0	40,6	52,6	56,3
78	Liban	1,7	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
79	Nicaragua	3,1	3,4	3,0	4	5	9	14	46,1	28,4	51,0	66,4
Tranche supérieure		2,0 w	1,8 w	1,7 w	326 t	402 t	569 t		33,4 w	26,0 w	60,5 w	64,0 w
80	Afrique du Sud	2,4	2,3	2,3	34	45	65	96	38,2	25,3	58,1	67,1
81	Algérie	3,1	3,1	2,9	24	33	52	78	44,4	25,7	52,2	68,4
82	Hongrie	0,4	-0,1	-0,2	11	10	10	10	19,9	17,4	66,7	61,7
83	Uruguay	0,4	0,6	0,6	3	3	4	4	26,2	20,1	62,7	64,1
84	Argentine	1,6	1,4	1,1	32	36	44	53	30,1	21,5	61,0	65,0
85	Yougoslavie	0,9	0,7	0,6	24	25	28	30	23,5	18,7	67,6	62,4
86	Gabon	3,6	3,9	2,7	1	1	3	7	38,2	39,4	56,9	56,4
87	Venezuela	3,5	2,8	2,2	19	24	34	45	38,7	23,3	57,7	67,5
88	Trinité-et-Tobago	1,1	1,7	1,4	1	1	2	2	33,1	22,1	61,6	65,6
89	Corée, Rép. de	2,0	1,2	0,9	42	47	54	56	27,3	18,0	67,9	66,0
90	Portugal	0,4	0,7	0,4	10	11	11	11	21,8	16,4	65,6	63,5
91	Grèce	0,7	0,5	0,2	10	10	10	10	19,9	16,0	66,3	60,9
92	Oman	3,7	4,7	3,9	1	2	5	11	45,5	38,1	52,0	57,3
93	Libye	4,3	4,3	3,6	4	6	14	35	46,0	39,5	51,2	56,7
94	Iran, Rép. islamique d'	3,1	3,0	3,1	49	70	129	247	43,7	34,0	53,5	61,3
95	Iraq	3,4	3,6	3,4	18	26	49	90	46,7	33,1	50,6	62,5
96	Roumanie	1,1	0,4	0,5	23	25	27	31	23,8	20,0	66,2	63,6
Pays à revenu faible/intermédiaire		2,3 w	2,0 w	1,9 w	3.952 t	4.961 t	7.123 t		36,0 w	26,8 w	59,5 w	65,2 w
Afrique subsaharienne		2,7 w	3,2 w	3,1 w	464 t	672 t	1.310 t		46,9 w	38,0 w	50,2 w	58,8 w
Asie de l'Est		2,3 w	1,5 w	1,4 w	1.538 t	1.824 t	2.293 t		30,3 w	21,3 w	64,6 w	67,0 w
Asie du Sud		2,4 w	2,3 w	2,0 w	1.107 t	1.401 t	1.987 t		38,7 w	26,1 w	57,2 w	67,2 w
Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord		2,0 w	2,1 w	2,1 w	396 t	505 t	769 t		36,5 w	28,7 w	57,9 w	63,4 w
Amérique latine et Caraïbes		2,5 w	2,2 w	1,8 w	414 t	514 t	699 t		36,9 w	23,5 w	58,6 w	67,1 w
Gravement endettés		2,4 w	2,1 w	1,8 w	496 t	614 t	844 t		36,5 w	24,5 w	58,5 w	66,2 w
Pays à revenu élevé		0,9 w	0,7 w	0,6 w	783 t	840 t	918 t		20,5 w	17,9 w	66,8 w	60,6 w
Pays membres de l'OCDE		0,8 w	0,6 w	0,5 w	751 t	796 t	847 t		19,9 w	16,8 w	67,1 w	60,6 w
†Autres		3,5 w	2,9 w	2,5 w	32 t	43 t	71 t		35,1 w	30,3 w	59,9 w	60,2 w
97	†Arabie saoudite	4,7	4,2	..	14	..	..	..	45,2	..	52,4	..
98	Espagne	1,0	0,5	0,4	39	41	43	41	21,3	16,2	65,9	63,0
99	Irlande	1,2	0,5	0,3	4	4	4	5	27,7	19,8	61,2	64,9
100	†Israël	2,8	1,7	1,7	4	5	7	9	32,0	21,3	59,9	65,2
101	†Singapour	1,6	1,1	1,0	3	3	3	4	24,0	18,0	70,8	61,5
102	†Hong Kong	2,0	1,5	0,9	6	6	7	6	21,9	16,0	69,2	61,3
103	Nouvelle-Zélande	1,3	0,8	0,7	3	4	4	4	23,6	18,3	67,1	62,8
104	Australie	1,8	1,4	1,4	17	20	23	24	22,6	18,1	66,6	63,0
105	Royaume-Uni	0,2	0,2	0,3	57	59	61	61	19,0	17,4	65,5	61,2
106	Italie	0,5	0,2	0,1	57	58	56	46	17,5	14,1	68,4	60,5
107	†Koweït	7,1	4,4	2,8	2	3	4	5	37,6	21,3	59,2	65,8
108	Belgique	0,3	0,0	0,0	10	10	10	9	18,4	16,0	67,2	60,1
109	Pays-Bas	0,9	0,5	0,5	15	16	16	14	18,0	15,6	68,9	59,7
110	Autriche	0,3	0,0	0,1	8	8	8	7	18,0	15,4	67,1	60,4
111	†Emirats arabes unis	16,5	4,8	2,3	1	2	3	3	31,0	22,1	67,0	61,2
112	France	0,7	0,4	0,4	56	59	63	63	20,5	17,3	66,0	60,6
113	Canada	1,3	0,9	0,9	26	29	32	32	21,3	16,9	68,4	60,7
114	Danemark	0,5	0,0	0,0	5	5	5	5	17,6	15,7	67,1	60,2
115	Allemagne, Rép. féd. d'	0,3	-0,1	0,0	61	61	58	50	15,2	15,0	69,6	59,0
116	Finlande	0,3	0,5	0,2	5	5	5	5	19,4	16,4	67,8	58,9
117	Suède	0,5	0,2	0,4	8	9	9	9	17,6	17,6	64,7	59,3
118	Etats-Unis	1,0	1,0	0,8	246	270	307	316	21,6	18,0	66,0	61,2
119	Norvège	0,6	0,3	0,4	4	4	5	5	19,6	17,1	64,5	61,0
120	Japon	1,2	0,6	0,4	123	129	131	121	19,6	15,7	68,9	58,8
121	Suisse	0,5	0,3	0,4	7	7	7	6	17,0	16,1	68,2	58,4
Total des pays déclarants		2,1 w	1,8 w	1,7 w	4.735 t	5.801 t	8.041 t		33,4 w	25,7 w	60,7 w	64,6 w
Exportateurs de pétrole		2,7 w	2,7 w	2,4 w	592 t	790 t	1.261 t		41,4 w	29,6 w	55,1 w	64,2 w
Pays non membres non déclarants		1,0 w	0,9 w	0,6 w	365 t	392 t	450 t		25,5 w	20,1 w	64,1 w	63,4 w

a. Voir dans les notes techniques les hypothèses utilisées pour ces projections.

Tableau 27. Démographie et fécondité

	Taux brut de natalité pour mille habitants		Taux brut de mortalité pour mille habitants		Femmes en âge de procréer en pourcentage de la population		Indice synthétique de fécondité			Année où le taux net de reproduction atteindra probablement 1	Pourcentage de femmes mariées en âge de procréer et utilisant des moyens de contraception ^b 1986
	1965	1988	1965	1988	1965	1988	1965	1988	2000 ^b		
Pays à faible revenu	42 w	31 w	16 w	10 w	46 w	50 w	6,3 w	4,0 w	3,3 w		
Chine et Inde	41 w	26 w	14 w	9 w	46 w	53 w	6,3 w	3,1 w	2,5 w		
Autres pays à faible revenu	46 w	41 w	21 w	13 w	46 w	46 w	6,4 w	5,6 w	4,7 w		
1 Mozambique	49	45	27	17	47	45	6,8	6,3	6,1	2045	..
2 Ethiopie	43	51	20	20	46	43	5,8	7,5	7,2	2055	..
3 Tchad	45	44	28	19	47	46	6,0	5,9	6,0	2045	..
4 Tanzanie	49	48	22	13	45	43	6,6	6,7	5,8	2040	..
5 Bangladesh	47	40	21	15	44	46	6,8	5,5	4,3	2025	25
6 Malawi	56	54	26	20	46	45	7,8	7,6	7,3	2055	..
7 Somalie	50	49	26	19	45	44	6,7	6,8	6,5	2050	..
8 Zaïre	47	45	21	14	46	45	6,0	6,0	5,4	2040	..
9 Bhoutan	42	39	23	17	48	48	6,0	5,5	5,3	2035	..
10 RDP lao	45	47	23	17	47	46	6,1	6,6	5,4	2035	..
11 Népal	46	42	24	15	50	47	6,0	5,8	4,6	2030	15
12 Madagascar	47	43	22	16	47	44	6,6	6,0	4,8	2030	..
13 Burkina Faso	48	47	26	18	47	45	6,4	6,5	6,2	2045	..
14 Mali	50	50	27	19	46	45	6,5	7,0	6,9	2050	5
15 Burundi	47	47	24	16	48	45	6,4	6,8	6,0	2045	9
16 Ouganda	49	51	19	17	44	43	7,0	7,3	6,5	2050	5
17 Nigéria	51	47	23	15	45	43	6,9	6,6	5,6	2040	..
18 Zambie	49	50	20	13	46	44	6,6	6,7	6,0	2045	..
19 Niger	48	51	29	20	43	44	6,8	7,1	7,3	2060	..
20 Rwanda	52	53	17	18	45	43	7,5	8,0	7,2	2055	..
21 Chine	38	21	10	7	44	55	6,4	2,4	2,1	2000	74
22 Inde	45	32	20	11	47	49	6,2	4,2	3,0	2015	35
23 Pakistan	48	46	21	13	43	46	7,0	6,6	5,4	2040	11
24 Kenya	52	47	20	11	40	41	8,0	6,9	5,3	2035	17
25 Togo	50	50	22	14	46	44	6,5	6,7	5,5	2040	..
26 Rép. centrafricaine	34	42	24	15	47	46	4,5	5,7	5,2	2035	..
27 Haïti	43	35	20	13	47	49	6,2	4,7	3,8	2025	5
28 Bénin	49	47	24	15	44	44	6,8	6,4	5,2	2035	..
29 Ghana	47	45	18	13	45	44	6,8	6,3	5,1	2035	13
30 Lesotho	42	41	18	13	47	46	5,8	5,7	4,5	2030	..
31 Sri Lanka	33	22	8	6	47	53	4,9	2,5	2,1	1995	62
32 Guinée	46	48	29	22	47	46	5,9	6,5	6,5	2050	..
33 Yémen, RDP	50	48	26	15	45	46	7,0	6,6	5,4	2035	..
34 Indonésie	43	28	20	9	47	51	5,5	3,4	2,5	2005	45
35 Mauritanie	47	48	26	19	46	45	6,5	6,5	6,5	2050	..
36 Soudan	47	44	24	16	46	45	6,7	6,4	5,4	2035	..
37 Afghanistan	53	..	29	..	49	..	7,1	..	..	..	..
38 Myanmar	40	30	18	10	46	49	5,8	3,9	2,8	2010	..
39 Kampuchea dém.	44	..	20	..	47	..	6,2	..	..	..	..
40 Libéria	46	45	20	16	46	44	6,4	6,4	5,2	2035	6
41 Sierra Leone	48	48	31	23	47	46	6,4	6,5	6,5	2050	..
42 Viet Nam	..	31	..	7	..	48	..	4,0	2,8	2010	58
Pays à revenu intermédiaire	38 w	29 w	13 w	8 w	45 w	49 w	5,6 w	3,8 w	3,1 w		
Tranche inférieure	41 w	30 w	13 w	8 w	44 w	49 w	6,1 w	3,9 w	3,1 w		
43 Bolivie	46	42	21	14	46	46	6,6	6,0	4,8	2030	..
44 Philippines	42	31	12	7	44	49	6,8	3,8	2,7	2010	44
45 Yémen, Rép. arabe du	49	54	27	20	47	43	7,0	8,0	7,2	2055	..
46 Sénégal	47	45	23	16	46	44	6,4	6,5	6,2	2045	12
47 Zimbabwe	55	38	17	8	42	46	8,0	5,3	3,4	2015	43
48 Egypte, Rép. arabe d'	43	34	19	9	43	47	6,8	4,5	3,5	2020	38
49 Rép. dominicaine	47	31	13	7	43	51	7,0	3,7	2,7	2010	50
50 Côte d'Ivoire	52	50	22	14	44	42	7,4	7,3	6,4	2050	..
51 Papouasie-Nouvelle-Guinée	43	36	20	12	47	47	6,2	5,2	4,0	2020	..
52 Maroc	49	35	18	9	45	48	7,1	4,7	3,5	2020	36
53 Honduras	51	39	17	8	44	45	7,4	5,5	4,2	2025	41
54 Guatemala	46	40	17	8	44	44	6,7	5,7	4,5	2030	23
55 Congo, Rép. populaire du	42	47	18	15	47	43	5,7	6,5	6,3	2050	..
56 El Salvador	46	36	13	8	44	45	6,7	4,8	3,8	2025	47
57 Thaïlande	41	22	10	7	44	53	6,3	2,5	2,1	1995	66
58 Botswana	53	38	19	7	45	44	6,9	5,1	3,1	2015	33
59 Cameroun	40	45	20	13	46	42	5,2	6,5	5,8	2045	..
60 Jamaïque	38	23	9	6	42	50	5,7	2,6	2,1	1995	..
61 Equateur	45	32	13	7	43	48	6,8	4,2	3,1	2015	44
62 Colombie	43	26	11	6	43	52	6,5	3,1	2,2	2000	65
63 Paraguay	41	35	8	6	41	49	6,6	4,5	3,7	2025	38
64 Tunisie	44	31	16	7	43	49	7,0	4,1	2,9	2010	50
65 Turquie	41	30	15	8	44	50	5,8	3,7	2,8	2010	77
66 Pérou	45	31	16	9	44	49	6,7	4,0	2,9	2010	46
67 Jordanie	53	42	21	6	45	43	8,0	6,4	5,2	2035	..

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées.

		Taux brut de natalité pour mille habitants		Taux brut de mortalité pour mille habitants		Femmes en âge de procréer en pourcentage de la population		Indice synthétique de fécondité			Année où le taux net de reproduction atteindra probablement 1	Pourcentage de femmes mariées en âge de procréer et utilisant des moyens de contraception ^b 1986
		1965	1988	1965	1988	1965	1988	1965	1988	2000 ^b		
68	Chili	34	23	11	6	45	53	4,8	2,7	2,1	2000	..
69	Rép. arabe syrienne	48	45	16	7	41	43	7,7	6,7	5,5	2040	..
70	Costa Rica	45	27	8	4	42	52	6,3	3,2	2,4	2005	69
71	Mexique	45	28	11	6	43	50	6,7	3,5	2,4	2005	53
72	Maurice	36	19	8	7	45	56	5,0	2,0	1,8	2030	78
73	Pologne	17	16	7	10	47	48	2,5	2,2	2,1	1990	..
74	Malaisie	40	30	12	5	43	51	6,3	3,7	2,8	2010	51
75	Panama	40	26	9	5	44	51	5,7	3,1	2,2	2000	58
76	Brésil	39	28	11	8	45	51	5,6	3,4	2,4	2005	66
77	Angola	49	47	29	20	47	45	6,4	6,4	6,5	2050	..
78	Liban	40	..	12	..	42	..	6,2	..	..	..	..
79	Nicaragua	49	41	16	7	43	45	7,2	5,4	4,2	2025	..
Tranche supérieure		31 w	26 w	12 w	8 w	47 w	49 w	4,5 w	3,5 w	3,1 w		
80	Afrique du Sud	40	35	16	10	46	49	6,1	4,4	3,5	2020	..
81	Algérie	50	37	18	8	44	45	7,4	5,4	3,8	2020	..
82	Hongrie	13	12	11	13	48	47	1,8	1,8	1,8	2030	73
83	Uruguay	21	17	10	10	49	46	2,8	2,4	2,1	1995	..
84	Argentine	23	21	9	9	50	47	3,1	2,9	2,3	2005	..
85	Yougoslavie	21	15	9	9	50	49	2,7	2,0	2,0	2030	..
86	Gabon	31	42	22	16	48	47	4,1	5,5	6,0	2045	..
87	Venezuela	42	30	8	5	44	50	6,1	3,7	2,7	2010	..
88	Trinité-et-Tobago	33	26	8	6	46	53	4,3	2,9	2,3	2005	53
89	Corée, Rép. de	35	16	11	6	46	56	4,9	1,8	1,8	2030	70
90	Portugal	23	12	10	9	48	48	3,1	1,6	1,6	2030	..
91	Grèce	18	11	8	10	51	47	2,3	1,6	1,6	2030	..
92	Oman	50	45	24	7	46	43	7,2	7,1	5,9	2045	..
93	Libye	49	44	17	9	45	44	7,4	6,8	5,9	2050	..
94	Iran, Rép. islamique d'	46	41	18	8	42	47	7,1	5,6	4,7	2040	..
95	Iraq	49	42	18	8	45	44	7,2	6,3	5,1	2035	..
96	Roumanie	15	16	9	11	50	48	1,9	2,1	2,1	1985	..
Pays à revenu faible/intermédiaire		41 w	30 w	15 w	10 w	46 w	50 w	6,1 w	3,9 w	3,3 w		
Afrique subsaharienne		48 w	47 w	22 w	16 w	45 w	44 w	6,6 w	6,7 w	5,9 w		
Asie de l'Est		39 w	23 w	11 w	7 w	45 w	54 w	6,2 w	2,7 w	2,2 w		
Asie du Sud		45 w	34 w	20 w	12 w	47 w	48 w	6,3 w	4,5 w	3,4 w		
Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord		35 w	31 w	15 w	10 w	46 w	47 w	5,1 w	4,3 w	3,7 w		
Amérique latine et Caraïbes		40 w	28 w	12 w	7 w	45 w	50 w	5,8 w	3,6 w	2,6 w		
Gravement endettés		37 w	28 w	12 w	8 w	45 w	49 w	5,4 w	3,6 w	2,8 w		
Pays à revenu élevé		19 w	14 w	10 w	9 w	47 w	50 w	2,8 w	1,8 w	1,9 w		
Pays membres de l'OCDE		19 w	13 w	10 w	9 w	47 w	50 w	2,7 w	1,7 w	1,8 w		
†Autres		35 w	29 w	11 w	6 w	45 w	48 w	5,4 w	4,5 w	4,0 w		
97	†Arabie saoudite	48	42	20	8	44	42	7,3	7,1	..	..	..
98	Espagne	21	12	8	9	49	48	2,9	1,6	1,6	2030	59
99	Irlande	22	15	12	9	42	48	4,0	2,3	2,1	1990	..
100	†Israël	26	22	6	7	46	48	3,8	3,0	2,3	2005	..
101	†Singapour	31	18	6	5	45	59	4,7	1,9	1,9	2030	..
102	†Hong Kong	27	14	6	5	45	55	4,7	1,6	1,6	2030	72
103	Nouvelle-Zélande	23	16	9	8	45	52	3,6	1,9	1,9	2030	..
104	Australie	20	15	9	7	47	52	3,0	1,9	1,9	2030	..
105	Royaume-Uni	18	14	12	11	45	48	2,9	1,8	1,8	2030	..
106	Italie	19	10	10	9	48	49	2,7	1,3	1,4	2030	..
107	†Koweït	48	26	7	3	45	50	7,4	3,7	2,6	2010	..
108	Belgique	17	12	12	11	44	48	2,6	1,6	1,6	2030	..
109	Pays-Bas	20	13	8	8	47	52	3,0	1,6	1,6	2030	72
110	Autriche	18	12	13	11	43	48	2,7	1,5	1,6	2030	..
111	†Emirats arabes unis	41	23	14	4	47	47	6,8	4,7	3,7	2020	..
112	France	18	14	11	9	43	48	2,8	1,8	1,8	2030	..
113	Canada	21	14	8	7	47	53	3,1	1,7	1,7	2030	73
114	Danemark	18	12	10	12	47	50	2,6	1,5	1,6	2030	..
115	Allemagne, Rép. féd. d'	18	11	12	11	45	48	2,5	1,5	1,5	2030	78
116	Finlande	17	13	10	10	48	49	2,4	1,7	1,7	2030	..
117	Suède	16	13	10	12	47	47	2,4	2,0	2,0	2030	..
118	Etats-Unis	19	16	9	9	45	51	2,9	1,9	1,9	2030	..
119	Norvège	18	14	10	11	45	48	2,9	1,8	1,8	2030	..
120	Japon	19	11	7	7	56	50	2,0	1,7	1,7	2030	64
121	Suisse	19	12	10	9	48	50	2,6	1,6	1,7	2030	..
Total des pays déclarants		36 w	28 w	14 w	10 w	46 w	50 w	5,4 w	3,6 w	3,1 w		
Exportateurs de pétrole		45 w	35 w	18 w	9 w	45 w	48 w	6,4 w	4,7 w	3,8 w		
Pays non membres non déclarants		20 w	18 w	8 w	10 w	47 w	47 w	2,7 w	2,3 w	2,1 w		

a. Les projections reposent sur des hypothèses pour lesquelles on se réfère à la note technique relative au Tableau 26. b. Les chiffres comprennent les femmes dont le mari utilise des moyens de contraception; voir notes techniques.

Tableau 28. Santé et nutrition

	Nombre d'habitants par				Accouchements avec l'aide d'un personnel de santé 1985	Nouveau-nés ayant un faible poids à la naissance (%) 1985	Taux de mortalité infantile (pour mille naissances vivantes)		Apport journalier de calories par habitant	
	Médecin		Infirmier				1965	1988	1965	1986
	1965	1984	1965	1984						
Pays à faible revenu	9.760 w	5.580 w	6.010 w	2.200 w			124 w	72 w	1.993 w	2.384 w
Chine et Inde	2.930 w	1.640 w	4.420 w	1.710 w			114 w	59 w	2.001 w	2.463 w
Autres pays à faible revenu	28.080 w	13.910 w	10.170 w	3.250 w			149 w	98 w	1.976 w	2.226 w
1 Mozambique	18.000	37.960	5.370	5.760	28	15	179	139	1.979	1.595
2 Ethiopie	70.190	78.970	5.970	5.400	58	..	165	135	1.824	1.749
3 Tchad	72.480	38.360	13.610	3.390	..	11	183	130	2.399	1.717
4 Tanzanie	21.700	26.200	2.100	8.130	74	14	138	104	1.832	2.192
5 Bangladesh	8.100	6.730	..	8.980	..	31	144	118	1.971	1.927
6 Malawi	47.320	11.330	40.980	3.110	59	10	200	149	2.244	2.310
7 Somalie	36.840	16.080	3.950	1.530	2	..	165	130	2.167	2.138
8 Zaïre	34.740	..	..	..	..	..	141	96	2.187	2.163
9 Bhoutan	..	23.310	..	2.990	3	..	171	127	..	..
10 RDP lao	24.320	1.360	4.880	530	..	39	148	108	1.956	2.391
11 Népal	46.180	32.710	87.650	4.680	10	..	171	126	1.901	2.052
12 Madagascar	10.620	9.780	3.650	..	62	10	201	119	2.462	2.440
13 Burkina Faso	73.960	57.220	4.150	1.680	..	18	193	137	2.009	2.139
14 Mali	51.510	25.390	3.360	1.350	27	17	207	168	1.858	2.073
15 Burundi	55.910	21.120	7.320	3.040	12	14	142	73	2.391	2.343
16 Ouganda	11.110	21.900	3.130	2.060	..	10	121	101	2.360	2.344
17 Nigéria	29.530	7.990	6.160	1.020	..	25	177	103	2.185	2.146
18 Zambie	11.380	7.150	5.820	740	..	14	121	78	..	..
19 Niger	65.540	39.730	6.210	460	47	20	180	133	1.994	2.432
20 Rwanda	72.480	34.680	7.450	3.650	..	17	141	120	1.665	1.830
21 Chine	1.600	1.000	3.000	1.710	..	6	90	31	1.926	2.630
22 Inde	4.880	2.520	6.500	1.700	33	30	150	97	2.111	2.238
23 Pakistan	..	2.910	9.910	4.900	24	25	149	107	1.761	2.315
24 Kenya	13.280	9.970	1.930	950	..	13	112	70	2.289	2.060
25 Togo	23.240	8.700	4.990	1.240	..	20	156	92	2.378	2.207
26 Rép. centrafricaine	34.020	23.530	3.000	2.210	..	15	157	102	2.135	1.949
27 Haïti	14.000	7.180	12.890	2.290	20	17	178	116	2.000	1.902
28 Bénin	32.390	15.940	2.540	1.750	34	10	166	115	2.009	2.184
29 Ghana	13.740	14.890	3.730	640	73	17	120	88	1.950	1.759
30 Lesotho	20.060	18.610	4.700	..	28	10	142	98	2.065	2.303
31 Sri Lanka	5.820	5.520	3.220	1.290	87	28	63	21	2.153	2.400
32 Guinée	47.050	46.420	4.110	5.160	..	18	191	143	1.923	1.776
33 Yémen, RDP	12.870	4.370	1.850	1.060	10	13	197	118	1.982	2.298
34 Indonésie	31.700	9.460	9.490	1.260	43	14	128	68	1.800	2.579
35 Mauritanie	36.530	12.120	..	1.200	23	10	178	125	2.064	2.322
36 Soudan	23.500	10.100	3.360	1.250	20	15	160	106	1.938	2.208
37 Afghanistan	15.770	..	24.430	..	..	..	206	..	2.294	..
38 Myanmar	11.860	3.740	11.370	900	97	16	125	68	1.917	2.609
39 Kampouchea dém.	22.410	..	3.670	..	..	..	134	..	2.276	..
40 Libéria	12.560	9.340	2.330	1.370	89	..	176	130	2.154	2.381
41 Sierra Leone	16.840	13.630	4.470	1.090	25	14	209	152	1.837	1.854
42 Viet Nam	..	1.000	..	620	..	18	..	44	..	2.297
Pays à revenu intermédiaire	4.060 w	2.520 w	2.190 w	980 w			98 w	52 w	2.458 w	2.846 w
Tranche inférieure	4.910 w	3.030 w	2.190 w	1.090 w			107 w	57 w	2.378 w	2.733 w
43 Bolivie	3.300	1.540	3.990	2.480	36	15	160	108	1.869	2.143
44 Philippines	..	6.700	1.140	2.740	..	18	72	44	1.924	2.372
45 Yémen, Rép. arabe du	56.150	6.010	..	2.580	12	9	197	128	2.008	2.318
46 Sénégal	19.490	13.060	2.440	2.030	..	10	126	78	2.479	2.350
47 Zimbabwe	8.010	6.700	990	1.000	69	15	103	49	2.105	2.132
48 Egypte, Rép. arabe d'	2.300	770	2.030	780	24	7	172	83	2.400	3.342
49 Rép. dominicaine	1.700	1.760	1.640	1.210	57	16	110	63	1.872	2.477
50 Côte d'Ivoire	20.640	..	2.000	..	20	14	149	95	2.359	2.562
51 Papouasie-Nouvelle-Guinée	12.640	6.070	620	880	34	25	143	61	1.905	2.205
52 Maroc	12.120	15.580	2.290	920	..	9	145	71	2.167	2.915
53 Honduras	5.370	1.510	1.530	670	50	20	128	68	1.963	2.068
54 Guatemala	3.690	2.180	8.250	850	19	10	112	57	2.027	2.307
55 Congo, Rép. populaire du	14.210	8.320	950	590	..	12	129	117	2.259	2.619
56 El Salvador	..	2.830	1.300	930	35	15	120	57	1.859	2.160
57 Thaïlande	7.160	6.290	4.970	710	33	12	88	30	2.101	2.331
58 Botswana	27.450	6.900	17.710	700	52	8	112	41	2.019	2.201
59 Cameroun	26.720	..	5.830	..	..	13	143	92	2.079	2.028
60 Jamaïque	1.990	2.040	340	490	89	8	49	11	2.231	2.590
61 Equateur	3.000	820	2.320	610	27	10	112	62	1.940	2.058
62 Colombie	2.500	1.240	890	660	51	15	86	39	2.174	2.542
63 Paraguay	1.850	1.460	1.550	1.000	22	6	73	41	2.627	2.853
64 Tunisie	8.000	2.150	..	370	60	7	145	48	2.201	2.994
65 Turquie	2.900	1.380	..	1.030	78	7	165	75	2.659	3.229
66 Pérou	1.650	1.040	900	..	55	9	130	86	2.325	2.246
67 Jordanie	4.690	1.140	1.800	1.300	75	7	114	43	2.314	2.991

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées.

	Nombre d'habitants par				Accouchements avec l'aide d'un personnel de santé 1985	Nouveau-nés ayant un faible poids à la naissance (%) 1985	Taux de mortalité infantile (pour mille naissances vivantes)		Apport journalier de calories par habitant	
	Médecin		Infirmier				1965	1988	1965	1986
	1965	1984	1965	1984						
68 Chili	2.120	1.230	600	370	97	7	101	20	2.592	2.579
69 Rép. arabe syrienne	5.400	1.260	..	1.440	37	9	114	46	2.195	3.260
70 Costa Rica	2.010	960	630	450	93	9	72	18	2.366	2.803
71 Mexique	2.080	1.240	980	880	..	15	82	46	2.644	3.132
72 Maurice	3.930	1.900	2.030	580	90	9	65	22	2.271	2.748
73 Pologne	800	490	410	190	..	8	42	16	3.229	3.336
74 Malaisie	6.200	1.930	1.320	1.010	82	9	55	23	2.247	2.730
75 Panama	2.130	980	1.600	390	83	8	56	22	2.255	2.446
76 Brésil	2.500	1.080	3.100	1.210	73	8	104	61	2.402	2.656
77 Angola	13.150	17.790	3.820	1.020	15	17	192	135	1.897	1.880
78 Liban	1.010	..	2.030	..	..	..	56	..	2.489	..
79 Nicaragua	2.560	1.500	1.390	530	..	15	121	60	2.398	2.495
Tranche supérieure	2.380 w	1.220 w	2.190 w	680 w	..	..	82 w	42 w	2.629 w	3.117 w
80 Afrique du Sud	2.050	..	490	..	..	12	124	70	2.623	2.924
81 Algérie	8.590	2.340	11.770	330	..	9	154	72	1.681	2.715
82 Hongrie	630	310	240	170	99	10	39	16	3.171	3.569
83 Uruguay	880	520	590	..	..	8	47	23	2.811	2.648
84 Argentine	600	370	610	980	..	6	58	31	3.210	3.210
85 Yougoslavie	1.200	550	850	260	..	7	72	25	3.289	3.563
86 Gabon	..	2.790	760	270	92	16	153	101	1.881	2.521
87 Venezuela	1.210	700	560	..	82	9	65	35	2.321	2.494
88 Trinité-et-Tobago	3.810	950	560	260	90	..	42	16	2.497	3.082
89 Corée, Rép. de	2.680	1.160	2.970	580	65	9	62	24	2.256	2.907
90 Portugal	1.240	410	1.160	..	..	8	65	14	2.517	3.151
91 Grèce	710	350	600	450	..	6	34	12	3.049	3.688
92 Oman	23.790	1.700	6.420	760	60	14	194	38	..	..
93 Libye	3.860	690	850	350	76	5	138	80	1.925	3.601
94 Iran, Rép. islamique d'	3.890	2.690	4.270	1.050	..	9	152	64	2.204	3.313
95 Iraq	5.000	1.740	2.910	1.660	50	9	119	68	2.150	2.932
96 Roumanie	760	570	400	280	99	6	44	24	2.978	3.373
Pays à revenu faible/intermédiaire	8.270 w	4.790 w	5.020 w	1.900 w	..	..	117 w	67 w	2.116 w	2.507 w
Afrique subsaharienne	33.200 w	23.850 w	5.420 w	2.460 w	..	..	160 w	108 w	2.092 w	2.096 w
Asie de l'Est	5.600 w	2.390 w	4.050 w	1.570 w	..	..	92 w	37 w	1.937 w	2.594 w
Asie du Sud	6.220 w	3.570 w	8.380 w	2.710 w	..	..	147 w	99 w	2.060 w	2.228 w
Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord	4.760 w	2.430 w	3.440 w	1.160 w	..	..	115 w	62 w	2.610 w	3.177 w
Amérique latine et Caraïbes	2.370 w	1.230 w	2.090 w	1.020 w	..	..	95 w	53 w	2.457 w	2.700 w
Gravement endettés	3.010 w	2.560 w	1.620 w	1.180 w	..	..	88 w	51 w	2.537 w	2.768 w
Pays à revenu élevé	940 w	470 w	470 w	140 w	..	..	25 w	9 w	3.083 w	3.376 w
Pays membres de l'OCDE	870 w	450 w	420 w	130 w	..	..	24 w	8 w	3.100 w	3.390 w
†Autres	4.430 w	800 w	2.510 w	260 w	..	..	69 w	36 w	2.323 w	3.001 w
97 †Arabie saoudite	9.400	690	6.060	320	78	6	148	69	1.853	3.004
98 Espagne	800	320	1.220	260	96	..	38	9	2.822	3.359
99 Irlande	950	680	170	140	..	4	25	7	3.546	3.632
100 †Israël	400	350	300	110	99	7	27	11	2.784	3.061
101 †Singapour	1.900	1.310	600	..	100	7	26	7	2.297	2.840
102 †Hong Kong	2.520	1.070	1.250	240	..	4	27	7	2.504	2.859
103 Nouvelle-Zélande	820	580	570	80	99	5	20	11	3.237	3.463
104 Australie	720	440	150	110	99	6	19	9	3.118	3.326
105 Royaume-Uni	870	..	200	120	98	7	20	9	3.353	3.256
106 Italie	1.850	230	790	..	..	7	36	10	3.091	3.523
107 †Koweït	790	640	270	200	99	7	64	15	2.945	3.021
108 Belgique	700	330	590	110	100	5	24	9	..	..
109 Pays-Bas	860	450	270	170	..	4	14	8	3.108	3.326
110 Autriche	720	390	350	180	..	6	28	8	3.231	3.428
111 †Emirats arabes unis	..	1.020	..	390	96	..	108	25	2.705	3.733
112 France	830	320	380	110	..	5	22	8	3.217	3.336
113 Canada	770	510	190	120	99	6	24	7	3.212	3.462
114 Danemark	740	400	190	60	..	6	19	8	3.395	3.633
115 Allemagne, Rép. féd. d'	640	380	500	230	..	5	24	8	3.102	3.528
116 Finlande	1.300	440	180	60	..	4	17	6	3.111	3.122
117 Suède	910	390	310	100	100	4	13	6	2.888	3.064
118 Etats-Unis	670	470	310	70	100	7	25	10	3.224	3.645
119 Norvège	790	450	340	60	100	4	17	8	3.032	3.223
120 Japon	970	660	410	180	100	5	18	5	2.687	2.864
121 Suisse	710	700	270	130	..	5	18	7	3.412	3.437
Total des pays déclarants	6.630 w	4.070 w	4.000 w	1.600 w	..	..	97 w	57 w	2.321 w	2.653 w
Exportateurs de pétrole	17.920 w	5.130 w	5.740 w	1.010 w	..	..	134 w	71 w	2.128 w	2.737 w
Pays non membres non déclarants	540 w	380 w	300 w	170 w	..	..	30 w	24 w	3.151 w	3.395 w

Tableau 30. Répartition du revenu et estimations du PIB d'après le PCI

		Estimations du PIB par habitant ^a d'après le PCI (Etats-Unis = 100) 1985	Pourcentage du revenu des ménages, par tranches de revenu ^b						
			Année	Quintile le plus pauvre	Deuxième quintile	Troisième quintile	Quatrième quintile	Quintile le plus riche	Décile le plus riche
Pays à faible revenu									
Chine et Inde									
Autres pays à faible revenu									
1	Mozambique	..		..	..	..	..	..
2	Ethiopie	1,6		..	..	..	..	..
3	Tchad	..		..	..	..	..	..
4	Tanzanie	2,6		..	..	..	..	..
5	Bangladesh ^c	5,0	1981-82	9,3	13,1	16,8	21,8	39,0	24,9
6	Malawi	3,6		..	..	..	..	..
7	Somalie	..		..	..	..	..	..
8	Zaïre	..		..	..	..	..	..
9	Bhoutan	..		..	..	..	..	..
10	RDP lao	..		..	..	..	..	..
11	Népal	..		..	..	..	..	..
12	Madagascar	3,9		..	..	..	..	..
13	Burkina Faso	..		..	..	..	..	..
14	Mali	2,4		..	..	..	..	..
15	Burundi	..		..	..	..	..	..
16	Ouganda	..		..	..	..	..	..
17	Nigéria	7,2		..	..	..	..	..
18	Zambie	4,7		..	..	..	..	..
19	Niger	..		..	..	..	..	..
20	Rwanda	3,8		..	..	..	..	..
21	Chine	..		..	..	..	..	..
22	Inde ^c	4,5	1983	8,1	12,3	16,3	22,0	41,4	26,7
23	Pakistan ^d	8,1	1984-85	7,8	11,2	15,0	20,6	45,6	31,3
24	Kenya	5,3		..	..	..	..	..
25	Togo	..		..	..	..	..	..
26	Rép. centrafricaine	..		..	..	..	..	..
27	Haïti	..		..	..	..	..	..
28	Bénin	6,5		..	..	..	..	..
29	Ghana ^c	..	1987	6,5	10,9	15,7	22,3	44,6	29,1
30	Lesotho	..		..	..	..	..	..
31	Sri Lanka ^e	11,2	1985-86	4,8	8,5	12,1	18,4	56,1	43,0
32	Guinée	..		..	..	..	..	..
33	Yémen, RDP	..		..	..	..	..	..
34	Indonésie ^c	..	1987	8,8	12,4	16,0	21,5	41,3	26,5
35	Mauritanie	..		..	..	..	..	..
36	Soudan	..		..	..	..	..	..
37	Afghanistan	..		..	..	..	..	..
38	Myanmar	..		..	..	..	..	..
39	Kampuchea dém.	..		..	..	..	..	..
40	Libéria	..		..	..	..	..	..
41	Sierra Leone	3,0		..	..	..	..	..
42	Viet Nam	..		..	..	..	..	..
Pays à revenu intermédiaire									
Tranche inférieure									
43	Bolivie	..		..	..	..	..	..
44	Philippines ^d	10,8	1985	5,5	9,7	14,8	22,0	48,0	32,1
45	Yémen, Rép. arabe du	..		..	..	..	..	..
46	Sénégal	7,0		..	..	..	..	..
47	Zimbabwe	9,9		..	..	..	..	..
48	Egypte, Rép. arabe d'	15,8		..	..	..	..	..
49	Rép. dominicaine	..		..	..	..	..	..
50	Côte d'Ivoire ^c	10,2	1986	5,0	8,0	13,1	21,3	52,7	36,3
51	Papouasie-Nouvelle-Guinée	..		..	..	..	..	..
52	Maroc ^d	13,1	1984-85	9,8	13,0	16,4	21,4	39,4	25,4
53	Honduras	..		..	..	..	..	..
54	Guatemala	..	1979-81	5,5	8,6	12,2	18,7	55,0	40,8
55	Congo, Rép. populaire du	16,4		..	..	..	..	..
56	El Salvador	..		..	..	..	..	..
57	Thaïlande	16,0		..	..	..	..	..
58	Botswana	16,1	1985-86	2,5	6,5	11,8	20,2	59,0	42,8
59	Cameroun	14,0		..	..	..	..	..
60	Jamaïque ^c	..	1988	5,4	9,9	14,4	21,2	49,2	33,4
61	Equateur	..		..	..	..	..	..
62	Colombie ^e	..	1988	4,0	8,7	13,5	20,8	53,0	37,1
63	Paraguay	..		..	..	..	..	..
64	Tunisie	19,8		..	..	..	..	..
65	Turquie	21,8		..	..	..	..	..
66	Pérou ^c	..	1985	4,4	8,5	13,7	21,5	51,9	35,8
67	Jordanie	..		..	..	..	..	..

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées.

		Estimations du PIB par habitant ^a d'après le PCI (Etats-Unis = 100) 1985	Pourcentage du revenu des ménages, par tranches de revenu ^b						
			Année	Quintile le plus pauvre	Deuxième quintile	Troisième quintile	Quatrième quintile	Quintile le plus riche	Décile le plus riche
68	Chili	..		..	..	..	..	..	..
69	Rép. arabe syrienne	..		..	..	..	..	..	..
70	Costa Rica ^c	..	1986	3,3	8,3	13,2	20,7	54,5	38,8
71	Mexique	..		..	..	..	..	..	..
72	Maurice	24,8		..	..	..	..	..	..
73	Pologne ^c	24,5	1987	9,7	14,2	18,0	22,9	35,2	21,0
74	Malaisie ^c	..	1987	4,6	9,3	13,9	21,2	51,2	34,8
75	Panama	..		..	..	..	..	..	..
76	Brésil	..	1983	2,4	5,7	10,7	18,6	62,6	46,2
77	Angola	..		..	..	..	..	..	..
78	Liban	..		..	..	..	..	..	..
79	Nicaragua	..		..	..	..	..	..	..
Tranche supérieure									
80	Afrique du Sud	..		..	..	..	..	..	..
81	Algérie	..		..	..	..	..	..	..
82	Hongrie ^c	31,2	1983	10,9	15,3	18,7	22,8	32,4	18,7
83	Uruguay	..		..	..	..	..	..	..
84	Argentine	..		..	..	..	..	..	..
85	Yougoslavie ^c	29,2	1987	6,1	11,0	16,5	23,7	42,8	26,6
86	Gabon	..		..	..	..	..	..	..
87	Venezuela ^c	..	1987	4,7	9,2	14,0	21,5	50,6	34,2
88	Trinité-et-Tobago	..		..	..	..	..	..	..
89	Corée, Rép. de	24,1		..	..	..	..	..	..
90	Portugal	33,8		..	..	..	..	..	..
91	Grèce	35,5		..	..	..	..	..	..
92	Oman	..		..	..	..	..	..	..
93	Libye	..		..	..	..	..	..	..
94	Iran, Rép. islamique d'	27,9		..	..	..	..	..	..
95	Iraq	..		..	..	..	..	..	..
96	Roumanie	..		..	..	..	..	..	..
Pays à revenu faible/intermédiaire									
Afrique subsaharienne									
Asie de l'Est									
Asie du Sud									
Europe, Moyen-Orient									
et Afrique du Nord									
Amérique latine et Caraïbes									
Gravement endettés									
Pays à revenu élevé									
Pays membres de l'OCDE									
†Autres									
97	†Arabie saoudite	..		..	..	..	..	..	..
98	Espagne	46,0	1980-81	6,9	12,5	17,3	23,2	40,0	24,5
99	Irlande	40,9		..	..	..	..	..	..
100	†Israël	..	1979	6,0	12,1	17,8	24,5	39,6	23,5
101	†Singapour	..	1982-83	5,1	9,9	14,6	21,4	48,9	33,5
102	†Hong Kong	61,7	1980	5,4	10,8	15,2	21,6	47,0	31,3
103	Nouvelle-Zélande	60,9	1981-82	5,1	10,8	16,2	23,2	44,7	28,7
104	Australie	71,1	1985	4,4	11,1	17,5	24,8	42,2	25,8
105	Royaume-Uni	66,1	1979	5,8	11,5	18,2	25,0	39,5	23,3
106	Italie	65,6	1986	6,8	12,0	16,7	23,5	41,0	25,3
107	†Koweït	..		..	..	..	..	..	..
108	Belgique	64,7	1978-79	7,9	13,7	18,6	23,8	36,0	21,5
109	Pays-Bas	68,2	1983	6,9	13,2	17,9	23,7	38,3	23,0
110	Autriche	66,1		..	..	..	..	..	..
111	†Emirats arabes unis	..		..	..	..	..	..	..
112	France	69,3	1979	6,3	12,1	17,2	23,5	40,8	25,5
113	Canada	92,5	1987	5,7	11,8	17,7	24,6	40,2	24,1
114	Danemark	74,2	1981	5,4	12,0	18,4	25,6	38,6	22,3
115	Allemagne, Rép. féd. d'	73,8	1984	6,8	12,7	17,8	24,1	38,7	23,4
116	Finlande	69,5	1981	6,3	12,1	18,4	25,5	37,6	21,7
117	Suède	76,9	1981	8,0	13,2	17,4	24,5	36,9	20,8
118	Etats-Unis	100,0	1985	4,7	11,0	17,4	25,0	41,9	25,0
119	Norvège	84,4	1979	6,2	12,8	18,9	25,3	36,7	21,2
120	Japon	71,5	1979	8,7	13,2	17,5	23,1	37,5	22,4
121	Suisse	..	1982	5,2	11,7	16,4	22,1	44,6	29,8
Total des pays déclarants									
Exportateurs de pétrole									
Pays non membres									
non déclarants									

a. Le PCI désigne le Programme de comparaison internationale des Nations Unies. Ces données sont les résultats préliminaires de la Phase V. b. Les estimations données dans ce tableau doivent être interprétées avec prudence; voir notes techniques pour plus amples renseignements sur des mesures de répartition différentes, comme dans les notes ci-après. c. Dépenses par habitant. d. Dépenses par ménage. e. Revenu par habitant.

Tableau 31. Urbanisation

	Population urbaine				Pourcentage de la population urbaine vivante				Nombre de villes de plus de 500.000 habitants	
	En pourcentage de la population totale		Taux annuel moyen d'accroissement (%)		Dans la plus grande ville		Dans des villes de plus de 500.000 habitants		1960	1980
	1965	1988	1965-80	1980-88	1960	1980	1960	1980		
	1965	1988	1965-80	1980-88	1960	1980	1960	1980	1960	1980
Pays à faible revenu	17 w	35 w	3,5 w	..	11 w	13 w	30 w	43 w	59 t	165 t
Chine et Inde	18 w	40 w	3,0 w	..	6 w	6 w	36 w	43 w	49 t	114 t
Autres pays à faible revenu	14 w	25 w	4,9 w	5,2 w	24 w	28 w	17 w	43 w	10 t	51 t
1 Mozambique	5	24	10,2	11,0	75	83	0	83	0	1
2 Ethiopie	8	13	4,9	5,2	30	37	0	37	0	1
3 Tchad	9	31	7,8	7,4	..	39	0	0	0	0
4 Tanzanie	5	30	11,7	11,6	34	50	0	50	0	1
5 Bangladesh	6	13	6,4	5,6	20	30	20	51	1	3
6 Malawi	5	14	7,5	7,9	..	19	0	0	0	0
7 Somalie	20	37	5,5	5,6	..	34	0	0	0	0
8 Zaïre	26	39	4,6	4,6	14	28	14	38	1	2
9 Bhoutan	3	5	3,9	4,9	..	..	0	0	0	0
10 RDP lao	8	18	5,3	6,1	69	48	0	0	0	0
11 Népal	4	9	6,4	7,4	41	27	0	0	0	0
12 Madagascar	12	24	5,5	5,9	44	36	0	36	0	1
13 Burkina Faso	5	9	4,1	5,4	..	41	0	0	0	0
14 Mali	13	19	4,4	3,5	32	24	0	0	0	0
15 Burundi	2	7	6,7	9,5	..	..	0	0	0	0
16 Ouganda	7	10	4,7	5,1	38	52	0	52	0	1
17 Nigéria	17	34	5,7	6,3	13	17	22	58	2	9
18 Zambie	23	54	7,2	6,7	..	35	0	35	0	1
19 Niger	7	18	7,2	8,0	..	31	0	0	0	0
20 Rwanda	3	7	7,5	8,2	..	..	0	0	0	0
21 Chine	18	50	2,3	..	6	6	42	45	38	78
22 Inde	19	27	3,9	4,0	7	6	26	39	11	36
23 Pakistan	24	31	4,3	4,5	20	21	33	51	2	7
24 Kenya	9	22	8,1	8,2	40	57	0	57	0	1
25 Togo	11	25	6,6	7,0	..	60	0	0	0	0
26 Rép. centrafricaine	27	45	4,3	4,9	40	36	0	0	0	0
27 Haïti	18	29	4,2	4,0	42	56	0	56	0	1
28 Bénin	11	40	9,0	7,8	..	63	0	63	0	1
29 Ghana	26	33	3,2	4,2	25	35	0	48	0	2
30 Lesotho	6	19	7,5	7,2	..	..	0	0	0	0
31 Sri Lanka	20	21	2,3	1,3	28	16	0	16	0	1
32 Guinée	12	24	4,9	5,7	37	80	0	80	0	1
33 Yémen, RDP	30	42	3,5	4,7	61	49	0	0	0	0
34 Indonésie	16	27	4,8	4,8	20	23	34	50	3	9
35 Mauritanie	10	40	9,5	7,8	..	39	0	0	0	0
36 Soudan	13	21	5,6	4,1	30	31	0	31	0	1
37 Afghanistan	9	..	6,0	..	33	..	0	..	0	..
38 Myanmar	21	24	3,2	2,3	23	23	23	23	1	2
39 Kampuchea dém.	11	..	-0,5	..	..	..	..	..	..	..
40 Libéria	22	43	6,2	5,8	..	..	0	0	0	0
41 Sierra Leone	15	26	4,4	5,0	37	47	0	0	0	0
42 Viet Nam	..	..	..	3,9	..	21	..	50	..	4
Pays à revenu intermédiaire	42 w	58 w	3,9 w	3,3 w	29 w	31 w	34 w	47 w	51 t	113 t
Tranche inférieure	40 w	56 w	4,0 w	3,5 w	29 w	32 w	32 w	47 w	31 t	70 t
43 Bolivie	40	50	3,1	4,3	47	44	0	44	0	1
44 Philippines	32	41	4,1	3,7	27	30	27	34	1	2
45 Yémen, Rép. arabe du	5	23	10,2	8,8	..	25	0	0	0	0
46 Sénégal	33	38	3,3	4,0	53	65	0	65	0	1
47 Zimbabwe	14	27	6,0	6,2	40	50	0	50	0	1
48 Egypte, Rép. arabe d'	41	48	2,8	3,5	38	39	53	53	2	3
49 Rép. dominicaine	35	59	5,2	4,3	50	54	0	54	0	1
50 Côte d'Ivoire	23	45	7,5	6,6	27	34	0	34	0	1
51 Papouasie-Nouvelle-Guinée	5	15	8,2	4,5	..	25	0	0	0	0
52 Maroc	32	47	4,3	4,4	16	26	16	50	1	4
53 Honduras	26	42	5,5	5,6	31	33	0	0	0	0
54 Guatemala	34	33	2,7	2,9	41	36	41	36	1	1
55 Congo, Rép. populaire du	34	41	4,5	4,8	77	56	0	0	0	0
56 El Salvador	39	44	3,2	1,9	26	22	0	0	0	0
57 Thaïlande	13	21	5,1	4,7	65	69	65	69	1	1
58 Botswana	4	22	12,6	8,4	..	..	..	..	..	..
59 Cameroun	16	47	8,1	7,2	26	21	0	21	0	1
60 Jamaïque	38	51	2,8	2,6	77	66	0	66	0	1
61 Equateur	37	55	4,7	4,7	31	29	0	51	0	2
62 Colombie	54	69	3,7	3,0	17	26	28	51	3	4
63 Paraguay	36	46	3,8	4,5	44	44	0	44	0	1
64 Tunisie	40	54	4,0	2,9	40	30	40	30	1	1
65 Turquie	34	47	4,2	3,4	18	24	32	42	3	4
66 Pérou	52	69	4,3	3,1	38	39	38	44	1	2
67 Jordanie	46	67	4,3	5,1	31	37	0	37	0	1

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées.

		Population urbaine				Pourcentage de la population urbaine vivant				Nombre de villes de plus de 500.000 habitants	
		En pourcentage de la population totale		Taux annuel moyen d'accroissement (%)		Dans la plus grande ville		Dans des villes de plus de 500.000 habitants			
		1965	1988	1965-80	1980-88	1960	1980	1960	1980	1960	1980
68	Chili	72	85	2,6	2,3	38	44	38	44	1	1
69	Rép. arabe syrienne	40	51	4,6	4,5	35	33	35	55	1	2
70	Costa Rica	38	45	4,0	1,9	67	64	0	64	0	1
71	Mexique	55	71	4,4	3,1	28	32	36	48	3	7
72	Maurice	37	42	2,5	0,8	..	..	..	..	..	..
73	Pologne	50	61	1,9	1,4	17	15	41	47	5	8
74	Malaisie	26	41	4,5	4,9	19	27	0	27	0	1
75	Panama	44	54	3,5	3,0	61	66	0	66	0	1
76	Brésil	50	75	4,5	3,6	14	15	35	52	6	14
77	Angola	13	27	6,4	5,8	44	64	0	64	0	1
78	Liban	50	..	4,5	..	64	..	64	..	1	..
79	Nicaragua	43	59	4,7	4,6	41	47	0	47	0	1
Tranche supérieure		45 w	62 w	3,6 w	2,8 w	31 w	30 w	38 w	48 w	20 t	43 t
80	Afrique du Sud	47	58	3,3	3,4	16	13	44	53	4	7
81	Algérie	38	44	3,7	3,9	27	12	27	12	1	1
82	Hongrie	43	60	2,0	1,2	45	37	45	37	1	1
83	Uruguay	81	85	0,7	0,8	56	52	56	52	1	1
84	Argentine	76	86	2,2	1,8	46	45	54	60	3	5
85	Yougoslavie	31	49	3,0	2,5	11	10	11	23	1	3
86	Gabon	21	44	7,3	6,7	..	..	..	..	..	..
87	Venezuela	70	83	4,8	2,6	26	26	26	44	1	4
88	Trinité-et-Tobago	30	67	5,6	3,9	..	..	0	0	0	0
89	Corée, Rép. de	32	69	5,8	3,7	35	41	61	77	3	7
90	Portugal	24	32	1,7	1,9	47	44	47	44	1	1
91	Grèce	48	62	2,0	1,3	51	57	51	70	1	2
92	Oman	4	10	7,6	8,7	..	..	..	..	..	..
93	Libye	26	68	9,8	6,7	57	64	0	64	0	1
94	Iran, Rép. islamique d'	37	54	5,1	4,1	26	28	26	47	1	6
95	Iraq	51	73	5,3	4,8	35	55	35	70	1	3
96	Roumanie	38	49	3,0	0,3	22	17	22	17	1	1
Pays à revenu faible/intermédiaire		24 w	41 w	3,7 w	6,9 w	16 w	18 w	31 w	44 w	110 t	278 t
Afrique subsaharienne		14 w	28 w	5,8 w	6,2 w	28 w	36 w	6 w	41 w	3 t	28 t
Asie de l'Est		19 w	46 w	3,0 w	..	11 w	13 w	41 w	47 w	46 t	102 t
Asie du Sud		18 w	26 w	4,0 w	4,0 w	11 w	11 w	25 w	40 w	15 t	49 t
Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord		37 w	50 w	3,5 w	3,1 w	28 w	28 w	31 w	40 w	22 t	43 t
Amérique latine et Caraïbes		53 w	71 w	4,0 w	3,2 w	27 w	29 w	32 w	49 w	20 t	49 t
Gravement endettés		50 w	66 w	3,8 w	3,1 w	26 w	28 w	33 w	47 w	24 t	56 t
Pays à revenu élevé		71 w	78 w	1,4 w	0,8 w	19 w	19 w	47 w	55 w	107 t	157 t
Pays membres de l'OCDE		72 w	77 w	1,3 w	0,7 w	18 w	18 w	47 w	55 w	104 t	152 t
†Autres		68 w	83 w	4,6 w	3,5 w	58 w	49 w	51 w	54 w	3 t	5 t
97	†Arabie saoudite	39	76	8,5	5,8	15	18	0	33	0	2
98	Espagne	61	77	2,2	1,3	13	17	37	44	5	6
99	Irlande	49	58	2,1	1,1	51	48	51	48	1	1
100	†Israël	81	91	3,5	2,1	46	35	46	35	1	1
101	†Singapour	100	100	1,6	1,1	100	100	100	100	1	1
102	†Hong Kong	89	93	2,1	1,7	100	100	100	100	1	1
103	Nouvelle-Zélande	79	84	1,6	0,9	25	30	0	30	0	1
104	Australie	83	86	2,0	1,4	26	24	62	68	4	5
105	Royaume-Uni	87	92	0,5	0,4	24	20	61	55	15	17
106	Italie	62	68	1,0	0,5	13	17	46	52	7	9
107	†Koweït	78	95	8,2	5,1	75	30	0	0	0	0
108	Belgique	93	97	0,4	0,2	17	14	28	24	2	2
109	Pays-Bas	86	88	1,2	0,5	9	9	27	24	3	3
110	Autriche	51	57	0,8	0,6	51	39	51	39	1	1
111	†Emirats arabes unis	41	78	23,7	4,2	..	..	..	..	..	..
112	France	67	74	1,3	0,5	25	23	34	34	4	6
113	Canada	73	76	1,5	1,0	14	18	31	62	2	9
114	Danemark	77	86	1,1	0,3	40	32	40	32	1	1
115	Allemagne, Rép. féd. d'	79	86	0,7	0,1	20	18	48	45	11	11
116	Finlande	44	60	2,5	0,4	28	27	0	27	0	1
117	Suède	77	84	0,9	0,3	15	15	15	35	1	3
118	Etats-Unis	72	74	1,2	1,0	13	12	61	77	40	65
119	Norvège	48	74	3,0	0,9	50	32	50	32	1	1
120	Japon	67	77	2,1	0,7	18	22	35	42	5	9
121	Suisse	53	61	1,0	1,3	19	22	19	22	1	1
Total des pays déclarants		34 w	47 w	2,7 w	4,9 w	17 w	18 w	35 w	46 w	217 t	435 t
Exportateurs de pétrole		30 w	46 w	4,8 w	4,3 w	24 w	26 w	31 w	49 w	16 t	50 t
Pays non membres non déclarants		53 w	67 w	2,1 w	1,6 w	9 w	7 w	20 w	30 w	31 t	58 t

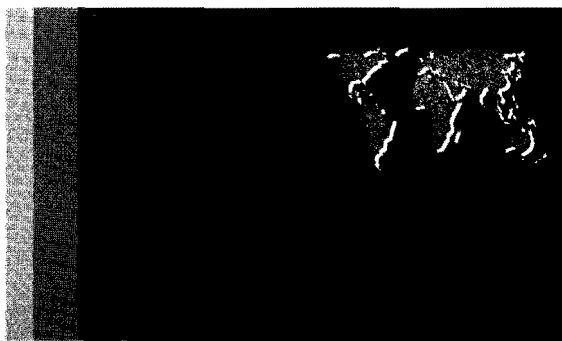
Tableau 32. Les femmes et le développement

	Santé et protection sociale												Mortalité maternelle (pour 100.000 naissances vivantes) 1980	Education								
	Taux de mortalité des moins de cinq ans				Espérance de vie à la naissance (années)				Taux de persévérance dans le primaire (% de la cohorte arrivé en 4e année)					Nombre de filles pour 100 garçons								
									Filles		Garçons			Primaire		Secondaire ^a						
	Filles 1988	Garçons 1988	Filles 1965	Garçons 1965	Filles 1970	Garçons 1970	Filles 1984	Garçons 1984	Primaire 1970	Primaire 1987	Secondaire ^a 1970	Secondaire ^a 1987										
Pays à faible revenu	89 w	97 w	50 w	60 w	48 w	60 w																
Chine et Inde	67 w	74 w	52 w	63 w	50 w	64 w																
Autres pays à faible revenu	132 w	142 w	45 w	56 w	43 w	53 w			64 w	75 w	72 w	73 w	61 w	67 w	44 w	60 w						
1 Mozambique	190	210	39	50	36	47		479 ^b						78		54						
2 Ethiopie	183	203	43	49	42	46		2.000 ^b	57	45	56	50	46	61	32	63						
3 Tchad	198	221	38	47	35	45		700					34	40	9	18						
4 Tanzanie	135	153	45	55	41	52		370 ^b	82	88	88	89	65	99	38	66						
5 Bangladesh	175	160	44	51	45	51		600				30	47	66		45						
6 Malawi	234	248	40	48	38	47		250	55	64	60	65	59	80	36	60						
7 Somalie	200	223	40	49	37	46		1.100	46	59	51	65	33		27							
8 Zaïre	139	157	45	54	42	51		800 ^b	56		65		58		26							
9 Bhoutan	186	178	40	47	41	49				26		29	5		3							
10 RDP lao	158	178	42	51	39	48							59	78	36	73						
11 Népal	187	173	40	51	41	52							18		16							
12 Madagascar	160	178	45	51	42	50		300	65		63		86	94	70	85						
13 Burkina Faso	188	208	40	49	37	46		600	71	84	68	82	57	59	33	46						
14 Mali	209	237	39	49	37	46			52	68	89	75	55	59	29	42						
15 Burundi	98	113	45	51	42	47			47	84	45	84	49		17							
16 Ouganda	147	167	47	50	44	47		300					65		31							
17 Nigéria	151	170	43	53	40	49		1.500	64		66		59		49							
18 Zambie	108	124	46	55	43	52		110	93	97	99		80		49							
19 Niger	204	226	38	47	35	43		420 ^b	75	76	74	88	53		35	42						
20 Rwanda	184	205	51	50	47	47		210	63	82	65	81	79	97	44	35						
21 Chine	30	40	57	66	53	69		44		76		77		83		69						
22 Inde	118	120	44	58	46	58		500	42		45		60		39							
23 Pakistan	139	128	45	55	47	55		600	56		60		36	49	25	39						
24 Kenya	95	110	50	61	46	57		510 ^b	84	75	84	73	71	93	42	70						
25 Togo	132	150	44	55	40	52		476 ^b	85	77	88	70	45	63	26	32						
26 Rép. centrafricaine	150	169	41	52	40	49		600	67	67	67	74	49	62	20	37						
27 Haïti	137	158	47	57	44	53		340														
28 Bénin	152	170	43	52	41	49		1.680 ^b	59	64	67	63	45	51	44							
29 Ghana	126	144	49	56	46	52		1.070 ^b	77		82		75	80	35	66						
30 Lesotho	125	142	50	58	47	54			87	86	70	75	150	125	111	153						
31 Sri Lanka	19	27	64	73	63	68		90	94	97	73	99	89	93	101	106						
32 Guinée	210	233	36	43	34	42				62		67	46	45	26	31						
33 Yémen, RDP	157	175	41	53	39	50			68		56		25		25							
34 Indonésie	75	90	45	62	43	59		800	67	78	89	99	84		59	79						
35 Mauritanie	192	214	39	48	36	45		119		91		96	39	70	13	44						
36 Soudan	158	177	41	51	39	49		607 ^b		81		80	61		40							
37 Afghanistan			35		35				64		71		16		16							
38 Myanmar	79	94	49	62	46	59		140	39		58		89		65							
39 Kampuchea dém.			46		43								70		43							
40 Libéria	173	192	44	52	41	48		173					49		30							
41 Sierra Leone	235	260	34	43	31	41		450					67		40							
42 Viet Nam	46	59		68		64		110														
Pays à revenu intermédiaire	59 w	69 w	59 w	68 w	55 w	63 w			77 w	84 w	76 w	89 w	85 w	88 w	89 w	101 w						
Tranche inférieure	64 w	75 w	57 w	67 w	54 w	62 w			70 w	82 w	71 w	86 w	85 w	88 w	85 w	94 w						
43 Bolivie	140	158	47	56	42	51		480					69	87	64							
44 Philippines	45	58	57	66	54	62		80		82		76		97								
45 Yémen, Rép. arabe du	193	215	41	48	39	47			44	71	31	76	10	29	3	12						
46 Sénégal	109	125	42	50	40	46		530 ^b		88		92	63	69	39	51						
47 Zimbabwe	55	67	50	65	46	61		150 ^b	74	87	80	87	79		63							
48 Egypte, Rép. arabe d'	98	107	50	64	48	61		500	85		93		61	75	48	68						
49 Rép. dominicaine	73	80	57	68	54	64		56		52		70	99	100								
50 Côte d'Ivoire	137	156	44	54	40	51			77	82	83	83	57		27	44						
51 Papouasie-Nouvelle-Guinée	69	84	44	55	44	53		1.000	76		84		57	79	37	57						
52 Maroc	84	100	51	63	48	59		327 ^b		77		79	51	63	40	66						
53 Honduras	71	85	51	66	48	62		82	38	63	35	59	99		79							
54 Guatemala	63	77	50	65	48	60		110	33	62	73	73	79		65							
55 Congo, Rép. populaire du	166	180	47	56	41	50			86	82	89	89	78	95	43	76						
56 El Salvador	63	77	56	67	53	58		74	56		56		92	102	77	92						
57 Thaïlande	28	38	58	68	54	63		270	71		69		88		69							
58 Botswana	41	52	49	69	46	65		300	97	95	90	95	113	107	88	107						
59 Cameroun	116	133	47	58	44	55		303	59	85	58	86	74	85	36	64						
60 Jamaïque	10	14	67	75	64	71		100					100	97	103							
61 Equateur	74	81	57	68	55	64		220	69		70		93	96	76	91						
62 Colombie	39	49	61	71	57	66		130	57	75	51	67	101		73							
63 Paraguay	44	56	67	69	63	65		469	70	75	71	76	89	92	91	98						
64 Tunisie	50	63	52	67	51	65		1.000 ^c		90		94	64	81	38	75						
65 Turquie	89	97	55	66	52	63		207	76	97	81	98	73	89	37	60						
66 Pérou	105	114	52	64	49	60		310					85		74							
67 Jordanie	49	60	52	68	49	65			90	99	92		78	96	53	95						

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées.

Education															
Santé et protection sociale							Taux de persévérance dans le primaire (% de la cohorte arrivé en 4e année)								
Taux de mortalité des moins de cinq ans		Espérance de vie à la naissance (années)				Mortalité maternelle (pour 100.000 naissances vivantes)					Nombre de filles pour 100 garçons				
Filles 1988	Garçons 1988	Filles		Garçons			Filles		Garçons		Primaire		Secondaire ^a		
		1965	1988	1965	1988		1970	1984	1970	1984	1970	1987	1970	1987	
68 Chili	20	25	63	75	57	68	55	86	96	83	97	98	95	130	108
69 Rép. arabe syrienne	55	67	54	67	51	64	280	92	96	95	97	57	87	36	70
70 Costa Rica	18	22	66	77	63	73	26	93	92	91	90	96	94	111	105
71 Mexique	51	57	61	73	58	66	92	..	72	..	95	92	94	..	88
72 Maurice	21	29	63	70	59	63	99	97	99	97	99	94	98	66	92
73 Pologne	17	22	72	76	66	68	12	99	..	97	..	93	95	251	263
74 Malaisie	22	30	60	72	56	68	59	..	100	..	99	88	95	69	98
75 Panama	21	29	65	74	62	70	90	97	90	97	89	92	92	99	105
76 Brésil	62	75	59	68	55	63	150	56	..	54	..	99	..	99	..
77 Angola	207	229	37	47	34	43	..	..	..	..	..	55	..	77	..
78 Liban	..	..	64	..	60	..	..	..	..	..	..	83	..	67	..
79 Nicaragua	66	80	52	65	49	62	65	48	64	45	58	101	107	89	168
Tranche supérieure	46 w	55 w	62 w	70 w	59 w	65 w		89 w	89 w	86 w	97 w	85 w	89 w	95 w	112 w
80 Afrique du Sud	81	97	54	64	49	58	550 ^c	..	..	..	..	98	..	95	..
81 Algérie	83	91	51	65	49	63	129	90	..	95	..	60	79	40	73
82 Hongrie	15	22	72	74	67	67	28	90	97	99	97	93	95	202	190
83 Uruguay	22	28	72	76	65	69	56	..	99	..	99	91	95	129	..
84 Argentine	30	40	69	74	63	68	85	92	..	69	..	98	97	156	172
85 Yougoslavie	25	30	68	75	64	69	27	91	..	99	..	91	94	86	94
86 Gabon	147	166	44	54	41	51	124 ^b	73	80	78	78	91	98	43	81
87 Venezuela	36	45	65	73	61	67	65	84	82	61	89	99	..	102	..
88 Trinité-et-Tobago	15	20	67	74	63	69	81	78	99	74	96	97	98	113	100
89 Corée, Rép. de	22	31	58	73	55	66	34	96	100	96	99	92	94	65	87
90 Portugal	13	17	68	78	62	71	15	92	..	92	..	95	97	98	114
91 Grèce	13	15	72	79	69	74	12	97	98	96	99	92	94	98	101
92 Oman	35	46	45	66	43	63	..	82	96	82	99	16	85	..	65
93 Libye	84	100	51	63	48	59	..	92	..	95	..	59	..	21	..
94 Iran, Rép. islamique d'	74	89	52	64	52	62	..	75	79	74	99	55	80	49	68
95 Iraq	81	89	53	65	51	63	..	84	90	90	92	41	82	41	62
96 Roumanie	24	31	70	73	66	68	180	90	..	89	..	97	95	151	233
Pays à revenu faible/intermédiaire	81 w	90 w	52 w	62 w	50 w	61 w		61 w	78 w	64 w	79 w	69 w	81 w	59 w	75 w
Afrique subsaharienne	154 w	172 w	43 w	52 w	41 w	49 w		66 w	73 w	69 w	74 w	60 w	77 w	40 w	59 w
Asie de l'Est	37 w	47 w	56 w	66 w	52 w	67 w		..	78 w	..	81 w	..	84 w	..	71 w
Asie du Sud	124 w	123 w	45 w	57 w	46 w	57 w		45 w	..	48 w	..	57 w	..	40 w	..
Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord	74 w	84 w	58 w	66 w	55 w	62 w		84 w	88 w	87 w	94 w	70 w	82 w	86 w	104 w
Amérique latine et Caraïbes	57 w	67 w	60 w	70 w	56 w	64 w		64 w	75 w	59 w	86 w	96 w	96 w	100 w	110 w
Gravement endettés	56 w	67 w	61 w	69 w	57 w	63 w		73 w	79 w	69 w	87 w	92 w	92 w	122 w	131 w
Pays à revenu élevé	10 w	12 w	74 w	79 w	67 w	73 w		95 w	97 w	94 w	96 w	95 w	95 w	94 w	100 w
Pays membres de l'OCDE	9 w	11 w	74 w	79 w	68 w	73 w		96 w	97 w	94 w	96 w	96 w	95 w	95 w	100 w
†Autres	37 w	46 w	64 w	73 w	59 w	68 w		95 w	94 w	94 w	94 w	74 w	94 w	69 w	105 w
97 †Arabie saoudite	72	86	50	65	47	62	52	93	93	91	93	46	80	16	66
98 Espagne	9	11	74	80	69	74	10	76	97	76	96	99	93	84	101
99 Irlande	8	10	73	77	69	72	7	..	..	..	..	96	95	124	101
100 †Israël	11	15	74	77	71	74	5	96	98	96	98	92	98	131	121
101 †Singapour	7	10	68	77	64	71	11	99	..	99	..	88	..	103	..
102 †Hong Kong	7	10	71	80	64	75	4	94	..	92	..	90	92	74	104
103 Nouvelle-Zélande	11	15	74	78	68	72	..	..	98	..	98	94	95	94	98
104 Australie	10	13	74	80	68	73	11	..	97	..	94	94	95	91	98
105 Royaume-Uni	9	12	74	78	68	73	7	..	..	..	..	95	95	94	96
106 Italie	9	12	73	80	68	74	13	..	..	..	..	94	..	86	..
107 †Koweït	14	20	65	76	61	71	18	96	92	98	93	73	95	74	67
108 Belgique	9	13	74	78	68	72	10	87	..	85	..	94	96	87	103
109 Pays-Bas	8	10	76	80	71	74	5	99	..	96	..	96	98	91	111
110 Autriche	9	13	73	79	66	72	11	95	99	92	100	95	94	95	93
111 †Emirats arabes unis	23	32	59	73	56	69	..	97	95	93	92	61	94	..	99
112 France	8	10	75	81	68	72	13	97	96	90	99	95	94	107	108
113 Canada	8	10	75	81	69	73	2	95	97	92	93	95	93	95	95
114 Danemark	9	11	75	78	70	72	4	98	100	96	100	97	96	102	105
115 Allemagne, Rép. féd. d'	8	11	73	78	67	72	11	97	97	96	96	96	96	93	97
116 Finlande	7	9	73	78	66	72	5	..	99	..	98	90	95	112	112
117 Suède	6	8	76	80	72	74	4	98	..	96	..	96	95	92	104
118 Etats-Unis	10	13	74	79	67	72	9	..	96	..	94	95	94	98	..
119 Norvège	9	11	76	80	71	74	..	99	99	98	99	105	95	97	103
120 Japon	5	7	73	81	68	76	15	100	100	100	100	96	95	101	99
121 Suisse	7	9	75	81	69	74	5	94	99	93	99	98	97	93	99
Total des pays déclarants	69 w	77 w	57 w	65 w	54 w	63 w		67 w	83 w	69 w	83 w	76 w	84 w	67 w	79 w
Exportateurs de pétrole	87 w	99 w	50 w	63 w	48 w	59 w		73 w	80 w	82 w	97 w	73 w	85 w	54 w	77 w
Pays non membres non déclarants	25 w	31 w	72 w	75 w	65 w	66 w		94 w	98 w	99 w	98 w	..	..	..	..

a. Voir notes techniques. b. Les chiffres ne portent que sur les taux de mortalité enregistrés dans les hôpitaux et autres établissements médicaux. c. Uniquement les données communautaires émanant des zones rurales.



Notes techniques

Cette treizième édition des Indicateurs du développement dans le monde fournit des indicateurs économiques et sociaux pour des périodes ou des années données, sous une forme permettant de comparer les diverses économies ou groupes d'économies.

Le principal critère employé pour la classification des pays est le produit national brut (PNB) par habitant. Avec l'inclusion d'un nouveau membre de la Banque mondiale, à savoir l'Angola, les tableaux généraux contiennent à présent des données sur 121 économies. De même que dans l'édition de l'an dernier, on n'a pas inclus dans ces tableaux neuf économies non membres non déclarantes pour lesquelles on ne dispose que de données éparses. Les tableaux présentent cependant des chiffres récapitulatifs pour ces économies lorsqu'ils pouvaient être calculés, et on trouvera également certaines données à leur sujet dans l'Encadré A.2. L'Encadré A.1 (indicateurs de base pour les économies ayant moins de 1 million d'habitants) couvre 55 autres économies. Comme l'an dernier, le tableau sur la population active a été retiré de l'édition de cette année faute de données nouvelles. Ce tableau sera réinséré lorsque les résultats des recensements prévus pour 1990 auront été exploités et regroupés par le Bureau international du travail (BIT). Les autres changements sont indiqués dans l'introduction.

Un gros effort de standardisation des données a été fait; néanmoins, les méthodes, les pratiques et les définitions statistiques, ainsi que la couverture des données, varient largement d'un pays à l'autre. Par ailleurs, les systèmes statistiques de nombreux pays en développement sont encore insuffisants, ce qui réduit la quantité et la fiabilité des données. De plus, les comparaisons entre pays et entre périodes donnent toujours lieu à des problèmes techniques complexes, que l'on ne pourra ja-

mais résoudre complètement ou de façon certaine. Les données proviennent des sources considérées comme les plus fiables, mais sont néanmoins sujettes, dans bien des cas, à de fortes marges d'erreur. Le lecteur est invité à tenir compte de ces réserves lorsqu'il interprétera les indicateurs, surtout lorsqu'il voudra faire des comparaisons entre différentes économies.

Pour faciliter les comparaisons au plan international, les séries de données sur les comptes nationaux en prix constants qui ont pour base d'autres années que 1980 ont été partiellement ramenées à une base 1980. Pour ce faire, on opère une translation qui a pour effet de modifier l'année pour laquelle les versions en prix courants et en prix constants des mêmes séries chronologiques ont la même valeur, sans modifier leur tendance respective. On procède séparément pour les diverses composantes du produit intérieur brut (PIB) et on additionne les résultats obtenus pour calculer le PIB et ses sous-agrégats. Cette opération fait parfois apparaître un écart entre le PIB en prix constants par branche d'activité et le PIB par catégorie de dépense. Ces écarts sont incorporés à la rubrique *consommation privée, etc.*, étant donné que l'estimation la plus fiable est habituellement celle du PIB par branche d'activité.

Cette méthode tient compte des effets des variations des rapports de prix intersectoriels entre la période de référence d'origine et la nouvelle. Comme la consommation privée est calculée par différence, les identités des comptes nationaux demeurent valides. La méthode implique toutefois que l'on intègre à la consommation privée tous les écarts statistiques résultant, au niveau des dépenses, du processus de changement de base. La valeur ajoutée du secteur des services comporte également l'écart statistique figurant dans les données d'origine.

Encadré A.1. Indicateurs de base pour les économies de moins de 1 million d'habitants

	Population (milliers d'habitants) milieu de 1988	Superficie (milliers de km ²)	PNB par habitant ^a		Taux annuel moyen d'inflation ^a (%)		Espérance de vie à la naissance (années) 1988	Analphabétisme des adultes	
			Dollars 1988	Croissance annuelle moyenne (%) 1965-88	1965-80	1980-88		Femmes 1985	Total 1985
1 Guinée-Bissau	940	36	190	-1,9	..	49,0	40	83	69
2 Gambie	822	11	200	1,1	8,1	13,9	44	85	75
3 Guinée équatoriale	336	28	410	..	..	..	46	..	63
4 Maldives	202	b	410	2,3	..	7,1	60	..	..
5 Guyana	799	215	420	-4,4	8,1	15,9	63	5	4
6 Comores	442	2	440	0,6	..	5,8	56	..	..
7 São Tomé-et-Principe	119	1	490	-0,1	..	18,1	65	..	..
8 Îles Salomon	303	29	630	..	7,7	13,1	64	..	..
9 Samoa-Occidentale	159	3	640	..	..	10,5	66	..	..
10 Kiribati	67	1	650	..	..	5,7	55	..	..
11 Cap-Vert	360	4	680	..	..	8,9	65	61	5,3
12 Swaziland	735	17	810	2,2	9,1	11,4	56	34	32
13 Tonga	97	1	830	..	..	..	66	..	..
14 Vanuatu	147	12	840	..	..	4,3	64	..	..
15 Saint-Vincent-et-Grenadines	112	b	1.200	2,0	10,9	4,3	70	..	..
16 Belize	180	23	1.500	2,4	7,1	2,2	67	..	..
17 Fidji	732	18	1.520	1,9	10,4	5,7	71	19	15
18 Sainte-Lucie	145	1	1.540	2,7	9,3	3,9	71	..	..
19 Dominique	82	1	1.680	0,6	12,8	5,8	74	..	..
20 Grenade	94	b	1.720	..	11,2	7,4	69	..	..
21 Suriname	427	163	2.460	1,1	..	5,8	67	10	10
22 Saint-Kitts-et-Nevis	42	b	2.630	3,6	9,7	6,2	69	..	..
23 Antigua-et-Barbuda	78	b	3.690	0,6	..	..	73	..	..
24 Seychelles	68	b	3.800	3,2	12,2	3,9	70	..	..
25 Malte	348	b	5.190	7,4	3,5	1,9	73	18	16
26 Barbade	254	b	6.010	2,3	11,3	6,1	75	..	..
27 Chypre	687	9	6.260	..	..	6,4	76	..	..
28 Bahreïn	473	1	6.340	..	..	-1,3	68	36	27
29 Qatar	411	11	9.930	..	..	..	70	..	..
30 Bahamas	244	14	10.700	1,0	6,4	6,2	68	..	..
31 Islande	249	103	20.190	3,3	26,8	38,0	78	..	..
32 Luxembourg	375	3	22.400	4,1	6,7	4,2	75	..	..
33 Samoa américaines	37	b	c	..	..	..	..	..	..
34 Aruba	60	b	c	..	..	..	..	..	..
35 Bermudes	57	b	c	..	8,1	10,7	..	..	..
36 Brunei	241	6	c	..	..	-4,4	75	..	..
37 Îles anglo-normandes	137	..	c	..	..	..	76	..	..
38 Djibouti	..	23	d	..	..	..	47	..	..
39 Îles Féroé	47	1	c	..	..	..	..	..	..
40 États fédérés de Micronésie	99	..	c	..	..	..	..	..	..
41 Guyane française	88	90	e	..	7,4	..	73	..	..
42 Polynésie française	186	4	c	..	..	..	72	..	..
43 Gibraltar	30	b	e	..	..	..	..	..	..
44 Groenland	55	342	c	..	..	..	..	..	..
45 Guadeloupe	338	2	e	..	8,7	..	74	..	..
46 Guam	130	1	c	..	..	..	73	..	..
47 Île de Man	66	..	c	..	..	..	..	..	..
48 Îles Marshall	..	..	c	..	..	..	..	..	..
49 Macao	442	b	e	..	..	..	71	..	..
50 Martinique	335	1	e	..	9,2	..	75	..	..
51 Antilles néerlandaises	183	1	c	..	..	..	66	..	..
52 Nouvelle-Calédonie	158	19	c	..	..	..	68	..	..
53 Porto Rico ^d	3.321	9	e	..	..	4,5	75	..	..
54 Réunion	576	3	e	..	..	..	71	..	..
55 Îles Vierges (EU)	106	b	c	1,9	6,0	4,5	70	..	..

Note : Les économies dont le nom est écrit en italique sont celles pour lesquelles on ne peut calculer le PNB par habitant pour 1988; les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées.

a. Voir note technique du Tableau 1. b. Moins de 500 km². c. Classé d'après le PNB par habitant dans le groupe à revenu élevé. d. Classé d'après le PNB par habitant dans la tranche inférieure des économies à revenu intermédiaire. e. Classé d'après le PNB par habitant dans la tranche supérieure des économies à revenu intermédiaire. f. Population de plus de 1 million d'habitants.

Encadré A.2. Quelques indicateurs concernant les économies non membres non déclarantes

Indicateur	URSS		République populaire démocratique de Corée		République démocratique allemande		Tchécoslovaquie		Cuba	
	1965	1988	1965	1988	1965	1988	1965	1988	1965	1988
Population (millions d'habitants)	232	286	12	21	17	17	14	16	8	10
Population urbaine (pourcentage du total)	52	67	45	66	73	77	51	67	58	74
Espérance de vie à la naissance (années)	69	70	57	70	70	73	69	71	67	76
Taux brut de natalité (pour mille habitants)	18	18	44	20	17	13	16	14	34	18
Taux brut de mortalité (pour mille habitants)	7	11	12	5	14	13	10	12	8	7
Nombre d'habitants par médecin	480	270	..	420	870	440	540	280	1.150	530
Indice synthétique de fécondité	2,5	2,4	6,5	2,5	2,5	1,8	2,4	2	4,4	1,9
Mortalité infantile (pour 1.000 naissances vivantes)	28	25	63	27	25	8	26	13	38	12
Nouveau-nés ayant un faible poids à la naissance (%)	..	..	..	..	..	6	..	6	..	8
Risque de décès avant l'âge de 5 ans (filles)	..	24	..	26	..	8	..	13	..	13
Risque de décès avant l'âge de 5 ans (garçons)	..	33	..	35	..	11	..	17	..	16
Apport journalier de calories par habitant	3.205	3.399	2.329	3.232	3.204	3.814	3.383	3.448	2.374	3.124
Indice de production alimentaire par habitant (1979-81 = 100)	85	111	72	111	73	118	73	119	81	103
Education primaire (filles)	103	..	..	..	111	105	97	96	119	100
Education primaire (total)	103	106	..	..	109	106	99	96	121	104
Superficie (km ²)	..	22.402	..	121	..	108	..	128	..	111
Projection de la population en l'an 2000 (millions)	..	307	..	25	..	16	..	16	..	12

Note : Les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quelle mesure ils sont comparables. Les chiffres en italique se rapportent à des données autres que celles qui sont indiquées.

Les chiffres récapitulatifs sont calculés par simple addition lorsqu'une variable est exprimée dans des unités de compte raisonnablement comparables. Les indicateurs économiques qui ne se prêtent pas naturellement à ce mode de calcul sont généralement combinés selon un système de pondération des prix. Pour les indicateurs sociaux, les données récapitulatives sont pondérées par la population. Il convient toutefois de souligner que l'utilisation d'une année de base unique pose des problèmes lorsque la période considérée a été marquée par de profondes mutations structurelles et de fortes variations des prix relatifs, comme cela a été le cas des années 1965 à 1988.

Les publications statistiques de la Banque adopteront bientôt 1987 comme année de base. A quelques exceptions près, l'utilisation de pondérations par pays fondées sur les valeurs de 1987 plutôt que de 1980 ne modifiera pas sensiblement les indices de groupe et les taux de croissance indiqués ici. La plupart des exceptions ont trait aux pays exportateurs de pétrole et reflètent le fléchissement de la part relative de ces pays, qu'il s'agisse des PNB, du commerce, etc., entre 1980 et 1987. Cette tendance apparaît le plus nettement pour l'Afrique subsaharienne, avec le recul spectaculaire du poids relatif du Nigéria. En revanche, le changement

d'année de base pour les groupes de pays eux-mêmes, comme on l'a indiqué plus haut, risque fort de modifier sensiblement les tendances. Des différences d'un demi-point de pourcentage par an dans les taux de croissance pourraient être très fréquentes; les variations pourraient être plus marquées encore pour les pays qui ont subi de profonds changements structurels, comme les exportateurs de pétrole.

A la différence des *Tableaux économiques par pays*, les Indicateurs du développement dans le monde présentent (généralement) des données pour deux points de référence, plutôt que des séries chronologiques annuelles. Lorsque les chiffres récapitulatifs portent sur un grand nombre d'années, les calculs se fondent sur le même ensemble de pays pour toute la période et pour chaque rubrique. C'est pourquoi il n'est établi de mesures de groupe que si les pays pour lesquels on dispose de statistique pour une année donnée représentent au moins les deux tiers de l'ensemble du groupe, selon les critères de 1980. Tant que cette condition est remplie, les pays déclarants qui n'ont pas encore communiqué de données (ou dont les séries chronologiques ne sont pas suffisamment complètes) sont supposés avoir évolué, au cours des années pour lesquelles on n'a pas de chiffres, de la

<i>Bulgarie</i>		<i>Albanie</i>		<i>Mongolie</i>		<i>Namibie</i>		<i>Indicateur</i>
1965	1988	1965	1988	1965	1988	1965	1988	
8	9	2	3	1	2	1	1	Population (millions d'habitants)
46	69	32	35	42	51	28	55	Population urbaine (pourcentage du total)
69	72	66	72	50	62	45	57	Espérance de vie à la naissance (années)
15	13	35	25	42	36	46	44	Taux brut de natalité (pour mille habitants)
8	12	9	6	16	9	22	12	Taux brut de mortalité (pour mille habitants)
600	280	2.100	..	710	100	..	..	Nombre d'habitants par médecin
2,1	1,9	5,4	3,1	5,9	4,9	6,1	6,0	Indice synthétique de fécondité
								Mortalité infantile (pour 1.000 naissances vivantes)
31	14	87	27	113	66	145	104	Nouveau-nés ayant un faible poids à la naissance (%)
..	..	..	..	..	..	..	..	Risque de décès avant l'âge de 5 ans (filles)
..	14	..	29	..	76	..	118	Risque de décès avant l'âge de 5 ans (garçons)
..	18	..	34	..	91	..	137	Apport journalier de calories par habitant
3.452	3.642	2.389	2.713	2.597	2.847	1.904	1.824	Indice de production alimentaire par habitant (1979-81 = 100)
78	102	85	95	138	99	114	86	Education primaire (filles)
102	103	87	99	97	103	..	..	Education primaire (total)
103	104	92	100	98	102	..	..	Superficie (km ²)
..	111	..	29	..	1.565	..	824	Projection de la population en l'an 2000 (millions)
..	8	..	4	..	3	..	2	

même manière que l'échantillon du groupe ayant fourni des estimations. Le lecteur ne doit pas perdre de vue que le but recherché est de maintenir une certaine homogénéité pour chaque rubrique, malgré la multitude de problèmes posés par les données disponibles sur les pays, et que l'on ne peut s'attendre à pouvoir déduire quoi que ce soit de significatif sur le comportement d'un pays à partir des indicateurs de groupe. En outre, le processus de pondération peut faire apparaître des différences entre la somme des totaux par sous-groupe et les totaux généraux. Ceci est expliqué plus en détail dans l'introduction aux *Tableaux économiques par pays*.

Tous les taux de croissance ont été calculés à partir de séries en prix constants selon la méthode des moindres carrés, sauf indication contraire. On estime le taux de croissance r en établissant une droite de régression à partir des valeurs logarithmiques de la variable pour chacune des années de la période considérée; l'équation de régression est la suivante : $\log X_t = a + bt + e_t$, qui équivaut à la transformation logarithmique de l'équation du taux de croissance composé $X_t = X_0(1 + r)^t$, X étant la variable, t le temps, et $a = \log X_0$ et $b = \log(1 + r)$ les paramètres que l'on cherche à estimer; e est le terme d'erreur. Si b^* est l'estima-

tion de b par la méthode des moindres carrés, pour obtenir le pourcentage moyen de croissance annuelle r , on calcule $[\text{antilog}(b^*)] - 1$, puis on multiplie le résultat par 100.

Tableau 1. Indicateurs de base

L'Encadré A.1 donne les indicateurs de base pour les économies regroupant moins de 1 million d'habitants et on trouvera à l'Encadré A.2 quelques indicateurs pour les économies non membres non déclarantes.

Les chiffres relatifs à la *population* au milieu de 1988 sont des estimations de la Banque mondiale. Il s'agit normalement de projections reposant sur les données des derniers recensements et enquêtes démographiques, qui, dans certains cas, datent d'assez longtemps. Notons que les réfugiés qui ne se sont pas installés définitivement dans le pays d'accueil sont généralement considérés comme appartenant à la population de leur pays d'origine.

Les données relatives aux *superficies* émanent de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Le *PNB par habitant* en dollars est calculé selon la méthode utilisée pour l'*Atlas de la Banque mondiale* et décrite ci-après.

Le PNB par habitant ne constitue pas, en soi, une indication ou une mesure du bien-être ou du succès du développement. Il ne distingue pas les buts et les utilisations finales d'un produit donné, pas plus qu'il n'indique si ce produit compense quel que obstacle naturel ou autre, ou s'il contribue ou non au bien-être. Par exemple, le PNB est plus élevé dans les pays froids, où les gens dépensent davantage pour se chauffer et pour se vêtir, que dans les pays au climat plus doux, où l'on peut sortir légèrement vêtu.

D'une manière plus générale, le PNB ne rend pas compte des questions d'environnement et, en particulier, de l'utilisation des ressources naturelles. La Banque étudie avec d'autres partenaires comment tirer des comptes nationaux plus de renseignements à ce sujet. La possibilité d'établir des comptes «satellites» est à l'étude; cela pourrait aider à résoudre certaines difficultés d'ordre pratique et théorique, comme celles que soulèvent l'attribution d'une valeur économique significative à des ressources que les marchés ne perçoivent pas encore comme «rares» et l'imputation de coûts essentiellement mondiaux dans un cadre intrinsèquement national.

Le PNB est la somme de la valeur ajoutée intérieure et extérieure attribuable aux résidents. Il comprend le PIB (défini dans la note relative au Tableau 2) majoré du revenu net des facteurs reçu de l'étranger, qui est la rémunération que les résidents reçoivent de l'étranger au titre de services facteurs (travail et capital) et diminué des paiements versés au même titre aux non-résidents qui ont apporté une contribution à l'économie intérieure.

La Banque reconnaît qu'il est impossible d'arriver à des estimations du PNB par habitant parfaitement comparables entre pays. Par-delà le problème classique des indices, qui est insurmontable, deux obstacles limitent la comparabilité. Le premier a trait aux estimations elles-mêmes du PNB et de la population, car les systèmes de comptabilité nationale et de dénombrement de la population diffèrent d'un pays à l'autre, de même que la portée et la fiabilité des statistiques sur lesquelles ils reposent. L'autre obstacle tient à l'utilisation des taux de change officiels pour convertir les chiffres du PNB, exprimés en différentes monnaies nationales, en une monnaie commune, conventionnellement le dollar des Etats-Unis, afin de pouvoir effectuer des comparaisons entre pays.

Reconnaissant que ces obstacles nuisent à la comparabilité des estimations du PNB par habitant, la Banque mondiale a apporté plusieurs améliorations à ses méthodes d'estimation. Lorsqu'elle examine les comptes nationaux de ses pays membres, elle évalue de manière systématique les estimations du PNB, en centrant son attention sur les éléments inclus dans cet agrégat et les concepts

utilisés, et elle opère les ajustements nécessaires pour améliorer la comparabilité. Dans le cadre de cet examen, ses services peuvent eux-mêmes procéder à des estimations du PNB (et, parfois, de la population) pour la période la plus récente.

En outre, la Banque s'assure systématiquement de la validité des taux de change officiels comme base de conversion. Elle utilise une autre base (indiquée dans les *Tableaux économiques par pays*) lorsqu'elle juge que le taux de change officiel s'écarte excessivement du taux effectivement appliqué aux opérations avec l'extérieur. Cette démarche n'est nécessaire que pour un petit nombre de pays. Pour tous les autres, la Banque calcule le PNB par habitant selon la méthode utilisée pour son *Atlas*.

Selon cette méthode, le facteur de conversion pour une année quelconque est la moyenne du taux de change pour l'année en cause et des taux de change des deux années précédentes, compte tenu de l'écart d'inflation entre le pays concerné et les Etats-Unis. Cette moyenne sur trois ans permet de lisser les fluctuations des prix et des taux de change pour chaque pays. On divise ensuite le PNB en dollars ainsi obtenu par le nombre d'habitants au milieu de la plus récente des trois années pour obtenir le PNB par habitant.

Une soixantaine d'économies à revenu faible ou intermédiaire ont enregistré un fléchissement de leur PNB par habitant en prix constants au cours des années 80. En outre, les fluctuations sensibles des termes de l'échange et des monnaies ont eu une incidence sur les niveaux de revenu relatifs. C'est pourquoi le niveau et le classement des estimations du PNB par habitant établis selon la méthode de l'*Atlas* ont parfois varié d'une façon qui n'était pas nécessairement liée à la croissance intérieure relative des économies considérées.

Les formules ci-après décrivent le mode de calcul du facteur de conversion pour l'année t :

$$(e_{t-2,t}^*) = \frac{1}{3} [e_{t-2} \left(\frac{P_t}{P_{t-2}} \left| \frac{P_t^*}{P_{t-2}^*} \right| \right) + e_{t-1} \left(\frac{P_t}{P_{t-1}} \left| \frac{P_t^*}{P_{t-1}^*} \right| \right) + e_t]$$

et celui du PNB par habitant en dollars pour l'année t :

$$(Y_t^*) = (Y_t / N_t \div e_{t-2,t}^*)$$

où :

- Y_t = PNB courant (en monnaie nationale) pour l'année t
- P_t = déflateur du PNB pour l'année t
- e_t = taux de change annuel moyen (monnaie nationale/dollars) pour l'année t
- N_t = population au milieu de l'année t
- P_t^* = déflateur du PNB des Etats-Unis pour l'année t .

Du fait qu'il est difficile d'obtenir des données comparables et de déterminer les facteurs de conversion, le tableau n'indique pas le PNB par habitant des économies non membres non déclarantes.

L'utilisation des taux de change officiels pour convertir en dollars les chiffres en monnaie nationale ne rend pas compte du pouvoir d'achat intérieur relatif des monnaies. Pour calculer le produit intérieur brut (PIB) réel sur une base comparable d'un pays à l'autre, le Programme de comparaison international (PCI) des Nations Unies utilise les parités du pouvoir d'achat plutôt que les taux de change comme facteurs de conversion. Le Tableau 30 indique les estimations les plus récentes du PCI. Des informations sur le PCI ont été publiées dans quatre études et dans plusieurs autres rapports. L'étude la plus récente est celle de la Phase V, dont certaines parties ont déjà été publiées par les Communautés européennes — pour l'Europe et l'Afrique — et par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Le PCI a porté sur plus de 70 pays au cours de cinq phases échelonnées à intervalles de cinq ans. La Banque étudie actuellement les données et méthodes qui ont servi de base aux dernières estimations et inclura une nouvelle comparaison des chiffres du PCI et de ceux de l'*Atlas* dans une future édition de ce dernier ou dans une autre publication statistique.

Les chiffres du PCI qui figurent au Tableau 30 sont préliminaires et sujets à révision. Les Nations Unies et leurs commissions économiques régionales, et d'autres institutions internationales telles que les Communautés européennes, l'OCDE et la Banque mondiale s'emploient actuellement à améliorer la méthodologie et à étendre à l'ensemble des pays les comparaisons annuelles du pouvoir d'achat. Cependant, les taux de change restent le seul moyen généralement disponible pour convertir en dollars les PNB exprimés en monnaie nationale.

Le *taux annuel moyen d'inflation* correspond au taux de croissance du déflateur implicite du PIB pour chacune des périodes indiquées. On obtient le déflateur du PIB en divisant, pour chaque année de la période considérée, la valeur du PIB en prix courants par la valeur du PIB en prix constants, les deux valeurs étant exprimées en monnaie nationale. On utilise ensuite la méthode des moindres carrés pour calculer le taux de croissance du déflateur du PIB pendant la période. Cette mesure de l'inflation, comme toutes les autres, a ses limites. Elle est toutefois utilisée à certaines fins comme indicateur de l'inflation parce qu'elle reste la plus diversifiée, reflétant les mouvements annuels des prix de tous les biens et services produits par une économie.

L'*espérance de vie à la naissance* indique le nombre d'années que vivrait un nouveau-né si les tendances de la mortalité observées à la date de sa naissance restaient inchangées tout au long de son existence. Ces données proviennent de la Division de la population des Nations Unies et ont été com-

plétées par des estimations de la Banque mondiale.

Par *analphabétisme des adultes*, on entend ici la proportion des personnes âgées de plus de 15 ans ne sachant pas lire en le comprenant, ni écrire intelligiblement, un texte court et simple sur leur vie quotidienne. Ce n'est là qu'une des trois définitions largement acceptées, et elle est appliquée avec certaines nuances dans plusieurs pays.

Les chiffres récapitulatifs relatifs au PNB par habitant, à l'espérance de vie à la naissance et à l'analphabétisme des adultes qui figurent dans ce tableau sont pondérés par la population. Pour les taux moyens annuels d'inflation, ils sont pondérés par la part en 1980 du PIB par pays en dollars courants.

Tableaux 2 et 3. Croissance et structure de la production

La plupart des définitions employées sont celles du *Système de comptabilité nationale* (SCN) des Nations Unies, Série F, No 2, Révision 3. Les estimations émanent de sources nationales; elles parviennent parfois à la Banque mondiale par le biais d'autres organismes internationaux, mais sont le plus souvent recueillies lors de missions des services de la Banque mondiale.

Les services de la Banque mondiale vérifient la qualité des données des comptes nationaux et, dans certains cas, au moyen de missions ou d'assistance technique, aident à ajuster les séries nationales. Les moyens des services de statistiques étant parfois limités, et en raison aussi des problèmes inhérents aux données, il n'est pas toujours possible de parvenir à des chiffres strictement comparables, surtout lorsqu'il s'agit d'activités économiques difficiles à mesurer, comme celles des marchés parallèles, du secteur non structuré, ou de l'agriculture de subsistance.

Le *PIB* mesure la production finale totale de biens et de services des résidents et des non-résidents, quelle que soit la part respective des premiers et des seconds. Il n'est pas tenu compte de l'amortissement des actifs «produits par l'homme», ni de l'épuisement ou de la dégradation des ressources naturelles. Bien que, selon le SCN, les estimations du PIB par branche d'activité d'origine doivent être exprimées aux prix départ usine, beaucoup de pays les communiquent encore au coût des facteurs. La comparabilité internationale des estimations souffre de la diversité des systèmes appliqués par les pays à l'évaluation de la valeur ajoutée par secteur de production. A titre de solution partielle, les estimations du PIB sont indiquées aux prix d'acquisition lorsque leurs composantes ont été calculées sur cette base, et ces cas sont signalés par une note de renvoi. Toutefois, pour quelques pays dans les Tableaux 2 et 3, le PIB aux prix d'acquisition a été remplacé par le PIB au

coût des facteurs. Notons que, dans les éditions du Rapport antérieures à 1986, le *PIB aux prix départ usine* et le *PIB aux prix d'acquisition* étaient respectivement dénommés, pour des raisons de commodité, *PIB au coût des facteurs* et *PIB aux prix du marché*.

Les chiffres indiqués pour les PIB sont des valeurs en dollars, obtenues par conversion des chiffres en monnaie nationale sur la base des taux de change officiel de l'année. Pour les quelques pays dont le taux de change officiel ne reflète pas le taux effectivement appliqué aux opérations de change, on a retenu un autre facteur de conversion (comme indiqué dans les *Tableaux économiques par pays*). Notons que, pour le présent tableau, on n'utilise pas la moyenne sur trois ans employée pour estimer le PNB par habitant au Tableau 1.

L'*agriculture* recouvre, outre l'agriculture proprement dite, la foresterie, la chasse et la pêche. Dans les pays en développement où l'agriculture de subsistance occupe une grande place, une bonne part de la production agricole soit n'est pas échangée du tout, soit est échangée sans transaction monétaire. Cela rend plus difficile l'estimation de la contribution de l'agriculture au PIB et réduit la fiabilité et la comparabilité des chiffres. L'*industrie* comprend la valeur ajoutée : des industries extractives; du *secteur manufacturier* (qui fait aussi l'objet d'un sous-groupe distinct); des travaux publics et du bâtiment; et des secteurs électricité, eau et gaz. La rubrique *services, etc.*, recouvre la valeur ajoutée de toutes les autres branches d'activité économique, y compris les commissions bancaires imputées, les droits d'importation, et tous écarts statistiques notés par les déclarants nationaux.

Les taux de croissance du Tableau 2 sont calculés au moyen des séries en monnaie nationale partiellement ramenées à la base 1980, comme on l'a expliqué au début des notes techniques. La part de chaque secteur dans le PIB (Tableau 3) est déterminée sur la base des séries en prix courants.

Pour obtenir les chiffres récapitulatifs relatifs à chaque indicateur du Tableau 2, on part des valeurs partiellement ramenées en dollars constants de 1980 pour chaque économie et chaque année des périodes considérées; on en fait la somme pour chaque année pour l'ensemble des pays; et on calcule les taux de croissance par la méthode des moindres carrés. Les parts moyennes en pourcentage des divers secteurs indiquées au Tableau 3 sont calculées à partir des totaux par groupe du PIB sectoriel en dollars courants.

Tableau 4. Agriculture et alimentation

Les données de base relatives à la *valeur ajoutée dans l'agriculture* sont tirées des séries de comptes nationaux de la Banque mondiale exprimées en prix courants dans les monnaies nationales. La va-

leur ajoutée aux prix courants dans les monnaies nationales est convertie en dollars selon la méthode de conversion basée sur une année unique et décrite dans la note technique relative aux Tableaux 2 et 3.

Les autres chiffres du tableau proviennent de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Les *importations de céréales* sont mesurées en équivalents céréales et comprennent par définition toutes les céréales incluses dans les Classes 041-046 de la *Classification type pour le commerce international* (CTCI), Révision 2. L'*aide alimentaire en céréales* couvre le froment et la farine, le bulgur, le riz, les céréales secondaires et l'élément céréales des aliments composés. Les chiffres ne sont pas directement comparables en raison de différences dans l'origine des données communiquées et dans les périodes couvertes par les notifications. Ils sont fondés, pour les importations de céréales, sur les données transmises pour l'année civile par les pays destinataires et, pour l'aide alimentaire en céréales, sur les données communiquées par la campagne agricole par les pays donateurs et les organisations internationales, notamment le Conseil international du blé et le Programme alimentaire mondial. De plus, les informations sur l'aide alimentaire émanant des pays donateurs peuvent ne pas correspondre à ce que les bénéficiaires ont effectivement reçu durant une période donnée, en raison de retards dans les transports et l'enregistrement, ou du fait que l'aide n'est pas toujours notifiée à la FAO ou aux autres organisations internationales concernées. Il arrive également que les importations d'aide alimentaire n'apparaissent pas dans les registres des douanes. Les premiers chiffres dont on dispose pour l'aide alimentaire sont ceux de 1974. La période de référence pour l'aide alimentaire est la campagne annuelle, qui va de juillet à juin.

La *consommation d'engrais* mesure la quantité d'éléments fertilisants utilisée par rapport à la superficie arable. Les engrais comprennent les engrais azotés, potassiques et phosphates (y compris les phosphates naturels). Les terres arables sont définies comme les terres sous culture temporaire (les terrains où l'on pratique la double récolte sont comptés une seule fois), les prairies temporaires de fauche et de pâturage, les terres en cultures maraîchères et potagères, et les terres provisoirement en jachère ou inutilisées, ainsi que les terres en culture permanente. La période de référence pour la consommation d'engrais est la campagne annuelle, qui va de juillet à juin.

L'*indice moyen de production alimentaire par habitant* exprime la quantité moyenne de denrées alimentaires produite par habitant et par an pendant la période 1986-88 par rapport à la moyenne annuelle de la période 1979-81. Cet indice s'obtient en divisant la production alimentaire par le nombre d'ha-

bitants. Par production alimentaire, on entend ici les céréales, les tubercules amylicés, la canne à sucre, la betterave sucrière, les légumineuses, les huiles alimentaires, les noix, les fruits, les légumes, le bétail et les produits de l'élevage. La production alimentaire est mesurée nette des aliments pour le bétail, des semences utilisées dans l'agriculture et des pertes subies en cours de traitement et de distribution.

Les chiffres récapitulatifs concernant la consommation d'engrais sont pondérés par la superficie arable totale; les chiffres récapitulatifs concernant la production alimentaire sont pondérés par la population.

Tableau 5. Energie commerciale

Les données relatives à l'énergie proviennent principalement des Nations Unies. Elles portent sur les formes commerciales d'énergie primaire : pétrole et liquides extraits du gaz naturel, gaz naturel, combustibles solides (charbon, lignite, etc.) et électricité primaire (nucléaire, géothermique et hydroélectrique), tous les chiffres étant convertis en équivalent pétrole. Les chiffres sur la consommation de combustibles liquides comprennent les dérivés du pétrole qui ont servi à des usages non énergétiques. Pour convertir l'électricité primaire en équivalent pétrole, on suppose un rendement thermique théorique de 34 %. La consommation de bois de feu, d'excréments séchés d'animaux et autres combustibles traditionnels, bien qu'importante dans certains pays en développement, n'est pas prise en considération faute de données fiables et complètes.

Les importations d'énergie indiquent la valeur en dollars des importations d'énergie — Section 3 de la CTCL, Révision 1 — en pourcentage des recettes tirées de l'exportation de marchandises.

Les données relatives aux importations d'énergie ne permettant pas de distinguer entre le pétrole importé pour servir de combustible, d'une part, et de matière première à l'industrie pétrochimique, d'autre part, il se peut que ces pourcentages surestiment le degré de dépendance des pays à l'égard de l'énergie importée.

Pour calculer les chiffres récapitulatifs relatifs à la production et à la consommation d'énergie, on fait la somme des volumes en cause pour chacune des années des périodes considérées, puis on calcule les taux de croissance par la méthode des moindres carrés. Les chiffres récapitulatifs relatifs à la consommation d'énergie par habitant sont pondérés par la population pour les années considérées.

Les chiffres récapitulatifs relatifs aux importations d'énergie en pourcentage des exportations de marchandises sont calculés à partir des totaux par groupe des importations d'énergie et des exportations de marchandises en dollars courants.

Tableau 6. Structure du secteur manufacturier

Les données de base sur la valeur ajoutée dans le secteur manufacturier sont tirées des séries de la Banque mondiale des comptes nationaux aux prix courants en monnaie nationale. Pour convertir en dollars la valeur ajoutée aux prix courants en monnaie nationale, on utilise la méthode de conversion basée sur une année unique, décrite dans la note technique des Tableaux 2 et 3.

Les données sur la répartition de la valeur ajoutée entre les industries manufacturières émanent de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et sont calculées aux prix courants en monnaie nationale.

Les industries manufacturières sont classées d'après la *Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI) des Nations Unies*, Révision 2. La rubrique *alimentation, boissons et tabac* correspond à la Division 31 de la CITI; les *textiles et l'habillement*, à la Division 32; les *machines et matériel de transport*, aux Classes 382 à 384; et les *produits chimiques*, aux Classes 351 et 352. La rubrique «autres» comprend l'industrie du bois et la fabrication d'ouvrages en bois (Division 33); la fabrication de papier et d'articles en papier (Division 34); les raffineries de pétrole (Classes 353-56); la fabrication de produits minéraux non métalliques et l'industrie métallurgique de base (Divisions 36 et 37); la fabrication d'ouvrages en métaux et de matériels (Classes 381 et 385) et les autres industries manufacturières (Classe 390). La rubrique «autres» englobe également les textiles, les machines ou les produits chimiques lorsque la mention «non connu» est portée en regard de ces industries.

Les chiffres récapitulatifs indiqués pour la valeur ajoutée du secteur manufacturier sont des totaux calculés selon la méthode d'agrégation indiquée au début des présentes notes techniques.

Tableau 7. Revenus et production du secteur manufacturier

Ce tableau contient quatre indicateurs : deux pour les revenus réels par employé, un pour la part de la main-d'oeuvre dans la valeur ajoutée totale et un pour la productivité de la main-d'oeuvre dans le secteur manufacturier. Ces indicateurs reposent sur des données émanant de l'ONUDI, tandis que les déflateurs proviennent d'autres sources, comme expliqué ci-dessous.

Les *revenus par employé* sont exprimés en prix constants et s'obtiennent en corrigeant les revenus nominaux par employé au moyen de l'indice des prix à la consommation (IPC) du pays considéré, tiré des *Statistiques financières internationales (SFI)* du FMI. Les *revenus totaux en pourcentage de la valeur ajoutée* s'obtiennent en divisant le montant total des revenus des employés par la valeur ajoutée en

prix courants, afin de mesurer la part de la main-d'œuvre dans les revenus générés par le secteur manufacturier. La *production brute par employé* est exprimée en prix constants et présentée sous la forme d'un indice de la productivité générale de la main-d'œuvre dans le secteur manufacturier, avec 1980 comme année de base. Pour obtenir cet indicateur, on ajuste les données de l'ONUDI sur la production brute par employé en prix courants au moyen des déflateurs implicites de la valeur ajoutée du secteur industriel ou manufacturier, tirés des dossiers de la Banque mondiale sur les comptes nationaux.

Pour assurer une meilleure comparabilité entre pays, l'ONUDI a, autant que possible, standardisé la couverture des données en y incluant seulement les établissements de cinq employés et plus.

Les définitions et concepts employés sont conformes aux *Recommandations internationales concernant les statistiques industrielles*, publiées par les Nations Unies. Les revenus (salaires et traitements) englobent toutes les rémunérations versées aux employés par l'employeur en cours d'année, à savoir : a) tous les paiements en espèces au titre des heures de travail normales et supplémentaires, les primes et les indemnités de cherté de vie; b) les salaires et traitements correspondant aux congés annuels et aux congés de maladie; c) les impôts et cotisations d'assurance sociale et autres, payables par l'employé et déduits par l'employeur; et d) les paiements en nature.

La valeur de la production brute est estimée sur la base des biens produits ou expédiés. Dans le premier cas, les estimations recouvrent : a) la valeur de tous les produits de l'établissement; b) la valeur des services industriels rendus à des tiers; c) la valeur des biens expédiés dans l'état où ils avaient été reçus; d) la valeur des ventes d'électricité; et e) la variation nette de la valeur des travaux en cours entre le début et la fin de la période considérée. Dans le second cas, les chiffres comprennent en outre la variation nette de la valeur des stocks de produits finis entre le début et la fin de la période considérée. La «valeur ajoutée» se définit comme la valeur courante de la production brute moins le coût courant a) des matériaux, combustibles et autres fournitures consommées; b) des travaux effectués par des tiers sous contrat ou à façon; c) des travaux de réparation et d'entretien effectués par des tiers; et d) des biens expédiés dans l'état où ils avaient été reçus.

Dans ce tableau, le terme «employé» recouvre deux catégories définies par les Nations Unies, à savoir les employés permanents et les personnes employées. Sont compris dans ces deux groupes les employés permanents, les propriétaires actifs, les associés actifs et les aides familiaux non rémunérés; les personnes travaillant à domicile en sont exclues. Les chiffres portent sur le nombre moyen d'employés pendant l'année.

Tableaux 8 et 9. Croissance de la consommation et de l'investissement; Structure de la demande

Le PIB est défini dans la note relative aux Tableaux 2 et 3, mais il est exprimé, dans ces deux tableaux, aux prix d'acquisition.

La *consommation des administrations publiques* comprend toutes les dépenses courantes consacrées à l'achat de biens et de services des administrations de tous niveaux. Les dépenses en capital au titre de la défense et de la sécurité nationales sont considérées comme des dépenses de consommation.

La *consommation du secteur privé, etc.*, représente la valeur, aux prix du marché, de tous les biens et services, y compris les biens de consommation durables (tels qu'automobiles, machines à laver et ordinateurs individuels) achetés ou reçus à titre de rémunération en nature par les ménages et les institutions à but non lucratif. Elle ne comprend pas les achats de logements mais inclut le loyer imputé des logements occupés par leur propriétaire (voir la note relative au Tableau 10 pour plus de détails). En pratique, elle comprend tout écart statistique concernant l'emploi des ressources. En prix constants, elle comprend également l'écart tenant à la modification partielle de l'année de base, qui est expliqué au début des notes techniques.

L'*investissement intérieur brut* comprend les dépenses consacrées à l'accroissement du capital fixe de l'économie, majorées des variations nettes du niveau des stocks.

L'*épargne intérieure brute* est le produit intérieur brut moins la consommation totale.

Les *exportations de biens et de services non facteurs* représentent la valeur de tous les biens et services non facteurs fournis au reste du monde : marchandises, fret, assurances, voyages et autres services non facteurs. La valeur des services facteurs, comme le revenu des investissements, les intérêts et le revenu du travail, en est exclue. Les transferts courants en sont également exclus.

Le *solde de ressources* est la différence entre les exportations et les importations de biens et de services non facteurs.

Les indicateurs du Tableau 8 sont calculés à partir de séries partiellement ramenées à l'année 1980 en unités monétaires intérieures constantes. Le Tableau 9 est fondé sur les séries de comptes nationaux en unités monétaires intérieures courantes.

Les chiffres récapitulatifs sont calculés selon la méthode décrite dans la note relative aux Tableaux 2 et 3.

Tableau 10. Structure de la consommation

Les parts en pourcentage de divers postes dans la consommation totale des ménages sont calculées à partir des données détaillées sur le PIB (dépenses aux prix du marché national) définies par le Système de comptabilité nationale (SCN) des Nations

Unies, et recueillies pour la plupart dans le cadre des Phases IV (1980) et V (1985) du Programme de comparaison internationale (PCI). Pour les pays non couverts par le PCI, on a utilisé, lorsqu'elles étaient disponibles, les estimations moins détaillées des comptes nationaux, afin de donner une idée générale de la structure de la consommation. Les données portent sur 84 pays (dont des estimations des services de la Banque pour la Chine) et correspondent aux estimations les plus récentes, généralement pour 1980 et 1985. Lorsqu'elles se rapportent à d'autres années, elles sont indiquées en italique. Dans ce tableau, le terme *consommation* vise la consommation privée (non publique), telle qu'elle est définie dans le SCN et dans les notes relatives aux Tableaux 2, 3, 4 et 9, sauf dans le cas de l'éducation et des soins médicaux pour lesquels il s'agit des dépenses aussi bien publiques que privées. Le concept de «consommation élargie» est celui qu'utilise le PCI afin d'indiquer ceux qui utilisent les biens de consommation, plutôt que ceux qui les paient; il améliore la comparabilité internationale dans la mesure où il est moins sensible aux différences nationales en ce qui concerne le financement des services de santé et d'éducation.

Les *céréales et tubercules*, l'une des principales composantes du poste *alimentation*, comprennent les principaux aliments de base : le riz, la farine, le pain, toutes les autres céréales et préparations à base de céréales, les pommes de terre, les ignames et autres tubercules. Pour les pays de l'OCDE à revenu élevé, les tubercules en sont exclus. Le poste *loyers bruts, combustibles et électricité* comprend les loyers réels et imputés, les frais de réparation et d'entretien, ainsi que la composante *combustibles et électricité* (pour le chauffage, l'éclairage, la cuisson, la climatisation, etc.). Il est à noter que cette dernière catégorie ne comprend pas l'énergie servant aux transports (qui représente rarement plus de 1 % de la consommation totale dans les pays à revenu faible ou intermédiaire). Comme on l'a vu, le poste *soins médicaux et éducation* comprend les dépenses de consommation tant publiques que privées. Les *transports et communications* englobent également l'achat d'*automobiles*, cette composante étant aussi indiquée séparément. Le poste *autres biens de consommation* regroupe les boissons et le tabac, les biens ménagers non durables et les services ménagers, les services de loisirs et les services (y compris les repas) fournis par les hôtels et restaurants, les repas à emporter figurent également sous cette rubrique. Celle-ci inclut également les *autres biens de consommation durables*, qui sont aussi indiqués séparément et qui comprennent les appareils ménagers, le mobilier, les revêtements de sol, le matériel de loisir, les montres et les bijoux.

L'estimation de la structure de la consommation est l'un des éléments les plus faibles de la comptabilité nationale des pays à revenu faible et intermé-

diaire. Les données utilisées à cette fin proviennent d'enquêtes sur les dépenses des ménages et d'autres enquêtes et souffrent donc de tout biais éventuel de la base d'échantillonnage. Le fait que le concept de dépense n'est pas identique à celui de consommation est à l'origine d'autres écarts statistiques, et les données relatives à certains pays doivent être traitées avec prudence. Par exemple, certains pays limitent les enquêtes aux seules zones urbaines ou, de façon plus étroite encore, à la capitale. Dans ces cas, la part de l'alimentation tend à être inférieure à la moyenne, tandis que celles des transports et communications, des loyers bruts et des combustibles, et de l'électricité et des autres biens de consommation, tendent à être élevées. Lorsque les prix alimentaires sont contrôlés et que la comptabilité nationale ne rend pas pleinement compte des activités de subsistance, la part de l'alimentation s'en trouve aussi généralement abaissée.

Tableau 11. Dépenses de l'administration centrale

Les données sur les finances de l'administration centrale figurant dans les Tableaux 11 et 12 proviennent de la publication du FMI *Government Finance Statistics Yearbook* (1989) et des dossiers du FMI. Les comptes de chaque pays y sont présentés selon le système de définitions et classifications communes décrit dans le *Manuel de statistiques de finances publiques* du FMI (1986).

Ces publications du FMI contiennent toutes explications pertinentes sur les concepts, les définitions et les origines de ces données. Les commentaires ci-après visent principalement à placer ces données dans le contexte général de l'ensemble des indicateurs présentés dans cette édition.

La répartition par catégorie des *dépenses totales* et des *recettes courantes* est calculée à partir de séries en monnaie nationale. Comme la couverture des données peut varier, les diverses composantes des dépenses et des recettes courantes de l'administration centrale indiquées dans ces tableaux peuvent ne pas être rigoureusement comparables d'un pays à l'autre.

En outre, les insuffisances de la couverture statistique des administrations des Etats, provinces et collectivités locales obligent à utiliser des données portant sur l'administration centrale. De ce fait, la présentation statistique de l'allocation des ressources entre divers emplois est sujette à certaines distorsions et les chiffres risquent d'être sous-estimés, notamment pour les pays dont les administrations régionales et locales jouissent d'une autonomie considérable et sont responsables d'un grand nombre de services économiques et sociaux. Par ailleurs, la notion d'«administration centrale» peut recouvrir deux types de comptabilité nationale : une comptabilité consolidée et une comptabilité budgétaire. Dans la plu-

part des pays, les données financières de l'administration centrale sont consolidées en un seul compte global; dans d'autres, seuls les comptes budgétaires de l'administration centrale sont disponibles. Comme ces comptes budgétaires ne couvrent pas toutes les unités de l'administration centrale, ils donnent une idée incomplète des activités de celle-ci. Les pays dont les données portent sur les comptes budgétaires sont signalés en bas de page.

Il y a lieu de souligner que, pour ces raisons et pour d'autres, les données présentées, surtout celles qui portent sur l'éducation et la santé, ne sont pas comparables d'un pays à l'autre. Dans de nombreux pays, le secteur privé joue un rôle important dans les domaines de la santé et de l'éducation; dans d'autres, ce sont les services publics qui représentent la majeure partie des dépenses, mais ils peuvent être financés par des niveaux inférieurs de l'administration. Il faut donc être prudent lorsqu'on utilise ces données à des fins de comparaison entre pays. Les dépenses de l'administration centrale recouvrent les dépenses effectuées par tous les ministères, directions, établissements et autres unités qui sont des services ou des organes d'exécution des pouvoirs publics centraux du pays. Elles comprennent à la fois les dépenses courantes et les dépenses en capital (équipement).

La rubrique *défense* englobe toutes les dépenses consacrées, par le ministère de la défense ou d'autres ministères, aux forces armées, y compris l'achat de matériel et de fournitures militaires, les travaux publics, et les opérations de recrutement et de formation. Entrent également dans cette catégorie des éléments étroitement liés à la défense, comme les programmes d'aide militaire.

La rubrique *éducation* comprend les dépenses pour la construction, la gestion, l'inspection et le fonctionnement des écoles maternelles primaires et secondaires, des universités et établissements d'enseignement supérieur, et des institutions de formation technique, professionnelle et autre. Elle comprend également les dépenses consacrées : à l'administration générale et à la réglementation du système éducatif; aux travaux de recherche sur ses objectifs, son organisation, son administration et ses méthodes; et à des services connexes comme le ramassage scolaire, les cantines et les services médicaux et dentaires fournis dans les écoles. Notons que le Tableau 10 donne une autre mesure des dépenses, aussi bien privées que publiques, consacrées à l'éducation dans la consommation des ménages.

La rubrique *santé* englobe les dépenses publiques concernant : les hôpitaux, les maternités et les centres de soins dentaires, et les dispensaires dont les fonctions sont essentiellement médicales; les programmes nationaux de santé et d'assurance mala-

die; et les services de planning familial et de médecine préventive. Notons que le Tableau 10 donne une image plus complète des dépenses, aussi bien privées que publiques, consacrées aux soins médicaux par rapport à la consommation des ménages.

La rubrique *habitat et équipements collectifs, sécurité sociale et aide sociale* recouvre les dépenses consacrées au logement, comme les programmes d'aides au logement liés au revenu; à l'organisation ou au soutien d'activités de construction de logements et d'assainissement des quartiers insalubres; au développement communautaire; et aux services sanitaires. Elle recouvre également les indemnités versées aux malades et aux personnes temporairement handicapées pour compenser leurs pertes de revenu; les prestations versées aux personnes âgées, aux invalides et aux chômeurs; les allocations familiales et les indemnités de maternité et pour enfants à charge; et le coût des services d'aide sociale, comme les soins aux personnes âgées, aux handicapés et aux enfants. De nombreuses dépenses consacrées à la défense de l'environnement, comme les mesures antipollution, l'alimentation en eau, l'assainissement et l'enlèvement des ordures ménagères, sont incluses dans cette catégorie, sans que l'on puisse les mesurer séparément.

La rubrique *services économiques* comprend les dépenses associées à la réglementation, au soutien et au renforcement de l'efficacité des entreprises; au développement économique; à la correction des déséquilibres régionaux; et à la création d'emplois. Parmi les activités incluses figurent la recherche, la promotion du commerce, les études géologiques, ainsi que l'inspection et la réglementation de branches d'activité particulières.

La rubrique *divers* comprend les éléments qui ne figurent pas ailleurs; pour quelques pays, elle comprend aussi les montants qui n'ont pas pu être imputés à d'autres postes (ou les ajustements découlant de la conversion de comptes sur la base des droits constatés en comptes sur la base des encaissements et décaissements).

La définition des *dépenses totales* est plus étroite que celle de la consommation des administrations publiques au Tableau 9, car elle exclut les dépenses de consommation des administrations régionales et locales. En revanche, la définition des dépenses de l'administration centrale est plus large, car elle englobe l'investissement intérieur brut et les paiements de transfert des administrations publiques.

L'*excédent/déficit global* désigne la différence entre, d'une part, les recettes courantes, les recettes en capital et les dons reçus et, d'autre part, les dépenses totales et les prêts moins recouvrements.

Les chiffres récapitulatifs concernant les composantes des dépenses de l'administration centrale sont calculés à partir des totaux de groupes pour les composantes des dépenses et pour les dé-

penses de l'administration centrale en dollars courants. Les chiffres récapitulatifs concernant les dépenses totales en pourcentage du PNB et l'excédent/déficit global en pourcentage du PNB sont calculés à partir des totaux de groupes pour les dépenses totales ci-dessus et de l'excédent/déficit global en dollars courants et du PNB en dollars courants, respectivement. Comme on ne dispose pas de données de 1988 pour plus de la moitié des pays, on a utilisé les données de 1987 pour la pondération des chiffres récapitulatifs du présent tableau.

Tableau 12. Recettes courantes de l'administration centrale

La note relative au Tableau 11 indique d'où sont tirées les statistiques et dans quelle mesure elles sont comparables. Les recettes courantes par origine sont exprimées en pourcentage du *total des recettes courantes*, lequel correspond à la somme des recettes fiscales et des recettes non fiscales, et a été calculé à partir de chiffres en monnaies nationales.

Les *recettes fiscales* sont le produit des contributions obligatoires, sans contrepartie et non remboursables perçues à des fins publiques. Elles comprennent les intérêts perçus sur les arriérés fiscaux et les pénalités pour défaut ou retard de paiement et sont indiquées nettes des remboursements et autres ajustements correctifs. Les *impôts sur le revenu*, les *benefices* et les *plus-values* sont les impôts prélevés sur le revenu net, effectif ou présumé, des personnes physiques, sur les bénéfices des entreprises et sur les gains en capital, qu'ils aient été réalisés sur la vente de terrains, de valeurs mobilières ou d'autres actifs. Les *cotisations de sécurité sociale* comprennent les cotisations des employeurs et des employés aux régimes de sécurité sociale, ainsi que celles des travailleurs indépendants et des chômeurs. Les *taxes intérieures sur les biens et services* comprennent les taxes générales sur les ventes, le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée, les taxes prélevées sur des produits et des services déterminés, les taxes sur l'utilisation de biens ou propriétés, et les bénéfices des monopoles fiscaux. Les *taxes sur les échanges et transactions internationaux* comprennent les taxes à l'importation et à l'exportation, les bénéfices des monopoles d'importation ou d'exportation, les bénéfices de change et les taxes sur les opérations de change. Les *autres taxes* englobent les impôts payés par les employeurs sur les salaires ou la main-d'œuvre, les impôts sur le patrimoine et les taxes qui ne peuvent être rattachées à d'autres catégories. Elles peuvent comprendre les valeurs négatives correspondant à des ajustements, par exemple, dans le cas d'impôts perçus pour le compte d'administrations régionales ou locales et qui ne sont pas rattachables à des catégories particulières d'impôt.

Les *recettes non fiscales* regroupent les encaissements qui ne correspondent pas à des contributions obligatoires non remboursables perçues à des fins publiques, comme les amendes, les droits administratifs ou les revenus tirés par les administrations publiques des biens qu'elles possèdent. En sont exclues les sommes provenant de dons et d'emprunts, les remboursements de prêts antérieurs, les engagements, et le produit de la vente d'actifs.

Les chiffres récapitulatifs concernant les composantes des recettes courantes sont calculés à partir des totaux par groupe des composantes des recettes et des recettes courantes totales en dollars courants; pour les recettes courantes en pourcentage du PNB, ils sont calculés à partir des totaux par groupe des recettes courantes totales et du PNB en dollars courants. Etant donné qu'on ne dispose pas de données de 1988 pour plus de la moitié des pays, on a utilisé les données de 1987 pour la pondération des chiffres récapitulatifs du présent tableau.

Tableau 13. Monnaie et taux d'intérêt

Les données relatives aux avoirs monétaires reposent sur les informations publiées par le FMI dans *Statistiques financières internationales (SFI)*. Les *avoirs monétaires au sens large* englobent les engagements monétaires et quasi monétaires des institutions financières d'un pays à l'égard de résidents autres que l'administration centrale. Pour la plupart des pays, les avoirs monétaires sont la somme de la monnaie (ligne 34 des SFI) et de la quasi-monnaie (ligne 35 des SFI). La monnaie englobe les moyens de paiement de l'économie : la circulation fiduciaire hors banques et les dépôts à vue. La quasi-monnaie comprend les dépôts à terme et d'épargne, ainsi que les comptes bancaires similaires que l'émetteur est prêt à convertir en monnaie. Lorsque les institutions financières non monétaires occupent une place importante dans l'émission d'engagements quasi monétaires, ceux-ci sont également inclus dans le calcul des avoirs monétaires.

Les taux de croissance des avoirs monétaires sont calculés à partir des chiffres de fin d'année, et le ratio des avoirs monétaires au PIB est la moyenne des chiffres de fin d'année pour l'année considérée et l'année précédente.

Les *taux d'intérêt nominaux des banques*, également tirés des SFI, représentent les taux servis par les banques commerciales ou assimilées aux détenteurs de leurs engagements quasi monétaires (taux créditeurs), et ceux perçus par les banques sur les prêts consentis à leurs principaux clients (taux prêteurs). La comparabilité internationale de ces taux est toutefois limitée, en partie parce que les définitions et les champs d'application varient, et aussi

parce que, selon le pays, les banques n'ont pas la même latitude d'ajuster leurs taux d'intérêt en fonction des conditions du marché.

Les taux d'intérêt (et les taux de croissance des avoirs monétaires) étant exprimés en valeur nominale, les écarts entre pays tiennent pour beaucoup aux différences au niveau de l'inflation. Pour plus de commodité, on a également inclus dans ce tableau l'indicateur sur le taux d'inflation récent figurant au Tableau 1.

Tableau 14. Croissance du commerce de marchandises

Cette année, un important changement a été apporté à la source des données utilisées pour le Tableau 14. Pour les pays à revenu faible ou intermédiaire, la principale source pour les valeurs courantes des échanges n'est plus le fichier des Nations Unies sur le commerce des produits de base, mais celui de la Banque mondiale. Ce fichier comprend des données recueillies auprès des pays membres de la Banque mondiale avant que des données plus détaillées soient communiquées aux Nations Unies.

Pour les pays à revenu élevé, les statistiques relatives au commerce de marchandises continuent à provenir principalement du système de données des Nations Unies sur le commerce, qui se conforme à l'*Annuaire statistique du commerce international* des Nations Unies, ce qui veut dire que les données sont fondées sur les statistiques douanières des pays. Dans certains cas, des données provenant de sources secondaires permettent d'ajuster la couverture des statistiques pour d'importants éléments du commerce extérieur d'un pays qui ne sont pas inclus dans les relevés douaniers habituels. Ces cas sont signalés dans les notes par pays accompagnant les *Tableaux économiques*. Les valeurs indiquées dans ces tableaux sont exprimées en dollars courants.

La rubrique *exportations et importations* de marchandises recouvre, à quelques exceptions près, les mouvements internationaux de marchandises franchissant des frontières douanières. Les exportations s'entendent f.o.b. (franco à bord) et les importations c.a.f. (coût, assurance, fret), sauf exceptions précisées dans les sources indiquées ci-dessus. Ces valeurs sont exprimées en dollars courants. Elles ne comprennent pas les échanges de services.

Les taux de croissance des exportations et des importations de marchandises, donnés en termes constants, sont calculés au moyen d'indices de volume des exportations et des importations. On calcule ces indices en déflétant l'indice de la valeur des exportations ou des importations par l'indice des prix correspondant. Pour ce calcul, la Banque utilise ses propres indices des prix, qui reposent sur les cours internationaux des produits primaires

et les indices de valeur unitaire des produits manufacturés. Ces indices des prix sont établis par pays et par grand groupe de produits. Cela permet d'harmoniser les chiffres concernant un groupe de pays et ceux concernant des pays particuliers. Cette harmonisation progressera à mesure que la Banque mondiale continuera d'améliorer ses indices des prix des produits échangés pour un nombre croissant de pays. Il se peut que ces taux de croissance diffèrent de ceux qui découlent des évaluations nationales, car les indices nationaux des prix peuvent reposer sur des années de base et des méthodes de pondération différentes de celles qu'utilise la Banque mondiale.

Les *termes de l'échange*, ou termes d'échange nets, mesurent le mouvement relatif des prix à l'exportation et des prix à l'importation. Calculé sous forme de rapport entre l'indice des prix moyens des exportations et l'indice des prix moyens des importations d'un pays, cet indicateur montre l'évolution, par rapport à une année de référence, du niveau des prix à l'exportation en pourcentage des prix à l'importation. Les termes de l'échange sont indiqués pour 1985 et 1988 (année de référence 1980 = 100). Les indices de prix proviennent de la source mentionnée ci-dessus pour les taux de croissance des exportations et des importations.

Pour calculer les chiffres récapitulatifs relatifs aux taux de croissance, on a fait la somme des séries de prix en dollars constants de 1980 pour chaque année, puis appliqué la méthode des moindres carrés pour les périodes indiquées. Notons, là encore, que ces valeurs ne comprennent pas les échanges de services.

Tableaux 15 et 16. Structure des importations et exportations de marchandises

Les parts indiquées dans ces tableaux ont été estimées à partir des valeurs des échanges en dollars courants provenant du système de données des Nations Unies sur le commerce et de l'*Annuaire statistique du commerce international* des Nations Unies, complétées par d'autres sources secondaires et par des estimations de la Banque mondiale, comme on l'a expliqué dans la note relative au Tableau 14.

Les *exportations et importations* de marchandises sont aussi définies dans la note technique relative au Tableau 14.

Les catégories d'exportations et d'importations sont celles de la *Classification type pour le commerce international* (CTCI), Série M, No 34, Révision 1. Les estimations provenant de sources secondaires suivent généralement aussi cette même classification. Pour quelques pays, faute de données pour certaines catégories de marchandises, il n'est pas possible de préciser complètement la répartition.

Dans le Tableau 15, les *produits alimentaires cor-*

respondent aux Sections 0, 1 et 4 et à la Division 22 de la CTIC (produits alimentaires et animaux vivants, boissons, huiles et graisses, et graines oléagineuses et noix), à l'exclusion de la Division 12 (tabac). La rubrique *combustibles* comprend les produits de la Section 3 de la CTIC (combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes). La rubrique *autres produits primaires* comprend la Section 2 de la CTIC (matières brutes, combustibles non compris), à l'exclusion de la Division 22 (graines oléagineuses et noix), et les Divisions 12 (tabac) et 68 (métaux non ferreux). La rubrique *machines et matériel de transport* regroupe les marchandises de la Section 7 de la CTIC. Enfin, la rubrique *autres biens manufacturés*, estimée par différence à partir de la valeur totale des importations de produits manufacturés, comprend les Sections 5 à 9 de la CTIC, à l'exclusion de la Section 7 et de la Division 68.

Dans le Tableau 16, les *combustibles, minéraux et métaux* sont les produits de la Section 3 de la CTIC (combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes), des Divisions 27 (engrais bruts et minéraux bruts), 28 (minerais métalliques) et 68 (métaux non ferreux). Les *autres produits primaires* correspondent aux Sections 0, 1, 2 et 4 de la CTIC (produits alimentaires et animaux vivants, boissons et tabac, matières brutes non comestibles, huiles, graisses et cires), à l'exclusion des Divisions 27 et 28. Les *machines et matériel de transport* regroupent les biens figurant à la Section 7 de la CTIC. La rubrique *autres biens manufacturés* représente les Sections 5 à 9 de la CTIC, à l'exclusion de la Section 7 et de la Division 68; elle comprend le sous-groupe *textiles et habillement*, correspondant aux Divisions 65 et 84 de la CTIC (textiles, fils et filés, tissus, et habillement).

Les chiffres récapitulatifs figurant aux Tableaux 15 et 16 sont pondérés, respectivement, par les importations et les exportations totales de marchandises de chaque pays en dollars courants. (Voir la note relative au Tableau 14.)

Tableau 17. Importations, par l'OCDE, de produits manufacturés : origine et composition

Les données de ce tableau proviennent des Nations Unies à qui elles ont été communiquées par les pays à revenu élevé de l'OCDE, à savoir les pays membres de l'OCDE à l'exclusion de la Grèce, du Portugal et de la Turquie.

Ce tableau indique la valeur des *importations de biens manufacturés* des pays à revenu élevé de l'OCDE selon leur économie d'origine, et leur composition par grandes catégories de biens manufacturés.

Le présent tableau remplace le tableau des éditions précédentes sur l'origine et la destination des exportations de biens manufacturés, qui était fondé sur les exportations notifiées par les diverses

économies. Comme de nombreux pays en développement notifiaient leurs chiffres avec plusieurs années de retard, on utilisait des estimations fondées sur des sources diverses pour combler les lacunes. Jusqu'à ce que ces estimations puissent être améliorées, on s'en tiendra au présent tableau, qui repose sur des données à jour et homogènes, mais moins complètes. Les importations de biens manufacturés des marchés prédominants par économies d'origine sont la meilleure indication dont on dispose quant à l'ordre de grandeur et à la composition des exportations de biens manufacturés de ces économies vers toutes les destinations.

Les *biens manufacturés* sont les marchandises incluses par la *Classification type pour le commerce international* (CTIC), Révision 1, dans les Sections 5 à 9 (produits chimiques et apparentés, biens manufacturés de base, articles manufacturés, machines et matériel de transport, et autres articles et biens manufacturés non classés ailleurs), à l'exclusion de la Division 68 (métaux non ferreux). Cette définition est un peu plus large que celle appliquée aux *exportateurs de biens manufacturés*.

Les grandes catégories de biens manufacturés indiquées sont définies de la façon suivante : *textiles et habillement* (CTIC, Divisions 65 et 84); *produits chimiques* (CTIC, Section 5); *appareillage électrique et électronique* (CTIC, Division 72); *matériel de transport* (CTIC, Division 73) et *autres*, définis comme les biens résiduels. On utilise les données de la CTIC, Révision 1, pour l'année 1968, et les données équivalentes de la Révision 2 pour 1988.

Tableau 18. Balance des paiements et réserves

Les statistiques de ce tableau émanent principalement du FMI, mais incluent également des estimations établies récemment par les services de la Banque mondiale avec, dans de rares cas, les ajustements auxquels la Banque a procédé dans la couverture ou la classification des données pour améliorer leur comparabilité au plan international. Les valeurs de ce tableau sont exprimées en dollars convertis aux taux de change courants.

La *balance des opérations courantes après transferts publics* est la différence entre a) les exportations de biens et de services (facteurs et non facteurs) et les entrées de transferts sans contrepartie (privés et publics) et b) les importations de biens et de services et les transferts sans contrepartie au reste du monde.

La *balance des opérations courantes avant transferts publics* est le solde des opérations courantes dans lequel les transferts publics nets sans contrepartie sont assimilés à des mouvements de capitaux publics. La différence entre ces deux mesures de la balance des paiements correspond pour l'essentiel à l'aide extérieure sous forme de dons, d'assistance technique et d'aide alimentaire, qui, pour la plupart des pays en développement, tend à rendre

le déficit des opérations courantes inférieur au besoin de financement.

Le *rapatriement net de fonds des travailleurs à l'étranger* comprend les transferts de revenu des migrants employés ou qui pensent être employés pendant plus d'un an dans leur nouveau pays, où ils sont considérés comme des résidents. Ces envois de fonds sont classés dans la catégorie des transferts privés sans contrepartie et sont inclus dans la balance des opérations courantes de la balance des paiements, tandis que ceux effectués par des travailleurs séjournant moins longtemps à l'étranger sont classés parmi les services en tant que revenus du travail. Cette distinction suit les règles admises au plan international, mais beaucoup de pays en développement classent les envois de fonds des travailleurs dans le revenu des facteurs (en faisant donc une composante du PNB). La Banque mondiale se conformant aux directives internationales pour sa définition du PNB, il peut donc y avoir des différences par rapport aux pratiques suivies au plan national.

L'*investissement direct privé net* est le montant net investi ou réinvesti par des non-résidents dans des entreprises dans lesquelles ils (ou d'autres non-résidents) jouissent d'un pouvoir de décision assez étendu, y compris les fonds propres, les bénéfices réinvestis et autres formes de capital. Les chiffres nets sont calculés en déduisant la valeur des investissements directs effectués à l'étranger par les résidents du pays déclarant.

Les *réserves internationales brutes* comprennent les avoirs en or monétaire, les droits de tirage spéciaux (DTS), la position de réserve au FMI des membres de cette institution, et les avoirs en devises contrôlés par les autorités monétaires. Les données relatives aux avoirs de réserves internationales proviennent des dossiers du FMI. L'élément or de ces réserves est évalué, dans tous les cas, aux cours du marché de Londres en fin d'année (au 31 décembre), soit 37,37 dollars l'once en 1970 et 410,25 dollars l'once en 1988. Le niveau des réserves indiqué pour 1970 et 1988 s'entend en fin d'année et est exprimé en dollars courants aux taux de change en vigueur. En raison de différences quant à la définition des réserves internationales, à la détermination de la valeur de l'or et aux méthodes de gestion des réserves, les chiffres sur les réserves publiés dans les sources nationales ne sont pas strictement comparables. Les avoirs de réserves à la fin de 1988 sont également exprimés en nombre de mois d'importation de biens et de services qu'ils permettraient de financer.

Les chiffres récapitulatifs sont calculés à partir des totaux par groupe des réserves internationales brutes et des importations totales de biens et services en dollars courants.

Tableau 19. Aide publique au développement provenant des pays membres de l'OCDE et de l'OPEP

L'*aide publique au développement* (APD) représente les décaissements nets au titre de dons ou de prêts accordés à des conditions financières privilégiées par les organismes publics des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ainsi que des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), afin de promouvoir le développement économique et le bien-être social. Cette définition vise à exclure l'aide purement militaire, mais la distinction est parfois difficile à faire, et c'est généralement la définition du pays d'origine qui prévaut. L'APD comprend aussi la valeur de la coopération et de l'assistance techniques. Tous les chiffres indiqués ont été fournis par l'OCDE et toutes les valeurs en dollars ont été converties aux taux de change officiels.

Les *montants* indiqués sont les décaissements nets en faveur de pays en développement et d'institutions multilatérales. Les décaissements en faveur d'institutions multilatérales sont maintenant notifiés pour tous les pays membres du CAD sur la base de la date d'émission des bons; certains membres du CAD effectuaient autrefois cette notification sur la base de la date d'encaissement. Les *flux bilatéraux nets vers les pays à faible revenu* excluent les flux bilatéraux non affectés et tous les décaissements destinés à des institutions multilatérales.

Les valeurs nominales indiquées dans la récapitulation de l'APD des pays de l'OCDE à revenu élevé ont été converties en prix de 1980 au moyen du déflateur du PIB en dollars. Ce déflateur repose sur les augmentations des prix mesurées en dollars dans les pays de l'OCDE (à l'exception de la Grèce, du Portugal et de la Turquie). Il tient compte des variations de parité entre le dollar et les diverses monnaies nationales. Ainsi, lorsque le dollar se déprécie, les variations des prix mesurées en monnaie nationale doivent être corrigées à la hausse du montant de cette dépréciation pour obtenir les variations des prix en dollars.

Le tableau présente les montants de l'APD totale non seulement de l'OPEP, mais aussi de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP). Les pays donateurs de l'OPAEP sont l'Algérie, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, l'Iraq, le Koweït, la Libye et le Qatar. Les chiffres concernant l'APD fournie par l'OPEP et l'OPAEP proviennent également de l'OCDE.

Tableau 20. Aide publique au développement reçue

Les *décaissements nets d'APD de toutes origines* comprennent les dons et les prêts accordés à des condi-

tions financières privilégiées par tous les organismes publics bilatéraux et sources multilatérales afin de promouvoir le développement économique et le bien-être social. La valeur de la coopération et de l'assistance techniques y est incluse. Les décaissements indiqués dans ce tableau ne sont pas strictement comparables à ceux du Tableau 19 puisqu'ils correspondent aux montants reçus de toutes origines; au Tableau 19, il s'agissait uniquement des décaissements des pays membres de l'OCDE à revenu élevé et des pays membres de l'OPEP. Les décaissements nets correspondent aux décaissements bruts, déduction faite des paiements versés aux sources d'aide au titre de l'amortissement des apports d'aide antérieurs. Les décaissements nets d'APD sont indiqués en montant par habitant et en pourcentage du PNB.

Les chiffres récapitulatifs sur l'APD par habitant sont calculés à partir des totaux par groupe pour la population et l'APD. Les chiffres récapitulatifs sur l'APD en pourcentage du PNB sont calculés à partir des totaux par groupe pour l'APD et pour le PNB en dollars courants.

Tableau 21. Dette extérieure totale

Les données sur la dette figurant dans le présent tableau et dans les suivants proviennent du Système de notification de la dette à la Banque mondiale et d'estimations de la Banque mondiale. Ce système porte uniquement sur les économies en développement et ne rassemble pas de chiffres sur la dette extérieure d'autres groupes d'emprunteurs ou des économies qui ne sont pas membres de la Banque mondiale. Les chiffres sur la dette présentés dans les Tableaux 21 à 25 ont été convertis en dollars aux taux de change officiels.

Les données sur la dette comprennent la dette privée non garantie notifiée par 25 pays en développement et des estimations partielles ou complètes sur 23 autres pays.

La *dette publique* recouvre les obligations extérieures contractées par des débiteurs publics, y compris les administrations publiques et leurs services, et les organismes publics autonomes. La *dette à garantie publique* correspond aux obligations extérieures contractées par des débiteurs privés, dont le remboursement est garanti par un organisme public. Ces deux catégories sont amalgamées dans les tableaux. La *dette privée non garantie* représente les obligations extérieures contractées par des débiteurs privés, dont le remboursement n'est pas garanti par un organisme public.

La rubrique *recours au crédit FMI* recouvre les obligations de rachat au FMI au titre de toutes les utilisations de ressources du FMI, à l'exclusion des obligations résultant de tirages sur la tranche de réserve. Les chiffres sont ceux de la fin de l'année spécifiée. Ils comprennent l'encours des achats au

titre des tranches de crédit, notamment en vertu de la politique d'accès élargi aux ressources du FMI, et au titre de tous les mécanismes spéciaux (financement de stocks régulateurs, financement compensatoire, mécanisme élargi de crédit et mécanismes pétroliers), les prêts du Fonds fiduciaire et les opérations au titre de la Facilité d'ajustement structurel renforcée. L'encours du crédit du FMI en fin d'année (stock) est converti en dollars au taux de change entre le dollar et le DTS calculé à la fin de l'année.

La *dette à court terme* est la dette à échéance initiale d'un an ou moins; les données disponibles ne permettent pas de faire la distinction entre dette publique et dette privée non garantie.

Aux fins de ce Rapport, on entend par *total de la dette extérieure* la somme de la dette à long terme publique, à garantie publique, et privée non garantie, du recours au crédit du FMI, et de la dette à court terme.

Tableau 22. Flux de capitaux extérieurs aux secteurs public et privé

Les chiffres relatifs aux *décaissements* et au *remboursement du principal* (amortissement) portent sur la dette à long terme publique, à garantie publique et privée non garantie. Les *flux nets* sont égaux aux décaissements diminués des remboursements du principal.

Tableau 23. Dette extérieure publique et privée et ratios du service de la dette

Les données sur l'*encours de la dette totale à long terme* figurant dans ce tableau recouvrent la dette publique et à garantie publique ainsi que la dette privée non garantie. Le *service de la dette en pourcentage des exportations de biens et services* est l'une des diverses mesures traditionnelles de l'aptitude d'un pays à assurer le service de sa dette. Pour les groupes d'économies, les ratios moyens du service de la dette au PNB sont pondérés par le PNB en dollars courants. Les ratios moyens du service de la dette aux exportations de biens et de services sont pondérés par les exportations de biens et de services en dollars courants.

Tableau 24. Dette publique extérieure et ratios du service de la dette

L'*encours de la dette publique extérieure* représente le montant tiré en fin d'année sur les emprunts publics et à garantie publique, net des remboursements du principal et des annulations. Pour estimer la dette publique extérieure en pourcentage du PNB, les chiffres de la dette sont convertis des monnaies de remboursement en dollars sur la base des taux de change officiels en fin d'année. Pour convertir les PNB en dollars, on utilise la méthode

de conversion décrite dans la note technique relative aux Tableaux 2 et 3.

Les *versements d'intérêts* sont les intérêts effectivement versés au titre de l'encours de la dette publique et à garantie publique en devises, biens ou services. Ils comprennent les commissions d'engagement sur la dette non décaissée, dans la mesure où elles sont connues.

Le *service de la dette* est la somme des montants effectivement versés au titre du remboursement du principal (amortissement) et des versements effectifs d'intérêts en devises, biens et services sur la dette extérieure publique et à garantie publique. La méthode d'estimation de la dette totale à long terme en pourcentage du PNB, des ratios moyens du service de la dette au PNB et des ratios moyens du service de la dette aux exportations de biens et services est la même que celle qui est décrite dans la note relative au Tableau 23.

Les chiffres récapitulatifs sont calculés à partir des totaux par groupe du service de la dette et du PNB en dollars courants.

Tableau 25. Conditions des emprunts publics extérieurs

Les *engagements* se réfèrent aux emprunts publics et à garantie publique pour lesquels des accords ont été signés au cours de l'année spécifiée. Ils sont notifiés dans les monnaies de remboursement et convertis en dollars aux taux de change annuels moyens officiels.

Les chiffres cités pour les *taux d'intérêt*, les *échéances* et les *différés d'amortissement* sont des moyennes pondérées par le montant des emprunts. L'intérêt, principale charge prélevée sur un emprunt, est généralement calculé sur l'encours du principal. L'échéance est l'intervalle séparant la date de la signature d'un accord de prêt ou de l'émission d'obligations et la date finale de remboursement du principal. Le différé d'amortissement est l'intervalle entre la date de l'accord et celle du premier remboursement du principal.

Les *emprunts publics assortis de taux d'intérêt variables en pourcentage de la dette publique* sont ceux dont les taux d'intérêt flottent en fonction du taux pratiqué sur un marché clé; par exemple, le taux interbancaire offert sur la place de Londres (LIBOR) ou le taux de base des Etats-Unis. Cette rubrique indique la vulnérabilité de l'emprunteur aux variations des taux d'intérêt internationaux.

Les chiffres récapitulatifs de ce tableau sont pondérés par le montant des emprunts.

Tableau 26. Accroissement passé et projeté de la population

Les changements apportés aux sept tableaux ci-après sont décrits brièvement dans l'introduction.

Les taux d'accroissement de la population sont

des moyennes pour les périodes considérées, calculées à partir des chiffres de la population en milieu d'année.

Les estimations de la *population* pour le milieu de 1988 et les estimations de la fécondité et de la mortalité sont établies par la Banque mondiale à partir de données fournies par la Division de la population et le Bureau de statistique des Nations Unies, ainsi que par les services de statistiques des pays. Elles tiennent compte des résultats des recensements les plus récents qui, dans certains cas, datent néanmoins d'assez longtemps et ne sont pas précis. Les réfugiés qui ne sont pas installés définitivement dans le pays d'accueil sont généralement comptés parmi la population de leur pays d'origine.

Les projections de la population pour 2000, 2025 et pour l'année où la population deviendra finalement stationnaire (voir définition ci-dessous) ont été établies séparément pour chaque économie. Les données sur la population totale par âge et par sexe, la fécondité, la mortalité et la migration internationale sont projetées sur la base d'hypothèses généralisées, jusqu'au moment où sera atteinte la population stationnaire.

Une population stationnaire est une population pour laquelle les taux de mortalité par âge et par sexe n'ont pas changés depuis longtemps, tandis que les taux de fécondité se maintiennent au taux de remplacement, c'est-à-dire pour laquelle le taux net de reproduction (TNR) est égal à 1 (le TNR est défini dans la note du Tableau 27). Lorsqu'une population est stationnaire, le taux de natalité est constant et égal au taux de mortalité, la structure par âge est constante et le taux d'accroissement est nul.

Les projections démographiques sont établies pour chaque cohorte d'âge. On projette séparément la mortalité, la fécondité et les migrations, et on applique itérativement les résultats à la structure par âge de l'année de base (1985). Pour la période de projection 1985 à 2005, les variations du taux de mortalité sont établies par pays : les augmentations de l'espérance de vie et les diminutions de la mortalité infantile sont fondées sur les tendances observées antérieurement dans chaque pays. On suppose que la mortalité diminue plus rapidement lorsque le taux de scolarisation des filles dans l'enseignement secondaire est élevé. La mortalité infantile est projetée séparément de la mortalité des adultes.

Les projections des taux de fécondité sont également fondées sur les tendances antérieures. Pour les pays où la fécondité a commencé à baisser («transition démographique»), on suppose que cette tendance se poursuivra. On a observé qu'aucun des pays où l'espérance de vie est inférieure à 50 ans n'a enregistré de baisse de la fécondité; pour ces pays, la transition démographique

est retardée et on applique la baisse moyenne calculée pour le groupe des pays en transition démographique. On suppose que les pays dont la fécondité est inférieure au taux de remplacement auront un indice synthétique de fécondité constant jusqu'aux années 1995-2000, puis qu'il remontera au niveau de remplacement en l'an 2030.

Les taux de migration internationale reposent sur les tendances passées et présentes des flux migratoires et des politiques de migration. Parmi les sources consultées figurent les estimations et les projections établies par les services nationaux de statistiques, des institutions internationales et des établissements de recherche. Etant donné l'incertitude qui pèse sur les tendances futures des flux migratoires, on a supposé, dans les projections, que les taux nets de migration deviendront nuls en l'an 2025.

Les estimations de la population stationnaire relèvent de la spéculation. *Elles ne doivent pas être considérées comme des prédictions.* Elles ne visent qu'à montrer, à partir d'hypothèses généralisées, les implications des tendances récentes de la fécondité et de la mortalité. Les méthodes et les hypothèses utilisées pour les établir sont décrites plus en détail dans le document de la Banque mondiale, *World Population Projections, édition 1989-90*.

Tableau 27. Démographie et fécondité

Les *taux bruts de natalité* et de *mortalité* indiquent, respectivement, le nombre annuel de naissances vivantes et de décès pour mille habitants. Ils proviennent des sources mentionnées dans la note relative au Tableau 26.

Le *pourcentage de femmes en âge de procréer* correspond aux femmes âgées de 15 à 49 ans.

L'*indice synthétique de fécondité* mesure le nombre d'enfants que mettrait au monde une femme qui vivrait jusqu'à la fin de ses années de procréation en donnant naissance, à chaque âge, au nombre d'enfants correspondant au taux de fécondité pour cet âge. Les taux indiqués proviennent des sources mentionnées dans la note relative au Tableau 26.

Le *taux net de reproduction* (TNR), qui mesure le nombre de filles qu'une fille nouveau-née mettra au monde au cours de sa vie, dans l'hypothèse de taux fixes de mortalité et de fécondité par âge, indique dans quelle mesure une cohorte de filles nouveau-nées se reproduira. Un TNR de 1 indique que la fécondité se trouve au niveau de remplacement, c'est-à-dire que les femmes donneront naissance, en moyenne, à un nombre de filles juste suffisant pour les remplacer dans la population. De même que pour l'estimation du chiffre de la population stationnaire, chercher à déterminer l'année où la fécondité se trouvera au niveau de remplacement relève de la spéculation, et l'année indiquée ne doit pas être considérée comme une prédiction.

Le *pourcentage de femmes mariées en âge de procréer et utilisant des moyens de contraception* représente les femmes qui pratiquent ou dont le mari pratique une forme quelconque de contraception. L'emploi de contraceptifs se mesure généralement pour les femmes âgées de 15 à 49 ans. Certains pays utilisent d'autres groupes d'âge, notamment 15-44 ans.

Les chiffres proviennent essentiellement d'enquêtes démographiques et sanitaires, d'enquêtes sur la prévalence de la contraception, des dossiers de la Banque mondiale sur les pays et de l'article de Mauldin et Segal intitulé «Prevalence of Contraceptive Use: Trends and Issues», publié dans le volume 19 de *Studies in Family Planning* (1988). Pour quelques pays sur lesquels on ne dispose pas de données d'enquêtes, on a utilisé les statistiques des programmes de planning familial. Parmi ces pays figurent l'Inde et plusieurs pays d'Afrique. Celles-ci sous-estiment parfois le taux d'emploi de la contraception, parce qu'elles ne tiennent pas compte de méthodes telles que le coït interrompu ou la continence périodique ou totale, ni de l'emploi de contraceptifs obtenus en dehors des programmes officiels de planning familial. Les chiffres se rapportent à différentes années, mais ne sont généralement pas antérieurs de plus de deux ans à l'année spécifiée dans le tableau.

Tous les chiffres récapitulatifs sont des données par pays pondérées par la part de chaque pays dans la population totale.

Tableau 28. Santé et nutrition

Les estimations du *nombre d'habitants par médecin et infirmier* sont tirées de données de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) complétées par des données obtenues directement par la Banque mondiale auprès de sources nationales. Ces données se rapportent à diverses années, mais ne sont généralement pas antérieures de plus de deux ans à l'année indiquée. Le nombre de médecins comprend, en plus du nombre total des médecins proprement dits, les aides médicaux dont la formation n'est pas aussi complète que celle des médecins mais qui dispensent néanmoins des services médicaux similaires, pratiquant notamment certaines opérations simples. Par infirmier, on entend les infirmiers diplômés, les aides-soignants, les aides-infirmiers et les infirmiers auxiliaires, ainsi que le personnel paraprofessionnel comme les agents de santé, les secouristes et les accoucheuses traditionnelles, etc. Le fait qu'il est tenu compte du personnel auxiliaire et paraprofessionnel donne une estimation plus réaliste des soins infirmiers disponibles. Mais comme, d'une part, les définitions des médecins et du personnel infirmier varient et que, d'autre part, les données se rapportent à des années diverses, les chiffres présentés

pour ces deux indicateurs ne sont pas strictement comparables entre pays.

Les données sur les *accouchements avec l'aide d'un personnel de santé* indiquent le pourcentage des accouchements enregistrés ayant eu lieu en présence d'un agent reconnu des services de santé. Les données émanent de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et sont complétées par des données de l'UNICEF; elles sont fondées sur des informations de sources nationales. Ces données proviennent pour la plupart de rapports officiels des collectivités et des registres hospitaliers, et certaines n'indiquent que les accouchements dans les hôpitaux et autres établissements médicaux. Parfois, les petits hôpitaux privés ou ruraux sont exclus de ces statistiques et, parfois, celles-ci englobent jusqu'à des établissements locaux relativement primitifs. Par conséquent, la couverture n'est pas toujours complète, et les chiffres sont à traiter avec une extrême prudence.

Le pourcentage de *nouveau-nés ayant un faible poids à la naissance* concerne les enfants dont le poids à la naissance est inférieur à 2.500 grammes. Ce phénomène est souvent lié à la malnutrition des mères et tend à accroître le risque de mortalité infantile et à entraîner des problèmes de croissance durant la première enfance et l'enfance proprement dite, d'où un nombre accru de cas de retards dans le développement. Les chiffres sont tirés de documents de l'OMS et de l'UNICEF et reposent sur des données nationales. Ils ne sont pas strictement comparables entre pays, étant donné qu'ils proviennent d'enquêtes et de dossiers administratifs qui ne donnent pas nécessairement une idée exacte de la situation à l'échelle du pays entier.

Le *taux de mortalité infantile* exprime le nombre de décès d'enfants de moins de un an pour mille naissances vivantes au cours d'une année donnée. Ces statistiques proviennent de la publication des Nations Unies *Mortality of Children Under Age 5: Projections, 1950-2025*, ainsi que de la Banque mondiale.

On calcule l'*apport journalier de calories par habitant* en divisant l'équivalent-calorie de l'offre de denrées alimentaires disponible dans un pays par sa population totale. Cette offre comprend la production intérieure, les importations diminuées des exportations et les variations des stocks; elle ne comprend ni les aliments pour animaux, ni les semences utilisées dans l'agriculture, ni les pertes en cours de traitement et de distribution. Ces estimations proviennent de la FAO.

Les chiffres récapitulatifs présentés dans ce tableau sont les données par pays pondérées par la part de chaque pays dans la population totale.

Tableau 29. Education

Les données de ce tableau se rapportent à différentes années, mais la différence par rapport aux

années indiquées ne dépasse généralement pas deux ans; cependant, les chiffres pour les filles correspondent parfois à une année antérieure à celle des totaux globaux. Les données proviennent pour l'essentiel de l'Unesco.

Les données relatives au nombre d'inscrits dans l'*enseignement primaire* représentent une estimation du nombre d'enfants de tous âges inscrits à l'école primaire. Elles indiquent le pourcentage d'inscrits par rapport à la population des enfants d'âge scolaire. Dans un grand nombre de pays, l'âge du primaire est de 6 à 11 ans, mais ce n'est pas le cas partout. Les différences concernant l'âge du primaire et la durée de la scolarité d'un pays à l'autre se répercutent sur les taux indiqués. Pour certains pays où l'enseignement primaire est universel, les taux bruts d'inscription peuvent être supérieurs à 100 %, certains élèves ayant un âge supérieur ou inférieur à l'âge officiel du primaire.

Les données relatives au nombre d'inscrits dans l'*enseignement secondaire* sont calculées de la même manière mais, là encore, l'âge du secondaire varie d'un pays à l'autre; dans la plupart des cas, cet âge est de 12 à 17 ans. Les taux peuvent être influencés par l'entrée tardive d'élèves plus âgés, ainsi que par les redoublements et les cas d'engorgement des effectifs en fin de cycle.

Le taux d'inscription dans l'*enseignement supérieur* se calcule en divisant le nombre d'élèves inscrits dans toutes les écoles d'enseignement post-secondaire et universités par la population âgée de 20 à 24 ans. Les élèves des écoles professionnelles, des programmes d'éducation des adultes, des cycles de deux ans d'enseignement supérieur et des centres d'enseignement à distance (cours par correspondance principalement) sont inclus. La distribution des élèves entre ces divers types d'établissement varie selon les pays. La population âgée de 20 à 24 ans a été retenue comme dénominateur par l'Unesco car elle représente une cohorte moyenne au niveau de l'enseignement supérieur, bien que des élèves plus jeunes et plus âgés puissent être inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur.

Le *taux net de scolarisation primaire* est le pourcentage des enfants d'âge scolaire inscrits à l'école. A la différence du taux brut d'inscription, le taux net correspond au groupe des enfants ayant l'âge du primaire. Cet indicateur donne une idée beaucoup plus précise du nombre des enfants de ce groupe d'âge qui sont effectivement scolarisés, indépendamment du nombre d'élèves d'un âge supérieur (ou inférieur) à l'âge officiel du primaire.

Le *ratio élèves-maître du primaire* est le nombre d'élèves inscrits à l'école primaire dans le pays, divisé par le nombre de maîtres de l'enseignement primaire.

Les chiffres récapitulatifs présentés dans ce tableau sont les taux d'inscription par pays, pondé-

rés par la part de chaque pays dans la population totale.

Tableau 30. Répartition du revenu et estimations du PIB d'après le PCI

Les données présentées dans ce tableau se rapportent aux estimations du PIB d'après le PCI et à la distribution du revenu ou des dépenses entre différents groupes de ménages classés en quantiles en fonction du revenu total du ménage, et du revenu par membre du ménage ou des dépenses.

La première colonne présente les résultats préliminaires de la Phase V du Programme de comparaison international (PCI) des Nations Unies pour 1985. Le PCI procède à une refonte des comptes nationaux traditionnels en effectuant des relevés spéciaux des prix et en décomposant le PIB par catégorie de dépenses. Des résultats plus complets devraient être disponibles vers le milieu des années 90. Les chiffres présentés ici sont sujets à révision et on ne doit donc leur attribuer qu'une valeur indicative. Les chiffres de la Phase V sont traités par les services nationaux de statistiques. Les résultats sont coordonnés par le Bureau de statistique du Secrétariat de l'ONU avec l'appui d'autres institutions internationales, en particulier de l'Office de statistique des Communautés européennes (Eurostat) et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). La Banque mondiale, la Commission économique pour l'Europe et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique contribuent également à ce programme.

Un total de 64 pays ont participé à la Phase V du PCI, et on dispose maintenant de résultats préliminaires pour 57 d'entre eux. Pour un pays (le Népal), tous les chiffres du PIB n'étaient pas disponibles, et les comparaisons n'ont porté que sur la consommation; deux pays de moins de 1 million d'habitants — le Luxembourg et le Swaziland, dont l'indice du PIB par habitant est estimé, respectivement, à 81,3 et 13,6 — sont omis du présent tableau. Les données relatives aux sept autres pays, tous situés dans les Caraïbes, sont attendues prochainement.

Bien que les chiffres relatifs au PIB par habitant soient présentés sous la forme d'indices des valeurs correspondant aux Etats-Unis, les données sur lesquelles ils reposent sont exprimées en dollars des Etats-Unis. Toutefois, ces valeurs en dollars, qui sont différentes de celles présentées aux Tableaux 1 et 3 (voir les notes techniques relatives à ces tableaux), sont obtenues au moyen de facteurs de conversion spéciaux visant à égaliser les pouvoirs d'achat des monnaies des différents pays. Ce facteur de conversion, appelé couramment parité du pouvoir d'achat (PPA), se définit comme le nombre d'unités de la monnaie d'un pays nécessaires pour acheter sur le marché de ce

pays la même quantité de biens et de services qu'avec un dollar aux Etats-Unis. Le calcul des PPA nécessite l'établissement de grandeurs implicites à partir des données sur la dépense figurant dans les comptes nationaux et de données sur les prix spécialement recueillies à cet effet, et leur réévaluation pour chaque pays sur la base d'une série unique de prix moyens. Les PPA égalisent ainsi les prix en dollars pour chaque pays, et les comparaisons des PIB entre pays faites sur cette base reflètent les différences dans les quantités de biens et de services, indépendamment de toute différence des niveaux des prix. Cette méthode vise à aligner les comparaisons entre pays sur les comparaisons des valeurs réelles entre diverses périodes sur la base de séries en prix constants.

Les chiffres présentés ici sont le résultat d'un calcul en deux étapes. D'abord, on compare les pays d'une même région ou d'un même groupe comme l'OCDE en utilisant les prix moyens de la région ou du groupe en question. Ensuite, comme les prix moyens peuvent différer d'un groupe à un autre, rendant impossible toute comparaison entre pays appartenant à des groupes différents, on ajuste les prix des groupes de manière à les rendre comparables à l'échelle mondiale. Ces ajustements, effectués par le Bureau de statistique des Nations Unies, sont fondés sur les différences de prix observées dans un réseau de pays «relais» représentant chaque groupe. Toutefois, ce raccourci se fait de manière à conserver dans la comparaison mondiale les niveaux relatifs des PIB observés dans les comparaisons par groupe.

On a adopté ce processus en deux étapes parce que les niveaux relatifs des PIB et la place relative de deux pays peuvent varier lorsqu'on ajoute d'autres pays à la comparaison. On a estimé que l'on ne devrait pas laisser ce phénomène se produire au sein d'une même région géographique, c'est-à-dire que la relation entre le Ghana et le Sénégal, par exemple, ne devrait pas être affectée par les prix pratiqués aux Etats-Unis. On calcule donc les niveaux globaux du PIB par habitant aux prix «régionaux», puis on les raccorde les uns aux autres, en réévaluant le PIB de tous les pays aux prix «mondiaux» moyens et en réaffectant les nouveaux totaux régionaux en fonction de la part de chaque pays dans la comparaison initiale.

Cette méthode ne permet pas de comparer des grandeurs plus détaillées (par exemple, la consommation alimentaire). C'est pourquoi, on calcule ces sous-agrégats et les catégories de dépenses plus détaillées à partir des prix mondiaux. Ainsi, ces grandeurs sont effectivement comparables sur le plan international mais, si on en fait la somme, elles ne correspondent pas aux PIB indiqués parce qu'elles sont calculées sur la base d'un ensemble différent de prix.

Certains pays appartiennent à plusieurs groupes

régionaux. Certains groupes ont un rang prioritaire; d'autres sont traités sur un pied d'égalité. Ainsi la fixité est toujours maintenue entre les membres des Communautés européennes, même dans les comparaisons à l'échelle de l'OCDE ou du monde. Dans le cas de la Finlande et de l'Autriche, cependant, la relation bilatérale qui ressort de la comparaison au niveau de l'OCDE est aussi celle qui est utilisée dans la comparaison mondiale. Pourtant, la relation (fondée sur les prix d'Europe centrale) est sensiblement différente dans la comparaison effectuée au sein de ce groupe, et c'est cette relation qui est présentée dans la publication séparée sur la comparaison au sein de l'Europe.

Pour plus de détails sur les procédures du PCI, le lecteur peut se reporter au rapport sur la Phase IV du PCI, *Comparaisons mondiales du pouvoir d'achat et du produit réel en 1980* (New York : Nations Unies, 1986).

Les données sur la répartition du revenu couvrent les zones rurales et urbaines pour tous les pays. Elles se réfèrent à différentes années entre 1979 et 1988 et proviennent de plusieurs sources, notamment de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, de l'étude du Luxembourg sur les revenus, de l'OCDE, de la publication des Nations Unies *National Accounts Statistics: Compendium of Income Distribution Statistics, 1985*, de la Banque mondiale et de sources nationales. Les données relatives à de nombreux pays ont été mises à jour, et certaines des données sur la répartition du revenu qui se rapportaient à des années trop lointaines ont été supprimées.

Dans de nombreux pays, la collecte de données sur la répartition du revenu n'est pas organisée systématiquement, ni intégrée au système statistique officiel. Les données sont tirées d'enquêtes conçues à d'autres fins, le plus souvent d'enquêtes sur les dépenses des consommateurs, qui fournissent également des informations sur les revenus. Ces enquêtes sont fondées sur des définitions des revenus et des modèles d'échantillonnage divers et, dans bien des cas, leur couverture géographique est trop limitée pour pouvoir servir à l'établissement d'estimations fiables de la répartition du revenu à l'échelle nationale. Bien que les données présentées ici correspondent aux meilleures estimations disponibles, elles souffrent néanmoins de tous ces problèmes et doivent être interprétées avec prudence.

De la même manière, la portée de cet indicateur est limitée pour certains pays, et les données relatives à d'autres pays ne sont pas totalement comparables. Comme la taille des ménages varie, il vaut mieux, à de nombreuses fins, établir la répartition en classant les ménages en fonction de leur revenu par tête plutôt qu'en fonction de leur revenu total. Cette distinction est importante car les ménages à faible revenu par tête sont souvent des

familles nombreuses dont le revenu total peut être élevé et, inversement, de nombreux ménages à faible revenu total peuvent être de petites familles au revenu par tête élevé. On ne dispose de données sur la répartition du revenu familial par tête que pour quelques pays et celles-ci ne sont pas souvent mises à jour. Chaque fois que possible, la répartition a été calculée sur la base du revenu par tête; dans les autres cas, elle est fondée sur les dépenses par tête, sur le revenu du ménage, ou sur les dépenses du ménage. Comme les ménages à faible revenu sont souvent de petites unités (par exemple, des personnes seules ou les couples sans enfant), la répartition selon le revenu des ménages peut surestimer l'inégalité des revenus. En outre, étant donné que l'épargne des ménages tend à croître d'autant plus rapidement qu'augmentent les niveaux de revenu, la répartition selon le niveau de dépenses tend à sous-estimer l'inégalité des revenus. Dans le cadre de son étude sur la mesure des niveaux de vie et de son projet «Dimensions sociales de l'ajustement», portant sur les pays d'Afrique subsaharienne, la Banque mondiale aide plusieurs pays à améliorer la collecte et l'analyse de données sur la répartition du revenu.

Tableau 31. Urbanisation

Les chiffres de la *population urbaine en pourcentage de la population totale* proviennent du document de l'ONU intitulé *Prospects of World Urbanization, 1988*, et sont complétés par des données de la Banque mondiale.

Les taux d'accroissement de la population urbaine sont calculés à partir des estimations de la population préparées par la Banque mondiale. La part de la population urbaine dans la population totale est estimée à partir des sources susmentionnées. Les données relatives au pourcentage de la population urbaine vivant dans de grandes villes proviennent du document des Nations Unies *Modes d'accroissement de la population urbaine et rurale, 1980*.

Dans la mesure où les estimations figurant dans ce tableau sont basées sur des définitions nationales différentes du terme «urbain», la prudence s'impose lorsqu'on procède à des comparaisons entre pays. Les données relatives à la population urbaine vivant dans de grandes villes sont tirées de recensements.

Les chiffres récapitulatifs de la population urbaine en pourcentage de la population totale sont calculés à partir des pourcentages par pays, pondérés par la part de chaque pays dans la population totale; les autres chiffres récapitulatifs présentés dans ce tableau sont pondérés de la même manière, à partir de la population urbaine.

Tableau 32. Les femmes et le développement

Ce tableau contient quelques indicateurs de base décomposés de manière à montrer les différences selon le sexe et à illustrer la condition des femmes dans la société. Les données qu'il présente reflètent la situation démographique des femmes et leur degré d'accès aux services de santé et d'éducation. Les anomalies statistiques deviennent plus apparentes encore si l'on analyse les indicateurs sociaux par sexe; cela tient au fait que les systèmes d'information laissent souvent à désirer dans les domaines liés plus particulièrement aux femmes. Les indicateurs tirés de recensements et d'enquêtes, comme ceux de la population, tendent à être à peu près aussi fiables pour les femmes que pour les hommes; mais les indicateurs tirés essentiellement de dossiers administratifs, comme les taux de mortalité maternelle et infantile, le sont moins. Plus de ressources sont aujourd'hui consacrées à la collecte de meilleures statistiques sur ces sujets, mais la fiabilité des données, même pour les séries figurant dans ce tableau, est encore très variable.

Le *risque de décès avant l'âge de cinq ans* (également appelé taux de mortalité des moins de cinq ans) indique la probabilité qu'un nouveau-né meure avant d'atteindre l'âge de cinq ans. Ces taux sont extraits des tables de mortalité fondées sur les estimations de l'espérance de vie à la naissance et sur les taux de mortalité infantile. De façon générale, dans le monde, il naît plus de garçons que de filles. Dans un bon milieu nutritionnel et sanitaire, et en temps de paix, les garçons de moins de cinq ans ont un taux de mortalité supérieur à celui des filles. Les chiffres de ces colonnes montrent que les différences entre garçons et filles du risque de décès avant l'âge de cinq ans varient considérablement. Dans les pays industriels à économie de marché, ce risque est de 23 % plus faible pour les filles que pour les garçons; dans certaines économies à faible revenu, il est en fait plus élevé pour les filles. Cela conduit à penser que les garçons et les filles ne sont pas traités de la même manière en ce qui concerne l'alimentation et les soins de santé.

Cette discrimination frappe en particulier les filles en bas âge, qui peuvent ne pas recevoir leur juste part des vivres disponibles lorsque ceux-ci sont rares, ou pour lesquelles on ne recourra peut-être pas aussi promptement à des soins médicaux coûteux. Cette forme de discrimination n'est pas uniformément associée au degré de développement. Il est des pays à revenu faible ou intermédiaire (ou des régions de ces pays) où le risque relatif de décès avant l'âge de cinq ans des filles par rapport aux garçons est approximativement le même que dans les pays industriels. Dans beaucoup d'autres pays, cependant, les chiffres montrent clairement la nécessité d'associer plus

étroitement les femmes au développement. Les indicateurs relatifs à la santé et au bien-être du Tableau 28 et de la colonne du présent tableau sur la mortalité maternelle appellent tout particulièrement l'attention sur les implications de la maternité. Celle-ci reste, dans les pays en développement, la première cause de décès pour les femmes en âge de procréer. Les indicateurs reflètent, mais sans les mesurer, les services de santé auxquels les femmes ont accès et la situation générale des mères en matière de protection sociale et de nutrition.

L'*espérance de vie à la naissance* est définie dans la note relative au Tableau 1.

La rubrique *mortalité maternelle* indique le nombre de décès de femmes liés à la maternité pour 100.000 naissances vivantes. Etant donné que certains pays définissent cette cause de décès plus largement que d'autres — en y englobant les décès liés aux complications de la grossesse, à l'état puerpéral ou à l'avortement — et que beaucoup de femmes enceintes meurent faute de soins appropriés, la mortalité maternelle se prête mal à des mesures fiables et cohérentes d'un pays à l'autre. Les données de ces deux séries sont tirées de diverses sources nationales rassemblées par l'OMS, mais beaucoup de systèmes administratifs nationaux laissent à désirer et n'enregistrent pas systématiquement les événements démographiques. Les chiffres proviennent essentiellement des rapports des autorités locales et des registres hospitaliers; dans certains cas, ils correspondent uniquement aux décès survenus à l'hôpital ou dans un autre établissement médical. Parfois, les petits hôpitaux privés ou ruraux sont exclus de ces statistiques ou, à l'inverse, celles-ci peuvent englober des établissements locaux relativement primitifs. La couverture de ces statistiques n'est donc pas toujours complète et les chiffres doivent être traités avec une extrême prudence.

A l'évidence, beaucoup de décès liés à la maternité ne sont pas comptabilisés, surtout dans les pays où les populations rurales sont isolées; cela explique certains des chiffres très bas figurant dans ce tableau, en particulier pour plusieurs pays africains. En outre, il est difficile de dire si une augmentation du nombre d'accouchements à l'hôpital reflète un meilleur accès des femmes aux soins médicaux ou une augmentation des complications en cours de grossesse ou à l'accouchement imputables, par exemple, à une mauvaise nutrition. (Voir au Tableau 28 les données sur les nouveau-nés ayant un faible poids à la naissance.)

Ces séries chronologiques tentent de regrouper des informations déjà disponibles mais qui ne sont pas toujours publiées dans les documents internationaux. Consciente des inévitables lacunes de ces séries, l'OMS a invité les pays à fournir des données plus complètes. Ces séries sont reproduites

ici, à partir du document *Maternal Mortality Rates*, publié par l'OMS en 1986, et de la publication de l'UNICEF *La situation des enfants dans le monde 1989*, dans le cadre des efforts entrepris au plan international pour appeler l'attention sur ces questions. Les données se réfèrent à une année comprise entre 1977 et 1984.

Les indicateurs relatifs à l'éducation sont fondés sur des données de l'Unesco et comparent le degré d'accès des filles à l'éducation à celui des garçons.

Le *taux de persévérance dans le primaire* est le pourcentage des enfants ayant commencé leur scolarité primaire en 1970 et en 1984, respectivement, qui sont entrés en quatrième année du primaire en 1973 et 1987. Ces données sont fondées sur les registres d'inscription. Les taux légèrement plus élevés observés pour les filles dans certains pays d'Afrique tiennent peut-être à la participation des garçons à des activités comme la garde des troupeaux.

Toutes choses égales par ailleurs, et à égalité de chances, le *nombre de filles pour 100 garçons* devrait être proche de 100. Cependant, des inégalités peuvent le faire varier dans un sens ou dans l'autre. C'est ainsi que le nombre de filles pour 100 garçons augmentera dans l'enseignement secondaire si le taux de fréquentation scolaire des garçons baisse plus vite en fin de cycle parce que de meilleurs débouchés professionnels s'offrent à eux, qu'ils doivent remplir leurs obligations militaires, ou qu'ils migrent pour chercher un emploi. En outre, comme les chiffres de ces colonnes portent surtout sur l'enseignement secondaire général, ils ne comprennent pas les élèves (garçons pour la plupart) inscrits dans les écoles d'enseignement technique ou professionnel ou qui suivent un apprentissage à temps plein, comme en Europe de l'Est.

Tous les chiffres récapitulatifs sont fondés sur les données par pays, pondérées par la part de chaque pays dans la population globale.

Bibliographie

Production et absorption intérieure	<p>Nations Unies. Département des affaires économiques et sociales internationales. Editions diverses. <i>Annuaire statistique</i>. New York.</p> <p>———. Editions diverses. <i>Annuaire des statistiques de l'énergie</i>. Etudes statistiques, série J. New York.</p> <p>Programme de comparaison internationale, rapports Phase IV (1980) et V (1985), et données de la CEE, du CESAP, de l'Eurostat, de l'OCDE et des Nations Unies.</p> <p>Données de la FAO, du FMI, de l'ONUDI et de la Banque mondiale; et sources nationales.</p>
Comptes budgétaires et monétaires	<p>Fonds monétaire international. 1989. <i>Government Finance Statistics Yearbook</i>. Vol. 11. Washington.</p> <p>———. Editions diverses. <i>Statistiques financières internationales</i>. Washington.</p> <p>Nations Unies. Département des affaires économiques et sociales internationales. Editions diverses. <i>Annuaire des statistiques de l'énergie</i>. Etudes statistiques, série J. New York.</p> <p>Données du FMI.</p>
Transactions internationales essentielles	<p>Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Editions diverses. <i>Manuel de statistiques du commerce international et du développement</i>. Genève.</p> <p>Fonds monétaire international. 1989. Editions diverses. <i>Statistiques financières internationales</i>. Washington.</p> <p>Nations Unies. Département des affaires économiques et sociales internationales. Editions diverses. <i>Bulletin mensuel de statistiques</i>. New York.</p> <p>———. Editions diverses. <i>Annuaire statistique du commerce international</i>. New York.</p> <p>Données de la FAO, du FMI, de l'ONU et de la Banque mondiale.</p>
Finances extérieures	<p>Organisation de coopération et de développement économiques. Editions diverses. <i>Coopération pour le développement</i>. Paris.</p> <p>———. 1988. <i>Répartition géographique des ressources financières mises à la disposition des pays en développement</i>. Paris.</p> <p>Données du FMI, de l'OCDE et de la Banque mondiale; et Système de notification de la dette à la Banque mondiale.</p>
Ressources humaines	<p>Institute for Resource Development/Westinghouse. 1987. <i>Child Survival: Risks and the Road to Health</i>. Columbia, Md.</p> <p>Mauldin, W. Parker et Sheldon J. Segal. 1988. «Prevalence of Contraceptive Use: Trends and Issues.» <i>Studies in Family Planning</i> 19, No 6 : 335-53.</p> <p>Nations Unies. Département des affaires économiques et sociales internationales. Editions diverses. <i>Annuaire démographique</i>. New York.</p> <p>———. Editions diverses. <i>Population and Vital Statistics Report</i>. New York.</p> <p>———. Editions diverses. <i>Annuaire statistique</i>. New York.</p> <p>———. 1981. <i>Modes d'accroissement de la population urbaine et rurale</i>. New York.</p> <p>———. 1984. <i>Recent Levels and Trends of Contraceptive Use as Assessed in 1983</i>. New York.</p> <p>———. 1988. <i>Mortality of Children Under Age 5: World Estimates and Projections 1950-2025</i>. New York.</p> <p>———. 1989. <i>Prospects of World Urbanization</i>. New York.</p> <p>———. 1989. <i>World Population Prospects: 1988</i>. New York.</p> <p>Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Editions diverses. <i>Annuaire statistique</i>. Paris.</p> <p>Organisation mondiale de la santé. Editions diverses. <i>Annuaire de statistiques sanitaires mondiales</i>. Genève.</p> <p>———. 1986. <i>Maternal Mortality Rates: A Tabulation of Available Information</i>, 2e édition. Genève.</p> <p>———. Editions diverses. <i>Rapport trimestriel de statistiques sanitaires mondiales</i>. Genève.</p> <p>Sivard, Ruth. 1985. <i>Women — A World Survey</i>. Washington : World Priorities.</p> <p>UNICEF. 1989. <i>La situation des enfants dans le monde 1989</i>. New York : UNICEF.</p> <p>Données de la FAO et de la Banque mondiale.</p>

Banque mondiale

Ils sont plus de 1 milliard, dans le monde en développement, à vivre dans la pauvreté, et des millions, en Afrique subsaharienne et en Amérique latine, à souffrir toujours plus de privations. Dix ans après l'édition de 1980 du *Rapport sur le développement dans le monde*, qui examinait les causes et l'étendue de la pauvreté, le treizième Rapport annuel que voici revient sur la question pour faire le point sur ce qui a réussi et sur ce qui a échoué et pour considérer l'avenir. Il recommande que les pays et la communauté du développement poursuivent, contre la pauvreté, une stratégie à deux volets — stratégie qui s'est déjà, du reste, révélée riche de promesses.

Il s'agit de promouvoir une croissance large de nature à créer des activités génératrices de revenu pour les pauvres et, simultanément, de faire en sorte que ceux-ci — en améliorant leur accès à l'instruction, aux soins de santé et aux autres services sociaux — puissent en tirer parti. Des transferts et autres dispositions spéciales seront à prévoir pour ceux qui ne pourront pas profiter pleinement de ces perspectives nouvelles — comme les personnes âgées, les malades et les handicapés dans le besoin — et pour ceux que chocs économiques et revers de fortune auront abattus. Mais les principaux éléments de la stratégie sont conçus pour donner aux pauvres la possibilité de mettre à profit leur ressource principale, qui est leur force de travail. Le Rapport engage la communauté du développement à attribuer une plus grande part des budgets d'aide aux pays dont les choix politiques attestent qu'ils sont véritablement résolus à faire reculer la pauvreté.

L'économie mondiale est sortie plus indemne que prévu des chocs et bouleversements des années 80. Si les tendances actuelles se maintenaient, une solide assise économique serait ainsi créée pour relever le défi de la pauvreté et arriver, dans les dernières années du XXe siècle, à éclairer l'avenir pour de nombreuses populations du monde en développement. De gros progrès ont déjà été accomplis au cours des trois dernières décennies. Même dans celle, que l'on a dite perdue, des années 80, les conditions de vie ont continué à s'améliorer pour la majorité des pauvres du monde. Ce qu'il faut, maintenant, c'est un engagement politique — de la part des pays en développement, des pays industriels et de la communauté internationale.

Comme les précédents, le Rapport 1990 comprend, en annexe, les Indicateurs du développement dans le monde, où l'on trouvera des données complètes et à jour sur le développement économique et social de plus de 180 pays et territoires. Ces données peuvent aussi s'obtenir sur disquettes, utilisables sur ordinateur individuel.

Archives
HB 1001

0077-1

0-19-520851-X